



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°7 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Construction du tram
Conventions fiscales
Pacte logement

p. 250
p. 274
p. 243

Sommaire des séances publiques n°s 21-23
Sommaire des questions parlementaires

p. 277
p. Q83

21^e séance
22^e séance
23^e séance

Mardi 13 mai 2014
Mercredi 4 juin 2014
Jeudi 5 juin 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Visite officielle du Président de la Chambre à Paris



C'est dans une ambiance constructive et très chaleureuse que s'est déroulée l'entrevue du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, avec son homologue français, M. Claude Bartolone, dans le cadre de sa visite officielle à l'Assemblée nationale à Paris.

M. Di Bartolomeo était accompagné de M. Claude Wiseler, membre du Bureau, et de M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés, ainsi que de S. E. M. Paul Dühr, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg en France.

Les deux Présidents de parlement ont fait le tour des développements récents sur le plan européen en insistant notamment sur la nécessité d'un plus grand pouvoir d'influence des parlements nationaux sur le processus décisionnel. «Un suivi des dossiers européens à un stade précoce est indispensable», a estimé M. Di Bartolomeo.

Le sujet d'actualité de la présidence à la Commission européenne fut également abordé. À côté de la question sur la personne, le contenu du programme a également été évoqué. Les interlocuteurs ont souligné l'im-



M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Bartolone

portance d'une Europe soucieuse du volet social et du chômage en particulier.

En ce qui concerne les relations bilatérales, M. Di Bartolomeo et M. Bartolone les ont qualifiées d'excellentes. Ils ont exprimé leur volonté de travailler ensemble sur des projets transfrontaliers. Grâce à une bonne collaboration, plus de 80.000 frontaliers de France viennent travailler au Grand-Duché chaque jour.

Le Président du Parlement luxembourgeois a également abordé le sujet de la centrale nucléaire de Cattenom: «Un incident majeur pourrait remettre en cause l'intégrité territoriale luxembourgeoise.»

À l'avenir, les contacts seront intensifiés et systématisés tant entre les deux Présidents qu'au niveau de leurs assemblées, ceci notamment dans le but d'adopter des positions communes dans certains dossiers européens.

Lors de la visite officielle, la délégation luxembourgeoise a également rencontré M. Michel Liebgott, président du groupe d'amitié France-Luxembourg de l'Assemblée nationale.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Mme Anne Brasseur a accueilli le nouveau Président de l'Ukraine

La Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Mme Anne Brasseur, a réaffirmé son soutien aux autorités ukrainiennes lors de son discours d'ouverture de la session d'été de l'APCE qui s'est déroulée du 23 au 27 juin 2014 à Strasbourg.

Accueillant à la même occasion le nouveau Président ukrainien, M. Petro Porochenko, elle a salué les propositions présentées par ce dernier, notamment l'instauration d'un cessez-le-feu, d'une amnistie et d'une réforme constitutionnelle, comme «porteuses d'espoir».

«Je suis profondément convaincue que nous disposons d'une opportunité réelle d'amorcer un processus de

normalisation en Ukraine ainsi qu'entre la Russie et l'Ukraine», a déclaré Mme Brasseur.

«Il est donc essentiel de procéder à la mise en œuvre des initiatives du Président de l'Ukraine Petro Porochenko le plus rapidement possible, y compris dans le domaine des réformes politiques et institutionnelles», a-t-elle souligné, avant d'ajouter que «les autorités ukrainiennes pourront compter sur le soutien de l'APCE».

Mme Anne Brasseur a également rappelé l'importance du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale «comme l'un des principes fondamentaux du droit international».



M. Petro Porochenko et Mme Anne Brasseur

La pétition publique et ordinaire: deux outils différents

Suite aux critiques de l'initiative «Schutz fir d'Kand» concernant les pétitions publiques, les membres de la Commission des Pétitions ont tenu à préciser la différence entre les pétitions publiques et ordinaires dans le cadre d'une réunion.

«Les règles ne changent pas en cours de route et restent les mêmes pour tout pétitionnaire», a souligné le président de la commission, M. Marco Schank. Les pétitionnaires de l'Initiative «Schutz fir d'Kand» avaient demandé d'ajouter le nombre de signatures récoltées en ligne par l'inter-

médiaire d'une pétition publique et sur papier par l'intermédiaire d'une pétition ordinaire.

Il s'agit pourtant de deux outils distincts, la pétition publique prévoyant des conditions plus strictes par rapport à la pétition ordinaire, à savoir:

- un seuil de 4.500 signatures à atteindre pour obtenir un débat public;

- un délai de la période de signature fixé à six semaines;

- l'obligation pour les pétitionnaires d'être âgés de 15 ans au minimum et de disposer d'un numéro de matricule luxembourgeois;

- le contrôle et la validation des signatures.

Selon la procédure, la pétition publique n°343, qui avait récolté 3.187 signatures et n'a donc pas atteint le seuil nécessaire des 4.500 signatures, est reclassée en pétition ordinaire. Les députés ont décidé à l'unanimité d'informer le Gouvernement sur la requête des pétitionnaires qui s'opposent à la réforme du mariage consacrée par le vote

en séance publique du projet de loi 6172A le 18 juin.

L'outil de la pétition publique, qui se fait uniquement en ligne par l'intermédiaire du site de la Chambre, a été introduit à la mi-mars. Plus d'une soixantaine de requêtes ont été faites depuis lors. En automne, les membres de la Commission des Pétitions ont prévu de dresser le bilan des premières expériences faites avec ce nouvel outil; ils examineront notamment des questions techniques et procédurales.

Visite monténégrine à la Chambre des Députés



Les membres des délégations parlementaires luxembourgeoise et monténégrine

Les efforts du Monténégro de rejoindre l'OTAN et l'Union européenne ainsi que la politique envers les émigrés ont dominé les discussions lors d'une entrevue à la Chambre des Députés, le jeudi 26 juin 2014, entre le Président et des membres de la Chambre des Députés, d'un côté, et des députés monténégrins, de l'autre.

En sa qualité de président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel a accueilli la délégation parlementaire de la Commission des Relations internationales et des Émigrés de la Skupština du Monténégro.

Après la signature du Livre d'or, les députés ont échangé leurs points de vues sur plusieurs sujets concernant les relations bilatérales et les aspirations du Monténégro à intégrer l'Alliance transatlantique et l'Union européenne, à développer davantage l'indépendance de son système judiciaire et à faire avancer la démocratie.

La question de la double nationalité a également été évoquée, le Monténégro ne disposant pas de cet instrument.

Actuellement, plus de 5.000 Monténégrins vivent au Luxembourg.

Pour une meilleure mobilité du travail au Benelux

La mobilité du travail et une meilleure coopération concernant le renforcement de la cybersécurité ou encore la lutte contre des pratiques commerciales trompeuses étaient à l'ordre du jour du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux qui a siégé à la Chambre des Députés le vendredi 20 et le samedi matin 21 juin 2014.

Les députés luxembourgeois, belges et néerlandais ont adopté plusieurs recommandations qui s'adressent à leurs gouvernements respectifs. Les textes visent à

- favoriser la reconnaissance des diplômes,
- limiter l'usage de matières écotoxiques dans la pêche,
- développer concrètement la cybersécurité et lever les entraves à la coopération internationale et
- élargir la protection aux entreprises concernant les pratiques commerciales trompeuses.

Les députés ont également reçu le M. le Premier Ministre Xavier Bettel et M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs. Les réunions étaient présidées par M. Marcel Oberweis, membre de la délégation luxembourgeoise et Président du Parlement Benelux.

Le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux a pour mission d'adresser des recommandations aux gouvernements des trois pays sur des sujets liés à la réalisation et au fonctionnement de l'Union économique. Il s'intéresse également au rapprochement culturel et à la coopération en matière de politique extérieure, ainsi qu'à l'unification du droit entre les pays membres du Benelux.

Enfin, il peut poser des questions et formuler des recommandations sur des sujets d'intérêt général ou être consulté par les gouvernements.



Les membres de la délégation luxembourgeoise

Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC)

Élections européennes et chômage des jeunes

Les membres de la Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC) se sont réunis du 15 au 17 juin 2014 à Athènes pour la traditionnelle réunion plénière bisannuelle de la conférence et avaient inscrit à l'ordre du jour les résultats des élections européennes et les mesures prises pour endiguer le chômage des jeunes.

La COSAC regroupe des représentants des commissions des affaires européennes des parlements nationaux de l'Union européenne, des pays candidats à l'adhésion ainsi que des membres du Parlement européen. La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, et M. Gast Gibéryen.

Dans son message audiovisuel, M. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, a conclu que le résultat des élections européennes est parfaitement clair: les ci-

toyens demandent de la croissance et des emplois, de l'équité sociale et une meilleure qualité de vie - pour aujourd'hui et pour l'avenir. L'année 2015 marquera l'examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020 pour la croissance et l'emploi. La Commission européenne a lancé à cet effet une consultation publique qui sera terminée en octobre.

Les membres de la COSAC ont exprimé leur préoccupation face au faible taux de participation aux élections européennes dans certains États membres et à la montée de l'euro-scepticisme, de l'extrémisme et de la xénophobie. Ils ont instamment invité les gouvernements concernés, les partis politiques ainsi que les institutions européennes à réfléchir sur leur part de responsabilité en matière de ces phénomènes et à agir sans délai pour les éliminer.

La COSAC a par ailleurs réaffirmé la volonté des Parlements nationaux de se lancer dans un dialogue public sur l'architecture des institutions eu-



M. Gast Gibéryen et M. Marc Angel

ropéennes dans le contexte des traités existants. La COSAC est fermement convaincue qu'il faut explorer de nouvelles manières pour démocratiser le processus décisionnel sans mettre en question la méthode communautaire et estime que le Parlement européen doit pleinement exercer certains pouvoirs qui lui sont accordés par les traités et développer

sa coopération avec les parlements nationaux.

De surcroît, les parlementaires sont vivement préoccupés par le niveau extrêmement élevé du chômage des jeunes dans plusieurs pays de l'Union, la persistance croissante du chômage et la détérioration de la qualité de l'emploi (p. ex. emplois précaires ou à temps partiel).

La COSAC a salué dans ce contexte les initiatives de l'Union européenne par rapport au chômage des jeunes - paquet emploi des jeunes, garantie pour la jeunesse, initiative sur l'emploi des jeunes -, tout en mettant en garde contre une tendance inquiétante, à savoir les hauts taux de chômage chez les jeunes adultes de 25-34 ans. Les membres ont invité instamment la Commission européenne à augmenter les efforts pour accroître les opportunités d'emploi des jeunes Européens.

La conférence a encouragé la participation active des parlements de l'UE aux efforts visant à résoudre le problème du chômage des jeunes en contribuant à la désignation et à l'implémentation des plans nationaux pour la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse. À cet égard, elle a invité instamment les Parlements à se lancer dans le dialogue interparlementaire entre eux-mêmes et avec les institutions européennes.

Sauvegarder l'équilibre de la Méditerranée et produire de l'eau potable



Mme Simone Beissel a représenté le Parlement luxembourgeois.

La Commission Énergie, Environnement et Eaux de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée s'est penchée récemment à Barcelone sur la qualité de l'eau de mer dans le bassin méditerranéen et les efforts nécessaires pour parer tant aux résultats du changement climatique qu'à ceux résultant de actions irréfléchies et souvent dévastatrices de l'homme lui-même. Le Parlement luxembourgeois y fut représenté par Mme Simone Beissel.

Les différents parlementaires et experts présents ont présenté tour à

tour leurs projets spécifiques visant à nettoyer la Méditerranée des tonnes de produits et dérivés en plastique qu'on retrouve entre-temps même dans les entrailles des poissons pêchés à tous les niveaux de profondeur.

Répondant aux cris d'alarme des États riverains, des aires maritimes côtières de protection viennent d'être instaurées le long des rives de la plupart des pays sauf de ceux se trouvant actuellement en conflits ouverts. En même temps, l'organisation transfrontalière «Let's Do It! Méditerranée» fait effectuer régulièrement, et essen-

tiellement à l'aide de jeunes gens mobilisés dans les pays côtiers, des actions systématiques de «grand nettoyage» des plages et des bas-fonds maritimes, avec des résultats remarquables, sans négliger le côté éducatif de telles entreprises.

La pénurie d'eau potable dans divers pays membres, notamment arabes, et plus particulièrement en Jordanie, Palestine et Égypte, a enclenché une longue discussion sur le besoin pharamineux en électricité nécessaire par les installations industrielles de désalinisation.

Remise de décorations à des membres de la Chambre des Députés

À l'occasion de la fête nationale, le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, a remis des distinctions honorifiques à une trentaine d'actuels et anciens membres de la Chambre des Députés. Le plus haut grade, celui de Grand-Officier de l'ordre de la Couronne de Chêne a été décerné au Président sortant, M. Laurent Mosar, et à M. Ben Fayot, Député honoraire.

Le plus haut grade, celui de Grand-Officier de l'ordre de la Couronne de Chêne a été décerné au Président sortant, M. Laurent Mosar, et à M. Ben Fayot, Député honoraire, ainsi qu'aux anciens ministres Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Marco Schank.

Autres distinctions remises:

- Grand-Officier - Mérite: M. Gast Gibéryen (excusé), M. Jacques-Yves Henckes, Mme Lydia Mutsch

- Commandeur - Couronne de Chêne: M. Lucien Clement, M. Camille Gira, M. Jean-Pierre Klein

- Commandeur - Mérite: Mme Nancy Arendt, Mme Marie-Josée Frank, M. Claude Meisch

- Officier - Couronne de Chêne: M. Claude Adam, M. Marc Angel (excusé), M. Félix Braz (excusé), M. Jean Colombero (excusé), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Aly Kaes, M. Henri Kox, Mme Viviane Loschetter, Mme Martine Mergen (excusée), M. Jean-Paul Schaaf

- Officier - Mérite: M. Emile Eicher, M. Félix Eischen, M. Léon Gloden, M. Marc Lies (excusé), M. Ben Scheuer (excusé)

En tant qu'anciens ministres furent décorés:

- Grand-Officier - Mérite: Mme Martine Hansen, M. Marc Spautz

Furent également décorés les membres suivants de l'Administration parlementaire:

- Officier - Mérite: Mme Isabelle Barra (excusée)

- Chevalier - Mérite: Mme Lisi Haas, Mme Claire Garçon-Wio

- Médaille en Argent: M. Alain Knepper



Une trentaine d'actuels et anciens membres de la Chambre des Députés ainsi que des membres de l'administration parlementaire décorés

Une retraite bien méritée pour M. Alain Bosseler



M. Alain Bosseler entouré de M. Mars Di Bartolomeo, des membres de la direction de la Chambre et de ses collègues de service.

Le personnel de l'administration parlementaire s'est réuni le 27 juin pour dire au revoir au chef du Service logistique et technique, M. Alain Bosseler, qui, après 40 ans de service à la Chambre des Députés, se retire de la vie professionnelle.

Lors de ses vœux de bonne retraite, le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, a non seulement souligné l'implication professionnelle du futur retraité et son engagement au sein de la délégation du personnel, il a également insisté sur les qualités de M. Bosseler en tant que collègue apprécié.

L'administration parlementaire se présente

Le Service des Relations internationales

Le Service des Relations internationales remplit cinq missions principales, à savoir l'organisation des déplacements des députés à l'étranger, le protocole lors de visites officielles, la gestion et la distribution de l'information sur les dossiers européens, le secrétariat des délégations auprès des différentes Assemblées parlementaires dont la Chambre des Députés fait partie ainsi que le secrétariat de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les députés rencontrent régulièrement leurs homologues d'autres parlements dans le contexte de réunions organisées à l'étranger pour la plupart par le parlement dont le pays assure la présidence du Conseil de l'Union européenne, par le Parlement européen ou encore par des assemblées parlementaires.

Ces déplacements sont organisés par des membres du service, qui s'occupent notamment de la constitution des dossiers respectifs. Ainsi, à titre d'exemple, en 2012, 145 déplacements ont été réalisés, auxquels s'ajoutent également plusieurs rencontres bilatérales à l'étranger.

La Chambre des Députés accueille un nombre croissant de délégations parlementaires, de délégations gouvernementales et de représentants d'organisations internationales. Le protocole du Service des Relations internationales est en charge de l'organisation des visites de ces hauts dignitaires auprès du Parlement luxembourgeois.

En octobre 2006, la Commission européenne a pris l'initiative de transmettre aux parlements nationaux non seulement les documents

de consultation tels que les livres verts, les livres blancs et les communications, mais aussi toutes les propositions législatives.

La Chambre des Députés a élaboré une procédure pour l'examen des dossiers européens, commençant par un tri des documents jugés importants pour le Luxembourg.

La «cellule européenne» du service fait une proposition, la décision finale du tri étant prise par les membres de la Commission des Affaires étrangères. Les dossiers retenus pour un examen plus approfondi sont renvoyés par le Président de la Chambre des Députés aux commissions parlementaires compétentes, qui peuvent préparer des avis motivés concluant au non-respect du principe de subsidiarité respectivement des avis politiques. Ces avis sont adoptés lors d'une séance publique.

À relever aussi que la Chambre des Députés dispose d'un représentant auprès des institutions européennes, qui dispose d'un bureau dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles et qui est notamment chargé de collecter des informations et d'encadrer les délégations parlementaires qui assistent à des réunions au Parlement européen.

Le service assure par ailleurs le secrétariat des délégations de la Chambre des Députés auprès des onze assemblées parlementaires suivantes: l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN), le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, le Conseil parlementaire interrégional (CPI), l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (AP-OSCE), l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), la

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC), l'Union interparlementaire (UIP), l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), la Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune et la politique de sécurité et de défense commune ainsi que la Conférence intergouvernementale sur la gouvernance économique et financière (dite «Conférence article 13» en référence au

traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans lequel la conférence trouve son origine).

Enfin, le secrétariat de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration est également assuré par des membres du Service des Relations internationales.

Le Service des Relations internationales est composé de douze membres: Mme Isabelle Barra, Secrétaire générale adjointe et respon-

sable du service, Mme Rita Brors, Mme Tania Tennina, M. Yves Carl, M. Frédéric Bohler (représentant de la Chambre des Députés auprès des institutions européennes), M. Laurent Scheeck, M. Yauheni Kryzhnouski (assistant de Mme Anne Brasseur en sa qualité de Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe), Mme Toiny Thommes-Gerbec, Mme Pia Bisenius, M. Tun Figueiredo, Mme Ines Luna et M. Cédric Scarpellini.



Les membres du Service des Relations internationales

Fête nationale 2014 – Cérémonie officielle

Cette année, la journée de célébration publique de l'anniversaire de S.A.R. le Grand-Duc a débuté pour la première fois par une cérémonie officielle.

Pour cet événement au Grand Théâtre de la ville de Luxembourg, les membres de la Famille grand-ducale, les membres de la Chambre des Députés et du Gouvernement, ainsi que les représentants du collège échevinal de la ville de Luxembourg, du Conseil d'État, de la magistrature et du corps diplomatique accrédité auprès du chef d'État luxembourgeois, ainsi que des représentants des administrations de l'État étaient invités. Un certain nombre de places étaient réservées à la population.

Lors de cette cérémonie, S.A.R. le Grand-Duc, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Premier Ministre, M. Xavier Bettel, ont prononcé des discours. Ils ont également procédé à la remise de distinctions honorifiques à des personnalités du monde civil.

Au programme de la journée du 23 juin figuraient ensuite la prise d'armes dans l'avenue de la Liberté et le Te Deum solennel en la Cathédrale Notre-Dame.

* * *

Discours de S.A.R. le Grand-Duc lors de la cérémonie officielle

Här President vun der Chamber,

Här Statsminister,

Exzellenzen,

léif Matbierger alleguer,

et ass grad e puer Wochen hier, dass mir den 175. Gebuertsdag vun eiser Onofhängegkeet zesumme gefeiert hunn. Deemools ass et eis alleguer opgefall, wéi vill Upassung erfuerdert war, fir aus dem Lëtzeburger Land e vollwäertegen Acteur op der europäescher an internationaler Bühn ze maachen. An all Period vu senger Geschicht huet de Grand-Duché sech nei erfonnt, an huet dat och misse maachen.

Et schummt ee sech bal, esou e „lieu commun“ ze formulieren, mä hautdesdaags changéiert d'Welt mat enger Vitesse, déi ee schwindeleg mécht. Ech hu bei der Feier vum 29. Abrëll ausgeféiert, wéi staark d'Europäesch Unioun sech am leschte Véierelsjorhonnert transforméiert huet. A wat Lëtzebuerg ubelaangt, dréint d'Rad vun der Geschicht nach e Krack méi séier. Ech jiddefalls kenne kee Stat an der westlecher Welt, dee sech esou spektakulär entwéckelt huet ewéi eist Lëtzeburger Land.

Well se sou vill aussoen, wëll ech e puer Zuelen nennen, och an dësem ganz feierleche Moment: Bannent 25 Joer ass eis Populatioun vun 375.000 op 550.000 Awunner geklommen. D'Zuel vun den Auslänner, déi bei eis liewen, louch am Joer 1989 bei ongeféier 100.000; et sinn der haut 250.000. An därselwechter Zäit hunn d'Aarbechtsplazen heiheem sech verduebelt an d'Zuel vun de Frontalieren, déi all Dag bei eis schaffe kommen, ass mat sechs multipléiert ginn. De formidable Wuesstem vun der Wirtschaft wier ouni den extraordinäre Bäitrag vun all deenen ni méiglech gewiescht.

Et kann een also nëmme beandrockt si vun dëser demografescher an ekonomescher Entwécklung, déi hiresgläiche sicht. Mä dës Entwécklung werft och fundamental Froen op, wat mat eisem klengen Stat soll ginn, wéi d'Leit mat deenen diversen Originen hei nach besser zesummeliewe kënnen a wéi d'Citoyennetéit ze gestalten ass.

All dëst si politesch Debatten, am nobelste Sënn vum Wuert „politisch“, a si hunn och eng philosophesch Komponent. Si stellen d'Fro, wat mir an noer Zukunft wëlle sinn, u wat fir eng Gesellschaftsuerdnung an u wat fir en „contrat social“ mir eis wëllen halen. Dës Debatte mussen selbstverständlech an der Serenitéit an ouni Polemik gefouert ginn.

Déi éischter ethnesch orientéiert Konzeption vun der Natioun ass zanter Laangem vun der Realitéiten dementéiert ginn. An engem Land ewéi eisem, wou praktesch zur Halschent Netlëtzeburger wunnen a wou se zwee Drëttel

vun der aktiver Populatioun ausmaachen, ergëtt dat kee Sënn méi. Amplaz hu sech vill méi offe Konzeptionen vun der Natioun imposéiert.

Anerersäits - an dat weist eis d'Aktualitéit all Dag op en Neits - ass d'Citoyennetéit eng subtil Mëschung vu Rechter a vu Flichten, vu kollektiver Unerkennung a vun individuellem Bekenntnis. Et ass een net als Bierger gebuer, mä et gëtt een et.

D'Zesummeliewen am Respekt an d'Integration vun den Auslänner si vu vitalem Interessi fir eis Gesellschaft, an dat net nëmme aus der Siicht vun der Ekonomie. Grad hei läit de Schlëssel fir eng glécklech Entwécklung vum Lëtzebuerg vu mar.

Sécher: Déi, déi empfänken an also doheem sinn, an déi, déi sech wëllen integréieren, mussen gewëllt sinn, openeen zouzuegoen. Dobäi muss all Säit d'Basisregele vun eiser Gesellschaft, eis demokratesch Idealer, eis Liewensart an eise kulturelle Pluralismus bereet sinn ze respektéieren. Ouni dat geet et net.

Op dësem Nationalfeierdag, dee virun allem d'Eenheet vum Land zelebréiert, gesinn ech vill positiv Zeechen, déi mech optimisteschem stëmmen.

Déi Zéngtausende vu Leit, Lëtzeburger ewéi Netlëtzeburger, Résidenten ewéi Netrésidenten, déi mat deemselwechten Enthusiasmus zesumme mat der Grande-Duchesse an eise Kanner den 23. Juni feieren, erliewen eng enk Verbonnenheet. An dat ass sécher eppes

anescht, ewéi einfach bei engem Vollecksfest matfeieren, dat esou flott op de Summerufank dank der Grande-Duchesse Charlotte geluecht ginn ass. Wa mir zesumme feieren, gesi mir, wéi all déi Verschiddenheete verschmëlzen.

Och am Alldag, wou et méi prosaesch zougeet, gesi mer Ursachen, fir eis ze freeën. Den Zement, deen all d'Leit hei am Land zesummebënt, huet sech bis elo als ganz zolidd erweisen. Och déi demografesch a soziologesch Entwécklung vun de leschte Joren hunn et net fäerdegbruecht, an dësen Zement Rëss ze maachen.

Loosse mer alles drusetzen, fir dës Kohäsioun och an Zukunft ze garantéieren, well e klengt Land, dat sech net am Wesentlechen eens ass, dat condemnéiert sech selwer. Loosse mer och erkennen, datt grad d'Veerschiddenheet e Räichtum duerstellt. Ech drécken dofir alle Lëtzeburger wéi Netlëtzeburger meng gréissten Unerkennung aus fir den ekonomeschen, sozialen oder kulturelle Bäitrag un eis plural Gesellschaft.

Ouni dës gemeinsamen Undeel wiere mir net, wat mer haut sinn!

Ech hunn och all Vertrauen an d'moralesch Stärkt vun eiser Populatioun, datt se sech weder opmécht ouni ze vergiessen, wat si ass a wat si bleiwe wëllt. Dat kann dat „Lëtzeburger Exempel“ ginn.

Léif Matbierger, de Lëtzeburger Nationalfeierdag ass e privilegiéiert Moment, dee mir

mat engem Gefill vu Freed an Eenegkeet feieren. Am Geescht vun enger oppener Natioun heeschen ech all déi wëllkomm, déi wëlle matmaachen.

Vive eist Lëtzeburger Land!

* * *

Discours de M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

Altesses Royales,

Exzellenzen,

Dir Dammen an Dir Hären,

wéi ech nach e Schoulbouf war, huet Groussherzoginsgebuerdsdag fir mech en Dag ouni Schoul bedeit. Also eppes ganz Schéines.

Duerno hunn ech d'Virfeiere mam Freede-feier an der Stad kennegeléiert. Och dat war e flott Erliefnes, e weidert Element vun Nationalfeierdag.

Als jonke Gemeengeconseiller hunn ech dunn a menger Heemechtsstad Diddeleng aner Facett vum eise Nationalfeierdag kennegeléiert: de lokale Cortège - wou ech matgaange sinn -, an de feierlechen Te Deum - vum Héieresoen.

Als Buergermeeschter a spéider als Regierungsmember sinn ech dunn an den Te Deum gaangen, an ech gi gär zou, datt mir bei der



LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que les membres de la Famille grand-ducale reçus par M. Xavier Bettel, M. Mars Di Bartolomeo et Mme Lydie Polfer.

Photo Copyright SIP Charles Caratini



Sonnerie Nationale ëmmer d'Héngerhaut ausgaangen ass, well dat ass ganz schön.

E fräien Dag, de Gebuertsdag vun eisem Statschef, Freedefeieren, Cortègen, Te Deum an aner Zeremonië vun deene verschiddene Glawensgemeinschaften: alles Elementer vun eisem Nationalfeierdag, wou een dobäi ass - oder och net.

Mä war dat et? Ass dat alles? Ass dat eisen Nationalfeierdag? Ech mengen net!

Eisen nationale Feierdag ass méi: Et ass den Dag vun der Lëtzebuurger Gemeinschaft, vun all de Leit, déi hei wunnen - an dat si méi wéi 170 Nationalitéiten -, Lëtzebuurger, déi am Ausland liewen, an - firwat net? - och vun deene Leit, déi heihinner schaffe kommen.

An dofir ass et gutt, datt mär eis haut, eng éischte Kéier, niewent deene ville wäertvolle Puzzledeler vun eisem Dag en zentralen, en offizielle Rendez-vous ginn, fir dovun e Gesamtbild ze kréien. Zesumme fir dat Gemeinsamt, an net géint een oder géint Traditiounen, déi och ouni staatleche Charakter hir Feierlechkeet behalen.

Dir Dammen an Dir Hären, haut feiere mär eist Land a setzen eis mat deem auseemen, fir wat mär stinn. Muncher schwätze vun nationaler Identitéit. Identitéit gëtt am Larousse als eppes beschriwwen, wat e permanenten a fundamentale Charakter huet. Ech fannen déi Definition vill zevill reduktiv, well Identitéit ass net eppes Statesches, eppes Festgefuerenes.

Eng Identitéit ass eppes, wat sech permanent verännert, staark vun eiser Partnerschaft an der EU beaflosst gëtt, sech ëmmer erëm weiterentwickelt an och heiansdo Widderspréch a sech dréit. Sou ass eis Lëtzebuurger Sprooch e staarken Identifikationsfaktor, eis Villsproochegkeet awer gradesou.

Eis Identitéit ass haut staark vun eiser Diversitéit, vun eiser Villsäitegkeet geprägt. An déi Diversitéit ass eng vun eisen vum Trémp.

Lëtzebuerg steet doniewent wéi kaum en aner Land fir d'Solidaritéit - no bannen, awer och no baussen. Déi Solidaritéit spigelt sech an enger Rei vu Pakten erëm, deen tëscht de Generatiounen, dee mär och fir mar mussen ofsécheren, deen tëscht Aarm a Räich, deen tëscht Gesond a Krank, deen tëscht Lëtzebuurger an Netlëtzebueger, a schliisslech eis Solidaritéit mat deenen anere Regiounen op der Welt duerch eng exemplaresch Entwécklungszesummenaarbecht.

Monseigneur, Madame, viru 14 Deeg hu mär, zesumme mam Grand-Duc Jean, deen an deenen éischten Deeg an der Normandie gelant war, a mat Verrieder vu ville Länner, déi op europäeschem Buedem Krich gefouert hunn, den Débarquement vun den Alliierten op de Plagë vun der Normandie viru 70 Joer kommemoriéiert.

Dat war en ergräifende Moment. A wann ee sech fir e puer Stonnen an déi Zäit vun 1939 bis 1945 zrëckversat gefillt huet, dann ass ee sech bewosst ginn, wat déi siwe Jorzéngte Fridden, an deene mär liewen, fir eppes Grousses sinn.

Wann ee weess, wéi vill jonk Leit hiert Liewe geaffert hunn, fir eis vun Diktatur a Rietsextremismus ze befreien an eis Fridden an Demokratie erëmzeginn, dann ass dat eng Verflichtung, fir bedingungslos fir de Respekt vun deene Wäerter anzetrieden.

Hei kann eist Land Beispillfunktioun iwwerhuelen. Mär hu Rietsextreme konsequent déi rout Kaart gewisen a si schockéiert iwwert déi Well vun Neofaschismus, déi iwwer eng Rei vu Partnerlänner gerullt ass.

Sécher, mär sinn net ouni Feeler an heiansdo sinn och Kritiken, déi vu bausse kommen, verständlech, a mär mussen eis domat ausenanersetzen an och handeln, wann et richtig ass.

Mär sinn en oppent Land fir déi Leit, déi vu bausse kommen, awer och fir nei Entwécklungen, an dofir si mär och interessant fir

- déi Leit, déi bei eis schaffe kommen;
- déi Investitiounen, déi aus dem Ausland kommen;
- déi Dénegschtleeschungen a Produkter, déi mär exportéieren;
- déi vill Touristen, déi bei eis Vakanz maachen;
- déi Studenten un eiser opstrieuender Uni;
- déi international unerkannte Chercheuren;
- déi international Filmprojeten, déi et bis zum Oscar bréngen.

Géife mär eis zoumaachen oder géife mär stoebleiwen - an dat musse mer verhënnere -, hätte mär all vill ze verléieren.

Wann ee Lëtzebuerg seet, kënnt ee sécher net laanscht déi successiv ekonomesch Success-Storyen, eis politesch Visibilitéit an Europa an an der Welt an eis Dialog- an Upassungsfäegkeet.

Monseigneur, Madame,
Dir Dammen an Dir Hären,

Dir gesitt, wéi vill Facetten eisen Nationalfeierdag, eis Natioun, eis Identitéit hunn.

Villes ass op den éischte Bléck widderspréchelech, an dach passt am Endeffekt alles zesummen, sou wéi déi vill Elementer vun engem komplexe Puzzle.

A fir et op de Punkt ze bréngen: Jo, mär wëlle bleiwe wéi mer sinn, mä mär freeën eis och op dat, wat mer zesumme kënnen ginn.

Vive de Grand-Duc!
Vive déi groussherzoglech Famill
a vive eist Land!

* * *

**Discours de M. Xavier Bettel,
Premier Ministre, Ministre d'État**

Monseigneur,
Här Chamberspräsident,
Dir Dammen an Hären Députéiert,
léif Regierungskollegen,
Dir Dammen an Dir Hären,

mir sinn haut den 23. Juni, mir feiere Groussherzogsgebuerdsdag, eisen Nationalfeierdag. Et ass deen Dag am Joer, wou mir d'Geleeënheet hunn, fir iwwer eis selwer nozedenken, iwwer eis Geschicht, iwwer eis Identitéit an iwwer eis Zukunft.

Et ass en Ament vun der Rou, wou mer eis freeën iwwert d'Liewensqualitéit an eisem Land, iwwer Fridden a Sécherheet an iwwert d'Fräiheet, déi mer genéissen.

Mir hunn dëst Joer och 175 Joer Onofhängegkeet gefeiert. Den 19. Abrëll 1839 gouf de Grondstee geluecht fir dat, wat mer haut sinn: e souveräne Stat, integréiert an d'europäesch Famill, respektéiert vun eisen Noperen, international unerkannt, ekonomesch a sozial erfollegräich - an eenzegaarteg op der Welt. Dës privilegiéiert Situatioun hat hire Präis an der Geschicht.

Zanter dem Traité vu London 1839 war d'Souveränitéit vu Lëtzebuerg méi wéi eng Kéier menacéiert an huet misse verdeedegt ginn. Et ass de Verdéngscht vu ville Leit, déi sech déi lescht 175 Joer engagéiert hunn, dass mer haut dat sinn, wat mer sinn - dass mer iwwerhaupt kënnen „bleiwen, wat mer sinn“ -, an dass mer eis Zukunft kënnen an därer selwer gestalten.

Jonk Männer a Fraen, Kanner, Mammen, Pappen a Grousselteren hunn zu engem Ament vun hirem Liewen decidéiert, dass se misste Verantwortung iwwerhuelen a sech engagéieren, fir sech selwer a virun allem och fir aner. Si hu bewosst dee méi schwéiere Wee gewielt a fundamental Wäerter virun eegen Interéte gestallt. Et sinn zum Deel kuerz Amenter am Liewe vun dese Mënschen, mä et si Pilieren an der Geschicht vun eisem Land.

Esou denke mer haut op Nationalfeierdag un dës staark Perséinlechkeeten, déi d'Fräiheet, déi mer haut genéissen, iwwerhaupt méiglech gemaach hunn.

Alteses Royales, Dir Dammen an Dir Hären, an eiser Hauptstadt ginn et vill bedeitend Plazen a wichteg Monumenter. Et gëtt eng Plaz, déi mäi Wee all Dag kräizt an déi op mech perséinlech ganz staark wierkt: d'Place Clairefontaine. Am Häerz vun der Stad geleeën, um hallwe Wee tëscht der Chamber an dem Statsministère ass et eng Plaz, wou ee Leit begéint, wou een e puer Wuert matenee schwätzt an den Dialog fleegt.

Et ass och hei, wou vill Touriste sech kräizen, wou ee sech een Ament an d'Mëtt vun der Plaz op ee vun den Träpple setzt, fir ze raschten an d'Gebaier ronderëm op sech wierken ze loosser.

An et ass d'Plaz, wou regelméisseg Manifestatiounen sinn, wou d'Bierger demonstréieren a

sech op dat fundamentaalt Recht an der Demokratie baséieren, hir Meenung ze soen.

Fir mech steet d'Clairefontainesplaz a villen Hisiichte fir dat, wat Lëtzebuerg ausmécht: e Land, wou Leit aus der ganzer Welt sech begéien, eng modern Demokratie, wou matenee geschwat gëtt a wou ee seng Meenung ka soen.

Dominéiert gëtt d'Place Clairefontaine awer natierlech vun där bronze Figur vun der Grande-Duchesse Charlotte. Et ass d'Erënnung un eng Statschefin, déi an der däischterster Zäit vun eiser Geschicht d'Fräiheet an d'Onofhängegkeet vun eisem Land representéiert huet. Duerch hir Radiomessages aus dem Exil gouf d'Grande-Duchesse zu der Leetfigur vun der Resistenz an domadder och zu engem Symbol fir eng Natioun an hiren Engagement.

An de Krichsjoren hunn d'Lëtzebuurger sech kloer positionéiert a gewisen, dass Solidaritéit an Zivilcourage och zu eiser DNA gehéieren. Wa mer haut um 23. Juni traditionell de Gebuertsdag vun eisem Statschef feieren, dann ass dat och en Eierendag fir all déi Leit, déi sech fir aner, fir déi méi Schwaach a fir eist Land agesat an dat dacks och mam Liewe bezuelt hunn.

De Reflex, sech ze engagéieren, säi Liewen an den Dénegscht vun aneren ze stellen, ass och an eiser Zäit fundamental wichtig fir de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft.

Esou hu mer haut d'Éier op Nationalfeierdag, och Mënschen ze wierdegen, déi net ewechkucken, wann et kriddeleg gëtt, déi sech responsabel fillen an upaken, wou eng Upak dréngend néideg ass. Wann haut hei am Kader vun deser Zeremonie an och soss uechter d'Land Leit fir hiren Asaz ausgezechent ginn, dann ass dat méi ewéi e symboleschen Akt. Et ass eng Unerkennung fir dës Leit selwer, mä si stinn och symbolesch fir jiddereen, deen Aussergewéinlech leescht - sief et an der Famill, an engem Veräin oder op eegen Initiativ.

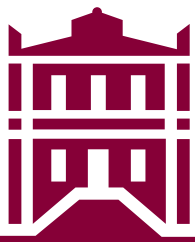
Dës Mënsche si Virbiller a mir brauche Virbiller - fir eis ze orientéieren a fir eis op dat ze besënnen, wat wierklech wichteg ass.

Vive eise Grand-Duc!
Vive déi groussherzoglech Famill!



M. Gerd Klestadt, un survivant du camp de concentration de Bergen-Belsen, a reçu la décoration de l'Officier de l'Ordre national de la Couronne de Chêne de la part de S.A.R. le Grand-Duc pour son engagement pédagogique et la transmission de la mémoire liée à la Deuxième Guerre mondiale à de nombreux étudiants.

Photo Copyright SIP Jean-Christophe Verhaegen



SÉANCE 21

MARDI,
13 MAI 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. le Président

2. Communications

- M. le Président

3. Ordre du jour

- M. le Président, M. Justin Turpel, M. Laurent Mosar, M. Alex Bodry, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, M. Xavier Bettel, M. le Président

4. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

- Exposé: M. Laurent Mosar

5. Mots de bienvenue aux membres du Comité des Présidents de l'APCE

- M. le Président

6. Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien au Gouvernement nigérien dans la résolution de crimes détestables et dans la poursuite de ses efforts de respect des obligations découlant du droit international, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram»

- Discussion générale: M. Marc Angel, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
- Vote sur la motion modifiée (adoptée)

7. Ordre du jour (suite)

- M. le Président, M. Justin Turpel, Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. le Président

8. Question écrite n°261 du 7 mai 2014 de M. Laurent Mosar relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question écrite n°263 du 7 mai 2014 de M. Justin Turpel relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Laurent Mosar - M. Justin Turpel - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

9. 6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel (dépôt d'une motion)
- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Marc Angel, M. Justin Turpel

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

10. 6556 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Roy Reding, M. Justin Turpel

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

11. 6642 - Projet de loi

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry (M. Claude Wiseler intervient), Mme Viviane Loschetter, M. Gast Gibéryen, M. Claude Wiseler, M. Justin Turpel (dépôt d'une motion)

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Motion 1: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, M. Justin Turpel, M. Claude Wiseler

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

12. 6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Justin Turpel

- Prise de position du Gouvernement: Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

13. Question élargie n°1 de M. Marc Lies sur le nombre de logements achevés dans le cadre du Pacte Logement

- M. Marc Lies - Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement - M. Marc Lies (question complémentaire)

- Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Jean Asselborn, François Bausch, Mme Maggy Nagel, M. Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.**- Eis Sëtzung ass op. E schéine gudde Mëtteg!

Éischt Fro un d'Regierung: Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

► **M. Xavier Bettel,** Premier Ministre, Ministre d'État.- Mir wënschen Iech och e schéine Mëtteg, mä soss hu mer keng Kommunikatioun ze maachen.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci, Här Statsminister. Da géife mer zu de Kommunikatiounen iwwergoen.

2. Communications

1) Ech hunn d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten hei um Büro deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten an der Ofännerung vum Chambersreglement, déi säit der leschter Sëtzung an der Administration parlementaire déposéiert goufen, sinn un d'Fraktiounen verdeelt ginn.

3) Op Empfehlung vun der Commission des Pétitions huet d'Conférence des Présidents eng nei Serie vun éffentleche Petitiounen fräiginn. Déi kënnst Dir um Site vun der Chamber consultéieren.

Communications du Président - séance publique du 13 mai 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6686 - Projet de loi modifiant l'article 6, paragraphe 1 de la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 06.05.2014

6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 08.05.2014

6689 - Projet de loi a) concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (UE) n°528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides; b) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 09.05.2014

6690 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'introduction d'un système de pétition publique

Dépôt: M. Mars Di Bartolomeo, Député, M. Marco Schank, Député, le 12.05.2014

3) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 8 et du 9 mai 2014:

Pétition publique n°340 - contre l'élevage et l'utilisation des animaux au cirque

Dépôt: 05.04.2014

Pétition publique n°342 - contre l'ouverture du droit de vote aux non-Luxembourgeois

Dépôt: 07.04.2014

Pétition publique n°347 - Fir den Tram an esou schnell wéi mëglecht

Dépôt: 17.04.2014

Pétition publique n°350 - Géint d'Nationalbibliothék a fir d'Ofhale vun engem Referendum

Dépôt: 23.04.2014

Pétition publique n°351 - Géint d'Fräihandelsorkommes TTIP tëschent den USA an der EU mat Auswierkungen op Lëtzebuerg

Dépôt: 24.04.2014

Pétition publique n°353 - Fir eng Reform vum Déierschutzgesetz an d'Ofschaf vum der Raselëscht am Hondsgesetz

Dépôt: 29.04.2014

Pétition publique n°354 - Sanctionner sévèrement les bourreaux d'animaux!

Dépôt: 30.04.2014

Pétition publique n°358 - Création d'une Chambre des retraités sur base électorale afin de garantir une représentation de tous les retraités par des délégués élus par les retraités eux-mêmes

Dépôt: 03.05.2014

Pétition publique n°359 - Introduction d'un salaire social minimum pour diplômés d'études supérieures

Dépôt: 03.05.2014

Pétition publique n°363 - Opfuerderung un d'Lëtzebuurger Regierung, fir alles an d'Weeër ze leede

fir d'Unerkennung vun der Lëtzebuurger Sprooch an Europa an hir Aschreiwung an d'Lëscht vun den europäesch unerkannte Sproochen

Dépôt: 06.05.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da schléit d'Präsidentekonferenz deen Ordre du jour vir, deen Dir op Äre Schiermer kënnt consultéieren.

Ech wollt da froen, ob d'Chamber d'accord ass mam Ordre du jour.

(Interruption)

Ech hunn eng mobil Wuertmeldung vum Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk).- Merci, Här President. Ech géif gär, esou wéi den Artikel 38 vun eisem Reglement dat virgesäit, eng Question préalable stellen zum Ordre du jour, an zwar a Form vun enger Proposition, fir e Punkt op den Ordre du jour bäisetzen. An dee Punkt géif heeschen: «Explication de M. le Ministre du Développement durable ou bien du Gouvernement...», dat heescht, et kann och een anere Vertrieeder sinn, «...sur l'évolution récente dans le secteur de l'aviation.» Dat heescht, den Accord de partenariat Cargolux an HNCA respektiv d'Ennerschrëft vun engem Accord tëschent dem Flughafen vu Zhengzhou mat engem Konkurrenzflughafen vun eis.

Ech géif mer erlazen, fir ganz kuerz déi Demande ze motivéieren, an zwar doduer, datt mer de 7. Mee an der Press, am „Tageblatt“ an deem Fall, gewuer gi sinn, datt esou e Kooperationsaccord tëschent Zhengzhou an Hahn ennerschriwwen ginn ass. Dat huet fir munch lwwerraschung zu Lëtzebuerg gesuergt, sou-



wuel beim Personal wéi bei de Gewerkschaften, mä awer och an der Politik, bis eran an de Verwaltungsrôt vun der Cargolux, wou de President vun dem Verwaltungsrôt sech ganz iwwerrascht doriwwer geäussert huet.

A mir wiere gär informéiert iwwert deen Accord vun der Regierung, d'autant méi, wou ee Verwaltungsrotsmembre vun der Cargolux deen Accord zu Hahn mat ënnerschrifwen huet. Mir wiere gär informéiert iwwert d'Konsequenzen, an och firwat datt Lëtzebuerg net selwer iwwer lux-Airport esou ee Vertrag mat dem Flughafen vu Zhengzhou ënnerschrifwen huet.

D'lescht Woch huet de Minister, den zoustänneg Minister iwwert d'Press, an deem Fall RTL, gesot, hie géif der Press keng Information ginn dozou, well zwou Question-parlementairen ënnerwee wieren a well en do prioritär wéilt den Deputéierten dorobber äntwerten.

Mir sinn haut aus der Press gewuer ginn, datt d'Gewerkschaften informéiert gi sinn, wat fir mech och okay ass, datt d'Press geschter informéiert ginn ass, wat fir mech och okay ass. Mä datt d'Chamber nach ëmmer net informéiert ass an datt d'Deputéierten nach ëmmer waarden op d'Antwort respektiv Renseignements, déi se do hunn, duerfir géif ech froen, fir den zoustänneg Minister ze froen, ob e kéint heihinnerkommen, respektiv soss ee Vertrieder vun der Regierung, an um entsprechende Punkt um Ordre du jour eis kéint do Information ginn. A wa mer dat op den Ordre du jour setzen, géif ech herno dann déi Froe preziséieren.

Hei géif et drëm goen, fir et op den Ordre du jour ze setzen. Ech géif lech duerfir Merci soen.

► **M. le Président.**- Jo, den Här Mosar huet d'Wuert gefrot.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Och dozou, wéi den Här Turpel, hat ech selwer och eng Question parlementaire zu deemselwichte Sujet d'lescht Woch gestallt, an ech sinn da komm mat deem, wat den Här Turpel gesot huet. Mir wäerten eis och als Fraktioun senger Demande uschléissen. Mir fannen et net normal, datt hei d'Chamber weder eng Antwort op hir Questions parlementaires kritt huet nach eng zoustänneg Kommissioun informéiert ginn ass.

Mir hunn och guer kee Problem domat, datt de Minister a Réunioun mat de Gewerkschaften iwwert dee Sujet Erklärungen gëtt, och nach der Press Erklärung gëtt. Mä mir fannen et net normal, datt bis elo de Mëtten um hallwer dräi keng vun deenen zwou Froen, weder déi vum Här Turpel nach meng, beäntwert ass.

► **M. le Président.**- Bon, den Här Turpel beriff sech op eist Chambersreglement, den Artikel 38 (1). Dat géif eng Ännerung vum Ordre du jour bedéngen. Dir wësst, dass d'Présidentekonferenz den heitegen Ordre du jour festgeluecht huet, soudass ech fir d'Éischt d'Fro géif un d'Präsidentekonferenz stellen, oder un d'Fraktionspräsidenten, wat se vun där Proposition halen.

Den Här Bodry huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Well den zoustänneg Minister elo net hei an der Chamber ass, duerfir hänkt et jo awer dovunner of, ob mer dee Punkt kënnen drophuelen, ob de Minister à même ass, fir haut dorobber ze äntwerten. Wa jo, dann hunn ech kee Problem, dass mer dat dote géifen haut maachen, en fin d'ordre du jour, aus Respekt virun deenen Aarbechten, déi soss an de Kommissiounen gemaach gi sinn. Mä et hänkt natierlech dovun of, ob de Minister kann haut dozou äntwerten.

An ech muss soen, hei ass jo keng Urgence absolue. Ech wär frou, wann esou Saache géifen - soss brauche mer keng Conférence des Présidents méi ze maachen - awer wa méiglech am Virfeld vläicht do diskutéiert ginn, an deem Gremium, wat eigentlech zoustänneg ass fir d'Proposition vum Ordre du jour. Da wär dat vläicht méi einfach.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bodry. Den Här Berger, d'Madame Loschetter, den Här Gibéryen,...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, wann ech gelift.

► **M. le Président.**- Jo. Wann eis Fraktionschefs, déi sech zu Wuert gemellt hunn, domat d'accord sinn, selbstverständlech.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Wann Der erlaabt, Här President, fir d'Éischt, hei gëtt gesot, et wiere Froe gestallt ginn an déi hätten elo keng Äntwert kritt. Mir hunn eng Prozedur bei de Questions parlementaires: Wann et eng Urgence ass, déi och unerkannt gëtt vum President, sinn Délai do, a soss ass e Mount do. Dass elo en Deputéierte seet, dass de Minister eng nei Prozedur sollt

kréien, dass eppes tëschent der urgente oder net urgente ass, ass dann eben eppes Neies. Normalerweis hätt de Minister jo ee Mount Zäit, wann d'Urgence net unerkannt ginn ass, fir drop ze äntwerten.

Ech géif lech awer just proposéieren, well ech kennen den Agenda vum Här Bausch haut net, ech mengen, dës Woch huet nach e puer Deeg, dass mer kucken, fir muer oder iwwermuer eng Transportkommissioun ze organiséieren, wou den Här Bausch dann och kéint kommen an dann och all déi Erklärungen kéint ginn. Ech weess net, wou den Här Bausch elo ass, an ech kann lech net garantéieren, dass en haut, wann en aner Obligationen huet, iwwerhaupt am Land ass.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Statsminister. Ech géif dann trotzdeem den Tour vun de Fraktionspräsidenten maachen. Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech kann eigentlech nëmmen dat bestätegen, wat de Premierminister elo gesot huet. Zum engen ass et esou, datt verschidde Question-parlementairen effektiv gestallt gi sinn, déi elo net de Caractère d'urgence haten oder unerkannt kruten. Dat heescht, datt do also eng gewëssen Zäit bleift, fir déi ze beäntwerten.

Zum Zweeten hu mer einfach och de Problem, datt den zoustänneg Minister haut de Mëtten op alle Fall elo net am Parlament ass a mer och net wëssen, ob en eventuell am Laf vum Mëtteg erakënnt. An ech géif eigentlech do fir déi Proposition vum Premier och plädéieren, datt ee géif kucken, a beschtméiglecher Zäit eng Kommissioun vum Développement durable anzeberuffen, wou een dat da kéint och op den Ordre du jour setzen.

Normalerweis ass bei eise Plage-fixen et jo esou, datt mëttwochs normalerweis eng Développement-durables-Kommissioun ass. Vläch léisst et sech arrangéieren, datt dat da muer nach als Punkt do op den Ordre du jour ka bäigefléckt ginn. Da kann een et dann dee Moment traitéieren.

Ech géif op alle Fall proposéieren, vu datt mer an der Conférence des Présidents deen heiten Ordre du jour festgeluecht haten, datt mer eis géifen awer dann un deen halen.

► **M. le Président.**- Merci. D'Madame Loschetter, duerno den Här Gibéryen an dann den Här Wiseler. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Här President, ech ginn onsem Premierminister komplett recht an deem, wat e gesot huet. Néanmoins wéilt ech lech hei matdeelen, datt den zoustänneg Minister bereet ass, heihinnerzekommen, gudd Wëlle wëllt weisen, keng Polemik wëllt opkomme loosse a selbstverständlech näischt ze verstoppen huet, an duerfir schonn ënnerwee ass, fir lech Ried an Äntwert ze stoen.

Allerdéngs wär e frou, well en huet en Agenda, an dat hei war net geplangt, wann en ukënnt, datt mer en och kënnen da wa méiglech net waarde loosse.

Merci.

► **Une voix.**- Wéini ass en do?

► **Une autre voix.**- Donc très bien!

► **M. le Président.**- Ech géif mengen, dass mer domat... Här Gibéryen, selbstverständlech kritt Dir d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Bon, ech mengen, d'Madame Loschetter huet hei eis elo, géif ech soen, eng positiv Noricht ginn. Dat ass och flott. Ech fannen, datt dat e gudd Gebrauch ass, wann e Minister kann heihinnerkommen, datt en dann och soll heihinnerkommen.

D'lescht Woch hate mer en aneren Zeenario. Do war de Minister oder d'Ministesch hei a se wollt souguer net äntwerten, obscho se hei war. Elo den Här Bausch beweist dann awer, datt e fir d'Parlament zur Verfügung steet an direkt heihinnerkënnt, fir déi Froen ze beäntwerten, un déi ech mech mat menge Virriedner souwuel vun déi Lénk wéi vun der CSV hei wëll uschléissen. Ech mengen, et ass wichtig, datt mer de Sujet hei awer och an enger ëffentlecher Sitzung abordéieren an datt et net onbedéngt an enger Kommissiounssëtzung ass.

Déi aner Saache sinn op der Place publique gemaach ginn. Ech mengen, dann huet d'Effentlechkeet och e Recht, fir gewuer ze ginn, wat den Débat hei an der Chamber ass. D'autant plus, mengen Informationen no, déi Information vum deem Accord, deen do getraff ginn ass, scho virun e puer Wochen ugekënnegt ginn ass an enger däitscher Grenzzeitung, enger Dageszeitung, déi schonn deen Accord matgedeelt huet. Woubäi een dann am Fong iwwerrascht ass, datt mir elo hei am Land alle-

guer esou maachen, wéi wa mer dat eréischt d'lescht Woch gewuer gi wieren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Dann den Här Wiseler, wann ech gelift.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo, ech soe just och am Fong Merci fir déi Disponibilitéit, déi den Här Bausch weist. Et ass effektiv ganz flott, wann en de Mëtteg ka kommen an direkt Ried an Äntwert stoen.

Ech wëll awer just preziséieren, datt et hei op jidde Fall vum Här Mosar aus, mä ech denke vum Här Turpel d'selwecht, net eng Fro war, datt se net wëssen, datt e Mount Délai do ass, well déi Question ass effektiv net en urgence gestallt ginn. Mä de Problem an d'Fro waren déi, datt d'Antwort awer schonn an deene leschten Deeg iwwert d'Medie gelaf ass, respektiv och mat anere Gremien, notamment mat de Gewerkschaften diskutéiert ginn ass, an datt virdru gesot ginn ass, datt keng Antwort géif kommen, well jo Questions parlementaires ënnerwee wäeren, an eréischt dat d'Antwort public géif maachen, wann d'Questions parlementaires beäntwert wäeren.

A well dat e weíneg gedréit huet a Gewulls war, hunn op jidde Fall deen ee respektiv wahrscheinlech och deen aneren Deputéierten du gefrot, et wär gutt, wann et géif hei am Plenum diskutéiert ginn. An d'Wichtigkeet vum Sujet an d'Disponibilitéit vum Här Bausch, fir dat ze maachen, erfreet eis.

► **M. le Président.**- Bon, ech géif elo proposéieren, à moins dass nach en neit Element derbäikënnt...

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Ech hat elo just den Här Bausch um Telefon, Här President, dee mer ugeruff huet. En ass a fënnf Minutten do. E freet just, well en awer aner Obligationen huet, fir dass dee Punkt dann, wann en hei ass, ka prioritär behandelt ginn, net dass en de ganzen Nomëtteg muss waarden an als leschte Punkt um Ordre du jour kënnt.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- D'Motioun fir d'Éischt, jo. Ech ginn dovun aus, dass mer den Tour gemaach hunn an dass der Demande vum Här Deputéierten Turpel domat Rechnung gedroen ass an dass mer net nach eng Kéier mussen elo en neien Tour opmaachen.

Mir géifen also festhalen, dass mer den Ordre du jour an där modifizierter Form, wann ech dat richtig interpretéieren, unhuelen.

Esou wéi meng Antenne mer gesot hunn, soll nach eppes Zousätzlech op den Ordre du jour kommen, dat heescht den Dépôt respektiv d'Présentation vun enger Motioun. Mir géifen dann deen esou modifizierten Ordre du jour unhuelen.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Da géif ech dem Här Mosar d'Wuert ginn, fir d'Motioun ze presentéieren. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

4. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

Exposé

► **M. Laurent Mosar (CSV), auteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif effektiv hei wëllen eng Motioun déposéieren, dat am Numm vun alle Fraktiounen, déi hei am Parlament vertruede sinn, och vun de Sensibilitäten, ausser der Sensibilitéit vun deene Lénken, déi dës Motioun net wollte matdroen. Ech wëll och direkt Merci soe fir dat grousst Verständnis vun alle Fraktiounen. Och e ganz besonnesche Merci un de President vun der zoustänneger Kommissioun, de Marc Angel, dee mat engem ganz groussen Engagement an enger grousser Kompetenz och geholf huet, dës Motioun ze rédigiéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu la situation révoltante de l'enlèvement de masse sans précédent de plus de 200 lycéennes, jeunes filles âgées entre 12 et 17 ans, le 14 avril 2014 de leur établissement scolaire de Chibok, dans l'État de Borno au nord-est du Nigeria;

- considérant un nouvel enlèvement de onze autres adolescentes, âgées de 12 à 15 ans, le 4 mai 2014, à Warabe et Wale, toujours dans l'État de Borno au nord-est du Nigeria;

- considérant le massacre récent dans la nuit du 5 au 6 mai 2014 à Gamboru Ngala, ville proche de la frontière camerounaise dans l'État de Borno, au cours duquel des centaines de personnes ont été tuées;

- considérant que tous ces rapt et attaques ont été perpétrés par l'organisation terroriste «Boko

Haram», dont le nom signifie «l'éducation occidentale est un péché» en langue haoussa, responsable, depuis l'année 2009, de la mort de milliers de personnes au cours d'attaques visant des écoles, des églises, des mosquées et des symboles de l'État et des forces de l'ordre (plus de 1.500 depuis début 2014);

- considérant qu'après quatre semaines, il n'a pas encore été possible de libérer les lycéennes enlevées;

- considérant la déclaration à la presse du Conseil de sécurité des Nations Unies du 9 mai sur les attaques au Nigeria et les conclusions du Conseil de l'Union européenne du 12 mai sur les enlèvements de jeunes filles au Nigeria;

invite le Gouvernement

- à exprimer son soutien au gouvernement nigérian dans la résolution de ces crimes détestables;

- à encourager les autorités du pays à coopérer pleinement avec les équipes d'experts étrangers, composées de militaires et policiers, envoyés sur place pour aider les autorités nigérianes à rechercher les captives;

- à intervenir auprès du gouvernement nigérian pour qu'il poursuive ses efforts, dans le respect de ses obligations découlant du droit international, en particulier du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire, pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram» qui est une menace à la stabilité de l'Afrique de l'Ouest et Centrale;

- à continuer à traiter de manière prioritaire le sujet également au niveau des organisations internationales telles l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies.

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Eugène Berger, Fernand Kartheiser.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst allegueren, em wat et geet. Et geet hei em d'Entfeierung vun deenen 200 jonke Meedercher am Nigeria tëschent 12 a 17 Joer, déi elo säit praktesch engem Mount festgehal ginn, a wou leider Gottes déi nigerianesch Regierung net richtig virukënnt an hirer Sich no deene Meedercher.

Wat awer hei ganz besonnesch schlëmm ass, dat ass, datt déi Terroristenorganisatioun Boko Haram u sech deene Meedercher zwou Saache reprochéiert. Fir d'Alleréisch, datt et Meedercher sinn, an zweetens, datt déi Meedercher an d'Schoul ginn, wou ee jo och gesäit, wat fir eng Philosophie hannert där Organisatioun do stécht. An ech mengen, wat jiddweree misst wierklech och mobiliséieren, well, wann am 21. Jorhonnert Meedercher sanctionnéiert ginn, nëmme well se wëllen an d'Schoul goen, ass dat dach äusserst grav.

Wat awer elo déi Problematik nach méi dramatesch mécht, ass, datt entre-temps déi Meedercher anscheinend gezwonge gi sinn, sech zum Islam ze konvertéieren, a gedroht gëtt vun där Terroristenorganisatioun, datt se als Sklave këinten utiliséiert ginn, respektiv souguer op ëffentleche Mäert verkaaft ginn. Do gi mer wierklech erëm zréck an d'17. respektiv d'18. Jorhonnert. An dat ass absolut inakzeptabel!

Fir eis allegueren, mengen ech, ass et wichtig, datt d'Regierung hei déi international Efforten, déi am Moment souwisou gemaach ginn, sief dat um Niveau vun der nigerianescher Regierung, awer och um Niveau vun internationalen Institutiounen, natierlech ënnerstëtzt. A mir wëssen, connaissant eisen Ausseminister, datt deen dat souwisou och mat vollem Engagement mécht.

Fir eis ass et wichtig, datt iwwerhaupt dee Sujet do thematiséiert gëtt iwwerall, well mir kënnen eis erënneren, datt virun 20 Joer am Ruanda 800.000 Tutsien ëmbruecht gi sinn op eng brutal Aart a Weis, viru 15 Joer an Afghanistan a a Pakistan och Schoulen ofgebrannt gi sinn, och jonk Meedercher massakréiert gi sinn, an dat, ouni datt d'Weltgemeinschaft iwwerhaupt reagiert huet. Duerfir si mer hei awer schonn e bësselche méi wäit, well sech hei elo international mobiliséiert gëtt, fir déi Meedercher fräizekréien.

Duerfir ass et fir eis wichtig, an ech soen duerfir nach eng Kéier e grouse Merci all deene Kollegen, déi déi Motioun hei ënnerstëtzt hunn, datt mir eis och als lëtzebuergesch Parlament solidaresch weise mat deene Meedercher, och mat deenen Efforten, déi do gemaach ginn. Well et kann net sinn, datt mer hei erëm e Réckfall an d'18. Jorhonnert wäerten hunn. An duerfir och schonn am Virus e grouse Merci un den Ausseminister.

Merci.



- **Plusieurs voix.** - Très bien!
- **M. le Président.** - Merci dem Här Mosar.

5. Mots de bienvenue aux membres du Comité des Présidents de l'APCE

Ier ech dem honorabele Marc Angel d'Wuert ginn, wollt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir an eiser Chamber d'Presidente vun deenen eenzelne Fraktiounen aus der Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe härezech wellkomm ze heeschen, déi eis op Lëtzebuerg bruecht gi si vun eiser Presidentin vun där Assemblée parlementaire, der Madame Anne Brasseur.

Messieurs, soyez les bienvenus au Parlement luxembourgeois et soyez sûrs que nous estimons votre précieux travail à sa juste valeur. Merci beaucoup.

(Applaudissements)

Sou, ech géif elo direkt dem honorabele Marc Angel d'Wuert weiderginn, fir Stellung zu der Motioun ze huelen. Ech hunn eng Rei vu weidere Wuertmeldungen, ier ech dann dem Ausseminister d'Wuert ginn.

6. Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien au Gouvernement nigérien dans la résolution de crimes détestables et dans la poursuite de ses efforts de respect des obligations découlant du droit international, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram»

Discussion générale

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, chers invités d'honneur, ech wollt dem Här Mosar Merci soen als ursprénglechem Auteur vun där Motioun, an dass en och d'Vertrauen hat a mech, dass ech konnt e puer Ännerunge maachen, a seng Toleranz, dass en dat mat akzeptéiert huet. An och ee Merci un déi aner Kolleegen, déi heirunner matgeschafft hunn. An ech muss mech beim Här Adam entschëllegen, en hat mer nach eng Suggestioun ginn, déi hien herno wäert nach presentéieren. Et ass e klengen Detail, mä ech mengen awer e wichtegen Detail.

Fir d'LSAP ass dat hei eng wichteg Motioun. Mir wëssen all, dass déi Entféierung vun deenen nigerianesche Meedercher aus hirem Lycée schonn de 14. Abrëll war, an am Ufank war leider weineg Reaktioun, well do dee malayesche Fliger d'Effentlechkeet méi beschäftegt huet, an et ass duerch déi effikass Internetcampagne „Bring back our girls“, dass am Fong op dat Schicksal vun deene Meedercher opmierksam gemaach ginn ass.

Esou eng grouss Internetmobiliséierung ass ganz positiv, well se d'international Communautéit op dee Problem vun där grausamer Sekt oder Terroristeband opmierksam gemaach huet an och séier zu Reaktiounen gefouert huet. D'Internetcampagne huet och an der Effentlechkeet zu enger reeller Prise de conscience vun der Gefor vu Boko Haram, déi säit Jore responsabel si fir Gräueltaten, gefouert, an och drop opmierksam gemaach, dass déi Géigend vu Borno am Nigeria eng vun deenen äermste Géigenden ass, an dat obschon den Nigeria am Fong eent vun deene räichste Länner vun Afrika ass.

Mir als LSAP hoffen natierlech, dass déi international Hëllef a Form vun Experten an héich sophisticatedem Material dozou bäidroen wäert, fir dass déi Meedercher erëmfonnt ginn an och fräikommen. Mä de Grondproblem wäert bliwen. Obwuel Boko Haram duerch hir Grausamkeet vläicht net méi op vill Ënnerstëtzung an der Bevëlkerung wäert kënnen zielen, bleibt awer déi Sekt oder déi Terroristeband do geféierlech an eng Gefor vu Biergerkrich kéint fir déi 170 Milliounen Awunner vun deem Land méi no réckelen.

E leschten Aspekt. Dës Entféierung huet och nach en aneren Aspekt ganz kloergemaach, nämlech dee vun der sexueller Gewalt, déi am Kader vu regionale Konflikter oder Biergerkriecher ëmmer méi ausgeübt gëtt. An dofir begrëssen ech et ausdrécklech, dass geschänt an de Konklusiounen vum Conseil des Affaires vun de Ministere, europäesche Ministere, Ausse-

ministere, och op deen doten Aspekt higewise ginn ass, well dës Gewalt bei deene betraffenen Affär déif Narben hannerléisst an ëmmer méi oft a Konfliktsituatiounen genotzt gëtt.

All Vergewaltigung, all sexuell Gewalt als Krichsinstrument muss dofir och vun der internationaler Communautéit veruerteelt ginn. An ech maachen den Appell un all d'Acteuren, déi an deem Konflikt hei am Nigeria implizéiert sinn, mä och an all deenen anere Konflikter, dass deen Aspekt vun der sexueller Gewalt als Krichswaff net aus den Ae verluer geet an dass sech dofir engagéiert gëtt, dat ze verhënnere, an och do, wou et optaucht, ganz staark ze veruerteelen.

Ech soen lech Merci, an ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dëser Motioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.**-Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Angel. Als Nächsten huet d'Wuert den honorabelen Här Berger.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Och mir begrëssen d'Initiativ vun där Motioun hei an der Chamber. Ech mengen, déi Entwécklungen am Nigeria si wierklech besuergniserregend. Et ass esou, dass mer dat allguerte wëssen iwwert d'Biller an dem Fernseh, iwwert d'Medien, all Dag liese mer dat do iwwer en terroristesche Grupp, deen eng ganz Rei Aktiounen an deene leschte Wochen a Méint geholl huet, iwwert dee Grupp, Boko Haram, heescht e jo, deen do Leit, ganz vill - haaptsächlech onschëlleg Leit - mat erantzitt an e Konflikt, deen déi Leit net wëllen.

De Moment ass et esou, dass natierlech déi Aktioun vun deene Meedercher, déi entfouert gi sinn, vun deene mer och nach geschänt Biller gesinn hunn um Fernseh, wéi se dann do sëtzen, wéi se sech hu missen aneschtens undoen, wéi se sech hu mussen zu enger Relioun bekenne, wat awer wahrscheinlech net wierklech an hirem For intérieur de Fall ass, dann och virgefouert gëtt.

Dat sinn déi Aktiounen, déi eis am meeschten erschütteren de Moment, mä et si sécherlech ganz vill aner Aktiounen vun deem Terroristegrupp scho gemaach an der Vergaangenheet, Leit sinn ëmbruecht ginn an esou weider, un déi een och soll erënneren. Soudatt wierklech och mir op d'Schäerfst all déi Aktiounen veruerteelen a mer och drun interesséiert sinn, respektiv och all Initiativ, all politesch Initiativ ze ënnerstëtzen, fir dass do schnell kënne Solutiounen fonnt ginn, Solutiounen och wa méiglech friddlecher Natur.

Ech wëll net op de ganze Background vun deem Konflikt agoen, mä ënnert dem Stréch musse mer kucken, dass mer souwuel als Lëtzebuerg, wann dat méiglech ass, Demarchë maachen, wéi dat och hei an der Motioun gefrot ginn ass, fir zum Beispill bei der Regierung vum Nigeria ze intervenéieren, mä mir wëssen, mir sinn do e klengt Land op engem grouse Planéit, soudatt mer virun allem och solle kucken, dass mer am Verbond mat der Europäescher Unioun respektiv am Verbond mat der UNO, wou mer jo och en net permanente Sëtz am Weltsécherheetsrot hunn, do alles sollen a Bewegung bréngen, fir kënnen, éischts, esou schnell wéi méiglech déi entfouert onschëlleg Meedercher fräizekriegen, an op där anerer Säit dass mer och aner Solutiounen méi globaler Natur do solle fannen. An deem Sënn ënnerstëtze mer natierlech déi Motioun, déi mer och ënnerschriwwen hunn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Als Nächsten huet den Här Claude Adam d'Wuert.

► **M. Claude Adam** (déi gréng).- Merci, Här President. Ech soen dem Auteur vun der Motioun Merci fir d'Initiativ an dem President vun eiser Kommissioun fir seng Erläuterungen, déi en hei gemaach huet. Et ass effektiv wouer, dat Verbrieche ass scho méi laang geschitt an et huet wierklech laang gedauert, bis dass och dann d'Politik reagéiert huet.

Ech mengen, mir sinn eis heibannen eens, dass all terroristeschen Akt ze verdamen ass, mä et gëtt der souguer, et ass schwéier ze soen, mä déi sinn och nach ze steigern. An dat hei ass där ee vun där extremster Zort. Et geet ëm Meedercher, et geet ëm Mineuren, et geet ëm eng Situatioun, déi och ugekënnegt war an déi dann eben agetratt ass.

An ech fannen et absolut wichteg, dass d'international Gemeinschaft een Opruff mécht. Wann een och déi Videoe gesinn huet, déi zirkuléieren iwwert déi Saach, da mengen ech - mer schwätzen haut nach iwwer e Gesetz iwwert de Waffenhandel, dat ofgeschloss ginn ass zu New York 2013, wat mer haut a Lëtzebuerg Gesetz och ëmsetzen -, dass een och

gesäit, dass et Zesammenhäng gëtt, well ouni Waffe wier dat do net méiglech.

De President vun eiser Kommissioun huert och gesot, dass ech eng ganz, ganz kleng Ännerung nach wëllt ubréngen un der Motioun, an zwar bei den Tireten, wou mer schreiwen „invite le Gouvernement“ beim zweeten Tret „à encourager les autorités du pays à coopérer pleinement avec des équipes d'experts étrangers composées“, do hätt ech gären „entre autres de militaires et policiers envoyés sur place“ dran, well ech sinn der Meinung, soss kéint een dat hei e bëssen als exklusiv gesinn.

Ech kéint mer virstellen, dass et och interessant wier, wann och do d'zivil Hëllefsgéngschter kéinten hëllef goen, ebe fir déi Meedercher méiglechst séier erëmfannen an ze befreien. Ech wier frou, wann Der... Wat seet den Auteur? E wénkt. E schéngt domat d'accord ze sinn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Adam. Den Här Kartheiser an dann nach den Här Urbany.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, villmools Merci. Och mir wollten eis uschlëssen, fir dem Här Mosar fir dës Initiativ Merci ze soen. Ech mengen, wat de Contenu ugeet, ass scho ganz vill gesot ginn. Mä et wär vläicht ganz interessant, fir nach drop opmierksam ze maachen, dass déi Problematik vun deene Meedercher hei vläicht och en Encouragement ass fir eis Diplomatie am Kader vum Sécherheetsrot, fir sech am Allgemengen och ëm de Problem vun de Kannerzaldoten ze këmmere.

Mir hu jo do en Aarbechtsgrupp ze presidéieren an et ass sécher gutt, dass dat am Abléck vu Lëtzebuerg gemaach gëtt, well deen Engagement, deen och dëst Parlament hei ausdréckt, ka virubuecht ginn iwwert den Ausseminister an e Gremium am Sécherheetsrot, wou Lëtzebuerg selwer eng aktiv an dynamesch Roll ka spillen.

Dat heiten ass eng Motioun, déi mir vu ganzem Häerz ënnerstëtzen, selbstverständlech, vu d'Dramatik vun der Situatioun. Ob elo en „entre autres“ drasteet, dat wäert wuel den Här Mosar eis kënnen erklären, ob wierklech um Terrain elo och aner Persounen sinn, mä mat „entre autres“ oder ouni „entre autres“, mir sti mat vollem Häerz hannert dësem Text a mir droen e gäre mat.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Här President, och déi Lénk schwätzen hir onageschränkte Solidaritéit aus mat deene Meedercher, déi do entfouert gi sinn. Mir condemnéieren absolut dat, wat do geschitt ass. Mir veruerteelen déi Entféierung.

Am Fong geholl si mer d'accord mat där Motioun, déi d'UNO erausginn huet - et ass keng Motioun, et ass eng Deklaratioun vun der UNO -, wou zwou Saachen dra festgehal ginn.

D'UNO fuerdert d'Fräilossung vun de Geiselen, dat ass evident. Si fuerdert och d'Bestrafung duerch d'Justiz vun deene Geiselnahmen an iwwerhaupt vun der Gewalt am Nigeria. A si fuerdert eng international Kooperatioun derbäi bei der Verfolgung vun deene Strofdoten, wou se och seet, dass verschidder dovunner kéinte Crimes contre l'humanité sinn, eng Bestrafung dovunner duerch d'Justiz, duerch d'Gerichter. Dat ass eng Nuance zu eiser Resolutioun oder Motioun hei.

D'UNO schwätzt net vun enger militärescher a polizeilecher Ënnerstëtzung op der Plaz duerch Experten. Dorop, wien déi Experte sinn, kommen ech nach herno kuerz zrëck.

D'UNO schwätzt net vun enger Gefor fir d'Stabilitéit vun Afrika, déi duerch deen terroristesche Grupp do géif ausgoen, a si mécht och keen Appell un d'Regierung vum Nigeria „pour venir à bout de l'insurrection“, wéi dat heescht an eisem Text.

Wat kann dat heeschen „venir à bout de l'insurrection“? Laut Amnesty International huet d'Armée vum Nigeria 600 onbewaffnet Krichsgefaangener viru ganz kuerzer Zäit aussergeriichtlech higeriicht op enger Plaz. Op enger anerer Plaz huet se dat gemaach mat 190 Prisonnéier. Bal d'Halschent vun deene 1.500 Doudeger vun deene leschte Wochen, vun deenen am Communiqué zu Recht geschwat gëtt, ginn op de Konto vun der Regierung vum Nigeria a vu senger Armée a vu senge bewaffnete Kräfte op der Plaz.

Amnesty International freet iwwerengs och dowéinst eng international Enquête iwwert d'Verbrieche vun de Sécherheetskräften op der Plaz.

Ech mengen och, Här President, et muss een de politeschen Hannergrond am Nigeria ge-

sinn. Et muss ee gesinn, wat fir Interessen domat verbonne sinn. Interesse virun allem vun den USA, vu Groussbritannien - Shell, Nigeria ass en Uelechland, Shell ass do ganz präsent. D'Amerikaner hunn direkt Kontroll iwwert déi Truppen do vun deene Länner op der Plaz iwwer Africom. Si hunn e Standuert vun Drohnen ganz an där Géigend do.

Dat ass de militäreschen a Sécherheetszeenario, op deem sengem Hannergrond sech dat Ganzt ofspilt.

An et muss een natierlech och wëssen, dass den Nigeria en extrem aarmt Land ass, besonnesch am Norde vum Land, wou ebe grad déi islamesch Bevëlkerung wunnt a wou och déi terroristesch Organisatioun ugesiedelt ass. Obschonn, wéi och schonn hei gesot ginn ass, den Nigeria eigentlech, duerch säi Pétrolräichtum, e ganz räicht Land kéint sinn, wann e säi Räichtum géif gläich iwwerall verdeelen, esou awer ass en Duerchschnittsakommes vu manner wéi engem Dollar den Dag an deem Land feststellen.

Déi englesch Zeitung „The Guardian“ huet de 6. Mee geschriwwen: Déi schrecklech Situatioun vun deene Geiselen, virun deem Hannergrond do, deen ech elo geschildert hunn, gëtt net besser duerch westlech Waffen an Arméien um Buedem oder an der Loft. Se schwätzt sech zimlech däitlech géint all militäresch Interventioun op der Plaz aus. An ech menge souguer, au contraire, eng militäresch Operatioun, an da muss dat (veuillez lire: da muss dat net) eng Operatioun vun enger ganzer Armée sinn, dat kann eng Operatioun si mat Loftiwwerwachungen, mat Drohnenasätz, bréngt am Fong geholl d'Liewe vun deene Geiselen do vill méi a Gefor, wéi et a Gefor wier, wann dat net de Fall ass.

Et gëtt, zu Recht, vill vu Fraerechter geschwat. Absolut. Mä wann een iwwerleet, dass awer an Afghanistan, iwwerengs vun alle Besetzer, engem no deem aneren, déi do défiléiert sinn, grad d'Fraerechter als eent vun de wesentlechen Argumenter gebraucht gi sinn, fir do anzegräifen, grad an Afghanistan ass et (veuillez lire: ass et haut) fir eng Fra wuel déi geféierlechst Plaz op der Welt, fir ze liewen.

An ech froe mech, Här President, mat wat fir engem Recht mer sollen hei als Chamber schreiwen, dass Kanner beträff wieren, mä och, „sans conditions“ befreit ginn. Sans conditions, dat heescht keng Verhandlungen, mat militärescher Gewalt. An ech froe mech: Géif se dat och schreiwen, net nënnen, wann eis eege Kanner a Gefor wieren...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ech komme ganz séier zum Schluss.

Géif se dat..., géif se dat och...

(Interruptions diverses)

Mä wann ech dauernd ënnerbrach ginn, Här President, kann ech net zum Schluss kommen.

► **M. le Président.**- Dir sidd bis elo net ënnerbrach ginn.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Géif eis Chamber dat och schreiwen, net nënnen, wann eis eege Kanner beträff wieren, mä och, wann zum Beispill europäesch Pétrolsexperten a Geiselhaft wieren? Wéi dat iwwerengs och de Fall scho war! Et brauch een nëmme bis an Algerien ze goen.

► **M. le Président.**- Här Urbany...

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Wat do geschitt ass.

► **M. le Président.**- Här Urbany, kommt zur Konklusioun wann ech gelift.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Ech kommen zur Konklusioun. Mir mengen, dass déi Motioun - mat deem humanistesche Gehalt, deen ech den Ufank zitéiert hunn, kënne mir absolut d'accord sinn -, dass déi Motioun hei schlecht informéiert ass, dass se souguer geféierlech ka sinn, dass se eesäiteg ass. An et kann ee mam beschte Wëllen net hei derfir stëmmen, och wa mer, wéi ech am Ufank ganz kloer gesot hunn, all Gewaltdoten do, vu wien se och ëmmer ausgeübt ginn, radikal oflehnen!

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci, Här Urbany. Ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dass Der Ä Riedezäit ëm eng an eng hallef Minutt iwwerzunn hutt an ech lech an Zukunft schonn éischter wäert ënnerbrieche. Merci fir Aert Versteedemach. An d'Wuert huet elo den Här Ausseminister, de Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir déi Initiativ vum Här Mosar a vun dem Här Angel, vun der



Kommissioun, fir dass mer och hei an der Chamber spontan an direkt iwwert deen Drama an Nigeria kënnen schwätzen.

Boko Haram, wann een dat e weineg ëmschreift, heescht dat: „keng westlech Bildung“. A wann een, mengen ech, op de Punkt geet, da kann een „westlech“ duerch „keng Bildung fir d’Fraen“ ersetzen. Dat huet näischt méi ze d’mat Kulturkampf, dat ass Barbarei géint d’Zivilisatioun. An ob dat an Afghanistan ass, am Nigeria, am Uganda, iwwerall, Här President, mussen mer dat condemnéieren. An dat Wichtigst ass jo, dass mer och alles maachen, fir dass déi Kanner, déi jonk Leit fräikommen.

Mir hu gëschter zu Bréissel selbstverständlech ënnert den Ausseministeren iwwert dat geschwat, wat viru Woche geschitt ass am Nigeria. Ech kann lech och hei berouegen. Ech mengen, dat Wuert „militäresch“ oder „policier“ kann ee vläicht ersetzen, op jidde Fall ass et dat, woufir verschidde State schonn anrieden, nämlech virun allem Frankräich an England aus der Europäescher Unioun, mä och Amerika, déi och gefrot gi sinn, no engem gewëssen Zögeren, vun den Nigerianer, mä et si virun allem Sécherheetsexperten an Experte vum Renseignement, déi probéiere mat deene spärlechen Donnéeën, déi et gëtt, fir d’Plaz ze fannen, wou déi jonk Leit gefaange sinn. An dat ass dat Allerallerwichtigst, dass een dat fäerdegbréngt, fir kënnen déi Leit ze befreien.

Ech wollt och soen, am Conseil de sécurité, et ass ugeschwat ginn, ass ee Presse-Statement erausgaangen de leschte Freideg schonn. Mir hunn aktiv dorunner matgeholf a mir wäerten och am Conseil de sécurité ganz staark engagéiert bleiwen, fir alles ze maachen, fir dass déi jonk Leit fräikommen.

Ech wollt och soen hei, dass gëschter, op Initiativ vum belschen Ausseminister Didier Reyners, eng spontan Offer vun de Belsch komm ass, wéi mer an der Benelux-Koordinatioun zesumme waren als Ausseministeren. D’Belsch si bereet an hu schonn alles gemaach, fir medezinesch Hëllef, wann et noutwendeg ass, sur place kënnen ze garantéieren. Den hollänneschen Ausseminister (veuillez lire: Den hollänneschen Ausseminister ënnerstëtzt dat), an och ech als lëtzeburgereschen Ausseminister hu fir eist Land spontan meng Zouso do ginn.

Ech wollt och soen, dass am Text, an domadder halen ech op, Här President, net zënter 2009 Boko Haram agéiert, mä schonn zënter 2001. Ech mengen, et wier vläicht net schlecht, wa mer dat och do géife richtegstellen, wann Der domadder d’accord wäert. An ansonsten ass d’Regierung selbstverständlech mat där Motioun hei, souwuel wat de Sënn ugeet, souwuel mat deem, wat drasteet, d’accord.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ausseminister. Ech kréien Zeechen, dass den Auteur a seng Coauteure mat deene Suggestiounen vum Ausseminister d’accord sinn, esou dass ech d’Fro géif stellen, ob d’Chamber mat der Motioun averstanen ass a froen, ob mer dat mat Main levée kënnen maachen.

(Assentiment)

D’accord.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- vu la situation révoltante de l’enlèvement de masse sans précédent de plus de 200 lycéennes, jeunes filles âgées entre 12 et 17 ans, le 14 avril 2014 de leur établissement scolaire de Chibok, dans l’État de Borno au nord-est du Nigeria;

- considérant un nouvel enlèvement de onze autres adolescentes, âgées de 12 à 15 ans, le 4 mai 2014, à Warabe et Wale, toujours dans l’État de Borno au nord-est du Nigeria;

- considérant le massacre récent dans la nuit du 5 au 6 mai 2014 à Gamboru Ngalg, ville proche de la frontière camerounaise dans l’État de Borno, au cours duquel des centaines de personnes ont été tuées;

- considérant que tous ces raptés et attaques ont été perpétrés par l’organisation terroriste «Boko Haram», dont le nom signifie «l’éducation occidentale est un péché» en langue haoussa, responsable, depuis l’année 2001, de la mort de milliers de personnes au cours d’attaques visant des écoles, des églises, des mosquées et des symboles de l’État et des forces de l’ordre (plus de 1.500 depuis début 2014);

- considérant qu’après quatre semaines, il n’a pas encore été possible de libérer les lycéennes enlevées;

- considérant la déclaration à la presse du Conseil de sécurité des Nations Unies du 9 mai sur les attaques au Nigeria et les conclusions du Conseil de l’Union européenne du 12 mai sur les enlèvements de jeunes filles au Nigeria;

invite le Gouvernement

- à exprimer son soutien au gouvernement nigérian dans la résolution de ces crimes détestables;

- à encourager les autorités du pays à coopérer pleinement avec les équipes d’experts étrangers, composées de spécialistes en renseignement et en sécurité envoyés sur place pour aider les autorités nigérianes à rechercher les captives;

- à intervenir auprès du gouvernement nigérian pour qu’il poursuive ses efforts, dans le respect de ses obligations découlant du droit international, en particulier du droit international des droits de l’Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire, pour protéger ses citoyens et venir à bout de l’insurrection de l’organisation terroriste «Boko Haram» qui est une menace à la stabilité de l’Afrique de l’Ouest et Centrale;

- à continuer à traiter de manière prioritaire le sujet également au niveau des organisations internationales telles l’Union européenne et l’Organisation des Nations Unies.

(s.) Laurent Mosar, Claude Adam, Marc Angel, Eugène Berger, Fernand Kartheiser.

Vote sur la motion modifiée

Ech stelle fest, dass eng ganz grouss Majoritéit vun der Chamber déi Motioun dréit.

Merci.

7. Ordre du jour (suite)

An ech géif dann, wéi ofgemaach, elo direkt dem Här Nohaltegkeetsminister d’Wuert ginn, fir op déi Froen iwwert d’Cargolux ze äntweren.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Jo, mä et ass jo awer e Punkt um Ordre du jour. Ech mengen, mir géifen awer gare preziséieren, wat mer gare wéissten. Et geet jo ëm Explications du Gouvernement zu eppes, wat mir elo hei froen. Dofir misste mer dat awer kënnen hei froen, och wa mer et kuerz maachen.

► **M. le Président.**- Jo, ech sinn natierlech à la disposition de la Chambre, mä hei sinn zwou schrëftlech Froen erakomm vun den Auteurs Turpel a Mosar, zu deenen ech vollständegkeetshalber wëll soen, dass d’Äntwerten op déi Froen an enger provisoerescher Versioun kuerz viru Mëtteg an d’Chamber erakomm sinn. Wa mer et am Délai fäerdegbréngen, an Zukunft och gläichzäiteg déi offiziell Versiounen mat der Ennerschrëft an d’Chamber eranzekréien, da kréie mer vläicht esou Situatiounen, wéi mer se de Mëtteg haten, net méi. Ech ginn a mengem jugendleche Leichtsinns dovun aus, dass d’Froen alleguer gestallt sinn, an dass de Wonsch vun den Auteurs war, Äntwerten op hir Froen ze kréien. Wa se do dermat d’accord wäeren, géif ech dem...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Här President.

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Et ass esou, dass déi Froe gestallt gi sinn de 7. Mee. Do sinn eng Rei Saachen dertëscht geschitt. An ech mengen, dat hei ass jo elo net eng Äntwert op d’Froen, mä et ass eng Demande d’explications par rapport zur Situatioun, wéi se sech haut stellt. An ech hat awer geduecht, et hätt een dann awer d’Recht, wann een esou ee Punkt op den Ordre du jour setzt, fir dat kuerz ze maachen.

(Interruptions diverses)

Neen, neen. Ech hu jo gesot, wéi ech et op den Ordre du jour gesat hunn, ech géif dat preziséieren, wa mer op de Punkt kéimen. Ech fannen, dat Recht misst een dann awer hunn. Et ass jo dat, wat den normalen Ordre du jour virgesäit.

► **M. le Président.**- Ech hunn d’Wuertmeldung vun der Madame Loschetter an da vum Här Gibéryen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Här President, ech denken, dass mir déi Modifikatioun vum Ordre du jour ugeholl hunn, well mer verstanen hunn, dass déi Froen, déi gestallt gi sinn, obwuel se am Délai beäntwert gi sinn, dass déi awer eng gewëssen Aktualitéit hunn, an obwuel d’Urgence net unerkannt ass, et awer sënnavoll wär, well jo och natierlech dobaussen doriwwer geschwat gëtt, dass mer dat hei thematiséieren.

En plus huet den zoustännegen Minister sech bereet erkläert, säin eegenen Agenda e bëssen ze verréckelen, fir genau heihinner ze kommen an ze weisen, dass et wichteg ass, esou wéi Dir et gesot hutt, dass d’Chamber informéiert ass a fir komplett Transparenz am Dossier ze maachen.

Mir hätten awer elo net déi Modifikatioun vum Ordre du jour gestëmmt, wann elo e ganz aneren Zeenario sollt optrieden. Dofir si mir der Meenung, dass mer vun dem Minister seng Zäit net sollen ze vill abuséieren. En ass hei, e wäert eis ausféierlech Erklärungen ginn. An domadder solle mer ons fir haut zefriddestellen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Ech mengen, déi lescht Woch ware mer am Kader vun eiem Reglement am Ordre du jour e bëssen duerjernee geroden. An do hate mer eis d’lescht Woch an der Chamber, an der Presidentekonferenz eens gemaach, dass mer esou eng Diskussioun géife féieren, dass mer dann all Kéiers soen, opgrond vu wat fir engem Artikel an eiem Chambersreglement mer géifen den Ordre du jour oflaffe loossen. An elo si mer erëm an esou enger Situatioun, wou mer net genau wëssen, wou mer an eiem Reglement dru sinn.

Hei ass gefrot ginn, dass d’Regierung soll Stellung bezéien. Dann hu mer den Artikel 91 (1) vun eiem Reglement, wou da steet, wann e Member vun der Regierung eng Deklaratioun an der Chamber mécht, zwar opgrond vum Artikel 80, wann een also gären d’Wuert hätt, mä hei hätt d’Chamber gären, dass mer sollen d’Wuert huelen (veuillez lire: dass mer sollen dem Minister d’Wuert ginn), da géif d’Chamber en Temps de parole festleeën, wéi laang déi eenzel Gruppen no der Deklaratioun vum Minister Zäit hätten, fir driwwer ze diskutéieren.

Well, wann elo de Minister, wann elo keng Fro virdru kënnt, dann hu jo d’Deputéierten d’Recht opgrond vum Artikel 38 (7), fir Parole après ministre ze froen. Dat heescht, da si mer awer an enger Situatioun, esou dass ech géif mengen, et sollt een entweder higoen, den Auteur seng Froe stelle loossen an da soen, dann et als eng Fro unzegesinn. Dann hätt just den Auteur d’Recht, fir d’Fro ze stellen an de Minister géif äntweren.

Oder de Minister mécht eng Deklaratioun. Dann huet jiddwereen entweder d’Recht, Parole après ministre ze froen, der mir soen am Artikel 91 (1), et ass eng Deklaratioun op deem Artikel, da mussen mer en Temps de parole festleeën, deen all Partei no der Deklaratioun vum Minister huet. Mir missten also ons eens ginn, wou mer eis elo am Reglement hei befannen. Dat Einfachst wier, wa mer et géifen als eng Questioun maachen, wou den Auteur géif d’Fro stellen an de Minister géif äntweren. Da wier et déi kierzten Debatt.

► **M. le Président.**- Ech hunn d’Wuertmeldung nach vum Här Claude Wiseler an da kritt den Nohaltegkeetsminister d’Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech mengen, dass mer eis hei néierens am Reglement nach befannen. Ech fannen et ganz gentil, dass de Minister haut komm ass an d’Chamber. Ech fannen et awer och normal, dass, wann en op eng Fro äntwert, d’Fro ka ganz kuerz gestallt ginn. Dofir wär ech einfach dofir, dass déi, déi déi d’Fro wëlle stellen, ganz kuerz Zäit kréien, fir dat ze dévoppéieren, an dann de Minister drop äntwert. Et wär scho gemaach, wa mer net géifen...

► **M. le Président.**- Jo, den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, wann Der erlaabt, wëll ech awer och soen, wat meng Positioun oder déi vun der Regierung ass. Also, ech sinn net Demandeur, fir eng Deklaratioun hei de Mëtteg ze maachen. Ech wëll lech och soen, déi Froe sinn de 7. Mee gestallt ginn. E Mount Zäit. Ech hätt nach souguer bis de 7. Juni Zäit gehat, fir se ze beäntweren. Ech hu se awer scho beäntwert. Si si wahrscheinlech nach net ukomm bei de Kollegen.

Dat Zweet ass, déi Debatt an der Öffentlechkeet, bon, ech mengen, ech kréien elo Zäit, wann d’Fro gestallt gëtt, eppes dozou ze soen. Ech wëll awer och soen, dass, wann an Zukunft d’Deputéierte Froe stellen zu eppes, wat ech verstinn, dass jo, wann eppes esou brisant kléngt, iergendwou opkënn, da sinn eenzel Deputéierten, déi wëllen natierlech direkt och kommunikativ matspillen an da gëtt eng Question urgente geschéckt. De Chamberspräsident huet déi net unerkannt, déi Urgence dovunner. A wann ech da muss feststellen als Minister, dass ech fir d’Éischt emol op „L’essentiel Online“ d’Fro muss selwer liesen, ier ech se selwer kréien, dass heescht, schonn déi ganz Press voll ass...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Esou ass et mir och ëmmer gaangen, Här Bausch, wëll ech just soen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech weess dat, Här Wiseler. Ech wëll just soen, ech wëll dat awer zur Erläuterung erklären. Wa Leit...

(Interruption)

Et ass mer zu Ouere komm, dass Leit sech opgereegt hunn, dass dat eng ganz Diskussioun

dobausse wär a just d’Deputéierten nach näischt dovun gewosst hätten. Esou ass et net grad gewiescht. Et ass och schonn e bësselchen hei esou en Zeenario jo opgebaut ginn. Mais n’empêche, loosst déi zwee Deputéierten d’Fro stellen. Ech hunn hinne se zwar scho schrëftlech beäntwert, wéi gesot, nach eng Kéier, am Délai, ouni dass eng Urgence war. Ech si bereet, hinne se och nach eng Kéier de Mëtteg hei ze erklären, well d’Chamber mer esou wichteg ass.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci, Här Nohaltegkeetsminister. Ech géif mengen, dass dat och déi einfachste Prozedur ass. Mir géifen dann deenen zwee Deputéierten d’Wuert ginn, fir kuerz, vu dass dee schrëftlechen Deel jo virläit, hir Froen ze presentéieren. Ech mengen, den Här Mosar war deen Éischten, dee seng Fro abruecht hat. An dofir géif ech dem Här Mosar och als Éischtem d’Wuert ginn.

8. Question écrite n°261 du 7 mai 2014 de M. Laurent Mosar relative à l’accord de coopération conclu par l’Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question écrite n°263 du 7 mai 2014 de M. Justin Turpel relative à l’accord de coopération conclu par l’Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Merci, Här President. Och Merci dem zoustännegen Minister, dass en disponibel ass, fir op d’Froen ze äntweren. Ech wëll ganz kuerz nach eng Kéier résuméieren, wat ech a menger schrëftlecher Fro opgeworf hunn.

Fir d’Alleréischt wollt ech eigentlech am Kontext vun all deenen Zeitungsartikelen do vum Minister wëssen, wéi mat der HNCA an der Cargolux verhandelt ginn ass iwwert deen Accord de coopération, ob do och iwwer een Accord de coopération tëschent Zhengzhou a Frankfurt-Hahn, ob dat iergendwéi eng Kéier am Kader vun den Diskussiounen opgeworf ginn ass. Wann dat net de Fall war, géif et mech interesséieren, wéi eigentlech de Minister informéiert ginn ass, dass tëschent Zhengzhou a Frankfurt-Hahn an och nach anere Stied wéi Leipzig esou Accords de coopération amgaange wäeren ofgeschloss ze ginn.

Dann deen zweete Volet vun Froen ass deen, fir ze wëssen, ob déi doten Accords de coopération tëschent de Flughäfe riskéieren iergendwelch Konsequenzen op de privilegiéierten Accès vun der Cargolux op de Flughafen Zhengzhou ze kréien.

An an deem Kontext wollt ech eng Fro drunhänken, déi ech awer elo net a menger schrëftlecher Fro mat dran hunn, déi awer aktualitéitsgebonden ass. Ech hunn héieren, dass de Minister gesot huet an der Press oder zu der Press, dass nach ëmmer Problemer wäeren, wat déi Accords d’atterrissage zu Zhengzhou géif ubetreffen. Dofir wäer mer vläicht och frou, vum Minister gewuer ze ginn, wat dann do reell d’Problemer sinn a wat en do gedenkt ze maachen, dass awer endlech déi Volen och kënnen funktionnéieren.

Ech soen dem Minister Merci fir seng Äntweren.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Mosar. An den Auteur vun där zweeter Fro, den Här Justin Turpel, huet elo d’Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech soen der Chamber Merci, dass mer de Punkt konnten op den Ordre du jour setzen, dee jo awer eng gewëssen Aktualitéit huet. Ech soen och dem Minister François Bausch Merci, dass e sech extra fir dee Punkt heihinner beméit huet.

Ech wëll awer kloerstellen, dass meng Fro, oder dass ech de Punkt op den Ordre du jour gesat hunn, net well eng Question parlementaire normale net behandelt ginn ass - ech mengen, do hu mer, am Reglement ass dat gekläert, dass ass ee Mount Zäit, fir dat ze maachen - mä weinst der Wichtigkeet, fir d’Chamber ze informéieren. Och an der Vergaangenheet huet d’Chamber ëmmer erëm d’Regierung gefrot, fir Explikatiounen ze ginn zu aktuelle Punkten.



Ech wëll och drop hiweisen, den Här Bausch huet et elo gesot, dofir wëll ech och dorobber agoen, datt ech d'Urgence évoquéiert hat. De President vun der Chamber huet déi refuséiert. Dat ass seng Prerogativ. Ech hu keng Méiglechkeet, fir do dergéint Asproch anzeleeën. Hie kann dat eleng décidéieren. Mä vu d'Entwécklung vum Dossier entre-temps, war ech der Meenung, datt et wichteg wier, datt mer haut géifen iwwert de Punkt diskutéieren, fir datt d'Chamber vum Minister kéint opgekläert ginn. Ech krut och elo just d'Antwort vum Minister, fir déi ech em och wëll Merci soen. Ech fannen et gutt, datt de Minister selwer der Chamber hei an effentlecher Sitzung seet, wou mer an deem Dossier do dru sinn.

Dat Éischt, wat ech wëll wëssen, dat ass dat, wat den honorabele Laurent Mosar och elo gefrot huet, nämlech ob d'Regierung an de Minister informéiert waren iwwert dat Ofkommen, wat do mam Flughaf vu Zhengzhou, ob mer och wëssen, wat an deem Ofkommen do dran ass.

Et ass och déi lescht Zäit an der Press gesot ginn, mir géifen do Äppel mat Bire verwieselen. Ech wëll awer kloerstellen, datt mir schonn en Ennerscheid wëssen, wou den Ennerscheid ass tëschent der Cargolux an dem Flughaf lux-Airport hei zu Lëtzebuerg, datt mer och wëssen den Ennerscheid tëschent der HNCA an dem Flughaf vu Zhengzhou.

Wann ech mer därerf erlaben, fir de Minister Bausch ze zitieren, da wësse mer och, wéi enk datt grad a China déi Verbindunge sinn. An dofir hunn ech a menger Question parlementaire zum Beispill vun Autoritéite geschwat an net vun Institutionen, déi mer parfaitement kënnen auserenenhalen.

Wann d'Regierung net doriwwer informéiert war, da fannen ech dat awer eng relativ krass Saach, esou wéi de President vum Verwaltungsrot dat och formuléiert huet. Wann ech bedenken, datt den Direkter vum Flughaf vu Zhengzhou, wat jo erëm eng kéier déi Personaleenheet do beweist, datt dee mat ennerschriwwen huet deen Accord mat Hahn. An den Direkter vum Flughaf vu Zhengzhou ass Member vum Verwaltungsrot vun der Cargolux an huet déi Verhandlung matgefuert, déi mat der Cargolux gefouert gi sinn.

Déi zweet Fro bezitt sech op d'Konsequenzen dovunner, ob dann nach alles, wat vu Lëtzebuerg aus soll an op Lëtzebuerg geflu ginn, géif geschéien, wéi eng Influenzen datt dat op d'Cargoflich op Lëtzebuerg hätt, notamment an där Strategie vun „dual hub“, déi mat de Chinesen ausgehandelt gi war, wou de Flughaf vu Lëtzebuerg sollt am Fong geholl de Pendant si vum Flughaf vu Zhengzhou.

D'Fro, déi sech fir eis stellt oder déi vill Leit sech stellen, ass domadder: Déi „double-hub“-Strategie, awéiwäit ass déi domadder a Fro gestallt, respektiv wat misst ee maachen, fir déi ze stäerken? Ass et net méiglech, datt Lëtzebuerg selwer esou Accorden och ennerschreift iwwer lux-Airport mat dem Flughaf vu Zhengzhou, fir déi „double-hub“-Strategie do ze ennermauern?

An déi aner Fro, déi ech nach gestallt hat, dat ass déi, déi den honorabele Laurent Mosar och elo nach eng kéier zum Schluss derbäigefügt huet, ob dat stëmmt, datt déi Landerechter a China - nodeems datt dat jo schonn eng kéier schifgaange war, fir den 29. sollen déi Flich jo ugoe vu Lëtzebuerg op Zhengzhou - nach ëmmer net bestinn, an datt wéi d'Press gesot huet, et wahrscheinlech ass, datt dat den 29. och nach net ugeet, mat der Feststellung ennert dem Stréch, datt d'Flich zwëschen Hahn a Zhengzhou fonctionnéieren an déi vu Lëtzebuerg mat Zhengzhou nach net?

Ech soen dem Minister Merci fir d'Zäit, déi e sech hält, fir hei effentlech doriwwer ze informéieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.* - Här President, Merci nach eng kéier fir déi Froen.

Als Éischt wollt ech emol eng Feststellung maachen. Et erfreet mech, datt am Fong entre-temps net nëmmen international, mä och national jiddwereen op eemol d'Bedeutung unerkennt vun der Entwécklung vum Flughaf vu Zhengzhou. Ech ka mech erënneren, viru véier, fënnf Méint hunn ech nach misse wierklech kämpfe wéi den Don Quichotte géint d'Wand-

millen, wéi ech jiddwerengem wollt erklären, datt dat e Flughaf wär, deen an opstriedender Zäit géif liewen an datt do e Potenzial wär fir d'Cargolux. An do krut ech Theorien erkläert, ënner anerem och souguer déck Avice vun der Chambre des Salariés, dat wär alles totalen..., datt stéing op ganz wacklege Féiss an do wär guer kee Potenzial do an esou weider. An ech stellen elo fest, datt, éischtens, da jo jiddweree sech awer Suerge mécht, datt d'Cargolux méiglechst séier dohinner flitt, an zweetens stellen ech och fest, datt international nawell zimlech groussen Interessen ass, fir a Kontakt ze komme mat där Regioun a mat deem Flughafen.

Zu de Froe muss ech soen, wat ech nach eng kéier wëll hei betounen, dat ass, datt den Aktionär, dee bei der Cargolux ageklommen ass, net de Flughafen ass, mä d'HNCA. Dat heescht, d'HNCA ass eng chinesesch Investitionsgesellschaft, déi gehéiert zwar zu honnert Prozent der Provënz Henan, also et ass eng staatlech oder effentlech-rechtlech, wéi een et wëllt huelen, mä et ass awer en Ennerscheid.

Et gëtt en Ennerscheid ganz sécher tëschent den Interesse vun der Investitionsgesellschaft an dem Flughaf vu Zhengzhou selwer. An et gëtt en Ennerscheid an deem Sënn, datt dee Flughafen dohannen - deen zu engem Drëttel eréischt gebaut ass, an zwee Drëttel ginn nach gebaut, dat e risege Flughaf wäert ginn - natierlech wëllt an och en Interessen drun huet, mat méiglechst ville Flughäfen op der Welt Kontakter ze kréien, respektiv Verknäppungen ze kréien, sougutt am Passagéier-wéi am Frachtverkéier.

An et ass och esou, datt de Fait, datt mir elo HNCA am Actionariat hunn an d'Cargolux dann elo dohinner flitt mat... An dat wëll ech schonn emol betounen, dat ass och schonn emol den Ennerscheid zwëschen deem, wat op anere Flughäfe bis elo stattfonnt huet. Linnevolen an net Chartervole vun Hahn a Leipzig oder Léck, do geet et em d'Chartervolen, do gëtt et eng grouss Differenz, dat si Volen, déi geleentlech stattfannen, jee nodeems ob e Client genuch Fracht huet an eppes zesummebruecht huet, fir dat da sporadesch ze fléien. Den Accord vun der Cargolux gesäit vir, datt d'Cargolux véiermol d'Woch kuerz- oder mëttelfristeg soll regelméisseg dohinner fléien.

Mä, wéi gesot, den Ennerscheid ass, hei ass HNCA de Partner vun der Cargolux an de Flughafen dohannen wëllt natierlech nient der Cargolux och nach méiglechst aner Fluggesellschaften unzéien, och Frachtfluggesellschaften, vu Gott weess wou aus der Welt, well deenen ass dat egal, wéi se hir Wueren hin- an hierkréien oder wéi d'chinesesch Wueren doruechter kommen, wann och nach aner Interessente sinn, huele se déi och un.

Dat ass iwwregens näischt anescht, wéi dat, wat mir och op eise Flughafen maachen. Mir hu jo net nëmmen exklusiv Cargolux hei, déi Fracht hei um Flughafen hin- an hiertransportéiert. Mir hunn zum Beispill AirBridgeCargo, dat ass ee vun de grouss Konkurrente vun der Cargolux, dee lant hei um Flughafen. Qatar Airways lant de Moment nach mat Fracht um Lëtzeburger Flughafen. An et gëtt der nach eng Rei anerer. An et ass net esou, datt mir hei um lux-Airport en Exklusivvertrag hu mat der Cargolux. Dat dierfte mer och guer net maachen. Et géif wéinst EU-Bestëmmungen emol iwwerhaupt net goen.

Dofir ass deen Accord oder wat et..., et ass jo evident, et ass jo emol keen Accord, et ass e Memorandum of understanding. An ech hu missen e bësse schmunzelen, et war jo an enger Dageszeitung relativ grouss donneschdes oder freides op der Online-Websäit driwwer geschriwwen ginn: „Wat bedeit dat do? Frachtverloscht a Katastroph!“ An do ass - an doriwwer sinn ech frou - ee Journalist dohinergaangen, op déi Pressekonferenz e Samschdeg, an e konnt sech op der Plaz informéieren, wat et bedeit. Mä nämlech net schrecklech vill, ausser enger Fatz Pabeier, wou drop steet: Mir, Hahn, si frou, mir wiere frou, wa Fligere vu Zhengzhou heihinner op Hahn geflu kéimen.

Mä esou ee Flughafen, dee besëtzt keen ee Flieger, dee besëtzt per se och keng Tonn Fracht, dofir brauch ee Forwarder, dat heescht Logistiker, déi och da bereet sinn, d'Fracht bei d'Fligere ze bréngen. An et brauch ee Fluggesellschaften, déi och dat Ganzt hin- an hiertransportéieren. A wann een e Memorandum of understanding huet mat iergendengem Flughafen, dann huet een nach keng Tonn Fracht op sengem Flughafen. An dat ass schonn emol wichteg feststellen.

Dofir, datt e Flughaf wéi Hahn, dee mam Réck zur Wand steet, dee komplett an de rouden Zuele läit de Moment, deen an extreemsten ekonomesche Schwierigkeeten ass, natierlech alles an d'Fenster de Moment stellt, wat erëm e

bëssen d'Impressioun gëtt, dass et kéint biergop goen, majo dat ass de bonne guerre, mir géifen dat och maachen. Mä musse mir dann onbedéngt dorop erafale an dann hei zu Lëtzebuerg aus alle Wolleke falen, wa mer esou eppes liesen, an da mengen, elo géif bei eis hei direkt d'Welt ënnergoen an da wier mer ech weess net wéi vill Tonne Fracht vu Lëtzebuerg zu Hahn. Esou einfach ass dat jo an der Praxis wierklech net.

An da wëll ech lech soen, wat d'Exklusivitéit ubelaangt mam Flughaf vu Zhengzhou, dat war an der Diskussioun, wéi den Accord mat Cargolux ofgeschloss ginn ass, mä d'Cargolux wollt dat net - an aus ganz gudde Grënn. Well, wat wollte mer maache mat deem Accord mat Zhengzhou? Mir wollte jo net aner Destinatiounen ewechfale loossen. Mir wollte jo, datt d'Cargolux och nach hir aner Flughäfen a China, zum Beispill Peking, zum Beispill Shanghai soll ufléien, datt dat normal Geschäft, wat haut fonctionnéiert, kéint weiderlafen an datt dat do sollt uewendrop kommen. Mir wollte jo näischt ewechfale loossen an dat hei domadder ersetzen, mä mir wollten eppes Zousätzlech derbäikréien. An dofir war d'Cargolux ëmmer strictement dergéint - an ech verstinn och d'Ursaachen absolut firwat -, fir ze soen: Mir maachen eng Exklusivitéit just mat deem do Flughafen. Well dat wär jo guer net am Interesse gewiescht vun der Gesellschaft, fir dat ze maachen.

An dann, wat d'Flugrechter ubelaangt, fir do emol nach eng kéier all Konfusioun aus dem Wee ze raumen: Mir hunn ausräichend Flugrechter fir a China. Et ass e Memorandum of understanding vu mengem Virgänger a mam Ausseministère zesumme virun zwee Joer gemaach ginn. Do huet Lëtzebuerg an d'Cargolux, also Lëtzebuerg, net d'Cargolux, mä Lëtzebuerg huet kënne 24 Destinatiounen ufléien a China. Mir hunn der nach zéng iwwreg de Moment. Dat heescht, souguer wa mer siwemol d'Woch op Zhengzhou fléien, hu mer der nach iwwreg. Et geet also net em d'Flugrechter - an dofir wëll ech dat nach eng kéier betounen, dat huet och guer näischt domat ze dinn, datt de Ministère do hätt vill kënne maachen -, mä et geet hei em déi Etapp duerno, em d'Landerechter. An do muss jo beschriwwen ginn an de Formulären, déi spezifesch virgesi sinn, wat fir en Typ vun de Fligere et ass an esou weider an esou fort. Et geet em deen Detail. An do sinn eng Rei Feeler gemaach ginn an der Prozedur. An déi hu gemaach, datt d'Situatioun sech zimlech verfuert huet.

Bon, elo kann ee vill doriwwer diskutéieren, ob dat... Wéi soll ech soen? Dat ass jo eng aner Ebene, déi dat kuckt a China. Et ass jo net, dat ass... A China ass et déi staatlech Ebene, déi kuckt, ob d'Dokumenter all an der Rei si vun der Fluggesellschaft. Där ass dat zimlech egal, wien do Aktionär wor, wie lénks a riets ass. Do gëtt reng nom Buschtaf gekuckt an da gëtt sech dorobber referéiert. Bon, an d'Cargolux ass amgaangen, selwer natierlech elo alles ze maachen, fir dat erëm an d'Rei ze kréien.

Bon, an et weess ee jo och, wann eng Rei Saache schlafafen, da lafe se meeschtens an de Gespréicher zolitt schif. Dann op eemol fënnt deen een, well et war jo hei fir d'Éischt zweemol ugefrot ginn, du war siwemol, dun erëm..., an dann ass Panik komm, do ass gesot ginn um Schluss: Merde, mir hunn ëmmer net deen néidege Formul, elo froe mer séier nach en Charter un. An du war natierlech alles blockéiert. An da gëtt gesot vun där Sait: Jo, wat ass dat do iwwerhaupt? Déi wësse jo net, wat se wëllen. An esou weider.

Also, ech mengen, ech brauch jo kengem ze beschreiwen, wéi dat ka goen. Mä dat ass der Cargolux hiren Job, fir dat doten an d'Rei ze bréngen. An déi sinn amgaangen, dorunner ze schaffen. Dat ass net der Regierung an och net dem Ministère säi Rôle, well d'Regierung huet hir Aarbecht längstens gemaach, wat d'Flugrechter a China ubelaangt. Där gëtt et masseg genuch. Doru felt et wierklech net, do läit wierklech net de Problem.

Da wollt ech awer och e puer Saache soen zu den Autoritéite selwer. Et gëtt gesot, ech misst jo och wëssen, datt a China bal alles dat nämlecht wär. Mä ech wëll awer soen, esou ass et och net grad.

Et gëtt den zentrale politeschen Niveau, et gëtt de regionale politeschen Niveau, de lokale politeschen Niveau an da gëtt et nach d'CAAC, dat ass, wat bei eis d'DAC ass. Dat heescht, dat ass och nach eng Entitéit, eng effentlech rechtlech Entitéit, déi matzeschwätzen huet.

An da gëtt et natierlech d'Investitionsgesellschaft. An et ass esou, datt mäi Rôle op alle Fall, esou gesinn ech dat, an der Regierung hire Rôle huet opgehale zu deem Moment, wéi déi 35% verkaaft gi sinn, dat heescht, wéi mir net méi..., also ausser natierlech déi 8,3%, déi mer nach hunn als Aktionär, mä de Rôle, dee mir hate virun, fir de Portage zu engem Enn

ze bréngen, dat heescht, fir en neien Aktionär ze sichen, huet opgehale zu deem Dag, wou mer ennerschriwwen hunn a wou mer och d'Suen iwwerwise kritt hunn.

An elo ass der Regierung hire Rôle emol virrangeg, fir ze kucken, natierlech gutt Bezéiungen ze hunn zu dem politeschen Niveau, lokal oder regional a wa méiglech natierlech och national, a fir ze kucken, wou ee kann do hëllefen. Mä de Rescht, wéi gesot de kommerzielle Volet vun der ganzer Operatioun, dat ass elo der Cargolux hiren Job.

An duerfir ass d'Cargolux jo och nei opgestallt ginn. Si huet en neien CEO kritt. Si huet elo eng Kapitalsprëtzt kritt an engems mat deem Ofkommen, mat deenen neien Aktionären, well et dierf ee jo net..., dat vläicht zur Erënnerung, wa mer net déi Operatioun gemaach hätten, da wären net déi 175 Milliounen Dollar Kapitalsprëtzt do komm an da wär d'Cargolux elo a ganz schlechten Dicher. Well dat war jo eng essenziell Konditioun, fir datt déi Gesellschaft iwwerhaupt konnt weiderliewen. An ech mengen, do huet d'Regierung voll hir Aufgab gemaach, fir datt dat alles konnt an d'Rei goen. An elo ass et, wann ech gelift, un der Gesellschaft selwer, fir mat deenen neie Viraussetzungen dat Beschit doraus ze maachen.

Ech muss lech och soen, wat mech méi besuert wéi déi Aktioun elo vum Flughaf vu Hahn oder vu Leipzig. Iwwregens, wahrscheinlech gëtt och nach een ofgeschloss mat Chicago, mat Taipeh. Also där ginn et nach wahrscheinlech, där do wäerten nach eng Dose kommen. Et kann een driwwer diskutéieren, ob et..., mä bon, ech mengen, dat ass net u mir ze jugéieren, dat muss d'Cargolux an hirem Verwaltungsrot ënner sech ausmaachen. Et kann een driwwer diskutéieren, ob et net, loosse mer soen, méi gescheit gewiescht wär, wann d'Vertrieder vun der HNCA, mä wahrscheinlech hunn déi sech emol näischt dobäi geduecht, am Verwaltungsrot deenen anere Membere gesot hätten: Hei, lauscht et emol, d'nächst Woch geet den Här An op Hahn als Direkter vum Flughafen. Mir wollten lech dat just soen. Dat wär eng Informatioun gewiescht. Mä, bon, wéi gesot, dat muss d'Cargolux an hirem Board ofmaachen. Do halen ech mech draus eraus.

Mä wat mech méi besuert, soen ech lech ganz éierlech, wéi déi dote Geschicht, déi mech eigentlech am Fong net besuert, dat ass, datt mer zwar bei der Cargolux elo emol - wéi soll ech soen? - e wichtege Schratt gemaach hunn, well mer se rekapitaliséiert hunn, well mer en neien CEO do en besuert hunn. Dat heescht, d'Strukture ufänken erëm versichen ze festegen. Dat ass, datt mer trotz deem, wat mer an der Press konnte liesen, ech hu verschidden Articlek gelies: „Cargolux fliegt wieder in schwarze Zahlen“. D'Realitéit ass e bëssen eng aner: Cargolux ist wieder in schwarzen Zahlen, mä net dohinnegeflunn!

Et waren zwou, dräi Zeitungen, déi opmierksam natierlech de Bilan gelies hunn, déi hunn och erausfonnt, datt déi schwaarz Zuelen net komm sinn duerch d'operatiiv Geschäft, mä duerch extraordinär Recetten 2013. An dat trotzdeem (veuillez lire: obwuel) datt 2013, vum Frachtvolumen hier, vill méi geflu ginn ass, wéi dat Joer virun.

An ech wëll lech just domadder soen, datt de Problem an dem Fluch, an der Aviatioun de Moment ass, a virun allem am Frachtverkéier, datt, och wa vill geflu gëtt, d'Margen immens kleng sinn an datt ganz wéineg dru verdéngt gëtt. An dat ass de Problem.

Dat ass natierlech desto méi de Problem bei enger Gesellschaft, déi zwar qualitëtsméisseg ganz gutt ass a ganz gutt fonctionnéiert, mä déi eng Käschtestruktur huet, déi natierlech nach méi intensiv ass, wéi wahrscheinlech an anere Länner.

Dat ass eng Realitéit. An dat si Saachen, déi mir méi Suerge maachen, soen ech lech ganz éierlech, wéi de Flughafen. Well wa mer net et fäerdegréngen, wann déi Gesellschaft et net fäerdegréngt - ech soen: mir -, mä wann déi Gesellschaft et net fäerdegréngt, an deenen nächste Joren erëm eng kéier méi Margen ze kréien, dat heescht, hiert operatiiv Geschäft positiv ofzeschleissen, dann, soen ech lech, huet natierlech och déi Kapitalerhéijung eis net alles dat bruecht, wat se hätt misse bréngen, well dann ass déi séier opgebraucht.

An duerfir hoffen ech, datt ënnert deenen neie Viraussetzungen, déi déi Gesellschaft elo huet, sech dorobber konzentréiert gëtt, dat, wat mer brauchen, nämlech, datt se elo kucken, hir Aarbecht ze maachen, ze fueren, an datt mer erëm eng kéier an déi Situatioun kommen, datt mer déi Gesellschaft vu vir bis hane positiv kënne beobachten.

Ech mengen, dat géif mir guttdi wéinst deene villen Aarbechtsplazen, déi direkt domadder verbonne sinn, a selbstverständlech, vu datt et



e wichtege ekonomesche Secteur ass fir d'Land, ass et och wichteg fir déi ganz Logistik a fir d'ganz Land insgesamt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här No-haltegeetsminister, dee fir de Secteur Transport zoustänneg ass.

Mir hätten domat deen heite Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss an ech géif iwwergoen zum éischte Gesetzesprojet, dee mer um Ordre du jour hunn. Dat ass de Projet 6608, en Traité iwwert de Waffenhandel. An den honorabelen Här Rapporteur, den Här Marc Angel, ass prett. D'Tribün ass Är, Här Angel.

9. 6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel** (LSAP), *rapporteur.* - Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kollegeginnen a Kollegen, Här Minister, dese Projet de loi 6608 iwwert den Traité sur le commerce des armes gouf de 4. September 2013 déposéiert. An elo, manner wéi ee Joer duerno, kënnen mer hei dee Projet wielen. An ech mengen, et ass e Projet, deen och dem Minister ganz besonnesch um Härzer läit.

Den Objet vun dësem Projet de loi ass, wéi gesot, d'Approbatoun vun deem Traité iwwert de Commerce vu Waffen, TCA genannt, deen den 2. Abrëll 2013 duerch eng Resolutioun bei de Vereenten Natiounen ugeholl ginn ass.

Den Traité schreift gemeinsam international streng a juristesche contraignant Norme fest fir den Import, fir den Export an och fir den Transfert vu konventionelle Waffen, Munitioun, Stécker an Deeler, déi zu deene Waffe gehéieren. Den Handel mat klassesche Waffe soll also duerch dësen Traité méi responsabel an och méi transparent ginn.

Ech erlabe mer, aus dem Traité ze zitieren den Artikel 2, „champs d'application“, wat iwwerhaupt ënner klassesche Waffe verstane gëtt. An ech zitieren, ech ziele se op op Franséisch, well ech hätt net fir all Waff e Lëtzebuergeschen Ausdrock.

Éischtens sinn et Chars de combat; zweetens Véhicules blindés de combat; drëttens Systèmes d'artillerie de gros calibre; véiertens Avions de combat; fënneftens Hélicoptères de combat; sechstens Navires de guerre; siwentens Missiles et lanceurs de missiles an aachtens Armes légères et armes de petits calibres. Et sinn also déi Zort Waff, ëm déi et sech handelt.

Den Traité imposéiert also de Staten, dass se Moosname mussen huelen, fir ze kontrolléieren, dass déi Waff, mat deene se handeln, net gebraucht gi fir Verbriche géint Mënscherechter, net fir terroristesche Akten oder Verstéiss géint den Droit humanitaire oder och nach fir esou Zwecker kënnen détournéiert ginn. Méi Transparenz soll entstoën duerch e Regëster an och duerch e besseren Échange vun Informatiounen.

Vun deenen 30 Exportlänner vu Waffe sinn der siwen, déi 90% vum Welthandel do dominéieren. Dat sinn: d'USA, Russland, d'Vereenegt Kinnekräich, Frankräich, Däitschland, Italien an Israel. Hauptimportlänner op dëser Welt, wat de Waffenhandel ubelaangt, sinn: Indien, Pakistan, Japan, Saudi-Arabien. Ech hunn och am Rapport geschriwwen, dass d'Militärausgaben an Asien sech doubleiert hunn an deene leschte Jorzéngten, an och a Russland an de leschten zéng Joer ëm 113% gestiege sinn.

Duerch dësen Traité soll et also méi einfach ginn, géint deen illiciten Handel an och den Détournement vu konventionelle Waffe virzegoen an och dësen illiciten Handel à long terme, à moyen terme hoffentlech ze eliminéieren. Dësen Traité soll dozou bäidroen, d'Effort fir méi Friden, fir méi Stabilitéit an och fir méi Sécherheet op onser Welt ze stäerken an esou och d'mënschlecht Leiden ze minderen.

Dësen Traité soll awer och eng Occasioun si fir d'Promotioun vun der Zesummenaarbecht, der Transparenz an der verantwortlecher Aktioun vun deene Parteien, déi Deel vun dësem Traité sinn, an och doduerch zu méi Vertrauen tëschent de State féieren.

Et handelt sech hei also ëm e wichtege Text. An de Rapporteur zu dësem Text vun der Commission du Commerce international am Europaparlament, den David Martin, dee sot, dass dësen Traité net onbedéngt zur Reduktioun vun der Produktioun vu Waffe bäidréit, mä en hëlleft ze verhënneren, dass déi Waff an

d'Hänn vun Terroriste gelaangen oder a ganz onstabel Zonen op onser Welt. A mir wëssen, dass et där onstabeler Zone leider nach vill ze vill gëtt.

Här President, Léif Kollegeginnen a Kollegen, dësen Traité hat eng laang Entstehungsgeschicht. E grouse Mérite huet awer och d'Zivilgesellschaft an insbesondere déi grouss international ONGen.

1987 huet den deemolege Friddensnobelpräisträger Oscar Arias Sánchez seng aner Kollegen, déi e Friddensnobelpräis haten, zesumme geruff an e Code de conduite international sur le transfert d'armes proposéiert. Dës Initiativ huet Gehéier fonnt an ass iwwerholl gi vun enger Koalitioun vun 62 ONGen, ënner anerem Amnesty International, Oxfam, Roud Kräiz an esou weider.

An natierlech sinn dës Messagen och bei de Vereenten Natiounen ukomm. An ab 2006 ass bei der UNO diskutéiert ginn, wéi een dee Vide juridique, déi Netreglementéierung vum weltwäiten Handel mat Waff, wéi een dee combliéere kéint. An an de Joren 2007 bis 2009 ass vill Preparatiounsarbecht geleescht ginn, fir dass konnt eng éischt international Konferenz zum Thema Waffenhandel ofgehalen ginn. Déi war am Juli 2012 zu New York an huet dräi Woche gedauert. Et kum awer leider do net zu engem Accord, mä et gouf awer ee Projet de texte scho redigéiert.

An den 20. Mäerz, an am Mäerz 2013 gouf dunn dëse Projet op enger zweeter Konferenz diskutéiert. Et kum och do zu intensiven Négociatiounen. Trotz den intensive Verhandlungen bei dëser zweeter Konferenz kum et leider net zu engem Konsens.

Den Traité ass awer dunn duerch d'Veereenten Natiounen duerch d'Generalversammlung komm mat enger qualifizierter Majoritéit an ass also ugeholl ginn. 155 Staten hu fir den Text gestëmmt, 22 Staten hu sech enthalen, dorënner China, Indien a Russland, an dräi Staten hunn dergéint gestëmmt. Dat waren: Iran, Nordkorea a Syrien.

Den 8. Mee 2013, also e ganz symboleschen Datum, huet och d'Europäesche Kommissioun eng Décisioun vum Conseil presentéiert, déi den deemools 27 Memberstaten et erlaabt huet, och deen Traité ze ënnerschreiwen. Dës Prozedur war néideg, well den Traité eben och Domänen touchéiert, déi an der Kompetenz vun der Unioun sinn.

D'EU kann dësen Traité net ënnerschreiwen, well eben am Traité keng Dispositiounen virgeschloen si fir international oder regional Organisatiounen. D'Kommissioun huet awer, well se e Mandat hat vum Conseil, verschidden Aspekter vun dësem Traité mat verhandelt. A laut Artikel 20 soll dësen Traité en vigueur sinn 90 Deeg, nodeems 50 Länner ratifizéiert hunn.

D'EU-Memberstaten hu sech virgeholl, esou séier wéi méiglech dat ze maachen. Dofir maache mir dat jo och haut. An am Abrëll 2014, also leschte Mount, do ware schon 31 Länner, déi ratifizéiert haten. An et gëtt virgeschloen, dass Lëtzebuerg den 2. Juni onst Instrument (veuillez lire: onst Instrument de ratification) niddlerleet, mat nach anerem EU-Länner, an dass een dann op déi 50 Länner kënnt, fir dass 90 Deeg duerno den Traité en vigueur ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt schon um europäesche Plang nach eppes Ähnlech, dat ass déi sougenannten „Position commune“ vum 8. Dezember 2008, déi définéiert d'Regelen, d'„Règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires“. Lëtzebuerg als EU-Member huet dës Regele vun dëser Position commune konsequent ugewannt. An et ass wichteg, ze soen, an dat schreiwen ech och am Rapport a soen et hei, dass an deem Kontext et wichteg ass, ze ënnersträichen, dass déi zwee Texter, déi Position commune an dësen Traité, keng kontradiktoresche Dispositiounen enthalen.

E leschten Detail nach zum Historique: De 25. September 2013, also dräi Wochen nom Dépôt, huet d'Regierung nach en Amendement nogereecht mam But, fir de Partage vun der Kompetenzen tëschent dem Justizministère an dem Office des Licences ze klärféieren.

Mir haten den 10. Mäerz an der aussepolitische Kommissioun eng interessant Diskussioun mat Vertrieeder an Experten aus dem Ministère. An do si mer gewuer ginn, dass China, wat sech jo enthalen huet, elo éischter eng favorable Positioun huet an eventuell ënnerschreiw wäert, wat eng gutt Nouvelle ass. Russland huet net ënnerschriwwen, well et net duerchkomm ass, fir de Volet vun den Acteurs non étatiques mat anzubauen.

An der Kommissioun hu mer och natierlech drun erënnert, dass et nach aner Traité gëtt, dee fir d'Armes chimiques an dee vun de Mines antipersonnel. D'Armes chimiques, do läit och

schon e Projet de loi vir, dee mer och deem nächst hei wäerten dann diskutéieren an unhuelen.

Den TCA exigéiert och, dass d'Länner eng Autorité ugin, déi zoustänneg ass. Fir Lëtzebuerg ass dat den Office des Licences an de Ministère de la Justice. Eng Kreatioun vun enger Autorité nationale, déi ass beim TCA hei net virgesinn, mä an der Transpositioun vun der Convention d'interdiction d'armes chimiques wäert dat da kommen.

De Conseil d'État hat keng weider Bedenken hei mat deem Projet. En hat just eng kleng Textännerung, wat den Intitulé ubelaangt, déi mer da respektéiert hunn.

Als Konklusioun wëll ech soen, dass dësen Traité den Handel mat de Waff, mat konventionelle Waffe méi transparent a méi responsabel mécht. A mir kruten e Courier vun Handicap International an d'Chamber erageschéckt den 1. Abrëll, deen ons drun erënnert huet, dass - an dat wär interessant, emol och d'Zuelen ze gesinn -, an deem Courier, do si mer erënnert ginn, dass duerch den irresponsablen Handel vu Waff Dausende vun Zivilpersounen stierwen. Anerer gi schwéier verletzt. Vill ginn duerch d'Menace mat Waffe vergewaltégt an aus hiren Haiser verdréiw.

A laut Déclaration vu Genève sinn all Joers 740.000 Männer, Fraen a Kanner Affen vu Waff a verléieren doduerch hiert Liewen. An interessant ass, 500.000 vun deene 740.000 Affen ginn a Länner gezielt, wou keng Kricher sinn a wou keng Conflits armés sinn. Dat soll ee sech duerch de Kapp goe loosse! An dofir, mengen ech, ass dëse Projet, mat deem mer deen Traité ratifizéieren, e wichtege Projet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn an engems och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Angel. Als éischten ageschriwwene Riedner schwätzt den Här Claude Wiseler fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler** (CSV). - Merci, Här President. Ech wëll dem Här Rapporteur villmools Merci soen. Säi Bericht, souwuel dee schréftleche wéi dee mëndlechen, war inhaltlech, juristesche, technesch komplett. Duerfir ass net méi vill derbäizesoen.

Deen Traité, dee mer haut stëmmen, respektiv d'Gesetz, wat mer haut stëmmen, geet ëm en Traité, wat an der Assemblée générale vun den Nations Unies ofgestëmmt, décidéiert ginn ass a wou d'Aarbechte scho säit 2006 lafen. An et geet haaptsächlech drëms, fir de Commerce vu Waff, de Waffenhandel méi transparent a méi responsabel ze maachen. Haaptsächlech och, fir d'Norme festzesetze fir de Waffentransfer.

An déi haaptsächlech Obligatiounen, wéi den Här Angel dat richteg gesot huet, déi heimad der agefouert ginn, dat sinn déi vun der Transparenz. Éischtens, déi vun der Obligatioun, fir Regëstere ze halen, déi vun den Échanges d'informations an haaptsächlech, fir Garantien ze ginn, dass déi Waff net fir terroristesche Zwecker benotzt ginn, net géint d'Causé vun de Mënscherechter benotzt ginn an haaptsächlech och net kënnen détournéiert ginn, wéi dat alt ze vill oft de Fall ass.

Et geet hei net ëm en Traité iwwert d'Reduktioun vu Waff, leider net! Mä et geet awer trotzdem, den Traité, dee soll de falsche Gebrauch vu Waffe limitéieren. An aus deem Grond, well et op där enger Säit eng Kontributioun ass zu engem Effort de sécurité an de Stabilitéit a schlussendlech dee Moment och en Effort vu Friden, an op där anerer Säit, well en och net kontradiktoresch ass mat den Texter, déi haut souwéiso schon an der EU gebraucht ginn, ass et selbstverständlech, dass d'CSV och dësen Text wäert ënnerstëtzen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Wiseler. Als Nächsten huet den Här Eugène Berger d'Wuert.

► **M. Eugène Berger** (DP). - Merci, Här President. Och ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht. Vläch zwou, dräi Remarquen nach zousätzlech vu menger Säit.

Ech mengen, hei an deem Traité, do geet et ëm déi sougenannten „konventionell“ Waff. Et ass erstaunlech, wann een da liest, dass och dodrënner zum Beispill Fligeren, Helikopteren, Booten an esou weider falen, well dat, wat ee sech eigentlech gewéinlech drënner virstellt, wann een u Waff denkt, denkt een natierlech un déi méi sougenannten „kleng“ Waff, déi konventionell Waff, wat am englesche Sproochgebrauch „small arms and light wea-

pons“ heescht. An dass een awer och muss wëssen, dass weltwäit nach haaptsächlech duerch déi Waff déi meeschten Doudesaffer ze bekloe sinn, sief dat, dass dat am Krich oder a Konflikter ass, sief dat, dass dat duerch Kriminalitéit ass an esou weider.

An d'Geschäft mat deene sougenannten „kleng“ Waff ass risegrouss op der Welt. Et gëtt iwwer dausend Fabriken, hunn ech mer nosiche gelooss, déi an iwwer honnert Länner esou Waffe produzéieren. Et muss een och wëssen, ronn 30 Länner an Europa produzéieren där kleng Waff. Enner anerem Länner wéi Frankräich, England, Italien gehéiere mat zu deene gréisste Produzenten ebe vun deene ganz déidleche Waff. Et gëtt och geschat, dass am Joer ronn acht Milliarden Émsaz gemaach gëtt un Dollar. Aacht Milliarden Dollar Émsaz bei deene kleng Waff a Munitioun.

Fir nach e puer Zuele vläch hei ze bréngen, déi net oninteressant sinn: Pro Dag stierwe ronn 1.500 Leit op der Welt duerch déi kleng Waff, sief dat a bewaffnete Konflikter - mir hate virdrun an der Motioun iwwer Nigeria Rieds, oder op aner Plazen -, sief dat awer och, wéi gesot, am Kader vun der Kriminalitéit. Vill anerer ginn doduerjer och verletzt.

Am Moment sinn esou vill Waff a Munitioun am Émlaf, dass et géif duergoen, fir dass all Mënsch op der Äerd eigentlech zweemol kéint erschoss ginn, wann ee géif eng Kugel gebrauchen. Ech mengen, et ass och esou, déi kleng Waff, déi si méi einfach ze manipuléieren, si méi einfach och ze transportéieren, si méi einfach, fir mat deenen eben och illegalen Handel ze bedriwen. Et ass méi schwéier, wann ee muss e Boot oder e Panzer op eng aner Plaz bréngen. Dass dat also och do méi eng einfach Aart a Weis ass, fir déi Waff eben dann och ze schmuggelen.

Ech mengen, duerfir ass et immens wichteg, all dat Leed, dat duerch esou Waff op der Welt entsteet, dass een onbedéngt, och wann een d'Produktioun, dass ass virdrun an grad gesot ginn, dass heiderjer net d'Produktioun reduzéiert gëtt, mä dass een awer op alle Fall den Handel mat deene Waffe strikt kontrolléiert, fir eben iwwerall op der Welt d'Liewen ze schützen.

D'DP begrësst natierlech ausdrécklech dësen Traité. Ech wëll och soen, dass mer an der Vergaangenheet als Fraktioun, oder eng Rei Memberen aus eiser Fraktioun net ontäteg waren an och emol déi eng oder déi aner parlamentaresch Initiativ geholl hunn. Enner anerem hat schon, an ech mengen, dat war am Joer 2004 oder 2005, de Charles Goerens och nach eng Kéier eng Motioun am Numm vun eiser Fraktioun erabruucht hat, ënner anerem géint d'Strebbommen.

Ech mengen, wat kloer ass, dass ass och scho gesot ginn, hei kommen elo transparent Regelen, transparent Prozeduren eran, fir dass ee soll évitéieren, dass eben all déi Waff, déi an der Circulatioun sinn, dass se net iwwer Détournement op de Schwarzarmé kommen an dann eben op déi Plaze kommen, wou mer se net wëllen hunn.

Och mir hei zu Lëtzebuerg si concernéiert duerch deen Traité. Mir mussen eng national Ulafstell op d'Bee kréien. Et ass awer kloer, mir wëssen alleguer, hei zu Lëtzebuerg gi keng Waffe produzéiert. Mir kënnen awer emol als Transitland och a Fro kommen. Ech mengen, egal wéi, et ass ze begrëssen, dass mer endlech deen Traité hunn. Et huet vill ze laang gedauert.

Op där anerer Säit wëll ech awer och, an dat ass mä Schlusswuert, soen, dass et awer och utopesch ass, fir ze mengen, dass duerch deen Traité all Problemer geléist sinn. Mir begrëssen awer och, dass mer als Lëtzebuerg mat bei deenen éischte Länner sinn, déi dee ratifizéieren. Mir mussen eis awer bewusst sinn, dass och weiderhin den illegalen Handel net aus der Welt geschaf wäert sinn, dass mer also och an Zukunft nach weider aner Aktiounen, nach weider aner Traitée wahrscheinlech mussen op d'Bee bréngen, fir dass dat iergendeng Kéier hoffentlech definitiv dann och kann effizient kontrolléiert ginn.

Déi puer Remarque gemaach, géif ech och den Accord natierlech vu menger Fraktioun heizou abréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner huet den Här Claude Adam d'Wuert.

► **M. Claude Adam** (déi gréng). - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem honorable



Rapporteur Merci soen, dem Marc Angel, fir säin ausféierleche schrëftlechen an och säi ganz ausféierleche mëndleche Rapport. Ech hunn awer d'Gefill, wéi wann ech der grénger Partei, der grénger Fraktioun a menger eegener Biografie et schëlleg wier, fir och selwer eng Analyse vun deem Gesetz hei ze maachen.

All Minutt stierft e Mënsch duerch Waffengewalt. Dat sinn eng hallef Millioun Mënschen all Joer. Honnerttausende gi mat Waffe bedroht, ënnerdréckt, verletzt. Et gëtt kloer international Regeln, wat den Handel mat Bananen, Kotteng an Autoen ugeet, mä et gëtt keng, bis elo nach keng, iwwert d'Liwwerung vu Maschinepistoulen, Panzeren an aner konventionell Rüstungsgidder.

Duerfir sinn ech natierlech frou, och am Nimm vun der grénger Fraktioun, dass mer dann dat Ofkommen eischtens hate vun der UNO an dass mir dat dann haut och kënnen an eis Legislatioun aschreiwien.

Dat Ofkommen hat bei der UNO eng laang Virlafzäit, dat huet de Rapporteur-President och richteg gesot. Schonn am Dezember 2006 huet d'UNO-Generalversammlung beschloss, d'Machbarkeet, den Ëmfang an d'Regele vun engem Ofkommen iwwert den internationalen Handel mat konventionelle Waffen ze ënnersichen. Den 2. Abrëll 2013 haten d'UNO-State mat enger iwwerwältgender Majoritéit esou ee Waffenhandelsafkommen verabschit. An deem Ofkommen gi Waffeliwwerunge verbueden, wann déi fir de Vëltermord, Verbrische géint d'Mënschlecheet oder Krichsverbrische solle benotzt ginn an dozou bäidroen.

Dat war een historesche Moment, an deem historesche Moment, wéi gesot, hat e laange Wee. An deem sollt och nach am leschte Moment verhënnert gi vu State wéi Iran, Nordkorea a Syrien. Déi haten nach probéiert, dat Ofkommen ze torpedéieren. Trotzdeem, den ausgehandelte Vertragstext ass an d'UNO-Generalversammlung komm, wou en net méi huet missen eestëmme beschloss ginn, mä eben, wéi gesot, mat enger grousser Majoritéit.

Beim Waffenhandel sinn natierlech, wéi bei all anerem Geschäft, och vill ekonomesch Interessen, an dat ass och ëmmer e Machtspill vun de Waffeproduzenten. Duerfir ass den Ofschloss e groussen Erfolg vun der Zivilgesellschaft, déi jorelaang fir dat Ofkommen gekämpft huet, an och vun deene Regierungen, déi dat Ofkommen ënnerstëtzt hunn. Dat ass wierklech e grouse Succès.

Här President, léif Kolleegen a Kolleginnen, et gëtt Beispiller genuch iwwert de Mëssbrauch vu Waffen. Wat zum Beispill 2012 am Mali geschitt ass, dat huet eis och däitlech virun Ae gefouert, wéi eng Gefore bei der onkontrolléierter Proliferatioun vu Kleng- a Liichtwaffe leien. Nom Stuerz vun libysche Regime konnten déi deemoleg Söldner vum Gaddafi ongehënnert héichmodern Waffen an déi fragil Nopeschlänner exportéieren. Et gi weltwäit Milliounen Maschinengewierer a -pistoule produzéiert an an Ëmlaf bruecht, an net ëmsoss ginn och dës Waffen als d'Massevernichtungswaffe vum 21. Jorhonnert bezeecht.

Virun deem Hannergrond ass et e groussen Erfolg, dass dat kleng Waffen a liicht Waffen an dësen Traité opgeholl gi sinn. Dat war och net ëmmer einfach. Ënner anerem d'USA haten dat net fuerchtbar gëtt. Déi eenzel Formulierungen am Vertrag si leider net ganz prezis, si sinn e bëssle vag. De Wuertlaut entsprécht eischter engem politeschen Dokument, wéi engem verbindleche Vertragstext.

Mä mir mengen, dass ass de Präis, dee muss bezuelt ginn, wann ee gäre méiglechst vill an och méiglechst déi wichteg Staten, déi een ebe brauch, fir dass esou ee Vertrag och Sënn mécht, fir dass een déi mat an d'Boot kritt.

Natierlech wier et och schéi gewiescht, wann een den Uwendungsbereich vun deem Ofkommen och op de Waffenhandel mat de Privaten ausgedehnt kritt hätt - Mexiko hat do eng Initiativ ënnerholl -, dann hätt een e prinzipiell Verbuet fir de Waffenhandel kënnen ausschwätzen. Déi Fuerderung wier warscheinlech zu gudder Lescht ënner anerem och vun den USA net ënnerstëtzt ginn.

Trotzdeem, deem Handel, dee mer hei hunn, ass en Erfolg. Et ass e groussen Erfolg och, dass d'Mënscherechter implementéiert sinn als entscheidende Kritär, fir iwwert d'Legitimitéit vu Waffenhandel ze decidéieren. Eleng d'Tat-saach, dass dësse Vertrag zustane komm ass an dass d'Staten unerkannt hunn, dass et eng Wiesselwierkung tëschent Waffenhandel a Fridde gëtt, ass e wichtige Schratt an déi richteg Richtung.

Datt dee Vertrag mat enger grousser Majoritéit uegholl ginn ass, ass zu gudder Lescht, an ech sinn och frou, dass de Rapporteur dat och ernimmt huet, ee Verdéngscht vun den ONGen, vun enger ganzer Unzuel vun engagéierte Leit an Aktionsbündnisse, déi méi wéi zéng Joer laang sech fir dee Vertrag agesat hunn.

Schlussendlech war den ëffentlechen Drock fir esou en Ofkommen grouss genuch, dass och eben déi Länner, déi duerch deem Handel och haut nach ëmmer profitéieren - Russland, China, USA -, dee Vertrag net méi konnten oder wollte boykottéieren. An, wéi gesot, et ass jo elo an Aussicht gestallt, dass och mat Hëllef vu Lëtzebuerg mer geschwé bei deene 50 State sinn, déi dann och maachen, dass de Vertrag a Kraaft trëtt.

Ech soen lech Merci an ech bréngen d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Als Nächsten huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit e grouse Merci un den Här Angel fir de Rapport. Mir freeën eis selbstverständlech, mengen ech, wéi jiddwereen heibannen, iwwert dësen Accord a mir stëmmen dee ganz gär mat.

Mä an deene Kommentaren, déi meng Virriedner gemaach hunn, sinn e puer Elementer, déi ganz sécher och eng Diskussioun verdéngen.

Den Här Angel hat et gesot, anerer och, dass d'ONGen eng grouss Röll gespillt hunn an dëser Verhandlung duerch d'Initiatioun an och hu se dee begleet am Laf vun de Verhandlungen. Et kann ee sech elo d'Fro stellen: Wéi eng Lektione kënnen mir zéien op d'Qualitéit, op d'Fonctionnéiere vun der Diplomatie duerch eng grouss Participatioun vun där sougenannter „Zivilgesellschaft“?

Sécher, se hunn en initiéiert. Op där anerer Säit muss mer awer och feststellen, dass mer a verschidde Beräicher ëmmer méi Traitéen hunn, déi eigentlech net déi State bannen, déi haapt-sächlech concernéiert sinn. Mir hunn elo an deem Traité, dee mer haut hei ratifizéieren, zum Beispill net Russland derbäi, mir hu bis elo net China derbäi, mir hunn net Indien derbäi, wat awer grouss Acteure sinn. Mir hunn an aneren Traitéen, wéi de Kyoto-Protokoll, grouss Acteuren net derbäi. Mir hunn an der Ottawa-Konventioun iwwert d'Landminen d'USA net derbäi.

Dat heescht, mir mussen kucken, dass mer awer eis froen: Maache mer Traitéen fir eist gutt Gewëssen? Maache mer Traitéen fir de Westen? Maache mer Traitéen, fir Lobbyen ze befriedegen? Oder probéiere mer, an der Form vun enger effikasser Diplomatie déi Kompromësser, déi Formulierungen ze sichen, déi eng gréisst-méiglech Zuel vu Staten awer mat u Bord huelen, fir d'Effikasitéit vum Traité ze garantéieren?

Dat ass also eng grondsätzlech Fro, wou mer och net wëssen elo zum Beispill, ob d'USA dësen Traité wäerte ratifizéieren oder net. D'Republikaner si skeptesch. Et gëtt an den USA och grouss Resistenzen. Mir müssen also kucken, wat d'Zukunft vun deem Traité ass.

Eng zweet Fro, déi ee sech muss stellen: Niewent dem Fonctionnéiere vun der Diplomatie bei esou Saachen, ass d'Implikatioun vun den ONGen gutt fir d'Qualitéit vun de Formulatiounen an engem Traité? Och do muss een oppassen, dass een net Lobbye bedéngt, dass een net ze vill spezifesch gëtt, mä dass een och grondsätzlech Rechtsprinzipie respektéiert, fir d'Qualitéit vun engem Vertragstext héichzehalen.

Zum Beispill net eenzel Kategorie géintiwuer anere privilegéieren. Et gëtt jo e Rechtsprinzip, dee seet „expressio unius est exclusio alterius“, a wann een dat net respektéiert, huet ee ganz séier eng Situatioun, wou Verschiedener sech an hire Rechter géintiwuer aneren diskriminéiert fillen. An zu Recht.

Och muss ee kucken, dass, wann ee spezifesch, wann een ze vill spezifesch gëtt an engem Traité, een net a Kontradiktioun mat aneren internationale Rechtsinstrumenter geréit, wéi zum Beispill dem „ius in bello“, deem hei am konkrete Fall duerch d'Genfer Konventiounen beréiert gëtt.

Vläicht nach e Wuert iwwert d'national Ëmsetzung. Mir mussen kucken, dass mer och hei eng Einfachheet hunn, eng Simplification administrative. Mir hunn ëmmer méi „arms control instruments“. Am wäiteste Sënn gehéiert och dësen Text dozou. A mir mussen kucken, dass mer eng Plaz am Land hunn, un déi déi Leit, déi Exportlizenzen, Transfertilizenzen, wat och ëmmer brauchen, sech adresséieren, ob dat elo fir Komponente vu ballistesche Missilen ass am nukleare Beräich, biologesch, bakterio-

logesch, konventionell Waffen, wat och ëmmer. Mä mir brauchen eng Plaz, déi gutt outilléiert ass, mat kompetente Leit, an net verschidden Ulaflazen, wou een herno dann net méi weess, als méiglechen Exportateur oder anere concernéierten Agent, wou ee sech soll hin adresséieren.

Vläicht nach e lescht Wuert iwwert d'Kompetenze vun der Unioun. Mir hunn an deem Text jo gesinn, dass d'Unioun, zum Deel weinstens wor dat hir Rechtsinterpretatioun, beréiert ginn ass duerch exklusiv Kompetenzen am Beräich vun Handelsrecht. D'Fro stellt sech awer, nottamment wann ee kuckt, dass d'Unioun jo och eng eegen Identitéit am Beräich vun der Verdeelegung wëllt widerentwëckelen, wou genau d'Kompetenze vun der Unioun leien a wou nach déi vun de Memberstate bleiwen.

Sécher ass, dass hei muss eng grouss Rechts-sécherheet bestoen, nottamment an engem Beräich vu strategescher Wichtigkeet, an dass d'Unioun sech net ka Kompetenzen arrogéieren, déi den Nationalstate gehéieren, an dass et och ganz zweifelhaft ass, dass do an dëse Beräicher eng Décisioun um Conseil eng Ratifikatioun muss autoriséieren a Beräicher, wou d'Unioun u sech keng eege Kompetenzen huet.

Also, et si ganz schwierig rechtlech Froen, déi sech do stellen. Mir plädéiere fir d'Entwëcklung vun enger europäescher Dimensioun an der Verdeelegung, och an der Verdeelegung als europäesche Piler an der NATO. Mä dat Ganzt muss sech ëmmer op engem groussen Terrain vu Rechtssécherheet bewegen an och d'Prärogative vun de Memberstaten an deem Beräich mussen respektéiert bleiwen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - „Entweder mir schafen d'Rüstung of, oder d'Rüstung schafft eis of“, dat sot den Helmut Gollwitzer, een evangeschen Theolog a Sozialist aus Bayern. Eigentlech ass et net méiglech, a Wieder ze beschreiwen, wat mat Waffen, Krich a Rüstung vu Leed an Onrecht an dëser Welt geschafe gëtt. Duerfir ass et ëmsou méi wichtig, ze handelen, esou wéi Milliounen vu Leit a Friddensaktivisten dat zënter engem Jorhonnert maachen.

Ech dierf drun erënneren, dass Fridden, Brout a Fräiheet d'Basis war vun der Grënnung vun de fräie Gewerkschaften um Ufank vum leschte Jorhonnert. An hir Fuerderung no Fridden, Brout a Fräiheet ass haut nach ëmmer richteg a méi aktuell ewéi jee.

Am 20. Jorhonnert goufen 100 bis 185 Milliounen Mënschen duerch Waffen a Krich ëmbruecht. 2013 war dat Joer, wou et op der Welt am meeschte Kricher gi sinn. Ronn 34, net nëmme Kricher vu Länner géint Länner am mannsten, mä Kricher, vill Kricher hu stattfonnt, fir Waffen ze verkaufen, ze benotzen an neier ze produzéieren. An ech erlabe mer dann nach den Einstein ze zitéieren, dee gesot huet: „Ech sinn net sécher, mat wéi enge Waffen dass den Drëtten Weltkrich wäert stattfannen. Mä am Véierte Weltkrich wäerte mer mat Steng a Knëppelen openee lassgoen.“

De Rapporteur huet et gesot, an duerno och eng Rei Intervenanten, dass de Versuch fir déi Konventioun hei schonn 2006 ugaangen ass, an enger eischter Phas gescheitert ass an eréischt 2013, op Drock vun der Friddensbewegung, nottamment vun Amnesty International an Oxfam, endlech konnt ënnerschriwwen ginn.

Déi Konventioun, déi gesäit net d'Ofschafung vun der Rüstungsindustrie a vun der Krichsindustrie vir. Déi Konventioun ass just e klengen, méi längst noutwendege Schrëtt op engem grouse Wee, dee weist, dass den Drock vun der internationaler Gemeinschaft sech lount an dass déi international Gemeinschaft eppes ka maachen, wa se wëllt. Duerfir ënnerstëtze mir och déi Konventioun.

Mir sinn awer och der Meenung, dass een net do ka stoe bleiwen. Mir hunn zum Deel Gesetzer zu Lëtzebuerg, déi méi wäit gi wéi dat, wat an där Konventioun hei virgesinn ass. Ech wëll drun erënneren, dass 2011 déi Lénk, den Hoffmanns Änder op dëser Plaz drop higewisen huet, dass d'Pensiounsfongen, de Fonds de compensation géif versichen, Zësen an de Streebommen ze kréien. Dat huet zu enger gewëssener Entrüstung gefouert an ass och geännert ginn.

Eis Entrüstung an déi dobause war gradesou grouss, wéi mir am Januar 2014 gelies hunn, dass d'Regierung wëlles hätt, der CASIC - ee vun deene gréisste Rüstungskonzerner, déi et op der Welt gëtt - hir europäesch Zentral op Lëtzebuerg ze kréien, aus renger Steiergrënn.

Mir kenne CASIC aus zwou Ursaachen. Eischtens, well eng vun hiren Ënnerfirmaen Aktionär ginn ass vun der IEE, déi elektronesch Sensoren hierstellen zu lechternach. Mä zweetens ass d'CASIC virun allem een Zesummeschluss vu Rüstungskonzerner a China, ee vun deene gréisste Waffeproduzenten, ee vun deene gréisste Produzenten vu Massevernichtungswaffen op der Welt, vu Cruise-Missiles, Buedem-Buedem-Rakéiten an all anere Waffen, déi virun dem opgezielt gi sinn.

A mir mengen, dass ee muss minimal kohärent sinn a senger Politik. An d'Kohärenz vun der Politik erlaabt et net, fir verbal a konkret géint Waffenhandel, esou wéi mer dat an dëser Konventioun maachen an an anere Gesetzer maachen, virzegoen, an da wëllen esou ee Rüstungskonzern op Lëtzebuerg ze kréien.

Dowéinst stëmme mir net nëmme fir déi Motioun (veuillez lire: Konventioun), mä fir och e Schrack no vir ze goen, bréinge mir eng Motioun eran, déi, ech mengen, an Zwëschenzäit verdeelt ginn ass.

Motion 1

Vu la nécessité d'amplifier l'engagement contre la prolifération d'armes et surtout d'armes de destruction massive et d'œuvrer pour leur réduction,

la Chambre des Députés

invite le Gouvernement de mettre un terme à tous les efforts visant à héberger au Grand-Duché de Luxembourg les quartiers généraux européens du consortium chinois CASIC (China Aerospace Science and Industry Corporation), essentiellement actif dans l'industrie militaire.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

Déi seet ganz einfach, dass d'Regierung keng weider Efforte soll maachen, fir d'europäesch Zentral vu CASIC op Lëtzebuerg aus Steiergrënn unziesiedelen. Mir mengen net, dass een d'IEE sollt zoumaachen, fir déi Diskussioun direkt virewechzehuelen, well déi jo net an der Waffeproduktioun aktiv sinn, mä mir mengen, dass dee Versuch, fir dee Rüstungskonzern op Lëtzebuerg ze kréien, dat falscht Symbol ass. A mir sollen zesummen dat richteg Symbol setzen, wann nëddem mam Accord vun der Regierung, fir déi Efforten opzeginn, fir esou Saachen zu Lëtzebuerg unziesiedelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zwielef Milliarden, dass ass d'Zuel vun de Kugelen a vun der Munitioun, déi all Joer produzéiert gëtt. Dat geet duer, dass all Mënsch op dëser Welt zweemol ëmbruecht gëtt. Aacht Milliounen, déi Zuel ass gefall, ass d'Zuel vun de Klengkaliberwaffen a vun de liichte Waffen, déi all Joer produzéiert ginn, an 2.000 ass déi duerchschnëttlech Zuel vun Doudegen, déi all Dag - all Dag - uechtert d'Welt duerch dës Waffen ëmkommen.

Et kann ee soen, dass déi Klengkaliber- a liicht Waffen déi modern Massevernichtungswaffe sinn.

De weltwäite Waffenhandel blitt haut onkontrolléiert an hält op ville Plaze ronderëm d'Welt irresponsabel Formen un. Den Handel vu konventionelle Waffen, dat wësse mer all, verlängert d'Konflikter, verschlémmert d'Gewalt an huet och dacks als Konsequenz, dass massiv Déplacementen vun Ziviliste stattfannen. Virun allem sinn et Fraen a Kanner, déi ënnert de Konsequenze vun deem onverantwortlechen Handel leiden. A ganz ville Fäll gëtt och d'Krichsrecht, oder, fir et méi positiv ze soen, den Droit humanitaire net respektéiert.

Nun, Här President, d'Zuele vun Amnesty beleen, dass ongeféier dräi Véirel vun de Waffenexportatiounen op d'Kap vun den USA, Russland, Däitschland, dem Vereenegte Kinnekräich, China a Frankräich ginn. Mir müssen eis virstellen, dass de Revenu vun den dräi Topländer USA, Russland an Däitschland net manner wéi 600 Milliarden US-Dollare sinn am Joer.

Här President, no 20 Joer, déi vu globale Campaigne gezeecht waren, huet, wéi Der wësst, d'Assemblée générale vun den Nations Unies den 2. Abrëll 2013 mat ganz grousser Majoritéit - 154 Länner waren derfir, dräi dergéint an 23 hu sech enthalen - ee Vertrag gestëmmt, fir den internationale Waffenhandel ze reguléieren. Dëst ass am Fong en immens grouse Succès, an et ass e puermol hei gesot ginn, do muss ee soe Chapeau, well ganz vill ONGen sech immens fir dësse Projet mobiliséiert hunn.

D'Konferenz huet Enn Mäerz 2013 stattfonnt, an do ass et gelongen, e Vertrag auszuhandelen, dee souguer bal deemools mat Konsens hätt kënnen adoptéiert ginn. Mir hunn eis staarkgemaach als Lëtzebuerg fir deem Traité. Et



ware leider dräi Länner, déi dee Konsens gebrach hunn; Dir kennt se: Nordkorea, Syrien an den Iran.

Zënterhier hunn 118 Staten den Traité ënnerschriwwen an 32 hunn e bis elo scho ratifizéiert. Japan huet den 9. Mee 2014 als leschte Stat seng Ratifikatiounsinstrumenter zu New York ofginn.

Mir mussen versichen, de Momentum vun dese Ratifikatiounen oprechtzëerhalen, soudass den Traité méiglechst séier a Kraaft triede kann, an dozou si 50 Ratifikatiounen noutwendeg. Mir si mat enger ganzer Rei vun anere Länner ënnerwee, fir den 3. Juni 2014, elo dem éischten Anniversaire vun der Ouverture fir d'Signature, zu New York eist Instrument ofzeginn a mat e bësse Chance, dass mir mat 18 anere State kéinten also dozou bäidroen, dass da fréiestens den 3. September 2014 déi Konventioun a Kraaft wier.

Nun, Här President, d'Ratifikatiounsjaarbechte schleefen an Amerika, dat stëmmt, wat hei gesot ginn ass, mä et ass awer e Liichtbléck do a China. A China schéngt lues a lues en Émdenken ze kommen an eng Signature vum Traité gëtt seriö a Betruecht geholl.

Natierlech geet dat elo net honnertprozenteg duer. Et bleiwen Zweifelen, Interpretatiouns-differenzen wäerten et ginn. Mä mir mussen wëssen, Här President, dass Konflikter an Onstabilitéit gelidden hunn, wou staatlech Strukture schwach waren, wou déi opgestallt ginn. Duerfir kéint eng besonnesch Responsabilitéit op déi Staten duer, déi iwwer staark sougenannt „Exportkontrollmechanismen“ verfügen, dass si hiert Kënnen, hire Willen awer och an hiert Wëssen op deem Domän un déi méi schwach State kënnen weiderginn an dat mat deene partagéieren.

D'Europäesch Unioun an hir Memberstate sinn duerfir amgaang, ee Programm auszeschaffen, fir méi schwache Staten ze hëllefen, hir staatlech Autoritéiten ze stäerken, soudass si an Zukunft de Waffenhandel vill besser kënnen an de Grëff kréien. A genau aus deem Grond ass et och wichteg, dass den Traité vun esou vill wéi méiglech Staten adequat émgesat gëtt.

Ech rappeléieren op dëser Plaz, dass dëst, wéi et och schonn hei erwähnt ginn ass, keen Ofrëschtungsvertrag ass, mä e Vertrag, deen den Handel vu konventionelle Waffe weinstens soll reguléieren. Et kéint also drop un, dass esou vill wéi méiglech Acteuren den Traité applizéieren an de Waffenhandel also vill méi streng kontrolléieren, soudass deen illegalen Handel mindestens ka gestoppt ginn.

Wat versteet een eigentlech ënner konventionelle Waffenen? Dat si weder biologesch Waffenen nach chemesch Waffenen nach selbstverständlech nuklear Waffenen oder radioaktiv Waffenen, déi jee weils an engem internationale Vertrag reguléiert sinn. Mä konventionell Waffe sinn net nëmme Klengkaliber. Konventionell Waffe si Panzeren, si militäresch Ween, sinn Artilleriesystemer, si Fligeren, sinn Helikopteren, si Schëffer, si Rakéiten, sinn och Rakéitesystemer, also, an da kleng Waffenen a liicht Waffenen.

Et ass ervirzesträichen, dass de Vertrag iwwert de Waffenhandel och d'Munitioun, an dat ass ganz wichteg, couvériert, och e grouesse Succès vun där Konferenz, an dass trotz laanger, onerbittlecher Oppositioun virun allem vun Amerika sech awer do konnt duerchgesat ginn.

Nun, zu deenen nationale Mesuren, déi och hei ugeschnidde gi sinn. Wat bedeit dësen Traité elo fir eis, fir Lëtzebuerg? Mir wësse jo allegueren, dass mir weder eng Militärmuecht sinn nach wäerten eng ginn a mir stellen och weder Panzeren hier nach Kampfjetten. An trotzdem gesäit dee Projet hei eng Rei Verpflichtungen och fir eis vir.

Den Transfert, dat ass gesot ginn, muss refuséiert ginn aus verschidde Grënn. Éischstens emol, wann dësen Transfert eng Décisioun vum UNO-Sécherheetsrot oder enger anerer internationaler Verpflichtung am Kontext vum Contrôle an der Reguléierung vun de Waffe géif violéieren.

Wann an dësem Transfert ee substanzuelle Risiko besteet, dass de Friden an d'Sécherheet vum Destinationsland menacéiert ass oder seng Instabilitéit géif provoziéieren.

Wann et d'Crainte och gëtt, dass dësen Transfert zu Mënscherechts- oder Krichsverletzungen kéint bäidroen oder zu engem Génocide kéint féieren.

An och, wann et d'Crainte gëtt, dass dës Waffe géifen a falsch Hänn geroden.

En vue vun enger adequater Ëmsetzung vun den Dispositiounen vum Traité wäerte mir also elo um Niveau vu Lëtzebuerg hei eng nei Gesetzgebung mussen schaffen, fir eis Kontroll vun den Exportatiounen virun allem an och vun den Transite vu konventionelle Waffenen ze stäerken. Dës Gesetzgebung wäert an den nächste Wo-

chen hei an der Chamber dann och déposéiert ginn a wäert souwuel d'Dispositiounen vum Vertrag iwwert de Waffenhandel wéi och vun der europäescher Legislatioun iwwert d'Biens à double usage op nationalem Plang ëmsetzen.

Allerdéngs, déi sougenannten „Biens à double usage“, déi also fir zivil a militäresch Zwecker benotzt kënnen ginn a vun deenen eng Rei hei zu Lëtzebuerg produzéiert ginn, falen net ënner d'Dispositiounen direkt vum Traité, mä eis nei Gesetzgebung wäert dës Produkter trotzdem couvériieren, fir ze verhënneren, dass dës méissbraucht gëtt.

Dës Gesetzgebung wäert des Weideren een interministeriellen Aarbechtsgrupp schaffen, dee wäert responsabel sinn, fir d'Exporter aus an och d'Transiten duerch Lëtzebuerg vu konventionelle Waffenen ze evaluéieren, notament fir esou fréi wéi méiglech kënnen erauszefannen, wou dës Waffe sollen higoen a wem se solle gelivwert ginn a wozou se dann och gebraucht ginn. An dësem Aarbechtsgrupp wäerte Vertreieder vum Ausseministère, vun der Douane, vum Office des Licences, vun dem Justizministère och sinn a wäerten och kënnen op extern Expertisen zréckgräifen. Dir kéint lech virstellen, dass et selbstverständlech eng ganz komplex Matière ass.

Nun, als Konkusioun, Här President, géif ech soen, op onsem Planéit, an dat ass och an enger Form hei ugeklongen, gëtt et jo verschidde naartegst Marchandisen. Si si geregelt, an och Gidder, Banannen, an och Dinosaurierschanken, schonn zënter Jorzéngten, ausser de konventionelle Waffenen, wat ech elo grad explizéiert hunn. Dëst war, déi konventionell Waffenen an den Handel, ëmmer d'Spillwiss vun de Groussmuechten an dëser Welt, déi mat ville Moyene sech dat souveränt Recht virbehalen hunn, dës Waffenen ze handelen, wuelwëssend, wat d'Konsequenzen dovunner sinn.

Zënter Abrëll 2013 läit also dës Vertrag um Dësch, deen dës grave Mëssstand endlech kéint behiwen an de Waffenhandel kéint responsabiliséieren doduerch, dass mer juristesche contrainnant Regelen ausschaffen.

Nach ass dës Vertrag net a Kraaft getrueden. Och no enger Entrée en vigueur muss derfir gesuergt ginn, dass méiglechst vill Länner d'Dispositiounen vum Vertrag méiglechst prezis ëmsetzen, soudass den Traité gräift a mir dës Fléau ee fir alle Mol mindestens an de Grëff kréien.

Et ass ee gudden Traité, an ech sinn och stolz drop, houfreg drop, dass Lëtzebuerg bei de Verhandlungen konnt säin Deel dozou bäidroen. Et ass och esou, dass ech iwwerzeegt sinn, Här President, dass d'Chamber wäert dat Gesetz hei stëmmen an dass mir e klengt Stéck haut de Mëtteg gemaach hu fir eng méi friddlech Welt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Asselborn.

Domat si mir um Enn vun eiser Diskussioun a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6608 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6608 ass unanime ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Laurent Mosar), MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsmëssige Vote ze ginn?

(**Assentiment**)

Merci villmools.

Motion 1

Da si mir nach saiséiert mat enger Motioun, déi vum honorabelen Här Turpel deponéiert ginn ass. Ech mengen, den Här Turpel huet d'Motioun motivéiert.

Wëllt d'Regierung dozou Stellung bezéien?

Den Här Asselborn huet d'Wuert.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Jo, also, Här President, ech fanne mech net an der Lag, mä d'Chamber ass natierlech souverän doranner, fir hei an enger Motioun, déi spontan op den Dësch kënnt, eng chinesesch Firma, déi am Aérospatial tätég ass, vu vireran ze stempelen, wéi wann et eng Firma wier, déi géint déi Konventioun hei géif verstoussen oder am Kader vun dëser Konventioun hei dat géif maachen.

Ech wëll just drun erënneren, dass mir jo och an Europa een Aérospatial hunn, dee sech weise léisst, an deem mir och als Lëtzebuerg eis elo engagéiert hunn. Also, ech géif op jidde Fall d'Chamber bieden, dat heiten net ze stëmmen.

Wann et géif Problemer gi mat enger Firma, egal vu wat fir enger Nationalitéit, da solle mir dat ënner Spezialiste kucken a selbstverständlech dann och eis Meinung doriwwer bilden, mä mir kënnen net hei einfach d'Schwäert erofloossen iwwer eng Firma, déi mir heihinner geluecht kréien an déi am Aérospatial tätég ass.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Asselborn. Den Här Angel huet d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Jo, ech ka mech de Wieder vum Här Minister nëmmen uschlëissen, well ech och fannen, dass et e bëssen och ënnerschwellig kléngt, wéi wann elo all Firma, déi am Aérospatial tätég ass, haauptsächlech militäresch tätég wier.

Mir hunn och virun iwwert d'Biens à double usage geschwat. Mir kréie jo do nach eng Diskussioun och hei am Haus doriwwer an engem anere Kontext. An och dofir fannen ech, solle mir déi Motioun hei net stëmmen, well mir och wëssen, grad an Europa ass déi Industrie aérospatiale ee vun de Standbeener vun der europäescher Industriepolitik. An dofir, well dat hei esou ënnerschwellig duerchkléngt, wollt ech mech och géint déi Motioun hei ausschwätzen.

► **M. le Président.**- Weider Wuertmeldungen ausser dem Auteur?

Dat ass net de Fall, da géif ech dem Auteur d'Wuert nach ginn.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. Zwou Kloestellungen. Déi éischt, dat ass déi, d'Motioun seet net, déi Firma géif d'Konventioun net respektéieren. Ech hu virun erklärt, et géif drëm goen, et muss een och méi wäit goen, well mir hu jo och zu Lëtzebuerg aner Gesetzer, an hei geet et ganz kloer, fir déi, déi de Site eng Kéier gekuckt hunn, wéi déi Diskussioun opkomm ass am Januar, datt dee Konglomerat hei géif ugesiedelt ginn, hei geet et net einfach ëm Aérospatial, hei geet et wierklech ëm eng héichtechnologesch Waffenenindustrie. An een, deen de Site kuckt, déi zéng éischt Biller si Cruise-Missiles an eng ganz Rei aner Waffensystemer, onbemannten Drohnen an esou weider an esou fort. Also, ech ginn elo do net an den Detail eran.

Wann elo Zweifelen hei solle sinn, wat déi Firma wierklech ass, da géif ech proposéieren, an ech géif hoffen, Dir wiert domadder d'accord, datt mir d'Motioun fir d'Éischt géifen an déi zoustänneg Kommissioun ginn, fir datt déi factuel Lag kéint gekläert ginn. A wann déi factuel Lag da gekläert ass, da kann een en connaissance de cause dat maachen. Jiddwereen, dee sech domadder ofginn huet, kennt d'Cause. Ech mengen, déi Meescht vun lech och. An ech fannen, par rapport zu esou Rüstungskonzerner solle mir wierklech eng kloer Positioun hunn. Et geet jo emol net ëm de Verbuet vun deenen hiren Aktivitéiten. Et geet just drëm, datt mir déi net op Lëtzebuerg fir en Headquarter huelen aus steierlechen Nischen-ursachen.

► **M. le Président.**- Ech mengen, et ass alles gesot. Ech géif zum Vote iwwergoen iwwert d'Motioun.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Vote par procuration. Enn vum Vote.

Et hu 57 Deputéierten um Vote deelgeholl: 54-mol Neen an dräimol Jo.

Domadder ass d'Motioun mat grousser Majoritéit ofgelehnt.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 55 voix contre et 2 voix pour.

Ont voté oui: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Octavie Modert), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir géifen dann zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass de Projet de loi 6556 betreffend eng Rei vu Modifikatiounen un eisem Steiergesetz. D'Wuert huet d'Rapportrice, déi honorabel Madame Joëlle Elvinger. Madame Elvinger.

10. 6556 - Projet de loi portant modification

- **de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;**

- **de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)**

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert deen ech lech hei de Mëtteg de Rapport maachen, ass de 15. März 2013 vum deemolege Finanzminister deposéiert ginn. De 4. März vun dësem Joer huet d'Finanz-a Budgetkommissioun sech mam Gesetzesprojet a mam Avis vum Statsrot befaasst an deeslewechten Dag sinn ech och Rapporteur genannt ginn. De schrëftleche Rapport ass den 29. Abrëll an der Finanzkommissioun ugehall ginn.

Här President, et geet bei dësem Gesetzesprojet ëm Ännerunge vu verschiddeenen Dispositiounen an eisem Steuerrecht, déi net konform zu de Regele vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun sinn. Duerch dës Gesetzesprojet gëtt d'Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert den Impôt sur le revenu ofgeännert, esou wéi och déi ofgeännert Loi générale des impôts vum 22. Mee 1931, also d'Abgabenordnung.

Et geet hei ëm d'Imposition à la sortie, déi sougenannten „exit taxation“. Am Fall, wou eng Entreprise hire Sitz oder den Établissement stable vu Lëtzebuerg an en anert Land vum europäeschen Handelsraum verleet an de Steuerzueler Propriétaire dovun bleift, huet de Lëtzeburger Stat d'Recht, als Pays de sortie, de Montant vun der Besteuerung vun de latente Plus-valuë festzesetzen. Et handelt sech hei ëm d'Opdecken an d'Besteuerung vu latente Plusvaluen, déi während der Periode, wou de Btrib zu Lëtzebuerg usäseg war, ugefall sinn, am Kader vum Transfert vun der Entreprise, dem Établissement stable oder vun isoléierten Aktiven an en anert Land, dat och Member vum Accord iwwert den europäeschen Handelsraum ass a wou de Steuerzueler d'Propriétéit net ofgëtt.

Bei de Memberlänner vum europäeschen Handelsraum handelt et sech ëm alleguer d'EU-State plus Island, Liechtenstein an Norwegen. D'Steier erfält am Moment vum Transfert vun der Entreprise an dat anert Land, a wat d'Erhiewe vun der Steuer betrëfft, besteet am Fall vun engem Transfert an en anert Land vum europäeschen Handelsraum d'Optioun, déi Steuer direkt opzehiewen oder e Sursis de paie-



ment vun der Créance, déi duerch d'Besteuerung vun der latenter Plus-value entstanden ass, ze accorderéieren. De Sursis ass awer momentan nach u verschidde Kritären a Garantië gebonnen an ënnerläit soumat der Appréciatioun vun der Steierverwaltung.

De Problem, un deem sech d'Europäesch Kommissioun stéisst, läit bei de Kritären, un déi de Sursis gebonnen ass, an also um Zäitpunkt vum Erhiewe vun de fällege Steieren. D'Europäesch Kommissioun huet och schonn de 27. September 2012 eng Mise en demeure u Lëtzebuerg gemaach. Den europäesche Prinzip vun der Liberté d'établissement erfuerdert nämlech, dass d'Netrésidenten an d'Résidentë gläichbehandelt ginn, wann hir Entreprise oder den Etablissement stable an en anert Land vum europäeschen Handelsraum transferéiert gëtt.

Här President, fir dëser Situatioun en Enn ze setzen, gesäit de Gesetzesprojet zwou Mesurë vir. Éischtens, de Steierzueler, deem seng Entreprise transferéiert gëtt, kann eng Demande maachen, fir e Sursis vum Recouvrement ze froe vun de fällege Steieren. Sou gëtt d'Méiglechkeet geschafen, fir d'Steieren op der Plus-value vum Betrib eréischt nom Transfert ze bezuelen, an net direkt am Moment, wou d'Entreprise an d'Ausland transferéiert gëtt an eist Land verléisst. De Steierzueler ka soulaang vun deem Sursis bénéficiéieren, wéi e Propriétaire vun den transferéierte Biene bleift a Résident vun engem Memberstat vum Espace économique européen bleift.

Sou ass eis Steuerlégislatioun kompatibel mat de Regele vum Traité vun der EU an net méi am Konflikt mat der Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff, déi eng Gläichbehandlung vun allen EU-Bierger fuerderen. Et erfalen am Fall vum Sursis och keng Intérêts de retard.

Zweetens gesäit dës Gesetzestext och nach eng Erweiterung vum Artikel 54 vum modifiéierte Gesetz vum 4. Dezember 1967 vir. Mir sinn hei am Fall, wou eng Plus-value realiséiert gëtt duerch de Verkauf vun enger Immobilisation, entweder engem Gebai oder engem Aktiv, deem net amortissable ass. Dës Plus-value kann dann op aner Immobilisationen, déi ee mam Verkaufspräis vun der vieregter Sessioun kaaft huet, iwwerdroe ginn. D'Plus-value gëtt esou net direkt besteiert, mä gëtt eréischt besteiert, wann déi nei Immobilisation cédéiert gëtt oder wann d'Entreprise verkaaft gëtt.

Dës Report ass awer momentan nëmme méiglech, wann d'Plus-value an eng Immobilisation investéiert gëtt vun enger Entreprise, déi hiren Établissement stable zu Lëtzebuerg huet. Wann dës Réemploi sech bis elo huet missen op eng Entreprise bezéien, déi zu Lëtzebuerg etabliert ass, gesäit dës Projet de loi 6556 elo vir, de Report vun der Besteuerung op Investissementer ze erweideren, déi sech op Entreprisë bezéien, déi sech an engem Land vun der EU oder vum europäeschen Handelsraum bannen.

Wat d'Avis vun de Chambres professionnelles betrëfft, huet d'Salariatskummer hiren Avis de 16. Mee 2013 erausginn. Den Avis vun der Staatsbeamtekummer ass vum 17. Mee, dee vun der Chambre de Commerce vum 28. August 2013, den Avis vun der Handwierkerkummer datéiert vum 30. Januar 2014. Dës Avis waren all duerchhaus favorabel, an de Statsrot huet säin Avis den 22. Oktober 2013 erausginn.

De Statsrot deelt den Avis och vun der Chambre des Salariés, wat de Risiko vun enger eventueller Évasion fiscale ugeet, an hei géllt et, de Suivi vun den Transferts d'actifs ze garantéieren, fir eng eventuell Steierévasioun ze vermeiden. De Statsrot mécht och nach Referenz op en Arrêt vum Europäesche Gerichtshaff vum 24. Abrëll 2013 betreffend d'„exit taxation“ am Kader vum Transfert vum Gesellschaftssëtz tëschent zwee Memberstaten. E mécht och nach Referenz op zwee aner Arréteë vun der Cour de Justice de l'Union européenne. Dat eent ass en Arrêt vum 6. September 2012 iwwert den Impôt sur la fortune an den zweeten Arrêt vum 22. September 2010 iwwert d'Bonification d'impôt. Zu dësen zwee Arréten huet d'Steierverwaltung awer schonns Circulairen erausgi mat Textinterpretatiounen, a fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, dës Gesetzesprojet, dee mer de Mëtteg hei diskutéieren, stellt sécher, dass eis Gesetzgebung konform ass mat den Dispositione vum EU-Traité a konform zur europäescher Jurisprudenz.

Dat gesot, a mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir voll Zoustëmmung schenkt, bréngen ech och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiede Gesetzestext.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Rapporteur. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Gilles Roth d'Wuert. Här Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech soe fir d'Éischt der Rapportrice, dem Joëlle Elvinger, Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Bericht. Mir wäerten als CSV dës Gesetzesprojet stëmmen, well e geet op eng Initiativ vum fréiere Finanzminister Luc Frieden zrëck.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh! Aaahhh!

► **Une voix.** - Dofir ass en esou gutt.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - An der Wäitsichtegkeet vum Här Frieden ass et och richtig, dass mer eis Gesetzgebung un d'europäesch Législatioun upassen, well et sech effektiv erausstellt, dass eng Situatioun, déi an der Praxis oft virkënnt, wann een en Deel vun enger Entreprise an d'Ausland transferéiert, dass dann de Propriétaire dovunner eigentlech de Moment besser ewechkënnt, wann e säi Wunnsëtz zu Lëtzebuerg huet, wéi wann dat am Ausland de Fall wier.

D'Plus-valuen, déi ginn zu Lëtzebuerg opgedeckt, wann d'Entreprise oder en Deel dovun an d'Ausland verkaaft gëtt. D'Plus-valuen, déi ginn de Moment aneschtters traitéiert, wann eng Entreprise oder en Deel dovunner verierft gëtt, jee nodeems ob den Ierwen hei am Land wunnt oder net. A virun allem ass et esou, dass, wann en Deel vun enger Entreprise geholl gëtt, fir am Ausland e Réinvestissement ze maachen, dann ass dat steuerlech de Moment méi schlecht traitéiert, wéi wann dat Réinvestisment hei zu Lëtzebuerg géif gemaach ginn.

Déi politesch Fro, déi eigentlech bei dem Projet hannendrusteet, dat ass déi, déi vun de Chambres professionnelles opgeworf gouf, nämlech ob et heimmadder, wou mer eis Gesetzgebung konform zu dem EU-Recht maachen, zu enger méi einfacher Auslagerung vun Entreprises oder Deeler vun Entreprises an d'Ausland kënnt.

Déi Fro, déi kann een haut net definitiv beäntwerten. Wichtig ass awer ze soen, dass een déi Gesetzgebung och muss als Chance ugesinn, fir eist Land méi kompetitiv ze maachen. An net méi spéit wéi de Moien hu mer am Kontext vun där sougenannter Verméigungstëftung gesinn, dass och kann dat Ganzt à rebours spillen, dat heescht, dass et en Avantage kéint sinn, wann een Netlëtzeburger aus dem Ausland säi Verméigen op Lëtzebuerg transferéiert an domadder zu Lëtzebuerg net direkt Plus-valuen opgedeckt ginn.

Wichtig schéngt fir d'CSV ze sinn, dass mer engersäits musse konform zu dem EU-Recht sinn, anerersäits musse mer awer och déi Atouten, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, fir d'Auslagerung vun Entreprises ze vermeiden, nämlech, dass mer niddreg Lounniewekäschten hunn, dass mer déi weiderhi musse behalen.

A mat där Observatioun, Här President, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Roth. Als nächste Riedner huet den Här Alex Bodry d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, anescht vläicht wéi de Virriedner mécht d'sozialistesche Fraktioun hiren Accord net ofhängeg dovunner, wat fir eng Parteifaarf e Minister hat, deem e Projet de loi agereecht huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech fannen dat relativ déplorable, muss ech soen, wann een esou Argumenter muss als Haaptargument hei uféieren, well da kéint een och soen, dass de vieregte Minister vläicht seng Aarbecht net allze gutt gemaach huet, well et huet missen eng Interventioun si vun der Europäescher Kommissioun, déi d'Lëtzeburger Regierung dozou bruecht huet, iwwerhaupt hir Gesetzgebung hei ze änneren. Eng einfach Verfolgung vun der Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff hätt all Finanzminister eigentlech schonn direkt missen dozou féieren, esou eng Dispositioun ze huelen.

Duerfir huet et also näischt domat ze dinn, wien hei de Minister war, deem den Text ënnerschriwwen huet, mä et ass d'Situatioun, déi rechtlech Situatioun, déi et noutwendeg gemaach huet, fir hei ze handeln, wann een net wëllt hunn, dass Lëtzebuerg soll veruerteelt ginn, well eng Infraktiounsprozedur hei ageleet ginn ass géint Lëtzebuerg. Et ass also net aus

grousser Wäitsicht, mä ënner engem gewëssenen Drock, dass déi heiten Initiativ huet misse geholl ginn, fir en elementare Prinzip eigentlech ëmzesetzen, deem doranner besteet, dass een u sech net ka Résidenten an Netrésidenten an deem heite Kontext anescht behandelen. Et ass genau dat, wat eis Gesetzgebung bis elo gemaach huet. Duerfir, mengen ech, ass et eigentlech och nëmmen normal, dass mer deem heite Punkt ëmänneren, an dass mer u sech eis domadder och konform setzen zu europäesche Regelen.

Merçi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Als Nächste huet d'Madame Viviane Loschetter d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, ech wollt just den Accord vu menger Fraktioun ginn an der Madame Elvinger Merci soe fir hire schrëftlechen a virun allem fir hire mündleche Rapport.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt méi op den zweete Volet vun dësem Gesetzesprojet agoen, dat heescht net de Volet vun der „exit taxation“, mä méi dee vum Report vun der Impositioun vu Plus-valuen.

Mir hunn héieren am exzellente Rapport vun der Kollegin Elvinger, dat et am Moment zu engem Report ka kommen, wann eng Firma, e Betrib, en Immeubel oder een aneren net amortissablen Asset verkeeft, wa se dee réinvestéiert. Mir kennen en ähnleche System haut hei am Land bei Privatleit, déi en Immeubel verkaufen, an deem ass am Moment geregelt duerch de groussherzogleche Règlement vum 17. Juni 1992.

Wourëmmer geet et hei? Mir schwätzen net vun der Vente vun engem Immeubel, deem den Domicile conjugal ass, well do ass souwisou d'Plus-value immuniséiert, do brauch ee keng Steieren drop ze bezuelen.

Mä wann ech zum Beispill en Haus oder en Appartement verkaufen, wat ech geschenkt krut vu mengen Elteren, menge Grousselteren, oder deem ech geierft hunn, an ech maachen op deem Immeubel eng Plus-value, da kann ech déi Besteuerung repousséieren, doduerch dat ech déi Suen, déi ech do kréien, réinvestéieren. Et muss sech ëm neigebautene Wunraum handeln. Dat heescht, d'Besteuerung vun där Plus-value gëtt da repousséiert bis dee Moment, wou ech deem neien Immeubel, an deem ech réinvestéiert hunn, verkaufen.

Et ass also eng Analogie mat deem, wat an dësem Gesetzesprojet 6556 geschitt. An hei huet déi al Regierung, hu mer héieren, den Här Frieden, de Choix geholl, fir ze soen: Ma, da maache mer dee Report eben och méiglech, net nëmmen hei am Land, mä iwwert d'Landesgrenzen eraus am ganzen Europäesche Wirtschaftsraum, dat heescht der Europäescher Unioun, Liechtenstein, Island an Norwegen.

Elo krut, laut mengen Informatiounen, Lëtzebuerg eng Procédure d'infraction gemaach, weinst deem, wat ech elo grad erkläert hunn, nämlech dem Report fir Privatleit nom Règlement grand-ducal vum 17. Juni 1992.

An duerfir elo meng Gretchefro un d'Regierung: Wéi reagéiert d'Regierung gären op dës nei Amëschung vun der Kommissioun an eis souverän Steiergesetzter?

Wëllt se an d'Richtung goen, wéi den Här Frieden deemools, a soen: Ma, da maache mer dat op fir e Report a Wunraum och ausserhalb vu Lëtzebuerg, wann dat muss esou sinn? Oder awer schafe mer déi Disposition fiscale, vun deenen d'Privatleit haut profitéiere fir de Report vu Plus-values immobilières, schafe mer dat einfach of?

An net méi spéit wéi haut hunn ech an deem Sënn dem Här Gramegna eng Question parlementaire gestallt. Mä ech wëll se awer hei widerhuelen, well fir eis als ADR ass et nämlech e wesentleche Punkt, ob mer dës Projet hei stëmmen oder net stëmmen. Mir kënnen net d'accord sinn, datt fir Privatleit déi wichtig steuerlech Dispositioun géif ofgeschaaft ginn, déi mer elo hei fir Betriber erhalen an op den Europäesche Wirtschaftsraum ausdehnen.

Duerfir, à moins, datt mer e formellt Engagement kréiche vun der Regierung, datt dat steuerlech bei de Privatpersounen an deenen hire Plus-valuen net géif passéieren, wiere mer net d'accord.

Effektiv, wa mer, net déi Immunisation, mä dee Report vu Besteuerung vu Plus-value bei Immeublen ofschafen, ass dat eng weider Attack op de Wunraum! Et feelt u Wunraum hei am Land, dat wësse mer. Wa manner inves-

tiert gëtt a Wunraum, da ginn d'Loyerer erop an dorënner leiden d'Bierger. An duerfir ass et extrem wichtig an eisen Aen, datt dee Report vun der Plus-value immobilière erhale bleift, an duerfir maache mer eis Zoustëmmung zu dësem Text ofhängeg vun der Äntwert vun der Regierung, wat de Règlement grand-ducal vun '92 ugeet iwwert de Report vu Plus-values immobilières fir Privatleit.

Ech soen Iech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Reding. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. D'Steierofrechnung fir Betriber, déi delokaliséieren, ass eent vun de Mëttele, fir ausstehend Steieren anezéien. Et ënnerbënnt keng Delokalisierung, mä et seet mindestens, datt d'Delokalisierung fir Netrésidentë keng normal Saach ass.

D'Konsequenz, déi sech heiraus ergëtt vun deem, wat d'EU-Kommissioun vun eis verlaangt, ass déi, datt d'Delokalisierung vereinfacht gëtt. D'CSL weist an hirem Avis dorobber hin.

Delokalisierung, musse mer wëssen, ass haaptsächlech e Mëttel, fir manner Steieren ze bezuelen. Ech géif soen, zur Steuerhannerzëiung. Steuerhannerzëiung an deem Sënn, datt d'Betriber net do, wou se produzéieren, déi Steiere bezuelen, déi do fäleg sinn, mä dohinner ginn, wou se der am mannste musse bezuelen. Dee Steierdumping ass zur Regel ginn an Europa an dee Steierdumping stellt grouss Problemer.

Et gëtt grouss Gesellschaften, ech wëll zum Beispill déi aus dem IT-Beräich opzielen, Microsoft, Google, eBay, Facebook, déi bal keng Steiere bezuelen, well se dee System vu Steierdumping total auszeien. Ech wëll drop hiweisen, datt op déi do Aart a Weis, duerch Steierdumping an der EU all Joers eng Billioun Euro verluer ginn. Eng Billioun Euro, déi de State verluer ginn! De Staten, déi se brächten, fir Aarmut ze bekämpfen, sozial Ongläichheeten ze bekämpfen, Infrastrukturen ze bauen a géint de Chômage virzegoen.

Dat, wat all Joers duerch Steierdumping ausfällt, mécht méi aus wéi de pluriannuellen EU-Budget vun 2014 bis 2020, deem 959.000 Milliounen Euro ausmécht, mécht also méi aus, wéi de Budget vun der EU vu fënnf Joer.

Et hätt ee sech kënnen erwaarden, datt als Reaktioun op esou eng Situatioun d'EU géif higoen a méi Steiergerechtegkeet géif an d'Woeleeden. Neen, dat ass net de Wunsch vun der EU. De Wunsch vun der EU-Kommissioun ass deem, fir Delokalisierung zur Regel ze maachen, fir Steierwettbewerb, Steierdumping zur Regel ze maachen. Dozou gëtt et keng Noutwendegkeet. Dat ass een ideologesche Choix, dee gemaach gëtt fir ee System, wou ee grad am Europa vun haut sech eppes aneschtters kéint a misst erwaarden.

Statt datt mer eng Mindeststeuer aféiere géifen an all EU-Staten, statt datt mer Steiergerechtegkeet géife schafen, gëtt mat deem Projet hei d'Delokalisierung erliichtert. An duerfir wäerte mir och do dergéint stëmmen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Turpel. Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun. An d'Wuert huet d'Regierung, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, ech géif Iech gäre fir d'Éischt emol soen, dass ech der Rapportrice Merci soe fir hire schrëftlechen a mündleche Bericht, dee ganz komplett war.

An en fait insistéieren, dass mer jo wierklech en fait zwee Elementer an dësem Text hunn. An zwar deem éischten, dee sech op déi „exit tax“ konzentréiert, wou mer jo d'Distinction zwësche Résidenten an Netrésidentë wëllen ofschafen a mussen ofschafen, well d'Cour de Justice des Communautés européennes jo décidéiert huet, dass dat contraire zum EU-Recht ass, an d'Kommissioun jo dann och eng Prozedur lancéiert huet fir Lëtzebuerg, fir dat ze maachen. Et ass also gutt, dass mer dat elo endlech iwwert d'Bühn kréien.

Deen zweeten Aspekt ass dee vun de Reports d'imposition vun der Plus-value, dass een dat net direkt mécht, wann déi Plus-value stattfënn an iwwert d'Grenz geet, an dass een dat reportéiert, soulaang dat an der EU oder am Espace européen geschitt. Och dat musse mer maachen, fir konform ze sinn zum europäesche Recht.

An ech hu jo mat Freed festgestallt, dass all, bal alleguerten d'Fraktiounen déi zwee Elementer guttgeheescht hunn.



Ech krut allerdéngs eng Fro vum Deputéierte Reding, dee mech gefrot huet, ob mer da bei de Privatpersounen géifen datselwecht maachen. Neen, bei de Privatpersounen maache mer net datselwecht. Dat war haut an der Commission des Finances et du Budget, an der Cofibu, an et ass awer och eestëmmeg ugeholl ginn, dass dat bei de Privatpersounen net soll gemaach ginn. An dofir wollt ech lech dat communicuéieren.

Ech hoffen, dass mer e grouse Support kréie fir dës Mesure, déi eis en conformité mam europäesche Recht setzt.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gramigna.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6556 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6556 ass mat 55 Jo- a 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aderm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméisseg Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Ech si vum Här Finanzminister gefrot ginn, deem opgrond vun der Verschiebung am Ordre du jour an Zäitnout geréit, well en e wichtege Rendez-vous zu London den Owend nach huet, ob mer kéinten dee leschte Projet virzéien. An ech hu gemellt kritt, wéi wann dat méiglech wär.

Ech géif dann direkt dem Rapporteur, dem honorablen Här Guy Arendt, d'Wuert ginn iwwer de Projet 6642, wou et ëm d'Besteuerung haaptsächlech och vum elektronische Commerce am Land, wou et déliwéiert gëtt, an net méi onbedéngt an deem Land, wou d'Résidence ass vun deene jeeweilege Firmen, geet. Den Här Arendt huet d'Wuert.

11. 6642 - Projet de loi

- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;

- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, léif Kollegeen, dësse Projet de loi, iwwert dee mer de Mëtteg schwätzen, ass de 6. Januar vun dësem Joer vum aktuelle Finanzminister déposéiert ginn. Et geet dobäi ëm d'Ëmsetzen an déi national Legislatioun vum Artikel 5 vun der Direktiv 2008/8/CE vum Conseil vum 12. Februar 2008, déi d'Direktiv 2006/112/CE iwwert d'Plaz vun der Leeschtung vun Déngschter - „lieu des prestations de services“ - modifiéiert.

Mir schwätzen also hei iwwert de sougenannten „Lieu des prestations de services“ a folglech iwwert d'TVA, déi op verschiddene vun dëse Servicer ufällt. D'Aarbechterkummer huet hiren Avis zum Gesetzesprojet de 6. Februar 2014 erausginn. Dem Statsrot säin Avis datéiert vum 25. März 2014. Den 22. Abrëll huet d'Cofibu dësen Avis analyséiert, ier se den 29. Abrëll de schréftleche Rapport ugeholl huet.

Här President, ech wëll op dëser Plaz fir d'Éischt den Objet vum Gesetzesprojet erklären. Dës Explikatioun sinn zwar zum Deel technescher Natur, mä sinn onerlässlech, fir dësem Projet a senge Répercussiounen op eist Land Rechnung ze droen.

Den Artikel 5 vun der europäescher Direktiv modifizéiert ab dem 1. Januar 2015 d'Regelen, wat d'Plaz vun der Leeschtung vun Déngschter an der Telekommunikatioun, an der Radiodiffusioun a vu Servicer, déi iwwert den elektronische Wee ofgewéckelt ginn, ugeet. Et handelt sech hei ëm d'Regele vun der Besteuerung vu Servicer vu steierflächtegen Entitéiten, déi an der Europäescher Unioun etabléiert sinn, déi un net steierflächtege Persounen, déi ebenfalls an der Europäescher Unioun etabléiert sinn, ginn.

D'Fro, déi sech stellt, ass fir ze wëssen, wou dës Servicer besteierbar sinn, ob dat an deem Land ass, wou den Ubidder vum Service etabléiert ass, oder an deem Land, wou den Empfänger vum Service etabléiert ass.

Fir op de Punkt ze kommen: Et geet haut de Mëtteg hei ëm déi faméis Recetten aus der TVA vum Commerce électronique, och nach E-Commerce genannt. Eben déi Steierrecetten, déi eiseim Stat zeguttkommen, wa Firmen, déi hei am Land etabléiert sinn, Servicer ofwéckelen, vun deene Konsumenten an anere Länner profitéieren. Bis elo waren dës Servicer an deem Land besteierbar, wou den Ubidder sech niddergelooss huet. An anere Wieder: De Service war imposabel um sougenannten „Lieu d'établissement“ vum Prestataire.

De modifizéierten Text gesäit elo vir, dass d'Plaz, wou esou Servicer getätet ginn, also och besteierbar sinn, déi Plaz ass, wou déi net steierflächtege Persoun, also den Endkonsument, entweder etabléiert ass oder wou se hire Wunnsätz huet oder wou se gewéinlech wunnt. D'TVA ass also op där Plaz oder an deem Land fälleg, wou den Empfänger, dat heescht den Endclient säi Sätz huet oder wunnt.

Fir lech e Beispill ze ginn: Loosse mer e spuenesche Bierger huelen, deem och a Spuenien wunnt, deem nom 1. Januar 2015 eng Commande bei engem E-Commerce-Händler, deem zu Lëtzebuerg etabléiert ass, opgëtt, fir Servicer ze kafen oder fir Objeten ze kafen, da gëtt dës Service net méi hei zu Lëtzebuerg besteiert, mä dee Moment zum gréissten Deel a Spuenien. Wat och bedeit, dass een Deel vun den TVA-Recetten, déi de Lëtzeburger Stat bis elo agezunn huet, an Zukunft ewechfale wäert. An dësem Sënn schwätzen ech elo geschwënn iwwert déi faméis Perte vun de Recetten am Kader vun der TVA aus dem Commerce électronique.

Ier ech awer dorop kommen, muss ech nach op eng aner Thematik ze schwätze kommen, déi d'Betriber ugeet, déi esou Servicer ofwéckelen. Ab 2015 kënn nämlech och nach eng Ännerung fir d'Betriber, déi a verschiddene Memberstaten Aktivitéiten hunn, ouni awer do etabléiert ze sinn. Dës Betriber hunn elo d'Méiglechkeet, fir sech an engem bestëmmte Land identifizéieren ze loossen, an deem se dann och besteiert ginn. Si hunn dann een eenzege Kontaktpunkt, wou si hir periodesch Deklaratiounen an där Hisiicht ofginn. Dës Regime lehnt sech un deenen, deem elo scho fir Betriber virgesinn ass, déi sech ausserhalb der EU etabléiert hunn an awer Aktivitéiten a verschiddene Memberstaten iwwert den elektronische Wee ofwéckelen.

Dobäi kënn och, dass de Regime vun der Pflichtdeklaratioun ofzeleeën EU-wäit harmoniséiert gëtt. An anere Wieder: De Gesetzesprojet vun haut de Mëtteg huet och zum Zil, den allgemenge legale Kader ze setzen, wat déi steierflächtege Etablissementer ugeet. Et sinn dann d'EU-Reglementer, déi de Fonctionnement vun dësem Regime a praktescher Hisiicht assuréieren. Well déi genannten Ännerungen awer e groussen Impact op d'Statsfinanze vu verschiddene Länner hunn, huet d'Direktiv déi finanziell Auswierkunge vun dësem Gesetzesprojet op véier Joer étaléiert.

Wann eng Entreprise sech elo an engem EU-Land identifizéiert an dann iwwert de Guichet unique fiert, deem zu Lëtzebuerg och nach „mini one-stop shop“ genannt gëtt, da kann dëst Land d'Steierrecetten aus dem Commerce électronique 2015 an 2016 zu 30% behalen, an de Joren 2017 an 2018 nach 15%, ier dësen Undeel 2019 dann op null erofgeet. Dofir muss een och ëmmer dës véier Joer a Betruecht zéien, wann een de Steierausfall vun dësem Gesetzesprojet bemossé wëllt.

Fir op mä Beispill zrëckzekomme vum Spuenier, deem Achate gemaach huet, dee gëtt dann nom 1. Januar 2015 nach zu 30% zu Lëtzebuerg besteiert. Dat heescht, 30% vun de Recettë bleiwen hei, soudass déi Perte vun der TVA fir eise Stat net direkt op null fält, mä an Etappen iwwer véier Joer verdeelt ass. An da wäert mer scho beim sprangende Punkt: eise Budget. Dësen Text bréngt grouss Auswierkungen op déi finanziell Situatioun vun eisem Stat mat sech.

Ech wëll an deem Kontext drop hiweisen, dass d'Administration de l'Enregistrement et des Domaines den 9. Abrëll am Kader vun den Diskussiounen zum Budgetgesetz vun 2014 der Kommissioun eng Note presentéiert huet. An där Note ginn déi aktuellsten Zeenarien ermëttelt, wat d'Ewechfale vun de Steierrecetten duerch den elektronische Commerce ugeet.

Opgrond vun dëse Berechnunge wäert déi Ännerung, déi ech lech elo grad erkläert hunn, zu enger Perte bei de Statsrecettë féieren, déi sech op 628 Milliounen Euro fir 2015, 737 Milliounen Euro fir 2016, 1 Milliard 8 Milliounen fir 2017 an 1.153 Milliounen fir d'Joer 2018 belafen.

Fir dës Zuelen elo an de Verglach mat de Budgetszuelen ze setzen, kommen ech kuerz op de Budgetsrapport fir d'Joer 2014 zrëck. D'Prévisioun vum Solde an der Administration centrale belaf sech do op minus 723,7 Milliounen fir 2013. De Budget fir d'Joer 2013, deem hei am Haus gestëmmt ginn ass, huet en Defizit vu minus 1 Milliard 41 Milliounen virgesinn. D'Plus-value u Recetten an der Héicht vu 423 Milliounen Euro ass d'Ursach fir dës Verbesserung vun 317,6 Milliounen Euro, mä dës Verbesserung ass bal exklusiv op déi héich Recettë vun der TVA um Commerce électronique zrëckzuféieren.

D'Cofibu huet nach an hirem Budgetsrapport notéiert, dass d'Recettë vun der TVA um Commerce électronique op eng Manéier explozéiert sinn zu engem Zäitpunkt, wou aner Recettë stabil bliwwen oder souguer zrëckgaange sinn. Och ass do ze liesen, dass ee sech misst virun Aen halen, dass eis Aart a Weis, fir mat de Statsfinanzen déi lescht Joren ëmzegoen, fundamental geännert muss ginn, wann ee sech d'Changementer, wat d'TVA um Commerce électronique ugeet, ukuckt a wann ee weess, dass d'Steierrecetten um Bensin an um Tubak wahrscheinlech net eropgoe wäerten.

Aus der leschter Note vum Comité de prévision fir d'Joren 2014 bis 2018, déi den 9. Abrëll an der Kommissioun virgestallt gouf, geet dat och nach eng Kéier ervir. Et gëtt virgerechent, dass, wa sech näischt ännert, eis Bruttostatsschold bei 16 Milliarden 344 Milliounen Euro am Joer 2018 läit. Dat sinn ongeféier 26,6% vun eisem PIB. D'Intérëten, déi der Administration publique doduerch ufalen, belaf sech dann op ëm déi 330 Milliounen Euro.

Et ass richtig, dass et net einfach ass, genau virauszegesinn, wéi grouss elo d'Recetten aus dem Commerce électronique iwwert déi nächst Jore si wäerten. Och well dat dovunner ofhänkt, wéi vill Entreprises, déi elo zu Lëtzebuerg etabléiert sinn, iwwert de Guichet unique zu Lëtzebuerg fuere wäerten a wéi vill sech der an aner Länner identifizéieren ginn. Wat een awer soe kann, ass, dass dës Direktiv, iwwert déi mer de Mëtteg schwätzen, schon den 20. Februar 2008 publizéiert gouf an een dat vu Lëtzeburger Säit net ganz proaktiv ugaangen ass.

Et gëtt awer och nach en aneren Aspekt bei dësem Gesetzesprojet, well verschidden technesch Dispositiounen am TVA-Gesetz ugepasst ginn. Et geet dobäi och ëm eng Recommandatioun vun der Médiateure zum Reklamatiouns-délai. Laut Artikel 76 vum kodifizéierten TVA-Gesetz vum 12. Februar 1979 kënnen Berichtgebungsbulletinen oder Berichter zur Taxation d'office iwwert de Wee vun der Reklamatioun attackéiert ginn. Eng Reklamatioun muss an deem Fall awer onbedéngt bannent dräi Méint ab dem Datum vun der Bekanntmaachung vum Bulletin eragereecht ginn. Et kann awer virkommen, dass en Assujetti ze spët drun ass, ouni dass dat säi Feeler wier, an dass en net méi déi Méiglechkeet hätt, fir eng Reklamatioun anzerechen.

Et ass esou ee Fall, deem d'Médiateure dozou gefouert huet, eng Recommandatioun ze maachen. Et ass virgeschloe ginn, fir dës Situation entgéintzewirken, dass d'Onméiglechkeet, fir eng Reklamatioun eranzerechen, op Nofro opgehuewe gëtt, ënnert de Bedéngungen, dass dës Demande bannent 15 Deeg vun deem Moment un, wou den Assujetti erëm vu sech selwer an der Lag ass, eng Reklamatioun ze maachen, gestallt gëtt an dass dës Demande net méi spët wéi sechs Méint nom Oflafe vum initiale Reklamatiouns-délai gemaach gëtt.

Well dëst eng aussergewéinlech Moossnam ass, muss den Assujetti bewisen, dass et him onméiglech war, den initialen Délai ze respektéieren.

ren. Dës Prozedur kann nämlech net dozou féieren, dass se mëssbraucht gëtt, fir de Reklamatiouns-délai ze ëmgoen. Et soll och vermied ginn, dass den Assujetti sech hannert senge Verrieder verstoppt.

Här President, ech mengen, mir sinn eis heibannen all bewosst, wat fir gewaltig finanziell Répercussiounen duerch dës Gesetzestext op eis duerkommen. An ech mengen och, dass mer eis all eens sinn, dass mer esou en externe Schock wéi dësen nëmmen offidere kënnen, wann eist Land déi néideg strukturell Reformen an Ugrëff hält.

Ech wëllt op dëser Plaz nach dem Finanzminister Merci soe fir déi gutt a schnell Zesummenaarbecht mat der Chamber. An, dat gesot, mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätzt, bréngen ech heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleienden Text.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Arendt. Eischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth vun der CSV.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen dann och vun dëser Plaz aus dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci fir säi gudden an och prezise schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech kann och den Här Bodry berouegen, dës Gesetzesprojet, deem ass agereecht gi vun dem neie Finanzminister, dem Här Gramigna, an d'CSV - dat Wichtegst virop - wäert dës Gesetzesprojet stëmmen. Well mir maache selbstverständlech eist Ofstëmmungsverhalen net ofhängeg vu wat fir enger Regierung de Projet de loi kënn, mä mir maachen dat ofhängeg vun dem Inhalt.

(Interruptions)

An de Rapporteur, Här Bodry, deem huet dat och schonns duergestallt: Dësse Projet de loi ass, vun der Schreifweis hier, ee ganz technesch Gesetzesprojet. Well et ass eigentlech d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, déi effektiv schonn op d'Joer 2008 zrëckgeet. Mä et si virun allem déi finanziell Implikatiounen, déi dësse Projet huet fir eist Land, déi, mengen ech, haut och mussen den Objet vun eisen Diskussiounen sinn.

Mir haten d'Chance eigentlech zu Lëtzebuerg, dass bis elo am Kontext vum sougenannten „elektronischen“ Handel d'TVA konnt erhuewe ginn an deem Land, wou de Prestataire de service, dat heescht deejéinegen, deem déi Internetleschtungen ugebueden huet, wou deem etabléiert war, dat war an der Regel hei zu Lëtzebuerg. An dat onofhängeg vun dem Land, wou d'Clientë gewunnt hunn. Elo wäert awer mat dëser Direktiv dee System ëmgedréit ginn. Nämlech wäert net d'TVA mussen erhuewe ginn an deem Land, wou den Ubidder säi Sätz huet, mä do, wou den Endclient wunnt.

Mir hunn awer eng Chance, dat ass nämlech déi, dass an der Regel déi Ubidder am elektronischen Handel a ganz villen Häre Länner operationell sinn, an dat besonnesch och an eenzelnen europäesche Memberstaten. An am Sënn vun enger administrativer Vereinfachung besteet duerfir d'Méiglechkeet, fir e sougenannten „Guichet unique“ opzestellen, wou dann den Internetubidder usäseg ass. Dee kollektéiert zwar d'TVA vun de Länner mat deem Taux, wou hir Clientë setzen, mä mir hunn d'Chance, dass mer kënnen während de Joren 2015 an 2016 dovunner 30% zu Lëtzebuerg halen. 2017 an 2018 kënnen mer dovunner nach 15% halen.

De Guy Arendt huet higewisen op, mengen ech, d'Fiche financière, déi an dem Gesetzesprojet bäigeluucht ass a wou och d'Verrieder vun der Enregistrementsadministratioun eis erkläert hunn, dass, jee nodeem, wéi vill Ubidder hei zu Lëtzebuerg wäerten hire Guichet unique behalen, de Steierausfall um Niveau vun der TVA sech wäert bewegen zwësche 600 Milliounen Euro, wann all d'Ubidders, déi de Moment hei etabléiert sinn, hire Guichet unique zu Lëtzebuerg opstellen, bis zu enger Milliard, wann, par impossible, géifen alleguerten dës Ubidders d'Land verlossen.

D'Realitéit wäert zimlech no bei deene 600 bis 700 Milliounen Euro sinn, well déi Ubidders awer nient dem steierlechen Ëmfeld och virun allem déi Kommunikatiounsinfrastrukturen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn an déi iwwert déi lescht Joren opgeluecht goufen, wäerten dervu profitéieren.



Wat ass dann elo de Steierausfall? Mä zënter 2003 huet eist Land iwwert de Wee vun dem Commerce électronique, also dem elektronischen Handel, ronn 4,3 Milliarden TVA-Einnahme kritt. Dës Suen, déi sinn eigentlech direkt oder indirekt iwwert déi lescht zéng Joer an eis Ekonomie agefloss. An eleng tëschent 2011 an 2013 hu sech déi TVA-Einnahme verduebelt, nämlech 2011 louche se nach bei 569 Milliounen, 2013 bei 952 Milliounen. Fir dëst Joer, wann d'Schätzunge vun der Enregistrementsverwaltung sech als richteg erweisen, wäerte mer de Kapp vun enger Milliard Euro TVA-Einnahmen dépasséieren.

Et muss ee sech eigentlech an de Verglach setzen zu den Ausgaben, déi de Stat bewerkestellt. Mir kéinte mat där Milliard Euro, déi iwwert den elektronischen Handel erakënn, sämtlech Familljenzoulagen, déi an engem Joer ufalen - sämtlech Familljenzoulagen, net nëmmen d'Kannergeld -, finanzéieren. Mir kéinten och mat dem elektronischen Handel ronn zwee Drëttel vun den Investitiionsausgaben, déi de Stat an de leschte Jore gemaach huet, direkt finanzéieren.

An ech soen och hei nach eng Kéier ganz kloer an däitlech, dass déi Fro, déi diskutéiert war, nämlech: Hätt d'Regierung net missen déi Suen, déi aus dem elektronischen Handel iwwert déi lescht Joren opgelaf sinn, an e Reservefong setzen?

Do soen ech nach eng Kéier, dass d'CSV zu där Politik steet, dass an de Krisejoren, 2008 bis 2013, déi ronn 3,3 Milliarden, déi während där Zäit um Niveau vun dem elektronischen Handel als TVAs-Einnahmen opgehuewe goufen, dass déi net ewechgestallt goufen, mä dass déi an d'Ekonomie agefloss sinn. Domadder hunn nämlech ganz vill Betriber am Handel an am Handwierk direkt oder indirekt Opträg kritt. Et sinn och Aarbechtsplazen doduerch erhale ginn.

An déi antizyklesch Politik, déi huet och hir Friichte gedroen. Well trotz deem Konjunkturpak an deene Spuermooßnamen, mengen ech, muss een awer där fréierer CSV/LSAP-Regierung zeguthalen, dass, ouni dass et zu sozialen Onroue komm ass, een Null-Defizit op den 31. Dezember 2013 bei de gesamtëffentleche Finanzen erauskomm ass.

Nu soe mer als CSV och ganz kloer, dass dee geschate Steierausfall, dee sech jo net nëmmen op 2015, mä 2016 an doriwwer eraus wäert erweisen, duerch déi Perte un den TVAs-Einnahmen an dem elektronischen Handel, dass ee sech net soll der Illusioun präisginn, dass een déi eleng duerch Aspuermooßnamen, duerch „zero-based budgeting“ oder aner Konsumausgaben aspuere kann, decke kann. An duerfir soe mer och als CSV, dass een net derlaascht kënn, fir dee Steierausfall och duerch Steiererhéijungen auszegläichen.

A mir widderhuelen nach eng Kéier, Här Finanzminister, Dir Dammen an Dir Härën, dass d'CSV och an der Opposition zu där Propos, déi se virun de Wahle gemaach huet, nämlech, fir de Regelsaz vun der TVA vu 15 op 17% an d'Luucht ze setzen, dass mir dozou stinn. Well dëst eleng därft zu Mehreinnahmen um Niveau vun der TVA, also d'Erhéijung vun dem Regelsaz vu 15 op 17% vu geschaten 320 Milliounen Euro pro Joer féieren.

Mir soen awer gradesou däitlech, dass mer déi annoncéiert Erhéijung vun der TVA um Logement locatif, also an dem Mietwunnungsberäich, dass mer déi kontraproduktiv fannen, fir de Steierausfall auszegläichen. Well dës Moossnam, an den Här Reding huet dat virdrun am Kontext vun deem anere Projet de loi gesot, déi wäert derzou féieren, dass d'Offer u Mietwunnengen, dass déi net wäert der Demande, déi stets steigend ass, entgéintwierken. An et wäerte virun allem Famillje mat mëttlerem a mat niddregem Akommes, Elengerzéier sinn, déi hei vill méi Schwierigkeete wäerte kréien, fir sech op dem Mietwunnungsbau eng Wunnrecht kënnen ze leeschten.

An et si jo eng ganz Rei vu Kommunalpolitiker, géif ech soen och zerguttst an der Chamber, mä d'Baubranche, déi huet dee Message, dee vun der Regierung komm ass, scho längst opgeholl. A wann Der gesitt, dass an der Regel bis elo eigentlech déi Wunnechten, déi traditionell vu Privatleit dem Mietwunnungsbau zougefouert goufen - wat war dat? oder wat ass dat? -, mä dat sinn Appartementer vun enger Gréisst vun 80 bis 85 Meter carré.

Et ass awer elo esou, dass d'Baubranche a virun allem d'Promoteure fir déi Projeten, déi nach net ganz duerch d'Prozedur sinn, an dat soe si och, dass déi eigentlech vun deenen traditionellen Standardappartementer ofrécken, fir op

méi grouss Appartementer ze goen, mat enger Contenance vun 110 bis 120 Meter carré, déi dann net méi dem Mietwunnungsbau zougefouert ginn, mä als Eegewunnengen am Kontext vun Appartementer solle geschaf ginn.

Elo ass et awer esou, dass bei engem Meter-carrés-Präis, dee bei 5.000 bis opwäerts ronderëm d'Stad ass, an der Stad vill méi héich ass, dass do ganz vill Famillje sech iwwerhaupt keng Eegewunneng an där Gréisst a mat deem Präis kënnen leeschten. An duerfir soen ech hei ganz kloer am Numm vun der CSV-Fraktioun, dass mir d'Regierung opfuere, déi anonciéiert Hausse vun 3% op 17% an der TVA Logement locatif, fir déi net virzehuelen.

En zweete Punkt, Här President, ass och deen, dass mir eigentlech ëmmer gesinn, dass déi ugekënnegt TVA-Hausse, ob se sech elo op de Regelsaz beschränkt, an nach méi, wa se sech och an de Logement locatif beweegt, dass déi muss ausgeglach ginn duerch eng sozial Offiederung um Niveau vun der allgemenger Steiertabell. Well et wäert nämlech soss d'Mëttelschicht sinn, déi d'Mëllechkou gëtt vun dëser Regierung, fir déi dote Finanzpolitik ze finanzéieren.

Madame Loschetter, ech ginn lech och e konkret Beispill. Bis elo ass et esou, an dat beleen OCDE-Studien, dass e Stot mat zwee Kanner bei eis am Land mat engem Akommes vu ronn 40.000 Euro, déi hunn... 99% vun hirem Bruttoakomes ass gläich Nettoakomes. Firwat? Well se zwar Sozialofgabe ginn, well se och Steiere bezuelen, net an engem héije Mooss, mä well se dat ausgeglach kréien duerch Sozialtransferten, notament um Niveau vun dem Kannergeld an aner Vergëschtegungen, wat also mécht, dass mat engem Bruttoakomes vun engem Stot mat zwee Kanner vu 40.000 Euro, dass déi praktesch datselwecht als Netto hunn.

Wann een awer elo d'Akomes vun enger Famill kuckt mat dem faméise Saz vu ronn 83.600 Euro, wat eng normal gutt situéiert Famill ass, déi awer nach net räich ass, mat zwee Kanner, déi hunn awer de Problem, dass déi da scho bei enger Steierlaascht leie vun 39%. Rechent een do nach dozou d'Solidaritätssteier, dann ass fir déi Famill mat all 1.000 Euro, déi déi weider verdéngen, dat ass nach keng räich Famill, ginn déi ronn 430 Euro d'Joer um Niveau vu Steieren un de Stat of.

A mir sinn als CSV der Meenung, dass een deem Phenomen och vun der Mëttelschicht muss an enger Upassung vun der Steiertabell Rechnung droen. An duerfir, Här Finanzminister, froe mer lech eigentlech och, dass Der parallel zu där ugeduechter TVA-Erhéijung, déi jo zum Deel och dozou gefouert huet, nämlech fir den Ausfall vun der TVA um elektronischen Handel, dass Der déi an eng Offlaachung vun dem Mëttelstandsbockel vun der allgemenger Steiertabell afléisse loosst.

Ech wëll och do konkret soen, dass an der Deklaratioun zur Lag vun der Natioun, déi am Abrëll 2013 gemaach gouf ënnert där fréierer Regierung, scho recommandéiert gouf, am Numm iwwregens vun där ganzer Regierung, fir ab dem 1. Januar 2015, recommandéiert gouf, well normalerweis d'Wahle jo a 14 Deeg gewiescht wieren, mä och do ass prezisiéiert ginn, dass een dat sollt abetten an eng sozial Offiederung notament vun deene Mëttelverdenger aus eiser Gesellschaft.

Här President, ech wëllt awer dann och am Numm vu menger Fraktioun nach eng Kéier insistéieren, dass d'CSV sécherlech net verlaangt, dass de Finanzminister eis haut oder an deenen nächsten zwee Méint Detailler iwwer eng sougenannten „Steierreform“ gëtt. Dat kann een net verlangen, nodeems Der sechs Méint am Amt sidd.

Ech soen awer gradesou däitlech, Här Minister, dass mer vun lech verlaangen, och am Sënn vun deem, wat oft ugekënnegt gëtt, nämlech - Wat wëlle mer? Wou wëlle mer higoen? Mir wëllen de Leit soen, wat op se duerkënn! -, dass Der awer zumindest eng Äntwert misst kënnen ginn op elementar Froen, nämlech: Gëtt bei lech de Spëtzsteiersaz erhéicht? Jo oder neen? Mat wat fir enge Mëttel gedentk Der de Mëttelstandsbockel ofzeflaachen? A wat sinn zumindest déi Mehreinnahmen, déi Der lech erwaart duerch eng Erhéijung vun der TVA op dem sougenannten „Logement locatif“?

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech wëll awer nach zu deenen zwee Punkte kuerz Stellung huelen, wat reng prozedural Moossname sinn a wou de Guy Arendt och dovun Mentioen gemaach huet. Dat ass nämlech dee sougenannten „Relevé de forclusion“ oder „Relevé de déchéance“.

Mir sinn als CSV d'accord, dass deen an dësem Gesetzesprojet säin Néierschlag fénnit, fir dass eng Persoun, déi an der Regel dräi Méint Zäit huet, fir géint en TVA-Bescheid ze reklaméieren, wann déi duerch Ëmstänn, déi onofhän-

geg si vun hirem Wëllen, zum Beispill wa se krank ass, oder se huet hire Steierbescheid, aus wéle Grënn och ëmmer, net direkt kritt, dass se da ka froen, fir vun där Déchéance, dat heescht, fir dass se entbonne ka ginn, fir an där Frist vun dräi Méint ze reklaméieren. Domadder si mer als CSV ausdrécklech d'accord.

Mir hunn awer eis Schwierigkeete mat där Recommandatioun, déi d'Médiature gemaach huet am Kontext vun hirem Bericht, nämlech déi vun der sougenannter „Remise gracieuse“. Em wat geet et?

Bei den direkte Steieren, do huet een d'Méiglechkeet, wann eng Steier eigentlech aus objektive Grënn inéquitabel wier, oder subjektiv Elementer, zum Beispill wann eng Persoun praktesch keng Sue méi huet, fir Steieren ze bezuelen, da ka se bei dem Steierdirekter eng sougenannten „Remise gracieuse“ froen, a géint dee Bescheid vun dem Steierdirekter par rapport zu där Reklamatioun ass souguer e Recours beim Verwaltungsgericht méiglech.

Mir sinn awer als CSV der Meenung, dass dës Prozedur de Remise gracieuse, déi dëst Recht, an Däitschland gëtt et dat, dass déi net ubruecht ass um Niveau vun der TVA. An dat aus engem ganz einfache Grond, well et en Ennerscheid gëtt tëschent der TVA, wat eng Konsumsteuer ass, déi eigentlech de Commerçant ab initio kollektéiert, net fir sech selwer, mä fir de Stat, an enger direkter Steier, déi opgrond vun engem erwirtschaftete Gehalt oder engem erwirtschaftete Benefiss befaasst (veuillez lire: erfüllt).

Aus deene Grënn, Här President, si mer als CSV à ce stade net d'accord, fir eng sougenannten „Remise gracieuse“ um Niveau vun der TVA anzeféieren. Net als Härtefall géintwuer de Leit, déi Schwierigkeeten hätten, fir d'TVA ofzeféieren, mä ganz einfach opgrond vun der spezifischer Natur vun der TVA als Konsumsteuer.

Dat gesot, Här President, an no deem e bësse méi laangen Exkurs, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen lech Merci fir d'Nolaaschten.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Roth. Als Nächsten huet den Eugène Berger vun der DP d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, ech wëllt och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säi schrëfflechen a mündleche Bericht. Hien huet och schonn den Accord vu menger Fraktioun ginn. Ech wëll mech op e puer Remarqué beschränken.

Effektiv kéint ee soen, dass et hei einfach ëm Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv geet vun 2008 am Beräich vun der TVA, mä ech mengen, mir sinn eis jo all bewosst, dass hei awer an där Ëmsetzung vun där Direktiv en enorme politesche Sprengstoff dran ass, deen eis Budgetpolitik an der Vergaangenheet, mä och an Zukunft wäert nach nohalteg markéieren.

Virun allem ass et jo esou, dass d'Ëmsetze vun där Direktiv d'Ewechfale vu ganz grouse Recettë bedeit. Ech hat dat och scho beim Budget erläutert. Et ware Kontroversen zu den Zuelen, wéi vill géif ewechfalen, ënner anerem d'Chambre des Fonctionnaires publics an och d'CGFP huet gemengt, dat wier alles net esou schlëmm. Mä an der Finanzkommission hate mer awer d'Zuelen nach eng Kéier kritt, detailléiert Informatiounen vum Direkter vun der Enregistrementsverwaltung, dee jo och, ech wëll dat nach eng Kéier zitieren, gesot huet zu den Zuele vun der CGFP: „rien n'est moins vrai“. Fir einfach ze soen, dass dat Zuele sinn, déi net Kapp a Fouss hunn.

vläicht ganz kuerz, fir se nach eng Kéier ze widerhuelen, se si scho gesot ginn. Wann elo, an engem Scénario moyen hate mer dat, ech huelen hei einfach déi Zuelen, déi ech am Budgetsrapport hat, wat do genannt ginn ass „un scénario mécanique“, wou een dovun ausget, dass, wann elo net déi Direktiv komm wier, mer an der Moyenne eng Milliard Recetten hätten, da verléiere mer 2015, hu mer eng Perte économique vu 627 Milliounen, dann dat Joer drop 737 Milliounen Euro, 2017 eng Milliard Euro, 2018 1,1 Milliarden Euro als Perte économique, fir einfach ze ënnersträichen, wat fir eng Zommen eis do wäerten am Budget an den nächste Jore feelen.

Wat ech wëll soen, dat ass, dass et awer laang gewosst war - déi Direktiv ass vun 2008 -, dass dat hei eng Kéier géif op d'Land zoukommen, dass mer eng Kéier domadder konfrontéiert géife ginn. An dat awer an all deene Jore keen Zeenario ausgeschafft ginn ass, kee Plang B, keng Alternativ ausgeschafft ginn ass, fir deem entgéintzewierke bis praktesch op dat Joer, wou et da kënn, wou een da mat der Nues virun der Mauer steet.

Et ass net eréischt säit 2008, mä ech hunn dat nach eng Kéier nogekuckt, den Här Roth hat als Budgetsrapporteur 2011 och drop higewisen. 2011, dat sinn also och scho bal dräi Joer, iwwer dräi Joer hier, wou och den Här Roth, e kann et selwer eng Kéier noliesen, gesot huet, opmierksam gemaach huet, passt op, mer mussen kucken, dass mer hei eng, ech soen emol eng Sortie de secours weinstens fannen, oder dass mer eis mat Zäit iwwerleeën, wéi mer där Perte vun deenen enorme Recettë kéinten entgéintwierken. An deene Joren 2012, 2013 respektiv och 2011 schonn ass awer do näischt geschitt. An dat ass jo ee vun deene groussen Défien, déi dann déi nei Majoritéit huet, fir müssen ze kucken, fir mat där Situatioun dann eens ze ginn.

Den Här Roth huet virdrun erkläert, dass awer effektiv déi Sue benotzt gi sinn, fir antizyklesch Krisepolitik ze maachen. Dat stëmmt net an deem Mooss, Här President, muss ech awer trotzdem dem Här Roth soen. An ech wëllt och verweisen op eng Rei Avisen, déi och beim Budgetsrapport zitiéiert gi sinn.

Zum Beispill de Statsrot, dee gesot huet, et ass jo net nëmmen, dass ee versicht huet, do d'Effete vun der Kris domadder ofzefiedere, fir weider ze investéieren, fir dat den Entrepreneuren zeguttkommen ze loosse, mä et sinn ëmmer méi nei zousätzlech Dépense kreéiert ginn - Stéchwuert Studentesubsiden, Chèques-services an esou weider -, wou also mat deene Suen, wou mer woussten, se géifen eng Kéier ewechfalen, eigentlech awer nei Dépenses domadder ofgedeckt gi sinn.

Mir hunn eigentlech lafend Dépense mat deem, ech nennen et emol einfach Jackpot do, wou mer woussten, dass deen eng Kéier géif auslafen, hu mer domadder bezuelt, amplat vläicht sech méi fréi Gedanken ze maachen, wéi kënnen mer déi Suen, net alleguerten, mä en Deel weinstens, op d'Säit leeën - „Fonds souverain“ ass dat Stéchwuert, dat ëmmer erëmmkomm ass -, fir dass mer deem hätte kënnen entgéintwierken. Wéi gesot, et ass net mat Zäit reagiert ginn, an duerfir hu mer also elo déi grouss Erausforderunge fir déi nei Majoritéit, fir deem entgéintzewierken.

Effektiv eng vun de Solutiounen, et ass awer net déi, déi alles kann ofdecken, dat ass déi vun der TVA-Erhéijung, déi wäert d'nächst Joer kommen. Nach muss een erklären, oder ëmmer erëm rappeléieren, dass mer den niddregsten Taux an Europa wäerten hunn.

An dann awer och e Wuert zu der TVA-Erhéijung, den Taux réduit bei den Zweet-, Drëtt-, Véiert- Fënnestwunnengen. Et ass esou, dass elo dobasse gesot gëtt, dass dat géif bedeuten, dass dann och insgesamt hei zu Lëtzebuerg géifen am Wunnungsbau Problemer kommen, well dann ënner anerem d'Loyere géifen an d'Luucht goen. Mir sinn der Meenung, dass dat net de Fall wäert sinn.

Well et kéint ee jo och ëmgedrëit froen: Deemoos, wéi deen Taux réduit agefouert ginn ass, sinn dann deemoos doduerjer, dass een deen Taux vun 3% agefouert huet, d'Loyeren zum Beispill erofgaang? Neen, guer net! Och deemoos, mat deenen 3%, sinn d'Loyere monter weidergaang. Wat mer brauchen, dat si méi Sozialwunnengen. Dat ass einfach méi eng grouss Offer um Marché, déi mer brauchen. Dat ass dat, wou ee muss usetzen.

An och si mer der Meenung, dass, wann een elo deen Taux réduit vun 3% aféiert, dass muss een awer och betounen, deen Taux vun 3% bleift fir déi Leit, déi selwer an hirt Haus wunne ginn. Dass mir also dat och als eng sozial selektiv Mesure gesinn, wou jo ganz vill ëmmer an deene vergaangene Joren dovunner geschwat ginn ass. Et sinn awer ganz selten, fir net ze soe bal ni Politike gemaach ginn, wou wierklech déi sozial Selektivitéit och ëmgesat ginn ass. Hei ass een Element, wou mer dat wäerte maachen.

An nach wie vor, wann ee kuckt, wéi de Lëtzeburger ass, wann en e puer Sou huet, e puer Euro gespuert huet, huet e grosso modo dräi Méiglechkeeten. Entweder e setzt se op eng Bank, wou awer net ganz vill Zënse dobäi erauskommen. E geet eventuell, ech soen emol, e spékuléiert mat Aktien. Oder déi drëtt Méiglechkeet, wat de Lëtzeburger nach ëmmer mécht, dass ass, dass en dann an Immobilier investéiert. Effektiv déi Leit, déi dann eventuell en Appartement kafen, fir dann dat ze verlounen, fir doduerjer e klengen zousätzlechen Invest ze hunn, herno eventuell och eppes fir hir Kanner ze hunn.

Ech sinn nach wie vor iwwerzeegt, dass, och, wann elo do den Taux vun 3% op 17% geet, widerhin d'Lëtzeburger wäerten och an den Immobilien investéieren, well se nach ëmmer wëssen, do kréien ech méi Suen, wéi wann ech d'Suen op der Bank loosse, och wann herno vläicht déi Marge bénéficiaire net méi gradesou héich ass, an dass doduerch och net müssen d'Loyeren an d'Luucht goen. An, en plus, hunn



ech och herno eng Valeur immobilière, déi och eppes wäert ass.

Duerfir géif ech soen, datt dat awer ënnert dem Stréch eng Reform ass, déi sozial selektiv ass an déi net wäert mat sech bréngen, datt doduerjer alles an de Koup fällt um Marché immobilier. Au contraire, mir mussen kucken, datt mer méi Sozialwunnengen kréien, datt mer méi eng grouss Offer wäerten hunn.

E Wuert och zu deem, wat den Här Roth gefrot huet, d'Steierreform. Wat jo och ëmmer do interessant ass, wann elo eng Rei Froe gestallt gi fir eng Steuerreform, och do muss ech soen, datt den Här Roth - an d'CSV huet jo iwwer Joren, Jorzéngten de Finanzminister gestallt -, datt se do an der Vergaangenheet also schonn d'Chance gehat hätten, fir all déi Froen, déi se elo stellen, deemools selwer ze beäntwerten a selwer eng Steuerreform op de Wee ze bréngen.

Déi Regierung hei, déi huet sech virgeholl, fir op alle Fall an deenen nächsten zwee Joer dat auszuschaffen, fir all déi Froen dann och kucken ze beäntwerten, an datt een dann also do wirklech och e Package kritt, wou net nëmmen de Mëtzelstandsbockel, mä wou insgesamt eng sozial selektiv Steuerreform op d'Bee kennt, wou jiddweree gerecht behandelt gëtt.

Vläicht nach zwou Remarquen zum Ofschloss, Här President. Déi Fro, déi ee sech och hei muss stellen, dat ass: Wéi geet et weider mat deene verschiddene Gesellschaften, déi am E-Commerce tätég sinn? Dat kann een haut nach net beäntwerten, mä dat wäerte mer da spéitstens de Januar 2015 gesinn.

Et wier ze hoffen, datt do net ze vill Betriber da géifen hir Wallisse paken. Sécherlech hu se jo och nach eng Iwwergangszäit. Mä och do muss ee wëssen, datt also vläicht am Virfeld net genuch gemaach ginn ass, fir do och schonn, ech soen net Sorties de secours, mä aner Méiglechkeeten oder aner Produiten deenen Entrepreneuren ze bidden, fir datt se vläicht méi laang géifen hei zu Lëtzebuerg bleiven.

Dat weist awer och méi generell drop hin, datt et ëmmer - wéi soll ech soen? -, ëmmer schwieereg ass, oder datt et net gesond ass, wann een op spezifesche Nische setzt zu Lëtzebuerg, déi à durée déterminée sinn, wou ee weess, wou eng Rei Joren d'Suen erakommen an dann op eemol fort sinn. Dat ass eigentlech am Endeffekt keng nohalteg Politik.

Datt een also muss kucken, an Zukunft - dat sinn d'Léieren, déi een och da muss zéien -, an Zukunft méi ze diversifizéieren. Datt also och d'Regierung dat sech an hire Koalitionsaccord geschriwwen huet, datt een also net méi an Zukunft soll op spezifesche Nischen, déi nëmmen zäitlech begrenzt sinn, dorobber setzen, domadder versicht, e puer Joer iwwert d'Ronnen ze kommen, an dann duerno virun engem Koup Schierbelen oder engem risego Biereg vu Scholde steet, mä datt een also muss kucken, iwwert d'Diversifikatioun och eis Recetté-Landschaft méi ze diversifizéieren. Wann also emol een Acteur oder eng Recette ewechfällt, datt een dann awer nach genuch anerer huet, déi do kënnen asprangen, also de Cocktail oder de Mix do muss richteg sinn.

Voilà, Här President, dat gesot, nach e puer Remarquen zu deem Projet, dee wéi gesot, natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun fënnt. Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Berger. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry vun der LSAP.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Merci, Här President. Ech mengen, wann een dat hei ganz dréche kuckt, da kann ee soen, hei geet et ëm eng weider Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv. Mä ech mengen, de Rapporteur, de Guy Arendt, huet scho bei senger kompletter Presentatioun hei kloergemaach, dass et hei ëm eng Direktiv geet, déi en immensen Impakt wäert, an nohaltegen Impakt hunn op d'Lëtzebuerger Finanzsituatioun. Sou wéi eigentlech déi Texter virdrun, am ëmgekeierte Sënn, e formidablen Impakt op eis Finanz- an eis budgetär Situatioun, besonnesch och vum Stat haten a par ricochet och op d'Gemengen, well u sech d'Gemenge jo och deelweis mat 10% un den TVA-Einnahmen vum Stat drunhänken.

Déi Welt, déi sech lues a lues gemaach huet vun 2004 un, bis haut nach, déi wäert eng komplett aner ginn. Et wäert eng Ëmkéierung ginn eigentlech vun engem Prinzip vum Steuerrecht, dee bis elo an deem dote spezielle Beräich vum E-Commerce gegollt huet, wat d'TVA ugeet, a progressiv also komme mer an e ganz anere System eran. An dat, wat vun Honnerte Milliounen Euro iwwert déi lescht Joren an d'Statskeesen eragespullt ginn ass iwwer eenzel Betriber, déi sech weinst där doter steierlecher Landschaft hei zu Lëtzebuerg etabléiert hunn, dat wäert zu engem gudden Deel feelen an deenen nächste Joren.

Wann ech déi geschätzten Einnahme fir 2014 mat anzielen, déi jo bei eppes méi wéi enger Milliard Euro landen, TVA vum E-Commerce hei zu Lëtzebuerg, da kennt een, wann een dat ab 2003 rechent, kennt een op en Total vu ronn 5,4 Milliarden Euro, déi eleng also déi Branche vum E-Commerce iwwert d'TVA eigentlech an de Statsbudget bruecht huet.

Dat war sécherlech bis dato en Erfolleg vun enger gewëssener Nischepolitik, déi hei gemaach ginn ass. Et wäert sech elo erausstellen, ob dat och zu enger Nischekompetenz gefouert huet. Dat heescht, ob u sech déi Acteuren, déi sech eleng eigentlech weinst der TVA-Landschaft an dem Besteuerungssystem hei zu Lëtzebuerg etabléiert hu vun 2003 u bis haut, ob déi och weiderhin hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg aus wäerte steieren, och wann elo de Berechnungsmodus vun der TVA an Europa fundamental wäert änneren.

Wéi gesot, et ass keng Iwwerraschung, dass deen heiten Text kennt. Mech iwwerrascht e bëssen, dass et eigentlech esou laang gedauert huet, bis dass d'Regierung deen heite Projet deponéiert huet. Well dat war déi nei Regierung, déi deen heite Projet an der Chamber am Januar dëst Joer deponéiert huet. D'Direktiv geet ëmmerhin op de Februar 2008 zrëck. Dat sinn also, wann ech mech net iren, trotzdem praktesch sechs Joer, déi et gedauert huet, bis en Ëmsetzungstext vun der Regierung an der Chamber hei deponéiert ginn ass.

Mä egal wéi elo d'Regierung ausgesinn hätt zu deem Zäitpunkt, keng wär derlaanscht komm, matzäiten - virum 1. Januar 2015, wou déi nei Texter hei a Kraaft trieden -, fir deen heiten Text ze presentéieren, och wann en natierlech net esou angenehm ass wéi vläicht aner Texter, déi ee kann an der Chamber virbréngen.

Et ass evident, dass et zënter 2008 gewosst ass, dass mat der Échéance vum 1. Januar 2015 wäert op ee Schlag e gudden Deel vun TVA-Einnahmen dem Lëtzebuerger Stat feelen an dass dat sech wäert nach weiderentwéckelen iwwer en Zäitraum vu véier Joer, trapperchersweis mat Paliere vun zwee Joer, bis da schlussendlech net méi ganz vill wäert iwwereg bleiwe vun deem Kuch, dee sech gemaach huet an opgeblose ginn ass iwwert déi lescht Joren.

Et muss een och wëssen, dass et eng ganz kleng Zuel ass vu Betriber, déi eigentlech d'majeure Partie vun där doter TVA-Einnahmen ausmaachen. Et sinn haaptsächlech véier ganz grouss, déi sech hei zu Lëtzebuerg implantéiert hunn, déi de Gros vun deenen doten TVA-Einnahmen bis elo eragespillt hunn.

A wann een nëmmen d'Zuelen elo vun 2014 kuckt, wat jo dann nach Schätzung sinn, wou mir haut awer an der Finanzkommissioun gewuer si ginn, dass déi zoustänneg Steiervverwaltung dovunner ausgeet, dass plus ou moins kéinten awer och déi Einnahmen um Enn vun Joer effektiv erakommen, sou muss mer op där enger Säit déi geschätzten Einnahmen hu vun enger Milliard a 50 Milliounen Euro, an op där anerer d'brutto TVA-Recetten, déi geschätzt si ginn op 4,8 Milliarden Euro.

Also méi wéi ee Fënneftel, ee gudde Fënneftel vun eisen TVA-Recetten insgesamt gëtt am Joer 2014 duergestallt eleng nëmmen duerch dee relativ kleng Beräich, wat d'Zuel vun de Betriber an d'Zuel vun den Aarbechtsplazen ugeet vum E-Commerce, deen an e puer Joer hei opgebaut ginn ass a sech hei lues a lues instaléiert huet.

Nun huet sech hei nach eng Kéier e bëssen déi Debatt widerholl, déi mir scho beim Budget haten. Wéi prévoyant ass déi viregt Regierung mat där doter Situatioun ëmgaangen? Ech mengen, et ass e bëssen esou, d'Wourecht - wéi esou oft - läit e bëssen tëschent deenen zwee.

Et ass evident, dass an den Zäite vun der akuter Kris, notament an de Joren 2009, 2010 an 2011, et sécherlech net de Moment war, fir ze soen: Elo huele mir nach eng Rei vun Honnerte Milliounen, déi mir ofzweigen, fir se iergendwéi op d'Säit ze leeën. Dat hätt bedeit, dass een eigentlech hätt misse bei enger ganz fragiler ökonomescher Situatioun a prekärer Finanzsituatioun an eng richteg Austeritéitspolitik oder an eng méi staark Verschëldung eragoe vum Lëtzebuerger Stat, wat sengerzäit kee wollt maachen.

Ech muss awer zougestoen - an do sinn et ëmmer Stëmmen ginn an alle Parteien, déi awer do virdru gewarnt hunn -, et hätt ee sécherlech kënnen drun denken, méi virsichteg ze sinn an de Joren 2012 an 2013, wou awer u sech net méi déi Krisituatioun an deem Mooss do war, fir do schonn en Apel fir den Duschtoprobéieren op d'Säit ze leeën.

D'viregt Regierung hat eng Rei vu Sanéierungspäck fir d'effentlech Finanzen geschnüürt. Si wollt net doriwwer rausgoen. Déi Aarbecht huet awer elo dës Regierung. Dat ass ganz evident. Dat ass eigentlech, géif ech soen, bal

dat Schwéierst, wat ze stemmen ass, well mir et hei jo och mat engem strukturelle Réckgang vun Einnahmen ze dinn hunn, also muss dës Regierung och mat strukturelle Moossnamen äntwerten op dee strukturelle Réckgang, deen hei geschitt.

Wat mech bis elo an der Debatt hei enttäuscht huet, dat ass eigentlech, dass och vusäit vun der gréisster Oppositionspartei, der CSV, elo hei erëm gefuer gëtt, wéi dat och scho bei de Budgetsdebatten war. Mir gi gewuer, wat se net wëllen. Also zimlech alles, wat net grad scho viru Jore vun hinne mat ënnerschrivwe ginn ass, dat fanne si iergendwéi schlecht. Mir ginn awer net gewuer - dat bleift e Geheimnis, wat se wohl hüten, ech weess net, bis wéini, vläicht bis zu den nächste Wahlen oder duerno -, wat si dann eigentlech wëllen.

Mä ech sinn awer elo ganz optimistesche ginn - ech hu jo héieren elo an deem regelméisseg Kontakt mat der Press, dee se opgebaut hunn, dass se haaptsächlech wëllen op Alternative setzen, och wann d'Alternativen haut nach net vläicht do sinn -, dass mir awer sécherlech gewuer ginn an nächster Zäit - a wahrscheinlech esou schnell, wéi d'Regierung mat hiren Aarbechte kennt -, wat dann hir Alternative sinn,...

(Interruption)

...fir dat gemeinsam Zil ze erreechen, wou mir gesot hunn: Wa mir wëllen u sech eist mëttelfristeg Objektiv bei der Finanzplanung Enn vun dëser Period erreechen, da wësse mir, dass mir strukturell mussen den Équiliber vun eise Statsfinanze besonnesch ëm Honnerte Milliounen verbessern, sief et duerch Spuermoossnamen, sief et duerch Méieinnahmen.

An dann hätt ech gären déi Debatt Alternativ géint Alternativ, Projet géint Projet. Dat ass dat, mengen ech, wat och d'Leit dobauss verlaangen. Et geet net drëm, ëmmer nëmmen neen ze soen, et muss een och wirklech soen, duerch wat een dat wëllt ersetzen. A bis elo sinn éischter nëmme Virschléi komm vusäit vun der Opposition - a besonnesch och vun der CSV -, fir manner Suen ze spueren a respektiv also och den Équiliber éischter nach méi an den Déséquilibre ze drécken, wéi eng Verbesserung vun der Gesamtsituatioun vun den effentlechen Finanzen ze kréien.

Mä wat haut net komm ass...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Fir fir d'Éischt eppes kënnen ze ersetzen, muss emol eng Proposition um Dësch leien.

(Interruption)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ah, Dir denkt net eegestänneg. Dir reagéiert just op Propositionen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Eng Alternativ, Här Bodry, wéi Dir gesot hutt, ass eppes wat ee mécht, wann een eng Proposition um Dësch leien huet. Et ass normal, datt d'Regierung Propositionen fir d'Éischt mécht.

(Interruption)

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ma elo leie jo zum Beispill zur TVA Propositionen um Dësch. Bis elo hunn ech awer nëmmen héieren, wat net soll gemaach gi vun deem, wat proposéiert ass.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir hutt virdru um Budget geschwat.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - An dann ass et, mengen ech, och gutt, dass mer dann nach vun der CSV héieren, wat si da bei der TVA amplaz géif maachen, fir en ähnlech finanziell Zil ze kréien. Dat ass, mengen ech, déi spannend Diskussioun,...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.** - Wann ech gelift!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...déi mir sécherlech nach wäerte kréie bei der Diskussioun ronderëm de Budget vun 2015. Ech mengen, do ka kee sech méi verstoppen, weder eng Regierung nach eng Opposition, an da kucke mir, wat dann do vu Konkretem bei där Diskussioun erauskënnt.

Ech mengen, mir sollten och hei net am Virfeld elo eng Diskussioun féieren iwwer eng Erhéijung vun der TVA; déi ass net Bestanddeel eigentlech vun deem heite Projet de loi. Selbstverständlech, mengen ech, huet d'Regierung do hir Verantwortung iwwerholl. Déi ass an de gréissere Linnen och net verschidde vun deem, wat ënnert der viregter Regierungskonstellatioun och diskutéiert ginn ass an ugedeit ginn ass, zumindest och a Pabeieren, déi op Bréissel geschéckt si ginn am Kader vum „Programme de stabilité et de croissance“. Mä et bleift, dass een déi Detaildiskussioun nach muss féieren.

Mir als LSAP-Fraktioun sinn net der Meinung, dass de Stat muss do sinn, fir privat Rendite bei Mietwunnengen ze finanzéieren. Dat ass e bëssen dee System, deen aner Leit schéngt virzeschwiwen. Dat gesi mir net als idéal Situatioun un.

(Brouhaha)

Et bleift awer, dass een deen dote Punkt muss kucken. Notament kann ech mir virstellen, dass déi Leit, déi sech elo zum Beispill engagéiert hunn an d'Décisioun geholl hunn, fir zum Beispill eng Wunneng ze kafen opgrond vun den alen TVA-Sätz, elo awer - well déi Projeten zwee, dräi Joer daueren, bis se ëmgesat ginn - dann en cours de route déi nächst Tranché géife mat engem méi héijen TVA-Saz beleuchten kréien.

Dat si jo zum Beispill Froen, déi ee muss diskutéieren, wann een iwwert déi nei TVA-Regelung schwätzt. Ech mengen, do soll een net zou si fir esou Diskussiounen. Mä nach menge mir, dass eigentlech dat, wat bái Wäitem an deene meeschten europäesche Länner üblech ass, dass reduziéiert TVA-Tauxen bei Wunnengen eigentlech nëmme fir soziale Wunnensbau gëllen, och net ka komplett falsch sinn hei zu Lëtzebuerg, et sief dann, hei géifen d'Auere ganz anescht dicke wéi an all deenen aneren europäesche Länner.

Ech wollt nach op eng Fro kommen, wat eigentlech deen zweeten Deel vun deem heite Gesetzestext ugeet. Dat ass net elo europäesch gemaach, mä dat ergëtt sech duerch eng Recommandatioun, déi eigentlech d'Médiateure gemaach huet. An do, mengen ech, si mir eis eens. Wann een den Här Roth hei héieren huet, well e mat gewëssener Fermetéit hei eng Positioun vun der CSV vertritt huet, hätt ee gemengt, do wären Divergenzen an der Finanzkommissioun gewiescht. Neen. D'Regierung an d'Finanzkommissioun hu gesot, dat, wat d'TVA ugeet, dass mer net wëllen op de System vun enger Remise gracieuse goen.

Dat ass also net eng Positioun eleng vun der CSV, mä déi - an dat ass aktenkundeg; et brauch een nëmmen de Rapport ze liesen - ass eng gemeinsam gedeelte Positioun. Wéi mer eis awer gemeinsam och géeneegt hunn, dass dee System vun der Déchéance, wéi en haut besteet en matière de TVA, dass deen an eenzelne Fäll kann zu relativ dramatesche Situatiounen féieren, wou een dann net méi eigentlech do erauskënnt, opgrond vun aktuellen Texten, an duerfir d'accord waren, wéi d'Médiateure et och proposéiert huet, fir e Relevé des déchéances och hei bei där TVA-Regelung anzeféieren.

Dat gesot, wäert d'LSAP-Fraktioun deen heiten Text stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Nächst geschriwwen Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter vun deene Gréngen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol Merci un de Rapporteur fir säi schréfftlechen a mündlechen Rapport. Et ass haut scho ganz vill gesot ginn. Duerfir wäert ech net nach eng Kéier alles widerhuelen. Doriwwer eraus ass dat heiten e Projet de loi, wou net nëmmen haut scho vill doriwwer geschwat ginn ass, mä ech denken, et war kaum an deene leschte Joren e Projet de loi, bei der Ëmsetzung vun enger Direktiv, wou schonn esou vill diskutéiert ginn ass, wéi bei dësem, dee mer haut stëmmen. An duerfir erlaabt just e puer kleng kéng oder pertinent oder vläicht souguer kritisches Remarqué vun onser Säit zu där ganzer Situatioun, déi mer och elo verloossen.

Éischstens: Mir hunn zolidd Recetté gemaach déi lescht Jore mat deem heite Phenomeen. Mir wëllen awer soen, datt et och einfach verdéngten, eigentlech keng erschaffte Sue waren. Si waren einfach do a si si spéitstens Enn 2018 allegueren net méi do. An dat si ronn eng Milliard Euro, dat sinn ongeféier 7% vum Budget. Dat ass net näischt. An dat wäerte mer och ganz zolidd spieren, an et wäert och net einfach ginn, déi ze kompenséieren.

Zweete Punkt: Dës elo gläich al TVA-Regel, vun där mir zu Lëtzebuerg ebe profitéiert hunn, ass keng Steiernisch gewiescht, déi Lëtzebuerg sech iergendwéi erschlaach hätt, mä et ass eigentlech d'Resultat vun enger awer dach net allze gloriäicher Steuerkonkurrenz, wou nach ëmmer ee Land probéiert, dat anert auszustechen, notament och an der EU. A vläicht gouf et och deemools esou geregelt, well déi grouss Länner vläicht gehofft haten, dovunner ze profitéieren.

Mir Gréng waren nach ëmmer éischter skeptesch zu esou Regelungen a sinn der Meinung, datt esou ee System vu Steuerkonkurrenz an der EU muss a Fro gestallt ginn. De Gros vun de State kënnen duerch esou Steuerkonkurrenzen



nëmmen derbäi verléieren, ergo virun allem och hir Bierger.

Eng kleng Remarque wëll ech nach zum zweete Punkt maachen. Et muss ee jo och soen, d'TVA ass jo eng Form vu Steier, déi de Konsument bezilt an déi de Betrib duerchreecht un de Stat. Et ass also och keng richtigeg Betribsbesteuerung.

An obwuel mir sécherlech vill Suen aus deem elektronischen Handel akasséiert hunn, esou sinn et dach awer oft genau déi Betriber aus dem elektronischen Handel gewiescht, déi séier wéineg Betribsbesteuerung bezuelen, well si et fäerdegbréngen, iwwer verschidde Weeër, op legalem Wee - ech ënnersträichen, op legalem!; awer vläicht net ëmmer grad etesch korrekt Manéier -, hir Steierlaascht op e Maximum ze reduzéieren. Wa mer also wëllten esou eng Form vu Steierdumping téschent de Länner en Enn setzen, da kéint dat hei elo e gudden Usaz sinn.

Drëtte Punkt: Et ass zënter 2008, a wa mer ganz éierlech sinn, ass et jo schonn zënter 2006 gewosst, datt dës Recetten à terme wieren. Et ass du schonns gewosst gewiescht, datt mer am Joer 2015/2016 70% vun deem Akommes wäerte verléieren, an dann 2017, Enn 2018 zu 85% dovunner verléieren. An duerno ass alles fort. 2015 gëtt also e schwieregt Joer fir ons all.

D'Recettë sinn all déi Joren net am Budget neutraliséiert ginn. Et ass och keen Zukunftsfong geschaf ginn. Et ass souguer net am Budget selwer u kloer Dépense gekoppelt ginn, déi an der Zäit begrenzt gi wieren. An duerfir fannen ech et awer, an ech muss dat och am Numm vun der grénger Fraktioun soen, e bëssen einfach, fir stolz hei opzetrieden an ze soen, an duerfir hate mer den 31.12.2013 keen Defizit. Ech muss lech soen, Här Roth, déi do Regierung, déi huet elo déi fénnef Joer déi Charge, fir genau deen dote Mësser erëm an de Grëff ze kréien.

Véierten a leschte Punkt: Mir erkenne souwuel dem Finanzministère wéi och der Steierverwaltung hire groussen Asaz un, fir deen „mini one-stop shop“ esou attraktiv wéi méiglech ze maachen an esou vill wéi méiglech dës grouss elektronesch Handelsrisen zu Lëtzebuerg ze halen. Dat ass sécherlech keng einfach Missioun. A mir wëssen och net, ob dat hinnen och nach esou wäert geléngen. Op alle Fall wënsche mir hinnen eng gléckleche Hand dobäi a mir wäerte selbstverständlech dës Projet matstëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen vun der ADR.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Kolleeg Guy Arendt Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport iwwert dës Projet, wat eng Transpositioun ass vun enger Direktiv aus dem Joer 2008 iwwer eng Annerung vun de Bestëmmungen am Zesammenhang vun der TVA, méi bekannt ënnert dem Begrëff „E-Commerce“.

Et ass dës e wichtege Projet, wéi d'Madame Loschetter elo scho grad gesot huet, wou mer am Fong schonn iwwer Méint a Joren driwwer diskutéieren, och iwwert d'Konsequenze vun där Direktiv, wat d'Lëtzebuurger Statsfinanze betrëfft, diskutéieren. An haut soll dann eben elo dës Projet oder dës Direktiv ëmgesat ginn.

Mir befannen eis hei an europäeschem Recht, mir befannen eis an de Steierfroen, an do ass laut den europäesche Verträge d'Estëmmegkeet verlaangt zu Bréssel am ECOFIN, fir datt esou eng Direktiv kann ëmgesat ginn.

Lëtzebuerg huet och vu sengem Vetorecht an deem Dossier ëmmer Gebrauch gemaach, an zwar bis zum 4. Januar 2008, wou den deemolege Stats- a Finanzminister, den Här Jean-Claude Juncker, a Begleedung vum Wirtschaftsminister, dem Här Jeannot Krecké, noginn huet.

Dräi Wochen do virdrun, den 12. an den 13. November 2007, huet d'Lëtzebuurger Regierung nach am ECOFIN nee gesot zu där Direktiv, an ech zitieren, wat den Här Juncker, wéi gesot, den 12. an 13. November 2007 am ECOFIN gesot huet: «Aucun ministre des finances ne renoncerait à 1% de son PIB pour faire plaisir aux autres», a déclaré Jean-Claude Juncker lors de la réunion du Conseil. «Le Luxembourg s'oppose à cette réforme parce que les recettes de TVA liées aux activités dans ce secteur nous rapportent l'équivalent d'1% de son PIB.»

Dat, wéi gesot, war den 13. November am ECOFIN. An dräi Wochen duerno huet den Här

Juncker am Numm vun der Lëtzebuurger Regierung zougestëmmt. En huet zougestëmmt, fir datt déi Direktiv, obschonn näischt geännert huet, obschonn nach ëmmer deen 1% vum PIB, haut sinn et der méi, obschonn deen nach ëmmer verloschteg war fir eis Economie, an en huet gesot, well mer e Kompromëss fonnt hunn, eng Iwwergangsregelung iwwer véier Joer, wou mer net esou haart getraff ginn, wéi dat an Aussicht gestallt ginn ass.

Mä wann een dee Kompromëss kuckt, dann ass dat e ganz bëllege Kompromëss fir déi aner Länner, awer en deiere Kompromëss fir Lëtzebuerg. Well wann déi Direktiv elo a Kraaft trëtt den 1. Januar, da verléiere mer direkt vum éischte Joer un op d'mannst 70% scho vun deem E-Commerce, dee mer erakritt hunn, an iwwert déi véier Joer duerno geet dat op 15 respektiv op 0% erof.

Et ass hei virdru scho genannt ginn, ech wëll déi Chifferen nach eng kéier duerfir soen, déi eis vun der Direktioun vum Enregistrement am Kader vun de Budgetsdebatte virgeluecht gi sinn: 2015 verléiere mer 627 Milliounen, 2016 737, 2017 geet et iwwer eng Milliard an 2018 geet et op 1,2 Milliarden. Dann ass alles fort.

Mir müssen also wëssen, wa mer dee Projet haut hei stëmmen - Här President, d'ADR wäert en net stëmmen -, wa mer dës Projet stëmmen, ass dat deen deierste Projet, deen dës Parlament jeemools gestëmmt huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dee Projet hei kascht de Lëtzebuurger Budget all Joers, net nëmmen eng kéier, mä all Joers eng Milliard an der Zukunft. Et ass also deen deierste Projet, dee mir mat Ofstand jeemools hei am Parlament gestëmmt hunn, well de Verloscht vun de Steieren op iwwer eng Milliard am Joer 2018 eropgeet an all Joers duerno erëmkënn.

An dann diskutéiere mir hei net, ob eis Regierung do wierklech hir Roll gespillt huet deemools zu Bréssel an ob se do wierklech d'Interesse vu Lëtzebuerg vertratt huet, oder ob net vläicht Leit, déi gären an Europa gutt Posten haten a gutt Poste wëlle kréien, ech schwätzen hei vum Här Juncker, ob dat doten net vläicht de Präis ass fir dat. Wann een an Europa wëllt Mister Euro sinn, wann ee wëllt Kommissiouns-president ginn oder vum Conseil President ginn, dat gëtt een doudsécher net an Europa, wann een d'national Interesse virun déi europäesch Interesse setzt.

Déi lescht Regierung huet déi europäesch Interesse virun déi national Interesse gesat, an duerfir kritt en dann och vläicht als Merci e Posten elo an der Europäescher Kommissioun als President.

Et huet nach ni e Land missen esou vill bezuelen, fir datt ee vun hire Leit e wichtege Posten zu Bréssel kritt huet, wéi dat hei d'Lëtzebuurger Land muss maachen. Dat hei kascht, de Poste vum Här Juncker zu Bréssel, dat kascht de Lëtzebuurger Steierzueler an deenen nächste Jore Joer fir Joer eng Milliard, déi elo d'Leit musse bréngen, sief et iwwert d'TVA-Erhéijung, sief et iwwer sozialen Ofbau, sief et beim Kannergeld, bei de Pensiounen, bei de Chèque-servicen oder egal wou. Alles dat kënnt op eis elo zou, well mer déi eng Milliard pro Joer verléieren.

An do kënne mer eisem Ex-Premier, dem Här Juncker, villmools Merci soen, datt hien dat hei fir dës Land gemaach huet an datt d'Lëtzebuurger Regierung net higaangen ass a se hätt vun hirem Vetorecht... - well dat hei war keng Steiernisch, hei ass kee Schwarzgeld an näischt gemaach ginn.

Hei war einfach en europäesch Recht, wat mer applizéiert hunn a wat gang und gäbe och nach an deenen aneren Domänen vun der TVA applizéiert gëtt. Et si jo elo just den E-Commerce an déi, wat dorunner hänkt, déi mer elo an der TVA-Bestëmmung ëmdréien. Mä all de Rescht bleift nach alles ënnert der aler Règlementatioun bestoen. Et ass just an deem Domän, wou mir als Lëtzebuurger Geld verdéngt hunn, wou elo déi europäesch Direktiv, op Drock vun deene grouss Länner, huet misse geännert ginn a wou d'Lëtzebuurger Regierung da kapituléiert huet an net vun hirem Vetorecht Gebrauch gemaach hat, wou se hätt kënnen, da wier déi Direktiv hei ni zustane komm.

Duerfir muss ee wëssen, wann een haut dës Direktiv zoustëmmt, da muss ee wëssen, datt do dermat dem Lëtzebuurger Stat iwwer eng Milliard d'Joer verluer geet, an et muss een och wëssen, datt dat d'Lëtzebuurger Bierger Joer fir Joer an der Zukunft musse bezuelen.

Mä et muss ee sech och d'Fro stellen: Wat huet nach eng national Souveränitéit fir e Recht? Wann e Statsminister, e Finanzminister zu Bréssel enger Direktiv zoustëmmt, an da gëtt gesot: Elo kritt Der déi Direktiv an elo muss Der déi ëmsetzen!, wat fir eng Roll spillt d'Parlament dann nach hei?

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Firwat? Well mer mengen, dat wier net richtig, dat werft eis Statsfinanze wierklech op d'Kopp. Ma da kommt, mer stëmme se net! Mir loosse et drop ukommen. Mir soen, mir sinn e souveränt Land, mir sinn e souveränt Parlament, an och, wann de Statsminister elo zougestëmmt huet, mir stëmmen déi Direktiv net!

Ech weess, datt een Obligatiounen huet, datt ee se da muss stëmmen.

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, erlaabt Der, dass den Här Roth...?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech géif gär meng zéng Minutte fäerdeg maachen, well déi leschte kéier hunn ech och Froen zougelooss, herno hunn ech zéng Sekonnen duerfir bäikritt. Den Här Roth ka jo, en huet nach Zäit Rescht, e ka jo nach herno eropkommen.

Op jidde Fall, hei soe mir ganz kloer, an ech si jo net eleng, oder mir als ADR si jo net eleng, déi géint déi Direktiv hei stëmmen. Déi eminent Politikerin vun der CSV, déi net méi op d'Europalëscht komm ass, d'Madame Lulling, déi huet am Europaparlament géint déi Direktiv hei gestëmmt.

► **Une voix.** - Bravo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A se huet geschriwwen - se huet hiren Nee schrëftlech motivéiert; dat kann een am Europaparlament maachen -: «La prise en compte du lieu de consommation va à l'encontre des principes qui régissaient jusqu'à une date récente le système de TVA applicable au niveau communautaire. Après l'épisode peu glorieux de la directive sur les services, la nouvelle remise en cause du principe du pays d'origine concernant cette fois la TVA applicable aux prestations de services serait un pas supplémentaire dans la mauvaise direction. J'ai donc voté contre.»

Dat heescht, d'Madame Lulling huet de Courage gehat, fir dergéint ze stëmmen, wou den Här Juncker zougestëmmt huet. An duerfir ass d'Madame Lulling och vläicht net op der Lëscht vun der CSV fir d'Europawahlen an den Här Juncker ass Spëtzekandidat fir de Poste vun der EU.

(Brouhaha)

Dat heescht also, een, deen d'national Interesse vertritt, dee gëtt écartéiert, an deen d'Lëtzebuurger Interessen zugonschte vun europäeschen Interessen, vun Interesse vun anere grouss State vertritt, dee gëtt gelueft.

Mir wëllen also domadder ganz kloer soen, datt mir als ADR dës Direktiv net wäerten zoustëmmen. Mir gi prinzipiell keng Souveränitéitsrechter of. Hei hate mer d'Recht, fir e Vetorecht ze gebrauchen. Déi lescht Regierung huet hei net déi national Interesse verdeedegt, mä fir en héijere perséinlechen Interessi huet se dës akzeptéiert.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den Här Wiseler weinst...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll just an engem Saz awer eng Remarque drop maachen iwwert déi inakzeptabel a populistisch Aart a Weis, wéi hei ugefaange gëtt Propaganda ze maachen iwwer e Sujet.

(Interruptions et hilarité)

Den Här Juncker huet, an dat hu mer oft hei am Parlament diskutéiert, deen do Dossier op eng Aart a Weis traitéiert, déi am beschte fir d'Land war. An duerfir wëll ech net an d'Detailer agoen. Mä ech fannen dat do einfach an dës Zäit extrem populistesch, wéi hei geschwat gëtt, Här Gibéryen.

► **M. le Président.** - Ech hu mer erlaabt, dem Här Wiseler d'Wuert ze ginn, well deejéinegen, deen en cause war, net präsent war, fir kënnen de Fait personnel ze invoquéieren.

(Hilarité)

An engem Saz huet den Här Wiseler dat gemaach. D'CSV hat iwwregens nach Riedezäit. Ech géif elo d'Wuert un deen nächste Riedner weiderginn, den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. An deem Dossier hei geet et eigentlech ëm zwou Saachen. Et geet ëm de Fong an et geet ëm d'Konsequenzen.

Wat de Fong ugeet, mengen ech, ass et richtig, datt eng Konsumentesteier do erhuewe gëtt, wou konsuméiert gëtt. Dat nämlecht misst eigentlech och geschéie bei den direkte Steieren, déi do missten erhuewe ginn, wou de Mehrwäert produzéiert gëtt. Mä hei ass emol ee Schrack, an ech hoffen, datt deen aneren och eng kéier kënnt.

D'Konsequenz dovunner ass awer déi, déi hei elo des Laangen an des Breede beschriwwen ginn ass, nämlech déi vum Ausfall vun de Recetten. An ech soe ganz kloer, de Stat brauch

déi Recetten. De Stat, fir seng Aufgaben ze erfüllen vun öffentlecher Déngschtleeschung, vun Infrastrukturen a vu sozialem Ausgläich, brauch déi Suen, fir kënnen ze fonctionnéieren, an am Intérêt och vun deene Leit, déi net esou vill hunn a sech net alles selwer kënne leeschten, ze fonctionnéieren.

A wann hei gesot ginn ass vun engem vun de Virriedner, d'Regierung hätt kee Plang B gehat, esou ass dat wahrscheinlech och richtig. Et ass sécher och richtig. Mä de Plang A vun där neier Regierung, deen huet awer wäitgehend an déif Konsequenze fir d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, an net déi, déi am Ausland konsuméieren. Wa mer déi 1,1 Milliarde géifen ausgläichen duerch d'TVA-Erhéijung, wat d'Regierung net wëllt, da misst all Stot zu Lëtzebuerg all Joers 5.500 Euro méi bezuelen.

Wann och nëmmen, an dat ass jo éischer schonn dat, wat d'Regierung wëll esou huet, 700.000 Euro géife missen ausgeglaach ginn, kompenséiert ginn, da kascht dat all Stot zu Lëtzebuerg all Joers an der Moyenne 3.500 Euro.

An dat, wat mech besonnesch schockéiert huet an där Diskussioun, wéi mer hei beim Budget driwwer geschwat hunn, och bei der Lag vun der Natioun, ass dat, datt de Premier gesot huet, en Ausgläich fir Familljen, déi Schwierigkeiten hätte mat wéinegem Akommes, kéim net a Fro. Ech fannen dat d'autant méi schockant, wou hei geschwat gëtt iwwert déi, déi elo scho Schwierigkeiten hunn, fir um Enn vum Mount d'Enne beieneen ze kréien, an ech fannen et gradesou schockant, datt LSAP a Gréng bis elo net dorobber reagéiert hunn.

Well de President mech awer gefrot huet, fir meng Interventioun an zwee ze deelen, well de Finanzminister wierklech muss säi Fliger huelen, wat ech och respektéieren, wëll ech just elo op d'Motioun agoen, op déi aner Froen dann duerno zrëckkommen, esou wéi ech dat proposéiert kritt hunn.

An eiser Motioun steet dran, datt d'Konsequenze vun der TVA-Erhéijung net kënnen net kompenséiert ginn, an ech mengen an ech hoffen, datt mir eis heibannen eens sinn, datt mindestens partiellement oder zu engem gréisseren Deel müssen nei Recettë gesicht gi fir de Stat.

Mir invitéieren awer d'Regierung, fir zesumme mat de Sozialpartner no Alternativen ze sichen zu enger Erhéijung vun der TVA, a mir hätte gären, datt, egal wéi d'Léisung ausgesäit, se sozial gerecht soll gestalt ginn.

Ech géif dann opgrond vun der Proposition vum President, nodeem datt de Minister konnt Positioun huelen, duerno op déi aner Aspekter zrëckkommen.

Motion 1

Vu les pertes pour l'État luxembourgeois résultant des conséquences de la transposition en droit luxembourgeois de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant la T.V.A.;

vu la nécessité de compenser celles-ci, au moins partiellement, par d'autres recettes au bénéfice de l'État à partir du 1.1.2015;

la Chambre des Députés

invite le Gouvernement

à se concerter avec les partenaires sociaux sur des solutions alternatives à une augmentation des taux de la T.V.A.;

à assurer le caractère socialement juste de toute alternative.

(s.) Justin Turpel, Serge Urbany.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Turpel. An ech ginn dann direkt d'Wuert dem Finanzminister, fir op d'Debatt ze äntwerten an et nach fäerdegzebréngen, fir de Fliger en vol ze kréien.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Merci, Dir Damen an Dir Hären Deputéierten, dass mir den Débat ganz e bësse konnten accélérieren; ech muss effektiv a véierzeg Minutten e Fliger fir London huelen.

Ech soen lech alleguerde Merci fir den Débat, an ech soen dem Guy Arendt fir d'Éischt gär Merci als Rapporteur fir déi Aarbechten, déi hie sech gemaach huet, an och fir säi Rapport haut hei.

Ech wëll dee Sujet hei guer net polemesch ugoen. De Sujet ass grav a schlëmm genuch a wäert eis alleguerden déi nächst Jore beschäftegen. Wéi richtig gesot ginn ass: Déi Pertë vun der TVA, déi sinn durabel, déi kréie mir net erëm, an déi Sue si fort. Mir müssen ëmdenken. Dat ass eng Nisch, déi verschwénnt, an dat kascht ganz vill Geld.

Mir wëssen, dass de Minimum, dee mir verléieren 2015, wäert ëm 600 Milliounen leien, mä



dat ass net ganz sécher, well et hântk jo dovunner of, ob déi puer grouss Firmaen heibleiwen an der Période transitoire, a mir wëssen, dass mir zum Schluss 1,1 Milliarde wäerte verléieren. Also egal wéi et geet, d'Perte wäert considéabel sinn.

Ech wollt just der Chamber hei soen, dass ech déi lescht Méint vill Kontakt hat mat deene Firmaen, fir se ze berouegen, fir alles ze maachen, fir dass se solle wéinstens an der Période transitoire heibleiwen. Ech war och duerfir am Mäerz zum Deel verschiddener vun deenen Entrepreneuren a Kalifornien besichen, an, loosse mer soen, ech sinn net ze vill pessimistes, dass e gudde Deel vun deene wäert bleiwen, mä ob si déi ganzen Zäit bleiwen, wësse mer net.

Ech géif och gären ënnersträichen, dass dat heiten effektiv den Élément déclencheur ass, firwat mer müssen e Budget de nouvelle génération maachen, well d'Enjeuen, déi mir hei hunn, esou grouss sinn, an et geet net duer mat spueren; et geet net duer mat traditionelle Mesuren. Et muss een eben de Budget nei oprullen an et ass och duerfir, dass d'Regierung dat wëllt maachen.

Mir hunn als gréisst Mesure bei der Recettësäit ugemellt, dass mir jo géifen d'TVA erhéien, an de Rescht oder de Gros vum Rescht gëtt mat enger Reduktioun vun Dépense gemaach.

Ee Wuert awer dann zu der Augmentation de TVA vun 2%. Dat gëtt jo gemaach op allen Tauxen, mat Ausnahm vum Taux super-réduit, dee bei 3% bleift. Ech hu festgestallt, dass déi gréissten Oppositionspartei dat jo och begréisst, well se dat och selwer virgeschloen hat, déi Augmentation de TVA. An ech fannen et och gutt, dass d'CSV deen heite Projet de loi wäert matstëmmen.

Ech wëll elo net an d'Detailer goe vun der Problematik vun deene verschiddenen Aspekter vun der Augmentation de TVA, ënner anerem deen iwwert de Logement locatif, well mir kréie Geleeënheet, wann d'Gesetz bis déposiert gëtt, fir do d'Argumenter allegueren ze échangieren.

Ech sinn och gefrot ginn, wéi vill dass dat géif abréngen, déi zweet Residenz, wann déi net méi dem Taux vun 3% ënnerluecht wier. Dat hântk ganz vum Perimeter of, deen ee sech do gëtt. Wann een zum Beispill sozial Wunnengen an aner Wunnengen eraushëlt, da changéiert déi Ziffer. Le moment venu, wa mer de Gesetzestext wäerten déposieren, da wäerte mer natierlech de Chiffre maachen.

Et sinn och Froe gestallt ginn iwwert d'Reforme fiscale, déi wéi gesot jo eréischt an e puer Joer wäert kommen. Mir fänken elo eréischt un, drop ze schaffen. Dat Eenzege, wat ech lech elo ka soen, wat d'Reforme fiscale ubelaangt, dat ass, dass et eng breet gëtt, dass se équilibréiert wäert sinn, dass se wäert Solidaritéssënn hunn an dass se dann eben net nëmmen op verschidde Mesurë ka gekuckt ginn. Dat gëtt och e globale Paquet.

Dat wär, wat ech wëilt zum Projet soen, zum éischte Volet.

Zum zweete Volet, deem vun dem Délai vun dräi Méint fir d'Bezuelen oder fir d'Contestéiere vun der TVA. Ech mengen, do hu mir och e gewëssene Konsensus, dass mir do net sollen e Re-cours gracieux erlaben, well d'TVA eng aner Steuer ass wéi d'direkt Steuern. An duerfir hu mir jo als Kompromëss proposiert, dass nëmmen an Härtefäll deen Délai kéint verlängert ginn. Dat schéngt mir eng équilibréiert Solutioun.

Als Konklusioun zu dësem Débat wëll ech soen, dass et e bëssen e Lancement ass vun der ganzer Iwwerleeung vun der Augmentation vun der TVA, déi an e puer Woche wäert hei déposiert ginn, an do wäerte mir d'Geleeënheet kréien, fir all d'Argumenter ze échangieren.

Ech soen lech alleguerte Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Pierre Gramegna. Ech ginn dovun aus, dass hien och zu der Motioun Stellung geholl huet. Ech géif dann d'Chamber bidden ëm Versteedsdemech, wann de Finanzminister eis verléisst, mä ech géif den Här Turpel bidden, dann den zweeten Deel vu senger Interventioun virzedroen.

Jo?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Entschëllegt. Wann Dir wëllt, Här President, kann ech e Wuert zur Motioun soen.

► **M. le Président.** - Wann Der esou léif wëllt sinn.

Motion 1

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Entschëllegt, ech hat mat der Madame Maggy Nagel uitgemaach, dass si et kéint soen, mä ech kann dat awer och elo schonn am Viraus soen, dat ass vläicht méi korrekt par rapport zum Här Turpel.

► **M. le Président.** - Dat mengen ech och.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et ass an der Rei, da maachen ech dat vun hei aus. Ech huelen d'Proposition zur Kenntnis, mä an den Ae vun der Regierung gëtt et keng Alternativ zur Erhéijung vun der TVA. De Problem läit grad an der TVA. Et ass do, wou mir d'Perte hunn, a mir kompenséieren doduerch, dass mer d'Augmentation de TVA ëm 2 % maachen, kompenséiere mir et nëmmen zu engem Drëttel oder zu engem Véirel. Also, dat ass, mengen ech, nach ganz räsonabel. A mir versichen, de Rescht jo iwwer Réductions de dépenses ze maachen, gréisstendeels. Duerfir gesinn ech keng Alternativ.

Wat de Punkt ubelaangt vun der Concertatioun mat de Partenaires sociaux, do sinn ech ganz d'accord, dass dat soll gemaach ginn, an d'Partenaires sociaux, dat huet d'Regierung an de Premierminister och gesot, wäerte consultéiert ginn an deem ganzen Exercice, dee mir amgang sinn, an der Regierung ze maachen, wou mir jo e ganze Paquet wäerte schnüren, deen op de Budget de nouvelle génération débouchéiert. Dat wäert am Summer geschéien an do wäerten d'Partenaires sociaux consultéiert ginn.

An där Hisiicht kann ech den honorabelen Deputéierte rassurieren, dass do Concertatioun wäert sinn. Voilà.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister, an den Här Turpel huet d'Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci. Do, wou ech virdrun opgehalen hunn, dat war, fir kloerzestellen, wat dat, wat d'Regierung wëlls huet mat der TVA-Erhéijung, ob dat elo ee Véirel ass oder een Drëttel vum Ausfall, wat dat all Familljen zu Lëtzebuerg kascht. Ech hunn lech ausgerechent: Bei 700.000 Euro, déi géife kompenséiert ginn, wieren dat 3.500 Euro, déi all Stot all Joers misst bäileeën.

Wou ech haaptsächlech wollt Wäert drop leeën, dat ass eben dat, fir ze soen, datt et Alternative gëtt! Dat soen net nëmme mir, mä dat soe grad d'Sozialpartner. Grad d'Gewerk-

schaften an hiren Avisen hunn drop higewisen - an ech mengen, datt d'LSAP an déi gréng deem och solle Rechnung droen an hire Stellungnahmen -, hunn drop higewisen, datt et wierklech Alternative gëtt zu enger TVA-Erhéijung, déi eben als Erhéijung vun enger indirekter Steuer déi ongerechtste Steuer ass, déi ee ka maachen.

Ech wëll op zwee Elementer hiweisen. Dat éischt Element, op wat ech wëll hiweisen, ass dat, wat ech lech scho gesot hat bei de Budgetdiskussionen: Zu Lëtzebuerg ass den Undeel vun deene Leit, déi schaffe ginn, vun de Salariéen um geschafene Mehrwäert an der Moyenne zéng bis 15% méi niddreg wéi an deene Länner ronderëm. Eleng dat, wann de Loun zu Lëtzebuerg méi gerecht wier, hätten d'Salariéen doduerjer all Joers véier bis sechs Milliarde méi zur Verfügung a géifen dorobber hir Steiere bezuelen, déi méi héich sinn - an dat ass deen zweete Volet -, wéi d'Steieren um Kapital.

Déi véier bis sechs Milliarden, déi d'Salariéen net kréien, déi bei d'Kapital ginn, déi ginn do relativ niddreg besteiert. An dat ass deen zweeten Aspekt vun Alternativen, dat ass deen, datt d'Steierongerechtgeet tëschen deene Leit, déi schaffe ginn a Steiere bezuelen, an de Kapitalbesëtzer, datt déi konstant zougehall huet. Konstant zougehall huet!

A wann een do nach eppes ännert, dat sinn d'Méiglechkeeten, dat sinn d'Alternativen, op déi d'Gewerkschaften hiweisen, déi sech opdinn zu enger ongerechter Erhéijung vun der indirekter TVA, esou wéi se hei geplangt ass.

Ech wëll elo net weider op aner Punkten agoen. Aus där Ursach misst eigentlech, mat deem Zousaz, deen de Minister gesot huet, misst eigentlech jiddwereen hei kënnen fir déi Motioun stëmmen, déi mer virgeluecht hunn.

Ech wëll awer nach op een zweete Punkt agoen. Dat ass dat, wat virdrun hei ugedeit ginn ass iwwer Europa. Ech mengen net, datt et just d'Saach ass vu Posten an Europa, firwat datt et zu Lëtzebuerg de Leit schlecht geet. Ech mengen, et geet de Leit zu Lëtzebuerg grad esou schlecht, wéi a villen anere Länner, an d'Politik, déi zu Lëtzebuerg gemaach gëtt an där Hisiicht, ass déi nämlecht Politik wéi déi, déi an Europa gemaach gëtt. An dat ass eng Politik, déi dee falsche Wee ass.

Dat ass eng Politik, grad déi Politik huet dozou gefouert, datt, net nëmme wat d'Krisenbewältigung ugeet, mä och wat aner Mechanismen ugeet, et zu enger Emverdeelung komm ass a ganz Europa, déi mat sech bruecht huet, an ech mengen, Dir misst d'Chiffere bal kennen, datt déi, déi wierklech Suen hunn, ëmmer méi Sue kréien, an déi, déi manner hunn, ëmmer manner kréien.

Egal ob mer déi iewescht 5% vergläiche mat deenen ënneschte 5% oder ob mer déi iewescht 10% vergläiche mat den ënneschten 10%, déi iewescht 30% mat deenen ënneschten 30%, déi Ennerscheeder si gewuess - ech hunn d'Chifferen och eng Kéier hei gesot gehat -, souguer méi staark gewuess wéi an de Länner ronderëm, mä generell an Europa gewuess.

An dorunner schold, d'Ursach dovunner, d'Ursach dovunner, déi ass faassbar, dat ass de Lobbyismus vu grousser Multien a Finanzgesellschaften, déi an Europa gräift. Dat huet vläicht eppes mat Posten ze dinn, mä dat huet haaptsächlech mat Politik a mat Lobbyismus ze dinn.

Dat huet eppes ze di mat Muecht.

Wien übt d'Muecht an Europa aus? Dat ass, wie bestëmmt, wat an Europa geschitt.

An dorunner ännere mer näischt doduerch, datt mer eis op national Grenzen zrëckzéien an erëm nei Grenzen oprichten. Dorunner ännert sech eppes doduerch, datt mer eng aner europäesch Politik maachen! An net duerch een Zrëckzuch, duerch e Réckzuch op eis eege Grenzen. Duerch eng aner Europapolitik, mat där mer et fäerdegbréngen, eng europäesch Mindestbesteuerung, eng Mindeststeuer an Europa anzeféieren, mat där mer et fäerdegbréngen, d'Benefisser emol korrekt ze eraassen a wie se hält, mat där mer Mindestléin an Europa kënnen maachen.

Dat brénge mer fäerdeg mat méi Matsproocherecht fir d'Bierger, fir d'Zivilgesellschaft, mat méi Matsproocherecht fir d'Europaparlament, mat méi Matsproocherecht fir déi national Parlamenten.

An dat ass eng Aufgab, an domadder halen ech op, déi och op d'national Parlamenten wäert zoukommen, ganz anescht wéi bis elo, déi ganz anescht wéi bis elo muss wouergeholl ginn, nämlech am Virfeld vun den europäeschen Diskussiounen matschwätzen, fir der Regierung, ier se op Bréssel geet,...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

...der Regierung, ier se op Bréssel geet, mat driwwer ze diskutieren, wat hire Mandat ass, an do op eng demokratesch Aart a Weis eng Décisioun ze huelen. Awer och herno, wa mer consultéiert gi bei der Émsetzung, ech fannen dat eng relativ Katastroph, wéi iwwerflächlech dat an dëser Chamber geschitt.

An ech mengen, déi Chamber hei muss Efforte maachen an nächster Zäit, fir op eng ganz aner Aart a Weis déi europäesch Dossierer ze behandelen. Dat betrëfft d'Chamber en tant que tel, dat betrëfft déi politesch Gruppen an et betrëfft natierlech och d'Ressourcen, déi mer brauchen, fir dat iwwerhaupt kënnen ze maachen. Well ouni uerdentlech Ressourcë wäerte mer dat net fäerdegbréngen. Mä dat ass d'Aufgab, déi op eis zoukënn, an net just, sech an eist Schleeckenhaischen an national Grenzen zrëckzéien.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Domat wär eis Diskussioun ofgeschloss a mer géifen zum Vote iwwert den...

(Interruption)

Ah, den Här Claude Wiseler freet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, ech wollt just awer kuerz motivéieren, firwat mer déi hei Motioun net stëmmen. Aus deem ganz einfache Grond, well et ganz kloer ass, datt déi Augmentatioun vun der TVA vun eiser Partei och virun de Wahlen ugekënnegt ginn ass an datt mer och do hannendrustinn, ausser deem Deel, deen d'Augmentatioun vun der zweeter Wunneng ugeet. Wann natierlech hei gefrot gëtt, datt muss diskutéiert gi mat de Sozialpartner, fënnst dat och eis Zoustëmmung. Mir kënnen awer evidenteweis dës Motioun net stëmmen.

► **M. le Président.** - Den Här Wiseler war senger Zäit viraus. Mir wollten elo just iwwert den Ensemble vum Projet ofstëmmen. Et ass awer kee Problem; wat gemaach ass, ass gemaach. Mir géifen also zu der Ofstëmmung

■ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

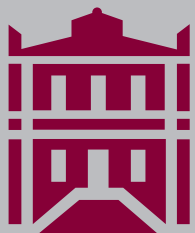
■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chambre aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6642 iwwergeen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6642 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6642 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Losché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

► **Une voix.** - Neen!

(Assentiment)

► **M. le Président.** - Et ass eng iwwerzeegend Majoritéit,...

(Hilarité)

► **Une voix.** - Iwwerzeegend net!

► **M. le Président.** - ...déi Jo seet.

Mir géifen dann zur Motioun iwwergeen, déi ech als genügend motivéiert ugesinn. D'Regierung huet och Stellung bezunn.

Wëllt nach eng vun de Fraktiounen dat maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da géife mer zum Vote iwwert d'Motioun iwwergeen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass ofgeschloss an d'Motioun ass ofgelehnt mat 54 Nee-Stëmmen, géint 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme Nancy Arendt), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Losché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Voilà, da géife mer zum nächste Projet oder zum viregte Projet, wéi et besser géif heeschen, iwwergeen. Dat ass de Projet 6643, eng Konventioun iwwer eng géigesäiteg administrativ Hëllef am Fiskalberäich. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An den Här Guy

Arendt, den honorabele Rapporteur, huet d'Wuert.

12. 6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, dëse Projet de loi ass de 6. Januar vun dësem Joer vum aktuelle Finanzminister déposéiert ginn. Et geet dobäi ëm d'Approuvéiere vun, éischtens, enger Konventioun iwwert déi géigesäiteg Verwaltungshëllef am Steuerberäich an zweetens vum zousätzlechen Annerungsprotokoll, déi alle béid den 29. Mee 2013 zu Paräis vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen goufen an Ännerungen um allgemenge Steiergesetz virgesinn.

D'Beruffskummer huet hiren Avis den 30. Januar 2014 eraginn, an d'Aarbechterkummer de 6. Februar 2014. De 25. Mäerz huet de Statsrot sech de Gesetzesprojet ugekuckt a säin Avis dozou ofginn. An den 22. Abrëll huet d'Cofibu sech mam Gesetzestext ausenanergesat an den Avis vum Statsrot diskutéiert. De schréffleche Rapport ass den 29. Abrëll an der Kommissioun ugeholl ginn.

Här President, ech gi kuerz op déi Konventioun an den Annerungsprotokoll an, déi duerch dëse Gesetzesprojet approuvéiert solle ginn. D'Konventioun ass souwuel vum Conseil de l'Europe an der Organisatioun fir déi wirtschaftlech Kooperatioun an Entwécklung - OCDE - ausgeschafft ginn. Et geet heibäi ëm d'Transparenz an ëm den Informatiounsautausch, wat d'Steieren ugeet, mat dem Zil, eng gréisser Zesummenaarbecht tëschent den Autoritéite vun de beträffene Länner ze erméiglechen.

Dës Konventioun setzt e multilaterale Kader, deen et de Länner erlaabt, géint den internationale Steuerbedruch virzegoen, andeems eng ganz Rei vu Froen am Zesummenhang mam Informatiounsautausch am Beräich vun de Steiere festgeluecht ginn. Et handelt sech heibäi ënner anerem ëm d'Zoustellung vun de respektiven Dokumenter an dem Recouvrement vun auslännescher Steierschold. Den Informatiounsautausch ka sech entweder per Ufro oder duerch eng automatesch Prozedur oder op eng spontan Manéier maachen.

Ech wëll elo hei net weider op déi technesch Detailer agoen, mä dës Konventioun ass 1988 fir d'Länner vun dësen zwou Organisatiounen, dem Conseil de l'Europe an der OCDE, opgemaach ginn. 2010 ass se dunn duerch deen ernannten Annerungsprotokoll ofgeännert ginn, an zwar éischtens, fir hire Contenu op eng international unerkannten Norm unzepassen, an zweetens, fir se fir Länner opzemaachen, déi weder an der OCDE nach am Conseil de l'Europe representéiert sinn. Dës adaptéiert Norm ass souwuel vun OCDE-Länner wéi och Net-OCDE-Länner ausgeschafft ginn, déi sech am Kader vum Weltforum zur Transparenz an dem steierlechen Informatiounsautausch gesinn hunn. Si ass soumat international unerkannt a steet och am Artikel 26 vum Modell vun der OCDE-Steier-Konventioun.

Här President, Lëtzebuerg huet dës Konventioun an den Annerungsprotokoll den 29. Mee 2013 zu Paräis ënnerschriwwen. Dës Instrumenter ginn eisem Land ënner anerem d'Méiglechkeet, fir Steieren (Impôts) an Abgaben (Taxen) ausserhalb vun eisem Territoire ze recouvréieren an domadder eis aktuell Kompetenzen ze erweideren.

Da wëll ech och nach kuerz méi speziell op den Artikel 30 vun der Konventioun agoen, well dëse fir eist Land vu Wichtegkeet ass. Dësen Artikel erlaabt et de Signatairen, prezis definéiert Reserven ze formuléieren. An dësem Kader entschëtt Lëtzebuerg sech, eng Rei vun Ausnahmen virzugesinn, wat den Informatiounsautausch bei Steieren ugeet. Domadder ass d'Unzuel vun de Steierkategorien, déi duerch dës Konventioun beträff sinn, limitéiert op folgend Steieren: den Impôt sur le revenu des personnes physiques, den Impôt sur le revenu des collectivités, den Impôt sur la fortune an den Impôt commercial communal.

Souwuel d'Handwierkerkummer wéi d'Aarbechterkummer an de Statsrot begreissen dëse Gesetzesprojet. Sou wéi dat och am Koalitiounsaccord ze liesen ass, setzt Lëtzebuerg sech fir d'Transparenz a Steierfroen a géint den internationale Steuerbedruch an a schafft dofir mat anere Länner zesummen, sief dat an der EU oder an der OCDE.

Dës Konventioun ass vu ganz ville Länner ënnerschriwwen ginn, ënner anerem vun all de G20-Staten an de BRICS-Länner, déi sech elo ëmmer méi entwéckelen. Dëse Gesetzesprojet verankert eist Land an enger internationaler Communautéit, déi op Transparenz bei Steierfroen setzt.

Här President, ech wëll op dëser Plaz dann nach dem Finanzminister Merci soe fir déi gutt a schnell Zesummenaarbecht mat der Chamber. An dat gesot a mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätzt, bréngen ech heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zu deem virleiden Text.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Arendt. Éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ganz kuerz, ech wëll dem Guy Arendt Merci soe fir säi schrëfflechen a mündleche Rapport. Hien huet ënnerstrach, dass dat hei e wichtege Projet de loi ass fir de Ruff vun eisem Land a besonnesch vun eiser Finanz- a Bankplaz. An ech wëll och soen, dass mir als CSV zu enger propperer Bankplaz Lëtzebuerg stinn an dass fir eis och Steierflucht a Steuerbedruch keng Kavaliérsdelikter sinn.

Wat eigentlech dës Konventioun als Ursprung huet, ass dee faméis G20-Sommet zu London vun 2009, wou eist Land praktesch iwwer Nuecht op eng sougenannten „gro Lëscht“ vun deenen net kooperatiounswëllege Steierparadäiser gesat gouf. An do huet de fréiere Finanzminister zesumme mat de Beamten aus de Ministère gekuckt, fir esou schnell wéi méiglech eng ganz Rei vun Duebelbesteierungsofkommissen ofzeschlëssen, déi och schonn déi heite Kooperatiounsstandarden zur Basis haten.

Kuerz e Wuert zu deem, wat den Inhalt vun dëser Konventioun ass, nämlech, éischtens, kann eng Notifizéierung vun engem Steuerbescheed vun enger Lëtzebuerger Steierverwaltung direkt an engem vun deene 60 Signataireslänner gemaach ginn. Dat ass eng wesentlech administrativ Vereinfachung. Et setzt natierlech viraus, dass déi Länner och akzeptéieren, dass esou eng vereinfacht Notifikatioun gemaach gëtt.

Zweetens spillt dës Konventioun och fir d'Andeewe vum enger Steierschold. An do wëll ech nach eng Kéier drän ënnersträichen, dass mir et begreissen als CSV, dass och mat dëser Konventioun op engem internationale Plang dee sougenannten „information fishing“ net méiglech ass. Et geet also net, dass einfach eng Steierverwaltung aus engem vun deenen anere Signataireslänner op Lëtzebuerg eng Notifizéierung mécht a seet: Macht Dir eng Saisie toutes banques! Ech mengen, wann eng Steierschold am Ausland ufält an déi Steierverwaltung aus dem Ausland der Meenung ass, dass zu Lëtzebuerg Sue sinn, déi misste saiséiert ginn, da ka se dat maachen, mä si muss ganz kloer soen, op wat fir enger domat genannter Bank dës Saisie sollt gemaach ginn.

Datselwecht zielt fir den Informatiounsautausch. Dee kann nëmme geschéien no eisen interne Prozeduren, wéi se an engem Gesetz vun 2010 stinn, vun deem dee leider verstuerwenen Här Thiel, de Lucien Thiel, deemools Rapporteur war, wou déi genee Prozedur virgesinn ass, no wat fir enge Kritären eng Steierverwaltung kann Informatiounen bei enger Bank anhuelen. An do ass och fir dee Beträffenen eng Recoursméiglechkeet ginn.

Eng lescht Saach ass déi, dass, och wann dat hei ganz héich Kooperatiounsstandarde sinn, fir d'Lëtzebuerger an déi Leit, déi hei residéieren, selbstverständlech d'Bankgeheimnis wäert bestoe bleiven. Et soll een och dat eng Kéier kloer ënnersträichen, an zu deem sti mir och als CSV, well fir eis d'Bankgeheimnis och en Deel Schutz vun der Privatsphär vun deem Eenzelnen ass.

Eng lescht Remarque ass déi: De Guy Arendt huet preziséiert, dass dës Konventioun sech applizéiert fir Lëtzebuerg mat deene Reserven, déi déi fréier Regierung gemaach huet, mä ech mengen, déi breet gedeelt ginn, nämlech sech ausschliisslech op d'Personebesteuerung, d'Betriebsbesteuerung, d'Gewerbesteuer an d'Vermögenssteuer applizéiert. Net dovunner beträff si wéi gesot d'Grundsteuer a virun allem och d'Ierfschaftssteuer.

Mat deenen Observatiounen ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Roth. Nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, fir och den Accord vun eiser Fraktioun hei eranzebréngen, wat déi heite Konventioun ugeet,

bei där een e bëssen awer, wann een d'Geschicht kuckt vun där Konventioun an d'Assumatioun vu Lëtzebuerg zu där Konventioun, gesäit, dass et ënnert dem Drock vun Evenermenter zu engem lichte Paradigmewissel komm ass an der Lëtzebuerger Politik.

Et ass jo awer frappant, dass d'Grondkonventioun schonn zënter dem 25. Januar 1988 besteet an dass et gedauert huet bis 2013, also genau 25 Joer, bis Lëtzebuerg d'Konventioun selwer an dann och en Amendement, deen 2010 gemaach ginn ass, eigentlech ënnerschriwwen huet. Dat beweist, dass während laange Jorzéngten eigentlech Lëtzebuerg hei wéineg Interessi hat un deenen heite Regeln, och wa mäi Virriedner déi elo als ganz positiv duergestallt huet.

Op jidde Fall muss ee feststellen, dass déi successiv Lëtzebuerger Regierungen, soubal et ëm d'Fro vun enger Kollaboratioun tëschent Steierverwaltunge gaangen ass, egal fir wat fir eng Steieren, eigentlech éischer d'Tendenz haten, fir ewechzekucken, wéi fir déi doten Texter ze ënnerschreien.

Mir wëssen, dass sech do d'Welt an deene leschte Jore geännert huet, dass mer ënnert dem Drock vun all méiglechen internationalen Organismen, GAFI an ähnlechen, eng ganz Rësch vun Efforte gemaach hunn, fir eis konform ze setzen zu ëmmer méi contraignant internationalen Regeln.

An ech mengen eigentlech, dass dat do dee richteg Wee ass, dee mer do ginn, och wa mer als Lëtzebuerger Land deen dote Wee net ganz fräiwëlleg ginn, dat wësse mer allegueren heibäi. Ech mengen, et ass awer richtig, dass mer deen Accord hei esou och guttheeschen an dass mer och déi Reserven do als Lëtzebuerg mat agebaut hunn.

Ënnert deene Virbemerkungen, wéi gesot, den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deem heite Projet de loi.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Nächste Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Just, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir säi schrëfflechen a mündleche Rapport an den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Dann ass nächste Riedner den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, et ass awer wichteg, drop hinzewiesen, datt dat heiten eng Konventioun ass, déi net nëmme vun der EU, mä och vun der OECD an och vum Conseil de l'Europe gedroe gëtt. Ech mengen, et ass eng Konventioun, déi vun '88 un usteet, wéi den Alex Bodry dat elo richteg gesot huet, an déi wierklech laang gebraucht huet, fir ëmgesat ze ginn. Déi am Fong geholl ee Bäitrag soll sinn zur Transparenz a Steierfroen; dat heescht, ee wesentleche Bäitrag, fir Steierhannerzéiung ze verhënnere.

An do sinn dräi Outilen virgesinn, dräi Moyene virgesinn: Dat eent, dat ass Informatiounsautausch, dat Zweet ass d'Zoustellung vun Dokumenter, prezisen Dokumenter, an dat Drëtt, dat ass d'Anzéie vu Steierscholden. Lëtzebuerg ass elo praktesch op dee leschte Wagon gespronge vum leschten Zuch, fir do nach derbäi ze sinn, zesumme mat enger ganzer Rei anere Länner, a fir domadder am Fong geholl ze éviéieren, datt Lëtzebuerg erëm op déi gro Lëscht kënnt vum Forum mondial, wat d'Transparenz géint Steierhannerzéiung ugeet.

Wat awer wesentlech ass an där Konventioun, déi mer elo hei virleien hunn, haaptsächlech net an der Konventioun, mä am Projet de loi, dee mer hei virleien hunn, dat sinn d'Reserven, déi Lëtzebuerg umellt. Lëtzebuerg seet, si géife keng Hëllef bidden, iwwerhaapt keng Assistenz bei beispillsweis engem ganze Beräich, bei engem ganzen Deel vu Steieren, zum Beispill bei Sozialversécherungen, Successiounen, Donatiounen, Propriétés immobilières, TVA an esou weider an esou fort, déi do opgezielt sinn.

Elo kann ee soen, datt an der EU aner Instrumenter besti fir deen Informatiounsautausch. Awer nëmme an der EU! Mat der Schwäiz, mat Liechtenstein an esou weider verzichte mer also op eng Assistance en matière de transparence vun de Steieren. Mir verzichten also do, aktiv eis un der Steierhannerzéiung ze bedeelegen (veuillez lire: aktiv eis un der Bekämpfung vun der Steierhannerzéiung ze bedeelegen).

An da gëtt et een zweete Volet, wou iwwerhaapt keng..., pardon, wou et eng ageschränkten Hëllef gëtt, nämlech déi, fir bestëmmten Dokumenter auszeliwweren a Steierscholden anzedreien. Dat ass déi op de Revenuen, op den Impôts sur revenu a Benefiss, „en gain en capital“ an „en actif net“, awer nëmme, wa se



vu State kommen. Wann et sech ëm departemental, politesch Departementer handelt, wéi Länner an Däitschland oder Departementer a Frankräich, da maache mer erëm keng Hëllef. A wann et sech ëm d'Collectivité locale handelt, maache mer och keng Hëllef. A mir maachen och keen Échange d'informations, mä mir beschränken eis drop, wa Steierscholde gefrot si ginn, fir déi anzezéien a fir ganz prezis Dokumenter auszustellen.

Dat Ganzt ass also esou minimalistesch, wéi een et nëmme ka maachen. Esou minimalistesch, wéi een et nëmme ka maachen! Dat Ganzt ass ee Schwäizer Kéis. Awer ee mat esou grouse Lächer, datt eigentlech näischt méi iwwreg bleift vum Kéis.

Ech froen d'Regierung: Wéi wëllt...

(Interruption et hilarité)

Wéi wëllt ee mat enger Pasette engem Duuschtreg Waasser ginn? Esou ass dee Projet hei. An eigentlech ass dat kee reelle Bäitrag vu Lëtzebuerg géint Steierhannerzéiung. Mat där do Aart a Weis, fir géint Steierhannerzéiung virzegoen oder net virzegoen, géif Lëtzebuerg eigentlech weider op déi gro Lëscht vum Forum mondial gehéieren.

Merci.

► **M. le Président.**- Domat wäre mer um Enn vun der Diskussioun. D'Wuert huet d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech schlësse mech de Wiederer u a soen dem Guy Arendt Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Den Här Gramegna huet mer d'Wuert ginn. An ech ginn et och eriwwer, datt d'Regierung näischt méi dozou ze soen huet a sech uneschléist un déi breet Majoritéit, déi dann elo wahrscheinlech heibäi erauskënn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Nagel. A mir géifen dann iwwert de Projet 6643 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6643 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

Et hu 56 Deputéiert un der Ofstëmmung direkt oder indirekt deelgeholl. 54-mol Jo an zweemol Neen. Domat ass de Projet 6643 ugehall.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6643 est adopté par 55 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel (par M. Franz Fayot), Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Eugène Berger), Mme Simone Beissel (par M. Lex Delles), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter) et Mme Christiane Wickler;

MM. Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer d'Question avec débat n°1 (veuillez lire: Question élargie n°1) vum Här Marc Lies iwwert d'Unzuel vu Wunnengen, déi am Kader vum Pacte Logement gebaut gi sinn. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet

duerno zéng Minutten zur Verfügung. D'Wuert huet den Här Marc Lies.

13. Question élargie n°1 de M. Marc Lies sur le nombre de logements achevés dans le cadre du Pacte Logement

► **M. Marc Lies (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Minister, déi mer och de Mëtten da ganz häerzlech hei begréissen, wäert jo elo sécher haut, no dräi Méint gedëllegem Waarden an nodeems d'Madame Minister dann effektiv virun enger Woch eis net op dës - vun där mer awer mengen - einfach Fro konnt oder wollt äntwerfen, datt mer haut eng detailléiert a fundéiert Äntwert kënnen kréien...

(Interruption)

...op dat, wat dann...

Här Berger, huet een lech eppes gefrot?

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Marc Lies (CSV).**- ...déi ominéis Zuel vu 7.300...

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Wann ech gelift! Wann ech gelift! Wann ech gelift! Mir loosse den Riedner schwätzen. An den Här Riedner adresséiert sech un d'Chamber an u soss keen.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Merci, Här President.

► **M. Eugène Berger (DP).**- An dat op eng manéierlech Aart a Weis.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Formidabel.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Sou, an elo ënnerbrieche mer de Riedner net méi.

► **M. Marc Lies (CSV).**- ...eng detailléiert a fundéiert Äntwert kënn ginn op déi ominéis Zuel vu 7.300 Wunnengen, déi zënter Ufank vum Pacte Logement nëmme solle gebaut gi sinn.

De Wunnengsbau, ech mengen, dat wësse mer allegueren hei am Land, ass eng Haaptprioritéit, net nëmme vun dëser Regierung, mä, ech mengen, eng Préoccupatioun vun allegueren de Leit hei am Land.

An dësem Kontext soll och de Pacte Logement op seng Effikassitéit hin iwwerpréift a wann néideg ugepasst ginn. An deene leschte Jore kouw et hei zu Lëtzebuerg zu enger richteger Explosioun, wat d'Populatioun ugeet, dëst sécherlech bedéngt duerch dat favorabelt wirtschaftlecht Ëmfeld vun eisem Land, sécherlech awer och bedéngt duerch d'Scholkris hei an Europa, ënnert där notament eng Rei südeuropäesch Länner extrem leiden.

Zënterdeem datt de Pacte Logement a Kraaft getrueden ass, goufe knapp iwwer 200 Milliounen un d'Gemengen ausbezuel. Suen, mat deenen nei Schoulen, Maisons relais, effentlech Équipement a Sozialwunnege konnte finanziert ginn. Suen, déi an d'Weiderentwécklung vun eisem Land gefloss sinn. Suen, déi och eiser Wirtschaft während Krisenzäiten zeguttkomm sinn.

D'Madame Minister stellt de Pacte Logement a Fro, well am Zäitraum 2008 bis 2013 nëmme eng 7.300 Wunnenge realiséiert gi wieren. Eng Zuel, déi der Realitéit net entsprécht. Op Nofro hin an der zoustänneger Chamberskommissioun, wéi d'Madame Minister un déi Zuel géif kommen, bleift si eis bis haut eng konkret a fundéiert Äntwert schëlleg.

Mir als CSV-Fraktioun kënnen eis net domadder zefridde ginn, datt dës Pressebriefing vum 7. Februar iwwert de Pacte Logement nëmme sollt als Muntermacher respektiv als Bashing un de Gemengen an un der viregter Regierung déngen.

Ech wëllt hei rappéléieren, datt de Minister Schank an de Joren 2010 an 2012 e Pèlerinage duerch d'Gemengen, oder, wéi d'Madame Minister et seet, säi Piedchen duerch d'Gemenge getréppelt huet an hei eng ronn honnert Prozent vun de Gemenge konnt sensibiliséieren, datt se méi aktiv sollen an de Wunnengsbau investéieren.

Mir sinn iwwerzeegt, datt de Pacte Logement een effikass Instrument ass a verweisen dofir op d'Zuele vum Statec. De Statec seet nämlech, datt am Zäitraum vun 2007 bis 2011 insgesamt 16.193 Wunnengen entstane sinn. An de Joren 2012 an 2013 goufe 5.724 Bauge-nemegungen an de Gemengen ausgestellt.

Also, an deem Zäitraum, wou de Pacte Logement bis elo leeft, an awer ouni déi retroaktiv Gemengen, déi virun 2007 bäigetruede si respektiv dem Pacte Logement unhänken, ze considéieren, sinn 21.917 nei Logementer

fäerdeggestallt respektiv amgaange fäerdeggestallt ze ginn. Dat wieren der dräimol méi, wéi d'Madame Minister behaupt huet, an et wier een domadder och nach bal där reeller Demande u Wunnenge gerecht ginn.

Fir datt mir an dësem Beräich an Zukunft déi richteg Konklussioun kënnen zéien, wëll ech der Madame Minister folgend Froe stellen:

Stellt d'Madame Minister déi offiziell publizéiert Zuele vum Statec iwwert déi fäerdeggestallte Wunnengen a Fro? Jo oder neen?

Wou kënnt d'Madame Minister un déi Zuele vu 7.300 Wunnengen? Wéi goufen déi Zuelen erhuewen an op wat fir eng Source gouf sech hei baséiert?

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Lies. Domat huet d'Wunnengsbauministesch, d'Madame Maggy Nagel, d'Wuert.

► **Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement.**- Här President, honorabelen Här Deputéierte Marc Lies, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn am Fong allen zwee recht, bei deem, wat mer gesot hunn, deem, wat Dir elo gesot hutt, an deem, wat ech déi lescht Zäit gesot hunn. An et misst jo awer keen anere besser wéi Är Partei wëssen, wéi dee Pacte Logement entstanen ass, wéi en ugepaakt ginn ass a wou mer do stinn. Et deet mer just leed, datt elo mäi Virgänger, de Marco Schank, net méi am Sall ass, well deen hätt mer missen elo hei recht ginn an och mam Kapp Jo wénken.

Zu Är Fro, zu Är Question élargie. Am Kader vun engem realistesch Calcul vun der Zuel vun de Wunnengen, déi fäerdeggestallt gi si säit dem Akraaftriede vum Gesetz Pacte Logement vum 22. Oktober 2008 muss een an däréi een net vergiessen, datt déi eenzeg Obligatioun vun deenen 98 Gemengen, déi d'Konventioun ënnerschriwwen hunn, ass a wor, e Minimum vu 15% Wuesstum vun der Populatioun ze erreechen, an dat bannent enger Periode vun zéng Joer.

D'Fichieren, déi d'Gemengen als Annex vun der Konventioun hu missen erarechen, notament iwwert d'Wunnengsbauprojeten, déi fäerdeg waren, haaptsächlech fir déi 33 Gemengen, déi retroaktiv 2003 bis 2013 dës Pakt ënnerschriwwen hunn, oder déi an der Maach wore respektiv déi nach sollte realiséiert ginn, déi Wunnengsbauprojete waren a sinn nach ëmmer purement à titre indicatif.

Wouer ass, datt eent vun den Haaptziler vum Pacte Logement war an och nach ass, d'Offer vun de Wunnengen ze erhéien an esou d'Präisser um Wunnengsmaat no ënnen ze impaktéieren. Dofir ass et och legitim, d'Zuel vun de Wunnengen ze determinéieren, déi effektiv bis elo gebaut gi sinn am Kader vum Pacte Logement.

Engersäits hu mer d'Zuele vun enger Statec, anersäits hu mer d'Zuelen aus dem Ministère, déi virleien. An dat sinn déi Zuelen, déi fir mech maassgebend sinn. D'Zuel vu 7.300 fäerdeggestallte Wunnengen, déi ech während dem Pressebriefing vum 7. Februar an der Logementskommissioun vum 26. Mäerz genannt hunn, ass eng Statistik, déi baséiert op de Listing vum de Wunnengsbauprojeten, déi d'Gemengen eis an de Ministère eragereecht hunn an déi en principe am Kader vum Monitoring 2011 aktualiséiert goufen.

Or, déi Listing sinn 2011/2012 ni iwwerpréift ginn, wat meng Leit mer am Ministère gesot hunn, wat d'Exactitude vun de Projeten ubelaangt.

► **Une voix.**- Aha!

► **Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement.**- D'Utilitéit vun den Angabe wor haaptsächlech, fir kënnen ze moossen an ze estiméieren, ob déi jeeweileg Gemenge capabel waren, an där Periode vun zéng Joer de Wuesstum vu 15% ze erreechen. D'Chifferen an d'Projeten, déi d'Gemengen also uginn hunn, mussen also mat grousser Virsicht gekuckt ginn, vu datt se ni réellement iwwerpréift gi sinn.

Am Kader vum Monitoring 2014, deen elo Enn dëst Joer virgestallt gëtt, wäert eng Analys an e Contrôle vun de realiséierte Projete gemaach ginn, an dat duerch engersäits dem Checke vun den Angabe vun de Gemengen, wat d'PAP-Projeten ubelaangt, déi opgeléicht ginn, an anersäits duerch d'Kräize vun de Loftbiller 2013 mat de Kaarte vun 2007 an 2010, fir esou erauszefannen, op wéi eng eidel Parzellen eppes gebaut ginn ass, sief dat Haier oder Résidences.

En plus, dank deenen detailléierte Populatiouns-fichieren, déi d'Gemengen am Kader vum Monitoring 2014 mussen eraginn, wäert et dann eréischt méiglech sinn, zimlech genee erauszefannen, wéi vill Leit an deene realiséierte Wunnengen effektiv wunnen. Dës ganz

Aarbecht vu Recoupage vun de Kaarte respektiv d'Ausrechnungen, wéi vill Leit do wunnen, gëtt vum Observatoire de l'Habitat och gemaach.

Dës Woch gëtt de Courrier fir de Monitoring preparéiert an da geet e bei den Intérieur pour avis a spéitstens Enn nächster Woch kann e fortgeschéckt ginn. D'Gemenge kréien zwee Méint Zäit, fir ze äntwerfen, soudatt mer ab dem Summer d'Donnéeën am Ministère kréien an dann eréischt kënnen ufänken ze schaffen an, wéi ech uganks gesot hunn, Enn des Joers déi definitiv Chiffere kënnen presentéieren.

Richtig ass et, datt mer intensiv un deem schaffen, wat ech och schonn e puermol gesot hunn, dat heescht: Mir hunn de Pacte Logement a Fro gestallt. Mir hunn en Avis juridique gefrot. Et gëtt en Aarbechtsgrupp vum Syvicol, a mer sinn amgaangen, eng ganz Rei Pisten opzezechnen, wéi mer dee Pacte Logement kënnen der aktueller Situatioun upassen.

Wat de Statec elo seet, ass déi eng Saach. Ech hale mech als Minister vum Logement un déi Chifferen, déi ech virleien hunn. A wann Der e bësselche Gedold hutt, ech mengen, no deem Monitoring 2014 Enn des Joers, da si mer eis allegueren eens, an da gesi mer déi richteg Chifferen. An da sinn ech erëm ganz gare prett, fir heihinnerzekommen a fir eng Diskussioun mat lech ze féieren.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Minister. Den Deputéierten, den Här Marc Lies, huet d'Recht, eng Zousazfro ze maachen.

► **M. Marc Lies (CSV).**- Madame Minister, ech mengen, Dir sot eis elo, datt souwuel deen ee wéi deen anere recht huet. Gutt, ech mengen opgrond vun engem Dokument, dat och am Ministère erstallt ginn ass, wat ufanks Februar der Press zoukomme gelooss ginn ass, do steet ganz kloer dran, wat d'Autorisations de bâtir woren, wat d'Logements achevés woren. An ech mengen, Dir sot och, datt dat, wat de Statec erhieft, dat ass jo awer opgrond vun den Akten, déi effektiv vun Notaire kommen, soudatt do awer kloer festgeschriwwen ass, wat da wierklech u Wunnenge gebaut ginn ass, respektiv wat fir eng en état d'achèvement sinn, déi dann och fest bei den Notairen aktéiert sinn, sou misst dat jo awer da réellement deene Wunnengen entsprechen, déi och gebaut gi sinn.

Eng aner Fro, déi ech nach hätt, dat wär déi: Déi Suen, déi am Kader vum Pacte Logement investéiert gi sinn, déi 200 Milliounen, op déi ech virduen och verweisen hunn, an ech mengen, dat hutt Der och eng Kéier gesot gehat, datt déi Suen, datt déi à la fin du compte awer gutt investéiert wären. Ech wollt dat just nach eng Kéier confirméiert hunn, ob déi Suen dann dee Moment awer och gutt an de Gemengen investéiert gi sinn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci. D'Madame Minister huet d'Wuert, fir ze äntwerfen.

► **Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement.**- Här President, ech wëll nach eng Kéier dem Här Lies soen, datt ech mech un déi Chifferen halen am Kader vum Pacte Logement, déi virleie bei eis am Ministère. De Minister virduen huet sech och dorunner gehalen. A wann dat elo sech esou erausstellt, wat d'Statec fir Chifferen erausginn huet a wat fir Bauge-nemegungen dora sinn, tant mieux, da kënn mer um Enn vum Joer en anere Constat maachen, mir kënnen eng aner Diskussioun féieren, wéi mer dee Pacte Logement wëllen ëmänneren.

An da muss ech soen, nach eng Kéier, da si mer awer nach wäit vun deem ewech, fir wat d'Gemenge sech engagéiert hunn. Dat heescht, wéi se de Pakt ënnerschriwwen hunn, du war virgesinn, fir 52.000 Wunnengen ze bauen. Wa mer elo an der Halschent do ukomm sinn, ass et scho ganz gutt, mä et kéint nach besser ginn.

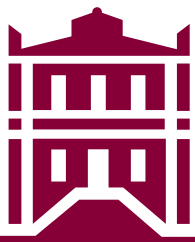
► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm. Eis nächst Sätzungswoch ass déi vum 3., 4. a 5. Juni. An der Zwëschenzäit gëtt vill an de Kommissiounen geschafft, fir dass mer esou vill wéi méiglech um Ordre du jour hunn.

Dat gesot ass eis Sätzungs ofgeschloss.

Ech soen lech Merci.

(Fin de la séance publique à 18.49 heures)



SÉANCE 22

MERCREDI,
4 JUIN 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. le Président
2. Communications
 - M. le Président
3. Changements de composition de commissions parlementaires
 - M. le Président
4. Ordre du jour
 - M. le Président, M. Fernand Kartheiser
 - Vote
5. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel
 - Exposé: M. Justin Turpel
6. Ordre du jour (suite)
 - M. le Président
7. 6514 - Projet de loi portant:
 - 1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,
 - 2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,
 - 3) modification du Code pénal,
 - 4) modification du Code d'instruction criminelle,
 - 5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques
 - Rapport de la Commission juridique: M. Guy Arendt
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Serge Urbany
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. 6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg et
6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire
 - Rapports de la Commission du Développement durable: Mme Josée Lorsché
 - Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Roger Negri (dépôt d'une motion), Mme Viviane Loschetter (dépôt d'une motion), M. Gusty Graas, M. Roy Reding, M. Justin Turpel, M. Franz Fayot, Mme Lydie Polfer
 - Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 6626 et dispense du second vote constitutionnel
 - M. Aly Kaes (motivation d'abstention), M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Serge Urbany, M. François Bausch
 - M. Claude Wiseler (parole après ministre), M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, M. Claude Wiseler
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi 6684 et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)
 - Motion 2: M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser
 - Vote sur la motion 2 (adoptée)
9. Ordre du jour (suite)
 - M. le Président, M. Justin Turpel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, François Bausch, Mmes Lydia Mutsch et Carole Dieschbourg, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.06 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.**- Ech maachen heimat d'Sëtzung op a wëll direkt d'Regierung froen, déi an décken Diskussiounen ass,...

(Interruptions)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Entschëllegt, Här President, ech war nach mat engem honorabelen Deputéierten am Gespréich.

► **M. le Président.**- Jo, ech hat festgestallt, Dir waart nach an animéierten Diskussiounen.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- D'Regierung huet keng Kommunikatiounen ze maachen.

► **M. le Président.**- Keng Kommunikatiounen. Villmools Merci dem Justizminister.

2. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerte läit hei um Dësch.

Den Ofännerungsvorschlag vun eise Chamberreglement 6691 iwwert de Code de conduite vun den Deputéierten ass den 30. Mee vun der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle deponéiert ginn.

Deeselwechten Dag gouf de Projet de loi 6692 iwwert de Compte général vum Joer 2013 heibannen deponéiert.

Den 3. Juni huet de Wirtschaftsminister de Projet de règlement grand-ducal 6693 iwwert d'Energieeffizienz vun de Gebaier hei deponéiert.

An op Ufro vun der Regierung ass iwwert den Arrêté grand-ducal de retrait vum 24. Mäerz 2014 de Projet de loi 5068 iwwert d'Organisation vun der Direktioun vun der Santé vum Rôle gestrach ginn.

Eng Lëscht mat de Petitiounen, déi den 28. Mee als recevabel erkläert gi sinn, souwuel vun der Petitiounskommissioun wéi och vun der Conférence des Présidents, ass un d'Fraktioun verdeelt ginn.

An dann, esou wéi den Artikel 168.-(5) vun eise Reglement et virgesäit, huet d'Présidentekonferenz sech eestëmmeg ausgeschwat fir d'Verschécken un déi zoustänneg europäesch Instanz vun engem Avis motivé zum Dokument COM(2014)180 iwwert d'Produktioun an den Etikettage vu biologesche Produkter.

Communications du Président - séance publique du 4 juin 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi, la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6691 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés portant introduction d'un Code de conduite des députés luxembourgeois en matière d'intérêts financiers et de conflits d'intérêts

Dépôt: Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, le 30.05.2014

6692 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2013

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 30.05.2014

6693 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 31 août 2010 concernant la performance énergétique des bâtiments fonctionnels

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 03.06.2014

3) Sur demande du Gouvernement et par arrêté grand-ducal de retrait du 24 mars 2014, le projet de loi n°**5068** modifiant la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la santé a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés.

4) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 28 mai 2014:

Pétition publique n°**355** - Économies d'énergie

Dépôt: 30.04.2014

Pétition publique n°**357** - Méi Sécherheet op de Stroossen

Dépôt: 02.05.2014

Pétition publique n°**364** - Pro neie Stadion!

Dépôt: 07.05.2014

Pétition publique n°**365** - Gratuitéit vum seconddairen Unterrecht, technesch a klassesch, am Artikel 23 vun der Verfassung verankeren

Dépôt: 08.05.2014

Pétition publique n°**370** - Umweltfreundliche Mobilität - Aufbau eines Ethanol-tankstellennetzes (E-85, Superethanol) in Luxemburg - Installation d'un réseau des pompes superéthanol (E-85) au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt: 14.05.2014

Pétition publique n°**372** - Non aux radars fixes! Oui à la répression des usagers de la route par une police physiquement présente! Say no to fixed radars and a big yes for more police presence on our roads!

Dépôt: 15.05.2014

Pétition publique n°**373** - Reconsidérer l'importance fondamentale des parents dans l'éducation de leurs enfants

Dépôt: 16.05.2014

5) Conformément à l'article 168.-(5) du Règlement de la Chambre des Députés, la Conférence des Présidents, en l'absence d'une séance publique en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, a décidé à l'unanimité de l'envoi d'un avis motivé sur le document COM(2014)180 relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, modifiant le règlement (UE) n°XXX/XXX du Parlement européen et du Conseil [règlement sur les

contrôles officiels] et abrogeant le règlement (CE) n°834/2007 du Conseil.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Changements de composition de commissions parlementaires

Dann hunn ech vun de Fraktiounen matgedeelt kritt, dass eng Rei vu Changementer an de Kommissiounen solle geschéien.

D'LSAP huet folgend Ännerung virgeschloen, wat d'Zusammensetzung vun der Commission de l'Économie ugeet: den Här Frank Arndt ersetzt d'Madame Tess Burton fir de Volet Énergie.

D'DP-Fraktioun huet eis folgend Ännerungen virgeschloen: An der Gesondheets-, Égalité des chances- a Sportskommissioun ersetzt den Här Eugène Berger den Här Gusty Graas fir de Volet Sports, an den Här Gilles Baum ersetzt den Här Edy Mertens fir deeseweichte Volet.

An der Kommissioun vun der Ëmwelt ersetzt den Här Gusty Graas den Här Eugène Berger fir de Volet Waasser.

Ass d'Chamber mat deenen Ofännerungen d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

4. Ordre du jour

D'Présidentekonferenz huet sech op deen Ordre du jour géeneegt, deen Der op Are Schiermer virfannt an ech wollt deen net nach eng Kéier am Detail opzielen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

Ech gesinn zwou Wuertmeldungen, déi vum Här Fernand Kartheiser an déi vum Här Justin Turpel. Ech géif dann den Här Fernand Kartheiser fir d'Éischt d'Wuert ginn.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, ech soen lech Merci. Ech wollt am Numm vun der ADR proposéieren, datt mer de Projet de loi 6626 iwwert den Tram, deen haut um Ordre du jour steet, vum Ordre du jour erofhuelen.

Et gëtt zwou Ursache fir dës Proposition: Déi éischt ass, datt eng Proposition de loi vum Kolleeg, dem Här Roy Reding, agereecht gouf viru Kuerzem am Mäerz, den 12. Mäerz. Déi ass den 1. Abrëll recevabel erkläert ginn an un d'Institutionskommissioun weidergeleet ginn.

Et ass eng iwwerschaffte Versioun vun där Proposition de loi, déi den Här Jacques-Yves Henckes hei scho proposéiert hat. An den Här Reding huet a senger Proposition de loi deene Kommentaren, déi notament vum Statsrot formuléiert goufen, Rechnung gedroen.

Et ass eis Iwwerzeegung, datt mer sollte fir d'Éischt eis Aarbecht als Parlament honoréieren, eng Proposition de loi vun engem Kolleeg, dee sech justement ëm déi Problematik Tram këmmert, och hei traitéieren, esou wéi et virgesinn ass. An dann eréischt, wa mer déi Décisioun iwwert déi Proposition de loi geholl hunn, ob et soll e Referendum ginn oder net, zweetens dann iwwert den Tram décidéieren.

Eis zweet Motivatioun fir déi Demande, fir haut iwwert den Tram net ze schwätzen, hânt mat der direkter Demokratie zesummen. Zënter 2005, an nach virdrun, gëtt de Leit hei am Land Appetit gemaach op méi direkt Demokratie. Mir haten och eng nei Prozedur ënner Ärer Presidentschaft hei agefouert, déi och d'Méiglechkeet vu Petitiounen opgemaach huet.

Elo hate mer eng Petitioun, wou méi wéi 7.000 Leit ënnerschriwwen hunn, déi den Titel „Géint den Tram a fir e Referendum“ gedroen huet. Mir denken, datt den Dialog mat de Pétitionnairen net an enger zefriddstellender Form gefouert gouf. A virun allem, datt och domadder de Leit e falscht Signal gesat gouf, wat d'Méiglechkeet vun der direkter Demokratie hei am Land ugeet.

Verschiede Parteien, och vun der Regierungskoalition, hunn an hire Wahlprogrammer op direkt Demokratie insistéiert. déi gréng zum Beispill hu geschriwwen, et sollt een: „demokratische Beteiligung im Alltag von Kindesbeinen an erlebbar machen“.

An eng aner Regierungspartei huet geschriwwen: „Für“ - fir se net ze nennen - „die DP darf die Politik die Menschen nicht bevormunden



und Ihnen von Oben herab diktieren, was am Besten für sie ist. Die DP steht vielmehr für einen neuen Politikstil, der auf die Bürger zugeht und sie partizipieren lässt. Die DP ist deshalb die Stimme derjenigen Bürger, die in einen konstruktiven Dialog und Austausch mit der Politik treten wollen. (...) Wir wollen, dass jeder aktiv am öffentlichen Leben partizipieren kann und sich aktiv in unsere Gesellschaft einbringen kann.“

Här President, dat doten ass net dat, wat mer an deene leschte Wochen erfieft hunn. Mir denken, datt déi Petitiounsprozedur, déi mir ënnerstëtzen, misst méi eescht geholl ginn an datt mer och aus deem Grond sollten iwwer e Referendum diskutéieren, esou wéi den Här Reding et virgeschloen huet, ier mer op d'Diskussion vum Tram elo kommen.

Et ass schued, datt mer an den Diskussiounen heibannen an op anere Plazen héieren, datt elo déi Petitiounsprozedur, déi jo awer vill Succès kennt, duerch déi Zuel vu Petitiounen an déi Zuel vu Leit, déi sech engagéieren duerch hir Ënnerschrëft, eventuell soll reforméiert ginn an eng Richtung, fir de Seuil vun Ënnerschrëften nach méi héich ze leeën oder de Champ d'application anzeschränken. Esou Diskussiounen gëtt et. Déi zwou Entwécklungen géife mir refuséieren, well et schonn nees eng Aschränkung vu genee där Participatioun ass, déi awer vill Leit heibanne wëllen.

Eis Proposition dofir, Här President, ass, haut den Tram vum Ordre du jour erofzehuelen a fir d'Éischt iwwert dem Här Reding seng Proposition de loi ze diskutéieren. Mir hate Präzedenzfäll an der Chamber, wou dat och schonn de Fall war, wou mer Saachen, déi zesummegehéieren, och zesummen diskutéiert hunn. Dat wor zum Beispill de Fall wou mer iwwert d'Euthanasie geschwat haben, wou mer och dann iwwert d'Palliativmedezin gläichzäiteg geschwat hunn, well dat zesummegehéiert. Hei denke mir, mir kënnen net déi Diskussioun iwwert den Tram onofhängeg gesi vun där Diskussioun iwwert d'partizipativ Demokratie an de Referendum.

Ee lescht Wuert: Et gëtt Leit, déi mengen, mir kéinten iwwert d'Bauprojekt keng Referenden halen. Mir soen, e Bauprojet, deen iwwer eng Milliard kascht, deen dat ganz Land finanziell belaauscht an deen eise Verkéiersproblem net léist, mä verschlëmmer, och dee gehéiert an eng Referendumsprozedur.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Ech hunn e kloren Antrag zu der Dagesuerung. Ass gewënscht, fir dozou Stellung ze huelen?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, géife mer direkt zum Vote iwwergoen. Ass de Vote électronique gefrot oder kënnen mer dat mat Handophiewe maachen?

Vote sur la proposition de modification de l'ordre du jour

Wien dermat d'accord ass, fir den Ordre du jour ze änneren, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Wien dergéint ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Ech mengen, dat Ofstëmmungsergebnis ass kloer. Da géif ech deen doten Antrag als ofgelehnt ugesinn an den Ordre du jour bleift - jiddefalls op deem dote Punkt - esou wéi e virgesi war.

Ech hunn eng aner Wuertmeldung zum Ordre du jour, dat ass déi vum Här Justin Turpel. Dir hutt d'Wuert, Här Turpel.

5. Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel

Exposé

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech wollt proposéieren, eng Motion kënnen ze diskutéieren, déi ech um Chambersbüro ofginn hunn an déi sécherlech dann nach ka verdeelt ginn.

Et geet ganz einfach dorëms, datt vu leschte Sonndeg un zu Lëtzebuerg eng „Marche pour la Liberté“ ukomm ass. Déi Marche pour la Liberté setzt sech zesummen aus Flüchtlingen aus dem ganze Mëttemierraum.

Déi Marche pour la Liberté ass den 18. Juni (veuillez lire: den 18. Mee) zu Kehl un der Grenz fortgaangen, bei Stroossbuerg, an déi Leit, déi ginn ze Fouss op Bréissel en vue vum Sommet vum 26. a 27. Juni zu Bréissel, fir de Sommet ze interpelléieren par rapport zu der Immigrationspolitik, iwwert déi a leschter Zäit eng ganz Rei Diskussiounen waren, och am Europaparlament an och op anere Plazen.

Et geet ganz einfach dorëms, datt eng Immi-gratiounspolitik, also eng Flüchtlingspolitik,

esou wéi se de Moment applizéiert gëtt an Europa, ronderëm verschidden Ausleeunge vu Schengen, vu Frontex, datt déi onmënschlech ass an datt déi Leit wierklech déi Problemer genee opwerfen, déi sech fir Milliounen oder Honnertausende vu Flüchtlingen, Milliounen vu Flüchtlinge stellen.

Si si leschte Sonndeg zu Schengen iwwert d'Grenz komm op de lëtzebuergeschen Territoire; Schengen och aus evidente symbolesche Grënn, well Schengen déi duebel Connotationen huet: fir vill Leit ee Raum vu fräier Zirkulation a vu Fräiheet an Europa, a fir vill aner Leit, an dozou gehéiere si och evidenteweis, eng Festung, déi ville Leit net erlaabt, fir sech kënnen an Europa eranzebewegen, mat der Konsequenz, datt d'Politik vun der „Festung Europa“ bis elo scho fäerdegbruecht huet, datt 17.000 Flüchtlingen am Mier einfach erbäermlech ersoff sinn, amplaz datt se gehollef konnte kréien.

De Sënn vun der Motion, déi Der verdeelt kritt, ass deen, fir datt mer eis Regierung géifen interpelléiere ronderëm déi Problematik, fir bei dem Sommet vum 26., 27. Juni zu Bréissel där Problematik Rechnung ze droen. Dee Sommet gëtt sech of mat der Programmation législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et justice vun deenen nächste fënnef Joer. An et ass net fir näischt, dass si dohinner ze Fouss ginn. Se si bis de Freideg hei am Land. An ech géif et gutt fannen, wann dës Chamber hir Präsenz zu Lëtzebuerg géif notzen, fir do e symboleschen, awer och e reellen Appell ze maachen un eis Regierung, fir am Conseil européen de 26. a 27. Juni fir d'Verstärkung vun de Mënscherechter och vun de Migranten a Flüchtlingen anzetrieden.

Dofir géif ech proposéieren, wann Der d'accord sidd, dee Punkt op den Ordre du jour ze huelen. D'Motion gëf verdeelt ginn. Wa mer se diskutéieren, musse mer kucken, wa se esou okay ass, kéinte mer se dann unhuelen. Wann do Saachen ze ännere wieren, wier ech och d'accord, datt mer se dee Moment, wa jiddweree se konnt kucken, eventuell an déi zoustänneg Kommissioun géife verweisen. Mä an dësem Punkt geet et jo elo emol drëms, datt mer et iwwerhaupt op den Ordre du jour setzen.

An ech géif lech Merci soen och am Intérêt vu ville Leit, déi d'Méiglechkeet net hunn, fir fir sech selwer ze schwätzen, fir dat unzehuelen.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant la «Marche pour la Liberté 2014» qui passe actuellement par le Luxembourg et regroupe une centaine de réfugiés réclamant une révision de la politique migratoire répressive de l'Union européenne;

- considérant que cette marche se dirige vers le Conseil européen qui se tiendra à Bruxelles, le 26 et 27 juin, afin d'interpeller les dirigeants européens par rapport à la crise humanitaire qui s'accroît depuis des années aux larges de la Méditerranée et qui a coûté la vie à des milliers de réfugiés et de migrants tentant le passage hautement dangereux vers l'Europe en espérant y trouver de l'aide et de la protection;

- considérant l'arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 23 février 2012 condamnant la pratique du refoulement de réfugiés interceptés sur haute mer par les autorités d'un pays membre de l'UE vers des pays tiers;

- considérant que le Conseil européen du 26 et 27 juin à Bruxelles définira la programmation législative et opérationnelle dans l'espace de liberté, de sécurité et justice et qui établira un nouveau cadre stratégique notamment en matière de politique de réfugiés remplaçant le programme de Stockholm;

invite le Gouvernement

- à intervenir lors du Conseil européen du 26 et 27 juin aux fins de renforcer les droits fondamentaux des réfugiés et migrants.

(s.) Justin Turpel.

6. Ordre du jour (suite)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Turpel. Ech wollt vläicht proposéieren, dass d'Chamber déi Motion ausgedeeelt kritt an dass mer dann, wa jiddwereen à même ass, sech doriwwer auszeschwätzen, géifen decidéieren, wéini dass mer drop zrëckkommen. Ech mengen, et muss een awer jiddwerengem d'Geleeënheet ginn, fir et ze liesen.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- D'accord. Merci.

► **M. le Président.**- Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci.

► **M. le Président.**- Da wollt ech just zum Ordre du jour nach eng Prezisioun ginn. Ech wollt d'Chamber drop hiweisen, dass no Récksprouch mat de Fraktiounspresidente beim Projet iwwert den Tram, wat en fait zwee Projekte sinn, eis Presidenten dermat d'accord waren, fir der Madame Rapporteur eng gewësse Flexibilität ze ginn. Ech wëll soen, dass déi Flexibilität sech da selbstverständlech och bei deenen anere Kolleegen ermëfent, wa bei deenen engen oder aneren déi eng oder déi aner Minutt géif feelen.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum éischte Projet vun eiselem Ordre du jour kommen. Den Ordre du jour ass jo esou akzeptéiert, wéi en elo ass?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum Projet de loi 6514 iwwergoen, wou et ëm d'Cyberkriminalitéit geet. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht a bis elo hu sech ageschriwwen: déi Häre Gilles Roth, Franz Fayot, d'Madame Viviane Loschter, déi Häre Fernand Kartheiser a Serge Urbany. D'Wuert huet elo direkt den honorabele Rapporteur, den Här Guy Arendt.

7. 6514 - Projet de loi portant:

1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,

2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,

3) modification du Code pénal,

4) modification du Code d'instruction criminelle,

5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

Rapport de la Commission juridique

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, de Projet de loi, zu deem ech haut de Mëtten de Rapport maachen, ass den 12. Dezember 2012 vum deemolege Justizminister deposéiert ginn. Et geet dobäi ëm d'Approuvéieren, éischters, vun enger Konvention vun der OCDE zur sougenannter Cyberkriminalitéit, déi den 23. November 2001 zu Budapest ënnerschriwwen ginn ass, an, zweetens, vun engem Protokoll zu dëser Konvention zu rassisteschen an auslännerfeindlechen Akten, déi iwwert déi informatesch Systemer stattfannen, deen den 28. Januar 2003 zu Stroossbuerg ënnerschriwwen gouf.

Dir gesitt, datt mer net déi Fläissegest woren, fir dës zwee Dokumenter a Lëtzebuerg Recht anzeféieren. A wann ech mer eng Klammer dierf erlaben: D'Presidentin vun dem Conseil de l'Europe huet mer un d'Häerz geluecht, dass nach eng ganz Partie Konventionen net ratifizéiert wäeren, an de President hätt eng Lëscht dovunner. Ech géif mengen, dass mer déi da géifen an nächster Zäit ënnert d'Lupp huelen, fir dann dee Moment déi Konventionen ze ratifizéieren. Mir sinn och iwwregens fir eise Retard vum Conseil de l'Europe, der EU an der UNO ënner Drock gesat ginn, fir dës Texter endlech ëmzesetzen.

An anere Wieder: Op dëser Plaz diskutéiere mer iwwert d'Verstärkung vum Kampf géint kriminell Akten, déi iwwert den Internet exekutéiert ginn. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis zum Gesetzesprojet de 27. Februar 2013 eraginn. Dem Statsrot säin Avis datéiert vum 16. Abrëll 2013. D'Commission juridique huet an hirer Sëtzung vum 17. Abrëll vum leschte Joer den Här Gilles Roth zum Rapporteur ernannt an de Gesetzesprojet zousätzlech den 8. an de 15. Mee examinéiert. De 5. Juni 2013 sinn eng Rei Amendementer an der Kommissioun ugeholl ginn. Den 12. November 2013 huet de Statsrot du säi complémentaires Avis zum Gesetzesprojet eragereecht.

No de virgezunnene Wahle vum 20. Oktober 2013 ass d'Kommissioun de 5. Dezember 2013 nei besat ginn. Den 22. Januar 2014 huet dës Kommissioun mech zum Rapporteur nominéiert. De 26. Februar vun dësem Joer huet

d'Commission juridique den Avis complémentaire vum Statsrot analyséiert, ier se den 19. Mee nei Amendementer guttgeheescht huet. Den zweeten Avis complémentaire ass de 4. Abrëll vum Statsrot ugeholl ginn a gouf den 23. Abrëll 2014 an der Kommissioun examinéiert. De schrëftleche Rapport gouf dann den 28. Mee an der Kommissioun unanime ugeholl.

Här President, den Internet an déi sozial Netzwierker hunn an de leschte Joren zu enger Entwécklung gefouert, déi eis Gesellschaft zu engem gudden Deel verännert huet. Haut lafen d'Relatiounen tëschent de Leit net nëmmen of, andeems sech Mënschen an engem Face-à-face gesinn, andeems se mateneen telefonéieren oder sech Bréiwer schreiwen, mä haut verstännege sech d'Leit ëmmer méi per E-Mail, SMS, iwwer extra Programmer op hirem Handy an iwwer Messages, déi se an de sozialen Netzwierker posten an deelen.

Et ass dësen Deel vun eise gesellschaftleche Relatiounen, deen ee mam Wuert „cyber“ a Verbindung bréngt. Wann dës relativ nei Technologie vill Virdeeler hunn an d'Leit nach méi no beienne bréngen kënnen, esou bidde sech awer och nei Méiglechkeete fir kriminell Aktivitéiten, déi eiser Virstellung vun engem normalen a friddlechen Zesummeliewe sécher net entsprechen an och net eise Prinzipie vun Dateschutz a vu Persouneschutz.

Et ass definitiv eng nei Form vu Kriminalitéit entstanen. Et geet haut de Mëtten drëms sécherstellen, dass och dës Form vu Kriminalitéit erkannt a bestrooft ginn, well och si sinn net ze vereinbare mat enger Gesellschaft, wou d'Rechter vum Eenzelne geschützt ginn. Leider ass et awer esou, dass d'Technik de Gesetzter ëmmer e Stéck viraus ass. Mir müssen also als Législateur vill méi prompt op déi Evolutiounen reagéieren.

Ënnert dem Term „Cyberkriminalitéit“ versteet een all déi kriminell Aktivitéiten, déi am Computerberäich geschéien. Dat kënnen ënner anere Praktiken sinn, duerch déi ee versicht, sech en illegalen Accès op informatesch Donnéeën ze verschafen, wou d'Täter esou Donnéeën interceptéieren wëllen zu deem Moment, wou ee Benotzer seng Korrespondenzen weiderschéckt.

Dat bescht Beispill ass, wann Der Äert Passwuert beim Onlinebanking agitt an Der dat da geklaut kritt. En anere Fall vu Cyberkriminalitéit ass d'Praktik, ze versichen, Donnéeën ze löschen, andeems ee sech an en informatesch System eranhackt oder aneschtens gesot illegal an e Computer eraschlächet.

Et geet awer hei och ëm Kannerpornografie, déi iwwert den Internet verbreet ka ginn; intellektuell Propriétéit, déi net berücksichtegt gëtt, wat zum Beispill beim Problem vum illegalen Downloade vu Musek a Filmer de Fall ass; dem Benotze vu falschen Identifianten, wat bei sozialen Netzwierker dozou féiere kann, dass et net kloer ass, wien, wat kommunizéiert huet.

E klasescht Beispill sinn déi Leit, déi rassistesche Commentairen op engem sozialen Netzwierk maachen, an et kann net sinn, dass déi Persounen sech hanner engem falschen Numm verstoppen, fir net bestrooft ze ginn. Leider awer ass d'Usurpation vun enger Identitéit extrem heefeg. Ouni op dëser Plaz weider an Detailer ze goen, mengen ech, gesi mer all, wéi eng nei Zort vu Kriminalitéit déi nei Technologien erlaben.

Ech wëll awer nach kuerz op de Phenomeen vum sougenannten „Phishing“ agoen. Et handelt sech dobäi ëm en Akt, woubäi ee Kriminelle sech perséinlech Donnéeën verschafft, wéi zum Beispill e Passwuert oder eng Kreditkaartennummer, an déi da benotzt, fir sech eng nei Identitéit ze ginn an Är Identitéit ze usurpéieren. Dir mengt, mat engem richtege Korrespondent ze kommunikéieren, mä et ass a Wierklechkeet e Kriminellen, deen Är Donnéeën zu kriminellen Zwecker notzt. Dat wär ënner anere de Fall, wann d'Passwuert vun Ären E-Maile matgelies géif ginn an de Kriminellen doropshin an Ären E-Maile kéint liesen an neier verschécke kéint. Dat gëtt och d'Méiglechkeet, fir Virussen oder Trojaner ze verschécken an domat Ären an Äre Korrespondenten hire Computer unzesteechen.

Et muss een och nach bemerken, dass dës Form vu Kriminalitéit guer keng Grenze kennt, wat also déi international Kollaboration extrem wichteg mécht. D'Problematik vun der Criminalitéit informatique méi generell, och am Beräich vu méi schnelle Prozeduren an Iwwerwachungsmechanismen, gëtt nach net an dësem Projet behandelt.



Här President, an dësem Kontext geet et de Mëtten drëms, wéi scho gesot, d'Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert d'Cyberkriminalitéit ze approvëieren, genausou wéi den zousätzleche Protokoll zu der genannter Konventioun, déi sech mat rassisteschen a frieme-feindlechen Akte beschäftegt.

Et kann een hei nach bemierken, datt eng Direktiv amgaang ass, ausgeschafft ze ginn, déi d'Texter vun der Konventioun mat den europäeschen Texter soll harmoniséieren. An eise Gesetzprojet ass do scho virgegraff ginn, andeems de Projet de directive schonn an eisen Text mat agefloss ass, a mir wäerten da wierklech um leschte Stand sinn.

D'Adoptioun vun deenen zwee Texter bréngt mat sech, datt verschidden Dispositiounen an eiser nationaler Législatioun mussen ugepasst ginn, fir sécherzestellen, dass eis Valeuren och am Cyberberäich respektéiert ginn an dass och do de Schutz vun de Leit garantéiert ass. Dëse Gesetzprojet soll et den Autoritéiten um Terrain méi einfach maachen, d'Täter ze identifizéieren an doropshin ze bestrofen.

Déi genannte Konventioun huet véier Kapiteelen, eent zu der Terminologie, eent iwwert d'Mesuren, déi op nationalem Niveau ze huele sinn, eent iwwert déi grenziwwergräifend Kooperatioun a schliisslech nach eent zu de sougenannte Clausen finales. An deene Kapitele gëtt eng gemeinsam Terminologie vun den techneschen Terme festgehalen, grad wéi d'Stroferecht, d'Strofprozedur an d'Froen an der Entraide an der Extraditioun.

Wat de Protokoll vu Stroossbuerg ugeet, kënnen mer festhalen, dass d'Bestriewungen, fir géint de Rassismus an d'Xenophobie virzegoen, groussgeschriwwen ginn. Fir Lëtzebuerg kann een notéieren, datt mir schonn eng Partie Artikelen am Code pénal hunn, déi Infraktiounen am Informatikberäich bestrofen, inklusiv déi de Rassismus betreffend. Mir brauchen also näischt un eisen Texter diesbezüglich ze änneren.

Hei zu Lëtzebuerg huet sech ufanks 2012 e Groupe de travail zesummegeesat aus Magistraten vum Parquet général, vum Parquet, aus dem Cabinet d'instruction, genausou wéi Leit vun der Police an aus dem Justizministère. D'Leit vum Terrain hu virgeschloen, dass een an enger éischter Phas eis Gesetzestexter op déi genannte Konventiounen ofstëmmt, andeems ee verschidde Punkten aus dem Code pénal respektiv aus dem Code d'instruction criminelle an e puer anere Gesetzer do verännert, wou et néideg ass.

An deem Kontext huet de Statsrot a sengem Avis vum 16. Abrëll 2013 virgeschloen, dëse Gesetzestext an zwee ze deelen, op där enger Säit ee fir d'Approbatioun vun der Konventioun a sengem Protokoll, an een aneren, deen d'Dispositiounen vun den Artikelen 3 bis 5 vum initiale Gesetzestext, dat heescht d'Ofännere vu verschiddenen Texter, wéi virdrun erwähnt, regroupéiere géif. Op dës Recommandatioun ass d'Kommissioun awer net agaangen.

Fir elo op de Contenu vum Projet de loi méi prezis anzegoen, ass ze soen, dass de Gesetzestext, wéi en elo proposéiert gëtt, déi klassesch Form huet, wou den éischten Artikel d'Konventioun zu der Cyberkriminalitéit iwwerdréit an den zweeten den zousätzleche Protokoll transposéiert. Den Artikel 3 modifizéiert verschidden Dispositiounen aus dem Code pénal. Den Artikel 4 hält verschidden Ännerungen am Code d'instruction criminelle vir. An den Artikel 5 bezitt sech op d'Loi modifié vum 30. Mee 2005 zum Schutz vun der Privatsphär am Beräich vun der elektronischer Kommunikatioun.

An der Haaptsaach diskutéiere mer de Mëtteg iwwer zéng Ännerungen an eiser Législatioun:

- 1) D'Usurpation d'identité, zum Beispill beim Phishing, gëtt zu enger autonomer Infraktioun.
- 2) Verschidde Strofschwelle vun Infraktiounen am Beräich vun der Cyberkriminalitéit ginn adaptéiert.
- 3) De Phishing gëtt an der Gesetzgebung festgehalen.
- 4) Infraktiounen am informatesche Beräich ginn als Infractio primaire en matière de blanchiment définiert.
- 5) D'Interception illégale de données informatiques gëtt als Infraktioun agefouert.
- 6) Genausou wéi den Abus de dispositifs informatiques.
- 7) De Prinzip vum „aut dedere aut iudicare“ - dat heescht, datt eng Partei zu der Konventioun e Kriminellen entweder ausliwwert oder viru säin nationaalt Gericht zitéiert - gëtt agefouert fir Infraktiounen am Beräich vun der internationaler Cyberkriminalitéit.

8) Donnéeën, déi an engem informatesche System stockéiert, traitéiert oder verschéckt ginn, ginn an d'Dispositioun vum Code d'instruction criminelle iwwert d'Perquisitiounen an d'Saisien erabruecht.

9) Informatesch Infraktiounen ginn agefouert, wa se als Infiltratioun erkannt kënnen ginn.

10) D'Konzept vun der schneller Datesécherung gëtt och am Code d'instruction criminelle festgehalen.

Esou gëtt duerch dësen Text ënner anerem an e puer Artikelen, déi traditionell Infraktiounen betreffen, den Term „clef informatique“ bäigefügt, zum Beispill wat den Abus de confiance oder d'Escroquerie ubetrëfft. Eng nei Infraktioun gouf bäigesat, an zwar d'Usurpation de nom ou d'identifiant. Des Weidere goufe verschidde Strofen harmoniséiert.

An dem Code d'instruction criminelle ginn nei Dispositiounen virgesinn, fir virun oder am Kader vun enger Enquête weinst Infraktiounen am Informatikberäich méi schnell kënnen Saisien oder Perquisitiounen ze maachen.

Am Kontext vun dësem Gesetzprojet wëll ech awer och nach op zwou topaktuell Thematiken ze schwätze kommen, déi mam Internet ze dinn hunn. Fir d'Éischt huet d'Cour de justice vun der Europäescher Unioun an hirem Arrêt vum 8. Abrëll 2014 festgehalen, dass d'Direktiv iwwert d'Conservation des données vum Europäesche Parlament a vum Conseil vum 15. Mäerz 2006 null und nichtig ass, well se zwee Grondgesetzer net respektéiert. Dëst sinn d'Recht op de Respekt vun der Privatsphär an d'Recht op de Schutz vu perséinlechen Donnéeën. D'Invaliditéit vun dëser Direktiv gëllt prinzipiell réckwierkend ab dem Datum vun hirem Akraafttreden.

An anere Wieder gesot: Eist Gesetz, dat dës Direktiv ëmgesat huet, muss esou schnell wéi méiglech ofgeännert ginn - wou an a wat fir engem Mooss muss nach analyséiert ginn. Dee Sujet ass och schonn an der Commission juridique ugeschwat ginn, an eng Sitzung mam Minister a mam President vun der CNPD, der nationaler Dateschutzkommissioun, ass an Ausiicht gestallt ginn.

Da wëll ech awer och nach op de sougenannten Droit à l'oubli agoen, wou sech an de leschten Deeg och nach esou munches gedoen huet. An hirem Arrêt vum 13. Mee 2014 huet déiselwecht Cour de justice décidéiert, dass d'Leit ee Recht hunn, fir dass e Moteur de recherche, dat heescht, dat Instrument, wat also noutwendeg ass, fir bestëmmten Informatiounen um Internet ze sichen an ze fannen, perséinlech Donnéeën net méi uweist.

Och hei geet et erëm ëm de Schutz vun der Privatsphär. Et kann nämlech net sinn, dass esou e Moteur de recherche et jiddwerengem erlaabt, eng strukturéiert Léscht mat perséinlechen Donnéeën vun enger beliebeger Persoun ouni hiert Averständnis ze erstellen.

Net méi spët wéi leschte Freideg huet Google als Reaktioun op den Arrêt e Formulaire online gesat, mat deem een d'Demande ka maachen, dat engem seng perséinlech Donnéeën souzezoen „vergiess“, dat heescht, an anere Wieder, gelöscht ginn.

Informatiounen no gefällt deen Arrêt an Amerika guer net. Mä ech fannen deen Arrêt ass gutt, esou wéi en ass. Ech mengen, och dës Mesure weist, dass mer virsiichteg mat den neien Technologien ëmgoe mussen, andeems mer den Individuum a seng Privatsphär ëmmer méi schützen.

Här President, eis Gesellschaft entwéckelt sech all Dag weider, an dat ass och gutt esou. Och d'Politik muss mat der Zäit goen. D'Thematik, iwwert déi mer de Mëtte schwätzen, ass e gutt Beispill, wéi de Législateur eis bestehend Gesetzestexter upasse muss, fir dass se de Bierger esou schützen, wéi mer dat no eise Wäerter als richtig a fair emfannen.

Déi Ännerungen, déi ech lech beschriwwen hunn, sinn néideg, fir nei Formen vu Kriminalitéit klengzhalen a sécherzestellen, dass eis Législatioun mat de gesellschaftlechen Entwécklungen schratthält.

Ech wëll zum Schluss op dëser Plaz dem Justizminister an all deenen, déi aktiv un dësem Text matgeschafft hunn, Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Kommissioun.

Dat gesot, a mat der Hoffnung, dass d'Chamber dësem Gesetzprojet hir breet Zoustëmmung ausschwätzt, bréngen ech heimadder och den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleidenen Text an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Arendt. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Gilles Roth vun der CSV d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci fir säi schrëfflechen a mündleche Bericht. En huet et virdrun ugedeit, dat hei ass e wichtege Gesetzprojet, deen eigentlech wäit iwwer eng reell Upassung vu verschiddene Bestëmmungen aus eise Droit pénal erausgeet.

Ech soen och ganz kloer: Als CSV soe mir jo zur Informatiounsgesellschaft. Déi huet eise Land iwwert déi lescht 20, 25 Joer ganz vill bruecht. Dat ass souwuel de Fall gewiescht fir d'Banken an d'Finanzplaz, dat zielt och fir d'Wirtschaft, mä dat zielt virun allem och fir den eenzelne Bierger.

Et soll een awer och unerkennen, dass dat Ganzt net vum selwe gaangen ass. Dat ass ugaangen duerch e fulguranten Développement vun eiser SES-Satellitegesellschaft. De Relais dervun ass komm duerch d'Datebanken, duerch performant Réseauen. Et ass weidergaange mat enger ugemossener Steiergesetzgebung bis hin zum leschte Joer, wou mer eng Upassung vum Artikel 567 aus dem Code de commerce gemaach hunn, fir eigentlech de sougenannte Cloud-Computing bei eis am Land attraktiv ze maachen.

De Rapporteur huet virdru gesot: Den eenzelne Bierger ass dagdeeglech eigentlech mat der Informatiounsgesellschaft konfrontéiert. Fir hie bedeit dat Fräiheet. Et huet een e Recht op Informatiounen. Et kann een och Informatiounen deelen, mä den Internet ouni Grenzen ass awer fir en Deel vun de Bierger och eng Zone de non-droit. An et ass eigentlech do, wou dëse Gesetzprojet complémentaire zu deem, wat de Moment scho vu Législatioun besteet, soll gräifen.

D'Erausfuerverderung un d'Politik ass eigentlech déi, fir ee gesonden Équiliber ze schafen zwëschent engersäits Recht op Meenungsäusserung, Recht op Informatiounen, an awer anersäits och dem Schutz vun der Privatsphär. A mir gesinn als CSV, dass dëse Projet complémentaire zu deem, wat existéiert, e weidert Puzzlestéck ass an der Schafung vun dësem Équiliber. Dass dësen Équiliber noutwendeg ass, weist eigentlech dagdeeglech dat, wat a sougenannten Onlineforen geschitt. Do gi Leit, muss een op gutt Lëtzebuergesch soen, systematesch duerch den Dreck gezu vun aneren, ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit.

An ech wëll och ganz kloer soen, Här President, dass d'CSV hannerst deene Wieder steet, déi Dir bei Ärer Untrëttsried - déi gëtt et och fir e Chamberspräsident - de 5. Dezember hei op dëser Plaz gesot hutt. Dir hutt lech nämlech als fréiere Journalist, dat si mir net, mä fir staark Medien ausgedréckt. Dir hutt och gesot, dass staark Medie keng Aschränkung vun der Meinungsfräiheet toleréieren, mä Dir hutt grad esou daitlech gesot, dass een, dee seng fräi Meinung äussert, soll och de Courage hunn, seng Ënnerschrëft dorënner ze setzen, amplaz ënnert dem Deckmantel vun der Anonymitéit oder zeg Pseudonymen an der elektronischer Blogosphär säi Géft ze verspreien.

► **M. le Président.** - Korrekt.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - An dëse Gesetzprojet, deen - den Här Bodry ass elo net hei, mä ech erlabe mer, awer nach eng Kéier drun ze erënnere - vum fréiere Justizminister, dem François Biltgen, agereecht gouf, deen ass eigentlech drop achséiert, fir am Endeffekt Abuse vun der Informatiounsgesellschaft entgéintzewirken.

Et sinn eng Rei vun neien Infraktiounen, déi an eist Strofrecht agefouert ginn. Mir soen awer als CSV and grad esou kloer, dass dës Infraktiounen nëmme sollten a leschter Instanz zum Droe kommen. Fir eis ass déi éischt Prioritéit, d'Cybersécherheet, d'Cybersécuritéit ze assuréieren, well dat och en Deel am Kampf géint d'Cyberkriminalitéit ass. An et haten eenzel Membere vun der Chamber d'Méiglecheet, leschte Méindeg un enger Konferenz zu Den Haag zu deem Sujet och deelzuehelen.

Dat, wat wichtig ass, dat ass, dass fir d'Éischt eng Sensibilisatioun ass, dass d'Leit eigentlech vun där jonker grad wéi vun där eelerer Generatioun responsabaliséiert ginn, mat gesondem Mënscheverstand sech an der Informatiounsgesellschaft ze bewegen, well et gesäit een och, dass Affer vu sougenannte Mobbingattacken, déi iwwert de Wee vum Facebook oder anere soziale Medie kommen, dass déi et oft ganz schwierig hunn, sech dergéint ze verteidegen. Dofir si souwuel d'Eltere wéi och d'Schoule responsabaliséiert, fir déi Sensibilisatioun virzehuelen.

Mir soen awer als CSV and grad esou daitlech, dass déi Responsabilisatioun net nëmmen den eenzelne Bierger betrëfft, mä och d'Entreprise. An ech erlabe mer, och aus Aktualitéitsgrënn, nach eng Kéier zrëckzegoen op d'Gesetz vun 2002 iwwert den Dateschutz, well och dat Gesetz schonn eng Rei vu Strofbestëm-

munge virgesäit, wann ee sech net zu de generale Prinzipie vum Dateschutzgesetz vun 2002 conforméiert. An dobäi ass eng Entreprise, am wäiteste Sënn vum Wuert, eigentlech och gehalen, wa se e Fichier vu Clienten huet, dass se dee responsabel behandelt an dass och déi néideg Sécherheet derfir gewährleescht ass, dass déi Clientsdaten net einfach sech op der Place publique erëmfinden.

Fir eis ass et dofir wichtig, Här Justizminister, dass der nationaler Dateschutzkommissioun, der CNPD, eigentlech all déi Mëttelen zur Verfügung gestallt ginn, personeller an anerer, fir hirer Missioun kënnen gerecht ze ginn. An et beweist eigentlech och déi rezent Affär vun eBay, wou iwwer 145 Milliounen Daten eigentlech geklaut goufen an déi och hir Ramifikatiounen op Lëtzebuerg huet, aus deem ganz einfache Grond, well eBay hei säi Sëtz huet, dass mer dat sollen eescht kucken, well eng Attack géint eisen Dateschutz, dat ass och eng Attack géint den ICT-Beräich an dat ass och eng Attack géint en Deel vun eiser Wirtschaft, an domat natierlech ass och den Image vun eise Land a Fro gestallt.

De Rapporteur ass virdrun op zwee rezent Arrête vun dem Europäesche Gerichtshaff vum Kierchbiereg zrëckgaangen. Deen éischten Arrêt, dee concernéiert, wann een dat vereinfacht seet, well et ass méi komplex wéi dat, de sougenannten Droit à l'oubli. Eigentlech si Suchmaschinnebedreier wéi Google oder anerer gehalen, an Zukunft Linken ze läschen, wann eng Persoun, déi an deem Link dran ass, sech an hire Grondrechter beanträchtegt fillt. Dat ass ee sensibelen Arrêt vun der Cour de justice européenne, deen eigentlech wäit geet an deem am Zweifelsfall de Schutz vun der Privatsphär virun d'Recht op Informatiounen vun anere Leit stellt. Ech wëll och soen, dass mir als CSV déi Approche vun dem Europäesche Gerichtshaff deelen.

En zweeten Arrêt, deen d'Cour de justice vum Kierchbiereg kierzlech ginn huet, dat ass dee vun der sougenannter Vorratsdatenspeicherung, mat deem cocasserweis d'Cour de justice vum Kierchbiereg eng europäesch Direktiv a Fro stellt, op déi awer och en Deel vun eiser nationaler Gesetzgebung aus dem Joer 2010, also ënnert där fréierer Regierung, opgebaut ass.

An de Justizminister huet, wéi deen Arrêt komm ass, gesot - zu Recht -, dass e sech wëlt an enger Detailanalys mat der Lëtzeburger Gesetzgebung ausenanersetzen. De Rapporteur huet virdru gesot: Et ass eng Sëtzung uberaumt. Ech mengen, moies de 5. oder de 7. Juli, also an der éischter Juliwoch. Dat ënnertstëtze mer och ausdrécklech als CSV.

Mir sinn awer der Meenung, Här Justizminister, Dir sollt d'Geleeënheet notzen, haut um Schloss vun dëser Debatt, fir kuerz vläicht éischt Präzisiounen ze ginn, wéi Dir gesitt, mat eiser Lëtzeburger nationaler Législatioun an deem Beräich ëmzegoen.

Fir eis als CSV verhält dat sech eigentlech esou wéi mat engem Uerteel, wat d'Verfassungsgericht erlooss huet, dat nationaalt, a wou et zur Konklusioun komm ass, dass eng Législatioun bei eis verfassungswiddreg ass. Mir ginn also dervun aus, dass an deem Fall keng Verwaltung an och virun allem kee Gericht déi strittig Punkte vun esou enger Gesetzgebung nach applizéiert, soudass mer och mengen, dass hei déiselwecht Approche sollt gewielt ginn, nämlech, dass mer kaum dervun ausginn, dass eng Verwaltung oder e Gericht déi strittig Punkte vun deem Gesetz iwwert d'Vorratsdatenspeicherung nach applizéieren.

Mir sinn dofir der Meenung, dass een dat sollt a Rou kucken, dass ee waarde sollt, wat um europäesche Plang geschitt mat der Adaptatioun vun där betreffender EU-Direktiv, an dass mer da sollten hei an engem Schoss déi national Gesetzgebung upassen, fir dass mer net mussen e puermol deen Exercice maachen.

Dëse Gesetzprojet, deen agéiert, wéi gesot, géint d'Internetdelinquenz. De Rapporteur huet virdrun zéng Punkten opgezielt, déi souwuel nei Infraktiounen considéiere wéi och nei Moosnamen um Niveau vun onser Strofprozessuerdning, a mir kommen eigentlech hei derzou, dass mer eis ofwenden zum Deel vun engem Prinzip, deen iwwer 200 Joer am Code d'instruction criminelle stoung, nämlech dass en Untersuchungsrichter „saisine in rem“ ass. Dat heescht, dass, wann e mat enger Affär concernéiert ass, en eenzel Moosnamen ëmmer am Kontext vun der gesamter Affär kuckt. Abee, hei erlaabt d'Gesetz an Zukunft - dat war net ouni Contestatioun vum dem Statsrot -, fir dass a spezifische Fäll en Untersuchungsrichter onofhängeg vun dem Fong vun der Affär ka schonn Date saisieren, wat mir als CSV opgrond vun der spezifischer Natur vun deenen Infraktiounen och kënnen ënnerstëtzen.

Zum Ofschluss, Här President: Den Internet kennt keng geographesch Grenzen, a fir dass d'Leit, deen eenzelne Bierger, och an Zukunft



kënnen onbeschwiéiert an dem Netz surfen, de Facebook huelen, Twitter, wat Einzelner an der Chamber maachen, Onlinebanking, Online-shopping benotzen, brauche se och dat néidegt Vertrauen. An hei zielt fir eis, wéi esou oft, méi Sécherheet bedeit och an deene meeschte Fäll méi Fräiheet fir deen eenzelne Bierger.

A mat deem Prinzip wëll ech ofschléissen, Här President, an ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Franz Fayot vun der LSAP. Här Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol e grouse Merci un de Rapporteur, un de Guy Arendt, fir sai ganz gudder mëndlechen a schréffleche Rapport zu dësem wichtege Projet de loi.

De Guy Arendt sot et: Dëse Projet de loi, deen e jo och am Detail beschriwwen huet, approuvéiert d'Budapester Konventioun iwwert d'Cyberkriminalitéit vum 23. November 2001 a féiert an eist Stroferecht an och an eist Stroferecht-prozedur deen Arsenal juridique an, deen dora virgesinn ass. Dëse Projet de loi setzt fir d'Éischt emol déi spezifesch Infraktiounen ëm, déi d'Konventioun virgesäit, Phenomeener wéi d'Unhuele vu falschen Identitéiten, de Phishing, d'Interceptioun vun informatiounen Donnéeën an den Abus de dispositifs. De Guy Arendt huet se jo ausféierlech beschriwwen.

Dat sinn alles nei Formen vu Kriminalitéit, déi bis elo ënnert dem Code pénal net strofbar waren, oder wou et op d'mannst net sécher war, dass se erfaasst wäeren. Et gëtt en Arrêt vun der Cour d'appel vum 14. Juni 2010, deen zréckgehalen hat, dass et net méiglech wär zum Beispill, fir de Phishing als Bedruch, Escroquerie ze qualificéieren, aus deem Grund, well d'Passwuert, wat beim Phishing jo viséiert gëtt, kee Meuble ass am Sënn vum Artikel 496 vum Code pénal.

Säit engem rezenten Arrêt vun der Cour de cassation vum 3. Abrëll dëst Joer ass et kloer, dass och elektronesch Date kënnen geklaut ginn. Dat ass en Arrêt dee komm ass am Kontext vun engem Vol vun Donnéeën vun engem Bankemployé bei enger Lëtzebuerger Bank. An do ass zréckgehalen ginn, dass also och elektronesch Date kéinte geklaut ginn, also och kéinten den Objet vun engem Bedruch sinn an also och kéinte saiséiert ginn.

Et ass nawell gutt, trotz dëser juristescher Clarificatioun duerch en Arrêt vun der Cour de cassation, dass am Sënn vun der Rechtssécherheet elo explizit festgehalen gëtt an dësem Gesetz, dass all déi Infraktiounen do och explizit kënnen bestrooft ginn.

De Code pénal huet missen opgefrescht ginn, dat gëtt och gemaach duerch dëse Projet de loi, fir eben eist Land an den Zäitalter an vun der Cyberkriminalitéit eranzeleeden. Mä och déi prozedural Instrumenter, fir dogéint virzegoen, wéi och d'Volete vun internationaler Kooperatioun an internationaler Kompetenz, wann et ëm Cyberkriminalitéit geet, gi verstärkt duerch dëst Gesetz.

D'Gesetz setzt ausserdem de Protokoll zu där Konventioun vun 2003 ëm, déi vu rassisteschen an auslännerfeindlechen Akten handelt, déi informatiounen ausgefouert ginn an och diffuséiert ginn. A wann ee wéi muncher heibannen e bëssen ënnerwee ass op Internet an op soziale Foren, da weess een, dass dat net vu Muttwëll ass, och zu Lëtzebuerg net, wou esou Phenomeener wäit verbreet sinn a muncher Kreesser.

Doduerch, dass d'Mëttel vun der internationaler Kooperatioun hei méi effikass ginn - d'Infraktiounen vu Rassismus an Auslännerfeindlechkeet si jo scho virgesinn an eise Code pénal -, misst et an Zukunft méi einfach sinn, esou Comportementen op Internet ze erfaassen, ze ënnerbannen, an och dann, wa se aus dem Ausland kommen.

A wéi wichtege et ass, insbesonnesch fir e Land wéi eist, wat kleng ass, dofir direkt an engem internationale Kontext sech esou eng Législatioun ze ginn, weisen eleng e puer rezent Beispiller; si si schonn ugeschat gi vum Gilles Roth. Et ass engersäits d'Fraude, vun där eBay d'Zil war, mä awer och eng Attack op verschidde Lëtzebuerger Banken, déi d'lescht Woch den Objet waren, vu Phishing, dat heescht, wou Gauner probéiert hunn, Clienten hir Passwierder iwwer E-Mail ze kréien, fir dann an hire Kont eranzekommen.

De Gilles Roth huet d'Beispill eBay mentionéiert. Dat ass eng Entreprise, déi bei eis am Land usässeg ass, déi d'After also war vun deem informatiounesche Piratage. An effektiv, ech ginn och do dem Gilles Roth recht, do stellt sech dann d'Fro vun der Wichtekeet vun der CNPD an deem Kontext. D'CNPD als zoustänneg Behörde fir eBay fir Europa muss hei eng

Enquête maachen, an et gëtt aner rezent Beispiller, wou d'CNPD huet missen aktiv ginn, oder wou se gefrot ginn ass, aktiv ze ginn, nottamment bei Skype.

Et kënnt also ëmmer méi oft vir, dass d'CNPD och international muss aktiv ginn a muss Enquête maachen. An do, mengen ech, stellt sech effektiv d'Fro, ob déi Behörde bei eis am Land genuch outilléiert ass, fir all déi Saachen do ze maachen, ob se genuch Personal huet, ob se gutt genuch och technesch équipéiert ass, fir all déi Phenomeener do ze erfaassen a fir och richtig domadder ëmzegoen.

Rezent ass de Rapport vun der CNPD presentéiert gi fir d'Joer 2013, an do huet de President vun där Behörde justement dat och bemängelt, dass se just 13 Leit huet, wat net duergeet, an dass do och au vu vun all där Masse vun Demanden, vu Plainten, vun Enquête misst am Fong opgestockt ginn, an dass se misst méi Moyene kréien. Ech mengen, doriwwer misst een och seriö notenken.

Mä ech mengen d'Fro, déi sech stellt am Bezug mat der Cyberkriminalitéit, ass och, ob eis Police judiciaire gutt genuch ausgerüst ass fir déi nei Form vu Kriminalitéit, fir sech dorëm ze bekümmern. An den 80er Joren huet sech eng ähnlech Fro gestallt, deemools mat der Place financière. Dat war deemools de Justizminister Robert Krieps, deen do probéiert huet, dorüber opmierksam ze maachen. An ech mengen, haut stellt sech eng ähnlech Fro mat dëser nei Form vu Kriminalitéit am Secteur vun den ICT. Well mer kleng sinn, mä och well mer esou staark an deem Beräich vun den TICen investéieren, ass et och esou wichtege, fir décisiv an effikass géint d'Cyberkriminalitéit virzegoen. Mä awer och, well infekt Phenomeener wéi Pädopornografie oft iwwer Internet diffuséiert ginn, ass et gutt, déi juristesche Mëttelen ze hunn, fir dogéint unzekämpfen.

Op ee Punkt, dee schonn erwähnt ginn ass vu menge Virriedner, wëll ech awer och nach hei eng kéier agoen, an dat ass dee vun där rezenten Affär vum Europäesche Geriichtshaff vum 8. Abrëll 2014 an der Affär „Digital Rights“. Dat ass déi faméis Jurisprudenz iwwert d'Vorratsdatenspeicherung, déi jo u sech déi Direktiv do annulléiert huet vun 2006, déi déi Vorratsdatenspeicherung virgesäit.

Elo ass et awer esou, dass déi Budapester Konventioun, déi mer elo hei approuvéieren, de Signataires, also de Länner, déi se adoptéiert hunn, virschreift an hirem Titre 2, fir eng Conservation rapide de données informatiques stockées ze maachen, an an hirem Titre 5 och e Kapitel iwwert d'Collecte en temps réel de données informatiques huet. Hei kréien also d'Staten d'Obligatioun, just dat ze maachen, dat heescht erm eng kéier Vorratsdatenspeicherung virzehuelen an d'Opérateuren dozou am Fong ze incitéieren oder ze obligéieren, fir esou Späicherung virzehuelen.

An ech mengen, et misst ee justement an deem Kontext, wou mer elo sinn, ënnert där Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff, an an deem Exercice, dee mer elo wäerte geschwënn eng kéier maachen an der juristescher Kommissioun, an deen och elo amgaangen ass gemaach ze ginn am Ministère de la Justice, misst ee sech seriö Froe stellen och iwwert d'Konformitéit elo scho vun dëser Konventioun an deenen Dispositiounen, déi ech elo just erwähnt hunn, par rapport zu där Jurisprudenz, par rapport zu eise Gesetz vum 2010, wat déi Direktiv deemools ëmgesat huet. An ech mengen, et misst ee sech wierklech froen, ob een do konform ass a wéi ee gäre mat deem Problem do ëmgeet.

Zum Schluss wëllt ech och nach op e puer europäesch Aspekter agoen am Kampf géint d'Cyberkriminalitéit. De Guy Arendt huet déi puer Konventiounen erwähnt vum Conseil de l'Europe, déi mer nach net ëmgesat hunn. Et gëtt awer och Initiativen um europäesche Plang, déi scho lafen. Esou zum Beispill ass am Januar 2013 den EC3, den „European Cyber-crime Center“ am Kader vun Europol an d'Liewe geruff ginn. Et handelt sech hei ëm eng Ennerorganisatioun vun Europol, déi am Kader vun der Stratégie de sécurité intérieure vun der EU eng Roll spille soll an déi en fait fir eng besser Koordinatioun vum Kampf géint schwéier Formen vu Cyberkriminalitéit am europäesche Raum, insbesonnesch organiséiert Verbräich wéi „Online fraud“, mä och sexuell Exploitatioun vu Kanner iwwer Internet a Cyber-attacken op wichtege IT-Infrastrukturen awierke soll.

Well dëst Gesetz eis op d'mannst d'Instrumenter wäert ginn, fir géint esou uerg Phenomeener wéi Kannerpornografie, Auslännerhaass an divers Formen vun Internetfraude virzegoen, kann d'LSAP dësen Text nëmme begreifen. Wéi déi Instrumenter duerno um Terrain fonctionnéieren wäerten, dat muss gekuckt ginn.

Mat deene Wieder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Text an ech soen lech

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Fayot. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter vun déi gréng ageschriwwen. Madame Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dës Konventioun vu Budapest vum Conseil de l'Europe aus dem Joer 2001 an och den additiounelle Protokoll aus dem Joer 2003 huet op alle Fall emol de Mérite, den éischten internationalen Traité ze sinn, mat deem versicht gouf, déi rechtlech national Mesurë betreffend déi informatiounesche Crimen an notament och d'Crimen op Internet, respektiv, wéi et hei an der Konventioun heescht, de Beräich vun der Cyberkriminalitéit international ze harmoniséieren. Dozou gehéieren notament och d'Definitioune vun de Mëttelen, fir déi technesch Enquête kënnen ze realiséieren. An och d'Mëttelen, déi déi betrafte Länner sech ginn, fir zesummen ze kooperéieren.

Dës Initiativ via Konventioun begrësse mir a priori. De Gesetzesprojet ass och scho vu mengem Virriedner a virun allem vum Rapporteur a sengem mëndlechen an expliziten an detailléierte schréffleche Rapport erkläert ginn - Merci, Här Arendt, och dofir -, esou datt ech hei éischter op e puer Punkten zum allgemenge Phenomeen vun der informatiounescher Welt a senger rechtlecher Organisatioun wëll agoen.

Mat der Ratifikatioun vun dëser Konventioun a mam Vote vun dësem Projet de loi adaptéiere mir effektiv eng Rei Artikelen, fir d'Éischt emol aus dem Code pénal an aus dem Code d'Instruction criminelle. Dëse Projet de loi définéiert a verfeinert eis national Gesetzgebung an engem Beräich, dee permanent der technologescher Entwécklung hannendru leeft. An dat ass och de Problem.

Effektiv hu sech déi nei Méiglechkeeten, fir elektronesch ze kommunizéieren respektiv informatiounesche per PC, per Laptop, per Tablet oder souguer mam Handy ze schaffen, esou séier entwéckelt, datt selbstverständlech och nei Méiglechkeete vu Missbrauch respektiv Gesetzesverstéiss oder Strofdoten entstane sinn oder sech weiderentwéckelt hunn. D'Mise en place vu rechtliche Mesuren, fir géint dës Infraktiounen virzegoen, ass selbstverständlech onëmgänglech.

Eng Rei vu rechtliche Moosnamen goufen a ginn um europäeschen Niveau ausgeschafft, an dat ass och richtig esou. Effektiv sinn déi sougenannten nei Kommunikationsmedien ouni Grenzen. A virun allem de Protocole additionnel, dee knapp zwee Joer no der Ouverture vun der Signature vun der Konventioun nogeschoss ginn ass, weist op dat grouss Potenzial vu kriminellen Akten hin. Déi rassistesche a xenophobe Akte sollen op kee Fall ënnerschat ginn. An dat, wat een esou munchmol online an de Sozialnetzer erliewe kann, schéppt sécherlech dat kriminell Potenzial bei Wäitem net aus. Leider!

D'Definitioune vum Term „Cyberkriminalitéit“ geet awer natierlech vill méi wäit wéi de rengen Oprouff zu Haass, zu Gewalt a Xenophobie am Internet. Et ass u sech einfach eng nei Form vu Kriminalitéit a vun Delinquenz, déi sech ofhieft vun traditionelle bekannte Formen vu Crimen, an déi online an engem virtuellen Espace stattfënnt. An iwwerhaapt, den Term „virtuellen Espace“ ass och eng nei Komponent fir d'Justiz, an dat op verschidden Niveauen. Wat bedeit zum Beispill e sougenannten „espace virtuel“ als „lieu du crime“ fir national oder territorial Gesetzer, zum Beispill am Droit pénal? Oder déi Fro vun der Definitioune vun engem Bien corporel, oder déi uschlëssend Diskussioun, ob e Bien incorporel och ka geklaut ginn.

Déi lescht Fro ass duerch den Arrêt vum Cassatiounsgeriicht kloer mat jo beäntwert ginn. Wat natierlech, engersäits, eng kloer Äntwert ass notament och op d'Fro, déi sech de Statsrot gestallt huet. Mä et ass awer anerersäits och e Beweis, datt ons Gesetzgebung am Kontext vun den neie Medien an der Informatik, respektiv wéi et elo gesetzlech heescht, de Système de traitement ou de transmission automatisée des données, datt ons Gesetzgebung a speziell och den Droit pénal sech definitiv nach schwéierdoe mat enger informatiounescher Evolutioun, déi méi séier ass wéi de Législateur, an dee Moment dann och eben duerch Jurisprudenz geregelt gëtt. An dat ass net glécklech an dat ass och net gutt!

An de Statsrot huet och d'Fro opgeworf, ob de Législateur net besser gehat hätt, déi nei EU-Direktiv ofzewearden, fir onst national Recht ze adaptéieren, anstatt sech hei mat enger Konventioun, mat engem Protocole additionnel ze befannen, an da bannent kuerzer Zäit, mä an engem eben da separate Projet, sech mat der EU-Direktiv ze befannen, mam Risiko,

datt déi munchmol net méi openeen ofgestëmmt sinn.

Mir hunn eis dann awer och an där zoustänneger Kommissioun dozou ënnerhalen. A mir denken, zu Recht, mir hunn ons entscheet elo direkt an dëser wichtege Matière ze handeln, well mer bal all Dag mierken, datt et hei daitlech rechtlech Lacunë gëtt. Quitte datt mer ons keng Aarbecht erspüeren, wa mer deemnächst nach eng kéier mussen an dësem Beräich légiféieren. Et huet ons wichtege geschénkt, ons elo schonn déi noutwendeg juristesche Méiglechkeeten ze ginn.

Mir hunn elo an onsem Code pénal an am Code d'Instruction criminelle den Term „clef informatique“ ancréiert. Och dat ass en neien Term, dee weider Begrëffer wéi notament de Mot de passe oder de Code mat integréiert. A mir hunn och elo eng kloer Definitioune vun engem Vol, vun enger Usurpatioune, vun enger Infraktioun par rapport zu dëser Clef informatique.

Dëst sinn absolut wichtege Definitioune, déi net nëmme jiddweree virun der Verantwortung vu sengen eegenen Akte virun engem Computer setzt, mä et schützt och den Utilisateur, deen eng potenziell Victime ka ginn. Effektiv ass de Législateur an duerno och d'Justiz de Garant dofir, datt den Utilisateur sech méiglechst sécher kann an dësem Espace virtuel bewegen. An op alle Fall rechtlech geschützt ass, wann him e Schued entsteet, respektiv wann hien an dësem Espace virtuel en Opfer vun engem kriminellen Akt géif ginn.

Den Utilisateur huet e Recht op Schutz vu senger privaten Donnéeën, vu senger Privatsphär. Do och d'Stéchwuert ebe vum Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff vum 13. Mee géint Google Spain. Dofir gëtt mat dësem Projet de loi hei d'Gesetz vun 2005 iwwert d'Protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques och adaptéiert. An d'Fro, déi gestallt gëtt - net zu Onrecht, onser grénger Meenung no -, ass déi, ob mat de Mëttelen, déi d'Justiz kritt, fir engem Crime am Espace virtuel nozegoen, ob net grad och do d'Gefor besteet, datt de Schutz vun der Privatsphär verletzt ka ginn. Et ass eng pertinent Fro an onsen Aen, wëssend, datt d'Cour européenne des Droits de l'Homme zu Stroossbuerg d'Direktiv iwwert d'Vorratsdatenspeicherung virun e puer Méint annulléiert huet.

De Justizminister huet zu dësem Zäitpunkt an och am Numm vum Statsminister d'Positioun vun der Regierung annoncéiert. Entre-temps ass an deenen zoustänneger Ministère d'Analys vum Impact op eis Législatioun gemaach ginn. An effektiv, wéi schonn hei richtig gesot ginn ass, wäerte mir ons an der Justizkommissioun ufanks Juli, den Datum steet, zesumme mat der Kommissioun fir Héichschoul a Medien zesummesetzen an de Point maache mat de Ministère Braz a Bettel a mat der Commission nationale pour la protection des données, fir ze kucken, wéi mer do weider virginn.

Sécherlech hate mir an der leschter Legislaturperiod dës Direktiv iwwert d'Vorratsdatenschutz (veuillez lire: d'Vorratsdatenspeicherung) méi restriktiv applizéiert, notament, wéi verschidden aner EU-Länner. Nawell wäerten e puer legislativ Adaptatiounen net ausbleiwen.

Am Kontext vun der Budapester Konventioun hu mir an dësem Projet de loi op alle Fall e maximale Schutz vun der Privatsphär gesuergt. Keng Daten dierfen ouni den Accord vum Untersuchungsrichter gebraucht ginn an et gëtt och eng formell Informatioun un de Procureur. Dës Daten dierfe maximal 90 Deeg gebraucht ginn. Déi concernéiert Persoun oder Persounen mussen bannent zweielef Méint iwwert de Gebrauch vun hiren Daten informéiert ginn. A falls et no enger Enquête net zu enger Uklo kënnt, ginn dës Donnéeën nees aus dem Dossier geläscht.

Dat gëtt onser Meenung no den noutwendegen Equilibre tëschent Schutz vun der Privatsphär, engersäits, an der Strofverfolgung mat hiren noutwendegen Derogatiounen dozou, anerersäits, an deenen néidege Kritären, fir dës Schutz kënnen ze garantéieren.

Mir wäeren och frou, wann de Minister ons kéint eng Rei preliminar Informatiounen ginn zu där schonn ugefaangener Aarbecht a béide Ministèren zu där Annulatioun vun der Direktiv duerch deen Arrêt. A vläicht och e puer Informatiounen, datt mer wierklech duerch de Schutz vum Utilisateur, datt mer, fir deen ze schützen, net effektiv d'Privatsphär, wa mer virginn, fir eng Strofdot ze erkennen, datt mer d'Prinzipie vun der Privatsphär eigentlech net genuch berücksichtegen. Dat ass effektiv onst Uleies.



An dëst gesot, ginn ech den Accord vun onser Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Loschetter. Als nächste Riedner huet den Här Fernand Kartheiser vun der ADR d'Wuert. Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Ech soen och dem Här Arendt direkt Merci fir e ganz interessanten a komplette Rapport. Ech wëll elo net d'Wuert huelen, fir nach eng Kéier ze paraphraséieren, wat meng Virriedner gesot hunn.

Ech mengen, mir kënnen eis souwisoou nëmmen driwwer freeën, datt mer a bal allem hei e grouse Konsens an dëser Fro hunn. Ech wonnere mech zwar heiansdo, wann ech déi gréng Kolleegen héieren, déi de Rôle vun der interner Opposition an der Regierung iwwerhuelen. Ech sinn net ëmmer sécher. Wat wëllt Dir dann elo, Madame Loschetter? Hätt d'Regierung, zu där Dir jo och stitt als déi gréng Partei, dann elo solle waarden op déi nei EU-Direktiv? Oder firwat hutt Dir elo dat Gesetz hei virleien, wat Der jo awer mat ofstëmmt? Do sinn heiansdo esou komesch Kontradiktiounen an Äre Stellungnahmen, déi fir en Aussenstehende schwéier novollzéibar sinn. Mä sief et, et ass Äre Problem.

Wann ech awer elo hei d'Wuert huelen, dann ass et, fir op eng aner Gefor opmierksam ze maachen am Beräich vun der Internetdelinquenz. An zwar, mengen ech, sollte mer och eng Kéier belichten dat Spannungsverhältnis, wat mer elo hunn tëschent deem, wat mer jo alleguer och wëllen, nämlech Opuuff zum Haass an esou weider am Internet ze verhiinnen, datt et kann zu enger Radikalisierung kommen. All déi Phenomeener, déi mer a leschter Zäit kannt haten, doduerch datt d'Leit och a Kricher gaange sinn an esou weider. Mir hu jo eng ganz Rei Ursaachen, fir eis Suergen ze maachen iwwert dat, wat am Internet geschitt.

Mä op där anerer Säit stinn awer d'Grundrechter, déi mer absolut eescht mussen huelen. Mir hunn d'Recht op Fräiheet vun der Ried, d'Recht op Fräiheet vun der wëssenschaftlecher Fuerschung, d'Recht op fräi Diskussioun an engem demokratesche Stat. An et ass dat Spannungsverhältnis, wat awer och ëmmer erëm muss belicht ginn. An et geet net duer, wéi an deem Protokoll, dat och haut hei virläit an dat mer och solle mat ratifizéieren, fir ze soen, fir dat Gläichgewicht ass gesuergt. Mir brauchen eis keng Suergen ze maachen. Wa mer awer gläichzäiteg gesinn, datt dat Gläichgewicht ëmmer méi a Richtung Verbuet beaflosst gëtt.

Ech hunn, fir déi Interventioun haut hei ze maachen, just ee Beispill matbruecht. An ech mengen, dat illustréiert dat. An dat ass dat, wat am Beräich vun der Europäescher Unioun am Abléck do diskutéiert gëtt a geschitt. D'Madame Malmström, dat ass déi schwedesch Bankkommissärin, déi hat elo zu Vilnius am November eng Ried gehalen iwwert dat, wat si nennt „Hate crimes“, Haassverbiechen. Doroobherhin ass dann zu Thessaloniki e Seminar organiséiert gi viru Kuerzem.

Elo soll en Aarbechtsgrupp geschafe ginn, ënner italienescher Presidentschaft, deen zu Roum zesummentrëtt, wou Lëtzebuerg... Et ass vläicht eng Fro un Iech, Här Minister, fir ze soen, wéi mer do vertruede sinn a wéi eng Positioun Lëtzebuerg do soll verrieden.

Mä et ass interessant fir ze gesinn, a wéi eng Richtung dat geet. Wat ass haut en Haassverbiechen? An d'Terminologie eleng ass jo schonn zimlech staark. Mir schwätzen hei net méi vun Delinquenz, mir schwätzen net vun zivilrechtleche Froen bei Insulten oder esou, mä mir kategoriséieren elo alles ënnert dee Begrëff „Haassverbiechen“, deen extrem streng ass an dee ganz wäit geet.

Ech hunn, fir dat einfach emol ze illustréieren, aus den EU-Texter, déi zu Thessaloniki oder ënner italienescher Présidence diskutéiert ginn, oder am Europaparlament schonn aktiv diskutéiert ginn, just déi Begrëffer erausgeholl, déi elo legislativ solle behandelt ginn an déi dann dat compléieren, wou mer jo och all d'accord sinn, fir Akte vu Xenophobie, Rassismus an esou weider, datt dat näischt Guddes an näischt Schéines an näischt ass, wat mer sollen toleréieren. Mä déi Lëscht gëtt ëmmer méi laang elo. An et ass dat, wat interessant ass, well mer awer soen, mir liewen an enger fräier Gesellschaft mat enger fräier Diskussiounskultur.

Ech hunn déi Termen opgeschríwwen, déi elo an der Diskussioun sinn, wou ech also elo

näischt derbäisetzen, wat nach an anere Gremien, an der Wëssenschaft oder esou diskutéiert gëtt, mä nëmmen aus den EU-Texter, wat eventuell soll verbuede ginn an dann als Haassverbiechen och soll bestrooft ginn. Dozou gehéieren: Homophobie an Transphobie, Islamophobie, Xenophobie a Rassismus hu mer schonn, Gender, Anti-Immigrationsrhetorik an Negationismus. Negationismus ass bezunn op den 2. Weltkrich, also Auschwitz an esou weider.

Mä wat heescht dat dann elo konkret? Ass een homophob, wann ee géint d'Homosexuellebestietnis ass? Ass een islamophob, wann ee géint Internetsäiten optrëtt, déi wëlle Leit rekrutéieren, fir an e Krich iergendwou ze goen? Ass ee xenophob, wann ee géint d'Ausländerwahlrecht ass? Ass ee géint Gender, wann een op dat biologesch Geschlecht an deem seng Bedeutung insistéiert? Ass ee géint Anti-Immigration, huet een eng Anti-Immigrationsrhetorik, wann een zum Beispill op Integration hält? An esou weider.

Alles dat si Froen, wou ech just wëll opweisen, wéi dat Spannungsverhältnis sech entwéckelt. An datt mer eben e Problem hunn, wa mer fir Fräiheet a fräi Ried antrieden, fir déi do Prozesser einfach ze gesinn, ouni se kritiklos ze begleeden, ouni se wëlle mat Kritik ze begleeden, well do wierklech eis Grondwäerter a Fro sinn.

Mir haten an deene leschte Joren ëmmer erëm Incidenten, datt an der Wëssenschaft Leit hu misse vun hire Posten démissionéieren, einfach well se Theorien diskutéiere wollten, déi am Ablack net als politesch korrekt ugesi ginn. Mir hunn ëmmer erëm, datt an der politescher Diskussioun Leit marginaliséiert ginn, ganz einfach well eben déi sougenannte politesch korrekt Konzepter net jidderengem passen.

A mir hunn déi Entwécklung ëmsou méi schlëmm, well mer och hei, souguer wann et Insulté sinn, an deenen Texter steet, datt et net nëmmen elo Verbrieche sinn, dat heescht konkret Haasselementer wéi Mord oder Verbiechen, mä souguer Insulten, Beleidigunge kënnen an déi Richtung interpretéiert ginn! An d'Madame Malmström huet souguer offréiert, fir Eurojust an Europol mat ze bedeelege fir esou wat si nennt eben „Hate crimes“ - mä dat kënnen, wéi gesot, och Insulté sinn -, also ganz einfach banal Saachen eigentlech an der Graduatioun vun eise rechtliche Vergehen, Verstéiss géint eis legal Uerdnung, fir déi kënnen do anzeschalten.

Alles dat mécht eis Suergen. Wéi gesot, mir sinn net déi, déi an iergendengem vun deene Beräicher elo do géifen de Bien-fondé fundamental a Fro stellen. Wien ass schonn auslännerfeindlech? Wien ass schonn islamophob oder wie wär am Prinzip géint Immigration? Hei am Land ass dat Gott sei Dank eng ganz marginal Erscheinung. Mä wat awer net marginal ass, dat ass déi grundsätzlech Remise en question vun den demokratesche Fräiheeten, vun de Grundrechter op fräi Ried, op fräi Wëssenschaft, mat där mer awer konfrontéiert sinn.

Ech ka just hei soen, datt fir mäin Deel, an ech mengen och do kënnen fir meng Partei ze schwätzen, datt mir net stëmmen an net akzeptéieren, wa weider Aschränkunge vun der Fräiheet vun der Ried kommen. Ganz einfach, well mer mussen ofweien, wat méi geféierlech ass. Ob mer selwer ëmmer déi Grondfräiheete méi wäit aschränken, déi awer d'Essenz vun eiser demokratescher Kultur ausmaachen.

An datt mer awer och de Wëlle behalen, eis mat esou Phenomeener aneschtens ausernee-zesetze wéi op déi penal Manéier. Mä ganz einfach duerch déi politesch Diskussioun, duerch déi oppen Diskussioun, duerch Iwwerzeugung, duerch Argumenter, an net duerch Strofe wëllen eng Kultur vun der Meenungsfräiheet an eise Westen duerchsetzen. Wëll dann hu mer dat verluer, wat wierklech eis Gesellschaft am meeschte markéiert, nämlech déi Fräiheet, zu där mer wëlle stoen an un déi mer halen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany vun der neier Lénker.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn net prinzipiell dergéint, wann d'Stroferecht oder och d'Strofverfolgungsrecht un nei Forme vu Kriminalitéit ugepasst ginn, déi sech weisen iwwer Elektronik oder iwwer Internet. Zum Beispill wann am Code pénal festgehale gëtt, dass d'Klaue vun engem Passwuert e Vol ass oder eng Escroquerie ka sinn, wann et iwwert d'Method vum Phishing vun Date geschitt, domat hu mer kee Problem.

Et kann een och prinzipiell diskutéieren iwwert d'Bestrofung vun enger Uneegnung vun net öffentlechen Donnéeën iwwer Internet, wann dat aus net legitime Grënn geschitt. Zu legi-

time Grënn rechnen ech awer zum Beispill den „Whistleblowing“. Ass et net legitim, wann iwwert de Wee vum „Whistleblowing“ Informatiounen iwwer Daten, wéi dat haut geschitt iwwert de Snowden, bekannt ginn a Géigestand vun öffentlecher Diskussioun ginn? Well se och ze dinn hu mam Géigestand vun öffentlecher Diskussioun, nämlech der Praxis vu grouse Geheimdängschter.

Et kann een och d'accord sinn, dass d'Gericht nei Moyene kréien, fir mat deenen neie Methoden eens ze ginn, fir se ze ënnersichen, fir se ze ënnerbannen, wou et noutwendeg ass.

Ech mengen trotzdem, dass déi prinzipiell Haltung eng Rei vu Froen awer opwerft. An och mengen ech, dass een eng Rei vu Froen muss opwerfen, wat dat heite Gesetz ugeet.

Et stellt sech emol éischters d'Fro vun der Glafwierdegkeet iwwerhaupt am Strofrecht. Bestrofe mer alles och gläich? Wierklech? A bestrofe mer alles, wat eigentlech misst bestrooft ginn?

Zum Beispill, et sollen elo hei verstärkt Strofen agefouert ginn, wann ee Blanchiment mécht am Kader vun der Cyberkriminalitéit. Dat heescht, wa Leit hëllefën derbäi, fir dat wäisszewaschen, wat do geschitt, wann een awer zum Beispill de Blanchiment bei der Infraktion fiscale - déi et net gëtt, wëll ech derbäi betounen - an eise Code pénal net gläichzäiteg aféiert. Et gëtt keng Infraktioun vun Escroquerie fiscale zum Beispill. An dat ass an engem Land wéi Lëtzebuerg awer net anodin, wann een dat seet.

Et gëtt zum Beispill, hunn ech nogekuckt, am Code pénal eng Infraktioun, wann een eng falsch Deklaratioun mécht, fir iergendeng Subventioun vum Stat ze kréien; et gëtt awer keng Penalitéit, wann een eng falsch Deklaratioun bei de Steiere mécht. Dat ass also emol eng éischt Fro, déi ech wëll opwerfen hei vun der Gläichheet vun de Bierger vis-à-vis vum Strofrecht.

Zweetens, domat verbonnen ass och d'Glawierdegkeet: Wa mer hei d'Cyberkriminalitéit wëlle méi staark bestrofen, wéi ass et da mat der Gläichheet zum Beispill vun auslännesche Geheimdängschter wéi der NSA par rapport zur Cyberkriminalitéit? Wie sinn dann déi gréisste Cyberkrimineller an der Welt, wann net déi grouss Services wéi d'NSA zum Beispill aus den USA, déi am grouse Moosstaf Date klauen vun enger grousser Mass vu Leit, wann net souguer vun der Generalitéit vun de Leit? Dat sinn awer och Froen, mengen ech, déi een an deem Kontext muss opwerfen.

Ëmsou méi si mer skeptesch, wann an deem Gesetz hei Rechter solle vum Parquet gestärkt ginn, wat déi sougenannt „Mini-Écouter“ oder „Mini-Instruktiounen“ ugeet. Dat heescht, Lokalisierung vun Telefongespräicher, déi kënnen ugeuerdnet ginn op Demande vum Parquet, wum Juge d'Instruction, ouni dass muss eng Enquête préliminaire virdru lancéiert ginn an ouni dass dee Juge d'Instruction iwwerhaupt mam Fall am Fong beschäftegt ass.

A wann ee weess, dass déi Lokalisierung vun Telefongespräicher, déi sougenannt „Mini-Écouter“, kënnen gemaach ginn an alle Fäll, wou eng Infraktioun vermut gëtt, wou méi wéi ee Joer maximal Prisong dropstinn. Dat heescht, an der quasi Generalitéit vun den Infraktiounen kann dat geschéien a ka féieren och zu enger Aschränkung vun de Rechter vun deene Beträffenen, ouni dass iwwerhaupt gekläert ass, wat herno mat deenen Date geschitt, wa se net Géigestand herno vun enger Enquête pénale ginn.

An ech muss soen, mat där neier Infraktioun, déi hei geschafe gëtt vun der sougenannter „Ruhestörung“ am Internet ënner enger falscher Identitéit, dat heescht, wann een ënner enger falscher Identitéit optrëtt do, ech liesen den Text hei: „dans le but de troubler la tranquillité d'un tiers ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération“, da stellen ech mer d'Fro: Wat heescht dat? An zu wat kann dat féieren? Wat ass dat iwwerhaupt fir e penale Begrëff, dee vun der „Tranquillité“? Dat hei ass eng Strof, do steet net weéng Prisong drop: Dräi Méint bis zwee Joer kann ee kréien, wann een anonym dann am Internet d'Tranquillitéit vun engem anere verletzt huet, ouni dass kloer ass, wat iwwerhaupt domat gemengt ass.

Zum Beispill beim Harcèlement obsessionnel, deem sougenannten „Stalking“ am Code pénal, do ass virgesinn, dass et eng „Atteinte grave et répétée“ muss sinn. Dat fält hei ewech, obschonn hei méi héich Strofen dropst wéi beim Stalking! Et gëtt och méi héich gestrooft wéi zum Beispill déi Infraktioun, déi an deem Artikel virdru steet, an zwar wann een e falschen Numm öffentlech benotzt. Do stinn, an deem Fall, vill méi staark Strofen drop.

Et gëtt sech beruff op „Comportement dans les réseaux sociaux“. Et gëtt net erkläert, wourëms

et sech hei handelt. An ech hunn och d'Gefill, wéi wann dat hei net richtig diskutéiert gi wier mat engem Deel vun deene betraffene Leit, wéi zum Beispill der Associatioun vun de Strofjuristen, mat der Ligue des droits de l'Homme oder och emol en Avis ze froe bei de Gerichter oder beim Conseil de l'Ordre vun den Affekoten, déi awer vill domadder ze dinn hunn.

A wann hei vu Rassismus geschwat gëtt, da muss ech awer soen, de Rassismus ass elo schonn eng Strofdot. Déi steet elo schonn am Code pénal. Do brauch een déi Konventioun guer net ëmzesetzen. D'Ëmsetzung vun där Konventioun, déi mir hei maachen, huet iwwerhaupt näischt mat der Infraktioun vum Rassismus ze dinn.

A wann een ënner engem anonymen, ënner Couvert vun der Anonymitéit am Internet, op Forum an esou weider rassistesche Terme benotzt, dann ass et elo scho méiglech, dass e Riichter d'Anonymitéit ophieft. Well d'Redaktiounen kennen déi Leit, déi hannendrustinn. Et ass also méiglech, wann een eng Infraktioun am Internet mécht, elo schonn, dass d'Anonymitéit opgehuewe gëtt.

Hei féiere mer eng nei Infraktioun an, déi zimlech verschwomme Konturen huet, wou een net genau weess, wat et ass, wou och eemoleg Faiten, déi guer net esou grav sinn, kënnen bestrooft ginn an héich bestrooft ginn, obscho mer eigentlech d'Moyenen hätten, aner Moyenen hätten am Code pénal, fir déi Froen do ze léisen.

Dat Gesetz hei geet nämlech wäit iwwert déi Konventiounen eraus, déi mer hei sollen unhuelen. Et verschäerft op eng gewësse Manéier d'Strofrecht. Et harmoniséiert d'Strofen no uewen, dat steet ganz däitlech dran. A gläichzäiteg léist et aner Problemer net, déi sech an deem Kontext stellen, déi och schonn hei opgeworf gi sinn, wéi zum Beispill eng Léisung fir de Problem vun der Vorratsdatenspeicherung, wou op spéider verwise gëtt. A wéi och eng Rei vu Rechter vun deene Beträffenen, zum Beispill bei esou Écouter, déi hei kënnen gemaach ginn.

Dat heescht, dat Gesetz hei ass eiser Meenung no anzerien an eng Verstärkung vu repressive Mëttelen, déi heiansdo noutwendeg sinn, mä op eng Aart a Weis, déi zimlech wäit, fanne mir, iwwert d'Zil erausschéisst. An duerfir kënnen mer dat Gesetz hei net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Urbany. Domat wäre mer um Enn vun der Riednerlëscht ukommen. Als Nächsten huet d'Wuert de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt direkt e ganz grouse Merci un de Rapporteur, de Guy Arendt, awer och un den éischte Rapporteur, de Gilles Roth, fir dee wierklech ganz komplette Rapport op all de Punkten, net nëmmen um Historique, mä och um Contenu vum Projet de loi. An ech wäert och duerfir méi probéieren, op d'Reaktiounen vun den eenzelne Virriedner anzogeen, an net och nach eng Kéier selwer elo d'Opleschtung ze maache vun den Neierungen, déi mer duerch dëst Gesetz kréien.

Ech widderhuele just nach eng Kéier, den Objet vum Projet de loi war et, déi sougenannten, oder ass et, déi sougenannten „Budapester Konventioun“ an de Protocole additionnel a Lëtzeburger Recht ëmzesetzen. Mir hunn eng gewëssen Urgence, fir dat ze maachen. Mir hunn an de leschte Jore ganz vill Länner, déi alermeeschte Länner, déi Member si vum Conseil de l'Europe, gesinn, déi Konventioun ëmsetzen. Zu Lëtzebuerg ass dat net de Fall gewiescht. D'Konventioun ass vun 2001, mir sinn also schonn 13 Joer heimadder ënnerwee.

An et gouf an der Vergaangenheet, och zu Lëtzebuerg, méi wéi eng Kéier och d'Demande, fir dës Konventioun ze ënnerzeechnen. An de Protokoll zum Beispill vun enger Associatioun wéi der ASTI, déi sech aus enger Rei vu verständleche Grënn staark derfir gemaach huet, dës Konventioun ze ënnerstëtzen. Hei geet et och net nëmmen ëm Poursuiten an Definitiv vum Infraktiounen, mä hei geet et och gläichzäiteg ëm de Schutz vu Rechter, déi an de leschte Joren net ëmmer respektéiert gi sinn.

Et ass also net nëmmen, wéi et elo vum leschte Riedner duergestallt ginn ass, eng Konventioun, déi reng repressive Charakter huet. Déi Instrumenter, déi mer eis hei ginn an déi nei Infraktiounen am Code pénal sinn och gläichzäiteg e Schutz fir déi, déi an de leschte Joren, well mer dës Konventioun net ëmgesat hunn, och Nodeeler haten.

De Phenomeen vun der organisierter en fait ganz oft Kriminalitéit iwwer Internet ass en internationalen Phenomeen, dee wäit iwwert d'Lëtzeburger Grenzen, an deenen alermeeschte Fäll, erausgeet. Mä d'Escroquerie



iwwer Internet oder d'Cyberkriminalitéit huet mëttlerweil e Coût, dee méi héich ass wéi den Trafic vu verschidden Drogen, sief dat Kokain, Heroin oder Marihuana zesummegezielt. Dat ass eng Ausso, déi de Chef vun Interpol virun zwee Joer gemaach huet. Et ass also kee Randphenomeen am Beräich vun der Kriminalitéit, et ass en enorme Phenomeen. D'Cyberkriminalitéit betrëfft all d'Länner - all d'Länner! -, an zwar op eng massiv Aart a Weis.

An duerfir widderhuelen ech nach eng Kéier, mengen ech, dass et absolut ubruecht ass, dass mer déi Konventioun hei ënnerzeechnen an hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen duerch dëst Gesetz, well mer eis net virun engem Phenomeen erëmmanen, dee Lëtzebuerg nëmmen um Rand géif betreffen, net méi iwwert de Volet vun der organisierter Kriminalitéit ze diskutéieren.

De Projet ass déposéiert gi vum François Biltgen, ass weitergefouert gi vun der Madame Modert. An ech soen der Chamber Merci, dass mer dee Projet haut kënne stëmmen. Ech wëll nieft de Mercien un de Rapporteur an och un den Här Roth, dee jo deen éischte Rapporteur war, awer och ausdrécklech de Gilles Herrmann vum Parquet Lëtzebuerg aschléissen, deen der Commission juridique wierklech mat ganz vill Kompetenz an Disponibilitéit zur Verfügung stoung. An ech wëll em och duerfir vun dëser Säit aus Merci soen.

D'Informationsgesellschaft ass all Dag, mir liewen all haut an der Informationsgesellschaft a si bréngt eis ganz vill Avantagen. Si produziéiert awer och Victimen. An et ass duerfir, wou mer eis haut mat dësem Text beschäftegen. D'Informationsgesellschaft ass net nëmmen d'Gesellschaft vun der Fräiheet, d'Gesellschaft vun der Rapiditéit, vun der Information, vun der fräier Meenungsäusserung; d'Informationsgesellschaft huet, wéi alles, och hir negativ Säiten. An ech mengen, dass et duerfir net exzessiv ass, au contraire, wa mer dëst Gesetz haut stëmmen.

Zu de Victimen, déi d'Informationsgesellschaft produziéiert, gehéiere ganz oft déiselwecht, déi och an der Netinformationsgesellschaft, mä am alldiegleche Liewen zu Victimë kënne ginn. Dat si ganz, ganz oft déiselwecht. D'Kannerpornografie, verschidde Forme vu Volen, d'Usurpation vun der Identitéit, e ganz seriöse Phenomeen. E ganz seriöse Problem! An et schwätzen nëmmen déi liichtfankeg driwwer, déi nach ni am Fall waren. Wann dat engem geschitt um Internet, dass engem seng Identitéit geklaut gëtt an domadder Unfug gemaach gëtt, mat deenen enorme Moyenen an Effets multiplicateurs, déi den Internet huet, dat ass verheerend fir deen, deen et treëft.

De Phenomeen vum Phishing, vum Hameçonage, aner Infraktiounen - den Här Kartheiser huet se virdrun a sengem Plädoyer, ech kommen herno nach drop zrëck, och opgeworf -, Révisionnismen, Négationnismen, Xenophobie, Rassismus, dat si Phenomeener, déi mer net nëmmen am Alldieglechen, an der reeller Welt, fir se emol esou ze nennen, kennen, mä déi gëtt et och um Internet. An d'Victimen dovun, déi maachen den Ennerscheed net. Wann der dovunner Victime sidd, dat emfannt der, dat spiert der an domadder musst der da liewen. Déi maachen net den Ennerscheed.

Duerfir ass et net méi wéi richteg, dass mer probéieren, wa mer dee Phenomeen jo falsch fannen an e scho méi laang incriminéiert hunn, a sech nach ni een dergéint gewiert huet, dass mer dat incriminéieren. Ech hunn an der Chamber nach ni eng flammend Ried dergéint gehat, déi doten Infraktiounen aus eisem Code pénal erauszehuelen. Duerfir wonnert et mech e bësschen, dass mer ähnlech lautend Plädoyeren e bëssen de Mëtten hei héieren hunn, well mer se elo wëllen an der virtueller Welt, déi awer fir déi Leit ganz reell Konsequenzen huet, op eemol a Fro stellen. Do gëtt et e gedankleche Lien, dee mir entgeet, muss ech zouginn.

E puer Iwwerleeungen zu der Anonymitéit. Ech schléisse mech och deem un, wat de Chamberspräsident bei senger Untrëttsried oder quasi Untrëttsried - ech weess net méi genee, ech mengen, et war déi - gesot huet, dass mer an eiser Gesellschaft d'Anonymitéit mussen zum Deel a Fro stellen. Ech soe bewosst, zum Deel. D'Anonymitéit ass vläicht e Manktum u Courage, kann awer och heiansdo en Tribut sinn un d'Realitéit.

Virdrun ass d'Stéchwuert gefall, ech mengen, et war den Här Urbany, deen dovunner geschwat huet, d'Stéchwuert „Whistleblowing“, wou mer jo schonn zu Lëtzebuerg eng Gesetzgebung awer hunn. An ech wëll déi Remarque och elo maachen: Dëst Gesetz steet jo net iwwer anere Gesetz. Déi aner Gesetz, déi mer schonn hunn, zum Beispill beim „Whistleblowing“, gëlle weiderhin.

Dir hutt d'Fro gestallt no den Daten, wat mat deene geschitt. Mir hunn en Dateschutzgesetz.

A bien entendu setzt dëst Gesetz eist Dateschutzgesetz net ausser Kraaft. Déi allgemeng Regele vun deem Gesetz bleiwe weiderhin d'application.

Mä et ass richteg, an ech ënnerstëtzen dee Plädoyer, wa gesot gëtt, mir sollen de Courage hu vun eisen Opiniounen a mir sollen an enger ëffentlecher Debatt op d'Anonymitéit verzichten. Och wann een ebe ka Verständnis duerfir hunn, a bestëmmte Kontexter. Dat sinn déi Fäll, déi am „Whistleblowing“-Gesetz geregelt sinn, dass een do ka Verständnis fir bestëmmten Attitüden hunn, well d'Konsequenze fir déi betraffe Persoun kënne ganz grouss sinn. Mä an enger normaler demokratescher Auseenansetzung gëtt et och a mengen Ae wéineg Grënn fir Anonymitéit.

Déi Pseudonymen, déi gebraucht ginn, dat ass jo net onbedéngt datselwecht wéi Anonymitéit. Pseudonymitéit um Internet, an dat soll een och differenzéieren, dat ass net ëmmer datselwecht. An et kann ee séier erausfannen, och technesch - net ëmmer; déi, déi wierklech wëssen, wéi ee sech ka verstoppen, deene gélegt dat och nach haut relativ gutt -, mä et kann ee relativ liicht, bei Leit, déi net esou bewandert sinn am Technesch, hannert dem Pseudonym, wann et e Grond géif derfir ginn, an dat muss ee gewichteg Grond sinn, deen also mam Strofgesetzbuch ze dinn huet, an nëmmen an deene Fäll, ass et relativ liicht haut, hannert der Pseudonymitéit d'Anonymitéit opzehiewen. Dat ass also net datselwecht. An ech fanne weiderhin, a mir hate jo och eng parlamentaresch Ufro vum Michel Wolter beäntwert an deem dote Sënn, dass ee soll do virsiichteg sinn an net iwwerdreiwen, well et kann duerchaus en onproblemateschen Émgang och gi mat der Pseudonymitéit.

Allerdéngs do, wou Anonymitéit oder Pseudonymitéit Victimë produziéieren, do gëtt et e Problem. Do, wou d'Meenungsfräiheet an d'Recht sech hanner engem Pseudonym aus wat fir Grënn och ëmmer verstoppen, wou dat Recht dozou féiert, dass en aneren a senger Rechter blesséiert gëtt, wou also d'Anonymitéit an d'Pseudonymitéit eng Victime produziéieren, jo, do muss d'Gesellschaft sech ëm déi Victime këmmen. Da kënne mer net soen: An dëser Gesellschaft héieren d'Rechter beim Recht op fräi Meenungsäusserung op. Dat ass e Grondreht, mä et gëtt där Grondrechter nach. Notamment de Schutz, wann een eng Victime ass vun enger Infraktioun, vum Stat respektéiert ze ginn a sengem ongefroten an ongewollte Statut vun der Victime, an dass een där Victime zu hire Rechter verhélefft. An dofir ass dëst Gesetz, wat mer haut stëmmen, an den Ae vun der Regierung e ganz wichteg.

An natierlech, an dat ass och virdru gesot ginn, muss mer generell am Kontext vun der Informationsgesellschaft eis ëmmer nees mat der Fro beschäftege vun der Sensibiliséierung. Dat betrëfft déi Mannerjähreg. Dat betrëfft all déi Erwuessen. Et betrëfft eis an engem professionellen Émfeld. Mir brauchen eng Kultur zu Lëtzebuerg vum Émgang mat informatieschen Donnéeën. D'Technik ass rasant, an ze mengen, et kéint een eleng mat Gesetzter dem Phenomeen an den Abuse vum Phenomeen bäikommen, mengen ech, ass eng Illusioun. Mir brauchen eng Kultur zu Lëtzebuerg vum Émgang mat der Informationsgesellschaft am Alldag an op all den Niveauen, privat wéi beruflech. Dat hëlleff eis mindestens esou vill wéi e Gesetz, wéi Gesetzter, och wann dëst, wat mer haut stëmmen, a mengen Ae komplett berechtigt ass.

Da sinn nach e puer Froen a Remarquen och gemaach ginn zu deenen Arrëten, deene rezenten Arrëte vun der Cour de justice, dee vum 8. Abrëll 2014 iwwert d'Rétenion de données, d'„data retention“, an awer och dee méi rezenten iwwer Google Spain am Mee 2014.

D'Lëtzebuurger Regierung huet am Abrëll op den Arrêt vun der Cour de justice iwwert d'Rétenion des données als éischt Regierung an Europa, an der Europäescher Unioun reagiert. Et hunn der vill bis haut nach iwwerhaapt drop ze reagieren. D'Lëtzebuurger Regierung huet den Dag selwer op den Arrêt reagiert. An ech mengen och, dass dat richteg war, well deen Arrêt ze begreifen ass. An d'Lëtzebuurger Regierung huet den Arrêt wëllen den Dag selwer begreifen, well den Arrêt ganz kloer an onmëssverständlech gemaach huet, dass et an der Europäescher Unioun och do net nëmmen ee Recht gëtt.

Esou wéi et bei der Diskussioun virdrun net nëmmen d'Recht gëtt op fräi Meenungsäusserung, mä och aner Grondrechter, gëtt et och hei an Europa net nëmmen e Recht op Sécherheet, et gëtt och e Recht op Schutz vun der Privatsphär. An deen Arrêt vum 8. Abrëll 2014 huet ganz kloergemaach, dass d'Recht op Sécherheet, esou fundamental et och ass, ëmmer muss zesumme gelies a verstanen an interpretéiert ginn, zesumme mat anere Grondrechter, notamment dem Recht op Pri-

vatsphär. An ze laang, vill ze laang, huet sech d'Europäescher Unioun nom 9/11-Schock, ënner dem Androck vun deem Schock an och dem Drock, deem verständlechen Drock vläicht vun den Amerikaner, zu enger sécuritaire Linn verleede gelooss, aus enger Rei vun och akzeptabelen a richtege Grënn, déi awer mat Momenter aner Grondreht tangiert hunn a souguer a Fro gestallt hunn.

Dësen Arrêt huet an den Ae vun der Lëtzebuurger Regierung dat richtgebéit an den Équiliber nees probéiert hierstellen; deen noutwendegen Équiliber, déi noutwendeg Ofweigung, déi muss gemaach ginn. An dofir hu mer den Dag selwer vum Arrêt den Arrêt begreift. Mir hunn och den Dag selwer vum Arrêt ugefaangen, eis mat der Fro ze beschäftegen: Ass dann elo eist Gesetz, an dat ass vum Här Roth virdru gesot ginn, d'Gesetz vun 2010, wat op där Direktiv, déi annulléiert ginn ass, berout, awer net nëmmen, nach gültig?

Eis aktuell Gesetzgebung berout och zu groussen Deeler op der Direktiv vun 2002. Dat éischt Gesetz, wat mer gemaach hunn, war 2005, opgrond vun där Direktiv vun 2002. An d'Analys, déi mir natierlech hu misse maachen, ass déi: Ass eis Gesetzgebung elo nach do, no där Annulatioun vun der Direktiv?

Formell ass d'Äntwert jo. Den Arrêt huet d'Lëtzebuurger Gesetzgebung formell net annulléiert. Si steet do. Mä si steet do op eng Aart a Weis, déi net ganz stabil ass. Well all eenzel Dispositioun vun deem Gesetz, wat mer hunn, awer vun engem Affekot, vun all Affekot virun engem Richter kann invoquéiert ginn. An de Richter huet natierlech eng Tendenz, fir sech awer op déi international Rechtslag ze berufen an ze soen: Majo, do gëtt et awer en Arrêt, dee kloer seet, dass dat doten eigentlech net geet, déi dote Mesure d'instruction. Also kënne mer dat, wat do derbäi erauskomm ass, d'Resultat vun enger Écoute zum Beispill, net berücksichtigen.

Mir hunn also eng juristescht schwierig Situatioun. An dofir, an ech kommen herno nach eng Kéier dorop zrëck, muss mer eis relativ séier mat där Fro do beschäftegen.

Et ass och erwähnt ginn, dass an der Konventioun, déi mer haut ëmsetze vu Budapest, och där Conservatiounselementer dra sinn. A mir haten effektiv de Choix, den Här Urbany hat dat opgeworf, mir hunn de Choix, vu dass där Elementer och hei dra sinn, déi opgrond vun deem Arrêt contestabel schéngen, an ech mengen, dass dat net falsch ass, d'Emsetzung haut ze stoppen, ze waarden, bis et eng Kéier eng nei europäesch Initiativ gëtt, oder weiderzefueren, wëssend, dass dës Dispositioun, wéi anerer eben och, am Lëtzebuurger Recht am Moment da contestabel wieren a se um Enn enger gemeinsamer Léisung kënne zouzeféieren.

D'Regierung ass ausdrécklech frou doriwwer, dass d'Chamberskommissioun op dee Wee gaangen ass, dee mer haut hei guttheeschen, nämlech all déi wichteg an noutwendeg Elementer aus der Konventioun haut schonn an d'Lëtzebuurger Gesetzgebung eranzehuelen, wëssend, dass een Element dovun problematesch ass, esou wéi anerer och, opgrond vun deem Arrêt, an dass mer dann um Enn all déi Dispositiounen iwwer Vorratsdatenspeicherung enger kohärenter Léisung hei zu Lëtzebuerg wäerten zouféieren, mä en attendant mer awer scho kënne déi Konventioun ëmsetzen, well do ganz vill Richteges drasteet, a ganz besonnesch, ech widderhuelen et, aus den Ae vun deene Leit, déi Victime gi vun Infraktiounen, déi iwwert den elektronische Wee geschéien a multiplizéiert ginn.

An dofir nach eng Kéier Merci un d'Kommissioun, dass mer deen dote Wee gaange sinn. Mir gesinn do kee Widersproch, mä mir gesinn do e Fortschritt. A mir wäerten um Enn och eng gemeinsam a verstänneg Léisung hunn.

Zum Ofschloss, Här President, mir wäerten eis natierlech an der Commission juridique domat beschäftegen. Muer an iwwermuer ass e JAI-Conseil zu Lëtzebuerg, wou genee dat do um Ordre du jour steet, deen Arrêt. Mir hunn eis intern Reflexiounen scho ganz wäit virubruucht. Muer de Moien ass nach eng lescht Réunioun, déi ech hunn, ier dee JAI-Conseil ass.

Den 20. Juni wäerte mer am Regierungsrot probéieren, éischt Konklusiounen ze zéien, ier mer dann direkt hannendrun ufanks Juli an déi jointe Kommissioun kommen, fir ze kucken, wéi mer zu Lëtzebuerg weiderginn, ob mer - an dat sinn am Fong déi zwou Optiounen, déi mer hunn, et gëtt der nëmmen zwou - elo direkt e Gesetz maachen, wat eis Lëtzebuurger Gesetzgebung arrêt-konform mécht, ob mer dat direkt solle maachen, Optioun 1, oder Optioun 2, an den Här Roth huet sech fir d'CSV éischer fir déi ausgeschwat, ze waarden, dass och um europäesche Plang eng Initiativ komm ass an d'Fro europäesch klärt, ier mer dann

d'Upassung vun der Lëtzebuurger Legislatioun maachen.

D'Regierung huet sech nach net festgeluecht. Mir waarden och dofir op d'Informatiounen vum nächste JAI-Conseil, ier mer kënne eng Konklusioun zéien. Mä dat sinn déi zwou Optiounen. Méi gëtt et der net. Mir brauchen et och net méi komplizéiert ze maache wéi dat doten.

Just ee Wuert nach zu der CNPD an dem Piratage, dee bei eBay stattfonnt huet. D'CNPD spillt eng ganz grouss Roll fir de Bierger hei vu Lëtzebuerg, awer och am Ausbau vun engem Secteur, dee mer wëllen zu Lëtzebuerg weider virubréngen. An et ass kloer, dass d'Effikassitéit, d'Kompetenz an de Professionalismus vun der CNPD do eng kruzial Roll spillt. Nach eng Kéier: Net nëmme fir de Secteur, och fir d'Bierger vu Lëtzebuerg, mä natierlech och fir de Secteur.

An dofir ass fir d'Regierung och kloer, dass mer déi Diskussioun ronderëm den Développement vun deem Secteur ëmmer mussen considéiere mat engem Bléck op d'Qualitéit vun der Aarbecht vun der CNPD, déi ganz gutt ass, mä wou d'Erausforderungen an d'Luucht ginn. An natierlech muss d'CNPD do kënne mathalen, soss kréie mer relativ séier e Kreditibilitätsproblem an Europa. An dat kënne mer eis net erlaben. Dat ass fir d'Regierung ganz kloer. Wat dat elo genee heescht an de Moyenen, dat muss mer au cas par cas kucken en fonction vun der Evolutioun och vum Secteur an Europa.

Eng allerlescht Remarque, wann Der erlaabt, Här President, just nach...

Jo?

► **M. le Président.** - Jo. Awer wierklech eng allerlescht.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Just eng allerlescht fir den Här Kartheiser a fir den Här Urbany. Ech fannen, den Här Kartheiser huet eng iwwerzeegte Grondsazried gehalen iwwert d'Meenungsfräiheet. Seng Meenung gëtt an Amerika gedeelt. Do däréi ee wesentlech méi wäit goe wéi an Europa an och en anere méi op de Kapp stoussen. An Europa, besonnesch zu Lëtzebuerg, hu mer do eng aner Traditioun, déi ech ausdrécklech ënnerstëtzen: Jiddwerengem seng perséinlech Fräiheet hält do op, wou deem anere seng ufänkt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister. Mir géifen dann...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech wollt Parole après ministre froen, Här President. Ech wollt nach eppes soen zu deem,...

► **M. le Président.** - Jo.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - ...wat, besonnesch zum Schluss, de Justizminister elo gesot huet. Et kann ee verschidde Meenungen hunn zu deene Saachen, déi am Internet esou ënnert dem Couvert vun der Anonymitéit geschriwwen ginn. Mä hei geet et drëm, fir eng Strofdot, eng Infraktioun anzeféieren, a wann ech an de Code pénal eng Strofdot aféieren, da muss deen, deen dogéint susceptibel ass ze verstoussen, genau wëssen, wéini dass en dogéint verstéisst.

An dat ass dat, wat ech hei kritiséieren, wann hei einfach nëmme vun enger Atteinte à la tranquillité d'une tierce personne Rieds geet, ouni dass dat qualifizéiert muss sinn, während zum Beispill beim Stalking, wann ech enger Persoun nostellen, do steet, dat ass nëmmen de Fall, wann et de façon répétée ass a wann ech genau wosst oder hätt misse wëssen, dass déi Persoun an hirer Tranquillitéit gestéiert gëtt.

Hei ass dat net esou! Hei ass einfach de façon générale de Begrëff vun der Tranquillité. Wat heescht dat konkret?

Strofrecht, ech sinn zwar kee Strofrechtler, mä Strofrecht muss ëmmer konkret sinn, well schliisslech op deene Bestëmmungen hei, déi esou vag gehale sinn, wëll ech awer dem Här Minister soen, kann ee bis zu zwee Joer an de Prisong geschéckt ginn. Et ass also net, fir déi elo esou vag ze formuléieren, an eleng dass esou vag formuléiert gëtt, ass fir eis Ursaach genuch, fir dat Gesetz hei net ze stëmmen.

► **M. le Président.** - Jo, eng Reaktioun vum Här Minister, wou ech awer wëll drop hiweisen, dass den Här Urbany genee datselwecht och scho virdru gesot hat.

(**Brouhaha général**)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Jo, just an zéng Sekonnen. Et muss een dat net falsch fannen, wat den Här Urbany gesot huet. Natierlech gëtt et do eng gewëssen Imprezisioun.



Mä mir féieren hei eng Rei nei Infraktiounen an de Code pénal an, an et opläit de Gerichter, iwwer hir Jurisprudenz dat do ze definéieren, an d'Chamber ass ëmmer fräi, wa se géif fan- nen, dass bei der Interpretatioun, déi d'Gerichter maachen, an den Ae vum Parlament dat géif ze wäit goen, dann ass d'Chamber ëmmer fräi, d'Gesetz nees ofzeänneren an d'Gesetz ze preziséieren.

Mä à ce stade wou mer haut sinn, Här Urbany, kréie mer nei Infraktiounen, an d'Gerichter sol- len awer och e bëssen eist Vertrauen hunn, dass déi dat esou wäerten interpretéieren an hirer Jurisprudenz, dass et zu engem Schutz vun de Rechter vun deene Schwaachen hei- duerch kënn, an net duerch déi Exzesser, déi den Här Urbany beschreift, wou ech mengen, dass se net wäerte geschéien. Mä d'Chamber bleift, wéi gesot, ëmmer fräi, d'Gesetz och no- dréiglech ze änneren, wa se der Meenung wier, dass d'Gerichter net géife gutt schaffen.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- De Législa- teur soll eng propper Aarbecht ofliwwere vun Ufank un.

► **M. le Président**.- Ech mengen, et ass alles gesot, a mir géifen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6514 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6514 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. D'Procuratiou- nen.

De Vote ass ofgeschloss. Resultat: 57-mol Jo, zweemol Neen. Domat ass de Projet 6514 uge- holl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6514 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto- Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Mo- dert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Barto- lomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lor- sché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir dem Projet d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Jo, dat schéngt kloer ze sinn. Merci.

Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, der Presentation an der Dis- kussioun iwwert d'Projete 6626 a 6684, dat heescht de Bau vun engem Tram an de Bau vun enger Gare bei der Roudier Bréck. D'Wuert huet déi honorabel Rapportrice, d'Madame Jo- sée Lorsché.

8. 6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg

et

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferro- viaire

Rapport de la Commission du Développe- ment durable sur le projet de loi n°6626

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), rappor- trice.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Rapportrice vun engem Projet de loi, deen eng laang a beweegte Virgeschicht huet, wéilt ech mat engem Merci ufänken. Ech wéilt deene Leit Merci soen, déi sech scho viru

Jorzéngte fir eng besser Mobilitéit zu Lëtze- buerg agesat hunn an oft géint de Stroum ge- schwomme sinn.

Ee vun hinne war den honorabele Willy Bourg, deen am Joer 2003 verscheed ass, Vizepre- sident vun der Chamber war an engagéierte Verfechter vum Tram. Fir hie géif haut en Dram an Erfülleng goen, natierlech am Fall, wou de Projet och gestëmmt gëtt.

En aneren, un deen ech wéilt erënneren, ass den honorabele Marc Zanussi, deen eis am Juni 2004, also viru genee zéng Joer verlooss huet, op de Mount, an dese Moment leider net méi kann erliewen. Den 20. November 1996 stoung de Marc Zanussi als President vun der deemoleger Transportkommissioun op deser Plaz an huet mat engem Rapport en éischten Débat d'orientation iwwer en Tram zu Lëtze- buerg ageleet. Domat war de politesche Grondstee fir déi folgend Jore geluecht. Duerfir hinnen e besonnesche Merci.

Et sollt awer 18 Joer daueren, bis de Projet de loi 6626, deen de Bau vum Tram erméiglecht, op deser Plaz ukomm ass. Dat ass schonn e be- sonnesche Moment, net nëmme fir mech als Rapportrice, mä ech menge fir lech alleguer, besonnesch fir déi Leit, déi d'Virgänger kannt hunn an deser Geschicht.

Domat kommen ech bei mäi Rapport a bei déi wichtegst Daten.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De 4. Oktober 2013 ass de Projet de loi 6626 vum fréieren Nohaltegkeets- an Infrastruktur- minister Claude Wiseler déposéiert ginn. Den 21. Januar 2014 huet de Statsrot säin Avis of- ginn. D'Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers datéiere jeeeweils vum 6. Februar, 19. Februar an 1. Abrëll 2014.

Den 29. Januar 2014 hunn d'Membere vun der Nohaltegkeetskommissioun mech als Rappor- trice designéiert. An de Sëtzunge vum 5. Fe- bruar, 30. Abrëll a 14. Mee 2014 huet d'Kom- missioun sech souwuel mam Gesetzesentwurf wéi och mam Avis vum Statsrot befaasst.

De 27. Mee 2014 huet d'Nohaltegkeetskom- missioun gemeinsam mat der Petitiounskom- missioun a mat der Kommissioun vun den Insti- tutiounen un enger ëffentlecher Debatt mat véier Pétitionnaires deelgeholl, déi d'Petitioun mam Numm „Géint den Tram a fir d'Ofhale vun engem Referendum“ als Objet hat. Duerno hunn déi dräi Kommissiounen hir Konklusiou- nen aus dem Austausch gezunn. Den 28. Mee 2014 huet d'Nohaltegkeetskommissioun mäi Projet de rapport majoritär ugeholl.

Wéi Dir konnt feststellen, jiddefalls déi, déi de Rapport gelies hunn, sinn ech am éischten Deel op d'Entstehung an op d'Geschicht vum Tram agaangen. Dozou just e kuerze mëndleche Ré- sumé.

Nodeems den Tram am Joer 1832 an Amerika erfionnt gi war, sech an der zweeter Halschent vum 19. Jorhonnert och an Europa verbreet huet, ass déi éischt Linn zu Lëtzebuerg den 22. Februar 1875 ageweit ginn. Dës Linn huet d'Gare mat der Uewerstad verbonnen an ass duerno bis op de Lampertsbiereg ausgedehnt ginn. Si hat eng Längt vu ganz genee 10 km.

Am Joer 1908 ass den Tram, dee bis dohi vu Päerd gezu gi war, duerch en elektreschen Tram ersat ginn, an dese moderne Modell huet sech tëschent zwee Weltkricher zu engem vun de beléifteste Verkéiersmëttel entwéckelt.

Am Kanton vun Esch/Uelzecht, dee mer hei net solle vergiessen, ass en éischten interkommun- nalen Tram ageweit ginn. Dat war am Joer 1927. En huet d'Südgemeinde matenee ver- bonnen a war souzesoen e Virleefer vum heite- gen TICE.

No sengem éischte Boom huet den Tram nom Zweete Weltkrich awer lues a lues u Beléiftheet verluer. Dat ass komm opgrond vun der rasan- ter Entwécklung vun der Automobilindustrie, vun der Kommerzialisierung vum Privatauto, deen an de 50er a 60er Joren ëmmer méi zu engem Statussymbol ginn ass. En ass ugesi ginn als Symbol vu perséinlecher Fräiheet a vun Identitéit.

D'Resultat war natierlech, dass ëmmer méi Stroosse gebaut gi sinn an datt d'Réseae vum Tram lues a lues suppriméiert gi sinn. Den Triumph vum Privatauto, et war souguer eng Marque, déi deen Numm gedroen huet, war trotz sengem Prestigewäert net vu laanger Dauer. Jiddefalls net an de grouse Stied. Schonn an de 70er Joren huet nees en Ëmden- ken zugonschte vum ëffentlechen Transport stattfonnt. Domat huet den Tram, wéi et oft genannt gëtt, eng Wiedergebuernt erlieft an huet et fäerdegbruecht, sech nieft anere Syste- mer wéi dem Metro a ville Stied géint de Pri- vatauto duerchzusetzen.

De Grond vun deem Revirement louch natier- lech am massiven Zouwuess vum Individualver-

kéier mat allen negative Konsequenzen, déi mer haut ganz gutt kennen. Net ze vergiessen huet och d'Pétrolskris an de 70er Joren zu engem Ëmdenken a puncto Ressourcève- brauch misse féieren. D'Gesellschaft, d'Politik an d'Technik stoungen domat virun neien Erausforderungen. Weltwäit sinn nei a per- formant Tram- a Metrosystemer entwéckelt ginn, déi och zu Lëtzebuerg fir Begeeschterung gesuergt hunn, an dat net nëmme an deene méi marginale Kreesser, ënner anerem och bei deene Grénge.

De 7. Mäerz 1991 hunn eng Rei couragéiert Biergerinnen a Bierger, déi kenger politescher Partei ugehéiert hunn, sech zesummegedoen an hunn d'„Tram A.s.b.l.“ gegrënnt, mam Zil, d'Iddi vun engem Tram zu Lëtzebuerg populär ze maachen an ze konkretiséieren. Zesumme mam Mouvement écologique an der Fondation Oekofonds huet d'Tram A.s.b.l. eng Etüd mam Numm „E modernen Tram fir Lëtzebuerg“ an Opdrag ginn Ufank den 90er Joren. Se ass vun der Technescher Universitéit vu Wien duerch- gefouert ginn. D'Resultater vun där Etüd sinn den 21. Februar 1992 am Théâtre municipal vun der Stad Lëtzebuerg vum Ingenieur a Pro- fessor Dokter Hermann Knoflacher virgestallt ginn.

Domat louchen déi éischt konkret Pläng um Dësch. Si hu virgesinn, dass den zukünftigen Tram un de Réseau vun der Eisebunn géif uge- schloss ginn an, grad wéi de Projet vun haut, vun der Gare bis op de Kierchbiereg géif gezu ginn. Nodeems d'Chamber an d'Regierung sech bis dohin am Hannergrond gehalen ha- ten, sech net weider agemëscht haten, si se bei der Virstellung vun där Etüd erwächt, mam Re- sultat, dass duerno ganzer véier Legislaturperi- oden, also ganzer 20 Joer, am Zeeche vum Tram stoungen. Op déi wéilt ech kuerz agoen.

Déi éischt Regierung, déi sech intensiv mam Tram beschäftegt huet, war d'CSV/LSAP-Koali- tioun aus de Jore '94 bis '99 mat - um Ufank - dem Jacques Santer als Premierminister an duerno, no sengem Départ op Bréissel, mam Här Jean-Claude Juncker. D'Transportministesch war d'Madame Delvaux-Stehres, déi zesumme mat der Stad Lëtzebuerg d'Etüd Luxtraffic an Opdrag ginn huet, fir ze analyséieren, wéi ee Modell vun Tram sech fir d'Hauptstad an d'Re- gioun ronderëm am beschte géif eegnen.

D'Konklusioun vun där Etüd war déi, dass e modernen Tram kombinéiert mam Bus a mat der Bunn vill Virdeeler hätt an déi beschte Léi- sung fir Lëtzebuerg géif duerstellen. D'Regie- rung huet doropshin decidéiert, de Projet ëm- zusetzen. No engem Hearing, un deem 16 Or- ganisatiounen an aner Acteuren deelgeholl hunn, kouw et an der Chamber zu engem éischten Débat d'orientation, bei deem den éierewäerte Marc Zanussi wéi gesot Rapporteur war.

An deem Kontext ass d'Regierung den 9. De- zember 1997 iwwer eng Motioun opgefuerdert ginn, de Projet BTB ze beschleunegen, fir datt en am Joer 2002 kéint a Betrib goen. Dat heescht, wann dat agetruede wär, wäre mer haut mam Tram hei. D'Motioun war vun der grénger Fraktioun déposéiert ginn an à main levée vun der Chamber ugeholl ginn. Am Mäerz 1999 huet d'Madame Delvaux-Stehres awer missen deklaréieren, dass d'Viraarbechten net wäit genuch fortgeschratt waren an datt de Projet net kéint op d'Schinn gesat ginn. Bis zu de Wahlen am Juni 1999 war et hir net méig- lech, en deementspriedende Projet de loi ze déposéieren.

Du sinn d'Wahle komm, d'Wahle vum 13. Juni '99. D'CSV/DP-Koalitioun huet sech och virge- holl, de Projet BTB ëmzesetzen. Den Transport- minister Henri Grethen huet en neit Mobilitéits- konzept ausgeschafft mam Numm mobilitéit.lu a wollt domat méi eng nohalteg Mobilitéit zu Lëtzebuerg an d'Weg leeden. Bei der Presenta- tioun vu sengem Konzept huet de Minister Grethen deklaréiert, dass de Kierchbiereg duerch en Train-tram mat der Stater Gare géif ver- bonne ginn, an dat a Kombinatioun mam Bus. En deementspriedende Projet de loi ass den 11. November 2003 vun der Chamber ge- stëmmt ginn, huet awer keng Suite méi kritt.

Déi nächst Regierung. No de Wahle vum 13. Juni 2004 ass de Projet BTB vun der folgender Regierung opgegraff ginn. Am Regierungspro- gramm huet déi nei gebilten CSV/LSAP-Koali- tioun mam Transportminister Lucien Lux sech souwuel op d'Etüd Luxtraffic, déi mëttlerweil schonn zéng Joer um Bockel hat, gradesou wéi och op d'Mobilitéitskonzept vum Minister Gre- then beruff an huet d'Kreatioun vun engem komplette Réseau Train-tram ugekënnegt.

Mat deemem Projet wollt dës Regierung méi wäit goe wéi hir Virgänger. Nieft deem scho ge- plangte Réseau hat den Transportminister Lu- cien Lux nämlech wëlles, nach zousätzlech Quartieren un den Tram unzeschleissen. Dat ass awer net esou komm, well Mëtt November 2005 kouw et zu engem monumentale Revire-

ment, wéi d'Vertrieder vun der CFL dem BTB e Gnadestouss versat hunn. D'CFL huet dekla- réiert, dass de Projet Train-tram virun allem aus Sécherheets- a Capacitéitsgrënn net realiséier- bar wier an datt den Ëmbau vun der CFL-Infra- struktur op d'mannst zéng Joer, wann net méi, géif daueren.

D'Regierung huet awer net kapituléiert. Si huet en Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, deen als Missioun hat, alternativ Systemer zum BTB ze analyséieren. Schonn am Mäerz 2006 louchen d'Resultater vir. Si hunn ausgesot, dass déi opti- mal Léisung géif am Tram léger leien.

Fir dese Projet ze konkretiséieren, huet d'Regie- rung zesumme mat der Stad Lëtzebuerg den 21. Juni 2007 de Groupement d'Intérêt Écono- mique Luxtram gegrënnt, dee mer haut nach hunn. Dese GIE, wéi e genannt gëtt, hat als Opdrag, e Projet de loi auszuschaffen, deen all Aspekter vum Projet Tram géif ernaassen, vu sengem Finanzement bis hin zu senger Realisa- tioun a senger Exploitation. D'Objektiv war, am Joer 2014 mat der Konstruktioun vum Tram unzufänken an am Joer 2017 fäerdeg ze ginn. D'Broschür „Mobile 2020 - Mobilitéit, déi be- weegt“, hat Der all an de Boiten, se ass an all Haushalt verdeelt ginn, mat der Informatioun vum Transportminister Lucien Lux, dass den Tram léger géif gebaut ginn.

Duerno sinn nees Wahle komm. Et war déi véiert a lescht Legislaturperiod virun de Wahle vum 21. Oktober 2013, an et war um Nohal- tegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wi- seler, fir d'Releve vum Projet ze iwwerhuelen. Ën- nert dem Numm MoDu huet de Minister e Mobilitéitskonzept ausgeschafft, wat op eng in- teraktiv Approche an op d'Komplementaritéit vun den eenzelne Verkéierssystemer gesat huet. Och him dofir e grouse Merci am Numm vun der Rapportrice.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*), rappor- trice.- Domat hat de fréieren Nohaltegkeetsmi- nister de Referenzkader fir d'Mobilitéitspolitik vun de folgende Jore gesat an de Grondsteen fir dese Projet de loi geluecht.

De 4. Oktober 2013 huet den Här Wiseler de Projet de loi 6626, wéi ufanks gesot, dépo- séiert, mam Zil, de Bau vun enger Tramslinn tëschent der Gare an dem Kierchbiereg definitiv ëmzesetzen.

De Regierungsprogramm vun der aktueller DP/ LSAP/déi-gréng-Regierung, -Koalitioun och ge- nannt, huet de Bau vun deser Linn bestätegt. Awer net nëmme: De Regierungsprogramm vun 2013-2018 gesäit och vir, dass déi zweet Phas, an zwar den Ausbau a Richtung Findel an Héienhaff op där enger Säit, an Houwald, Gaasperech, Cloche d'Or op där anerer Säit, beschleunegt soll ginn. An et ass do, wou mer haut stinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass war mäi Réckbléck op déi lescht 20 Joer Mobilitéitspoli- tik zu Lëtzebuerg. E war vläicht e bëssen exten- siv, mä 20 Joer sinn 20 Joer. Et ass mir drëms gaangen, ze weisen, wéi vill politesch Energie schonn an de Projet Tram investéiert ginn ass, ier e fuere kann.

Ech kéim dann zum Objet vum Gesetzesprojet, wou ech fir den technesche Volet op d'Pläng an op d'Grafike wéilt verweisen, déi un de Ge- setzestext attachéiert sinn.

Kuerz gesot, dëst Gesetz erlaabt der Regierung, sech mat der Zomm vun 230,520 Milliounen Euro u folgende Realisatiounen ze bedeelegen:

- 1) um Bau vum éischten Tronçon vum Tram, deen d'Stater Gare mam Kierchbiereg verbënnt;
- 2) um Bau vum Centre de remisage et de maintenance;
- 3) un der Acquisitioun vun de sougenannten „Rames“, déi d'Passagéier befërderen;
- 4) un der Ëmsetzung vun de Kompensatiouns- moossnamen;
- 5) un den deementspriedenden Etüden.

Dese Montant gëtt zweemol am Joer un de Präisindex ugepasst an entsprécht der Part vun zwee Drëttel, déi vum Stat gedroe ginn, während de leschten Drëttel un d'Stad Lëtze- buerg fält. D'Aarbechte ginn als Utilité pu- blique deklaréiert, inklusiv dem Bau vum Centre de remisage et de maintenance.

De geplangten Tronçon huet eng Längt vu 7,5 km a begräift folgend Elementer: Plattfor- men, op deenen den Tram en site propre circu- léiert mat 15 Statiounen, déi an der Moyenne 500 Meter vuneneen ewech leien; dernieft fën- nef Multimodalstatiounen, déi d'Kombinatioun vum Tram mam Zuch, Bus, Auto a Vélo wäer- ten erméiglechen. Den Tableau a mengem Rapport informéiert am Detail iwwert déi ver- schidde Kombinatiounen, jee no Statioun.

Déi zweet Realisatioun ass wéi gesot de Centre de remisage et de maintenance, deen dräi Mis-



sionne soll erfüllen: éischtens den Ënnerhalt vun de Rammen, zweetens d’Maintenance vun de festen Installatiounen an drëtzens d’Administration mam sougenannten zentraliséierten „Poste de commande“, deen d’Exploitation vum Réseau gëriert.

Well den CRM am Ganzen 3 ha fir Gebailechkeeten an 3,5 ha am Ausseberäich wäert anhuelen an an eng sougenannten „Zone spéciale de conservation“ um Bord vum Gréngewald implantéiert gëtt, muss dës Bau vu Kompensatiounsmoosname begleet ginn. Dat opgrond vun der Habitats-Direktiv, déi geziilt Etüde virschreift a puncto Impakt vun der Konstruktioun op d’Fauna, d’Flora an Habitat.

Dernieft ass och eng Evaluatioun vun den Inzidenzen op déi mënschlech an natierlech Ëmwelt verlaangt. Dës Etüde sinn erfollegt an hunn erginn, datt op deem Terrain eng Rei Déiercher ënnerwee sinn: d’wëll Kaz, d’Fliebermaus an d’Hieselmaus.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

D’Kompensatiounsmoosname sinn der zoustänneger Kommissioun de 14. Mee 2014 virgestallt ginn. Se bestinn aus der Acquisitioun vun 2 ha Terrain, wou geziilt Beplantungen a Moosname wäerten ergraff ginn, an dernieft aus der Suppressioun vum CR119, deen duerch de Gréngewald fiert.

Doriwwer eraus sinn och speziell Moosname virgesinn, fir d’Grondwaasser virun enger eventueller Pollutioun ze schützen während den Aarbechten um Chantier, haaptsächlech am Beräich vum Centre de remisage et de maintenance.

Sou vill zum sougenannten „Centre“, deen eben derfir do ass, fir den Ënnerhalt ze garantéieren. De Fachleit no hätt dee Centre de remisage et de maintenance net kënnen bei der Infrastruktur um Houwald gebaut ginn, wou schonn eng entsteet, well dee Site ze kleng ass an d’Infrastruktur sech net dozou eegent, quitte datt aus ëmweltpolitescher Siicht dee Site bestëmmt méi sënnavoll gewiescht wär.

Ech komme bei deen drëtten Deel vum Finanzement. Dee besteet aus der Acquisitioun vun de Rammen, fir de Persounentransport ze garantéieren, mat jeeweils enger Längt vu 45 m, enger Breet vun 2,5 m an enger Capacitéit vu jee 300 Passagéier. Zu Spëttestonnen ass eng Frequenz vun dräi Minutte virgesinn, woubäi ze bemerken ass, datt dës System ausbaufäeg ass. D’Vitesse läit an der Moyenne bei 20 km/h an iwwersteigt déi vun de städtesche Bussen an der Moyenne ëm 5 km/h.

Hei bleift ze soen, datt d’Alimentation tëschent der Gare an dem Arrêt Pont-Rouge net iwwert déi klassesch Caténaires ofgeséichert gëtt, mä iwwert déi méi innovativ Method vum sougenannten „Biberonnage“, enger Aart Alimentation iwwer Batterie, déi d’Stadbild net wäert veränneren. Schutzmoosname si virgesinn am Beräich vum Kaméidi a vun de Vibratiounen, déi den Tram op d’Émgegend kéint hunn.

E Wuert nach zu der Exploitation vum Tram. Et ass zréckbehalte ginn, datt de Groupement d’Intérêt Économique Luxtram an eng Gesellschaft evaluéiere soll, där hiert Kapital a Form vun Actionariat ausschliisslech aus öffentliche Gelder besteet, an zwar zu zwee Drëttel aus staatleche Gelder an zu engem Drëttel aus dem Kapital vun der Stad Lëtzebuerg. Déi gebrauchten Terraine si gréisstendeels am Besëtz vum Stat an zum Deel am Besëtz vun der Stad Lëtzebuerg a wäerten dat och bleiwen. D’Infrastrukturen an de Fuhrpark ginn an de Besëtz iwwer vun der Gesellschaft Luxtram.

Wat déi berechtigt Suerg vun der Geschäftswelt ugeet a puncto Nuisancen an eventuelle kommerziellen Defiziter, ass d’Kommissioun informéiert ginn, datt den Nohaltegkeetsministère zesumme mat der Stad Lëtzebuerg an de Geschäftsleit e Comité de suivi op d’Bee gestallt huet an datt am gemeinsamen Averständnis mat alle Partner Léisungen ausgeschafft ginn, déi dee gefaarten negativen Impakt op d’Geschäftswelt a Grenze wäerten halen. Sou vill zum Tronçon, deen iwwert dës Projet soll finanziert ginn an deen de Previsiounen no am Joer 2017 soll fäerdeggestallt ginn.

An der Kommissioun ware mir eis eens, datt et mat deem Tronçon net duergeet, fir d’Verkéiersproblematik an der Stad a ronderëm d’Stad an de Grëff ze kréien. Mir waren eis eens, datt d’Extension vum Réseau a Richtung Peripherie dowéinst esou séier wéi méiglech soll stattfannen, éischtens a Richtung Findel an Héienhaff, wou e Park & Ride mat 4.000 Emplacementer soll gebaut ginn; zweetens a Richtung Cloche d’Or, wou e Park & Ride mat 1.500 Emplacementer soll entstoen, an drëtens a Richtung Houwald, wou d’Kombinatioun mat Zuch a Bus wäert méiglech ginn. Dat, well déi allgemeng ekonomesch Entwécklung an deenen Aktivitéitszonen a méi speziell

och d’Entwécklung vum Logistiksektor an anere Servicer um Findel d’Besoine vum öffentliche Persounentransport wäerte massiv erhéien.

Dernieft ass an der Kommissioun och un déi héich Schülerzuel erënnert ginn, déi Dag fir Dag op de Campus Geeseknäppche fiert an op öffentliche Transportmëttel ugewisen ass.

Des Weiteren ass an der Kommissioun iwwer eenzel Projekte geschwat ginn, déi enk mam Projet Tram zesummenhängen. Och hei war d’Kommissioun sech eens, datt den Handlungsbedarf grouss ass. Beispillsweis beim Projet vun der neier N3, wou och de Buergermeeschter vun Hesper heibanne ganz interesséiert war mat den dräi Modulen Nord, Sud a Centre, déi d’Gemeng Hesper entlaaschte sollen an am Joer 2020 entaméiert wäerte ginn, wann d’Etüden zur Zäit ofgeschloss ginn.

Oder awer beim Bau vun der Eisebunnsliin Beetebuerg-Lëtzebuerg oder beim Contournement vun Zéisseng respektiv beim Boulevard vu Märel. An natierlech och beim Bau vu weidere Park & Riden an der Grenzregioun, well et geet jo schliisslech och ëm d’Pender. Dat als Ausblick op d’Joren, déi virun eis leien. Et leien der scho vill hanner eis.

Ech kommen dann zum Avis vum Statsrot. A sengem Avis vum 21. Januar 2014 ënnersträicht de Statsrot, datt de Bau vun engem éischten Tronçon net duergeet, fir d’Verkéiersproblematik ze léisen, an datt de Bau vum Tram a Richtung Peripherie dréngend noutwendeg wier. Mir waren eis also eens.

Déi héich Kierperschaft huet sech och am Kontext vu Kompensatiounsmoosnamen zu Wuert gemellt an huet fonnt, datt déi Moosname vum Vote missten definéiert ginn an der Chamber virgestallt ginn. De Gesetzestext sollt dem Statsrot no och kloerstellen, datt d’Kompensatiounsmoosnamen iwwert dëst Gesetz matfinanziert ginn. An e war schlussendlech der Meenung, datt am Intitulé vum Gesetz net den Numm vun enger Gesellschaft sollt figuréieren, mä datt eng Referenz op déi geografesch Lag oder eben op de Kadaster sollt gemaach ginn.

D’Chambre des Salariés hirersäits begreist de Projet Tram vum Prinzip hier a betount d’Wichtegkeet vu senger Extension. D’CSL warnt awer virun all Privatiséierungsversuch, wat d’Servicer vum öffentlichen Transport ugeet. Se berëfft sech dobäi op eng ganz Rei vun europäeschen Direktiven a Reglementer an ënnersträicht, datt den öffentlichen Transport e staatlech finanzierte Service muss sinn, deen alle Biergerinnen a Bierger gläichermoossen an zu sozialen Tariffer soll accessibel sinn.

An deem Kontext dréckt d’CSL d’Suerg aus, datt de Groupement d’Intérêt Économique Luxtram an eng Société anonyme kéint verwandelt ginn, a fäert, datt de Stat seng Parten u Privatinvestisseure kéint verkaufen. Ofschléissend verlaangt d’CSL, datt d’Exploitation vum Tram an déi öffentliche Hand transferéiert soll ginn.

D’Chambre des Métiers dréckt hirersäits e ganz kompletten Désaccord vun gesamte Projet aus an ass der Meenung, datt et dem Tram u Flexibilität feelt. Och stellt si sech Froen iwwert de Finanzement vun de folgende Phasen an iwwert d’Entscheidung vun der Geschäftswelt. Schlussendlech invitéiert d’Chambre des Métiers d’Regierung, iwwer Alternativen nozedanken, nom Typ Busway-Metz, Téléphérique a Funiculaire.

D’Chambre de Commerce läit dertëschtent mat hirem Avis, weist sech d’accord mat der Strategie vun der Regierung inklusiv dem Tram, werft awer eenzel Froen op, wat d’Etappe vun der Emsetzung a vum Finanzement ugeet. An deem Kontext verweist d’Chambre de Commerce op de Regierungsprogramm an op eng méiglech Zesummenaarbecht mat der BEI, der Banque européenne d’investissement. Dernieft weist d’Chambre de Commerce op d’Nuisancen hin, déi op d’Geschäftswelt kënnen zoukommen, an invitéiert déi politesch Autoritéiten, den negativen Impakt mat alle Mëttelen esou minim wéi méiglech ze halen.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun bleift nach ze soen, datt d’Kommissioun folgend Recommendationen vum Statsrot ugeholl huet: Si huet den Intitulé geännert an deem Sënn, datt an der Bezeichnung vum Gesetz net méi den Numm „Foire internationale“ benotzt gëtt, mä d’Bezeichnung „Circuit de la Foire internationale“, well dat e Stroossennumm ass an net den Numm vun enger Gesellschaft.

Se huet d’Kompensatiounsmoosnamen an d’Finanzéierung integréiert an drop gehalen, déi Moosnamen am Detail virgestallt ze kréien. Dat hunn d’Mataarbechter vum Nohaltegkeetsministère an déi Responsabel vun der Sociétéit LuxTram an der Sëtzung vum 14. Mee ausféierlech a kompetent gemaach. Dofir hinne e grouse Merci.

D’Kommissioun huet och dem Statsrot seng Aschätzung gedeelt, datt eng Extension dréngend noutwendeg wier, a war frou ze héieren, datt d’Regierung déi zweet Phas wellt beschleunegen.

Nieft der Analys vum Statsrot sengem Avis huet d’Kommissioun sech mat weideren Theme befaasst, och Froen opgeworf, déi enk mat deem Projet verbonne sinn. Ech ka se net all opzielen, well et waren der vill. De Résumé vum wäitgefächerten Austausch tëschent de Membere vun der Kommissioun an dem Här Minister respektiv senger Mataarbechter a Mataarbechterinne fannt Der a mengem schrëftleche Rapport.

De Mataarbechter a Mataarbechterinne vum Ministère, déi eis an de Sëtzungen zur Säit stoungen, wëllt ech am Numm vun der ganzer Kommissioun e grouse Merci ausdrécken an dernieft och eiser Sekretärin, der Madame Rachel Moris, gradesou wéi de Mataarbechter vun der grénger Fraktioun.

Domat sinn ech schonn um Schluss vu mengem zimlech extensive Rapport a soen lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bis heihi villmools Merci fir d’Nolauschten. Ech sinn awer nach net fäerdeg, well ech haut zwee Projekte gläichzäitig virstelle wäert.

Rapport de la Commission du Développement durable sur le projet de loi n°6684

Domat kommen ech schonn zum nächste Projet, deen enk mam Tram verbonnen ass. Dat ass de Projet de loi 6684. Et geet ëm d’Modifikatioun vum Gesetz vum 10. Mee 1995 iwwert d’Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur a méi speziell ëm den Aménagement vun enger zousätzlecher Haltestell op der Zuchliin Lëtzebuerg/Élwen.

Dës mëttlerweil néngt Modifikatioun vum Gesetz ass néideg, fir de Point d’arrêt Pont-Rouge an d’Gestioun vun der Eisebunnsinfrastruktur ze integréieren. Grad wéi de Projet Tram ass och dës Projet e Bestanddeel vum Mobilitéitskonzept MoDu, wat vum viregten Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler ausgeschafft ginn ass a wat vun der aktueller Regierung iwwerholl ginn ass.

De Projet de loi 6684 ass de 24. Abrëll 2014 vum Nohaltegkeets- an Infrastrukturminister François Bausch déposiert ginn. Den Text vum Gesetz gëtt ergänzt vun engem Exposé des motifs mat den techneschen Aspekter vum Projet, dernieft engem Kommentar vun den Artikelen, enger detailléierter Fiche financière, enger Impaktstudie, déi ënnert der Responsabilitéit vun der Commission d’analyse des projets d’infrastructure ferroviaire realiséiert ginn ass.

De Statsrot huet säin Avis de 6. Mee 2014 ofginn. De 7. Mee 2014 huet déi zoustänneg Chamberskommissioun mech als Rapportrice designéiert. An darselwechter Sëtzung an an der Sëtzung vum 14. Mee 2014 huet d’Kommissioun sech mam Projet de loi a mam Avis vum Statsrot befaasst. An der Sëtzung vum 28. Mee 2014 huet d’Kommissioun mäi Rapport eestëmmeg ugeholl.

Dës Projet erlaabt d’Realisation vun enger ganzer Rei Aarbechten, déi ech just kuerz wëllt beschreiwen. De Point d’arrêt Pont-Rouge situéiert sech op der Eisebunnsstreck Lëtzebuerg/Élwen, méi genee gesot um Fouss vun der Bréck Grande-Duchesse Charlotte, och Rout Bréck genannt an och ënnert deem Numm besser bekannt.

D’Infrastruktur vun der Gare gëtt ergänzt duerch zwee Funicularen, déi d’Gare respektiv de Pafendall mat der Rouder Bréck solle verbannen. Den Accès zu de Funiculairé gëtt iwwer insgesamt dräi Lifter, Träpen a Rullträpen ofgeséichert. Zwee Lifter ginn um Niveau vun der Gare installéiert, deen drëtten an der Rue Saint-Mathieu am Pafendall.

D’Infrastruktur vun der Gare gëtt op der bestehender Eisebunnsliin am Hiwwel ënnert der Rouder Bréck gebaut a situéiert sech deemno tëschent der Stater an der Dummeldenger Gare. Dësen Halt, an dat ass interessant, féiert zu enger Entlaaschtung vun der Stater Gare, well eng zousätzlech Méiglechkeet geschafe gëtt, fir an d’Stad mam Zuch eranzekommen.

An deem Kontext ass virgesinn, datt sechs Zich an der Stonn den Arrêt Pont-Rouge bedéngen. D’Passagéier, déi aus dem Osten, Süden oder Westen op de Kierchbiere kommen, kënnen mat engem Zäitgewënn vun insgesamt zéng Minutte rechnen, well se net méi an der Stater Gare mussen erausklammen. Fir d’Leit, déi mam Zuch aus dem Norde kommen, ass den Zäitgewënn nach méi grouss; do läit e bei enger Véirelstonn, well hinnen den Émwee iwwert d’Stater Gare wäert erspuert bleiwen.

Doriwwer eraus gëtt awer och eng Verbindung zum Pafendall geschafen, eben ënnen an d’Rue Saint-Mathieu. Op där Plaz gëtt e Parking fir de Vëlo installéiert, e Bike & Ride, wéi een et kann nennen, e Parking fir de Vëlo, mat deem ee ka rechnen, wann een ënnert an uewe wëllt

weiderfueren, dann hëlt ee säi Vëlo ganz einfach mat. Beim Lift an der Rue Saint-Mathieu gëtt zousätzlech och eng Statioun fir de Vëlo-system vun der Stad Lëtzebuerg installéiert, soudatt insgesamt zwee Vëlosparkinge wäerten do entstoen. An der gesamter Infrastruktur huet de Vëlo fräien Accès, inklusiv och an de Lifen an am Funiculaire.

Den ënneschten Halt vun de Funiculairé läit direkt iwwert der Gare. Op de Pläng ass et méi einfach ze verstoe wéi am mëndleche Rapport. Den ieweschten Halt vum Funiculaire situéiert sech um Boulevard John F. Kennedy an der Géigend vun der Place de l’Europe a läit an direkter Proximitéit zu der Banque européenne d’investissement, der BEI. Dësen Halt ass direkt un den Tram ugebonden an integréiert sech an den öffentliche Verkéiersréseau vun der Stad Lëtzebuerg.

D’Benotze vum Funiculaire bedeit fir d’Passagéier vum öffentlichen Transport keen zousätzleche Käschtepunkt. Fir déi Leit, déi weder Tram nach Zuch fueren, ass den Trajet gratis. Dat ass ofgemaach gi mam Här Minister. Den Tracé leeft op 67 m ënnerierdesch, e reit sech harmonesch an d’Landschaft an a respektéiert déi bestehend Trëppelweeër, déi schonn do installéiert sinn, gradesou wéi d’Vegetatioun.

Déi gesamt Längt vum Tracé läit bei 200 m, d’Zäit vum Parcours bei 63 Sekonnen an den Temps d’arrêt jeeweils bei 105 Sekonnen.

Ee Wuert nach zu der Capacitéit. D’Gare ass esou dimensionéiert, datt se ënnerhalb vun zéng Minutten evakuéiert ka ginn, woubäi mat maximal 600 Reesender pro Zuch gerechent gëtt. Bei der gläichzäiteger Arrivée vun zwee Zich kënnen also 1.200 Leit ënnerhalb vun zéng Minutte befördert ginn. An enger Stonn sinn dat maximal 7.200 Passagéier.

D’Experte ginn allerdéngs dervun aus, datt dës Zuel net erreecht ka ginn, an net emol zu Spëttestonnen et zu där massiver Zuel vu Passagéier wäert kommen. Si setzen och e Modell en place zu de sougenannten „Heures creuses“, deene rouege Stonnen, fir datt do just ee Funiculaire a Betrib ass, fir iwwerflësseg Fahrten ze erspueren. D’Capacitéit vum Funiculaire läit bei 140 Persoune pro Wagon.

Fir den Impakt op d’Ëmwelt ze analyséieren, ass am Joer 2012 en detailléierte Screening realiséiert ginn. Et ass festgehalen ginn, datt den Terrain nees a säin ursprënglechen Zoustand muss zréckbruecht ginn, notament duerch eng nei Beplanung vun deenen zerstéierte Plazen. Well den Terrain weder zum Patrimoine vun der Unesco nach zu der Pufferzon gehéiert, stellt sech kee Problem, wat den Impakt op wäertvoll Kulturierwen ugeet.

Den estiméierte Käschtepunkt fir de Bau vun der gesamter Infrastruktur a fir d’Uschafung vu Material läit bei 96,29 Milliounen Euro. D’Exploitationskäschte leien net grad bei 666.000 Euro am Joer.

De Chantier soll an dräi Phase verlafen an ass esou organiséiert, datt den Zuchbetrib net wäert weider beanträchtegt ginn. Aus deem Grond gëtt mat virgefäerdegten Elementer geschafft, déi net um Site, mä op enger anerer Plaz wäerte fabrizéiert ginn. D’Bauzäit läit am Ganze bei dräi Joer, mam Zil, datt den Tram vum Kierchbiere bis an d’Stad, zesumme mat de Funicularen, Enn 2017 a Betrib ka goen.

A sengem Avis vum 6. Mee 2014, natierlech, werft de Statsrot d’Fro op, ob et net opportun wier, d’Prioritéite festzesetzen, wat d’Infrastrukturaarbechten um Eisebunnsréseau ugeet, a weist drop hin, datt et sech bei dëser Modifikatioun schonn ëm déi néngt Modifikatioun vum Gesetz handelt. De Statsrot kritiséiert dann och, datt kee prezise Kalenner opgestallt ginn ass, wat déi eenzel Phase vun der Emsetzung ugeet.

Zum Article unique, deen d’Modifikatioun vum Gesetz erlaabt, huet de Statsrot keng Objection gemaach. Et war eigentlech e bësse flott feststellen, wéi gewëssenhaft e schafft. En huet just en iwwerflëssege Stréch am Text fonnt.

An der Réunioun vum 7. Mee 2014 huet den Austausch vun der Kommissioun mat de Vertreder vum Nohaltegkeetsministère stattfonnt. An där Sëtzung si ganz vill Diskussione gefouert ginn, wou ech just e puer Punkte wëllt ervirhiewen.

D’Notzungspotenzial vun enger méiglecher Fotovoltaikanlag um Daach vun der Infrastruktur wäert nach eng Kéier iwwerpréift ginn. Woubäi awer och déi prinzipiell Fro opgeworf ginn ass, ob de Stat net soll mam gudde Beispill virgoen, wann et sech ëm öffentliche Bau-



projeten handelt, an net nëmme just no Rentabilitéit soll kucken.

Et ass och iwwer eng elektresch Noutversuerung geschwat ginn. Déi ass séchergestallt.

Et ass och kloer, datt kleng Commercé kënnen entstoen um Site vun der Gare, déi awer nach net definéiert sinn.

Et ass och iwwert den touristesche Volet geschwat ginn, dee fir munchereen interessant geschéngt huet, wou de Ministère awer drop verweisen huet, datt den Tourismus an aner Kompetenze fällt an datt hei och d'Stad Lëtzebuerg misst agebonne ginn.

An et ass festgehalen ginn, datt véier Persounen fir d'Maintenance an d'Routinekontrollen um Site beschäftegt ginn. Woubäi déi Zuel awer nach kann erhéicht ginn, wann et sech als noutwendeg erweist - haaptsächlech a Spëtzenstonnen an och aus Sécherheetsgrënn.

Eng Rentabilitéitsetüd ass net duerchgefouert ginn, well allgemeng d'Kommissioun och der Meinung war, grad wéi den Här Minister, datt ee bei öffentleche Servicer net soll iwwer Rentabilitéit schwätzen.

Well d'Lifter de Flux vun de Passagéier effikass gëréieren, esou wéi et elo virgesinn ass, ass et och net méiglech, ee vun den dräi Lifter ze suppriméieren, och wann de Projet doduerch géif méi bëlleg ginn. Et ass och wichteg, datt de Flux vun de Passagéier richteg organiséiert ass.

Dëse Projet gehéiert an de Kader vun den Équipements, déi vun öffentlechem Intérêt sinn. Dowéint muss keng Modifikatioun vum PAG vun der Stad Lëtzebuerg erfollegen.

A schlussendlech huet d'Kommissioun zur Kenntnis geholl, datt d'Trape laanscht de Site just fir Noutfäll geduecht sinn an net zu Bewegungszwecker. Dat heescht, se sinn net geduecht fir do erop- an erofzefalen an der Fräizäit. Émsou méi, well d'Spadséierweeër duerch d'Natur erhale wäerte bleiwen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir weider Detailler verweisen ech op d'Dokument vum Gesetz, wat sämtlech Pläng, Grafiken, technesch a finanziell Detailler vum Projet enthält. Domat hätt ech meng Aarbecht als Rapportrice vun direkt zwee Gesetzesprojete schonn ofgeschloss a soen lech Merci, datt Der ganz interesséiert nogelasschert hutt - jiddefalls déi, déi heibanne waren.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapportrice. An dann hätt direkt d'Wuert den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Claude Wiseler vun der CSV.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här Präsident. Den Tram, dat ass jo eng laang Geschicht. D'Madame Lorsché huet se elo beschriwwen an ech soen hir och Merci fir de Rapport vun deenen zwee Gesetzter, och fir den Exposé hei. Ech woen elo net, iergende Komma un där Geschicht do ze änneren a se nach eng Kéier ze widerhuelen. Déi Zäit wëll ech effektiv probéieren, fir iwwert déi ganz Problematik vun der Mobilitéit, vum Verkéier a vun deene Schwieregkeeten, déi mer hunn, ze schwätzen.

Den Tram ass jo och e besonnesche Sujet, en fin de compte, ëmmer an deene leschten zéng, 20 Joer gewiescht. A jiddwereen huet am Fong, wann een iwwert den Tram schwätzt, esou seng Geschichtchen dozou ze erzielen. Déi eng, déi iergere sech, wa se sech un d'Zäit erënneren, wou se mam Vëlo op de Schinnen hänke bliwwen sinn an émgelass sinn. Déi aner, déi erklären an erzielen der aus hirer Studentenzäit, wou dat flott war, mam Tram ze fieren.

Déi aner, déi erzielen, wéi et awer an de 50er, 60er Jore modern war, fir den Tram ofzerappen, well en am Fong guer net méi an d'Zäitbild nach an d'Stad gepasst huet. An déi aner ziele mat enger gewëssener Nostalgie, wéi se als Kanner mam Tram duerch d'Stad gefuer sinn, d'Bomi besichen oder wien och ëmmer.

Jiddwereen huet seng Geschicht ze soen, mä haaptsächlech wat ee feststellt, dat ass, datt keen am Fong keng Relatioun zu deem Sujet huet. Ob et eng negativ oder eng positiv ass, se beréiert iergendwéi jiddwereen. An et beréiert een, datt een ëmmer eng Diskussioun, wann een iwwert den Tram schwätzt, kritt, wat eng Diskussioun mat Gefiller ass. Se ass ni ganz neutral. A well et eng ass mat Gefiller, ass et ganz oft eng irrationnell Aart a Weis, fir driwwer ze schwätzen.

Selte gëtt vun den Zuele geschwat. Selte gëtt vun de Folge geschwat. An déi Aussoen, déi ee kritt, déi si ganz schwierig unzepaken, well se eben haaptsächlech aus enger Gefillswelt stamen, well se haaptsächlech aus dem Bauch kommen a well se net rationnell sinn. An duerfir prætiéiert sech dee Sujet och esou gutt en fin de compte zur Polemik. Well en alles zouléisst. Well e mat de Gefiller spillt am Fong, andeem ee sech ganz oft op dat Rationnell misst zrëckzéien, fir ze soen: Wat ass dann elo d'Wierklechkeet, wat hu mer draus a wat hu mer net draus?

Ech hat, wéi ech deen Dossier iwwerholl hu virun enger Rei Joren, ni am Fong e staarke Bezuch zum Tram. Ech soen dat och ganz kloer a ganz däitlech hei. Ech war keen „Tramsfetischist“, an anere Wieder. Ech muss souguer éierlech soen, datt ech ufanks vun de Joren 2000, déi Zäit, wéi ech an der Stad Lëtzebuerg Schäfte war, och zu engem Skeptiker deelweis gehéiert hunn, dee rasonéiert huet mat en fin de compte Argumenter, déi engem ganz oft, och haut nach, de bon sens schéngen.

Fir ze soen, mä dat do ass awer e schrecklech deiert Investissement. Ass et jo och. Fir ze soen, datt et en fin de compte extrem onflexibel ass. Hätte mer net besser e Bus ze maachen? Well wann s de bis Schinnen am Buedem leien hues an du wëlls duerno eng aner Spur maachen, jo, da kriss de se jo net méi ëmgebaut, dann hues de esou vill investéiert, du muss erëm esou vill ewechrappen. Dat si jo och Argumenter.

Ech ka mech erënneren, datt ech esou geduecht hunn. Et sinn och Argumenter, déi jo haut nach oft gebraucht ginn an déi och en fin de compte verständlech sinn. Well et jo eng Fro ass, déi ee sech muss stellen.

Et ass och ëmmer d'Fro, déi ee sech stellt huet: Ass den Tram a senger Onflexibilitéit, an der Aart a Weis, wéi e muss gebaut ginn, an enger Festungsstad wéi d'Stad Lëtzebuerg dann dat richteg Beweismittel? Si mer net agëenkt an där Stad, wou mer sinn, mat..., mir hunn net méi Raum, mir hunn e groust Lach an der Mëtt vun der Stad, dat déi zwee Deeler vun der Stad trennt - ass et dat Richteg, fir just mat esou engem am Fong onflexibele Mëttel dohinner ze fieren?

Sinn déi Aarbechten, déi mer maachen, fir den Tram hinze kréien, mat all deene Probleemer, déi se am Trafic stellen, dann ze bewältegen? Gi mer eis do net enorm Probleemer sichen? Hu mer net duerch all déi Schwächen, déi mer duerch de Fait, datt mer kee BTB konnte baue sengerzäit, Décisioun 2004 oder 2005 - Dir hutt et virdru gesot -, hu mer do net iergenden Zuch verpasst? An hu mer net nëmmen e Projet hei mat ganz ville Schwächen kritt?

Ech soen, ech hunn déi Fro jo vill misse sengerzäit stellen, kréie se och haut nach gestallt. Duerfir verstinn ech, datt een déi Fro stellt. Mä ech mengen awer, datt ee se muss op eng rationnell Aart a Weis ugoen.

Wéi ech da spéider d'Responsabilitéit vum Transportdepartement iwwerholl hunn, hunn ech probéiert, mer am Fong net d'Fro méi esou ze stellen - net d'Fro méi ze stellen, sinn ech fir oder géint den Tram? -, well ech en fin de compte fonnt hunn, datt déi do vereinfacht Fro, fir oder dergéint sinn, am Fong guer net déi richteg Fro ass, déi ee sech sollt stellen. Well dat net d'Fro ass, déi ee muss beäntweren.

D'Fro, déi ee muss beäntweren - an dat war dat, wat ech och sengerzäit als Optrag vum déizäitege Statsminister krut -, dat ass déi: Mir hunn e Verkéiersproblem hei zu Lëtzebuerg. Mir hunn e seriöse Verkéiersproblem zu Lëtzebuerg. Vläch net onbedéngt an der Stad. Duerch eng ganz Rei Phänomener verlagert e sech ronderëm d'Stad. Mä mir hunn e seriöse Verkéiersproblem am Land. Zwar net iwwert de ganzen Dag, mä moies an owes. An do hu mer awer e seriöse Verkéiersproblem. An d'Fro, déi ee sech huet misse stellen, dat ass net déi fir oder géint den Tram, mä dat ass déi Fro: Wéi ginn ech dee Verkéiersproblem un? A wat setzen ech en place, fir déi Schwieregkeet, déi mer wierklech hunn, ze léisen?

An dat ass keng kleng Schwieregkeet. Quitte datt ech muss soen, wann ech eis vergläiche mat anere Stied, mat anere gréissere Stied, eis Probleemer nach relativ ze kucke sinn, mä trotzdem si se do. A si hunn en Afloss op eis Liebensqualität evidenterweis a si hunn evidenterweis och en ekonomeschen Afloss op eis Kompetitivitéit. Brauchs de eng hallef Stonn, eng Stonn, fir op deng Aarbechtsplaz ze kommen an duerno erëm heemzekommen, da bass de wesentlech manner attraktiv, wéi wann dat op eng bëlleg, schnell Aart a Weis ka geschéien.

D'ailleurs, déi Zäit war genau dee Ministère, deen elo haut widerexistéiert, vum Développement durable zesumme gestallt ginn, an där Form, déi en elo huet, well en d'Méiglechkeet

huet, fir déi do Fro an all hire Facetten ze stellen a fir ze probéieren, eng gesamt Äntwert an engem Konzept ze kréien, wou all Elementer géifen zesummegefouert ginn.

D'ailleurs huet ee sech och missen d'Fro stellen, fir dee Problem ze beäntweren, déi doranner bestanen huet, fir sech emol ze froen: Wéi ass dee Problem dann iwwerhaupt entstanen, dee mer konnten hunn?

An d'Äntwert dorop war relativ kloer: Mir hunn an deene Joren, an den 90er Joren, an de Joren 2000, eng enorm Croissance gehat. Mir sinn haut zu 540.000 Awunner. Ech ka mech nach un déi Zäit erënneren, wéi ech méi jonk war, wou Lëtzebuerg aus 350.000, 360.000 Awunner eng laang Zäit bestoung. An dee Rhythmus, wéi dat an deene leschten zéng, 20 Joer an d'Luucht gaangen ass, ass jo trotzdem awer enorm gewiescht.

Plus 6.700 Awunner d'Joer an deene leschten zéng, 15 Joer an der Moyenne, ass jo eng enorm Croissance. En Emploi vun 10.000 ronn d'Joer méi, während zéng, 15 Joer, ass jo awer en enorme Wuesstum. An dat huet sech zesumme gestallt aus engem Drëttel Résidenten an zwee Drëttel Frontalieren.

A wann ech elo der neier Regierung hir Zuele kucken, déi se am Budget ausgedréckt huet, wat d'Perspectives financiéres sinn, da soen ech, datt am Fong de ganze Modell, deen och vun där neier Regierung elo als Perspektiv gestallt gëtt fir dës Legislaturperiod bis '18, genau déiselwecht Croissance weiderféiert.

Dat bréngt mech just zur Konklusioun, datt en fin de compte déi Perspektiven, notament, déi s de an der Mobilitéit ze léisen hues, déi Froen, déi s de der ze stellen hues an ze léisen hues, an deemselwechte Rhythmus weider wäerte goen.

Dee Wuesstum, et ass geplangt, wann ech déi Zuele richteg gelies hunn, datt mer 2018 en fin de compte mat quasiment 600.000 Awunner hei am Land rechnen, wann déi Croissance esou sollt weiderlafen, wéi déi Zuelen et am Budget weisen. Jo, da muss mer natierlech och dee Mobilitéitsmodell esou virgesinn, datt dat, wat mer brauchen, fir eise Budgetséquilibrium, eis Sozialsystemer oprechtzëerhalen, fir dat och mobil ze halen. Maache mer dat net, hu mer natierlech e Riseproblem.

Wou ass dann d'Realitéit gewiescht? Mä d'Realitéit, dat ass déi, datt mer haaptsächlech all Dag rise Frontaliersstréim hunn, déi an d'Land erakommen an déi op d'Stad Lëtzebuerg konvergéieren, op där enger Säit, an op där anerer Säit, datt mer eng diffus Urbanisatioun hei zu Lëtzebuerg hunn, déi och dorobber ziilt, alles moies op d'Stad Lëtzebuerg konvergéieren ze loossen an owes erauszeféieren, zentral an d'Stad also.

A wann een da seet, wéi et oft an den 90er Joren oder an de Joren 2000 gesot ginn ass: Mä et ass dach einfach, mir müssen den öffentlichen Transport méi promovéieren, dann halen d'Leit op, mam Auto ze fieren an dann huele se endlech de Bus oder den Zuch, da sinn eis Probleemer geléist; dat kléngt jo gutt, awer nëmmen déi éischt 30 Sekonne kléngt et gutt.

Well wann een dat wëilt maachen, haaptsächlech moies oder owes, dann ass et natierlech total onméiglech, well eisen öffentlichen Transport zu deeneselwechten Zäite wéi eis Autobunnen an eis Stroosse strubbelvoll ass. A wéi do näischt méi weidergeet, ass den öffentlichen Transport, ob dat elo Bus ass oder ob dat Zuch ass, och iwwerfëllt, rammelvoll an et kënnt kee méi dran an et kann net méi gebraucht ginn.

Also ass et evident, datt, wann een dat wëllt erreechen, een enorm Effort muss maachen ausserhalb vun der Stad - an dat huet emol näischt mam Tram direkt ze dinn! -, ausserhalb vun der Stad, fir en öffentlichen Transport kompetitiv ze kréien. Déi Programmer sinn am Mobilité-durables-Kontext entwéckelt ginn. Déi nei Regierung huet dat och tel quel iwwerholl. An déi Budgetpropositionen, déi fir d'Joer 2015, an de Pluriannuel, dee fir déi Joren duerno virläit, spigelt dat och zrëck.

Déi grouss Strecke wéi Klengbetten op Bréissel, déi grouss Strecke wéi Péiteng an d'Zweeglesegkeet, déi eng Verdueblung vun den Zich an der Utilisatioun och mat sech bruecht huet, déi Strecke wéi Däitschland op Waasserbëlleg, wou och elo d'Zweeglesegkeet ugefaangen huet, wou mer souguer d'accord waren, fir op Igel an Däitschland d'Zweeglesegkeet ze bezuelen, well mer just dee Problem do wollten an de Grëff kréien, och déi Beeteburger Streck, wou jo elo, wann ech mech gutt erënneren, de Gesetzesprojet déposéiert ass, fir se weiderzebauen, sinn a sech Beispiller an de Bewäis derfir, datt jiddwereen d'accord ass, datt déi Mobilitéit, déi öffentliche Mobilitéit duerch d'ganz Land, an haaptsächlech op deenen do Strecken, muss ausgebaut ginn. An derbäi kënnt

dann natierlech dee ganze System vu Busspuren, déi Reorganisatioun vun de Bussystemer, déi ugeplangt ass, déi soll gemaach ginn.

A mir hunn och festgestallt, datt all Kéiers dann, wann een am öffentlichen Transport eng Capacitéit bäisetzt, dat net nëmmen eng Capacitéit ass, déi einfach bäigesat gëtt an dann do-steet, ouni datt se gebraucht gëtt, mä datt den Effekt immédiate ass. Esou sinn an deene Jore virdrun, wann ech elo d'Zich kucken, am Internen Augmentatioun geschitt vun der Capacitéit, Zich bäigesat ginn, an direkt sinn d'Zuele vun de Leit, déi e gebraucht hunn, ëm 23% gestiegen, a bei de Frontaliere souguer ëm 37% innerhalb vu fënnf Joer. Datselwecht gesäit ee bei de Bussen, wou innerhalb vu fënnf Joer den RGTR mat der Augmentatioun vun der Offer direkt d'Demande nokomm ass an zu 37% méi Leit transportéiert.

E Bewäis also, datt, wann een en effikassen öffentlichen Transport dohinner setzt, dee qualitativ gutt ass, dee fonctionnéiert, da gëtt en och gebraucht. Da gëtt en och gebraucht an d'Leit huelen en, well se e wëllen. Mä e muss natierlech da qualitativ gutt sinn an en dierf net och am Stau stoe respektiv mat Panne belascht sinn. Well kënnt dat vir, da gëtt en net gebraucht.

An natierlech ass et och esou, datt déi nei Garé mussen duerfir gebaut ginn, ob dat elo Belval, Ettelbréck, Zens, Arrêt Pont-Rouge, multimodal ass. Multimodal Garé mussen iwwerall hikommen, fir dee System do fonctionnéieren ze loossen.

An ech soen awer gradesou gutt hannendrun, datt dat och fir eis heescht, datt de ganze Stroosssystem an dat ganz Net vu Stroossen och muss ausgebaut ginn. Well och wa mer ganz vill Leit op den öffentlichen Transport kréien, da brauche mer nach den Ausbau vun engem Stroossennetz, ob dat elo eng Zweemol-dräi-Autobunn vun der A3/A6 ass, ob dat de Boulevard de Merl ass, ob dat de Contournement vun Zéisseng ass, ob dat déi Stroosse sinn, déi am Norde ronderëm d'Nordstad, ronderëm Ettelbréck respektiv eng Zweemol-zwee-Spüregkeet vun der B7 an dann och en préparative vun deem, wat hannendru bei der N7 kënnt, dat awer à longue perspective..., datt dat awer och wichteg Elementer sinn am grouse Ganzen, fir e Mobilitéitskonzept an Zukunft ze gestalten.

Déi Fro, déi sech da gestallt huet, dat ass, datt natierlech datt nëmme kann an e Konzept gesat ginn. An ech hunn elo dat laang développéiert. Dir kënnt soen, elo huet en net iwwert den Tram geschwat. Mä ech wëll awer kloer an däitlech soen, datt fir eis dat ganz Konzept, och d'Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg, an engem Ensemble muss gemaach ginn an datt eng Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg, ob se mat Tram oder iergendeppes aneschtens gemaach gëtt, strictement kee Sënn huet, wa mer et net fäerdegbréngen, déi grouss Stréim, déi mer brauchen an déi all Dag an d'Stad kommen, ze kanaliséieren an ze organiséieren.

Mä déi Stréim hunn awer natierlech och guer kee Wäert, wa se un der Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg ophalen a wa mer dann net wëssen, wéi mer d'Feinverdeelung an der Stad solle maachen.

An dat Ganzt geet nëmmen zesummen. Kréie mer dat Konzept net iwwert d'ganz Land an deelweis souguer iwwert d'Grenzen eraus, huet en Tram oder iergendeppes anescht strictement kee Sënn. A setze mer en Tram oder en Héichcapacitéitsbus dohinner an d'Stad a maache mer dat anert ronderëm net, also, ça ne sert à rien. Et ass nëmmen den Ensemble, et ass nëmmen d'Mobilitéitskonzept a sengem Ensemble an an all senger Facetten, wat zielt.

Wann een dann elo kuckt d'Fro vun der Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg an et gesäit een, wéi déi haut organiséiert ass, a mat allem gudde Wëlle vun deene Leit, déi se sengerzäit virun zéng, 20 Joer organiséiert hunn an déi och e Konzept entwéckelt hunn, wat sengerzäit net falsch war, mä wann een haut kuckt, wat fir Belaaschtungen an d'Stad Lëtzebuerg lafen, dat stäreférmegt Zesummeféiere vun de Bussystemer, wou quasiment alles duerch d'Nei Avenue oder duerch de Boulevard Royal féiert, wou mer effektiv ze vill eidel Busse momentan fieren hunn, mä et ass net de Leit an et ass net de Bussen hir Schold, et ass dem Konzept seng Schold, wat elo en fin de compte awer eng ganz Rei Bussen eidel fuere léisst, well wa se iergendwou Leit hibréngen, muss se och zrëckfueren, soss mécht dat Ganzt jo kee Sënn.

Mir hunn elo eng ganz Rei Stauen, och well mer eben déi Zentralitéit do hunn, well alles iwwert d'Gare och leeft a well och eis zentral Gare, wat déi eenzeg grouss Statioun ass hei an der Stad, fir eran an eraus op den Zuch ze klammen, well déi, och wa mer se nei gebaut hunn, och wa vill Capacitéit derbäikomm ass, och wa se vill méi schéi ginn ass, awer vun der Gréisst net genügend grouss ass, fir am Fong



deene Besoinen ze entsprechen, déi déi vun haut sinn.

Dat bedeit, datt evidenterweis méi wéi eng Gare muss an d'Stad kommen. Ob dat elo Hol- lerech ass, ob dat Zens ass, ob dat Houwald ass, ob dat den Arrêt Pont-Rouge ass oder ob dat d'Gare centrale ass, mir brauchen der eng ganz Rei a mir mussen d'Verdeelung vun der Verdeelung maachen.

Mir musse kucken, dat ass mer och evident, esou mann wéi méiglech Bussen, déi näischt an der Stad verluer hunn an haaptsächlech net op der zentraler Achs eppes verluer hunn, guer net an d'Stad méi eranzubringen. Duerfir mengen ech, datt mer den RGTR effektiv mussen, esou wäit et méiglech ass, un der Peripherie vun der Gare stoppen.

Evidenterweis musse mer eng Rei Opfangpar- kingen hunn a se stinn am Gesetzesprojet res- pektiv am Rapport nach eng Kéier opgezielt. Mir mussen eben déi noutwendeg Capacitéit op deene richtege Strecke schafen.

Duerfir war evidenterweis sengerzäit, wéi déi Décisiounen geholl goufen, och fir mech d'Fro: Jo, wat fir eng Mëttel setze mer dann elo an? A wat ass de Besoin vun der Stad Lëtzebuerg? An do muss een och ënnerscheiden, well ech hunn och déi Étude vun der ADR eng Kéier ge- kuckt, wéi si d'Analys maachen, wéi ee vun engem Quartier an deen anere Quartier kënnt. A mengen Ae kann een net alles matenee ver- wiesselen.

Et ginn zwee Systemer, déi mir an der Stad brauchen: Mir brauchen evidenterweis och nach an Zukunft fir jiddwereen hei e System vun der Stad Lëtzebuerg selwer, deen d'Mobili- téit tëschent de Quartieren ausmécht. Dat ass och zu engem groussen Deel der Stad Lëtze- buerg hir Responsabilitéit, fir dat ze maachen.

An dann niewendru brauch een awer och e System, wéi en dann och ëmmer ass - wéi en dann och ëmmer ass! -, e System mat enger grousser Capacitéit, deen all déi Pendler kann duerch d'Stad verdeelen, eng Feinverdeelung an der Stad ka maachen. An déi zwee Systemer mussen niewentenee lafen, well se ganz anere Besoinen, ganz aneren Demanden entspre- chen.

Déi Rechnungen, an ech maachen elo hei keng Calculen, well ech si sécher, datt den Infra- strukturminister eis déi Zuelen nach eng Kéier wäert am Detail nennen, mä et ass kloer sen- gerzäit an de Calcule gewiescht, datt den ak- tuelle Bus an de Capacitéiten net süffisant war, an datt och e Grousscapacitéitsbus, esou wéi en dann zu Metz ass respektiv an anere Stied, einfach, wann een de Calcul mécht vun de Ca- pacitéiten, net duergeet fir déi Besoinen, déi mer haut hunn.

Well du kanns jo net all fënnf Sekonnen ee fuere loosse! An an enger Sécherheet vun enger Exploitation vun engem Bussystem ass dräi Minutten oder zwou Minutten de Maxi- mum. Wann s de dat rechs, huet en nëm- men d'Halschent vun der Capacitéit vun deem, wat en Tram huet.

An da gesinn ech awer verschidde vun deene Leit, déi sech als Expert elo bezeichnen a Bréi- wer schreiwen, déi soen: Majo, et ass jo kee Problem, mir hunn absolut genügend Capaci- téit, wann s de en Zweegelenkbus all 30 Se- konne fuere léiss. Also kuckt eng Kéier, wat dat gëtt, all 30 Sekonnen en Zweegelenkbus fue- ren ze loosse! Mir kommen net weider an d'ganz Stad ass sécherlech blockéiert. Duerfir sinn ech, en fin de compte, zu där Konkusioun komm, datt déi eenzeg Capacitéit déi vun engem schinnegebundene Mëttel ass.

An dann d'Fro vun der Flexibilität, déi eng be- rechtigt Fro ass an déi jo och aliicht, well et ass manner flexibel, en Tram, et ass evidenterweis manner flexibel. Mä d'Fro war ëmmer: Wou brauche mer da Flexibilität? A brauche mer déi Flexibilität? Well wat musse mer mat deem Tram maachen? Mir mussen en fin de compte d'Leit dohinner bréngen, wou se schaffen.

Se schaffen um Kierchbiere, se schaffen um Findel, se schaffen op der Gare, se schaffen an der Hauptstad a se schaffe schlussendlech och nach um Ban de Gasperich. Do schaffe se, do musse mer d'Leit hikreien. A mir huelen net de Kierchbiere a mer setzen en op eng aner Plaz. Mir brauchen also een Deel vun där Flexibilität sécherlech net, well mer ganz genau wëssen, wou d'Aarbeitsplaze sinn. An an deenen nächsten 20, 30 Joer wäerten d'Aarbeitspla- zen do sinn an néierens anescht.

An dann och déi Diskussioun, déi mer haten iwwert dat Ennerierdescht, wéll ech net méi drop zrëckkommen. Dat ass sécherlech eng Fro vum Präis an och vun der Exploitation, déi fir esou eng Stad net sënnvoll erschénkt.

Ech mengen, déi Diskussioun vum Mettis zum Beispill ass awer eng ganz interessant Diskus- sioun, déi awer ze féieren ass. An dat ass och a mengen Aen en extrem sënnvollt Transport-

mëttel. Mä do agesat, wou et de Capacitéiten entsprécht an enger Peripherie vun der Stad, wou mer en eventuell kënne brauchen, do entsprécht en de Capacitéiten, déi een effektiv kann huelen. An do muss ee sech iwwerleeën, ob een net esou e Mëttel asetzt.

A wann een elo kuckt, wat déi Mobilitéit en fin de compte als Käschtepunkt huet. Et gëtt jo och gesot: Den Tram ass deier! En ass och deier, en ass wierklech deier. Sou! Elo soen ech, wann ech awer dat vergläiche mat all deem Käschtepunkt, deen déi Mobilitéit brauch an deenen nächste Joren, mat all deenen Investis- sementer, déi musse gemaach ginn, ass et awer nëmme - ech wëll net soen, e klengen Deel, well do géif ech iwwerleien -, mä ass et awer nëmme een Deel dovunner.

Mä e kann awer och nëmme verstane ginn an deem ganze Komplex. An datt och haut gläich- zäiteg den Arrêt Pont-Rouge gestëmmt gëtt, fannen ech a sech eng positiv Saach, well dat Ganz ergëtt an engem Ensemble Sënn.

Sou, doraus ergëtt sech, datt d'CSV-Fraktioun dee Projet wäert stëmmen, souwuel deen ee wéi deen aneren. Mä ech sinn awer nach net fäerdeg mat menger Ried, well ech hunn nach eng ganz Rei Saachen trotzdeem do hannen- drun ze soen.

(Interruption)

Bis elo war et gutt, jo, fir déi gréng.

Neen, fir elo, ech wëll probéieren awer och wierklech déi Froen, déi mer hunn an déi mer eis stellen, och nach eng Kéier hannendrun ze soen. Mir hu virun e puer Deeg, et stoung an der Zeitung, d'Dier geklaakt vun enger Kom- missiounssetzung. Déizäit ass eis gesot ginn, virun e puer Deeg: Et ass jo net seriö, hei gëtt Zickzackkurs gemaach, et gëtt eis reprochéiert, fadenscheinig Grënn ze sichen, fir géint den Tram ze sinn, mir sinn onverständlech a kontra- diktoresch. D'Madame Lorsché huet gesot, et wär total kontradiktoresch, deen ee Projet ën- nert der Roudier Bréck ze stëmmen an dann eventuell géint den Tram ze sinn.

Ech soen lech just: Mir hunn lech elo gesot, wat eis Attitüd zu deem engen an zu deem anere Projet ass. Mä esou Argumenter ze ge- brauchen, en Arrêt Pont-Rouge ass gradesou sënnvoll an huet och sai Sënn, wann den Tram net uewe fiert. Well fir d'Leit do op enger Gare unzehen an dann eropzehen an an e Bus ze huelen, mécht och absolut Sënn. Ech wëll just soen, et muss een also oppassen, wéi een d'Argumenter gebraucht.

Déizäit ass eis da reprochéiert ginn, mir wären dergéint. Ech hunn lech elo eis Meenung ge- sot. Mä ech hätt just gär, wa mer eppes soen, datt och dat, wat mer soen, eis gegleef gëtt. Mir hu gesot: Mir wëllen net un deem Vote do deeluelen, net, well mer géint de Projet sinn - an ech widerhuelen et nach eng Kéier -, mä well mer einfach mat der Method, déi sen- gerzäit gefuer ginn ass par rapport zu de Péti- tionnaires, net d'accord waren.

Mir hu virun där Diskussioun mat de Péti- tionnaire gesot: Mir hätt gär e puer Deeg Zäit, well mer et logesch fannen, datt mer an eis Fraktiounen zrëckginn, fir dat ze diskutéieren, well et e Respekt virun de Péti- tionnaire war. Mir hunn dat während der Sessioun gesot heiban- nen, mir hunn et während der Kommissiouns- setzung gesot, datt mer et einfach normal fan- nen, datt, wann een esou eng Prozedur er- fënnt, fir d'Leit schwätzen ze loosse, fir d'Leit hir Meenung ausdrécken ze loosse, et léisst een d'Leit an d'Chamber kommen, dann ass et net normal, datt ee schonn deen Dag duerno op dem Ordre du jour stoen huet e Projet, wou een direkt seet, e gëtt ofgestëmmt a mer fuere mam Bulldozer derduerch.

(Interruption)

Vläicht wär d'Resultat datselwecht gewiescht, Madame Lorsché. Mä ech fanne just, datt mer hätt misse Respekt hu par rapport zu deene Leit.

An ech soen lech genau datselwecht, wann elo zwee aner Projekte kommen, wann elo de Projet iwwert d'Bourse kënnt, wou och eng Petitioun amgaangen ass, wann elo de Projet iwwert de Mariage kënnt, wou och eng Petitioun am- gaangen ass. Ech weess net, ob déi alleguer genuch Ennerschrëfte kréien, mä ech soen lech, wa se genuch Ennerschrëfte kréien, men- gen ech, datt et de Minimum wär, datt mer géifen deenen eenzelne Fraktiounen d'Méig- lechkeet ginn, doriwwer ze schwätzen, déi Ar- gumenter sech eng Kéier unzekucken an dann nach déi Meenung ze huelen, déi hir ass. Dat ass jo eng ganz aner Fro. Mä sech dann awer auszedrécken an zumindest déi Prozedur seriö ze huelen, schénkt mer de Minimum ze sinn.

Mir hunn och gefrot, datt mer gär hätten eng Ausso vun der neier Majoritéit iwwert d'Aart a Weis, wéi se mam Referendum virgeet. Ech fän- ken déi Diskussioun elo net nach eng Kéier un, well déi hate mer schonn de Moien an der

Kommissioun an do si mer jo e Stéck weider- komm, soudatt ech net wëll nach eng Kéier dat do soen.

Dat zum Prinzip.

Da bleiwen awer och nach eng ganz Rei Froen op zu dem Projet selwer, déi ech hei wëll am Numm vun der CSV an aller Däitlechkeet stel- len a froen.

Dat Éischt, dat ass eng Décisioun vun der Re- gierung, déi d'Regierung ugekënnegt huet an der Regierungserklärung a wou, wann ech mech net iren, och haut eng Motioun an d'Chamber wäert erabruucht ginn, wat am Prinzip jo och an der Kommissioun schonn duerchgeschwat ginn ass, déi doranner be- steet, datt méi schnell déi nächst Etappe solle gemaach ginn.

An ech muss jo soen, an der éischter Approche kann ee jo net dergéint sinn, wa méi schnell e Projet zum Enn soll bruecht ginn, deen eis a priori sënnvoll schénkt. Mir wëllen awer dozou wëssen, an dat ass d'Fro vun der Finanzéierung. Wann een nämlech kuckt, wéi dee ganze Mobi- litéitskonzept, wat dat elo a sengen eenzelnen Deeler, indépendant vum Tram, an deenen nächste Jore wäert kaschten, a wann een et da seriö an all sengen Deeler wëllt ëmsetzen, dann, soen ech, ass dat en enorme Batz.

Den Tram eleng, esou wéi en drasteet, wann ech de Budget richtig gelies hunn, da wäert deen 2015 op 87 Milliounen kommen, 2016 op 132 an 2017 op 162. Do mussen dann awer déi Deeler ewechgerechent ginn, ginn ech do- vunner aus, déi vun der Stad Lëtzebuerg ze be- zuele sinn. Op jidde Fall steet et esou an dem Volume II vum Budgetsprogramm.

D'Beetebuerger Streck, déi wäert 2016 30 Mil- liounen, 2017 70 Milliounen kaschten. De Cen- tre multimodal zu Beetebuerger, dee wäert 88 Milliounen 2015, 2016 53 Milliounen kaschten. Den Eurocap-Rail 30 Milliounen, d'Sandweiler Streck 20 Milliounen, den Arrêt Pont-Rouge 2016 38, 2017 34 Milliounen.

Wann ee kuckt, wat am Fonds du rail 2013 ausgi gouf, da sinn dat 137 Milliounen Euro. 2014 sinn der 164 virgesinn. A mir ginn am Joer 2015 vun 164 Milliounen op 296 Mil- liounen Previsioun erop. Ech weess, datt déi och net alleguer wäerten ausgi ginn, mä ech soen awer, dee Sprong do ass héich: 2016, 285; 2017, 318. Dee muss de emol nach packen!

An da soen ech, wann een déi do Projeten all wëllt maachen - an ech fannen et noutwendeg, datt mer se all maachen, well se gehéieren all zum Mobilitéitskonzept -, da froen ech mech awer, ob een da soll higoen a probéieren alles esou zesummenzdrängen. Wou hu mer déi Capacitéit, fir dat alles gemeinsam an deene- selwechte Joren ze finanzéieren?

An da soen ech, déi Rapiditéit, mat där elo ge- schafft gëtt, an do hate mer och schonn eng méi heftig Diskussioun jo mateneen, ech weess net, ob se haut nach eng Kéier heftig gëtt, dat gesi mer dann, mä dat ass déi vun der Diskus- sioun mat de Gemengen.

Ech fannen, datt, wann een déi Planifikatioun mécht vun der zweeter a vun der drëtter Etapp, da fannen ech et logesch, da fannen ech et normal, datt ee mat deene Gemengen, net nëmme der Stad Lëtzebuerg, mä och déi aner, déi concernéiert sinn, awer eng Diskus- sioun ufänkt. Datt ee se mat un d'Planifikatioun bedeelegen deet, datt ee mat déi ganz Froe vun den Terrainen a vun den Autorisationen au préalable vun Ufank u scho mat hinnen duerchdiskutiert.

Dat ass awer elo, esou wéi vill Gemenge mer soen, net geschitt.

Mir hunn ëmmer probéiert an deene Jore vir- drun, am Kader vu LuxTram, wou d'Stad Lëtze- buerg mat 50% vertruede war, all déi eenzel Froen, all Detailer gemeinsam ze maachen. Ech fannen, datt dat och mat deene Gemenge misst gemaach ginn, déi concernéiert si vun der zweeter an drëtter Etapp, haaptsächlech wann een et wëllt méi schnell maachen.

A schlussendlech, och zu deemselwechte Sujet gehéierend, soen ech, déi Décisioun, déi ein- fach geholl ginn ass, fir ze soen, datt bei der zweeter an der drëtter Etapp d'Stad Lëtzebuerg haaptsächlech, aner Gemengen och deelweis net brauche mat ze finanzéieren, ass awer fir eis eng Fro, fragwürdig. Wéisou ass et logesch, datt een Drëttel, zwee Drëttel opgedeeft gëtt bei där éischter Etapp? A wéisou gëllt dat net méi, ass dat onlogesch fir déi zweet oder drëtt Etapp?

Wann da gesot gëtt, mä mat där zweeter an där drëtter Etapp huet d'Stad Lëtzebuerg näischt méi domat ze dinn an ass net direkt concernéiert, da soen ech awer, wann ech ku- cken am Ban de Gasperich, e grousst Entwéck- lungsbitt vun der Stad Lëtzebuerg, wou dee ganze Quartier vu Bouneweg, mam Bounewe- ger Lycée, de Lycée Vauban, de Park & Ride,

eventuell de Stadion, wann en dohinner kënnt, ech weess et net, wou déi awer mat desser- véiert sinn, soen ech mer, datt d'Stad Lëtze- buerg awer eminent concernéiert ass.

An datt déi Décisioun, fir hei als Stat alles direkt ze iwwerhuelen, ouni eng Diskussioun mat der Stad Lëtzebuerg a mat deenen anere Gemen- gen ze féieren, awer fir eis e grousst Frage- zeiche stellt a mer domat - ausser Dir bréngt eis elo Argumenter, firwat dat esou ass -, mat där doter Opdeelung net kënne d'accord sinn.

Mir hätt gär, datt déi Froen au préalable och propper gekläert wären. Bis elo hu mer keng Argumenter héieren, déi eis zu deemselwech- ten Entschloss bréngen, wéi d'Regierung komm ass.

Wann ech mat de Gemenge mer d'Fro stellen, da froen ech mech: Wéi sinn déi Tracéen, déi elo schonn an der zweeter an drëtter Etapp ge- maach ginn, wou ee schonn éischt Pläng huet, wéi sinn déi festgeluecht ginn? Sinn d'Terraine scho kaaft ginn? Mussen déi reklasséiert ginn?

An, mä ech schwätzen awer net gären ze vill iwwert de Fussballstadion, mä trotzdeem, wann ech do d'Pläng gesinn, da gesinn ech awer, an haaptsächlech mat enger Note, déi eis vun engem Bureau d'étude geschéckt ginn ass, obwuel de Minister gesot hat, datt deen Ter- rain largement géif duergoen a kee Problem hätt, fir sämtlech Installationen op deen Ter- rain ze kréien, stellen ech awer an där Note fest, déi mer vun lech selwer kritt hunn, datt do déi verschidden Administrationen recom- mandéieren, d'Stroossen ze réckelen, fir den Terrain e gutt Stéck méi grouss ze maachen.

Ech weess net: Ass dat elo esou? Ass dat net esou? Ech weess jo heiansdo, datt a Rapporte vun Administrationen a vu Büro Saache stinn, déi net der Realitéit entsprechen, mä zu- mindest, wann ech dee Rapport liesen an ech kucken e mat der Ausso vum Minister, ass dat kontradiktoresch. Duerfir ass et fir eis wichteg, och déi do Äntwerten ze kréien.

Dann zrëck zum Projet selwer. Et gëtt gesot, et wär elo eng Décisioun geholl ginn tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Infrastrukturminister, fir de System vum Biberonnage ze huelen, aus enger ganzer Rei vu Grënn, well s de da keng..., well d'Elektresch da sech manner ge- säit. Du brauchst keng Caténaires opzestellen an dat changéiert d'Bild net vun der Stad.

Ech wëll hei keng technesch Diskussioun, mat kengem vun lech, féieren, well ech mengen, datt mer alleguer net Techniker sinn, déi elo den Detail kennen. Ech ka mech just erënne- ren, datt bei all deenen Diskussiounen mir konstant gesot gouf, datt déi Technologien do e Fiabilitéitsproblem nach hätten. A wa mer sé- cher wären, wa mer sécher wëlle sinn, den Tram och esou hinze kréien, datt e fiabel ass, an datt esou mann wéi méiglech Risken do sinn, datt en en panne fält, da solle mer zrëckgräifen op déi Technologien, déi scho jorelaang er- prouft gi sinn a wou sech déi Problemer an déi Froen net stellen.

An duerfir war och eng Diskussioun dovunner ausgaangen, datt ee sollt eng aner Technologie huelen, datt een déi ganz sensibel Gebidder vun der Stad wéi d'Bréck zum Beispill, datt een do sollt mat engem Akku-System fueren, fir ze évitéieren, dorobber Caténaires ze stellen, mä fir de Rescht vun den Tracéen der awer ze maa- chen.

Ech wëll och kee Reliounskrich doraus maa- chen. Ech wëll just soen: Sidd Der sécher, datt dat do fiabel ass? Sidd Der sécher, datt dat do kee Problem stellt? Well wann ech déi Décisiou- nen do ze huelen hätt, dann, muss ech soen, géif ech nu wierklech eng Décisioun huelen, wou ech sécher wär, datt d'Fiabilitéit vun esou engem System och assuréiert wär, a wou mer net, wéi dat a ville Stied, net a villen, mä an enger Rei Stied passéiert ass, déi notament d'Elektresch duerch de Buedem bruecht hunn, wou déi éischt een, zwee Joer Riseproblemer waren, déi se zwar duerno an de Grëff kruten, mä déi awer do waren an déi d'Kredibilitéit vum Tram sengerzäit a Fro gestallt hunn.

Ech warnen also, Experienzen domadder ze maachen. Ech wëll dat och op eng onpole- mesch Aart a Weis maachen, mä trotzdeem, déi do Fro ass eng Fro, déi ee sech muss stellen. Ech weess, datt d'Stadbild vläicht méi schéin ass, wann een et net mécht. Ech wär awer wierklech frou, wa mer och d'Fro vun der Fiabilitéit kloer an däitlech gekläert hätten. Net datt mer a fënnf, sechs Joer, vläicht net méi mir, mä anerer awer dostinn a soen: Hätte mer gewosst, dann hätt mer dat ganz anescht ers- ugepaakt! Op jidde Fall, dat ass fir eis och e Problem.



Dann deem nächste Punkt, deem ech wollt ugoen, dat ass dee vun der Ausso, déi ech awer elo weider net méi gelies hunn, mä wou ech awer trotzdem eng Rei Froe wëllt driwwer stellen, vun dem Infrastrukturminister, dee seet, datt - elo stëmme mer jo deem Éischte Projet, dat ass de Projet tëschent der Luxexpo oder dem Circuit de la Foire an der Gare -, dee seet, hie géif wëllen 2017 vun deem Projet déi éischt Etapp schonn a Betrib setzen. Do wëll ech just wëssen, wéi en op déi Iddi kënnt a firwat en dat wëllt maachen.

Well dat ass net virgesinn, kloer an däitlech net virgesinn am Gesetzesprojet. An ech si sécher, datt et e Käschtapunkt huet. Well et ass jo net einfach esou, datt s de dann d'Schinne weiderfuere léiss an den Tram dann eemol d'Handbrems zitt an dann erëm zrëckfiert. Do mussen jo eng ganz Rei Installatiounen gemaach ginn, déi erlaben, deem Tram haaptsächlech an enger éischer Etapp emol op enger Zwëschestreck fueren ze loosse. Wou ginn déi gemaach? Wéi ginn déi gemaach? Wat kaschten déi?

An ass dat sënnavoll, fir dat an enger Zwëschestreck ze maachen, well et méi deier kascht? An haaptsächlech, well ech elo emol net direkt agesinn, wou dann do den direkten Intérêt ass, well jo en fin de compte den Tram jo haaptsächlech sai Sënn huet, wann en d'Leit do ewechhëlt, wou se ukommen, dat heescht, op der Zentralgare oder um Aldringen oder op der Place de l'Étoile. Do, wou mer am Fong potenziell Émsteigeplazen hunn.

A wann een den Tram einfach esou baut dohinner an der éischer Etapp an et huet een net déi Émsteigeplazen, jo dann huet en natierlech och net deem Effet. An ech froe mech wierklech, ob dat sënnavoll ass, fir et ze maachen.

Elo kann een natierlech soen, wann den Arrêt Pont-Rouge fäerdeg ass, dann hu mer eng Plaz, wou dropgeklomme gëtt. Mä ech muss awer soen, an der Proportion vun deem, wat sollt benotzt sinn, wat d'Exploitatioun ass a wat d'Käschte sinn, mä ech kenne se net, fir eventuell dat do a Fonctioun ze setzen, stellt dat eis awer eng ganz Rei Froen. A stelle mer eis d'Fro, ob dat do sënnavoll ass, fir elo haaptsächlech da wëllen 2017 schonn deem Tram do fueren ze hunn. Ech hätt léiwer, e géif ganz fueren an e wär sënnavoll a senger ganzer Exploitatioun.

Eng aner Fro, déi mer eis stellen, dat ass déi vun der Indemnisiatioun, déi gemaach gëtt respektiv déi ugekënnegt gëtt bei den eenzelne Commerçanten. Do wollt ech am Fong froen, ob do schonn Detailer bekannt sinn, wéi esou eng Indemnisiatioun soll gemaach gi vun dem Stat, vun der Stad Lëtzebuerg.

Mir stellen eis och d'Fro, wéi et soll juristesche ugepaakt ginn. Ass dat schonn diskutéiert ginn? Gëtt dat just eng Indemnisiatioun, déi valabel ass fir dësse Projet, oder gëtt et, wat eis juristesche géif sënnavoll a logesche schéngen, wann een et wëllt maachen, en allgemengt Gesetz, wat da fir all Chantieren zielt?

Déi Fro soll gestallt sinn. An do wäre mer och gespaant, fir eng Äntwert ze kréien, wéi wäit schonn d'Reflexiounen vun der Regierung an deem do Kontext gaange sinn. Well dat, wann ee mat de Commerçanten hei an der Stad schwätzt, da maachen déi sech all méiglech Zorte vun Hoffnungen respektiv interpretéieren d'Aussoen op eng Aart a Weis, wou vläicht d'Regierung se net wëllt interpretéieren. Mä dat weess ech net. An duerfir wär ech frou, wann ech wëisst, wéi déi Interpretatioun vun der Regierung, respektiv vun der Gemeng, mä dat muss d'Gemeng am Gemengerot maachen, wär.

Schlussendlech stellt sech och d'Fro vum Exploitant, déi fir mech och eng ass, déi muss geléist ginn. Et ass evident, datt muss de GIE LuxTram iergendzousch eng Kéier an eng SA ëmgeandelt ginn, fir och hir Fonctiounen vun dem Exploitant kënne ze maachen. Mä d'Fro, déi sech awer hannendru stellt, wann de GIE LuxTram eng SA LuxTram ass: Wéi gëtt dann déi Gestoun gemaach? Wie mécht se? Gëtt se ausgeschriwwen? Muss se net ausgeschriwwen ginn?

Do ass eng juristesche Fro, déi sech nach ëmmer stellt. Ech stelle fest, wann ech elo héieren hunn, datt d'Juristen elo enger anerer Meinung sinn, wéi se sengerzäit waren, well ëmmer, esou wäit meng Souvenire reechen, mir gesot ginn ass, datt eng Ausschreiwung noutwendeg wär bei engem Tram. Wann dat elo anescht ass, da géif ech just gär wëssen, op wat fir Argumenter an op wat fir enger Interpretatioun dat berout. An, ech mengen, dat ass awer nach eng Diskussioun, déi wierklech an allem Detail muss gefouert ginn, wien an zu wat fir Konditiounen déi Exploitatioun muss gemaach ginn.

Voilà, ech wollt net méi soen. Ech wollt nach eng Kéier kloer soen, wat eis Positioun ass, datt mer déi zwee Texter stëmmen. Ech wëll awer och hannendru soen, datt mat all deenen Aussoen, déi hannendru gemaach gi sinn, wat déi zweet, déi drëtt Etapp ugeet, respektiv déi gemaach gi sinn, wat d'Exploitatioun ugeet oder d'Aart a Weis, fir et en exploitation ze setzen, meng Fraktioun eng ganz Rei Froen, eng ganz Rei Problemer huet, déi mer hoffen nach kënne an dëser Enceinte unzeschwätzen an och am Detail duerschgoen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Wiseler. Nächste Riedner ass den Här Roger Negri vun der LSAP.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Éischt wëll ech der Présidente-rapportrice Josée Lorsché e grouse Merci soe fir hir exzellente Rapporten, déi schréfflech a mëndlech. Ech mengen, déi waren esou komplett, dass ech eng ganz Partie Saachen elo emol wäert ewechloosen, fir mech net permanent ze widderhuelen. An dem Här Wiseler wëll ech, Claude Wiseler, och Merci soen, virun allem fir deem éischen Deel vu sengem Exposé, wou e ganz gutt d'Situatioun hei am Land vun der Mobilitéit refléiert huet.

An ech wëll och hei direkt soen, dass mir als LSAP déi zwee Projekte vun haut wäerte voll ënnerstëtzen a selbstverständlech och herno matstëmme wäerten.

1992 huet de Mouvement écologique - e puer Saachen dierf ech awer widderhuelen - ...

(**Hilarité**)

...mat Oekofonds an Tram Asbl eng Etüd ënnert dem Numm „E modernen Tram fir Lëtzebuerg“ initiéiert beim Professor Dokter Knoflacher vun der Technescher Universiteit Wien. An ech ka mech nach ganz gutt erënneren, wéi dem Professor Knoflacher sai jonken Assistent, de Lëtzeburger Ingenieur an heitegen Dokter Romain Molitor, am Neien Theater ufanks '92 hei an der Stad virum volle Sall dës Etüd virgestallt huet.

Dat war déi Zäit net mat Powerpoint an et war net esou evident, mä, wéi gesot, dee Mérite huet déi Etüd gehat, an dat soll een hinnen och zoukomme loosse. An engem gläiche Kontext wëll ech, wéi eis Rapportrice och, eise mëiere vill ze fréi versterwene Kolleg Marc Zanussi Merci soen, posthum, dass hien hei an der Chamber d'Diskussioun iwwert den Tram initiéiert huet.

Duerno goufe vu staatlecher Säit mat aneren Acteuren vill Dokumenter opgestallt, wéi d'Madame Rapportrice dat scho gesot huet, dofir ganz kuerz: Et war LuxTraffic, et war d'BTB 2002, Mobilitéit.lu, Mobil 2020 an dann zum Schluss de MoDu ënnert der Tutelle vun deene jeeweilege Ministere Robert Goebbels, Mady Delvaux-Stehres, Henri Grethen, Lucien Lux an och, wéi gesot, dann zum Schluss dem Här Claude Wiseler, wou den Dossier an all deene Legislaturperioden ëmmer evoluéiert huet.

An et war och ënnert der viregter Regierung vun der CSV/LSAP, wou de mëiere Minister Claude Wiseler dee leschte 4. Oktober 2014 de Projet Tram hei an der Chamber déposiert huet an iwwert dee mer haut ofstëmme, an zwar ouni Emännerung, trotz senger ville Froen, déi en elo zum Schluss gestallt huet. Mä dass mer e genau esou stëmme wäerten, wéi den Här Claude Wiseler dat an der Chamber abruucht huet, an dat virun allem och am Konsens mat der Stad Lëtzebuerg.

An elo ass et natierlech un eisem neien Nohaltgeektsminister François Bausch, zesumme mat eiser Stater Buergermeeschtesch, der Madame Lydie Polfer, dee Projet vum Tram an deenen nächste Joren ëmzesetzen. A mir sinn och dervun iwwerzeegt, dass dat, am Zesummespill mat allen Acteuren, hinnen och gelänge wäert.

Här President, dass et vun der Iddi bis zur Ëmsetzung vum Tram 20 Joer gedauert huet, ass, am Réckspigel gesinn, fir eis keen Nodeel, well dee Projet, deen eis haut virläit, e gudde Kompromiss ass tëschent villen ugeduechtene Léisungen. Dofir soll ee sech och elo net bekloen, dass all déi Etüden do kascht hu bis zur Realisatioun, well, ech mengen, bei esou enger Problematik, do gëtt et keng Solution magique.

Als Fallbeispill wëll ech wierklech och nëmme zitieren - bon, den Här Wiseler huet dat elo e bësse méi kritisches gesinn, ech gesinn dat e bësse méi positiv - d'Diskussioun iwwert d'Stroumoberleitungen. Mat hire Poteauen duerch d'Stad hu mer elo eng Technik, déi einfach méi flott ass, a wann ee keng Poteauen duerch d'Stad brauch, da soll ee se och net bauen, well dat verbessert d'Stadbild net, fir net ze soen, et verschampeliert et. Also, ech

menge schonn, dass een do soll wierklech an deem Dossier do virufueren, an ech mengen, dass dat eng gutt Saach wär.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

De Bau vun engem modernen Tram duerch d'Stad Lëtzebuerg ass an der Lëtzeburger Verkeierspolitik ganz sécher e Paradigmewiessel, wou niewent Zuch a Bus och elo en Tram zum Asaz kënnt. Dobäi ass awer de modernen Tram vun haut net méi ze vergläiche mam Tram vu fréier, deen 1964 definitiv ausser Betrib geholl ginn ass, well e ganz einfach iwwerall gehënnert huet an net an d'Verkeiersproblematik vun där Zäit méi gepasst huet.

De modernen Tram vun haut, fir effikass virunzekommen, muss op senger eegener Pist fueren, „en site propre“, wéi d'Fransousen dat soen, an dat och ganz einfach aus Sécherheetsgrënn vis-à-vis vun deenen anere Verkeierspartner, notament der Mobilité douce, de Vélosfuerer an de Foussgänger.

Mä dat neit Gefier ass soss näischt anescht wéi en Tram, an ech wëll dat ganz nüchtern soen: E modernen Tram, wéi en hautdesdaags a ville Stied erëm e Renouveau kritt, virun allem wann een a Frankräich kuckt, wou an deene leschte Joren a méi wéi 20 Stied den Tram erëm agefouert ginn ass - dat einfachst an dat beschte Beispill an dat nooste Beispill ass nach ëmmer Stroosbuerg.

A beim modernen Tram geet et och ëm d'Kreatioun vun engem neie Stadbild. Den Tram gëtt, wéi d'Fransousen dat soen, zu engem „outil d'aménagement urbain“, wou eng nei Liebenswürdigkeet entsteet duerch en neien Aménagement vum Stadbild, e bësse vergläichbar, wéi dat sengerzäit mat dem Schaf vum de Foussgängerzone war.

Dass vun initiale Projet, deen och den Eisenbahnsektor benotze sollt, elo op der Gare Lëtzebuerg de Passagéier ëmsteigt, muss och net zum Nodeel sinn, wann de Wiessel vun Zuch op Tram gutt koordinéiert an zügig vollzu gëtt. An dass dobäi d'Eisebunn méi Infrastrukturkapazitéit brauch - ech mengen, den Här Wiseler huet och elo déi Chiffere genannt vun der Frontalieren; et sinn der elo bal schonn iwwer 170.000, déi all Dag an eist Land kommen -, ass et och kloer, dass déi Problematik vun der zousätzlecher Infrastruktur fir d'Eisebunn erkannt ginn ass an deelweis och schonn ëmgesat ginn ass vun deene viregte Regierung wéi, ech zitieren, d'Duebelgleisegkeet vun der Streck vu Péiteng an d'Stad, d'Verdublung vun de Capacitéiten op der Nordsäit vun der Gare Lëtzebuerg duerch eng zweet parallel Bréck op der Polvermillen. An da virun allem och déi nei Streck, déi och d'Madame Rapportrice..., de Moien hu mer dat an der Kommissioun duergéhele wäerten dat och da warscheinlech elo virun der Vakanz stëmmen.

An da wëll ech och nach zum Schluss op e Projet agoen, dee jo elo am Secteur..., an de Plans sectoriels, pardon, ënnerstrach ginn ass: op der Nordstreck d'Verdublung vun der Streck tëschent Elwen a Clief.

Dass den aktuellen Deel vum Tram vun der Starter Gare duerch d'Stad Richtung Kierchbiere bis op d'Luxexpo net eleng duergeet, huet LuxTram den 30. Abrëll vun dësem Joer, ënnert der Tutelle vun Ministère an der Stad Lëtzebuerg, an hirer Broschür „Eng nei Visioun vum Tram“ dokumentéiert. Fir och all déi Hauptquartiere vun der Stad, wou déi meeschte Leit schaffen, soll den Tram spéider iwwert d'Gare bis op d'Cloche d'Or an iwwert d'Luxexpo eraus vum Kierchbiere bis op de Flughafen verlängert ginn. A spéider souguer, wéi dosteet, bis op Leideleng a bis eventuell an déi zweet Europaschoul Richtung Bartreng/Mamer an de Mamer Lycée.

Här President, de Projet vun haut begräift jo d'Finanzéierung zum Bau vum Tram duerch d'Stad vun der Gare bis op de Kierchbiere bis zur Luxexpo op enger Distanz vu ronn 7,5 Kilometer mat 15 Émklammstatiounen. Et geet elo drëm, dass mer ukommen, dass deem éischen Deel vum Projet ëmgesat gëtt.

Heibäi ass et eis wichteg ze soen, dass dee Projet vun der Gare op d'Luxexpo u sech selwer scho voll funktionell ass, an dat an allen Hënsichten, déi un den ëffentlechen Transport gestallt ginn. Keim et zum Beispill méi spët oder guer net zu den elo grad ugesprochenen Erweiterungen, zum Beispill duerch finanziell Enkpäss - wat mer net hoffen, mä wéi mer all wëssen, kann dat ganz séier goen oder vill méi séier an eiser globalisierter Welt, wéi eis dat léif ass, a mir wësse jo alleguer, dass mer dat vun hei aus, vu Lëtzebuerg aus net eleng kënne steieren -, an deem Fall wär de Projet trotzdem absolut onofhängeg vun den ugesprochenen Extensiounen. Well wann dee Projet net onofhängeg kéint gebaut ginn, wär et net responsabel, esou ee Projet haut hei an der Chamber ze stëmmen an iwwerhaupt unzefänke mat bauen.

De Projet mécht also en soi-même Sënn an ass och zugläich d'Kärstéck, den „maillon essentiel“ de la stratégie nationale de mobilité durable, wéi et an der Broschür vu LuxTram steet.

An et ass och gradesou kloer, dass de Projet vum Tram duerch d'Stad e ganz schwieere Chantier gëtt. Do brauche mer eis elo guer näischt virmemaachen. An dat soll een och net verharmlösen.

De Bau en site propre fir den Tram, mat Ausnahm jo vun der Neier Bréck bis op den Hamilius, bedéngt un éischer Stell déi komplett Erneuerung vun allen ënnerierdeschen Infrastrukturen. Mir wëssen alleguerten, wéi schwieereg dat ass a wéi schnell a wéi vill dat wierklech indisposéiert.

Hei kënnt et also wierklech op vill gudde Wëllen un, eng exzellente Planung, koordinéiert zügg Schaffen an och natierlech, wéi et scho gesot ginn ass, eng ganz gutt Kommunikatioun mat alle Partner. Ech denken natierlech do un éischer Stell un d'Geschäftsleit, fir déi et ënner Emstänn ganz haart gëtt. Mä ouni Chantiere kann een näischt veränneren. Dofir ass hei wierklech vill gudde Wëlle vun alle Säite verlaangt. Ech halen elo domadder op, well mäi Kolleg Franz Fayot geet spéider nach eng Kéier op déi ganz Implikatioun vum Tram duerch d'Stad an.

Dowéinst, Här President, wëll ech elo kuerz zu de Käschte vum Projet vum Tram kommen.

De Statleet bekanntlech zwee Drëttel zum Tram duerch d'Stad bäi an d'Stad Lëtzebuerg een Drëttel. Bei engem Gesamtkäschtepunkt vun 346 Milliounen, ouni TVA, dat sinn der 231 fir de Lëtzeburger Stat an 115 fir d'Gemeng Lëtzebuerg. Wann een elo d'TVA derbärechent, kënnt een, wann ech mech net vererechent hunn, op 405 Milliounen. Op déi 7,5 km Tracé gerechent, mécht dat dann e Kilometerpräis vu 54 Milliounen, oder 54.000 Euro pro lafende Meter.

Dobäi sinn natierlech abegräff de Kaf vun 20 Tramsvoituren, de Bau vun de 15 Émklammstatiounen an de Bau vun dem Centre de maintenance, also dem Atelier, fir d'Trammen ze ënnerhalen. Dës Chifferen - ech hunn dat e bëssen nogekuckt, virun allem mat de fransésche Konstruktiounen - passen duerchaus an de Käschtevergläich mat anere Stied.

Mä trotzdem sinn dat, an ech mengen, den Här Wiseler hat dat och scho gesot, wierklech héich Käschten. A fir dass et hei zu kengem Déroulage kënnt, wéi mer dat scho bei esou Projeten erlieft hunn, an och wéi een d'lescht Woch dat konnt aus der Press lesen zu Edinburgh, obschonn et do deelweis och vläicht widderspréchelech Informatiounen ginn, ech hu versicht mech do e bëssen ze renseignieren, gëtt geschwat vu Käschte vun 950 Milliounen op 14 Kilometer, dat wären 68.000 Euro op de Meter. Et ass awer hei geschwat gi vun 80.000.

Mä bref, et gesäit een, dass op jidde Fall do de Chantier, wéi seet een, bal duebel esou laang gedauert huet. An aus Erfahrung kann ech och soen, da kascht en och oft duebel esou deier.

Dofir soll een do, mengen ech, och wierklech züged dru schaffen. A virun allem géif ech den Här Minister bidden, eis Chamber, spréich d'Budgets- a Kontrollkommissioun, d'Comexbu, vun Ufank un do mat an de Käschtesuivi méi fest anzebannen an eis och méi en detailléierte Käschtesuivi ze erlaben, wéi dat soss de Fall ass, well dee Projet vun haut jo awer, géif ech mengen, dee gréissten Investitionsprojet vun deenen nächste Jore fir de Lëtzeburger Stat gëtt.

Wat elo d'Exploitatioun vum Tram selwer ugeet, ass et jo esou, dass de Groupement d'Intérêt Économique - GIE - vun der LuxTram an eng Société de droit privé transforméiert gëtt an alimentéiert mat ëffentlechem Actionariat opgedeelt, zu zwee Drëttel vum Stat och dann an een Drëttel vun der Gemeng Lëtzebuerg, an dat soll och fir d'Exploitatioun vum Tram gellen.

Den Transport public gëtt jo hei am Land vun der ëffentlecher Hand bezuelt, dat am Intérêt général a fir all Mënsch zougänglech, an ass och konform zur europäescher Direktiv 2014, pardon, 2004/17/CE iwwert d'Prozedur vun de Passatiounen vun de Commanden am Secteur vu Waasser, Energie, Transport a Postservice, a wou no Artikel 5.1 den Tram och ënnert de Service de transport public gehéiert.

Dat gesot, Här President, wëll ech lech eng Motioun iwwerreechen..., pardon, Madame Presidentin.

► **Mme le Président.** - Merci.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Et war net gar geschitt. Wéi gesot, Madame Presidentin, wëll ech lech déi Motioun iwwerreechen, déi vun de Fraktiounen vun der DP, déi gréng an och vun eis, der LSAP, ënnerschriwwen ass an d'Regierung heimat invitéiert, de GIE LuxTram an



eng Société de droit privé mat zu 100% ëffentlechem Actionariat ze transforméieren an d'LuxTram mat der Exploitation a mat der Gestiou vum den Infrastrukturen ze beoptragen.

Dat am Sënn vun der Promotioun vum ëffentlechen Transport am Intérêt vun de Clienten, souwuel um Niveau vun der Tarification wéi och dem sougenannten „barrièrefräien“ Accès fir Leit mat reduzéierter Mobilitéit. Dat Ganzt an aller Transparenz an der Zesummesetzung vun der Sociétéit, an hirem Fonctionnement an an den Décisions, déi vun hinne geholl ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'importance du projet tram, tel que prévu dans la stratégie MoDu, dans le plan sectoriel transport et par le projet de loi 6626, pour le transport en commun au Luxembourg;

- considérant que pour la construction, la gestion de l'infrastructure et de l'exploitation du tram, le projet de loi note que l'État et la Ville de Luxembourg ont prévu de faire évoluer la structure actuelle vers une société de droit privé disposant d'un capital dans le cadre d'un actionariat public;

- considérant que la société en charge de l'exploitation du tram devra répondre essentiellement aux impératifs d'un service public d'intérêt général de haute qualité et accessible à toutes et à tous;

- considérant que la directive 2004/17/CE relative aux procédures de passation de marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux, inclut dans son article 5.1 le service public dans le domaine du transport par tramway dans son champ d'application;

- considérant que le règlement européen 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs garantit la liberté de choix quant à la façon d'organiser les services publics au niveau national, régional et local;

invite le Gouvernement

- à transformer le Groupement d'Intérêt Économique (GIE) «LuxTram» en société de droit privé disposant d'un capital sous forme d'un actionariat à 100% public et de confier à cette société l'exploitation du tram ainsi que la gestion de ses infrastructures;

- à garantir la promotion des intérêts des utilisateurs tant au niveau de la tarification qu'au niveau de l'égalité de l'accès pour personnes à mobilité réduite ainsi que la transparence quant à la composition de la société, à son fonctionnement et aux décisions prises par elle.

(s.) Roger Negri, Josée Lorsché, Lydie Polfer.

Madame Presidentin, ech muss soen, e bësse Bauchwéi hunn ech, wann ech drun denken, dass den Atelier vun den Trammen, de Centre de remisage et de maintenance, den CRM, am Gréngewald um Kierchbierg gebaut gëtt an dobäi 4,4 Hektar vum Gréngewald ofgeholzt ginn. A besonnesch, wann ech drun denken, dass d'CFL zu Bouneweg amgaang ass, e fuschneien, deem nach net a Betrib ass, och CRM, also Atelier ze bauen.

Do stellt sech, wann ech dat dierf soen, fir mäin Eisebunnerhärz awer trotzdem d'Fro, ob et net méiglech gewiescht wier, dass et zu enger Aart Joint Venture mat den CFL a Saachen Entretien vum Rollmaterial, spréich den Trammen, hätt kënnen kommen. Zemoos, wann een drun denkt, dass op der spéiderer Extensioun Richtung Houwald via Bouneweg den Tram parallel op e puer Meter laanscht deem neien CFLs-Atelier fuere wäert.

Mä ech weess, Här Minister, Dir hutt mer dat schonn e puermol erkläert, an ech stellen lech d'Fro zwar elo haut nach eemol, mä Dir braucht mer awer net méi drop ze äntwerten, well...

(Hilarité et interruption)

Jo, neen... Well mir si jo awer kompromissfäeg an dann huele mer dat esou un.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech maache mäi Besch!t!

► **M. Roger Negri** (LSAP).- Merci. Allerdéngs wär ech awer frou, Här Minister, wann Der eis e bësse méi Explikatioun kéint ginn zu de Mesures de compensation am Gréngewald. Ech mengen, Dir hutt eis dat och an der Kommissioun eng Kéier duergestallt, mä et wär wichteg, wann een nach eng Kéier géif dovunner schwätzen. Dir hutt gesot, dass den CR119 duerch de Gréngewald zougemaach gëtt fir den Autosverkéier an awer zousätzlech zwee Hektar nei ugeplazt ginn. Mä do wär et effektiv gutt an, ech mengen, sënnavoll, wann Der eis do wierklech kéint e bësse méi Detailer ginn.

En anere Punkt, dee mer als LSAP nach wëllen ënnersträichen, ass, dass et zwar fir eis och de Moment evident ass, dass de Projet vun der direkter Zuchverbindung iwwer Lëtzebuerg vun Hamm bis an de Souterrain vun der neier Aérogare um Flughafen net gebaut gëtt aus Käschtegrënn - ech mengen, dat ass ganz kloer -, mä et ass fir eis awer och ganz kloer, dass déi virgenannten Extensiounen elo solle Virrang hunn.

Dat ass kee Problem. Trotzdem wëlle mer déi Iddi vum direkten Anschluss vun Hamm op de Flughafen à l'horizon 2030 net direkt opginn, well mer trotzdem der Meenung bleiwen - an, ech mengen, den Här Wiseler hat dat och scho virdrun e bëssen ugedeit -, wann eis Mobilitéitsbedürfnisser hei am Land nach weider steigen, a mir wëssen, dass mer de Moment Rise-problemer hunn, dass dat trotzdem eng Méiglechkeet wär, fir d'Leit ouni ëmzeklappen op de Plateau vum Findel respektiv Kierchbierg ze bréngen.

An, ech mengen, do soll een och net vergiesse, op der Kalchesbréck an esou weider sinn amgaang vill Aarbechtsplazen niewent dem Findel mat ze entstoën, soudass een am Fong och deen..., hu mer kee Problem dermat, wann de Souterrain vun der Aérogare eventuell elo entre-temps anescht genotzt gëtt, mä mir sollen awer trotzdem dës Méiglechkeet och do am Souterrain vun der Aérogare net hypothekéieren.

An domat, Madame Presidentin, mat där leschter Bemierkung ronderëm de Plateau vum Kierchbierg a Findel, wëll ech versichen den lwwergang ze maachen zu dem zweete Projet de loi vun haut, dem Bau, wéi et esou schéin heescht, vun der „Gare Pont-Rouge“, dee virgesäit, op der Eisebunnstreck tëschent Dummeldeng an der Gare Lëtzebuerg en Arrêt ze bauen a vun do aus per Funiculaire d'Voyageuren op de Plateau vum Kierchbierg ze bréngen a vun do aus viru mam Tram, dee jo da warscheinlech och a Betrib ass, respektiv Bus op hir Aarbechtsplazen ze bréngen. Och dësem Projet wäerte mir herno selbstverständlech eis Zoustëmmung ginn.

Wann Der erlaabt, wëll ech awer vläicht perséinlech do soen, dass ech 1996 an Zesummenaarbecht mat dem Eisebunner Landesverband, dem FNCTFEL, eng Broschür ausgeschafft hunn am Kader vun der Analys vu Lux-Traffic, wou mer proposéiert haten, genau op där Plaz, ënnert der Roudier Bréck, en Arrêt ze bauen.

An ech dierf lech vläicht just vun der Säit 2 kuerz zitieren, wat mer 1996 dozou geschriwwen hunn: „Für die Personen, die auf dem Kirchberg arbeiten, schlagen wir eine Haltestelle von Norden und Süden bedienbar im Dommeldinger Berg...“ - also op där Plaz - „...vor. Etwa unter der «Roten Brücke». Dort würde... - hu mer dat déi Zäit genannt - „...ein Großbraumlift, wie zum Beispiel auf dem Plateau du Kirchberg (veuillez lire: Plateau du Saint-Esprit), oder eine moderne Zahnradbahn, wie in Paris zum Montmartre, die Verbindung mit dem projektierten Stadtbahnnetz auf dem Boulevard urbain des Kirchberg herstellen, wobei die unmittelbare Nähe der neu entstehenden Museen (Pei und Fort Thüngen) auf «Drei Eichen» und das Projekt der neu anzulegenden Place de l'Europe mit Konzertsaal und so weiter, nach den Plänen des spanischen Architekten Ricardo Bofill, nicht zu verachten ist. Übrigens könnte man diesen Lift nach unten ins Ortsteil «Pafendall» verlängern und somit einen zusätzlichen Anziehungspunkt für die Stadt Luxemburg schaffen.“

Ech mengen, dat war 1996. Dir hutt mer erlaabt, dass ech dat virlesen. Dofir wëll ech wierklech nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Verbindung vun der Nordstreck op de Kierchbierg Sënn mécht. Well se erlaabt, d'Leit direkt aus dem Norden, vun Elven, vun Ettelbréck, aus dem Süden, vun Esch, Beetebuerg, aus dem Südwesten, vun der Eisebunn vu Péiteng, an aus dem Westen, vu Klengbetten, Mamer, Bartreng, an eventuell aus dem Osten, vu Waasserbëlleg via dat virdrun ugesprächent Alzenger Dräieck méttels dem Pont Arrêt (veuillez lire: méttels dem Arrêt Pont-Rouge) op de Kierchbierg ze bréngen.

Dee Projet ka jo och, wa mer dat richtig verstanen hunn, relativ schnell gebaut ginn, ouni awer och hei ze ënnerschatzen, dass et e ganz komplizéierte Chantier gëtt, well e keen direkten Accès huet.

Natierlech dreift och hei déi sougenannten „Funiculaireslösung“ d'Käschten an d'Luucht. Mä e Projet, dee 6.000 Leit pro Stonn transportéiere kann, justifiéiert deem dach héije Präis, muss ee soen, vu 96 Milliounen Euro.

Mir sinn och dervun iwwerzeegt, dass de Projet vum Arrêt ënnert der Roudier Bréck zu engem Point d'attraction fir d'Stad Lëtzebuerg gëtt, zemoos och, wéi gesot, d'Verbindung no ënnen an de Pafendall weidergeet.

Madame Presidentin, als Konkusioun, a fir esou lues zum Schluss ze kommen, geet et bei den zwee Projets de loi vun haut drëms, d'Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren, an zwar nohaltig. Mir strieden hei am Land en „modal split“ u vu 75/25. Dat heescht, wann ee Mënsch mam ëffentlechen Transport - Bus, Tram, Bunn - fiert, da fueren nach ëmmer dräi Leit mam Auto.

Dofir geet et och hei net drëms, dass ee Verkéiersmëttel géint dat anert ausgespillt gëtt. De Moment läit den Undeel vum ëffentlechen Transport hei am Land nach ëmmer ënner 15%. Wéi gesot, mir wëllen op 25% kommen. A mir wëssen alleguerte ganz genau, dass mer eis Mobilitéit verbessere müssen, besonnesch an de Stied. Dofir muss den Undeel vum ëffentlechen Transport och do méi héich ginn; ech mengen, hei gi 40% respektiv 50% ugestriift.

Wa mer dat errechen, erhéicht dat eis Liewensqualität a setzt am Endeffekt och eis Kompetitivitéit als Standuert vun der Stad Lëtzebuerg respektiv vum ganze Land erop. An dofir brauche mir dat gëeegent Verkéiersmëttel fir eng Stad vun eiser Gréisst, déi als Festungsstad sengerzäit gebaut ginn ass, mat deene villen Héichtenënnerscheeder. An do ass d'Léisung ganz einfach den Tram, de modernen Tram, wéi en a ville Stied an de leschte Jore gebaut ginn ass; net méi an net manner.

Mir hunn och all Respekt fir déi vill aner Proposen. An ech wëll dat an aller Sachlechkeet soen, engersäits de Métro, dee proposéiert ginn ass, deem awer virun allem op d'Fro vun den Héichtenënnerscheeder keng zefriddestellend Äntwert liwwert, well en dat net fäerdegbréngt, zum Beispill iwwert den Dall vun der Neier Bréck vun der Gare respektiv an d'Uewerstad do och un Héicht ze gewannen an dann iwwer ganz héich Rolltrappen an esou weider misst fueren, an och, wéi et Richtung Norde géif viruoen, ass relativ onkloer.

Mä, wéi gesot, all Respekt och fir déi Projeten. Datselwecht géllt e bësse fir Mettis, deem ee wierklech net an der Uewerstad an der Hauptagglomeration kann asetzen. An och déi artikuliert Bussen hunn einfach net déi Capacitéitsméiglechkeeten an den Heures de pointe, fir déi gefuerdert 6.000 Leit pro Stonn ze transportéieren. Dat packt ebe just den Tram als schinnegebonnter Fuwierk. Do geet et och ëm d'Sécherheet. Dass e Convoi mat 350 Leit exakt um Tracé bleibt, geet eben nun emol nëmme mat engem Guidage vu Schinnen.

En dräifach artikuliert Bus oder e Bus mat Unhänger voll besat, wéi se bis elo duerch d'Stad fueren, ass op senger Limite, an dat a villen Hिसichten. Och fir de Chauffeur, deem d'Responsabilitéit fir déi honnert Leit hannendran, déi en transportéiert, droe muss.

An och déi elo erëm an d'Spill bruechte Seelbunn ass u sech keng schlecht Iddi als Attraktioun fir d'Stad. Se ass „nice to have“, eventuell, bon, mä si ass awer keng eescht ze huelend Alternativ, fir d'Mobilitéitsproblemer vun der Stad ze léisen; et geet nämlech net ëm Sightseeing.

Madame Presidentin, zum Schluss gëtt et, wéi ëmmer an der Politik, eng Zäit, fir ze plangen, et gëtt eng Zäit, fir nozelauscheren an ze diskutéieren, an et gëtt eng Zäit, fir ze decidéieren. An deem Dag ass haut komm, no 20 Joer, fir ze decidéieren, en Tram duerch d'Stad ze bauen, fir eis Hauptstadt nach méi schéin ze maachen an och gär do ze schaffen an ze wunnen.

Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Projets de loi a soen lech Merci fir d'Nolauscheren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme le Président**.- Villmools Merci, Här Negri, fir déi konstruktiv Interventioun. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen d'Fraktionspresidentin vun deene Gréngen, d'Madame Viviane Loschetter.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Härren, fir d'Alleréischte emol e ganz grouse Merci u meng Kolleegin Josée Lorsché fir hire ganz interessanten a komplette schrëftleche Rapport, mä awer och fir hiren exzellente mëndleche Rapport, well et ass sécherlech net einfach gewiescht, fir en Dossier an e Rapport ze formuléieren vun engem Projet, deem dëst Joer seng 20 Joer feiert, vill verschidde Facetten huet an eng impressionnant Biografie.

Et ass awer sécherlech, denken ech, motivant gewiescht, dës Recherchen ze ënnerruelen, fir den Historique ze tracéieren, wann ee selwer där Partei zougehéiert, déi säit 20 Joer mam Projet Tram identifizéiert gëtt.

Mat villen, an zum Deel ganz kreativen Aktiounen huet déi gréng Partei op d'Noutwendegkeet an d'Plus-value vum Tram opmierksam gemaach, an dat säit 1992. Als onrealistes, als total iwwerflësseg, als „nice to have“, als Ver-

schlechterung vun der Liewensqualität, als Autogéigner an nach viles méi goufen dës Aktiounen an hir Iddi betitelt.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Mir hunn als gréng Partei awer konsequent dës Kampf fir den Tram duerghezunn, well mir iwwerzeegt woren, schonns gëschter a virgëschter, gradesou wéi och haut, dass dës Projet net nëmme eng Verbesserung fir d'Mobilitéit duerstellt, mä och eng Noutwendegkeet fir munch aner wichteg Facteuren.

Do, wou mer an d'Verantwortung komm sinn, sief et op kommunalem Niveau oder wéi elo och op nationalem Niveau, huet de Mobilitéitsprojet mam Tram ëmmer zu onse Knackpunkten an de Verhandlungen gehéiert.

Haut gi mer zou, dass mer méi wéi zefridde sinn, dass esou een ambitiöse Projet zesumme mat allen anere Parteien, bis op eng kleng Sensibilitéit, souwuel op kommunalem wéi och op nationalem Niveau konnt finaliséiert ginn an haut an d'Emsetzungsphas geet. An dat ass och gutt esou. Et ass net méi eng gréng Visioun vun engem Mobilitéitsprojet. Et ass haut en duerschduechtene Mobilitéitsprojet vun nationaler, jo souguer vu regionaler Envergure iwwer ons Grenzen eraus.

Mir alleguerten heibannen, bis op dräi Stëmmen, fannen dës Projet net nëmme sënnavoll, mä absolut noutwendeg. Déiselwecht Ënnerstützung fënn dës Projet och bei de Stater politesch Verantwortlechen am Stater Gemengerot mat 26 vu 27 méigleche Stëmmen. Déiselwecht Ënnerstützung ënnersträicht eng rezent a representativ ILReS-Emfro, wou 73% vun de Befroete sech fir dës Mobilitéitsprojet geäussert hunn.

An dann, an et ass och scho gesot ginn, e Stater Geschäftsverband, dee sech wënscht, de Projet wier léiwer haut wéi muer fäerdeg ëmgesat, net zulescht och, well d'Commerçanten duerch déi méi komplex Phas vum Chantier musse goen. Séier wéineg Infrastrukturprojeten hunn esou laang Zäit gebraucht, fir endlech realiséiert ze ginn, mä gradesou wéineg Projete vun esou enger Envergure hu schlussendlech esou eng breet Zoustëmmung kritt.

Dat ass sécherlech och de Mérite vun deenen dräi leschte Buergermeeschteren a Buergermeeschtesch aus der Stad Lëtzebuerg an dem leschten an dësem Nohaltegekeetsminister. Si hunn notament derfir gesuergt, dass dës Projet a senger ganzer Komplexitéit, well mir schwätze jo hei bäi Wäitem net nëmme vun engem Tram, mä mir schwätze vun engem komplexe multimodale Mobilitéitsprojet, si hunn derfir gesuergt, dass dës Projet un all Bierger an un all Biergerin presentéiert ginn ass an erkläert ginn ass. Si hunn onermiddlech all Froe beäntwert an all Suggestiounen analyséiert. Dës breet organiséiert Treffte mat de Bierger a mat de Biergerinnen hu mat Sécherheet derzou bäigedroen, dass de Projet verstanen ginn ass an ergo och akzeptéiert konnt ginn. An deem eenzege Regret, dee mir hunn, dass et esou laang gedauert huet, gëtt duerch dës breet Akzeptanz mat Sécherheet och kompenséiert.

Iwwert de Constat si mer ons alleguerte säit enger Zäit eens, iwwert d'Zil plus ou moins och. Et ass de Wee fir dohinner, d'Léisungen zum Problem, déi fir vill Diskussiounen gesuergt hunn. Et si vill Optionen presentéiert, analyséiert an duerggerechent ginn. Et huet och vill Lobby matgespillt.

Et wor munchmol schwéier, eng Léisung ze proposéieren, bei där net onbedéngt den Auto dat Mëttel fir alles wor a wou net onbedéngt ëmmer nëmme den Auto déi beschte Méiglechkeet wor. Et ass sech och, well mer jo net op enger Insel liewen, am Ausland u verschidene Modeller vu Mobilitéitsgestaltung inspiéiert ginn. Schlussendlech ass e Modell entworf ginn, deem op déi spezifesch Situatioun hei am Land an an der Groussregioun passt.

Eng breet Akzeptanz, déi sécherlech och do duerch ze erklären ass, well et haut, leider fir bal jiddwereen, evident ass, dass mir am Stau erstickéieren, dass de Verkéier kollabéiert. Mir sinn haut op engem Punkt ukomm, wou onst Land riskéiert, duerch seng Immobilitéit all positive Standuertfacteur ze vernichten. D'Mobilitéit an engem Land, an enger Regioun, déi sech wëllt wirtschaftlech entwéckelen, en général, an nohaltig wirtschaftlech entwéckelen, en particulier, brauch eng effikass an effizient Offer u Mobilitéit. Dat ass dee wichtigste Punkt vun enger ganzer Rei vu Standuertfacteuren.

Eng Regioun, déi am Stau steet, ka sech net entwéckelen. Eng Regioun, déi haut am 21.



Jorhonnert kee perfomanten ëffentlechen Transport offréiert, ka sech net nëmmen net entwëckelen, mä verléiert carrément all hir Attraktivitéit.

A mir stinn am Stau, Dir Dammen an Dir Hären, 31 Stonnen am Joer sti mir zu Lëtzebuerg an der Moyenne am Auto am Stau. Dat ass bal eng ganz Schaffwoch. Domadder si mer am „top five“ vun de Länner, déi am Stau stinn.

Et gëtt eng TomTom-Staustudie vun der Stad Lëtzebuerg, eng zimlech aktuell, déi och beschreift, beweist, datt e Pendler, deen 30 Minutte fiert, all Dag zu de Spëttestonnen am Ganzen 80 Stonnen am Joer am Stau steet, pro Dag 32 Minutten.

Eng rezent Fuerschungsetüd, déi sech notamment op Verkéiersstéierunge baséiert, déi duerch Navigatiounssystmer gemellt gi sinn, huet ganz interessant Konklusiounen virbruecht. Et gëtt nämlech eng kloer Korrelatioun tëscht engersäits Wirtschaftswuesstum an andersäits Verkéiersstau. Mä et gëtt och ee Punkt, wou déi Korrelatioun kipp. Dat heescht, de Wirtschaftswuesstum geet an d'Luucht, de Stau geet an d'Luucht, mä op iergendengem Moment kippt dat, datt heescht, de Stau geet eleng weider an d'Luucht an de Wirtschaftswuesstum stagnéiert.

An, Dir Dammen an Dir Hären, mir si praktesch op deem dote Punkt ukomm! De Stau-Index huet zu Lëtzebuerg am Joer 2013 par rapport zum Joer virdru sech ëm 22% gesteigert.

Do si mir bäi Wäitem déi Éischt am negative Rekord virun Irland mat engem Plus vun 9% an der Schwäiz mat engem Plus vu 7%, woubäi aner Länner wéi zum Beispill Däitschland oder wéi Eisträich, déi och e Wirtschaftswuesstum kënnen opweisen, mä déi sech organiséiert hunn, éier d'Immobiliteit komm ass, mat engem Minus fir Däitschland vun 9% vun 2012 op 2013 a fir Eisträich souguer mat engem Minus um Stau-Index vu 26% verzechent sinn.

Datt et e Besoin gëtt un enger effikasser Mobilitéit a gläichzäiteg och un engem effizienten ëffentlechen Transport, huet d'Stad Lëtzebuerg dës lescht Jore missen erliewen. E sëlliche Betriber, dorënner och EU-Institutionen, hu positiv op d'Offer vun engem Mobilitéitspass reagiert. Dat wor an dat ass och nach haut en fait déi eenzeg sënnavoll Méiglechkeet, déi deene Betriber bleift, fir ze garantéieren, datt hir Salariéen an hir Fonctionnaire gutt a pünktlech op d'Schaff kommen an och gradesou gutt erëm do fortkommen. Dovunner sinn nieft der Uewerstad an der Gare haaptsächlech déi zwee Ballungszentren Cloche d'Or a Kierchbiereg traff.

An deeselwechte Phenomeen huet déiselwecht Stad Lëtzebuerg registréiert bei der Aféierung vum Konzept „Vel'oh!“. Mat deem Konzept huet de Vëlo als déi wichtegst Komponent vun der Mobilité douce eng regelrecht Renaissance erlieft. Dat si knapps eng hallef Dose Joer hier. An obwuel dës Projet direkt e Risesuccès wor an haut souguer iwwert d'Gemeengengrenzen erausgewuess ass, esou wor dee Projet och net onëmstridden am Ufank. Och do sinn zum Deel déiselwecht Argumenter ervirbruecht ginn, déi mer fréier och beim Tram haten: ze deier fir dat, wat et wäert bréngen, onnëtz a stéierend Infrastruktur, Aschränkung vum Auto op der Strooss an nach villes méi.

Trotzdem huet dës Mobilitéitsoffer direkt gegräff a gëtt vun de Salariéen aus dem Secteur tertiaire an den europäeschen Institutionen um Kierchbiereg massiv genotzt. Moies fir vun der Gare erop an d'Stad a weider op de Kierchbiereg an owes fir erëm zréck ass d'Offer vum Vel'oh! ëmmer erëm ze knapp.

Eng rezent Etüd huet och der Stad Lëtzebuerg bewisen, datt fir eng nei Iddi erëm vun zousätzlecher Offer u Mobilitéit, de Carsharing, och e Besoin do ass, an och dat wäert elo erëm geschwënn eng zousätzlech Offer ginn, déi d'Stad Lëtzebuerg an all hiren Offere wäert gläich offréieren.

Vun de Bussen als Offer un ëffentlechem Transport brauche mer hei net méi allze vill ze schwätzen. Ech mengen, entre-temps muss jiddwerengem kloer sinn, datt d'Buscapacitéit méi wéi ausgelascht ass an d'Bussen oft mat am Stau stinn, och wa si deelweis vu Busspure profitéieren, net nëmme moies an owes, mä oft de ganzen Dag. An de Spëtzenzäiten ass et zimlech désagréabel am Bus. Méi wéi eng Persoun kennt zu dësen Zäiten net méi an de Bus um Centre Hamilius oder op der Gare centrale eran a muss op deen nächsten oder souguer deen iwwernächste waarden.

Dës kuerz Beispiller aus der Stad Lëtzebuerg, fir ze beschreiwen, wann et dann nach néideg

wier, datt, obwuel d'Hauptstad hir Verantwortung zu allen Zäite geholl huet, sech ëmmer erëm de Besoinen u Mobilitéit gestallt huet, si och eng Hauptstadt ass, déi elo um Enn vun hire Méiglechkeeten ukomm ass. An domadder och implizit déi verschidde Randgemenge ronderëm ons Hauptstadt. Ons wirtschaftlech Aktivitéiten, déi sech praktesch zu 80% an a ronderëm d'Stad befannen, sinn domadder enger substanzierler Verschlechterung vun hirer Aktivitéitsméiglechkeet ausgesetzt.

An nieft dem Secteur tertiaire, deen ech elo grad beschriwwen hunn, gehéieren zu de Wirtschaftsaktivitéite sécherlech och d'Commercen an d'Handwerk, déi Plazen, wou produzéiert a wou verkauft gëtt. Do spillt et ëmmer manner eng Roll, datt een direkt virun der Dier eng Parkplaz fënnt, mä ëmmer méi eng Roll, datt een an enger verstänneger Zäit iwwerhaapt emol dohinnerkënn. De Supermarché op der grénge Wiss muss mëttlerweil och mat dëse Krankheete kämpfen: Stau och um Samschdeg, iwwerfëllt Parkplazen, Parkingen an esou weider. Datselwecht zielt natierlech och fir d'Commercen an der Stad.

Dann nach 200.000 Frontalieren, déi all Dag un dëser Produktioun matschaffen, e puer Dausend Schüler a Schülerinnen, dat ass e groussen Impakt, dee sech net nëmmen an der Stad, mä an der ganzer Zentrumsregioun an dor-iwwer eraus bemierkbar mécht.

Dozou musse mer nach d'Touriste rechnen, déi och zum Wuelstand vun onsem Land bäidroen. Och fir d'Touristen ass eng gutt an eng flott Mobilitéit e wichtige Standuurfacteur. Wann Dir lech an d'Haut vun engem Tourist versetzt, verstitt Der direkt, op wat hie wäert opmierksam si beim Choix vu senger Destinatioun.

An dann als Stater Biergerin a Gemengeresponsabel kommen ech net derlaanscht, och hei op d'Umweltfacturen a virun allem op d'Gesondheitsfacturen anzegoen. Well dee ganze Mobilitéitsprojet huet sécherlech eppes mat der Wirtschaftsentwëcklung ze dinn, mä en huet och mat Gesondheet a mat Ëmwelt ze dinn. An och dat, grad wéi den Här Wiseler et gesot huet, dat sinn d'Zuelen, dat sinn d'Fakten, an dofir ass et ons wichtig, lech déi och hei ze ernimmen: Wéi gesäit et aus an der Stad mat der Loftqualitéit? Wat fir eng Impakter huet déi op ons Gesondheet?

Et gëtt eng EU-Direktiv vun 2008, déi definéiert maximal Grenzwäerter fir Stickstoffmonoxid oder NO a Stickstoffdioxid oder NO₂. Ganz einfach duerch d'Verbrennung vu Bensin bilde sech jo fir d'Éischt Monoxiden an duerno Dioxiden, déi bäi Wäitem - bäi Wäitem! - méi geféierlech fir d'Gesondheet sinn. Wann ee regelméisseg héije Konzentratiounen vun Dioxiden ausgesat ass, ginn et seriö Risike fir d'Longen an d'Otemweeër, zum Beispill Otemweeinfektiounen a chronesch Bronchiten.

D'Direktiv gëtt als Grenzwäert eng Joresmoyenne u vu maximal 40 Mikrogramm pro Kubikmeter. Mir haten awer an der Stad am Joer 2009 nach eng Joresmoyenne vun iwwer 60 Mikrogramm pro Kubikmeter um Centre Hamilius. A mir haten am Joer 2013 eng Joresmoyenne vun 52. Dat ass wuel manner wéi 60, mä dat ass nach ëmmer vill ze vill par rapport zu der Grenzlimate, déi 40 ass.

Dës kleng Verbesserung ass haaptsächlech op zwee Facturen - dat sinn d'Zuelen! -, op zwee Facturen zréckzeféieren: éischstens, datt d'Stad Lëtzebuerg hir Busflott praktesch ganz erniert huet an op déi beschtméiglech EVV-Normen (veuillez lire: EEV-Normen) eriwweergaangen ass, an zweetens, datt deelweis eng Busspur um Boulevard Royal ewechgefall ass, do, déi Busspur, wou iwwerens nieft de städtesche Bussen och déi gesamt Flott vun RGTR-Bussen defiléiert.

Zu Bouneweg an op der Place Dargent zu Eech, wou d'Stad och regelméisseg Miessunge mécht, sinn d'Resultater net vill besser. An da gëtt et eng Achs, d'Achs Boulevard Royal - Centre Hamilius - Avenue de la Liberté - Place de la Gare, et ass u sech den Tracé, en Deel vum Tracé vum Tram, do leie praktesch d'Wäerter permanent iwwer 50 Mikrogramm pro Kubikmeter, also wäit iwwert där ieweschter Grenz.

De Stroosseverkéier produzéiert duebel esou vill NO_x e wéi de Flugverkéier a wéi d'Industrien. Dat soll och eng Kéier hei gesot ginn. Et sinn net ëmmer d'Fligereen an et sinn net ëmmer d'Industrien. Et si sécherlech déi och, mä de Stroosseverkéier, dee produzéiert duebel esou vill!

Déiselwecht Direktiv gesäit och zimlech streng maximal jährelch Moyennë fir de Feinstaub vir, och PM10 genannt. Och do eng Joresmoyenne vu 40 Mikrogramm pro Kubikmeter. An zu Recht, an zu Recht! Well dës Feinstaub, dat si ganz kleng Partikele mat engem Duerchmesser ebe vun zéng Mikrometer, an dës kleng Stäbs-

partikele kënnen sech an de Longe festsetzen, Häerz-Kreeslaf- an Otemwee-Erkrankunge mat sech bréngen, bis zu Longekriibs, wëssenschaftlech bewisen!

An der Stad leie mer permanent - nach - liicht drënner. Am Abrëll 2011 huet déi deemoleg Regierung e Règlement grand-ducal ugeholl, fir d'Emsetzung vun dëser Direktiv ze organiséieren. An dozou gehéiert en „Luftreinhalteplan“, also e Plang, fir d'Loft propper ze halen. Zoustänneg fir d'Ausarbechtung vun dësem Plang sinn den Ëmwelt- an Nohaltegkeetsministère, awer och de Gesondheitsministère ebe fir de Volet vun der Loftverschmutzung.

Éischt Aufgab war en État des lieux vun de Miessungen, oder Diagnos genannt, opzezeichnen. Dat ass gemaach. Déi Miessunge si gemaach. An d'Miessungen hunn och déi schlecht Loftqualitéit beschriwwen. Ech hunn lech elo grad e puer Beispiller aus der Stad genannt. Déi zweet Aufgab ass logescherweis e Moossnamekatalog, fir dës Miessungen entgéintzewirken. Sait 2008 schafft d'Stad Lëtzebuerg zesumme mam Stat un dësem Moossnamekatalog.

Et war vun Ufank u kloer, datt nëmmen eng Multitude vu verschiddeaardegste Moossnamen en nohaltege positiven Impakt op dës schlecht Loftwäerter kéinten hunn. D'Erneuerung vun de Bussen, vun der Busflott, vun de städtesche Busse war eng dovunner. D'Promotioun vun der Mobilité douce an dem Vëlo war och eng. Awer och manner Verkéier a manner Duerchfahrt duerch d'Stad vun Autoen a Bussen am Stadkrä ass als Moossnam zréckbehale ginn. An den Tram léger ass och eng wichteg Komponent an dësem „Luftreinhalteplan“. Den Tram fonctionnéiert nämlech emissiounsfräi!

Am Allgemenge gëtt eng Reduktioun vum Autosverkéier ugepeilt, well ouni déi Reduktioun erreche mer ni akzeptabel Grenzwäerter. Awer dat kënnen mer am Fong geholl nëmmen errechen, wa mer eng substanzierl Verbesserung vum ëffentlechen Transport och kënnen offréieren. Duerch dës zréckbehale Moossnamen erreche mer eng Reduktioun effektiv vun de Grenzwäerter.

An do nach eng Kéier, vläicht net gradesou emotional, mä dofir awer mat sachlechen Zuelen, hei e puer Beispiller, fir den Impakt vun de Moossnamen ze illustréieren: eng Reduktioun vu minus 30 NO_x, dat heescht minus 2% Dioxid-Emissiounen duerch den Tram tëscht der Gare an dem Zentrum. Dat heescht also, méi Tram a manner Autosverkéier. An eng Reduktioun vu minus 27% NO_xen, dat heescht minus 7% Dioxid-Emissiounen doduerch, datt mer déi multimodal Plattformen schafen, wat automatesch och manner Autoen a manner Bussen duerch de Stadzentrum bedeit.

Déi ausgeschaffte Kartografie vun der Prognos 2020 rechent, datt mir fir 2020 déi maximal Joresmoyenne wäerten ënnerschreien an datt mer ab 2020, duerch all déi Moossnamen, endlech emol fir d'Éischt an der Joresmoyenne ënnert dës Grenzwäerter wäerte leien.

Déi drëtt Aufgab war d'Iwwerzeegungsarbecht bei der Kommissioun zu Bréissel, opgrond vun onse katastrophale Resultater an der Diagnos, an déi awer bis dohinner séier wéineg ëmgeseate Moossnamen, fir deem entgéintzewirken. Lëtzebuerg huet dann och eng Verlängerung vun der Europäescher Kommissioun accordéiert kritt fir d'Emsetzung vun hirem „Luftreinhalteplan“. Dat heescht, bis mer ënnert dës Grenzwäerter leien, awer nëmmen, well mer dësen ambitiöuse Moossnamekatalog erageschéckt hunn. Dat heescht, Obligatiounen wéi Maut fir an d'Stad an aner Verschlechterunge vun der Liewensqualitéit bleiwen ons also bis dato erspuert.

An déiselwecht Fro ass gestallt gi fir de Kaméidi duerch de Verkéier. Wat fir en Impakt huet dat op ons Gesondheet? De Kaméidi ass virun allem e Stressfacteur. En ass verantwortlech fir Mangel u Konzentratioun iwwer Schlofstéierung bis zu cardiovasculair Krankheeten an Héierdefizit.

Och do, Dir Dammen an Dir Hären, si mer mat enger Direktiv befaasst aus dem Joer 2002, déi mer am Joer 2006 an national Gesetz ëmgeseat hunn. Do sinn dräi Etappe virgesinn. Déi éischt, dat war eng Info un de Bierger. Dozou gehéieren och d'Miessunge vum Kaméidi sur place. Déi zweet Etapp war d'Opstelle vun enger „Cartographie stratégique du bruit“. An déi drëtt Moossnam ass natierlech dann en „Plan d'action de lutte contre le bruit“, dee sech aus där Kartografie ergëtt.

D'Kartografie vun Verkéierskaméidi, dat heescht d'Strooss an d'Bunn, ass 2012/2013 finaliséiert ginn. D'Moossname sinn amgaangen, an de Ministère an deelweis och an Zesummenaarbecht mat der Stad Lëtzebuerg fir den Territoire vun der Stad Lëtzebuerg opgestallt ze ginn. An och do spillt den Tram eng wichteg Komponent. Et ass gerechent ginn, datt op

dem Tracé vum Tram de Kaméidi bis zu minus zwiefel Dezibel permanent ka reduzéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net den Tram eleng, deen eng besser Mobilitéit garantéiert. An et ass och net den Tram eleng, dee wäert eng besser Liewensqualitéit garantéieren. An et ass och net den Tram eleng, deen eng besser Loftqualitéit a manner Kaméidi wäert bréngen. An et ass och net den Tram eleng, deen ons Wirtschaftsstanduurfaktor wäert verbessern. Et ass dee ganze Projet, deen d'Vernetzung vun de verschidde Fortbewegungsmëttelen erméiglecht, deen eng qualitativ Verbesserung wäert erlaben.

Den Tram ass en Deel dovunner. Just en Deel, mä en ass awer d'Réckgrat, en ass d'Wirbelsail vun dësem Projet. Mir stënnen haut an hei d'Méiglechkeet, eng intelligent Mobilitéit ze schafen, eng Multitude un Offer duerch e multimodale Projet. Mir schafen domadder d'Méiglechkeet, fir fléissend vun enger Fortbewegungsoffer op déi aner ze wiesselen. Mir schafen d'Méiglechkeet, déi optimalst Offer un ëffentlechem Transport op der richteger Plaz ze garantéieren, jee no Plaz eng diversifiéiert Offer.

Déi éischt an déi zweet Etapp vu 16 Kilometer Tram vun der Cloche d'Or duerch d'Stad iwwert de Kierchbiereg bis op de Findel, gekoppelt un néng Plates-formes d'échanges mat Bus an/oder Zuch a selbstverständlech och mat Mobilité douce. Dofir ass et definitiv falsch, dës Projet op en Tram-Projet ze reduzéieren. An et kann ee franchement - franchement! - net méi fir oder géint den Tram sinn, well dorëms geet et scho längst net méi!

An den Arrêt Pont-Rouge ass eigentlech dat beschte Beispill vun der Ambitioun, e multimodale Mobilitéitsprojet anzeféiere mat nationalem Charakter. D'Gare Arrêt Pont-Rouge an déi zwee Funiculaire vernetzen Zuch an Tram. Et muss ee sech virstellen, déi Funiculaire, déi huelen en amont vun der Gare centrale ongeféier bis zu 1.500 Leit all Dag aus dem Zuch an offréieren hinnen, nom Prinzip vun de kuerze Weeër, eng direkt Verbindung erop op de Kierchbiereg voire an d'Uewerstad. Sechs Zich pro Stonn bleiwen do stoen. A bis zu 140 Leit kënnen mateneen op de Kierchbiereg eropbruecht ginn.

Mir sinn als Gréng souguer iwwerzeegt, datt dës Projet vum Arrêt Pont-Rouge all enttäuschten Hoffnung vun der Fäerdegstellung vun der Nordstrooss wäert opfänken. Well, Dir Dammen an Dir Hären, d'Nordstrooss wäert de Problem vum Berufsverkéier erof an déi verschidde ekonomesch Ballungszentren net léise kënnen. Dësen Arrêt-Pont-Rouge-Projet, vernetzt mam Tram, awer mat Sécherheet!

Hei ass, denken ech, och de Moment, fir e puer Remarques zum Zil vum „modal split“ ze soen, dat Zil, wat d'Regierung mat dësem Projet ustriift. National striede mer minimum en „modal split“ vu 25/75% un. Mä grad dofir brauche mer am urbane Milieu en „modal split“, deen dat opfängt, wat mer am ländleche Raum net kënnen, oder besser gesot, vläicht nach net kënnen esou einfach ëmsetzen. Mir müssen dofir och ronderëm dës Mobilitéitsprojet en „modal split“ vu mindestens 40/60 ustriewen. Well mir wëssen, datt den Autostrafic nach weider wäert wuessen, an datt mer weiderhin och nach müssen an de Stroossebau investéieren.

Dat heescht awer och, datt mer müssen en Équilibre tëscht Stroosseraum a Raum fir den ëffentlechen Transport erëm hierstellen. Den ëffentlechen Transport ass bei ons zu Lëtzebuerg net konsequent gefërdert ginn. Éischer ass beides gemaach ginn: Den Autosverkéier an den ëffentlechen Transport si béid gefërdert ginn. Dat hat sécherlech och domadder ze dinn, datt, soulaang Suen an der Statskeess waren, jiddweree konnt zefriddegestallt ginn. Vläch den Auto e bësse méi. Haut kënnen mer ons dëst net nëmmen aus finanzieller Grënn net méi leeschten, mä och ganz einfach aus wirtschaftlechen, aus ëmweltpoliteschen an aus Gesondheitsgrënn net méi leeschten.

De politesche Wëllen, fir den ëffentlechen Transport ze fërderen, ouni awer den Autostrafic ze vernoléisegen, ass siichtbar gi bei der Presentatioun vun den „grands projets d'infrastructures“ virun e puer Méint. Fir awer méi Leit op den ëffentlechen Transport oder op d'Mobilité douce ze bewegen, muss dës vill méi performant ginn, an zwar méi performant wéi den Individualverkéier.

Den ëffentlechen Transport gëtt hei grad duerch seng Multifunctionnalitéit interessant. An zwar interessant fir jiddwereen, och fir déi, déi vu méi wäit kommen, respektiv déi iwwer ons Grenzen eraus all Dag bei ons kommen. Opfarparking si keen Tabu an dësem Gesamtkonzept, an dat ass och scho vun der Rapportrice kloer beschriwwen ginn. Si kommen all Kéiers dohinner, déi Opfarparking, wou de multimodale Projet ufängt, nämlech op eng vun de Plattformen.



Déi zweet Phas, déi elo méi séier virgesinn ass, realiséiert ze ginn, gehéiert onser Meenung no zum Succès vun dësem Gesamtprojet. D'Extensioun vun dem Tracé op d'Cloche d'Or via Midfield an Houwald mat der Gare périphérique an op de Findel bis op de Park & Ride Héienhaff sinn haut schonns méi wéi néideg, wëssend, datt um Ban de Gasperich e gréissere Schaff- a Wunnprojet amgaang ass ze entstoen.

Mir begrëssen och dofir ausdrécklech, datt dës Regierung dës zweet Phas zur absoluter Prioritéit gesat huet, an datt mer mat der Fäerdegstellung vun dëser Phas scho kënnen an den 20er Jore rechnen an net méi, wéi initialement virgesi war, an den 30er Joren.

An an deem Sënn, Här President, déposieren ech eng Motioun, wou d'Majoritéitsparteien a wou och déi Lénk am Fong geholl nach dës zweet Phas, de Wëllen, dës zweet Phas zur Prioritéit weider ze pushen, och nach eng kéier ausdrécklech ënnerstëtzen.

Motion 2

La Chambre des Députés

considérant:

- que le Grand-Duché de Luxembourg est en face du défi de répondre aux besoins croissants en mobilité résultant de la forte évolution démographique et socio-économique du Grand-Duché de Luxembourg des trente dernières années et prévisible pour les années à venir;

- que le projet de loi 6626 adhère à la volonté politique d'augmenter sensiblement la part modale des transports en commun et s'inscrit dans la continuité de la stratégie globale pour une mobilité durable appelée «MoDu». Servant de base à l'approche intégrative visée par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures depuis 2012, cette stratégie placera le tram comme épine dorsale au centre d'une chaîne de mobilité efficace permettant d'interconnecter différents modes de transport;

- que le Gouvernement sera autorisé par le projet de loi 6626 à participer pour un montant de 230.520.000 € (hors TVA) - à savoir 2/3 du montant du projet - à la réalisation du premier tronçon de tramway reliant la Gare centrale de la Ville de Luxembourg via centre-ville et Limpertsberg au quartier du Kirchberg, à la construction du centre de remisage et de maintenance, à l'acquisition des rames de tramway et à la mise en œuvre des mesures compensatoires ainsi qu'aux études y relatives et que le dernier tiers sera à charge de la Ville de Luxembourg;

- que le tronçon défini par ce projet de loi desservira quatre pôles importants de la capitale sur lesquels se concentrent déjà aujourd'hui les plus fortes demandes de déplacements, en l'occurrence la Gare centrale, le centre-ville, le Limpertsberg et le quartier du Kirchberg;

- que la Ville de Luxembourg connaît dans sa périphérie un développement très important, comme p.ex. dans le Ban de Gasperich, Cloche d'Or et Howald pour lequel une part modale de 40% pour les transports en commun a été retenue tout en soulignant qu'une part modale située aux environs de 60% doit être l'objectif d'une politique de mobilité durable dans les agglomérations et qu'il y a par conséquent lieu de prévoir un transport en commun avec une capacité élevée capable d'assurer la mobilité y compris dans ces zones de développement;

- que l'offre des transports en public destinés aux élèves et au personnel des lycées situés au campus scolaire «Geesseknäppchen» doit également être renforcée de manière considérable;

- que le fort développement du secteur de la logistique et d'autres secteurs de service va augmenter les besoins en mobilité au niveau des transports en commun des personnes, notamment aux heures de pointe, et que la création de la plate-forme multimodale avec P&R au lieu dit «Héienhaff» nécessite une extension rapide du tram vers Findel afin de compléter le réseau des transports en commun à la périphérie de la Ville de Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à accélérer les phases suivantes de la mise en œuvre du projet tram que sont les extensions à réaliser vers la périphérie, notamment vers l'aérogare du Findel respectivement vers les pôles de développement de Howald, du Ban de Gasperich et de la Cloche d'Or;

- à déposer dans les meilleurs délais des projets de loi en fonction de l'avancement des études et de la réalisation des dossiers EIE (étude d'impact environnementale) pour les différentes extensions du tram.

(s.) Viviane Loschetter, Gusty Graas, Josée Lorsché, Roger Negri, Justin Turpel.

► **M. le Président.** - Merci.

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng). - Mat Sécherheet wäert och dëse multimodale Projet sech expandéieren an aner Gemengen, wéi et och notamment eben an deene Phasen

duerno, no där zweeter, virgesinn ass. Wat mer haut nach net wëssen, mä wou mir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwerzeegt sinn, ass, datt d'Nofro dofir esou grouss wäert sinn, datt et de Leit net méi séier genuch wäert goen.

Et ass ons och wichteg, an dofir wëll ech dat am Numm vun der grénger Fraktioun ënnersträichen, datt sämtlech Kompensationsmesurë fir de Site vum Centre de remisage et de maintenance méiglechst séier an an aller Transparenz ëmgesat ginn.

Mir sinn ons och bewosst, datt, bis d'Stad Lëtzebuerg dës Plus-value u Mobilitéitsoffer ka genëssen, virdrun eng schwiereg Period vu Chantier op si duerkënnt. Dat ass an anere Stied, wou en Tram komm ass, och esou gewiescht. Mir denken, datt souwuel d'Gemegepolitiker a -politikerinne wéi virun allem den Nohaltegkeetsminister derfir suerge mussen, an engem permanente Kontakt mat de Bierger a mat de Biergerinnen ze sinn.

An dëst zielt besonnesch, ech hunn et scho gesot, fir d'Commerçanten. Bis elo huet de regelméisseg Austausch an Informationsfloss sech positiv bemierkbar gemaach, an dat soll och an deenen nächste Joren esou bleiwen. Wann ee weess, wéini wat ufänkt a wéini wat fäerdeg ass, ass d'Akzeptanz vun deem désagrèablen Deel eng ganz aner. An et huet een d'Méiglechkeet, oder eng besser Méiglechkeet, sech ze organiséieren, fir méiglechst weéng vun den Nuisancë matzekeréien.

Schlussendlech gesäit et och esou aus, an den Här Negri huet jo och dozou eng Motioun deposéiert, wéi wann eng zefriddestellend Lösung konnt fonnt gi fir d'Bedreiwung vum Tram. Eng zefriddestellend Lösung, well et och fir ons net onwichtig ass, datt esou eng Offre publique och vun der ëffentlecher Hand bedriwwen ka ginn. De Stat, a virun allem d'Stad Lëtzebuerg, sinn interesséiert, datt dës Offer un de Bierger an un d'Biergerin op dem Stater Territoire och kann ofgestëmmt gi mat der complémentaire Gemengenofer un ëffentlechem Transport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir Gréng si frou an net weéng stolz, muss ech zouginn, fir haut dës zwee Projeten ze stëmmen. Dës zwee Projete wäerte mat Sécherheet d'Bild vun der Stad an doriwwer eraus vum Land zum Positive veränneren. Si wäerten nei Opportunitéite schafen am ekonomeschen, sozialen a kulturelle Beräich. Et wäert een an Zukunft mam Tram kënnen op e Fussballmatch fueren, an e Kino oder op e Concert. Et wäert ee mam Tram an d'Schoul fueren, akafe fueren an natierlech op d'Schaff fueren. An dat einfach a séier, méi einfach a méi séier, wéi mam Individualverkéier!

Den ëffentlechen Transport gëtt erëm e Fortbewegungsmittel fir jiddwereen, esou wéi et dat schonns an anere Mëtzel- a Grousstied ass. Mir mussen haut ufänken, fir datt muer ons Stad an onst Land attraktiv bleiwen, a fir datt ons Liewensqualitéit a Saache Mobilitéit sech erëm verbessert. Dat net nëmmen eleng fir ons, mä och fir déi nächst Generatiounen.

Ech wollt lech zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng kleng Anekdot virlesen, well ech mech déi lescht Wochen e bësse mat deem Thema Tram beschäftegt hunn an och an den Archive vun der Stad Lëtzebuerg aus dem Joer 1950 eng flott Anekdot fonnt hunn, an zwar op engem Dag aus dem Joer 250 (veuillez lire: 1950) am Summer, wou den Tour de France duerch Lëtzebuerg, duerch d'Stad gedréint huet, e bësse wéi haut eben den Tour de Luxembourg elo duerch d'Stad dréint, an natierlech och den Tram gefuer ass. Den Tram ass weidergefuert an den Tour de France ass och gefuer.

An et gouf esou eng Sportszeitung aus Frankräich, déi sech beklot huet, well den Tram gefuer ass, wou och den Tour de France gefuer ass. Si hu sech net gestéiert, mä dat war a Frankräich eben duerch aner Reglementer anescht organiséiert. An do huet den Oberpolizeibrigadier vun der Stad Lëtzebuerg, dat war den Eugène Bertrand, Rapport gemaach un de Buergermeeschter a geschriwwen: „Dass die Straßenbahn, das Auto des kleinen Mannes, eine unbedingte Notwendigkeit ist, dass die Schulkinder, die Hausfrauen, die Arbeiter, die Bürobeamten, überhaupt alle Fußgänger weder auf dieselbe verzichten wollen noch können, ist eine längst bekannte Tatsache. Sie bietet der Allgemeinheit viele Vorteile.“

Ech wënsche mer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt, wa mer déi nächste kéier en Tour de Luxembourg oder en Tour de France hei dréinen hunn, mer do och erëm en Tram duerch d'Stad fueren hunn, an ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den Här

Gusty Graas vun der DP ageschriwwen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas** (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Term „historisch“ soll een zwar ganz virsiichteg ëmgoen, mä ech mengen awer, trotzdeem kann een deen Term haut gebrauchen, well mer jo awer e gewëssenen histoiresche Moment an der Transportpolitik erliewen, well den Tram nees erëm op d'Schinn gesat gëtt.

Ech ginn awer ganz gären zou, datt meng Partei, d'DP, an deene leschte Jore munchmol och gewësse Reserve gewisen huet vis-à-vis vum Projet Tram - dat hat och seng Ursachen -, datt awer Gott sei Dank de Projet Tram ganz positiv evoluéiert huet, an datt mer haut dee Projet och mat ganz aneren Ae gesinn, well en och eng ganz nei Dimensioun kritt huet.

Ech wëll direkt hei virausschécken, datt meng Fraktiounskollegin a Stater Buergermeeschtesch Lydie Polfer, déi wahrscheinlech wéi keen Zweeten heibannen intensiv mat deem Projet, zënter Jorzéngte kann ee soen, verwuess ass, selbstverständlech wäert och herno nach Positioun huelen an och méi op d'Inzidenz vun dësem Projet op d'Stad Lëtzebuerg agoen. Ech wëll mech duerfir méi limitéieren op den Impakt vun deem Projet hei op déi gesamt national Transportpolitik.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass kloer, datt de materielle Wuelstand och seng Schietsäite kennt. Mir hei zu Lëtzebuerg spieren dat virun allem un der Entwécklung vum Stroosseverkéier. Besonnesch jo an de Spëttestonnen ass virun allem hei an der Stad, mä och an der Peripherie ganz vill Gedold erfuert, wann ee mam Auto ënnerwee ass. Déi rasant ekonomesch Entwécklung bréngt et selbstverständlech mat sech, datt och nei Aarbechtsplaze geschafe ginn an datt ergo de Verkéier zouhëlt.

Virun zéng Joer ass eng Etüd gemaach gi vun der Lëtzebuerger Gesellschaft LeasePlan, an déi kouw zum Konklusioun, datt een hei zu Lëtzebuerg deemools am Duerchschnitt eng Stonn an zwielef Minutte gebraucht huet, fir op seng Aarbechtsplaz ze kommen. An ouni am Besëtz ze si vun enger neier Etüd, haut, sinn ech awer iwwerzeegt, datt déi Zäit doudsécher net méi kuerz ginn ass!

Mir haten 1995 hei zu Lëtzebuerg en Emploi intérieur vun 215.000 Aarbechtsplazen. 2012 waren et der schonns 378.000. An deem kuerzen Zäitraum also e Plus vu 75%. 2003 hate mer all Dag 105.000 Leit, déi an eist Land aus den Nopeschländer schaffe komm sinn. Haut läit déi Zuel bei plus ou moins 160.000, Tendenz staark steigend. Och dat erkläert, wéi sech dat Land hei rasant entwéckelt huet.

An dat erkläert u sech och munches, wann een déi Prognosen emol eng kéier analyséiert, déi viru Joren, Jorzéngte gemaach goufen. Sou zum Beispill d'Etüd LuxTraffic, déi jo haut de Mëtteg schonn e puermol hei erwähnt ginn ass, huet 1994 an hirer héijer Prognos mat enger Awunnerzuel fir d'Joer 2020 vu 553.000 Awunner gerechent. Jo, mä haut si mer scho bal zu 540.000 an am Joer 2020 wäerte mer scho wäit dee Chiffer vu 553.000 iwwerschratt hunn.

Duerfir, déi eigentlech Fro, déi an där ganzer Diskussioun hei u sech muss gestallt ginn, dat ass déi: Wat wëlle mer aus deem Land hei maachen? Wou soll dat Land sech hei hinentwéckelen? Solle mer de Wuesstum ofbremsen oder loosse mer alles sai Wee goen? Bëid Léisungen dierfte mat Sécherheet net déi richteg sinn, mä trotzdeem spiert een, datt e gewëssenen Zenit sech awer ëmmer méi bemierkbar mécht.

Eppes ass jiddefalls kloer: Mir mussen et fäerdegbréngen, an Zukunft e Maximum vu Passagéier vum Autosverkéier op den ëffentlechen Transport ze kréien. A gutt Usätz si jo ouni Zweifel ze erkennen.

Falsch wier et awer och, wa mer an Zukunft eng verstärkte Konzentratioun vun deenen Aarbechtsplazen an der Stad an an der Peripherie vun der Stad weider géifen driewen. D'Revitaliséierung vun de Friches industrielles op Esch-Belval ass jiddefalls e ganz gutt Beispill, datt een och dezentral ka virgoen. An ouni Zweifel wäert sech dat an deenen nächste Joren och positiv fir d'Verkéiserssituatioun hei zu Lëtzebuerg bemierkbar maachen.

Et ass kloer, mir kënnen net alles steieren a munch Developpementer wäerte mer och net bremse kënnen. Op där anerer Säit ass et awer wichteg, datt mer eis Instrumenter ginn, fir awer eng kloer, eng gezielten Entwécklung vun dësem Land esou wäist wéi méiglech an d'Wee ze leeden. An dowéinst muss een och direkt op déi véier Plans sectoriels ze spréche kommen, déi jo elo kierzlech hei presentéiert goufen a gëschter Moie jo och de lokalen Autoritéiten. An ech mengen, just déi ginn eis e wesentlecht Instrument, fir awer gewëssenen Entwécklungen an der Zukunft ze steieren.

Eppes ass kloer: Den Erfolleg vum ëffentlechen Transport hänkt ganz kloer un zwee Faktoren. Deen éischte Faktor ass seng Frequenz an deen zweete Faktor ass de Komfort. Wann dës zwee Faktoren net stëmmen, gëtt et jiddefalls schwéier, d'Leit ze mobiliséieren - a besonnesch an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat soll ee ganz éierlech soen -, op den ëffentlechen Transport ëmzeklammeln.

Dann huet den ëffentlechen Transport och nach heiansdo de Bäigeschmaach vum „Arme-Leute-Image“. Deen Term staamt net vu mir, dee staamt vum Dokter Brändli, e Schwäizer Spezialist. Deen Numm wäert ganz ville Leit heibanne geleeft sinn, well dee jo och an der Entwécklung vun dësem Dossier iwwert déi Joren eng gewësse Roll gespillt huet. An duerfir ass et och wichteg, wéi gesot, datt d'Zich, d'Bussen an d'Trammen héijen Uspréch gerecht ginn.

Ech wëll op dëser Plaz awer och betounen, datt virun allem d'Eisebunn an deene leschte Joren awer ganz wichteg a ganz grouss Efforte gemaach huet, an datt een och ka pauschal soen, datt de Komfort an den Zich wesentlech besser ginn ass. A wann och emol en Zuch eng kéier Verspéidung huet, dann ass dat net ëmmer déi ganz grouss Katastroph.

Den Tram sengersäits huet de Virdeel, datt e regelméisseg ka fueren an och e gewëssene Komfort ouni Zweifel bitt an am Stadbild, contrairement zu deem, wat oft behaupt gëtt, net onbedéngt stéiert, wann e gutt urbanisteschesch integréiert gëtt. Do muss een natierlech op d'Hëllef vu spezialiséierten Urbanisten zrëckgräifen, fir dat Zil och ze erreechen.

Ech sinn elo schonns iwwerzeegt, datt den Tram net nëmme wäert en effikas Transportmëttel duerstellen, mä datt den Tram och eng nei, eng zousätzlech Attraktioun fir d'Stad wäert ginn. An ech verweisen hei zum Beispill op Stroosbuerg. Stroosbuerg, wat zwar u sech eng ganz flott, attraktiv Stad ass, mä ouni Zweifel nach en Image-Gewinn kritt huet eben duerch den Tram, deen zënter enger kuerzer Zäitchen elo och duerch d'Stad do fiert.

De Projet hei, an dat ass de Mëtteg schonn e puermol betount ginn, muss een natierlech an engem globale Konzept gesinn, am Konzept vum MoDu. Et geet also drëms, fir den Tram als e wesentlecht Instrument vu villen Transportmëglechkeeten duerstellen. Mir wëssen natierlech, an esou naiv kann een och net sinn, datt déi 230 Milliounen, déi mer haut stëmmen, natierlech net wäerten de Problem vum Verkéier hei an der Stad a ronderëm d'Stad léisen. Mä et ass e wichtegt éischt Element, fir déi Gesamtstrategie kënnen ze erreechen.

Duerfir ass och déi Motioun, déi hei virgeluecht ginn ass, am Numm vun der Madame Loschter, natierlech och vun eiser Säit ze ënnerstëtzen. Allerdéngs, an dat wëll ech och nach eng kéier hei ënnersträichen, mir dierfen natierlech elo net bei deem Projet hei stoe bleiwen. Et si jo eng Rei, ouni elo an den Detail ze goen, eng Rei Moosssname fir d'Zukunft scho geplangt.

Erlaabt mer awer, iwwert de Projet Tram eraus, och nach op e puer eenzel wichteg Projeten anzugeen, déi an deem ganze Réseau eng wichteg Roll wäerte spillen. Ech schwätzen hei emol an éischter Linn natierlech vun der Achs Süden/Stad.

Et ass déi Achs, déi enorm iwwerlaascht ass. Et brauch ee jo nëmmen d'Autobunn ze kucken, déi engem jo gutt bekannt ass. De Minister huet ugekënnegt, datt do en Ausbau vun zwou op dräi Spure géif virgeholl gi vun der A3. Sécher ass eis jo bekannt, datt besonnesch op der Aire de Berchem Réckstau entsteet, ebe well do vun dräi Spuren op zwou Spure gewieselt gëtt, wat dann all Dag och zu deene bekannte Problemer féiert, soudatt de Verkéier (veuillez lire: soudatt de Verkéier duerch den Ausbau) kann ouni Zweifel op der Autobunn do méi fluid geleet ginn.

Dann, d'Nordachs wäert ouni Zweifel duerch d'Ouverture vun der Nordstrooss eng aner Nues kréien. Mä och do muss een awer realistesch sinn. Och do muss ee wëssen, datt sech awer nei Problemer wäerten astellen, besonnesch um Niveau vum Kierchbiert, well et do jo awer zu enger Konzentratioun vu ganz villen Autoe wäert virun allem moies kommen.

Dowéinst ass et och richtig a wichteg, datt direkt och e Park & Ride-System do mat iwwer 4.000 Plazen aménagéiert gëtt. Ech mengen, d'Gewënner vun der Nordstrooss wäerten an enger éischter Phas, an ech wënschen hinnen et och an enger zweeter an an enger drëtter Phas, d'Gemengen aus dem Uelzechtall sinn, déi laang genuch hu missen dee Verkéier er-



droen. Awer, wéi gesot, nach eng Kéier: Och d'Nordstrooss wäert eng Rei Problemer net léisen.

Dann aus Richtung Oste respektiv aus Richtung Weste mussen och zousätzlech Moosname geholl ginn, ouni och hei ze vill an den Detail ze goen. Ech mengen, de Boulevard vu Märel oder déi nei Nationalstrooss am Raum Hesper wäerten do schonn déi néideg Verbesserung mat sech bréngen.

Wat allerdéngs an deem ganze Konzept ouni Zweifel vu Wichtigkeet ass, dat ass, datt déi Émsteigpölen tëschent Bus, Zuch an Tram optimal openeen ofgestëmmt sinn.

Wa mer da schonn hei vun Infrastrukturen oder vun zukünftigen Infrastrukturprojete schwätzen, da wëll ech awer nach kuerz och op e Projet zrëckkommen, deen och schonn eng ganz, ganz laang Nues huet, an zwar scho virun honnert Joer ass vun deem geschwat ginn: Dat ass vun enger Zuchstreck vun der Stad Richtung Esch.

An ech verweisen hei emol op eng Question parlementaire, déi den 3. Oktober 2005 vum deemolegen Deputéierte Claude Meisch gestallt ginn ass. Do huet den deemolegen Transportminister Lucien Lux den 31. Oktober 2000 (veuillez lire: 2005) Folgendes geäntwert: «Le dossier de la nouvelle ligne ferroviaire Luxembourg-Esch-sur-Alzette est actuellement soumis aux différentes procédures prévues par le projet de loi portant transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 97/11/CE.»

Ech sinn allerdéngs net méi spéit wéi gëschter aus der Press gewuer ginn, datt de Minister Bausch jo awer deem Projet net positiv gesënt ass an datt en och gesot huet, e géif kee Sënn maachen. Ech ginn och dovun aus, datt dat elo esou eng definitiv Position ass. Vlächcht kann de Minister herno eng Kéier kuerz nach drop zrëckkommen, ob dann dee Projet domat definitiv och elo begreue wier, an datt een net méi da muss drop zrëckkommen.

Ech erënneren drun, viru Jore war en, zumools ënnert dem Transportminister Henri Grethen, erëm eng Kéier vill méi akut ginn. An do ware wéi gesot dann och eng Rei Initiative geholl ginn, fir gegebenenfalls esou ee Projet an d'Realitéit ëmzesetzen. Wéi gesot, och de Minister Lux, wann ech seng Äntwert hei richteg verstanen hunn an e richteg interpretéiert hunn, huet jo duerchbléckt gelooss, datt un deem Projet nach géif geschafft ginn.

Nach eng Kéier: Wa mer hei iwwert de Projet Tram schwätzen, da kënne mer dat net isoléiert gesinn, da muss mer och ëmmer vun enger gesamter Vernetzung schwätzen. Hei si schonn eng Rei Elementer opgezielt ginn.

Ee wichtegt Element an deem Ganzen ass och de Vélo. De Vélo, deen ouni Zweifel ëmmer méi u Bedeutung als Mobilitéitselement gewënnt. An och do, muss ech allerdéngs soen, däerfe mer awer eis lwwerleung elo net nëmmen hei eleng op d'Stad Lëtzebuerg limitéieren, mä de Vélo muss a soll och an allen Uertschafte wa méiglech besser zur Geltung kommen, wat och géif dozou bäidroen, datt d'Leit éischter mam Vélo vlächcht och op déi nächst Gare géife fueren.

Allerdéngs, Här Minister, erlaabt mer awer déi Remarque ze maachen: Do muss mer awer gewësse festgefuere Iddien opginn. De Raum, dee mer zur Verfügung hunn, virun allem an den Uertschaften, kann net méi grouss gemaach ginn. De Gabarit vun de Stroosse kann net vergréissert ginn. Mir kënnen den Trottoir net suppriméieren. Ech maachen also e ganz kloren Appell hei, datt an Zukunft de Vélo och muss zousätzlech Couloire kréien. Sief dat zum Beispill, datt d'Trottoiren exklusiv fir e Vélo géife reservéiert ginn an de Piéton eben op där anerer Säit géif goen.

Mir mussen also do méi flexibel ginn, well soss, dat soen ech ganz éierlech, an ech kann och do aus menger Erfahrung als Mobilitéitsschäfte vun net grad enger klenger Gemeng schwätzen, dann ass d'Motivatioun net do, fir innerhalb vun den Uertschaften zousätzlech Réseau fir Véloen unzeleeën, wann ee wéi gesot raimlech gekuckt keng Méiglechkeeten huet. Dowéinst hoffen ech, datt mer awer do e gewësst verkrust Denke vlächcht an Zukunft opginn an do manner restriktiv denken.

Wa mer iwwer gewëssen zukünfteg Infrastrukturprojeten hei schwätzen, da kann een och ganz séier iwwerleeden zu dem Projet de loi 6684, wat den Arrêt Pont-Rouge ubelaangt, deen ouni Zweifel zwee grouss Virdeeler wäert matbréngen an e ganz interessante Projet, en innovative Projet ass, sonner Zweifel.

Ech mengen, déi Leit, déi um Kierchbiere schaffen, déi brauchen u sech net méi op der Gare centrale ëmzeklammern, sief dat, wa se aus dem Süde kommen, sief dat, wa se aus dem Norde kommen. Dat ass e wesentlechen Zäitgewënn. Dat ass hei scho méi detailléiert opgeléicht ginn. An och dat ass wéi gesot an deem Sënn an deem gesamte Konzept ze begreissen.

Dat Zweet ass, datt natierlech vun dëser Gare aus och vill aner Déplacementer méiglech sinn, wann een zum Beispill um Niveau vum Kierchbiere schafft, sief dat iwwert den Tram, sief dat mam Bus oder sief dat wéi gesot och mam Vélo.

Wat d'Notze vum Funiculaire ubelaangt, sou ass dat natierlech och eng interessant Neierung. An do muss een natierlech emol seng Erfahrung sammelen. Ech mengen, mir sinn do Land, wat natierlech total Neiland betrëtt. Ech hu mer och soe gelooss, datt mer eis mat Schwäizer Fachleit ëmginn hunn.

A wa mer pour la petite histoire erlaabt ass, dat hei ze soen, ech gleewe kaum, datt d'Fachleit och vlächcht mat de Bedreiwere vum Funiculaire vun Fribourg an der Schwäiz Récksprouch geholl hunn, well déi hunn eng ganz interessant Manéier, fir déi Funicularen do ze bedreiwene. Dat kascht u sech guer näischt. An dat geet nämlech, entschëllegt, mä et ass nun eben esou, dat geet mat Fäkalien.

► **Une voix.** - Oh!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Do ginn déi Funicularen...

Jo, Dir sot: „Oh!“ Mä et ass awer Tatsaach. Et ass Tatsaach. Ech wëll awer dowéinst elo net onbedéngt e Plädoyer halen, datt mer dat och sollen hei zu Lëtzebuerg maachen, well et huet och seng Nodeeler, hunn ech mer awer soe gelooss.

► **Une voix.** - Et sténkt!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Voilà, Dir sot et.

Wat an deem Projet awer och wichteg ass, an ech mengen, et ass hei och schonn ënnerstrach ginn, ass, datt natierlech d'Notze vun deene Funiculair gratis ass. Dat soll och esou sinn, well dat géif den Trafic retardéieren, wa mer op eemol och nach géifen ufänken, do Kontrollen ze maachen, d'Leit missten hiren Ticket entwärten. An ech denke virun allem och un déi Leit, déi am Pfendall wunnen, wann déi och nach misste bezuelen, fir déi 63 Sekonnen do eropzefueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn dann elo u sech d'Alternativen zum Tram? Ech mengen, och déi Fro muss hei an där ganzer Diskussioun gestallt ginn.

Natierlech un éischter Linn de Metro. Jo, de Metro ass ouni Zweifel e ganz interessante Moyen, fir Passagéier ze transportéieren. Allerdéngs muss een och do realistesch sinn. Ech mengen, wann een u grouss Metropolen denkt wéi Paräis, wéi London, ass de Metro net méi ewechzedenen. Wann een dann awer d'Geomorphologie vun eiser Stad hält, dann huet een allerdéngs Problemer, sech virzustellen, fir e Metro hei op eise Gebitt ze installéieren. An och hei wëll ech nach eng Kéier den Här Brändli zitieren, dee sengerzäit gesot huet: „Eine reine Metro ist zu groß für eine Stadt wie Luxemburg und wäre...“, hien huet dat gesot, „...saumäßig teuer.“

Och de Projet vum Här Schummer, dee jo éischter hei vum Kolleg vun der ADR mordicus verdeedegt gëtt, dee jo och Richtung vun engem Metro geet, och dee wäert technesch net realisierbar sinn. An dann d'Iddi vun der Seelbunn, dat klängt ganz flott, ganz interessant, mä och do, mengen ech, muss een awer mat de Féiss um Buedem bleiwen a wëssen, datt dat an der Realität wahrscheinlech net wäert deem Zil entgéintkommen, wat mer eis da virstellen.

Vlächcht ee kuerzt Wuert nach zum Centre de remissage. Ech muss éierlech soen, et war een natierlech net ganz frou, wat de Site ubelaangt, besonnesch well dat eben och op d'Käschte geet vun engem gudden Deel vun engem wichtige Habitat. Och do wéi gesot mussen natierlech all Moosname geholl ginn, fir datt d'Kompensatiounsméiglechkeeten deementsprechend wäerten ausfallen.

Déi Projeten hei treffen, an ech maachen déi zwee Projeten dann elo aneneen, op eng ganz grouss Zoustëmmung.

An ech muss allerdéngs soen, Här Wiseler, ech sinn awer e bëssen erstaunt gewiescht iwwer Är Interventioun hei de Mëtten. Als fréieren Transportminister hutt Der eng Rei Froe gestallt, déi ee sech selwer ka beäntweren, dat wëll ech elo net verdéiwen. Wat mech awer nach méi erstaunt, ass, datt Der op eemol awer hei de Referendum an d'Spill bruecht hutt a mengt, datt d'Majoritéit hei hätt am Fong geholl missen dee Projet retardéieren.

Dozou wëll ech elo emol eppes ganz kloer an daitlech soen.

Éischtens, an Dir wësst dat jo awer och, déi nei Formule vun den e-Petitiounen, déi eben eng gewësse Prozedur virgesäit, déi ass à la lettre respektéiert ginn.

Zweetens, e Referendum huet quasi stattfonnt schonn. An zwar den 20. Oktober, den 20. Oktober, wou all Partei heibannen, mat Ausnahm vun enger, sech ganz kloer an daitlech fir den Tram ausgeschwat hat.

Wann also wierklech eng grouss Majoritéit hei am Land géint deen Tram gewiescht wier, mengen ech, hätt dat jo awer och vlächcht eng gewëssen Inzidenz gehat...

(**Interruption**)

...eng gewëssen Inzidenz gehat. Dowéinst, wéi gesot, fannen ech et awer gewot, wann een awer dat do als Element hält, als Ursaach hält, fir elo der Majoritéit hei virzuerwerfen, de Projet...

(**Interruption**)

...ze retardéieren.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Mir fanne just, datt Der d'Leit sollt respektéieren, déi sech d'Méi maachen, eng Petitioun ze erstellen...

► **M. Gusty Graas (DP).** - Majo, Här Wiseler...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...an Der sollt hinnen d'Chance ginn, datt doriwwer diskutéiert gëtt.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Majo, Här Wiseler!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Méi hu mer net gesot. An dat hu mer awer gesot.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Neen, neen, Här Wiseler!

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat emol nach eng Kéier kloer an daitlech.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Neen, neen, Här Wiseler, pour que les choses soient claires: Déi Leit hunn déi Petitioun eraginn, wuel wëssend, wéi d'Situatioun war, wuel wëssend, datt de Projet praktesch all Instanzen duerchlaf hat.

A mir, an elo schwätzen ech erëm am Numm oder als Member vun der Petitiounskommission, hunn eis Aarbecht och en bonne et due forme gemaach. An déi Sitzung war schonn aberuff, och ier déi aner Sitzung hei stattfonnt huet. Et kann een also elo net hei nodréiglech kommen an der Majoritéit hei virwerfen, si hätt u sech net de Respekt gewise fir d'Leit, déi d'Petitioun eraginn haten.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech fannen et normal, datt eng...

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech fannen dat dote gewot, gewot, gewot, fir déi doten Ausso ze maachen. De Respekt ass ganz kloer an daitlech vis-à-vis vun de Pétitionnaire gewise ginn.

(**Interruption**)

Dach, ganz kloer.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat ass Är Interpretatioun vum Respekt. Dat ass net eis.

► **M. le Président.** - Sou, ech géif elo de Riedner bidden, sech erëm un d'Chamber ze adresséieren!

(**Interruption**)

An déi aner Kollege géif ech da bidden, erëm nozelauschten!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, ech komme selbstverständlech Är Opfuorderung no a wëll och nach eng Kéier hei betounen, datt dee Projet awer hei op eng ganz grouss Majoritéit net nëmmen heibanne fält, mä och dobaussen.

Da wëll ech och emol de Mouvement écologique hei zitieren, dee jo net onbedéngt bekannt derfir ass...

(**Brouhaha**)

...fir, egal wéi eng Regierung et ass, ëmmer nëmme bonnes Notes ausdeelen. De Mouvement écologique huet de 26. Mee elo eng Stellungnahm erausginn an do schreift en ënner anerem: „Der Mouvement écologique begrüßt, dass das Finanzierungsgesetz der Stadtbahn nun kurzfristig von der Abgeordneten-kammer angenommen werden soll und die Arbeiten an dem zukunfts tragenden Projekt schnellstmöglich beginnen.“ Bon, dat huele mer natierlech och zur Kenntnis.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, dat ass awer elo näischt Neies.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Als Résumé kann ee soen, jiddefalls deen Tram, dee Projet hei vum Tram steet ouni Zweifel fir nei Zukunftschancen, steet fir Wäitbléck, steet fir nei wirtschaftlech Méiglechkeeten.

An da wëll ech awer och nach meng eege Partei hei aus dem Wahlprogramm zitieren vum

Oktober 2013: „Die DP begrüßt in diesem Zusammenhang den Bau einer Trambahn mit den notwendigen Peripheriebahnhöfen, die sich notwendigerweise aus dem hohen Mobilitäts- und Kapazitätsbedarf vor allem der in der Stadt Luxemburg arbeitenden Menschen ergibt. Wir wollen die Tram deshalb zügig verwirklichen.“ Ech mengen, méi kloer kann een net zu senger Wahlversprechen stoen.

An deem Sënn wäert meng Partei ganz kloer dee Projet och hei stëmmen. Wéi gesot, d'Madame Polfer wäert nach méi am Detail a mat sécher ganz vill Kompetenz op de Projet agoen.

Ech wëll awer zum Schluss och nach der Raportrice Merci soen, soss ginn ech d'nächst Kéier am Schäfferot vernannt...

(**Hilarité**)

...fir dee flotte mëndlechen an och schrëftleche Rapport. A besonnesch huet mer deen historeschen Aspekt gefall.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Zumools dee leschte Saz.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Graas. Als nächsten ageschriwwene Riedner huet den Här Roy Reding vun der ADR d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut de Mëtten hei ganz vill richteg Constaten héieren a ganz vill richteg Froen, déi gestallt gi sinn, virun allem och vum Här Wiseler. Mä leider Gottes, an eisen Aen, ëmmer déi falsch Äntwerthen héieren. An ech wëll mech einfach elo konzentrieren an där kuerzer Zäit, déi ech hunn, op déi Argumenter, firwat datt den Tram déi falsch Äntwert ass, an eisen Aen.

Et ass wouer, alles geet u mat der Pendlerproblematik. Et ass wouer, de Pendler, deen an d'Stad moies kënnt, dee steet. E steet mat sengem Auto am Stau oder e steet am Zuch. D'Capacitéite vum Zuch sinn erschöpft. Et kënnen also am Moment net méi Leit an d'Stad komme mam Zuch wéi bis elo, ob mat oder ouni Tram. Net méi spéit wéi gëschter sot de Romain Meyer, de Spriecher vun der CFL: „Von 80.000 französischen Pendlern kommen zehn Prozent...“ - mir schwätzen also vun 8.000 Leit - „...mit dem Zug zum Job. Die Politik würde diesen Anteil gerne steigern, doch mit den derzeitigen Kapazitäten ist derzeit nicht viel mehr drin.“ Méi gutt hätt een dat net kënnen op de Punkt bréngen.

Fir vill Leit méi schnell vun der Gare op de Kierchbiere, well jo ëmmer ugeschwat gëtt, datt do déi meeschten nei Aarbechtsplazen entstinn, ze bréngen, soen ech, brauch ee kee Meter Schinn ze leeën. Haut scho fiert de Sales-Lentz mat Héichcapacitéitsbussen. An, Här Claude Wiseler, ech muss lech do korrigéieren: Déi fueren an engem Minutentakt, also an engem vill méi groussen Takt, wéi den Tram jeemools ka fueren, an dat mat weineg Opwand. Mat enger besserer Rout-Luucht-Schaltung zum Beispill kéint een dat nach optimiséieren.

Dee gréissten Nodeel vum Tram ass d'Ëmklammern. Haut fiert een an der Stad vun egal wat fir engem Punkt op egal wat fir een anere Punkt mam Bus mat eemol ëmklammern. Haut fiert ee mam Bus, wann een op de Kierchbiere fiert, do fiert ee Bus op de Boulevard Frieden, et fiert ee Bus op de Boulevard Kennedy, et fiert een anere Bus bei d'Spidol oder de Rehazenter. Dat heescht, jiddwereen hält deen Zuch (veuillez lire: Bus), deen e brauch.

Muer féiert den Tram mech nëmmen op de Boulevard Kennedy. Muer muss den Diddelenger, dee bei RTL schafft, wann en da wëllt op seng Schaff kommen, den Zuch huelen zu Dideleng an op Beetebuerg fueren. Do klëmmt en ëm, hält den Zuch an d'Stad. Do klëmmt en ëm, hält den Tram bis d'Luxexpo a vun do aus geet en dann ze Fouss.

De Schüler vu Leideleng, deen haut doheem e Bus kritt zu Leideleng, deen e bei sã Lycée bréngt op de Lampertsbiere, dee muss muer op de Pôle d'échanges Gare oder spéider eng Kéier Cloche d'Or fueren, dann den Tram huele bis op de Glacis an dann do eng Navette bis bei seng Schoul.

Bref, d'Konklusioun ass ganz kloer: Kaum e Pendler profitéiert wierklech vun deem System, deen hei agefuert gëtt. A mir kréie keen eenzege Pendler méi op den ëffentlechen Transport.

Da schwätzen ech vun deene Stater Leit. Och mir Stater gi geplot duerch den Tram, net nëmmen, well en eis Stad verschampeliert. Wéi gesot, haut kommen ech als Stater mat mengem Bus mat maximal eng Kéier ëmklamme vu quasi all Punkt op quasi all anere Punkt. Muer gëtt d'Ëmklamme Vollekssport.



Ech ginn lech en einfacht Beispill: Eng eeler Damm wunnt an der Rue Anatole France - fir déi, déi sech an der Stad net auskennen, dat ass zu Bouneweg - a si muss an de Centre hospitalier uewen op der Areler Strooss an d'Blutt-analys. Haut kritt se e Bus zu Bouneweg, fiert mat deem bis op d'Place de Paris, klëmmt do ëm op en anere Bus, an dee bréngt se bis zum Centre hospitalier.

Muer hëlt se de Bus an der Rue Anatole France, fiert da bei d'Coopérative zu Bouneweg, muss do erausklammen, muss iwwert déi Trap do goen op d'Gare bis zur Statioun vum Tram. Da fiert se mam Tram op d'Place de l'Étoile an op der Place de l'Étoile muss se dann nees ze Fouss goen an d'Route d'Arlon an do e Bus huelen, fir dann an de Centre hospitalier ze kommen. Dat ass Fakt.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dat ass jo lächerlech!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Neen, Här Bausch, dat ass net lächerlech, dat ass Fakt.

Dann d'Autofuerer. Also d'Pendler profitéieren net, d'Stater profitéieren net. Profitéieren d'Autofuerer? Ganz bestëmmt net!

Et gëtt eng Etüd, vun där hei nach kee Mënsch geschwat huet, a mat vollem Fug a Recht, well se géif nämlech déi Saach do e bësselche versalzen. An dat ass d'Etüd vu Schroeder & Associés wat d'Kräizungen ugeet. Schroeder & Associés huet an där Etüd, déi oplouch leider Gottes während enger Vakanz, a leider Gottes hu vill ze wéineg Leit se gekuckt, duergeluecht, hatt et eng hallef Dose Kräizunge gëtt, déi en Infarkt musse fäerte fir den Autosverkéier.

Eng Kräizung hu se allerdéngs vergiess an dat ass d'Place de l'Étoile. An och do ganz konkret. Deen Tram, deen Der elo hei wëllt stëmmen, dee kënnt ënnen duerch d'Avenue Emile Reuter an d'Rue Jean-Pierre Probst, dat ass do tëschent dem Castel an der orthodoxer Kierch, all dräi Minutten. All dräi Minutten! All dräi Minutten kënnt do elo eng Ramm vu 70 Meter, déi déi Place de l'Étoile muss iwwerqueren. A si kënnt aus deenen zwou Richtungen. Si kënnt aus der Emile Reuter, mä si kënnt awer och ëmgekéiert vum Glacis fort an déi aner Richtung. Wa se also elo net grad zäitgläich kommen, riskéiere mer, datt all annerhallef Minutt eng kënnt.

An déi fuere jo net do mat voller Vitesse. Déi komme jo aus där Emile Reuter eraus a mussen do lues fueren. Firwat? Ma et geet ëm d'Kéier an en plus steiere se eng Haltestell un. Dat heescht, déi Place de l'Étoile riskéiert, wann een als Autofuerer vum Boulevard de la Foire fort kënnt, den totalen Infarkt.

Da schwätze mer nach guer net dervun, datt op der Route d'Arlon jo och nach e Pôle d'échanges ass, datt do och nach en Terminus ass vu Bussen. A wivill Leit dann dorëmmer lafen, dat gesi mer jo haut um Aldringer, wivill Leit dann do ronderëmlafen. Also déi Kräizung do, déi ass zum Doud veruerteelt.

Mir sinn also eigentlech tous perdants, d'Autofuerer, d'Pendler an déi Stater.

Da freet ee sech: Firwat gëtt mordicus op deem Tram bestanen? A qui profite ce crime? Ma et geet drëms, d'Autoen eraus aus der Stad ze kréien!

Säit de 60er Jore gouf et just zwou wesentlech Verbesserunge fir den Autosverkéier an der Stad. Se ginn allen zwee, esou wäit ech weess, op de Kont vum Schlechte Marcel. An dat war d'Rocade de Bonnevoie an dat war den Helleg-Geescht-Tunnel. Vill méi kann een um Stroosseraum net wesentlech erweideren a wesentlech verbessern.

Wann een awer elo den Auto wëllt endgültig aus der Stad eraus hunn, gutt, da kéint een entweder Vignettes aféiere wéi zu London, mä dat wier onpopulär; et kann een d'Parkingen immens deier maachen, dat gëtt zum Deel jo scho gemaach, oder eben et blockéiert een d'Stroossen. A wéi kéint een d'Stroosse besser blockéiere wéi mat där Schikan, déi den Tram duerstellt? Dat ass an eisen Aen dat ideologesch Zil. Dat ass den Autosverkéier eraus aus der Stad ze kréien. Dat a soss guer näischt!

Mä d'Leit ginn net nëmmen am Onklore gelooss, wat dat wierklech Motiv vum Tram ass. Si ginn och un der Nues erëmgefouert, wat déi wierklech Käschte vum Tram sinn. Haut de Moien huet een op RTL héieren, haut de Mëtte gëtt an der Chamber e Projet gestëmmt vun 230 Milliounen an da fuere mer 2020 vun der Cloche d'Or op de Findel. Dat ass jo ganz einfach falsch!

Éischtens emol sinn et net 230 Milliounen, do kënnt jo nach d'Participatioun vun der Stad Lëtzebuerg derbäi. An da fir den Ausbau Cloche d'Or-Findel komme jo nach eng Kéier etlech Honnerte Milliounen derbäi. Mä wéi e roude Fuedem zitt sech, mir hu jo d'Geschicht héiere vum Tram, zitt sech déi Sous-estima-

tioun vun de Käschten duerch dësen Dossier. Si gouf ëmmer erfogespillt.

Ech kann lech d'Rechnung ganz genau maachen. Zu Edinburgh gouf gëschter, mengen ech, den Tram ageweit. Deen ass 14 Kilometer laang an deen huet 776 Milliounen Pond kascht. Dat sinn 953 Milliounen Euro fir 14 Kilometer. Mir maachen hei gären 19 Kilometer. Dat kascht also 1.294.000.000 Euro. Et kann een d'Rechnung och nach a ganz anere Richtunge maachen, mä ech hunn net Zäit genuch derfir. Jiddefalls soe mir haut, an ech si frou, datt dat am analytesche Bericht festgehale gëtt, déi Tramsgeschicht hei kascht wäit iwwer eng Milliard. An et ass d'Feelinvestitioun vum Jorhonnert.

Wann een de Problem, wou mer jo eens si mam Constat, wierklech wëllt léisen, da gëtt et eng Léisung, an et ass schonn ugeschwat ginn, dat ass de Projet vum Ingenieur Schummer, deem säin eenzege Feeler ass, datt e Lëtzebuerger ass!

(*Brouhaha*)

► **Plusieurs voix**.- Ooohhh!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Wann et e grénge Schwäizer wier, dann hätte mer deen dote Projet vläicht schonn hei leien. Aus allen Himmelsrichtunge kéinten d'Zich ënnert - an et ass kee Metro, et sinn Zich! -, kéinten d'Zich ënnert der Stad erduerchfueren an op verschiddenen Haltestellen d'Passagéier erausloossen.

(*Interruption*)

Här Braz, wëllt Der mer eng Fro stellen?

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Neen.

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Neen.

► **M. le Président**.- Wann ech gelift, et gëllt och fir dëse Riedner: Adresséiert lech un d'Chamber!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Léif Kolleegen, de City-Tunnel hätt nëmme Virdeeler. E géif bedeiten: manner Verkéier duerch d'Stad, manner Bussen, keen Zoubaue vum Stroosseraum, keng Verschampléierung vun eiser Stad, keen onméigleche Chantier fir d'Geschäftsleit, manner ëmsteigen, vill méi héich Capacitéiten, e wier méi schnell an e géif héchstwahrscheinlech keen Cent méi deier kaschte wéi de Projet Tram.

Den Här Graas huet virdrun ugeschwat an den Här Berger huet dat scho gesot, wa jo all déi Leit, déi géint den Tram wieren, d'ADR gewielt hätten, dann hätte mer méi kritt, méi Prozenter kritt wéi bei deene leschte Wahlen. Här Berger, ech soen lech, dat ass eng falsch Rechnung. Ech soen lech, maacht hei e geheime Vote an dann ass hei an dëser Chamber eng Majoritéit géint de Projet Tram!

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Très bien!

► **M. Roy Reding** (*ADR*).- Awer sécher. Da maacht emol!

Den Här Mosar hat déi ganz gutt Iddi, praktesch opzeruffen zu engem kommunale Referendum. Dat schéngt mer effektiv nach eng Méiglechkeet ze sinn, déi ee misst kucken.

(*Interruptions*)

Mä och aner Leit hu sech gutt ausgedréckt. De Fränz Colling, de Virsätzende vun der CSV-Fraktioun vu '84 bis '95, huet gëschter geschriwwen, alt nees am „Wort“: „Nur der gesunde Menschenverstand kann die sich anbahnende finanzielle und städtebauliche Katastrophe noch verhindern.“ Ech hu seelen engem CSV-Mann esou vill Recht ginn!

Dann hunn ech hei nach en aneren Text, dee wëll ech lech och net virenthalen, deen ass och ganz gutt: „Statsrot a Beruffschambere kritisieren den Tram an nawell giedelech. A mengen Ae vëlleg zu Recht. Well den Tram léist kee Problem, net een, mä e schaaft neier an dat iwwer ganz laang Zäit. Potenziell souguer op irréversibel Manéier, nodeems eleng den iwwerierdesche Schantje soll esou laang daueren.

Ech versti bis haut net, wéi ee kann op d'Iddi kommen, an enger aler Festungsstad, déi op engem Fiels läit, wellen en Tram ze bauen. Ech versti bis haut net, woufir mer sollen eng hallef bis dräivéirels Milliard.“ - do huet de Schreier sech geiert, et gëtt méi deier - „fir esou en onsennege Tram hunn, awer net annerhallef Milliard fir ënnerierdesch Zuchverbindungen, déi tatsächlech d'Problemer géife léisen.

Den Tram ass e Projet vu virgëschter. En ass an de 60er Joren ofgeschaf ginn, well an der Stad vun deemools keng Plaz fir hien an aner Transportmëttelen zesumme war. Wann e muer erëmkënnt, passéiert virun allem eppes: Autofueren an der Stad an an d'Stad eran an nees

eraus gëtt quasi onméiglech. An ech fäerten, genee dat ass et, wat dës Regierung wëllt!“

Deen Text ass vum Frank Engel an dee Mann ass Europadeputéierte gewielt ginn. Elo weess ech net, huet hie vläicht d'ADR gewielt? Dat ka jo sinn, well mir géint den Tram sinn, laut der Logik vum Här Berger.

Vill méi wollt ech eigentlech elo zum Tramsprojet net soen, mä ech wollt op déi Hearingsgeschicht och nach zrëckkommen. Ech fannen effektiv d'Virgoen, fir haut dee Projet hei ze stëmmen, an ech mengen, mäi Frënd, de Fernand Kartheiser huet et scho gesot, wou mäi Projet de loi jo recevabel erkläert ass an nach an der Prozedur ass, hätt dee misse mat dësem Projet zesummegeluecht ginn. Dir hätt e jo kënne mat Ärer Majoritéit nëierstëmmen. Mä et ass einfach net richtig, datt deen elo zu engem Moment kënnt, wou et praktesch Moutarde après diner ass, wann dee Projet hei duerch ass.

Dir hutt souwuel der parlamentarescher wéi och der direkter Demokratie e Bärendéngscht gelescht, wat déi Unhéierung vun de Pétitionnären hei an der Chamber ugeet. D'Regierung huet déi Unhéierung mëssbraucht, fir eng Werbesendung fir den Tram ze maachen. Et war eng lamentabel Masquerade vun Demokratie. Et war keen Dialog mam Bierger. Et war net emol e seriöt Unhéiere vum Bierger. Et kann ee soen: Les pétitionnaires ont été entendus, mais pas écoutés.

Och eis Chamberskommissioun huet a mengen Ae versot. Si hätt einfach net däerfen zouloossen, datt d'Regierung hei optrëtt mat Roll-upen a fir hir Saach Werbung mécht. Et sollt eng Unhéierung an am beschte Fall eng wierklech Diskussioun sinn tëschent Parlamentarier a Pétitionnären.

Schonn haut soe vill Leit: Firwat soll ech nach eng Petitioun ënnerschreien, wann dat doten dat Eenzezt ass, wat derbäi erauskënnt? War et dat, wat mer bezweckt hunn, wéi mer déi doten e-Petitiounen agefouert hunn?

Mä eppes Guddes hat déi Unhéierung, nämlech mir verdanken där Unhéierung, an da kommen ech schonn zum Schluss, en Zitat vum Här Bausch, wat a mengen Ae wäert an d'Geschichtsbicher an an déi kollektiv Erënnung vun eisem Vollek agoen. Den Här Bausch sot, e stoung do: „Dat hei ass kee monumentale Projet mat senge 570 Milliounen.“

Ech muss soen, dach, dat heiten ass e monumentale Projet. E Monument fir dat, wat ideologesch Verklärung kann urichten. E Monument géint de gesunde Mënscheverstand. An ee Monument, wat d'Leit wäerten all Dag gesinn a wou se sech all Dag kënnen drun erënnere, Här Bausch, wien et verbrach huet.

Ech sinn houfreg, datt meng Partei op jidde Fall déi monumental Topegheet do vun Ufank u bekämpft huet. A mir stëmme selbstverständlech géint déi Projeten.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Très bien!

► **M. le Président**.- Domat hätt deen nächste Riedner, den Här Justin Turpel vun der neier Lénker, d'Wuert. Här Turpel, wann ech gelift.

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- Merci, Här President. Ech wollt just soen, déi nei Lénk huet zéng Joer gefeiert a baut op eng laang Tradition op, op déi ech elo hei net wëll agoen. Ech wëll...

► **M. le Président**.- Entschëllegt, dann déi al Lénk.

(*Hilarité générale*)

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- Sou al si se och alt erëm net. Et si ganz vill Jonker derbäi, déi dat da wäerte weiderféieren, wat déi Al dann net méi kënne maachen.

Ech wollt all deene Merci soen, déi sech a leschter Zäit, an deene leschte Joren, Jorzéngten, während engem ganze Jorhonnert agesat hu fir den Ausbau vum ëffentlechen Transport a fir méi Liewensqualitéit fir d'Bierger. Dat si ganz vill Mënschen, Organisatiounen, Bewegungen, Gewerkschaften, Parteien. An och där gréngeger Partei kënnt doudséchere ee Bäitrag derbäi zou, deen ee sollt honoréieren, och wa se sécherlech net déi eenzeg ass.

Och déi Bewegungen an déi Partei, an där ech aktiv war, huet ëmmer bis elo do eng wichteg Roll gespillt, och wann anerer, ech wëll just d'DP an d'CSV nennen, sech net onbedéngt ëmmer mat Ruhm bekleckert hunn an där ganzer Diskussioun.

Ech wëll op siwe Punkten agoen. Deen éischte Punkt betrëfft d'Referendumsdiskussioun, well et awer wichteg ass, fir eppes doriwwer ze soen. Deen zweete Punkt: Brauche mer een Tram? Drëtens: Kënne mer eis en Tram leeschten? Véiertens d'Kritiken um Projet. Fënneftens d'Form vun der Exploitationsgesellschaft. Sechstens d'Verkéisersimpaktetüden a siwentens

ee Wuert iwwert d'Plans sectoriels. A well Motioune virleien, huelen ech och direkt Positioun dozou a wäert déi Zäit, déi ech dofir hunn, och notzen, fir hei Positioun ze huelen.

Zum Referendum: Well jo awer hei eng Verbindung gemaach gëtt iwwert déi Petitioun, déi gelaf ass, der Fro vum Referendum géint den Tram an de Referenden allgemeng. Jo, mir brauche méi direkt Demokratie. Jo, mir brauchen eng verstärkt Bedeelegung vum Bierger um Gesetzgebungsprozess, deen ausgebaut soll ginn. Jo, mir brauche Referenden zu wichtige Froen.

Neen, mir hu keng Angscht viru Referenden an deenen Diskussiounen, déi do ronderëm stattfannen. Neen, mir sinn net averstane mat der CSV, déi d'Referenden eigentlech wëllt aschränken.

Mir sinn der Meenung, datt Referenden e wichteg Stéck si vun engem Meenungsbildungsprozess, deen een onbedéngt soll fërderen. Mir brauchen eng Diskussioun driwwer, wat iwwer Referende soll décidéiert ginn, wien dorunner deelhëlt a wéi den Entscheidungsprozess stattfënnt. Dat ass eng wichteg Diskussioun, déi ëffentlech sollt gefouert ginn.

A mir sinn der Meenung, datt een déi Diskussioun kloer elo soll féieren. Datt d'Chamber déi Diskussioun soll organiséieren. Datt am Juli all Fraktiounen an enger ëffentlecher Diskussioun hei hir Meenung dozou soen. Datt d'ONGen, d'Gewerkschafte sollen an déi Diskussioun abezu ginn, sollen invitéiert ginn, fir hir Meenung dozou ze soen, grad wéi d'Bierger och. An datt mer Enn Oktober, uganks November an där Chamber hei solle Konklusiounen dorauer zéien.

Dat verhënnert net, datt parallel dozou déi Froen, wéi vill a wéi eng iwwert d'Verfassungsreform kënne gekläert ginn. Mä esou laang wëlle mir net waarden, fir de Projet Tram op d'Schinnen ze setzen, dee laang a breet diskutéiert ginn ass. A mir mengen, et gëtt héich Zäit, fir haut eng Décisioun ze huelen. Dat ass net Onrespekt vis-à-vis vun de Pétitionnären, déi en connaissance de cause, an dat muss ee respektéieren, hir Petitioun erabruecht hunn. Et ass och net e Mépris par rapport zu de Froen vun de Referenden, wou ech elo gesot hunn, wéi mir eis déi virstellen, mä et ass eng absolut Noutwendegkeet.

Mir hunn ee Problem a mir brauchen eng Äntwert. Mir hunn een aktuelle Problem a mir hunn ee Problem, deen nach méi grouss gëtt an der Zukunft. An dee Problem, deen ass dee vun engem Verkéisersinfarkt, deen elo scho besteet. Et ass ee Problem vu Liewensqualitéit an der Stad. Et ass och ee Problem vu Liewensqualitéit a vu Respekt vis-à-vis vu Frontalieren, déi heihinner schaffe kommen an an de Stauen hanken.

An dee Problem, dee gëtt net méi kleng, dee Problem gëtt méi grouss. Wa mir deem Problem wëlle begéinen, mengen ech, da si mer eis eens hei, an et huet keen eppes aneschtens gesot, datt den ëffentlechen Transport, d'Capacitéit vum ëffentlechen Transport sech an Zukunft muss verduebelen. Parallel dozou, datt souguer den Individualtransport nach wäert zouhuelen; 15% an der Moyenne, wann een d'Chiffere kuckt, déi bekannt sinn. Och wann dat um Niveau vun der Stad net méiglech ass, heescht dat um Niveau vun der Stad a vun de Ballungsgebiddern, datt den ëffentlechen Transport nach méi muss ausgebaut ginn.

Mir hunn also e Verkéisersproblem, och an der Stad, am Géigesaz zu deem, wat den Här Wiseler gesot huet. An deen Tram, dee mer hei wëlle bauen, ass net méi dee vu viru '64, mä et ass ee modernt ëffentlecht Verkéisersmëttel.

D'Fro, déi sech stellt, ass déi vun den Alternativen. Et sinn der eng ganz Rei diskutéiert ginn, Beispill Train-Tram, wou d'CFL schonn 1996 gesot huet op enger Stellungnahm fir den Hearing, wou d'Josée Lorsché hei dovunner geschwat huet, datt se Problemer hätt mat engem Réseau an enger Infrastruktur, déi 130 Joer al wär. Datt se net d'Méiglechkeeten hätt, fir an der Spëtzenzäit méi ze transportéieren. Datt se ee Problem hätt op der Gare Lëtzebuerg, wat d'Verdeelung ugeet. Datt se géif proposéieren, eng gutt Verbindung ze maachen tëschent Zuch a Bus an datt se bereet wier, fir e Pilotprojet vun Diddeleng an d'Stad, wat den Train-Tram ugeet, op d'Been ze setzen, zu deem et awer net komm ass, an d'CFL 2005 definitiv gesot huet, mir packen dat do net.

Jo, et gëtt héich Zäit fir ee qualitativen Ausbau am ëffentlechen Transport, besonnesch souwuel an de Ballungsgebiddern wéi op der Zou-



fahrt iwwert d'Grenzen eraus. An et hu vill Leit sech derfir agesat, datt dat soll geschéien: eenzel Leit, d'Tram A.s.b.l., d'Gewerkschaften, notamment d'FNCTTFEL, awer och den OGB-L, de Mouvement écologique. Ech weess, dat si lauter Organisatiounen, mat deenen d'ADR net frou ass, mä si hunn hire Match gemaach an et gëtt Zäit, datt eppes an déi Richtung geschitt.

Ee modernen Tram ass och ee Choix, net nëmme fir méi ëffentlechen Transport, mä och fir méi Liewensqualitéit, fir manner Loftverschmutzung. Ech hunn net d'Zäit hei, fir op den Detail anzegoen. Ech mengen, d'Viviane Loschetter huet ganz vill Donnéeën dozou gesot, déi een einfach muss berücksichtigen. Och wann den Tram nëmmen een éischten Deel ass vun der Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Leit, mä et ass awer ee wichtegen Deel.

Esou ee grousser Projet wéi de Bau vun engem Tram um Gebitt vun der Stad begéint ëmmer Schwieregkeeten, huet Géigner, dat ass kloer. An et ass net fir näischt, mä et ass net gutt, datt 20 Joer driwwer diskutéiert ginn ass. Et kann och méi schnell goen.

1876, wéi d'Décisioun geholl ginn ass, fir een Tram an der Stad ze maachen - dat war deemools e Päerdstram, dat war net deen elektreschen Tram -, waren och ganz vill Widerständn do. Et waren Diskussiounen am Gemengerot, déi, wann ee se noliest, zimlech ähnlech ware wéi déi hei. Iwwert d'Finanzen, iwwert d'Ausdehnung, missten net awer zousätzlech Strecken derbäikommen, iwwert d'technologesche Entwécklung, ass déi scho räif an esou weider.

Et gëtt just een Ënnerscheid: Deemools war et méiglech, fir d'Schinnen an Zäit vu Méint, véier Méint ze leeën, wat haut net méiglech ass. Ebe well een ee modernen Tram an net ee Päerdstram wëllt bauen.

Och am Minette ass virgëschter honnert Joer Tram gefeiert ginn. Mä dat war just d'Grënnung vun der Gesellschaft. Och do ass den Tram eréischt 1927 realiséiert ginn.

Mir wëssen och alleguer, an ech mengen, driwwer si mer eis eens, datt mam Tram eleng et net gemaach ass, besonnesch mat deem esou wéi en an der éischter Phas gebaut ass, geplangt ass. Mir brauchen en Ausbau vum Tram iwwert d'Stad eraus an d'Peripherie.

Ech hat dat gefrot den 3. Juni 2012 am Gemengerot, wou mer driwwer diskutéiert hunn. Deemools ass nee gesot ginn, dat geet net direkt. Duerfir sinn ech frou, datt et elo een Accord gëtt tëscht praktesch alle Fraktiounen an enger gemeinsamer Motioun, fir sech derfir anzesetzen, datt deen Ausbau vun der zweeter Phas soll beschleunegt ginn.

Mir brauchen Austauschplattformen, Gares périphériques, déi mer net bräichten, wa mer et fäerdegruecht hätten, honnert Joer laang an d'Zuchinfrastruktur dat ze investéieren, wat een hätt missen investéieren, fir datt den Zuch kéint iwwert d'Schinn esou vill Leit transportéiere wéi et noutwendeg ass; dann hätte mer nämlech den Train-Tram kënnen realiséieren. Dat war net méiglech. Mir kënnen net waarden, bis datt dee Retard opgehall ass. Duerfir brauche mer elo eng Léisung. An dozou gehéieren och d'Gares périphériques, modern Garen, Austauschgaren.

Mir brauchen och Busverbindungen, souwuel Zoubréngerdegschter wéi och Querverbindungen an der Stad. An et gëtt iwwerhaapt keng Ursaach, wann een Tram an der Stad besteet, fir dann d'Querverbindungen tëscht de Quartieren integral ofzeschaffen an da mat esou Horrervisioone fir eeler Leit hei ze kommen, wéi dat virdru vun der ADR gemaach ginn ass.

Mir brauchen och ee weideren Ausbau vum Eisenbahnnetz, wesentlech méi konsequent nach, wéi dat an där leschter Zäit geschitt ass. An ech si frou, datt do effektiv eng Kéier geholl ginn ass, fir d'Infrastrukture vun der Eisenbahn auszubauen. A mir wäerten an der nächster Zäit nach vill Geleeënheeten hunn, dorobber zrëckzekommen.

Mir brauchen och eng Mobilitéitsplattform an der Nordstad. Duerfir ass et och onseneg, fir do den ëffentlechen Transport zrëckzebauen an d'Schinnen ze benotzen, fir aner Saachen dohinner ze bauen.

Mir brauchen eng Mobilitéit am Minette. An ech sinn iwwerzeugt, datt fréier oder spéider och fir de Minette een Tram eng absolut Noutwendegkeet ass, fir déi verschidden Zentren mateneen ze verbannen, och wann de Minister mengt, an enger éischter Phas, fir verschidde

Gemiddler ze berouegen, géif dat mam Mettis duergoen.

Dozou gehéiert och den Halt an de Funiculaire op der Rouder Bréck, deen e Stéck ass vun deem Ganzen an dee mir an deem Sënn ënnerstëtzen.

Den Hauptproblem ass deen, datt déi grouss Illusioun bestanen huet, et kéint een alles mam Auto a mam Individualtransport léisen an datt d'Investitiounen an den ëffentlechen Transport sträfflechst vernoléisseg gi sinn. Et wier besser gewiescht, et hätt een op d'Gewerkschaften an d'Ëmweltorganisatiounen gelauscht wéi op déi, déi den Tout-voiture an déi Lobbyen, déi den Auto eleng wollte fërderen.

Dee Verkéiersproblem, dee mer haut hunn, ass net entstanen, mä en ass geschaf ginn duerch falsch Optiounen a falsch politesch Décisiounen. Et gëtt héich Zäit, datt mer eng grouss Kéier huelen, déi net zulescht awer et eppes dermat ze dinn huet mat deene Mobiliséierungen, déi d'Gewerkschaften gemaach hunn.

Ech wëll drun erënneren, datt d'Streck Esch-Péiteng vun der Eisenbahn, datt Arcelor, pardon, datt d'ARBED virgeschloen hat, déi ganz zouzemaache fir de Persounenverkéier; de Stat soll déi op hiren Territoire bauen, fir datt si hir Transporter kéinte maachen. Gott sei Dank hunn d'Gewerkschaften sech do dergéint gewiert souwéi se sech och géint d'Schlësse vun der Nordstreck gewiert hunn. Och wann et ze bedauren ass, datt ganz vill Schinnen am Land, déi haut gebraucht ginn, erausgerappt gi sinn.

Drëtte Punkt: Kënne mir eis een Tram leeschten? De Stat huet eng Daseinsfürsorgepflicht. Zu der Daseinsfürsorge gehéiert och d'Mobilitéit. An déi ass net ze maache mam individuellen Transport. A mir fannen et falsch, fir hei déi eng géint déi aner auszespillen. Et ass net zouläseg, datt ee seet: Sot eis, wou mer solle spueren, bei der Bildung, bei de Studenten oder bei der Uni oder bei der Kultur? Investitiounen an Infrastrukture si grad wéi Investitiounen an d'Bildung Investitiounen an d'Zukunft. Et ass wichtig, datt de Stat seng Besoinen definéiert, wat seng Daseinsfürsorge ugeet, an da kuckt, datt en déi Recettë kritt, déi e brauch, fir souwuel Infrastrukturen, Bildung, Kultur an esou weider ze maachen.

Dat ass méiglech iwwer eng Steiergerechtegkeet, wou emol och déi Räich déi Steiere bezuelen, déi se eigentlech misste bezuelen, a wou et da méiglech ass, déi Suen ze hunn, déi ee brauch, fir net musse 40 Milliounen bei de Studenten ze spueren oder beim Equipement vun der Uni oder d'TVA eropzesetzen, wou ee kéint de Mëttelstandsbockel ofschafen an och fir mannebarméttelt Leit Erlichterunge maachen. Mä dat ass sécherlech eng Diskussioun, op déi mer zrëckkommen.

Et muss een déi ëmgedréite Fro stellen. D'Fro ass net: Kënne mir eis en Tram leeschten? D'Fro ass déi: Kënne mer eis keen Tram leeschten? Well keen Tram leeschte kascht nämlech och: wat d'Liewensqualitéit ugeet, wat d'Loftverschmutzung ugeet, d'Gesondheet, op déi hei higewise ginn ass, d'Stauen, déi och hire Präis hunn, d'Accidenten, déi hire Präis hunn, bis hin zu der Erneuerung, der Noutwendegkeet vun der Erneuerung vu Stroossen a Brécken am Grenzgebitt, déi wahrscheinlech vill méi schnell mussen erneiert ginn, wéi jee ee sech dat konnt virstellen, well se eng Iwwerlaaschung hunn, déi wäit iwwert dat erausgeet, fir wat se geduecht waren. Dat sinn och Saachen, op déi mer mussen zrëckkommen. Mir brauchen also e Quantesprong am ëffentlechen Transport.

Dat verhénnert net, datt mer eng Rei Kritiken ubréngen mussen um Projet, esou wéi en elo virläit. Eng Rei Saache si schonn ugeschnidde ginn, duerfir maachen ech och dat kuerz.

Déi feelend Zesummenaarbecht mat der Eisenbahn ass absolut ze bedauren. Den Desinteresse vun der Eisenbahn während laange Joren um Gesamtkonzept vum ëffentlechen Transport ass net gutt. Dat ass amgaang, sech ze änneren. Ech hu mindestens déi Impressioun. D'Eisenbahn weist Interessi, och wann dat sech bis elo nach net konkretiséiert huet duerch eng direkt Participatioun um Projet. Leider ass dat och de Fall fir de Centre de remisage, wou et sécherlech wichteg gewiescht wier, fir eppes gemeinsam mat der Eisenbahn ze maachen an net am Bësch um Kierchbiereg!

Dat stëmmt och fir den Uschloss vum Findel, wou sécherlech och den Uschloss vum Findel iwwert d'Eisenbahn op de Kierchbiereg, iwwert de Findel op de Kierchbiereg eng Optioun gewiescht wier, déi, wa se méi fréi ugaange wier, scho laang realiséiert wier an haut vill Problemer géif léisen. Méiglecherweis inklusiv déi vum Fret vum Findel, vun der Verbindung Gütertransport Findel - Beetebuerg Logistikzentren, wou mer nach net genee wëssen, wat op eis zoukënn. Mä trotz deene Kritiken do ass den Tram e Quantesprong, deen einfach immens wichtig an dréngend ass.

E puer Wuert zu der Fro vun der Gesellschaft, déi den Tram soll bedriewen, déi d'Exploitatioun soll maachen. D'Roll vum ëffentlechen Transport ass déi vun enger ëffentlecher Dëngschtleeschung, vum Recht op Mobilitéit. Ëffentlechen Transport ass keng Wuer, ass kee Secteur marchand mat engem kommerzielle But. A ganz Europa hunn d'Gewerkschaften, déi Lénk, d'Aarbechterbewegung sech gewiert dergéint, datt den ëffentleche Persounentransport einfach soll zu engem kommerziellen Objekt ginn.

Si hunn duerchgesat an hirer Mobiliséierung - bei där se och ënnerstëtzt gi si vun där leschter Regierung, bei där se ënnerstëtzt gi si vum Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg, dat muss ee soen -, datt beim ëffentlechen Transport, Persounentransport et net noutwendeg ass, obligatoresch ass, fir eng Ausschreiwung ze maachen, an deem Fall eng europawäit, mä datt een dat och inhouse oder direkt ka verginn. Eppes, wat am véierte Paquet ferroviaire, deen elo muer oder iwwermuer um Kierchbiereg diskutéiert gëtt, ermë soll a Fro gestallt ginn a wou, mengen ech, och d'Regierung ermë eng Kéier affirméiert huet, datt se net domadder d'accord ass.

Am Projet de loi war virgesinn eng europawäit Ausschreiwung souwuel fir de Bau wéi fir d'Exploitatioun vum Tram. D'Gewerkschaften, d'Chambre des Salariés, mir hunn dat ëmmer kritiséiert, well dat effektiv eng éischt Privatiséierung gewiescht wier vun engem ëffentlechen Transportmëttel zu Lëtzebuerg, déi e ganz geféierleche Präzedenzfall gewiescht wier. Duerfir si mer frou, datt duerch den Drock vun de Gewerkschaften, vun de Chamberen, vun deene Parteien, déi do derfir waren, datt déi sech elo duerchgesat hunn, fir ze soen: Kommt, mir kucken, datt deen Tram an ëffentlecher Hand bleift an net europawäit ausgeschriwwen muss ginn!

Ee Souci, dee mer behalen, ass dee vum Personal, well hei geschwat gëtt vun enger privatrechtlecher Gesellschaft an ëffentlecher Hand, wou een iwwert déi genee Form eigentlech nach misst diskutéieren, och wäert diskutéieren, well dat wäert jo och eng Kéier an d'Chamber zrëckkommen.

An der Initiativ, déi mer geholl haten, fir eng Motioun ze maachen, war virgesinn, do vun enger ëffentlecher Gesellschaft ze schwätzen. D'Majoritéitsparteien halen op déi privatrechtleche Gesellschaft. Mir hate proposéiert, dee Moment awer derbäizesetzen, datt soll d'Personal, d'Aarbechtskonditiounen an d'Lounbedéngunge vum Personal un den ëffentleche Secteur, un dat, wat do besteet, ugelehnt ginn. Dat hunn d'Majoritéitsparteien, zwar divergent, mä leider net ugehall, soudatt mir eis bei där Motioun enthalen.

Sechste Punkt: d'Verkéisersimpaktetüd, ganz kuerz, well mer de Moien an der Kommissioun nach eng Kéier doriwwer geschwat haten. Et ass wichteg ze wëssen, wat op een zoukënn. Och am ëffentlechen Transport muss ee wëssen: Wat ass den Impakt vun der Entwécklung op deene verschidde Plaze fir de Verkéier a wéi fänt een dat dann op, mat wéi engen Optiounen? An dat ass dat, wat d'Verkéisersimpaktetüd sinn.

Ech ginn elo net méi op déi traureg Geschicht a bei der Stad Lëtzebuerg, wou mer zënter dem November 2011 versprach kréien, d'Verkéisersimpaktetüd ronderëm de Ban de Gasperich ze kréien - net nëmme mir, mä d'Bierger -, a wou dat bis haut net geschitt ass. Duerfir sinn ech frou iwwert d'Zouso vum Minister an der Kommissioun an och iwwert déi kloer Haltung vun der Kommissioun de Moien, datt mer gären déi Verkéisersimpaktetüd vum Zentrum, vun deene verschidde proliferen Entwécklungszentren, vum Findel, vum Süd-Hub, datt mer déi gäre virgeluecht kréichen an datt de Minister och bereet ass, an d'Kommissioun ze kommen, fir eis déi ze erklären.

Mäi leschte Punkt: Plan sectoriel. Den Tram, MoDu ass e Stéck vum Plan sectoriel «Transports». D'Plans sectoriels bauen op op Hypothesen, op Optiounen. Mä déi falen net vum Himmel. Dat sinn Optiounen, déi ee ka beaflossen. An zwar: Wat wëlle mer? Wéi een - et ass vill geschwat ginn hei vun Aarbechtsplazen, vu Wuesstum an esou weider, iergendwa muss een eng Kéier driwwer diskutéieren -, wéi ee Wuesstum wëlle mer?

An do ass et net, wéi de Minister Schneider gesot huet, entweder null - oder esou - oder absolute Wuesstum. Net all Wuesstum ass positiv: Zum Beispill gehéieren Accidenten zum Wuesstum, well se zum BIP bäidroen. Also net alles - ech brauch dat net weider duerzeleeën -, net all Wuesstum ass positiv. Mir brauchen e qualitative Wuesstum.

Mir mussen eis och eng Kéier eens ginn, wou mer Betriber wëllen usiedelen, ob mer alles an der Stad konzentréieren. Wéi vill Individualverkéier wëlle mer? Wéi ee Gütertransport, Strooss

oder Schinn, wëlle mer? Dat si strategesch Optiounen, déi iwwert de Plan sectoriel mat geëist ginn, déi implizit bei de Plans sectoriels diskutéiert ginn. Mä mir fäerten, datt se net ausdrécklech wäerten diskutéiert ginn an där Prozedur, wou mer elo dra sinn, déi doranner besteet, datt d'Gemengen d'Plans sectoriels kréien, och den «Transports», datt se da mat de Bierger driwwer diskutéieren an datt d'Gemengen dann d'Konklusiounen zéien, déi se der Regierung ginn. An d'Regierung wëllt dann d'Chamber nach eng Kéier domadder befaassen.

Dat, wat do wäert ënnergoen, dat sinn ebe grad déi grondsätzlech Froen, déi strategesch Froen. A mir géifen et wichteg fannen, wann d'Chamber selwer géif d'Initiativ huelen, fir mat den ONGen a mat de Gewerkschaften iwwert déi strategesch Optiounen, déi sech hannernt de Plans sectoriels verstoppen, ze diskutéieren.

Dat kéint ee maachen a Form vun engem Hearing, deen hei an der Chamber kéint stattfanne parallel zu deem Diskussionsprozess, deen de Moment iwwert d'Gemeinde wäert ulafen. Mir richten en Appell un déi aner Fraktiounen, fir deem zouzestëmme, fir datt mer deemnächst eng Kéier kéinten dorobber zrëckkommen.

Dat gesot, géif ech dann zwou Minutte behalen, fir eventuell nach weider op d'Motiounen anzegoen - wann dat richteg ass.

Mir stëmme dee Projet do, aus all deenen Ursaachen, déi ech gesot hunn. Mir stëmme natierlech och déi Motioun, déi mer matgedroen hunn, iwwert d'Beschleunegung vun der zweeter Phas. A mir enthalen eis - bedauerlech, ech muss dat bedauren -, well d'Fro vum Personal net gekläert ass, bei der Fro vun der Gesellschaft, déi jo elo endlech soll an ëffentlecher Hand sinn, wat positiv ass. Mä mir hätten dat gäre mat gekläert gehat, wat leider net méiglech war.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. Nächsten agedroene Riedner ass den Här Franz Fayot vun der LSAP.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här Président. Ech géif dann och ufänke mat engem Merci un d'Josée Lorsché fir säi ganz flotte Rapport, deen haaptsächlech gewisen huet, dass mer elo effektiv schonn 20 Joer ënnerwee si mat deem Projet Tram, an deen och, mengen ech, de Mérite weist vun där Tram A.s.b.l. an och vum Mouvement écologique an där Initiativ fir dee Projet.

Mäi Kolleeg Roger Negri huet scho fir eis Fraktioun zum Projet geschwat, dofir wäert ech mech kuerzfaassen. Ech géif gär haaptsächlech e puer Saache soen aus der Wart vun engem Stater Sozialist, deen och frou ass, dass dese Projet elo endlech gewielt gëtt, wéi d'Majoritéit vun de Kolleegen heibannen an der Chamber, an dass mer haut endlech kënnen iwwert deen Tram an der Stad decidéieren.

Et ass also laang a vill diskutéiert ginn iwwert dese Projet Tram an der Stad. Et sinn ëffentlech Diskussiounen gemaach ginn iwwert déi lescht zwee Jorzéngten, och an deene leschte Joren ass vill gemaach ginn. Och de Claude Wiseler huet jo nach als Minister Presentatiounen gemaach an der Gemeng op diverse Plazen, och an der Ëffentlechkeet, fir dee Projet do ze presentéieren. Mir hunn och nach d'lescht Woch hei an der Chamber mat de Pétitionnaire geschwat, déi jo e Referendum wollten zum Projet Tram.

Ech muss soen, dass d'Konklusioun vun där Diskussioun fir mech eendeitig war. Do war e breede Konsens tëscht all de Parteien - mat der Exceptioun vun enger -, dass et keng Suite sollt ginn zu där Petitioun. An dofir fannen ech et effektiv och e bësse surprenant, dass da gesot gëtt, hei vun der Säit vun der CSV, dass een domat nach hätt missen zrëck an d'Fraktioun goen. Dat war eng ganz eendeitig Décisioun an et war keen Objet fir esou eng Mesure dilatoire.

Bei der Diskussioun ëm den Tram ass engem opgefall, dass d'Leit aus dem ganze Land matgeschwat hunn, an net nëmme d'Leit aus der Stad. Dat ass gutt an dat ass demokratesch, well d'Leit aus dem ganze Land si concernéiert. D'Leit kommen all an d'Stad a sinn och concernéiert vun der Mobilitéit an der Stad.

Et ass engem och opgefall an ëffentlechen Diskussiounen, dass oft Leit hiert Bedauern an hire Regret ausgedréckt hunn, dass deen Tram ëmmer nach net realiséiert ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - D'Leit verstinn net, firwat dat do 20 Joer gedauert huet. An d'Leit gesinn deen Tram als eng Nécessitéit. Dat ass och e Gefill, wat ee kritt, wann een déi ëffentlech Diskussioun do verfolge. An ech mengen, dat reflektéiert sech och an deene



Meenungsëmfroen, déi een a leschter Zäit gesinn huet. Déi rezest vum Enn 2013/Ufank 2014 weist jo, dass ongeféier 70% vun de Lëtzebuerger mat deem Projet do d'accord sinn. Et ass also eng staark positiv Meenung fir dee Projet. Ech mengen, dass d'Leit och eng Attente hätten, dass dat elo gestëmmt gëtt.

D'Stater selwer hu sech och zu Wuert gemellt. D'Geschäftswelt huet hir Angschten deklaréiert. Si fäert d'Incidence vun deem Chantier op hir Geschäfte. Et gëtt och Awunner aus de Quartieren, déi fäerten. An ech mengen, et muss een all déi Angscht do eescht huelen an et muss een a Kontakt bleiwe mat de Bierger während der ganzer Dauer vun deenen Trauaxen.

Ech mengen, d'Viviane Loschetter huet dat jo och, als Schaffin vun der Stad Lëtzebuerg, u sech gesot hei, dass dat géif stattfannen. An ech begreissen dat.

Et muss een d'Leit an de Quartieren opklären, dass de Stater Busservice net ofgebaut gëtt. Ech mengen, dat ass och eng Angscht vun der Mobilitéit. Et muss een hinnen au contraire soen, dass deen Tram wäert dozou féieren, dass d'Busse sech kënne méi konzentréieren, fir an d'Quartieren eranzufueren, an net méi mussen op deenen Achsen do fueren, wou bis elo dee grouse Bustrafic fiert.

Et muss een och kucken, dass déi eenzel Deeler vum Chantier méiglechst schnell ofgeschloss ginn. Dass dat méiglech ass, dat gesäit een an enger Stad wéi Stroossbuerg, wou den Tram a fénnef Joer realiséiert ginn ass. Dat heescht, dat ass méiglech, dat ka schnell goen, a wann dat gutt organiséiert ass, da geet dat och.

Ech war awer e bësse verwonnert, dass sech weineg Awunner aus de Quartieren zu Wuert gemellt hunn, déi als alleréischte vum Tram be-traff sinn. Ech schwätzen hei och e bëssen an eegener Saach, an der Haaptsaach vun de Stater, déi an der Uewerstad an op der Gare wunnen. An ech mengen, dass et besonnesch och fir déi Leit vun Interêt ass, dass hir Liewensqualitéit erhale bleift, an ech mengen, dass och justement do den Tram vill wäert bréngen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liewensqualitéit gëtt haut besonnesch an deenen zentrale Quartieren duerch de massive Berufsverkéier geschiedegt. De Claude Wiseler sot elo d'ënescht, dass hie géif mengen, dass et an der Stad net vill... am Fong kee Verkéiersproblem gëtt, dass deen éischter bause ron-derëm ass. Eh ben, als een, dee wierklech am Fong haaptsächlech an der Stad zirkuléiert, mengen ech, ass dat net ganz richtig.

D'Verkéiersopkommen, wat jo massiv ass an elo en fait vun der Eisebunn an duerch eng Armada vu städteschen an RGTR-Busse vehiku-léiert gëtt, ass effektiv massiv. An derbäi kënnt natierlech de Berufsverkéier, de Privatverkéier, deen och nach duerch déi vill Parkhaier, déi jo an der Stad präsent sinn an déi am Laf vun der Zäit ugeluecht goufen, u sech méi grouss ge-maach gëtt.

D'Bussen: Et ass vill iwwert d'Busse geschwat ginn. Ech mengen, et muss een net méi schrecklech laang dorobber agoen, mä mir sinn op engem Punkt ukomm, wou de Bustrafic op engem Point d'engorgement absolu ass. Méi geet net. D'Stad erstéckt littéralement am Bustrafic. Besonnesch an de Spëtzestonnen zitt sech eng eenzeg laang Schlaang vu Bussen tëschent Gare an Uewerstad, mä och a Rich-tung Areler Strooss, a Richtung Lampertsbi-erg a Kierchbi-erg. Och d'Nei Avenue, d'Rue Aldrin-gen, d'Biedergaass mëtten an der Stad si regel-méisseg mat Busse verstoppt.

Mir brauchen - mir schwätzen heiansdo vum Mettis -, mengen ech, keng Busse méi uneneen unzeketten, si fuere souwisou wéi un enger Ketten zu Spëtzestonnen. Dat ass schonn im-pressionnant, wann een déi gesäit iwwert déi blo Bréck fueren. Dat ass effektiv eng laang Blechschlaang.

An och déi katastrofal Wäerter vun der Loft-qualitéit op munche Plazen - déi extensiv uge-schwat gi si vum Viviane Loschetter - sinn net gutt a mussen, a ginn a mengen Ae sécher och verbessert duerch de Projet Tram.

Dernieft probéiert dann den Individualverkéier nieft de Busse sech duerchzeschlängelen, an zwar meeschtens mat grousser Vitesse an Ag-gressivitéit, Moies, wann d'Leit op d'Aarbecht ginn, owes, wa se presséiert si fir heem, meeschtens genervt, meeschtens ze schnell duerch d'Quartieren, respektéiere keng Vite-sen, wat mënschlech ass, mä wat natierlech net bäidréit zu der Liewensqualitéit an der Stad.

Dertëscht mussen dann nach iergendwéi d'Vélosfuerer an d'Foussgänger kucken, fir ze iwwerliewen. Och als een, dee vill Vélo fiert an der Stad, muss ech soen, dass dat net ëmmer ongeféierlech ass. An dat wëssen och all déi aner Kolleegen, déi ähnlech Experienze maa-chen.

Aus all deene Grënn, fir deem ze remédiéieren, brauche mer elo endlech deen Tram.

Et kann ee bedauern, dass dat esou laang ge-dauert huet. Et ass erënnert ginn un de Projet BTB, dee schonn 1998 prett war. Deemools ass deen aus verschiddene politesche Manöveren - ech mengen, et soll een elo net méi weider do-robber agoen - ofgeschoss ginn. Bon, ech mengen, et ass elo keng Zäit méi fir Scholdzou-weisungen, mä dat ass awer trotzdeem en ré-trospective nach ze bedauern.

D'Stad Lëtzebuerg ass säit längerer Zäit am-gang, sech an eng polyzentresch Stad ze ent-wéckelen, déi aus verschiddene Ballungsgebide besteet. Nieft der Uewerstad, der Gare an dem Kierchbi-erg wäerte muer ëmmer méi och de Ban de Gasperich an d'Porte de Hollerich urban Zentre vun der Stad Lëtzebuerg ginn. Mir fueren trotzdeem haut nach an der Stad mat engem Buskonzept aus den 80er Joren, dat d'Bussen duerch d'ganz Stad iwwert d'Gare no alle Säiten hi verdeelt. An nach ëmmer fue-ren d'RGTR-Bussen - déi eigentlech näischt an der Stad verluer hunn - duerch d'ganz Stad. Et gëtt Zäit, all déi Achsen duerch e performanten öffentliche Transport, wéi dem Tram, ze ver-bannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat den Tram bréngt, dat kann een elo schonn a ville groussen a mander groussen europäesche Stied feststellen. Ech verweisen op Strooss-buerg, ech verweisen op Bordeaux, op Reims, op aner Stied an Däitschland oder an Holland oder am Norde vun Europa.

Zesumme mam Tram kënnt och eng urbanis-tesch Transformatioun - déi ass och schonn ugeschwat ginn -, déi d'Liewen an deene Stied, wou en Tram do ass, méi agréabel mécht fir jiddwereen, deen do leeft.

Den Tram bréngt fir d'Éischt emol eng Beroue-gung an den Hauptverkéiersachse vun der Stad.

Den Tram, a sengem eegene Site, urbanistes-chesch gutt ugeluecht, ass eng Straif vu Sécherheet a Confort fir d'Passagéier op hirem Wee duerch d'Stad.

Den Tram erlaabt grouss Zuele vu Leit ze-summe confortabel an ouni Gedrécks ze trans-portéieren. Doduerch entfält op der Haapt-streck vum Tram e gudden Deel vum städ-tesche wéi vum RGTR-Busverkéier. De städ-tesche Busservice kann an de Quartieren aus-gebaut ginn an als Zoubringer fir den Tram opti-mal fonctionnéieren.

Dobäi ass ausdrécklech ze begreissen, dass den Tram net nëmme vun der Gare aus fiert, mä och bis op den Houwald an op Zéisseng wei-dergefouert gëtt, well do d'Agglomératioun sech an de leschte Jore massiv erweidert huet.

Aus all deenen Ursaache fannen ech d'Investi-tioun an den Tram absolut noutwendeg fir d'Zukunft vun der Stad Lëtzebuerg. Domat gëtt et méiglech, de Verkéier, deen an den nächste Joren duerch wirtschaftleche Wuess-tum an urbanistesche Initiativen an der Stad a ron-derëm der Stad entstoe wäert, op eng intel-ligent Manéier opzefänken, amplaz ëmmer méi Bussen anzusetzen.

Ech hoffen dofir, dass den Tram schnell gebaut gëtt an domat d'Stad méi schéin a méi mobil gëtt. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Fayot. D'Wuert huet elo déi lescht ageschriww-e Riednerin, d'Madame Lydie Polfer vun der DP.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen! Mir wäerten haut à la quasi-unanimité - ech soen „quasi-unanimité“ - e Projet stëmmen, deen d'Bild vun der Stad wäert prägen, jo, verän-ne-eren an, dovu ginn ech aus an dat hoffen ech, d'Liewensqualitéit wäert verbessern.

Jo, et ass e Projet, dee laang gedauert huet. Mä ech si mam Här Negri eens: Dat huet net wierklech geschuet, well an all deene Joren ass vill a vu villen - a vu ganz villen - un deem Pro-jet geschafft ginn! An dee Projet, dee mer haut hei virleien hunn, dat ass wierklech e bessere Projet, méi e kompletten.

Dofir kann ech och elo direkt scho soen, dass ech deem wäert zoustëmmen, an net nëm-men ech, mä meng ganz Fraktioun, esou wéi den Här Gusty Graas et scho gesot huet.

Ech wëll awer och direkt der Madame Lorsché Merci soe fir dee ganz komplette Rapport, dee si gemaach huet, wou si den Historique ge-maach huet. Mä erlaabt mer vläicht, ganz e bëssen dann awer nach méi op den Historique an-zegoen, wann ech soen „verbesseren“, an en - an ech mengen, dat erwaart Der och vu mir - e bëssen an d'Bild ebe vun der Stad och ze set-zen.

Et sinn elo just 50 Joer hier, dass eben den Tram, dee leschten Tram gefuer ass: '64, haut si

mer 2014. Firwat ass en dee Moment ofge-schafft ginn? Et ass gesot ginn: E war dee Mo-ment net méi op der technescher Héicht an déi nei Zäit vun der Mobilitéit duerch den Auto huet sech ugebahnt. Déi ass komm an d'Mobi-litéit ass ganz staark duerch den Auto geprägt ginn.

Mä dat war nach net de Problem u sech. Wéini huet de Problem sech ugebahnt? Wann ech soen „Problem“, dann ass et wéi ëmmer: En-gersäits ass et e Problem an anerersäits ass et eppes formidabel Positives. Dat formidabel Po-sitivt ass, wéi op eemol an den Enn 70er, ufanks 80er Joren d'Stad Lëtzebuerg sech zu deem entwéckelt huet, wat sech elo an deene leschten 30 Joer nach vill méi entwéckelt huet: zu enger vun den Europahaaptstied als Finanz-zentrum, déi en enorm Développement an eng enorm Attraktivitéit hat.

Wéi gesot, dat war fir ons allegueren! A mir liewen haut - a mir liewe gär a mir liewe gutt! - vun där formidabler Attraktivitéit an deem Dé-veloppement. Mä gewëss hu mer awer och al-leguer relativ schnell gesinn, datt dat och seng Grenzen hat an datt huet misse géigegesteiert ginn. An Dir hutt et kuerz ugeschwat, jo, schonn an de 70er, an den Enn 70er Jore sinn an der Stad Lëtzebuerg déi éischt Foussgänger-zone gemaach ginn, fir deen autofräie Raum ze schafen, deen d'Leit och gefrot hunn.

Ech muss mech allerdéngs erënnere och, an dofir, fir d'Bild komplett ze maachen, muss ech dat awer och ënnersträichen: D'Stad Lëtze-buerg huet an all deene Joren a besonnesch och an deenen 80er Joren, wou ech kann en connaissance de cause schwätzen, alles ge-maach, fir deene méi negativen Tendenz vun där Entwécklung vun onser Stad entgéint-zewirken. An dat ass no baussen an no ban-nen.

Wann ech „no baussen“ schwätzen, dann den-ken ech do virun allem un d'Schafe vun dem Contournement, vun dem Contournement nom Ostdeel vun der Stad, dat, wat et bis an d'90er Joren net ginn ass! An ech ka mech haut nach ganz gutt erënnere, wien derfir war a wien dergéint war. Ech wëll mer net virstellen, wa mer haut dee Contournement net hätten! Ech ka mech nach ganz gutt erënnere, wéi iwwert d'Place de l'Étoile de ganzen Transitver-kéier, deen aus der Belsch komm ass an dee wollt an Däitschland fueren, wéi deen iwwert d'Place de l'Étoile huet misse fueren. Dat war bis an d'90er Joren. An och dat hu mer als Stad Lëtzebuerg missen duerchboxen!

An ech kann haut nach nëmme dem Minister Schlechter wierklech Merci soen, fir gehollef ze hunn, déizäit mat der CSV an der Regierung, mä wou hie sech zum Deel géint seng eege Leit huet missen duerchsetzen, fir datt dee Contournement an nach anerer - an nach ane-erer! -, fir datt dee Contournement gemaach ginn ass.

Dat nämlecht gëllt fir d'Rocade de Bonnevoie, déi erlaabt huet, datt mer och deen Transitver-kéier aus der Stad erausgeholl hunn. Ech wëll net mer virstellen, wa mer deen net haut hät-ten, an do wëll ech nodréiglech nach eng Kéier dem Minister Goebbels Merci soen, deen dat - dee Moment ass et du scho méi einfach gaan-gen -, deen dat duerchgezunn huet.

An ech wëll mer och ons Stad net virstellen, wa mer net den Tunnel ënnert der Stad hätten! Ech wëll mer net virstellen, wéi dann d'Ver-kéierssituatioun an der Stad wier. An do wëll ech dann nodréiglech dem Minister Kohnen Merci soen, dee sech dofir wierklech staarkge-maach huet. Dat nëmme, fir e puer Mooss-namen ze soen, déi mer no bause geholl hunn.

Mä domat hu mer net opgehalen. Mir hunn och no bannen, an der Stad déi Moossname geholl, fir eben deen Trafic, deen effektiv... An ech kéint elo mat den Zuelen hei operéieren, mä Dir hutt der scho vill héieren, ech wëll lech net doutmaachen, ech soen der nëmme e puer. Huele mer d'Autoen: 1972 waren - am ganze Land elo, ech hunn déi vum ganze Land - 140.000 Autoen ugemellt, 1982 waren et der schonn 170.000, 1992 waren et der 290.000 an haut sinn et der 370.000, nëmme wat d'Pri-vatautoen ubelaangt, an nach vill méi, 480.000, wann een all d'Gefierer hält. Nëmme fir ze soen, mat wéi enge Situatiounen mer be-faasst waren!

A mir hunn also intern - an ech schwätzen ën-nerst dem Contrôle vun der Madame Brasseur, déi och no dem Här Bourg Verkéiersschaffen eng ganz Zäit war, an dem Här Meyers, deen als Alleréischte Verkéiersschaffe war -, mir hunn intern déi Moossname geholl zesummen, fir eben de Verkéier effektiv, wéi soll ech et soen, ze „bändegen“ an an de Grëff ze kréien, sief dat duerch Opfangparkingen, déi mer natier-lech nach net esou wäit aus der Stad, mä awer relativ schonn um Rand vun der Stad gemaach hunn, sief dat duerch d'Route d'Arlon.

Oder eng éischt Moosssnam - enfin, eng éischt Moosssnam -, eng Moosssnam, déi fir d'éischte Kéier d'Masse beweegt huet: wéi mer de Glacis payant gemaach hunn. Ech ka mech un zwee dee Moment jonk an dynamesch sozialistesche Conseillere nach gutt erënnere,...

(**Interruption**)

...déi zwee Nimm gi mat „K“ un -, déi demons-tréiert hunn, wat mir ons géifen erlaben, de Parking Glacis payant ze maachen, dat wier dach wierklech allerhand.

Dat war '83, wou mer, wéi gesot, ëmmer an deem nämlechten Trend virgaange sinn,...

(**Interruptions**)

...fir d'Autoen aus der Stad méi a méi erausze-halen: Opfangparkingen, de Parking résiden-tiel, dee mer an den 90er Joren - an d'Madame Brasseur ka sech gutt erënnere -, dee mer an den 90er Jore schonn ugefaangen hu vum Zen-trum hier. An elo sinn ech an den 90er Joren.

(**Brouhaha**)

► **Plusieurs voix.** - Pst!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Ech hunn dat hei misse soen, fir wéi gesot deen Historique e bësse komplett ze maachen a fir ze weisen, datt d'Responsabel aus der Stad Lëtzebuerg sech scho ganz laang ganz vill Suerge gemaach hunn a permanent Initiative geholl hunn, fir eben deen ëmmer méi grouse Verkéier vun där ëmmer méi grousser Attraktivitéit vun där ëmmer méi wichteger Finanzplaz iergendwéi anzedämmen.

An Enn den 80er Joren ass souguer vum engem „Minimetro“ geschwat ginn. Déi Diskussioun war awer du relativ schnell eriwwer. An du kouw ufanks den 90er Joren dat, wat d'Ma-dame Lorsché jo och seet, du kouw den Tram, kouw d'A.s.b.l., e modernen Tram fir d'Stad Lëtzebuerg.

Mä wéi gesot, domat ass et net ugaangen. Laang virdru war et schonn ugaangen. A mir als Stad Lëtzebuerg, mir hu permanent mat der Regierung geschafft, fir déi beschtméiglech Léi-sungen ze fannen, fir deem ëmmer méi grouse Verkéiersopkommen, wat eben, ech ënnersträichen et, déi positiv Säiten awer vun der Entwécklung begleet huet, fir deem Meeschter ze ginn.

An da kommen ech, do komme mer op d'Lux-Traffic-Etüd, déi '93 gemaach ginn ass. Déi vun der Stad Lëtzebuerg gedroe ginn ass! Et ass net, datt dat eppes gewiescht wier, wat ausser der Stad Lëtzebuerg gewiescht wier. Déi hu mir mat gedroen, déi hu mir mat bezuelt! An do koumen, do si Saache proposéiert ginn, déi ef-fektiv vun deem Moment un op..., wéi soll ech soen, wou ee sech awer Gedanke gemaach huet. An ech war ganz frou, wéi virdrun den Här Wiseler gesot huet: „Ech war keen...“. Wéi hat Der gesot? Ech war kee Fetischist?

(**Interruption**)

„Ech war kee Fetischist vun dem Tram.“

Ech ka mech erënnere, de Xavier Bettel, deen huet virun zwee Joer hei gesot, hie wier kee Fa-natiker vun dem Tram gewiescht. Mä, an ech mengen, dat éiert een och, wann een iwwer eng wichteg Problematik nodeckt, datt een all d'Facettë vun enger Medail kuckt, déi positiv an och déi, déi emol kéinte méi komplizéiert sinn.

A wat war, an da kommen ech op déi wierklech essenziell Mériten, déi d'Stad Lëtzebuerg huet, wat war eng vun deene Suergen, déi mer ha-ten? Mir haten nämlech ugefaang an den 90er Joren, ganz am Ufank hu mer eng komplett Re-form vun eise Busservice gemaach, genannt d'Brändli-Reform. Eng komplett Reform vun ei-sem Busservice, déi gemaach huet, datt dee Busservice vu Joer zu Joer méi attraktiv ginn ass an och méi produktiv. Och do kéint ech lech mat Zifferen dengen.

Wa mer 1989 11 Milliounen Leit transportéiert hunn, dann hu mer der 1990 schonn 13 Mil-liounen transportéiert. 1991 waren et der 15 Milliounen. An haut, lauschtet gutt no, haut sinn et der 37 Milliounen Leit, déi mir am Joer mat de städtesche Bussen, an elo schwätzen ech nëmme vun de städtesche Bussen, trans-portéieren. Ech brauch lech jo net ze soen, datt dat e Coût huet. Ech brauch lech jo net ze soen, datt dat e Coût huet! Eise Busservice, dee kascht d'Stad Lëtzebuerg iwwer 70 Milliounen d'Joer.

An da kommen ech, wann ech kann äntwerten dem Här Wiseler, wou Der gesot hutt - ech sprangen elo e bëssen, mä ech bleiwen awer beim Fue-dem -, wou Der gesot hutt, wéi ass et da méiglech, datt den Här Minister Bausch



konnt soen, fir déi zweet an déi drëtt Etapp, do wieren elo d'Gemengen net direkt an d'Stad Lëtzebuerg net direkt derbäi. Also fir déi zweet schéngt et mer jo evident, well déi zweet Etapp, dat ass jo déi, déi op den Héienhaff geet. Dat ass jo guer net méi, dat ass jo net méi op dem Territoire vun der Stad Lëtzebuerg. Déi, déi op d'Cloche d'Or geet, déi ass zum Deel, déi ass zwar 80% op eisem Gebitt.

Mä, ech mengen, déi Grondiddi, déi de Minister Bausch wollt domat ausdrécken, war, fir ze soen, hei ass awer elo wierklech eng Gemeng, an déi, déi bidden Wäitem am meeschten investéiert an den ëffentlechen Transport, an an den ëffentlechen Transport net nëmme vun hire Bierger, mä vun der nationaler Communautéit! An dat ass jo dat, wat an deemem Projet esou positiv ass.

An un deemem Projet huet den Här Wiseler, an dat well ech wierklech awer soen, e ganz grouss Mérite. Hien huet an deene leschte Jore ganz vill pädagogesch gewierkt an en huet vill explizéiert, an den Här Bausch, muss ech soen, huet en awer nach verbessert...

(Hilarité)

Mä wat un deemem... Ech mengen, et muss een d'Kanner beim Numm nennen.

(Interruptions diverses)

Mä, wéi gesot, dem Här Wiseler säi Mérite ass ganz grouss an deemem Dossier. Mä wat den Här Bausch wollt soen, dat ass, dass en einfach unerkennt, dass et hei eng Gemeng gëtt, quitta dass et d'Hauptstad ass, déi en enormen Effort iwwer Joren, iwwer Joréngte gemaach huet fir den ëffentlechen Transport. An dat dat do e Punkt ass, deen een an der nationaler Diskussioun awer muss vläicht abréngen. Esou hunn ech et op alle Fall verstanen. An an deemem Sënn hunn ech et och ganz guttgeheescht.

Ech kommen awer elo drop zrëck, wat eng vun eisen Haptsuerge war. An herno kommen ech op de BTB zrëck. Firwat, wat hu mir gefaart? Oder wat... Net gefaart, mä wat war eng vun eise Froen?

Dir musst wëssen, dass mir an der Stad Lëtzebuerg haut schonn - haut schonn! - en „modal split“ hu vun tëschent 32 an 33%, eleng iwwert den ëffentlechen Transport! Wann een dann derbäihëlt, obscho mer do keng genau Zuelen hunn, mä ech ginn awer elo emol dovun aus, 3 bis 4% mat dem Vëlo, da si mer hei an der Stad Lëtzebuerg haut scho bei engem „modal split“ tëschent 35 a 36%. Dee Service ass opgebaut - an et ass de Mëtteg e puermol duergeluecht ginn - op effektiv en extrem performante Service fir d'Awunner aus onser Stad.

An eng vun eise Froe war vun Ufank un: Wéi gi mer domat eens, fir dass - an ech mengen, dass ass jo awer ons Responsabilitéit - d'Bierger vun der Stad net op eemol e manner gudde Service kréien an doduerch den „modal split“, dee mer op nationalem Plang bei 25/75 upeilen, dass deen erofgeet? Well dann hätte mer net vill geschafft. Dofir eis Froen, an déi kennt Der - an ech ziele se awer elo net méi op, well et ass awer scho spët -, déi sinn an all deene Motiounen, déi mer am Gemengerot an all deene Jore geholl hunn, opgezielt ginn.

Natierlech, an den Här Wiseler huet et och gesot, natierlech ass de Käschtepunkt, dat war och ee Punkt. Mä de Service, dee mer eise Bierger, eise Bierger an all deenen, déi ons net nëmmen d'Freed an d'Eier maachen, mä déi ons alleguerten, der nationaler Communautéit d'Freed an d'Eier maachen, heihinner schaffen ze kommen, wéi kënne mer dee Service garantéieren?

Ech hunn elo ee Wuert gesot vun dem Service, dee mer ginn. Dee Service gi mir, dee Service gëtt och den RGTR. A wéi esou oft am Liewen, d'Saache ginn a se ginn, op eemol si se esou gutt, dass se op eemol awer vun deem Gudde kuerz un der Schnell sinn, fir ze vill ze sinn. A genau op deem Punkt si mer mat de Bussen.

Mat de Bussen zum Beispill an der Aler Avenue. Kennt Dir lech virstellen, dass moies oder owes, mä ech huelen elo emol moies, an de Stoussstonnen, an enger Stonn 145 Bussen tëschent der Gare iwwert d'Avenue de la Liberté an den Zentrum fueren? Dat ass all 25 Sekonnen ee Bus! Dat mécht, dass d'Loft do effektiv, an d'Madame Loschetter huet d'Zuelen all ganz gutt gesot am Detail, dass d'Loft, dass mer do all Wäerter iwwerschrott hunn.

Net nëmmen, dass mer d'Wäerter iwwerschrott hunn, mä och d'Organisatioun vun deem ëffentlechen Transport kënne mer net méi esou organiséieren, wéi e modernen, effizienten ëffentlechen Transport dat fuerdert. Den Tram zum Beispill, mat all dräi Minutten, gëtt méi

Wach, fir op deene Kräizungen, wou dann eben och den Auto nach duerchfiert, fir dass ze organiséieren. Ofgesinn dovun, dass d'Capacitéit natierlech vun enger Rame ganz, ganz anescht ass.

Ech kommen elo nees zrëck op de BTB. Wat war beim BTB net gutt? A firwat ass en och net duerchkomme? D'Madame Lorsché hat ee Moment gesot, hätte mer - wat war et? - 1996 oder 1997 et gestëmmt, da géife mer haut hei net setzen. Entschëllegt, mä dass net wierklech wouer, well de BTB hätte weder da geklappt, en hätte net kënne goen. En hätte net kënne goen!

An en ass net nëmme gekillt gi vun der CFL, en ass gekillt ginn, an dat steet schwaarz op wäiss an dem Rapport vun den Ingenieuren - ech well elo den Numm net soen, well ech kengem well onbedéngt schueden -, mä et ass awer relativ cocasse, dass et deen nämlechte Büro war, deen d'Etude gemaach huet fir de BTB, deen 2005 an där Etüd, déi nees eng Kéier vum deemolegen Transportminister, dem Här Lux, an der Stad Lëtzebuerg an Optrag ginn ass, déi mer duerno nennen, déi duerno den Ulass war fir dee Projet, dee mer haut hunn, et ass an där Etüd, wou kloer gesot ginn ass, dass de BTB net hätte kënne fonctionnéieren, souwuel aus technesche wéi aus Sécuritétsmoossnamen. Dat muss een awer einfach fairerweis soen, an dat steet schwaarz op wäiss do.

Dofir hat ech virdrun erkläert, mir hunn Zäit gebraucht, mä de BTB wier och dee Moment... Well, wa mer et esou gemaach hätten, ofgesinn dovun - an dat konnt e Laie schonn dee Moment agesinn, dass dat jo net konnt goen -, dee war jo drop aus, dass en Zuch vun der Schinn an dem Takt mat dem internationalen Trafic op eemol duerch d'Stad géif fueren an op där anerer Säit nees op d'Schinnen an am internationalen Takt misst matfueren.

Entschëllegt, mä wéi gesot, ech sinn net Ingenieur an ech kann och net zu allen technesche Froe Ried an Äntwert stoen, mä dass do war awer och fir mech evident, dass dat do ganz schwéier ze erreche wier, wëssend, dass an der Stad en och nach hätte misse stoppe fir eng Fra, déi mat der Kannerkutsch iwwert d'Schinn geet oder fir Leit, déi iwwert d'Schinn ginn.

Dofir: Klammer ronderëm de BTB. D'Iddi war gutt gemennt. Mir hu se jo matbezuelt, fir se op d'Blat ze kréien. Mä en hat ebe Schéinheitsfeeler, déi gemaach hunn, dass och d'Madame Delvaux, déi dee Moment Transportminister war, kee Projet de loi déposiert huet. Dofir, et muss ee scho mat Virsiicht déi Saache kucken.

2006 ass et dunn - an ech maachen et kuerz, Dir hutt schonn alles gesot -, 2006 ass du wierklech zesummen dru geschafft ginn. De Minister Wiseler huet d'lescht Joer am Oktober de Projet presentéiert. De Minister Bausch huet am Januar dee Projet an deemem Sënn, an da soen ech dat, verbessert, dass e méi kloer gesot huet - quitta dass déi Etappen och bei lech virgesi waren, Dir hutt ons dat op alle Fall ëmmer versprach -, dass déi Etappen och kéimen, déi op den Héienhaff, déi fir mech essenziell ass, wann ee bedenkt, dass d'Nordstrooss awer och elo d'nächst Joer soll faerdig ginn. Déi Strooss ass jo net gebaut ginn, ginn ech emol dovunner aus, dass keen driwwerfiert.

A mat allem Respekt an hoffentlech, dass der vill den Zuch huelen an op dem Pont-Rouge erausklammen, an net mam Auto kommen. Mä wa se 2015 opgeet, da wäerten awer och eng Rei Leit op där Strooss an d'Stad kommen. An dofir wier et essenziell an ass et essenziell, dass esou schnell wéi méiglech déi zweet Etapp op den Héienhaff gemaach gëtt. Dofir verstitt Der, dass mir nëmme kënne begreifen, wéi de Minister Bausch gesot huet, dass wier vun der Regierung hier och eng éischt Prioritéit.

An dann déi aner Etapp, déi aner op d'Cloche d'Or. Ech mengen, och do brauch ech net vill ze soen, dass dat fir eis essenziell ass, an dass dat do ee vun deene Punkten ass, mat dem Kierchbiere, wou an deenen nächste Joren déi meeschten Aarbechtsplaze wäerte kommen.

Mir hunn eben eng Stad, a mir kënne eis nëmmen driwwer freeën, déi ganz attraktiv ass. Déi, souwuel wat d'Populatioun ubelaangt, wierklech an deene leschte 15 Jore enorm sech dévoppéiert huet, vun 80.000 op haut 104.000 Aarbechtsplazen, déi enorm an d'Luucht gaange sinn. Déi brauch ech lech net ze soen. National hu mer 380.000, 385.000 Aarbechtsplazen. Eleng dovun ass bal d'Halbschent hei an der Stad! Dass dat eng enorm Konzentratioun ass, weess jiddwereen.

An dass mer dofir en zesummenhängend Mobilitétskonzept hunn, dass sech net op d'Stad beschränkt - an do sinn ech d'accord mat all deenen, déi dat hei gesot hunn, et ass eng Evidenz -, dass ka sech net op d'Stad begrenzen, dass muss vun allen Ecken aus dem Stat esou koordinéiert sinn, dass déi meeschte Leit méig-

lechst kënne en effizienten ëffentlechen Transport huelen. Eleng esou kënne mer garantéieren, dass et muer sech och an dëser Stad nach gutt ootme léisst, dass een eng gutt Mobilitéit huet, fir eben déi Attraktivitéit ze hunn, déi mer jo wëllen, net nëmme fir d'Stad, mä fir dëst Land ebe garantéieren.

Sou, ech mengen, ech hätte elo zu deene meeschte Punkten eis Positioun kloergemaach. Dir kennt sécher sinn, dass mir alles wäerte maache fir déi Punkten, déi nach opstinn... Well ech mengen, de Wëllen ass kloer, an ech si frou an ech freeë mech, an d'Madame Loschetter huet et och scho gesot, ech freeë mech, dass dat esou eng grouss Ennerstëtzung fënn. Mä natierlech sinn nach Punkten ze beschwätzen.

Ech mengen, mir hunn ons engagéiert zu engem Drëttel fir déi Zommen, déi hei genannt sinn. Bei 345 Milliounen, 230 fir de Stat, 115 fir d'Gemeng. Do gëtt effektiv vu Mesures compensatoires dra geschwat. Wéi genau se sinn, wéi importent déi wäerte sinn, ech mengen, dass muss een nach kucken. Mä ech ginn dovun aus, dass mer heibäi, wéi och bei all deenen aneren Devisen, déi mer elo wäerte kréien, alles wäerte maachen, dass mer déi Devisen an déi Zommen do wäerten anhalen.

Mir sinn och eis ganz kloer, dass aus dem GIE LuxTram eng LuxTram S.A. gëtt, déi awer honnertprozenteg an ëffentlecher Hand ass. A wie seet „ëffentlech Hand“, dee weess och, dass mer dem Public musse Rechenschaft ofleeën. Dass fir eis evident.

Mä nach wäerte mer awer versichen, dass esou effikass an esou gutt ze organiséiere wéi nëmme méiglech. D'Fonctionnementskäschten, op d'mannst wat deen éischte Volet ubelaangt, do si mer eis och eens. Wéi et da weidergeet, wann déi zweet an déi drëtt Etapp derbäi sinn, ech mengen, do si mer jo dann do, fir och dat kloerzestellen. Op alle Fall, eis Kollaboratioun ass do assuréiert.

Ech wollt nach vläicht op ee Punkt agoen, deen den Här Wiseler gesot hat. Ah jo, mam Finanzement, do hunn ech lech scho gesot, et schéngt mer evident, dass deen Ausbau do, wou et net an der Gemeng Lëtzebuerg ass, dass mir och do net musse sinn.

Et ass dann d'Fro gestallt gi vum Biberonnage, ob dat fiabel wier. Also erwaart net vu mir, dass ech lech elo hei déi technesch Äntwerte ginn. Just, wann ech gesinn, dass et op enger ganzer Rei Plaze fonctionnéiert - Saragossa schéngt e super Succès ze sinn, e wonnerbart Beispill -, da ginn ech emol dovunner aus, dass déi Technik wierklech sech bewährt huet. A mir wäerten natierlech all Suerg drëms droen, dass dat och bei ons esou ass. Ech mengen, kee vun eis wellt do eppes maachen, wat iergendwéi e Geforepunkt fir eis Bierger géif duerstellen.

D'Indemnisationen. Mat de Commerçanten, do wäerte mer eis zesummesetzen. Ech mengen, dass Wichtigst ass do, et geet elo net, dass hei onbedéngt Sue musse fléissen. Well do weess een, wou een ufängt, mä et weess een net, wou een ophält. Mä et geet drëms, alles ze maachen, dass déi Leit, déi laanscht eben de Chantier sinn, genau wëssen, wéini de Chantier bei hinnen ass, dass dee Chantier och esou laang dauert wéi gesot. Dass se sech also an hire Wueren, déi se kafen, kënne dorop ariichten. An ech mengen, da misste mer dass kënne iwwert d'Bühn kréien. Op d'mannst esou gutt wéi mer eng Rei Chantieren och an deene vergaangene Joren hei an der Stad haten.

Voilà! Dass fir e puer Prezisiounen nach dozou ze bréngen. Mir wäerten op alle Fall vun der Stad Lëtzebuerg alles maachen, dass de Service, dee mer och eise Bierger ginn... Vläicht nach ee Wuert zum Busservice. Jo, de Busservice ass fir ons a bleift fir ons en elementaart, e wichteg Element vun deem Service, dee mer eise Bierger wëlle ginn. A mir wäerten deen, mir müssen, net nëmme wäerten, mä mir müssen en nei organiséieren.

Awer mir wäerte versichen, et souguer nach besser ze maachen, an deemem Sënn, dass mer eppes maachen, wat vun eise Bierger oft scho verlaangt ginn ass, dass heescht net nëmmen all Quartiere mat dem Zentrum an der Gare verbannen, mä och enner sech: vu Gaasperech och op Belair, vu Belair an den CHL. Jee, déi transversal Linnen, alles dat steet op eisem Programm. An, wéi gesot, ech freeë mech, dorunner mat lech déi nächst Joren an deemem Sënn weiderzeschaffen.

Merci.

► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Député-Maire vun der Stad Lëtzebuerg. An domat huet den Här Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci,

Här President, fir d'Wuert. Ech wollt ufänken a fir d'Éischt der Rapportrice, der Madame Lorsché, en décke Merci soe fir déi zwee gutt Rapporten, déi se hei geschriwwen huet an och virgedroen huet.

Ech wollt awer och mengem Virgänger, dem Här Wiseler, Merci soen, mat deem ech jo, mat enger anerer Kap, vill un deemem Projet zesumme geschafft hu virdrun. Ech mengen, mir hunn déi Jore virdrun, ech als Schaffen, als Mobilitétschaffen an der Stad Lëtzebuerg an hien dann als Nohaltegkeetsminister, an deemem Projet hei vill geschafft a vill Iwwerzeegungsarbeit geleescht. Duerfir ass et jo eigentlech net esou erstaunlech, dass dee Projet esou eng grouss Zoustëmmung an der Chamber hei wäert fannen.

Ech freeë mech och doriwwer, also ech sinn och frou gewiescht driwwer, dass déi Diskussioun insgesamt, bis op eng Ausnahm, extrem sachlech war a sech un dat gehale ginn ass, wat d'Wourecht ass.

Ech well och vun hei aus awer mengen engagéierte Beamten alleguerte Merci soen, well ouni déi... Ech hu se, ech weess, dass ech heiansdo... Si hunn heiansdo vill Geduld mat menger Ongeduld, well ech sinn een, dee mengt, d'Projete missten alleguerten iwwer Nuecht goen, an ech sinn ëmmer derhannert. An duerfir hetzen ech vill. An duerfir wollt ech Merci soe fir dat Verständnis an deen immensen Engagement. A selbstverständlech och allen anere Riedner heibannen, déi hei geschwat hunn, fir keen ze vergiessen.

Här President, ech wollt fir d'Éischt op véier essenziell Punkten agoen. An deene Punkte wäert ech och e puer Froen direkt mat beäntwerten, déi gestallt gi sinn. Mä dass sinn déi véier essenziell Punkten, ech mengen, déi wichteg sinn, fir dee Projet ze erklären.

De Mëtteg huet de Claude Wiseler hei gesot, wann et ëm den Tram geet oder ëm esou een Infrastrukturprojet geet, da gi sech vill Froe gestallt, do spille vill Emotiounen mat. Dass richteg. An dass ass och normal, an ech géif och souguer soen, dass ass och gutt esou. Sou grouss Projeten, déi sollen och roueg emotional diskutéiert ginn. Et solle sech vill Froe gestallt ginn.

Dat Eenzege, wat ech just bedauern heiansdo, dass ass, dass déi vill berechtigt Froen, déi sech an der Gesellschaft vun de Biergerinnen a Bierger gestallt ginn, dass déi vu verschidde Leit opgeholl ginn, fir hir politesch Spillercher ze maachen. Dass, mengen ech, ass net esou ganz gutt. Mä fir de Rescht muss ech awer soen, dass e ganze Koup Froen, déi gestallt gi sinn an deene leschte Joren zu deemem Projet, ganz berechtigt waren. An ech mengen, do huet een och ganz kloer positiv Äntwerten dorobber.

Deen éischte Punkt, firwat dass dee Projet do wichteg ass, do well ech nach eng Kéier zrëckkommen op déi Tableauen, déi ech matbruecht hat am Kader vum Hearing, dass ass dee vun de Fluxen, wéi mer se am Land kannt hunn, a vun der Entwécklung och virun allem vum, wat ech nennen, „den ekonomeschen Nerv“ vun eisem Land, deen, an dass ass nun eemol leider esou, zu engem groussen Deel am Zentrum sech de Moment befënn.

Dass soen ech elo net, well ech aus dem Zentrum oder aus der Stad sinn oder well ech mengen, do wären d'Leit besonnesch oder besser wéi anerer, mä et ass eng Realitéit, déi muss een einfach esou gesinn. Jiddwereen, deen an enger Gemeng eng Responsabilitéit hat, dee weess ganz genau, wou déi meeschte Gewerbesteier akasséiert gëtt, a wien dozou bäidréit, dass dat Dëppe vun der Gewerbesteier, wat national verdeelt gëtt, am meeschten, vu wou et am meeschte gespeist a gefëllt gëtt. Dass ass aus der Regioun Zentrum, well do d'Aarbechtsplazen nun emol sinn.

An et ass och esou, dass déi Fluxen duerfir, déi mer vum Verkéier hunn, dass déi alleguer a Richtung Zentrum, dass heescht Stad a Randgemenge ginn. An et ass och esou, dass deen enorme Wuesstum, dee mer haten an deene leschten 20 Jore, sech natierlech och do konzentriert huet.

Mir hunn haut, ongeféier 70% vun den Aarbechtsplazen vum Land sinn an deemem Beräich. An och, wa mer vill Wëllen hunn an och alleguerten hoffen an alles dru wäerte setzen zesummen, fir dass och aner Regiounen sech entwéckelen, a müssen entwéckelen, haaptsächlech am Süden, Esch/Belval mat der Uni oder d'Nordstad, Ettelbréck, Dikrech, dee Raum, dann ass et awer nach esou, dass et nach eng länger Zäit wäert daueren, bis do déi Diversifikatioun esou geschitt ass, dass net méi alles konzentriert ass op den Zentrum.

Den Déngschtleeschungsservice wäert haaptsächlech nach do wuessen. Dass soen alleguerten d'Zuelen an dass beleen och souwiesou alleguerten d'Statistike vun deene leschten zéng,



15 Joer. Ech brauch net wäit an d'Vergaangen-heet ze goen. Kuckt lech nëmmen un, wann der d'Studie vu LuxTraffic huet, da kuckt emol déi Zuelen, déi do als Zeenario haut prognostizéiert gi sinn, déi ware schonn, virum Joer 2000 waren déi schonn erreecht! Dat waren Zuelen, wou gemengt ginn ass deemools, déi géife mer 2010, 2015 errechen. Déi ware schonn am Joer 2000 erreecht!

Kuckt lech d'Zuelen u vum IVL, wou am Fong 2003 gesot ginn ass, d'Land muss sech décidieren op zwee Zeenarionen, en Awunnerzeenario oder e Penderzeenario. An deemools ass gemengt ginn an der Politik, ma da maache mer éischter nach den Awunnerzeenario, well d'Pendler, déi jo natierlech andauernd zu Dausenden eriwuerkommen, déi brénge jo nach en zousätzleche Problem. A wat hu mer erreecht? Mir hunn haut net nëmme schonn den Einwohnerzeenario erreecht, mir hunn déi zwee erreecht. A längstens schonn dépasséiert! Dat heescht, d'Zuele sinn onheemlech an d'Luucht gaangen.

A wann Der kuckt, wouhinner ginn déi Leit alleguerter schaffen, da gesäit een, dat ass einfach en Entwécklungsgebit, dat geet haut vu Leideleng iwwert d'Cloche d'Or, Gare, Uewerstad, Kierchbiere, Findel mat, lénger Hand, nach da Bartreng, Stroossen, muss een och dozouzielen, also déi ganz Bourmicht-Aktivitéitszon, do si wierklech Zéngtausenden Aarbechtsplazen entstanen an et wäerten der nach Zéngtausenden an deenen nächste Joren entston.

Dat heescht, mir hunn Zouwuessrate prognostizéiert um Findel plus 120%, Kierchbiere plus 62%, Hollerech, en neie Quartier, dee ganz wäert entwéckelt ginn, wou et scho Masterpläng gëtt, plus 78%, Leideleng plus 156%, Gaasperech/Houwald plus 70% vun Aarbechtsplaze par rapport zu deem, wat haut besteet. An et ass relativ kloer, wa mer duerfir näischt ënnerhuelen, da wäerte mer risikéieren, wierklech seriö Problemer ze kréien.

An do kënnst och schonn d'Essenz vum Projet. Déi ganz Aktivitéiten, déi ganz Aarbechtsplaze ware bis an d'90er Jore konzentréiert zu engem groussen Deel op der Gare an an der Uewerstad vum der Stad Lëtzebuerg. An déi aner Aktivitéitszone sinn no an no, an den 90er Joren an tëschent 2000 an 2010 hunn déi sech entwéckelt. Dat heescht, mir hunn eng polyzentresch Entwécklung gehat um Gebitt vum der Stad a ronderëm.

An eigentlech ass de Projet, dee mer haut wäerte stëmmen, den Ufank vum enger Vernetzung vun all deenen ekonomeschen Zentren mateneen, mat all deene Pôles d'échanges, et sinn der néng insgesamt, déi dorobber leien, wou den Échange gemaach gëtt tëschent Zuch an Tram, Bus an Tram oder Auto an Tram, wat et och ëmmer ass. An dat ass wichteg.

A wann da gesot gëtt de Mëtteg hei vum Här Reding, en zitëiert de Romain Meyer hei, de Pressesprecher vun der CFL, jo mir kënnen eis hei enger Illusioun higin, den Här Meyer hätt gesot, d'Eisebunn hätt keng Capacitéite méi. Jo, richtig. Dat ass ganz richtig. Ma well dat esou ass - an do hätt Der awer vläicht missen den Här Meyer och bis zum Schluss zitëieren -, well dat esou ass, huet d'Regierung, déi lescht, schonn eng Rei Saache gemaach, zum Beispill d'Péitenger Streck op zwee Gleiser ausgebaut, Richtung Waasserbëlleg ass amgaangen op zwee Gleiser ausgebaut ze ginn, d'Klengbette-ner Streck gëtt komplett moderniséiert.

Ech hu virun zwee Méint, annerhallwem Mount hunn ech d'Beetebuerger Streck, de Gesetzesprojet déposiert, fir déi op véier Gleiser ausbauen. Den Arrêt Pont-Rouge gehéiert do derzou. Et gëtt e fënneften a sechste Quai an der Gare Lëtzebuerg gebaut an esou weider.

Dat heescht, mir baue jo och duerfir d'Capacitéit um Eisebunnsnetz kolossal aus par rapport zu deem, wat et haut ass. An dat si Projeten, déi geschéie parallel zum Tram. Déi Beetebuerger Streck, do ass de Bau virgisi bis 2020. Dat heescht bis 2020, parallel zum Tram, steigere mer d'Capacitéit op der Beetebuerger Streck fir Richtung Süden, wou déi meeschte Fluxe sinn, och a Richtung franséisch Grenz, fir da kënnen nach mat vill méi grouss Capacitéiten och mam Zuch, och aus Frankräich erof, ze kommen.

Dat si Projeten, wéi gesot, déi si schonn zum gréissten Deel déposiert an eng Rei anerer wäerten deposiert ginn. D'Gare Ettelbréck wäert ech an deenen nächste Wochen deposieren. Dee Projet ass fäerdeg. Et kommen nach eng Rei anerer derbäi.

An alles dat zesummen, an dat ass jo dat, wat esou wichteg ass bei deem Projet hei, et ass esou einfach ze polemisiere géint een eenzelt Stéck vun deem gesamte MoDu-Konzept, an deem hei Fall ass et dann den Tram, mä et muss een dat am Zesummenhang gesi mat deem gesamten Investitiounspak an da versteet

een eréischt, wat d'Philosophie hannendrun ass, wat Sënn an Zweck vun deem Ganzen ass.

Da kommen ech zu e puer Saachen, wat mech wierklech ëmmer erëm verdrësslech mécht. Et kann een honnertmol dat nämlech zielen, mä bon, et sinn och Leit, déi wëlle jo souwisou näischt aneschtens gesinn, well déi hunn einfach eng virgefaasste Meenung. Ech schwätzen do net vu Leit dobaussen, mä éischter am politesche Raum.

Wann da gesot gëtt, dee Präis, deen elo, wann Der alles rechent, déi dräi Phasen - also dat heescht, dee ganzen Tracé rechent, da komme mer op ronn 540 Milliounen Euro Käschtepunkt -, dat wär lächerlech, dat wär ënnerdriwwen, et géif eng Milliard kaschten an esou weider. A fir lech ze beleen, mat Projeten, déi realiséiert gi sinn, an net virun 20 Joer, mä elo kierzlech, hunn ech en Tableau ufärdege gelooss.

Do sinn insgesamt néng Projeten drop, dovun sinn der siwe scho realiséiert. Een a Spuenien, de Rescht alles a Frankräich, an deelweis Projeten, déi ganz hei ronderëm sinn, dat heescht, dat si Projeten zu Reims, zu Dijon, zu Tours, zu Brest, zu Angers, zu Saragossa, zu Besançon an Aubange, déi kommen eréischt. Déi eng Projete si realiséiert ginn 2011, 2012, 2013 an 2012. A wann Der hei d'Käschtepunkte kuckt - et si Strecken, total vergläichbar mat deem, wat mir bauen - 11,2 Kilometer, 18,9 Kilometer, 14,8 Kilometer, 14,3 Kilometer, d'Käschtepunkten ënnendrenner 366 Milliounen, 428 Milliounen, 433 Milliounen, 361 Milliounen. An dat wëll ech lech dobäi soen, total am Timing ëmgesat, bannent 30 a 35 Méint alles. Alles genau am Timing an am Devis ëmgesat. Duerfir haalt op, Saachen ze zielen, déi einfach net richtig sinn!

Här President, ech wëll deen Tableau och domadder hei deposieren, da kann all Deputéierten dee kopéiert kréien, da ka jiddweree sech deen emol eng Kéier ukucken.

(M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

► **M. le Président.** - Merci.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - An da wëll ech an engens soen, bei deene Projeten, do sinn der véier derbäi entre-temps, déi ouni Oberleitung bei engem Deel fonctionnéiere schonn. An et gëtt eng Rei Techniken zënter e puer Joer, fir ouni Oberleitung ze fonctionnéieren.

An déi Technik vun deem sougenannten „Biberronnage“, déi gëtt et och schonn zënter e puer Joer. Zum Beispill de Projet vu Saragossa ass an e puer Phase gebaut ginn, dee fonctionnéiert op engem ganz grouss Stéck, deen ass 2011 ugaangen an deen ass a Betrib mam Biberonnage. Et gëtt entre-temps och mindestens eng hallef Dose Firmen, déi sech doranner spezialiséiert hunn, déi déi Systemer do bauen.

Et gëtt déi sämtlech Systemer entre-temps, wëll ech lech och soen, entre-temps och scho bei de Bussen. Zu Genève gëtt et jo en Trolleybus-System an do hutt Der déi nämlech Diskussioun wéi iwwerall an de Stied, d'Leit wëllen déi Oberleitungen ewechkréien. Duerfir ass entre-temps en Trolleybus-System, deen domadder fonctionnéiert. Do gëtt et eng éischt Linn, déi scho gebaut ginn ass. Ouni Problem fonctionnéiert déi.

Elo kann een natierlech ni soen, bei näischt, datt een net vläicht iergendwann eng Kéier kann e Problem kréien. Mä et kann een net hei behaapten - et huet jo och elo keen dat direkt gesot, mä et si Froe gestallt ginn -, datt déi Technik do net géif fonctionnéieren oder esou Hiobsbotschaften duerch d'Landschaft schécken, wéi der déi lescht zwee Deeg geschéckt gi sinn, dat wär geféierlech, do géifen Trafiken explodéieren. Also dat ass einfach net seriö, well déi Projeten, déi Techniken, déi gëtt et schonn an déi fonctionnéieren eigentlech och ganz gutt.

Da wëll ech lech soen zum Finanzement och nach, mir hu jo elo hei e Gesetzesprojet virleie fir deen éischten Deel. Et wäerten zwee Projeten nach nokommen. Deen éischten, dat wäert dee si vun der Streck vun der Gare op d'Cloche d'Or. Firwat grad dat Stéck?

Majo, dat ass warscheinlech dat, wou de Projet am séierste kann deposiert ginn, well déi ganz EIE-Prozedur, déi jo muss gemaach gi bei engem Tram, dat ass déi Prozedur, wou d'Nuisancé gekuckt ginn, ëmweltméisseg, Kaméidi an esou weider, déi ass och gemaach gi bei deem éischten Tronçon hei, déi ass méi opwendeg bei deem Tracé vun der Luxexpo op de Findel wéi Richtung Cloche d'Or.

Mir ginn dovun aus, datt mer do d'EIE-Prozedur méi schnell derduerchréien. An ech dierf awer de Gesetzesprojet eréischt deposieren,

wann déi Prozedur ofgeschloss ass. Mä ech ginn awer dovun aus, datt déi zwee Finanzéierungsgesetzer, déi wäerten nokommen, allen zwee ufanks bis Mëtt d'nächst Joer an der Chamber wäerte spéitstens déposiert sinn an dann och hei kënnen diskutéiert an hoffentlech ofgestëmmt ginn.

Ech kommen dann zu enger Rei Froen, déi gestallt gi sinn am Zesummenhang mam Tram.

Bon, dat Éischt war emol, et ass gesot gi Park & Riden. Ech wëll lech soen, bon, et gëtt jo souwisou am MoDu e ganze Park & Ride-Konzept. Dat gëtt natierlech ëmgesat, wéi et am MoDu virgesinn ass. Ech wëll och hei nach eng Kéier rappeléieren, datt dat MoDu-Konzept an där leschter Legislaturperiod an där Chamber hei wierklech an engem grouss Konsens diskutéiert ginn ass, ëmmer. An datt eigentlech, mat Ausnahm effektiv vun enger Fraktioun, all déi aner Fraktiounen do ëmmer derhannert stoungen. Duerfir ass dat jo och net erstaunlech, datt dës Regierung dat dote Konzept weiderféiert an och déi Park & Ride wëllt bauen.

Dat Eenzezt, wat ech versicht hunn ze maachen an deene leschte Méint, dat ass, fir ze kucken, nach méi Park & Ride vläicht ze kréien a Grenzgebidd, souguer op där anerer Säit vun der Grenz. An ech hunn eng Rei Appeller gemaach, an ech soen och duerfir der Press Merci, haaptsächlech där francophonier Press, déi huet déi eriwuertransportéiert.

An ech kann lech soen, ech kréie mech... Ech wëll net soen, ech ka mech de Moment net méi rette mat Telefonen oder Bréiwer, déi ech kréie vu Buergermeeschtere respektiv Leit, déi soen, ma mir wäeren interesséiert do ze kucken zesummenzeschaffen. Mä d'Demande, also den Intérêt ass ganz grouss, kann ech lech just soen.

An ech hunn eng Rei Rendez-vousen an deenen nächste Wochen. A vläicht ergëtt sech do deen een oder anere ganz interessante Projet wierklech direkt am Grenzgebit, well, wat mer natierlech bei de Park & Ride méi wäit ewech schonn d'Leit opfänken, wat et besser ass, well wat mer se méi wäit opfänken, wat se éischters manner Individualverkéier provozéieren an eisen Uertschaften, an et ass och natierlech ëmweltméisseg gesi ganz sécher och besser.

Dann ass natierlech déi ganz Fro, déi opgeworf ginn ass vum Här Wiseler vum Finanzement vun den Extensiounen. Éischters d'Fro: Jo, wéi maacht Der dat? Wéi wëllt Der dat finanzéieren? An zweetens: Firwat net d'Gemenge mat abezéien?

Ech wëll lech just soen, datt, wann Der déi Extensioun kuckt, da geet vun der Gare op d'Cloche d'Or am Fong de Gros vun dem Tracé op den Territoire nach vun der Stad, e klengen Deel op den Territoire vun der Gemeng Hesper. Et kommen och zwee Arrêten op den Territoire vun der Gemeng Hesper, wouriwwer déi natierlech och frou sinn, well se kënnen dervu profitéieren.

Op där anerer Säit, vun der Luxexpo op de Findel ass et esou, datt den Territoire vun der Gemeng Nidderaanwen beträff ass. Allerdéngs fuere mer net duerch Nidderaanwen selwer. Et ass just d'Gemeng Nidderaanwen. An et sinn eigentlech nëmmen zwee Arrête virgesinn, datt ass deen een um Findel selwer an deen anereren um Parking um Pôle d'échanges Héienhaff.

Ech wëll lech just soen: Mir geet et drëms, déi Extensioun ganz séier ze maachen an net elo mat de Gemengen doriwuer ze diskutéieren, well ech der Meenung sinn, datt dee ganzen Tracé eng national Bedeitung huet, déi absolut immanent ass, aus deem Grond och well grad do, bei den Extensiounen, déi meeschten Aarbechtsplaze wäerten entston. Soudatt ech duerfir der Meenung sinn, datt et wierklech um Stat ass, hei elo derfir ze suergen, datt de Finanzement emol ofgeséichert ass an datt déi Extensioun solle gebaut ginn, well et ass en nationale Projet.

Et sinn och eng Rei Leit, déi gesot hunn dauernd: Den Tram an der Stad, ech si frou iwwert den Tram an der Stad. Et geet hei net ëm den Tram an der Stad. Et geet ëm e wichtige Maillon vun der Cloche d'Or bis op de Findel an engem nationale Verkéierskonzept, deen och vun der ekonomescher Bedeitung hier extrem grouss ass. An ech mengen duerfir, datt de Stat hei muss seng Responsabilitéit iwwerhuelen an, wann e wëllt gär hunn, datt mer wirtschaftlech nach solle wuessen, eis weiterentwëckelen, dann dee Projet elo emol bauen.

Déi ganz Finanzéierungsfro vum ëffentlechen Transport, do sinn ech der Meenung, datt déi muss generell mat de Gemengen diskutéiert ginn am Kader vun der Gemeengefinanzreform, déi jo och an dem nächste Joer usteet. Well ech soen lech: Do geet et net nëmmen ëm den Tram, mä do geet et och ëm de Bussystem.

De Moment kascht den RGRs-Bus de Stat 180 Milliounen Euro d'Joer. An et kann net sinn, datt mer an engem Land bei de Missiounen vun de Gemengen net doriwwer diskutéieren, wat fir eng Gemenge Missioun missten hunn an Zukunft, fir och ëffentlechen Transport ze finanzéieren. Et gëtt der, déi maachen dat. D'Stad Lëtzebuerg ass eng dovunner. An et gëtt och am Süde Gemengen, déi dat maachen am Kader vum TICE.

Ech mengen, mir müssen eng generell Diskussioun féieren iwwert de Finanzement vum ëffentlechen Transport. An da muss gekuckt ginn, net fir all Gemeng, mir fänken net un, all Gemeng un alles ze bedeelegen, mä ech mengen, et muss een awer eng éierlech an eng seriö Diskussioun féieren: Wat sinn déi Gemengen, déi och, souguer ekonomesch gesinn, am meeschten dovun profitéieren, vun deem gesamten ëffentlechen Transport? Wat fir eng sinn dat? Wou ginn d'Fluxen hin? Vu wou komme se? An da musse mer do eng aner Opdeeling kréie wéi haut.

Mä ech wëll keng Zäit verléieren, soen ech lech, beim Bau vun deenen Extensiounen, well ech der Meenung sinn, datt dat national extrem wichteg ass, déi ze bauen, aus all deene Grënn, déi ech genannt hunn. An duerfir sinn ech der Meenung, datt de Stat dat soll iwwerhuelen.

Et ass och esou, datt um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, wat elo deen Deel uewen ubelaangt, da kommen ech och op déi Fro „Stadion“ vläicht kuerz ze schwätzen, d'Stad Lëtzebuerg huet jo e ganze Koup Terrainen opkaaft, net nëmmen den Terrain vum Stadion, mä se huet och den Terrain kauft, deen eis erlaabt, de Park & Ride dropzesetzen, inklusiv dem Remisage, dee soll do gemaach gi vum Tram an Zukunft. Wann d'Stad Lëtzebuerg déi Terrainen net kauft hätt uewen, dann hätte mer vill méi Schwieeregkeeten.

Dat Eenzezt, wat mer musse maachen, dat ass effektiv, datt mer d'Strooss licht réckelen. Mä dat hunn ech awer och deemools gesot, wéi mer iwwert de Projet diskutéiert hunn. An do sinn och scho Gespréicher gefouert ginn. Dat ass och duerchweegs machbar. Dat heescht, d'Strooss, déi virgesi war, gëtt wierklech ëm 25 oder 30 m, 40 m geréckelt par rapport zu haut. An dat ass awer duerchweegs am Projet machbar. Mä ech mengen, fir de Rescht ass et wichteg gewiescht, datt mer déi Terrainen do kritt hunn an zum richtigen Zäitpunkt kritt hunn, fir kënnen all déi Projeten do ze realiséieren.

Dann ass d'Fro gestallt ginn: Firwat 2017? Wou kënnst déi Iddi hier, fir 2017 en éischten Deel a Betrib ze huelen?

Majo, et ass ganz einfach. Den Arrêt Pont-Rouge soll 2017 fäerdeg sinn. An den Tracé vum Tram ass bis 2017 ganz sécher fäerdeg bis op d'Rout Bréck. Vläch och souguer méi wäit. Ech mengen do, dat muss een elo gesinn. An et mécht awer dann duerchweegs Sënn, wa mer zwee Pôles d'échanges awer dann hunn, nämlech de Pont-Rouge an och dee vun der Luxexpo.

Well ech wëll awer drun erënneren, 2015, d'nächst Joer, geet d'Nordstrooss op! A mir baue jo nach en zousätzleche Park & Ride och uewen, wou d'Nordstrooss erauskënnt, mat enger Capacitéit vu 500 Plazen. Haut hu mer der do nëmmen 300. Dat heescht, dee gëtt ëm 200 erweideret. Dat geet natierlech largement net duer. Duerfir kënnst jo och herno nach den Héienhaff bäi.

Mä dee Pôle d'échanges Luxexpo och mat de Bussen dohinner, dee fonctionnéiert awer schonn. An et mécht duerchweegs Sënn an et ass och duerchweegs technesch machbar, duerfir deen éischten Deel vum Tracé vum Tram schonn do fueren ze loossen op deem Deelstéck.

Ech kann lech och soen, dat ass ofgeschwat mat dem neien Direkter a senger Équipe vu LuxTram. Dir wësst, mir hu jo den neien Direkter agestellt, den Här von der Marck, deen ass och, war op alle Fall dee ganze Mëtteg hei op der Tribün, fir nozelauschteren, an dee Mann huet vill Erfahrung an de Projeten. Deen huet de Stroossbuerger Tram ganz gebaut. Hien huet zu Nice gebaut. E war do och laang Zäit Direkter. An dat ass genau studéiert ginn, datt ass technesch duerchweegs machbar, datt een dat fuere léisst.

Mir fänke jo och souwisou un um Kierchbiere mat bauen, well dat Éischt, wat muss gebaut ginn, ass de Centre de remisage uewen um Kierchbiere, well dat um Ufank vun där éischter Linn ass. An da gëtt vum Kierchbiere erof ebe gebaut.



An da wëll ech lech soen: Um Kierchbiereg ass den Tracé ze bauen net ganz komplizéiert, well do ass d'Infrastruktur esou gemaach ginn. An do wëll ech iwwregens och nach engem anere Minister Merci soen, nämlech dem Här Grethen, deen deemools, in weiser Viraussiicht, wéi en de Kierchbiereg do ëmgebaut huet déizäit als Bauten- an Transportminister, derfir gesuergt huet, datt den Tracé um Kierchbiereg esou gebaut gëtt, datt ënnendrënner d'Leitunge scho verluecht waren oder esou geluecht waren, datt se herno spéiderhin en Tram net géifen hënneren. Soudatt do de Chantier ze maache relativ einfach ass an et duerfir och, wéi gesot, Sënn mécht, mindestens dat unzestriewen.

Ech mengen, dat ass eng Optioun, déi dran ass. Mä d'Hauptzil ass awer net elo, fir sech just dorobber ze focaliséieren. Ech wëll lech soen: Mir kucken, esou schnell wéi méiglech weiderkommen insgesamt mam Bau. Dat hänkt bei den Extensioune jo och vill dovunner of, wéini déi aner Gesetzter kënnen gestëmmt ginn, wéi schnell mer dat hikréien.

Dann nach d'Fro vun der Indemnisation um Commerce. Ech mengen, d'Madame Polfer huet zu Recht gesot, datt, wann een un Indemnisation denkt, dann heescht dat net ëmmer Geld. An ech muss lech soen: Ech hunn zwou Réunionne scho gehat zesumme mat der CLC, mat der Confédération du commerce, a mat dem Stater Geschäftsverband, zwou ganz gutt Réunionnen. An iwwregens wëll ech soen, datt vun deenen hirer Säit hier, déi sinn absolut Demandeur, datt de Projet elo zügeg ëmgesat gëtt. Déi sinn en faveur vum Projet.

A mir hunn och décidéiert, gemeinsam, et gëtt en Ad-hoc-Aarbechtsgrupp agesat nëmme fir d'Commerçanten, déi regelmeisseg sech gesinn. Dat heescht, si kréien e speziellen Uspriechpartner, och bei LuxTram, well et ass jo evident, haaptsächlech op engem Deel vum Tracé sinn d'Commerçanten natierlech dovou betrëff.

A wat si mer awer och gesot hunn an deene Sätzungen, dat ass, natierlech muss een och kucken, iwwer eng Indemnisation ze diskutieren, an ech mengen, an do wëll ech dem Här Wiseler ganz kloer soen, d'Regierung geet éischter de Wee, fir eng Exceptiounsgeschicht ze maachen, net bei alle gréissere Chantieren. Dat hei ass jo e Chantier vun enger extra Envergere, fir deen een natierlech muss och extra Mechanisme virgesinn, wéi et iwwregens och an allen anere Stied de Fall war.

Mä, wat se mer awer och gesot hunn, dat ass, wat si brauchen, dat ass net onbedéngt ëmmer Geld, mä éischter zum Beispill och Sachleeschungen. An do hu se mer e Beispill ginn: Wann den Tracé an der Avenue de la Liberté zum Beispill gebaut gëtt an doduerjer während där Bauphas do d'Accessibilitéit zum Beispill zu verschidde Stroossen net esou gutt ass, ob een dann net, während där Zäit, verschidde Parkhaier ronderëm op der Gare kéint zum Beispill gratis maachen, fir hinnen entgéintzekommen, während där Phas, wou do geschafft gëtt, während deene puer Méint, wou do an deene Stroosse geschafft gëtt.

Dat heescht, dat kënnen duerchweegs och Saache sinn, déi einfach just dozou féieren, datt eigentlech d'Commerçant geholfel kréien an der Stad, fir datt am Kader vun deem Chantier och awer hiert Geschäft uerdentlech ka fonctionnéieren.

Déi Fro vun der LuxTram S.A. an der Exploitation: Firwat si mer op dee Wee gaangen? Mä mir hu relativ vill doriwwer diskutéiert. Mir hunn och all d'Varianten duerchdiskutéiert. Mä mir sinn awer zur Konklusioun komm, relativ séier, datt aus villfacher Hisiicht et Sënn mécht, op dee Wee ze goen, well éischstens, do gëtt et de Moment eng Equipe mam Här von der Marck un der Spëtzt als Direkter, dat si Fachleit. Firwat soll een déi net dat iwwerhuele loosse?

Dat Zweet ass: Mir hunn ons gesot, et ass wichteg, datt hei d'effentlech Hand eng Mainmise dauernd op deem Projet behält, och fir d'Zukunft, virun allem och wéinst der Bedeutung, déi en huet, esou wéi ech se virdru beschriwwen hunn. A juristes ass et och méiglech, dat ze maachen. Mir kënnen LuxTram an eng privatrechtlech Gesellschaft ëmwandelen. Dat gëtt dann eppes Ähnlech wéi lux-Airport, just fir den Tram. Ech mengen, lux-Airport ass jo och eng SA, déi zwar zu honnert Prozent der effentlecher Hand gehéiert, déi awer privatrechtlech fonctionnéiert, an déi kann duerchweegs herno och de System exploitéieren.

Da wollt ech nach eppes soen zu de Kompenséierungsmesuren an zu dem Centre de remisage. Déi Geschicht mat der Kollaboration mat der Eisebunn respektiv Bouneweg.

Bon, éischstens muss ee wëssen, datt de Centre de remisage, wann een deen éischten Tracé wëllt fuere loosse, um Kapp muss si vun der Linn, entweder déi eng oder déi aner Säit. Bon, logescherweis, déi éischt Linn geet vun der Luxexpo op d'Gare. Dat heescht, op der Gare selwer ass jo wierklech keng Plaz, fir en ze maachen. Donc huet ee missen op déi aner Säit goen. Et sinn awer och nach eng Rei aner Sitë gekuckt ginn. Et ass och gekuckt ginn, ob ee méi léns vum Kierchbiereg nach kéint Sitë fanen. Also, et si véier oder fënnef Siten ënnersicht ginn.

Dat huet een och souwisou misse maachen, well do, wou en elo hikéint, dat ass jo en Natura-2000-Gebitt, an do huet jo zu Bréissel misse gekuckt ginn, datt deen Deel erausgeholl gëtt aus dem Natura-2000-Gebitt. A wann een dat wëllt maachen, da muss ee beweisen, datt een alles studéiert huet an datt et guer keng aner Léisung gëtt an natierlech och, datt ee kompenséiert, an déi Kompenséierungsmesurë sinn och virgesinn.

Eng wichteg dovunner ass, datt den CR119 téschent dem Stafelter an der Route d'Echter nach herno zougemaach gëtt. Wéini gëtt en zougemaach? Mä d'nächst Joer, wann d'Nordstrooss opgeet, well dann ass dat souwisou eng Strooss, déi net méi gebraucht gëtt. Haut ass vill Schläichverkéier do, an et ass relativ evident, wann d'Nordstrooss bis gebaut gëtt, da kéint dee Verkéier jo ganz anescht eran. An eleng de Réckbau respektiv erëm dat Zoumaache vun där Strooss do - et gëtt jo mat Punkte geschafft bei de Kompenséierungsmesuren -, well dat matzen am Gréngewald natierlech läit, ass eng ganz wichteg Kompenséierungsmesure, déi gemaach gëtt.

Bon, dat ass op engem Tracé vun 1,6 km. Ech mengen, dat ass scho substanzuell, wat do geschitt. Da sinn e ganze Koup aner Mesurë virgesinn, ech wëll déi net all am Detail hei opzielen. Dat geet vun extra Mesurë fir d'Fliedermais bis d'wëll Kaz. Also, ech mengen, och Opforstung gëtt nach gemaach um Rand. Also, et ass e ganze Pak virgesinn. Dat war an der Kommissioun iwwregens am Detail virgestallt ginn, an Dir kéint lech jo virstellen, datt mer hei besonnesch opgepasst hunn, datt mer déi Mesurë genau bestëmmt hunn.

An dat ass och den Ënnerscheed, et ass oft gesot ginn: Jo, bei der Nordstrooss deemools, do ass och gesot ginn, et géif kompenséiert ginn, et ass ni gemaach ginn. Jo! Éischstens ass et deemools nach keng gesetzlech zwéngend Basis ginn, datt een et muss maachen, an zweetens ass ni genau, ausser am Uelzechtdall, richtig definéiert ginn, wou et soll hikommen. Mä hei ass ganz prezis an enger Etüd, déi gemaach ginn ass, definéiert ginn, wou se solle gemaach ginn.

An iwwregens wëll ech och soen, datt op dem Site luxtram.lu, do fannt Der elo sämtlech Etüden, déi am Zesummenhang mam Tram gemaach gi sinn, dat heescht, esou gutt déi dote wéi och der je, alles ass agescanné ginn a kéint Der lech do downloaden. Dat sinn natierlech zimlech Zuelen, kann ech lech soen. Fir déi, déi interesséiert sinn, déi kënnen sech dat do alles eroflueden, alles liesen. Dat heescht, et soll och kee mer méi ziele kommen: Et gëtt Etüden, déi fënnt een néierens erëm. Déi fënnt een op deem Site erëm. Jiddwereen, deen dat wëllt noliessen, kann dat och dann do noliessen.

Da wollt ech just nach ee Wuert soen zum Stroossebau. Natierlech, an och do huet de Claude Wiseler recht, ass et wichteg, datt eng ganz Rei Stroossen hei och parallel gebaut ginn: de Boulevard de Merl, de Boulevard de Kockelscheuer, also alles dat, wat um Ban de Gasperich gebaut gëtt. Mä awer net nëmme do.

Och den Ausbau vun der Autobunn téschent Diddeleng an dem Gaasperecher Kräiz op sechs Spure gëtt gemaach. Dat ass och aus Secherheetsgrënn wichteg. Ech mengen, den Här Graas huet virdru geschwat doriwwer vu Réckstauen, déi et gëtt, haaptsächlech, an och geféierlech Punkten op deem Deel. Dat huet och mam Multimodal ze dinn, dee mer do bauen zu Beetebuerg, dee jo och soll derzou féieren, datt mer d'Camione vun der Strooss op d'Schinn kréien. Also, alles dat si parallel Projeten, déi geschéien.

A wann hei gesot gëtt: Hei den Tram gëtt just aus ideologesche Grënn gemaach. Ech mengen, datt dat net de Fall ass, hunn ech mat den Zuelen, mat de Beschreiwunge genuch beluecht.

Ma wann da gesot gëtt: Et geet drëms, den Auto aus der Stad ze drängen. Da wëll ech lech soen, Här Reding: Jo, selbstverständlech wëlle mer en Deel Autosverkéier aus der Stad erauskréien. An do si mer hoffentlech awer alleguer Demandeur. Well et mécht kee Sënn, datt mer onnëtz den Transitverkéier duerch d'Stad fuere hunn, an et mécht och kee Sënn, datt, wann een op de Kierchbiereg wëllt, en dann

ëmmer duerch déi ganz Stad kutschéiert, doduerjer d'Stad blockéiert a guer näischt an der Stad wëllt maachen, weder akafen nach do schaffen, datt mer déi erauskréien.

Et mécht kee Sënn, datt mer onnëtz Verkéier an der Stad hunn. Mä selbstverständlech wäert d'Stad total accessibel bleiwe fir den Auto, mä dann awer wierklech fir deen Autosverkéier, dee Sënn mécht an der Stad, an net fir deen, dee kee Sënn mécht. An ech mengen, mir sollen alleguer frou doriwwer sinn.

Op alle Fall soen ech lech, alle Wunnquartieren an der Stad ginn ech awer d'Garantie, datt, wann dee ganze Schläichverkéier, wa mer et fäerdegbréngen, do e gudde Pak erauszehuelen, déi Leit an der Stad Lëtzebuerg wäerten allegueren opootmen an de Politiker dankbar sinn, datt se Léisunge fonnt hunn, fir deen erauszekréien.

A wann Der sot: Ma, da maacht eng Maut, da strooft Der se allegueren. Mä entschëllegt, éischstens emol sinn ech éischter derfir, fir positiv virzegoen an eng Offer unzebidden, datt d'Leit kënnen Choixen hunn, fir op aneres ëmzeklammen.

Mä wann ech de Leit kee Choix ginn, wat géif dat dann notzen, wann ech géif muer eng Maut aféieren oder e Péage? Wat géifen d'Leit da maachen? Da géife se just méi deier bezuelen, fir eranzekommen. Ech ka jo net vun hinne verlaangen, si sollen den Auto op engem Park & Ride stoe loosse, deen et net gëtt, an een Tram huelen, deen et net gëtt, oder e Bus huelen, deen et net gëtt.

Duerfir muss mer deen Invest hei maachen, datt ebe kënnen d'Autoe baussen op de Park & Riden opgefaange ginn an dann d'Leit do an d'Stad erabruecht ginn. An et ass och net richtig, datt d'Leit mussen 27-mol ëmsteigen. An dat Beispill, wat Der ginn hutt, dat ass jo wierklech cocasse. Dir sot, hei, vun Diddeleng, wann een an d'Stad kéint, da misst een an Zukunft vun Diddeleng op Beetebuerg fuere, do ëmsteigen an an der Stad an den Tram.

Mä wat ass dann haut de Fall, wann ee vun Diddeleng mam Zuch kéint? Ma wann Der mam Zuch haut vun Diddeleng kommt, Dir wëllt op de Kierchbiereg kommen, da klammt Der och op der Gare ëm. An ech wëll lech iwwregens och soen, datt haut am städtesche Bus an de Spëttestonne 60% vun de Leit, déi am Stater Trafic fuere, ëmsteiger sinn. Dat si Leit, déi komme vum Zuch oder vum Auto iwwert de Park & Ride, dat sinn also haut och ëmsteiger, dat heescht, do ännert sech fir déi Leit guer näischt.

Dat Eenzegt, wat sech natierlech fir se ännert, ass, si kréien eng vill méi héichwäerteg qualitativ Offer, wéi se haut hunn, an dat ass d'Zil, firwat mer dat Ganzt hei maachen. A wéi gesot, fir hei ze zielen, d'Leit missten herno méi ëmsteigen, dat ass net richtig.

Dat Eenzegt, wat richtig ass, déi ganz lwwerlandbusse ginn ëmorganiséiert. An duerch déi Pôles d'échanges, déi mer haut hunn, si vläicht Leit, déi haut, ech soen emol vum Weste vum Land, losse mer soe vu Réiden, an d'Stad kommen, déi elo e Bus hunn, deen duerch d'ganz Stad, d'Charly's Gare op d'Gare fiert. Dat wäert an Zukunft net méi de Fall sinn. Déi kommen nach bis an d'Stad un e Pôle d'échanges a kënnen do awer ganz bequem ëmklammen. Si hunn all dräi Minutten an de Spëttestonnen eng Verbindung, mat där se dann awer vill méi séier weiderkommen.

Well déi meescht, déi och vu Réiden oder wou komm sinn an op d'Charly's Gare gefuer sinn, déi si jo net do stoe bliwwen, well op der Charly's Gare schafft keen. Déi si vun do mat engem Bus erëm weidergefuert. Et verdeelt sech just. Déi Punkten, wou d'Verdeelung sinn haut, sinn an Zukunft dann aneschtens, mä mam grouss Virdeel, datt d'Leit vill méi rapid a vill besser Verbindungen hunn, wéi se dat haut hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn der lwwerzeegung, datt dee Projet hei als ee wichtige Bestanddeel vun engem Gesamtkonzept e ganz wichtige ass. E ganz wichtige ass, fir datt eis Liewensqualitéit sech verbessert an eise Stied an an den Uertschaften, e ganz wichtige ass fir eis Économie, fir datt eis Économie net den Houscht kritt, well d'Mobilitéit besser an Zukunft fonctionnéiert.

Ech sinn iwwerzeegt, wann de Projet bis eng kéier realiséiert ass a véier, fënnf Joer, da wäerten d'Leit eis dankbar sinn, op jidde Fall deenen dankbar sinn, datt dat haut hei gestëmmt ginn ass. Ech sinn och duerfir frou, datt mer esou eng grouss Zoustëmmung hei kréien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Minister. Domat wäere mer um Enn vun eisen Dis-

kussionen iwwert déi zwee Projeten. An ech géif lech proposéieren, dann noeneen iwwert déi zwee Projet-de-loien ofzestëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6626 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt de Vote iwwert de Projet 6626. D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

► **Plusieurs voix.** - Et geet net.

► **M. le Président.** - Jo, da kucke mir dat. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6626 ass ugehol. D'Resultat ass 56-mol Jo, 3-mol Neen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Octavie Modert), Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

S'est abstenu: M. Aly Kaes.

Ech hat gesot kritt, de Wonsch wier do, fir eng Motivatioun vun der Enthaltung ze ginn.

(Brouhaha général)

D'Wuert huet den Här Aly Kaes, dee wahrscheinlich dann den Auteur vun der Enthaltung ass.

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Euphorie, déi elo vun enger ganzer Rei vu Riedner, natierlech och vum Här Minister, a puncto Tram un den Dag geluecht ginn ass, hält sech bei mir a bei enger ganzer Rei vu Bierger aus dësem Land extrem a Grenzen.

Wann dann den Tram esou wichteg ass fir d'Stad Lëtzebuerg, wéi den Här Minister an anerer dat ëmmer erëm gesot hunn an och elo de Mëtteg nach eng kéier an allen Detailer explizéiert hunn, da wëll ech ganz einfach lech allegueren soen, datt den Ausbau vun der N7...

► **Plusieurs voix.** - Aaaahhh!

► **M. Aly Kaes (CSV).** - ...fir den Norde vun dësem Land mindestens esou wichteg ass wéi den Tram fir d'Stad Lëtzebuerg. Dat ass eben esou, och wann der vläicht manner dat gutt fannen, well der manner vun douewe kommen.

Ben, dat schéngt awer dës Regierung iwwerhaupt net ze interesséieren, well déi Overtüren, déi a sech déi al Regierung gemaach huet a puncto Ausbau op véier Spure vun der N7 am Plan sectoriel «Transports», och wann dat vläicht schwierig Diskussiounen an der Vergaangenheet waren, goufe ganz einfach vun dëser Regierung gestrich. Ech muss lech soen, dat ass eng riicht an d'Gesicht vun de Bierger aus dem Norde vun dësem Land!

Mir brauchen eng N7, déi op véier Spure ausgebaut gëtt, eng N7, déi eng gutt Ubannung un dat europäesch Autobunnnetz a sech muss duerstellen.

(Interruption)

Meng Enthaltung ass och virun allem en Zeeche vu Protest, Roserei an Enttäuschung, wéi den Norde vun dësem Land vun dëser Regierung behandelt gëtt an négligéiert gëtt.

Ech wëll och ganz kloer soen, datt déi Leit, déi elo de Mëtteg iwwer Stau, iwwer vill zousätzlech Aarbechtsplazen an der Stad Lëtzebuerg, ronderëm d'Stad Lëtzebuerg geschwat hunn, a souguer, datt jo virun allem d'Keese vun de Gemenge vum ganze Land jo géifen doduerch geféllt ginn, do muss ech ganz einfach soen: Ma autoriséiert wann ech gléift déi Aarbechtsplazen, déi an anere Regiounen geplangt sinn, autoriséiert déi! Da brauchen eng ganz Rei Leit net an de Stau ze fuere, mä da fänne se ganz no bei hirem Wunnuert - eppes, wat net méi spéit wéi gëschter den Här Camille Gira nach



gesot huet am Kader vun der Virstellung vun de Plans sectoriels -, mä da fannen déi Leit ganz no bei hire Wunnengen eng Aarbechtsplaz!

An ech kann lech soen, d'Flebour, déi Der gestrach hutt, ma moies geet genau op där Plaz, moies geet genau...

► **M. le Président.**- Ech géif de Riedner bidden,...

► **Une voix.**- Wat huet dat mam Tram ze dinn, Här President?

► **M. Aly Kaes** (CSV).- Wann Der erlaabt, Här President, ech sinn direkt fäerdeg!

D'Flebour, déi Der gestrach hutt,...

(Interruption)

...genau do geet de Stau moies un. Wieren do Aarbechtsplazen, kéinte schoonn eng ganz Rei Leit vläicht do, jo, net an de Stau fueren, mä direkt op hir Aarbechtsplaz fueren. Dir gesitt also, et kéint ee vill Problemer léisen, wann een och e bësse Verständnis fir den Norde vun dem Land hätt.

Ech soe Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Den...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President!

► **M. le Président.**- ...Här Nohaltegkeetsminister...

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- D'Debatt ass eriwwer. D'Debatt ass eriwwer! Dat war eng Explication de vote. Ech gesinn net an, firwat d'Regierung elo nach eng Kéier wëllt d'Wuert kréien. „Parole après député“, dat geet net!

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Also ech wëll dem Här Urbany...

(Interruptions)

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- D'Chamber ass souverän!

► **M. le Président.**- Ech wëll...

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Net d'Regierung!

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Ech wëll dem Här Urbany soen, dann invoquéieren ech den Artikel vun der Verfassung, dee mer d'Recht gëtt, an der Chamber zu all Moment d'Wuert ze huelen.

► **M. le Président.**- Jo. Entschëllegt, Här...

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Awer net bei enger Explication de vote!

► **M. le Président.**- ...Här Nohaltegkeetsminister, ech wollt just soen, dass et net nëmmen eleng eng Motivatioun vum Vote war, mä dass och eng Rei vu Saachen an de Raum gestallt gi sinn, wou ech mengen, dass et awer normal ass, dass een der Regierung géif d'Geleeënheet ginn, fir dorop ze reagéieren.

(Interruptions)

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech soen lech Merci duerfir. Ech wëll just nach eng Kéier...

(Interruption)

Ech wëll just nach eng Kéier dem Här Kaes soen, datt - dat hunn ech och schoonn eng Kéier op der Chambertribün hei geäntwert -,...

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Si mengen ëmmer, si missten dat lescht Wuert hunn.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...datt, wat seng N7 ubelaangt - et geet jo ëm d'N7 vun Ettelbréck bis uwechen aus an d'Eislek -, datt d'N7, dee Projet, deen ech de Moment virleien hunn a mengem Ministère, dat ass copie conforme - zu honnert Prozent - de Projet vu mengem Virgänger Claude Wiseler.

An ech wëll lech och soen, Här Kaes, nach eng Kéier: Am Plan sectoriel «Transports» stoung nimools den Ausbau vun der N7 op véier Spuren, wéi Dir dat verlaangt, dran. Wat a mengem Ministère louch bis elo, wat a mengem Ministère louch, wéi ech dohinnerkomm sinn, dat si sécherheetsméisseg Ausbaustécker,...

(Interruption)

...deelweis Contournement vum Uertschaften.

► **M. le Président.**- Wann ech gelift, nach e puer Minutte Gedold. Loosst den Här Minister ausschwätzen!

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Da wär ech frou, wa mer géifen ophalen, hei Saachen ze soen, déi einfach net stëmmen! An dat huet och guer näischt mam Norden oder net Nor-

den ze dinn. Mir bauen net Stroosse respektiv Aktivitéitszonen a Fonctioun vun Norden, Süden oder Osten. Ech wär frou, an dat ass jo awer de Message, dee mer och mat der Landesplanung wëlle ginn, datt mir eis bewosst géife ginn, datt mer nëmmen e klengt Land hunn, e klengen Territoire hunn an datt mer all zesammen...

(Interruption)

...insgesamt an deem Land sollen zesummeschaffen an net no Norden, Osten a Süden oder Weste kucken.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Ech hunn eng Wuertmeldung, Parole après ministre, vum Här Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Esou ass et, Parole après ministre.

Ech wëll just awer zur Kloeerheet soen, wa gesot gëtt, et wär näischt virgesi gewiescht an dem Plan sectoriel, datt an der leschter Versioun, déi den Här Schank an ech fäerdeg gemaach haten an déi prett war, fir an de Conseil ze goen, déi mer aus deene bekannte Grënn nach net an de Conseil gesat hunn, zwou Planchen - op de Säite 87 an 88 - drastoungen, wou fir d'Éischt natierlech, wéi den Här Bausch et richteg gesot huet, drastoung, datt eng Sécurisation vun der N7 op all deene Punkten, déi sensibel sinn, gemaach gëtt, an do stoung dann awer och hannendru ganz kloer: «Il est prévu à terme...», an ech zitëieren, «...de faire évoluer la N7 vers un deux fois deux voies. Le projet d'optimisation-sécurisation est ainsi compatible avec une mise à deux fois deux voies de la N7. Les projets de contournement 5-4 et 5-5...», dat sinn déi vun Housen a vun Hengescht, «...seront d'office construits au gabarit 2+2.»

Just fir et kloer ze soen, wat mer dragesat hätten, mat enger laangfristeger Perspektiv fir d'N7. Elo kann een d'accord sinn domadder oder net,...

(Interruption)

...mä ech wëll just soen, datt den Här Kaes dat net erfongt huet an datt dat an deem Projet drasteet.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Här President, ech wëll awer just soen, eng laangfristeg Perspektiv, an dat weess den Här Wiseler och, och de Contournement vun Dikrech, laangfristeg Perspektiv ass no 2030! Do ass emol kee Couloir virgesinn am Plan sectoriel «Transports».

An entschëllegt, wat elo ass, fir elo ze decidéieren, wat no 2030 ass, also dat ass awer..., wann een do seet, dat wier eppes gemaach fir den Norden, wann een de Leit an Aussicht stellt, no 2030 géif eventuell op véier Spure gebaut ginn, dat bezweifelen ech awer ganz staark!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Laangfristeg Perspektiv, mä mat all Bau, deen elo gemaach gëtt, kompatibel ze maachen, wa méiglech.

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Voilà. Ech géif lech proposéieren, da bei enger anerer Geleeënheet déi Nuancen nach ze klären.

Ech géif feststellen, dass mer bei deem heite Projet um Enn ukomm sinn. An ech wollt lech just nach froen, ob d'Chamber domat d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete Vote vun deem Projet ze ginn.

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci a mir géifen zum Vote iwwert deen nächste Projet iwwergoen, de 6684.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6684 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass direkt lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6684 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Mir hunn dann nach zwou Motiounen virleien.

(Interruption)

Ah jo, entschëllegt, och hei d'Fro: Sidd Der d'accord mat der Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

Komme mer zu de Motiounen.

Motion 1

D'Motioun N°1: Kann ech dovun ausgoen, dass se motivéiert ass vun den Auteuren?

(Assentiment)

Da géif ech froen, wien dozou nach wëllt schwätzen.

Fir d'Éischt den Här Claude Wiseler, dann den Här Fernand Kartheiser. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här President. Zur éischter Motioun, wou et drëm geet, a sech de GIE LuxTram ze verwandelen an eng SA LuxTram an duerno d'Exploitation respektiv och d'Gestioun vun den Infrastrukturen hir unzevertrauen, wëll ech dat hei soen:

Dat Éischt, dat ass, datt et mer logesch schéngt, datt een de GIE LuxTram an eng SA LuxTram ëmwandelt an engem Moment, wou et net méi ëm d'Planifikatioun geet, mä wou et drëm geet, fir a sech elo e Bau unzefänken. Dat schéngt mer logesch ze sinn.

Ech wëll awer trotzdem soen, datt mer hei e gutt Stéck méi wäit gi wéi deen dote Schrëtt, well mer hei direkt soen, datt déi ganz Exploitation vun dem Tram respektiv d'Gestioun vun den Infrastrukturen, mä haaptsächlech d'Exploitation vum Tram, well mer hei schonn definitiv soen, datt LuxTram déi soll maachen.

D'Fro stellt sech, ob et net besser wär, eng Ausschreiwung ze maachen, oder net, respektiv, ob een net awer, éier een esou eng Ausso mécht, eng Kéier eng Diskussioun sollt féieren, wat dann elo déi sënnvollst Aart a Weis wär, fir den Tram an Zukunft ze exploitéieren, wéi een dat soll maachen, mat wien een et soll maachen an ënner wat fir enger Form een et soll maachen.

Fir dat elo ouni Diskussioun, ouni Iwwerleeung, ouni Argumentation pour et contre einfach niewebäi innerhalb vun 30 Sekonnen an enger Motioun hei ze decidéieren, schéngt mir awer net déi richteg Aart a Weis ze sinn. Duerfir stëmme mir des Motioun net.

► **M. le Président.**- Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Merci, Här President. Ech mengen, eis Considérationen, déi betreffen éischter déi allgemeng Orientierung vun deem Projet. Ech mengen, mir hu kloergemaach, datt d'ADR géint de Projet Tram ass. Logescherweis ass dat heiten och eppes, wat net mat eisen Iwwerzeegungen, wéi den Transport soll geregelt ginn, iwwereneestëmmt. Mir kënnen des Motioun also dowéinst och net matdroen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kartheiser.

Si soss nach Wuertmeldungen zu der Motioun?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Wëllt d'Regierung nach Stellung bezéien?

(Négation)

Dat ass och net de Fall. Da géife mer zum Vote iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass mat 32 Jo-Stëmmen, 26 Nee-Stëmmen, bei 2 Enthaltungen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme

Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Wëllt ee seng Abstentiuon motivéieren?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géife mer zu der zweeter Motioun iwwergoen.

Motion 2

Ass nach en Auteur, dee wëllt dozou Stellung bezéien?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Wuertmeldungen dozou?

Den Här Wiseler an den Här Kartheiser. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här President. Heizou wëll ech a sech just dat soen, wat ech an dem kuerzen Exposé virdru scho gesot hunn, datt mir der Meenung sinn, datt eng Accélération an deem Moment net sënnvoll ass, an datt mer grad esou gär hätten, et géif sech elo op deen éischte Projet konzentréiert ginn an datt mer déi éischt Schinnen emol leeën an duerno an d'Exploitation trieden.

Dat haaptsächlech och aus deene Froen, déi mer évoquéiert hunn, wat de Finanzement vum ganze Mobilitéitskonzept ugeet, wou enorm Dépenses iwwert den Tram eraus op ganz villen anere Projeten op eis zoukommen an ech et net als sënnvoll emfannen oder net als méiglech emfannen, dat alles gemeinsam ze finanzéieren, a mer och net ka virstellen, datt elo aner Projete kéinten ewechgelooss ginn an deem ganze Finanzvolumen, dee muss fir dat Mobilitéitskonzept an deenen nächste Joren opbruecht ginn.

Aus deem Grond mengen ech, datt mer déi hei Motioun net kënne stëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wiseler. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, Här President. Ech mengen, ech iwwerraschen lech net, wann ech nach eng Kéier widderhuelen, wat ech gesot hunn. Mir kënnen kaum domat d'accord sinn, fir «accélérer les phases suivantes de la mise en œuvre du projet tram», wa mer dee ganze Projet refuséieren.

Dat Eenzegt, wat eis natierlech interesséiert drun, dat ass, wat den Här Bausch och als Zäithorizont ugin huet, datt en a fënnf Joer wëllt vill gebaut hunn. A fënnf Joer si Wahlen, da kënne mer alles dat kontrolléieren, wat en eis ausgedeelt huet, wat de Käschtepunkt an aner Saachen ugeet. Mir freeën eis op dee Rendez-vous a fënnf Joer, an da gesi mer jo, wou mer dru sinn.

Eng kleng Randnotiz: Wéi ech déi Motioun hei gelies hunn, hunn ech geduecht, et ass awer heiansdo interessant ze gesinn, wat déi wirklech Koalitioun am Land ass, un den Ënnerschrëften, déi mer hei drënner hunn.

Merci.

(Hilarité)

► **Une voix.**- Et voilà!

► **M. le Président.**- Voilà! Da si mer prett fir ofzestëmmen.

Vote sur la motion 2

De Vote ass lancéiert. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 2 ass mat 34 Jo-Stëmmen, bei 26 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt (par M. Roger Negri), Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin,



ding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt),

Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Félix Eischen), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth);

MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

9. Ordre du jour (suite)

Ech wollt lech just nach soen, dass opgrond vun de Gespräicher mat de Fraktiounsprésidenten d'Motioun, déi de Mëtte vum honorabelen Här Justin Turpel abruecht ginn ass, esou wéi

hien et och als akzeptabel ugesinn huet, an d'Kommissioun iwwerwise gëtt. Da kënnst se jo duerno erëm.

Den Här Turpel dozou.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Jo, Merci, Här President. Zum Ordre du jour: Ech huele Kenntnis dovunner, ech akzeptéieren dat dann och. Dat heescht, mir brauchen da kee Vote ze maachen. An ech gesinn awer trotzdem och déi Efforten, déi gemaach gi sinn, zum Beispill vum President, dee bereet war, fir déi betrafte Leit ze empfänken, soit datt dat schifgaangen ass, och vun de Gemengen, déi se hébergéiert hunn.

Dat gesinn ech als encourageant Zeechen, datt e Wëllen do ass, fir deene Leit hir Problemer ze verstoen. A wa mer et da fäerdegbréngen an

der Kommissioun, dee Message mat op Bréissel ze ginn, dee sech an dësem Fall einfach opdrängt, fir deene Leit hir Grondrechter ze wahren, duerfir géif ech lech Merci soen.

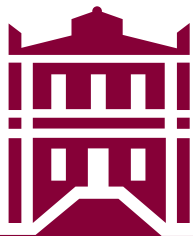
(La motion de M. Justin Turpel est renvoyée à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och. Domat wäre mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtten um zwou Auer erëm. Ech wënschen lech, dass Der gutt heemkommt a soe Merci fir déi grouss Disziplin.

Merci.

(Fin de la séance publique à 20.40 heures)



Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. le Président

2. Heure de questions au Gouvernement

Question n°37 du 3 juin 2014 de M. Eugène Berger relative au renouvellement des contrats avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

- M. Eugène Berger - M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

Question n°38 du 5 juin 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

- Mme Martine Hansen - M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°39 du 5 juin 2014 de M. Marc Angel relative à la stratégie gouvernementale en matière de développement et de diversification économiques en relation avec la lutte contre le chômage au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

- M. Marc Angel - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

Question n°40 du 4 juin 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la loi électorale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- M. Fernand Kartheiser - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

Question n°41 du 4 juin 2014 de M. Henri Kox relative au programme de recherche Bee-First, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Henri Kox - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°42 du 5 juin 2014 de M. Marco Schank relative à la propagation de la peste porcine africaine en Europe, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Marco Schank - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°43 du 4 juin 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'actualisation des tests néonataux, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- M. Alexander Krieps - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

Question n°44 du 5 juin 2014 de M. Justin Turpel relative aux incidences sur le budget de l'État du report en mars 2015 de la tranche indiciaire prévue en octobre 2014, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. Justin Turpel - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Question n°45 du 4 juin 2014 de M. Max Hahn relative au modèle de financement retenu pour la construction d'une nouvelle caserne pour les services de secours au Ban de Gaspe-rich, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur

- M. Max Hahn - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

Question n°46 du 5 juin 2014 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la stratégie de prévention du Gouvernement dans la lutte contre les phénomènes de la société, adressée à Mme la Ministre de la Santé

- Mme Françoise Hetto-Gaasch - Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

3. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications

- M. le Président

- Vote secret

4. 6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Gusty Graas (M. Serge Urbany pose une question)

- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany (questions de M. Marc Angel et Mme Claudia Dall'Agnol)

- Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovaquie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry (M. Luc Frieden intervient), M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel



8. 6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées

- *Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Claude Adam*
- *Discussion générale: Mme Octavie Modert, Mme Simone Beissel, M. Fernand Kartheiser*
- *Prise de position du Gouvernement: M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Nicolas Schmit, Fernand Etgen, Pierre Gramegna, Mme Lydia Mutsch, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Ministres; M. Camille Gira, Mme Francine Closener et M. Marc Hansen, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.06 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.**- Ech maachen heimat d'Sétzung offiziell op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da soen ech der Regierung Merci a mir géifen direkt zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, eiser Froestonn un d'Regierung.

Wéi Der wësst, laut Artikel 83 vum Chambers-reglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro ze développéieren, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. Wéi mer dat déi leschte Kéier ofgemaach hunn, wäert ech och genee oppassen, dass déi Limiten agehale ginn. Mir wiessele d'Froen tëschent Majoritéits- an Oppositionsdeputéierten of. An als éischt Fro um Ordre du jour ass déi vum honorabelen Här Eugène Berger, betreffend d'Erneuerung vum de Vertrag mat der Uni an de Centres de recherche publics, eng Fro, déi sech un den Här Héichschoulminister riicht. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

2. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°37 du 3 juin 2014 de M. Eugène Berger relative au renouvellement des contrats avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Wann Der erlaabt, géif ech d'Fro un de Statssekretär fir d'Héichschoulwiese riichten, de Marc Hansen, well et ass esou, ech hunn d'lescht Woch an der Press gesinn, datt nei Konventiounen ënnerschiwwé gi si mat der Universitéit an och mat deene verschiddene Centres de recherche. Et war eng Foto an e klengen Text an der Zeitung. An ech wëilt eigentlech Opschloss kréien, wann dat méiglech ass, e klengen Opschloss, éischters, wéi vill Suen elo do da fir déi nei Konventiounen an d'Spill kommen, respektiv och wat nei ass an deene Konventiounen, déi jo normalerweis, wann ech richtig am Bild sinn, op déi nächst véier Joer wäerte lafen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. D'Wuert huet den Här Statssekretär am Héichschoulministère, den Här Marc Hansen.

► **M. Marc Hansen, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch hu mer effektiv déi Kontrakter mat deene meeschte Centres de recherche ënnerschiwwen an och mat der Uni Lëtzebuerg.

Ech kann lech den totale Montant nennen. Dat ass eng ganz Zomm gewiescht vum 854 Milliounen Euro, déi d'lescht Woch ënnerschiwwé ginn ass. Déi Suen, déi sinn opgedeelt: 565 Milliounen Euro, déi bei d'Uni ginn. Dann hu mer bei dem Centre de recherche Tudor 22 Milliounen Euro fir ee Joer a bei dem Centre de recherche Lippmann 15 Milliounen fir ee Joer. Da fusionéieren déi, wann dat Gesetz dann hei gestëmmt gëtt, wat dann en neie grouse Centre de recherche gëtt. Déi kréie fir déi dräi Joer dann duerno nach eng Kéier 117 Euro (veuillez lire: 117 Milliounen Euro). De CRP-Santé kritt 93,5 Milliounen Euro iwwert déi nächst véier Joer, an de CEPS, dee kritt 41,9 Milliounen Euro. Dat sinn 854,4 Milliounen Euro, déi do ënnerschiwwé gi sinn. Bei der Uni ass et e Contrat d'établissement, bei de Centres de recherche sinn et Contrats de performance, déi si fir véier Joer ënnerschiwwé ginn.

Derbäi kënnt dann nach eng Signature, déi mer deen Dag net gemaach hunn, déi mer elo an dräi Woche maachen, datt ass déi mam Fonds National de la Recherche, wou dann och nach eng Kéier ronn 230 Milliounen Euro ënnerschiwwé ginn. Dat mécht also iwwert déi nächst véier Joer fir d'Recherche an d'Héichschoulwiesen hei am Land ronn 1,08 Milliarden Euro, déi do engagéiert gi sinn.

„Wat ass nei?“, hutt Der gefrot. Et kann ee vläicht e puer Saachen ënnersträichen, déi do nei sinn. Et si Contrats de performance respektiv Contrats d'établissement, déi déi Kéier iwwer véier Joer ginn. Soss an der Zäit ware se alt emol dräi Joer. Domadder kréien déi verschidden Instituter méi eng Planungssécherheet. An déi Zommen, déi do engagéiert sinn, dat geet och ëm hir Planungssécherheet, wat an deem dote Kontext natierlech wichteg ass a wat d'Acteuren och alleguerten apprécieieren.

Par rapport zu deene Kontrakter virdru kënnt och mat derbäi, dass d'Valorisation vum deene verschiddene Breveten, deene verschiddene Publikatiounen als Missioun ageschriwwé gëtt an hir verschidde Kontrakter an dass se och méi Geld extern musse siche goen, sief et an de Privatsécteur, sief et awer och an europäesche Kontexter, sou zum Beispill hei an de Programm 2020 vum der Europäescher Unioun.

Et steet an deene Kontrakter awer och nach mat derbäi, dass se mussen e ganze Koup vu verschiddene Leeschtungsindicateure bréngen, dofir och den Numm vum Contrat de performance. Wat d'Indicateurs scientifiques ugeet, sinn dat Publikatiounen, déi an deene verschiddene wëssenschaftlechen Zeitunge sinn. Dann natierlech gëtt och doniewent gekuckt, wéi vill Theesen an deenen doten Zäite geschriwwé goufen, an donieft awer och déi ekonomesch Resultater, déi gemooss ginn un den Zuele vum de Breveten, déi déposiert goufen, a mat de Spin-offen, déi och an de verschiddenen Entitéite kreéiert goufen.

Et ass awer och nach en anere wichtige Punkt, deen ee kann ervirsträichen, deen nei ass. Déi verschidden Acteuren, souwuel d'CRPE wéi de CEPS an d'Uni Lëtzebuerg, hunn och drageschriwwé kritt, dass se a véier prioritären Domänen, wat do sinn d'Material op där enger Säit, den Développement durable, d'Technologies de l'information mat High Performance Computing an d'Biomedizin, dat sinn d'prioritär Domänen, dass se sech do solle nach méi concertéieren an zesummeschaffen, fir dann och zesumme bis 2016 e Plan stratégique opstellen, fir dass se do nach méi kënnen zesummeschaffen.

An de Motiv ass dee Moment, dass se sech keng Konkurrenz hei am Land maachen - et gëtt Konkurrenz natierlech vun den aneren Entitéiten am Ausland - an dass se nach méi complémentaire zesummeschaffen. An dat ass ee vun de wichtige Voleten, dee se och alleguerten an d'Missioun kritt hunn, fir esou e Plan stratégique iwwert déi nächst zéng Joer auszeschaffen, deen da virun 2016 soll presentéiert ginn.

Dat ass also dat, wat an deene Kontrakter stoung, e bëssen Zuelen, e bëssen déi nei Momenter, an domadder géif ech dann nach just drop opmierksam maachen, dass dann nach deen nächsten nokënn, dat ass dee mam Fonds National de la Recherche, wat och e wichtigen Acteur ass. An do sinn och vill vun deenen 230 Milliounen, déi dann och erëm indirekt un déi aner Centres de recherche respektiv un d'Universitéit flëssen, als Pilier och net méi ewechzedanken.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hansen. Mir bleiwe bei dem Numm Hansen, an d'Martine Hansen dës Kéier huet d'Wuert, fir eng Fro un de Statssekretär am Infrastrukturministère ze stellen iwwert de Bau vum Lycée technique agricole zu Gilsdref. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°38 du 5 juin 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures**

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Schonn den 18. Dezember hat ech den Här Ministere Bausch a Meisch eng Question parlementaire iwwert dee geplangten Neibau vun der Akerbauschoul gestallt. Den Här Ministere war eng Verlängerung bis den 18. Februar accordéiert ginn, fir kënnen op d'Fro ze äntwerten. Am Januar konnte mer dann awer schonns an der Lëtzebuurger Press liesen, datt den Här Minister Etgen sot, de Standuert Gilsdref wär a Fro gestallt respektiv kéim guer net méi a Fro.

Doropshin hunn ech déi Woch duerno an der Heur de questions den Här Minister Bausch gefrot, ob hie kéint dem Här Minister Etgen seng Ausso confirméieren, ob hie kéint bestätegen, datt d'Regierung dës Site, wou d'Terraine schonns kaaft sinn, wou d'Plang schonns fäerdeg sinn, wou schonns zirka eefel Milliounen investéiert sinn, erëm géif a Fro stellen.

Den Här Minister Bausch sot dann ënner anere, ech zitéieren: „An et gëtt och vläicht eventuell, an dat wëll ech lech soen, besser Léisungen. Wann ech soen, vläicht eventuell, dann heescht dat natierlech net, datt mer décidéiert hunn, definitiv dat, wat déi viregt Regierung elo emol festgehalten huet, guer net ze maachen.“ Hie sot och nach, ech zitéieren: „An dann den 18. Februar kritt Der selbstverständlech, wéi dat sech gehéiert, vu mir och schrëfflech déi néideg Äntwerten. Sollt d'Regierung decidéieren, op een anere Wee ze goen, da wëll ech lech elo scho soen, datt déi dräi Ministeren direkt deen Dag duerno an d'Chamberskommissioun wäerte kommen, fir lech ze presentéieren, a wéi eng Richtung et eventuell da geet.“

Ech krut dann de 7. Februar och eng schrëfflech Äntwert, an där den Här Bausch mer dann erëm sot, datt awer nach keng Décisioun geholl gi wär, d'Décisioun géif spéitstens am Juni falen. Well den Här Minister Bausch awer schonns de 5. Februar no engem Treffe mat den Här Ministere Meisch an Etgen an der Press sot an um Radio ze héiere war, datt d'Regierung sech Zäit ginn hätt, fir bis Enn Mee eng definitiv Entschéedung iwwert de Standuert vun der neier Akerbauschoul ze huelen - dësen Timing kruten och d'Enseignanten an d'Direktioun vun der Akerbauschoul matgedeelt -, a well et awer elo méi spéit wéi Enn Mee ass, wëll ech gären dem Här Statssekretär Gira - den Här Minister Bausch ass jo haut net hei - folgend Froen erëm eemol stellen:

Wéi eng Iwwerleeungen hutt Der bis elo gemaach? Wéi eng Décisiounen si geholl ginn? Wou kënnt déi nei Akerbauschoul hin?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Hansen. An direkt huet d'Wuert den Här Statssekretär am Nohaltegkeetsministère. Här Camille Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madame Hansen richtig gesot huet, krut se an der schrëfflecher Äntwert gesot, mir géife probéieren, bis Enn Juni 2014 zu enger Léisung ze kommen. Wann ech richtig informéiert sinn, ass jo haut de 5. Juni, dann hu mer jo nach e bëssen Zäit an der Regierung, fir nozedanken, wéi déi definitiv Léisung dann ass.

(Brouhaha)

Ech sinn awer ganz frou iwwert der Madame Hansen hir Fro. Dat erlaabt mer dann awer, en Tëschebilan, de Point hei an deem däregen Dossier, dee mer da vun der viregter Regierung hei geierft hunn, ze maachen.

Ech wëll am Ufank vläicht emol kloerstellen, dass all déi Leit, déi wëlle gleewen dinn, dass, wann dës Regierung net wier, zu Gilsdref och längst géife Baggere fueren, d'Effentlechkeet net richtig informéieren.

Dozou zwee Punkten: Déi Zon, wou de Lycée soll hkommen, ass nach net definitiv ëmklasséiert am PAG vun der Gemeng Bettenduerf. Den zweete Vote ass wuel geholl. Ech kann lech awer soen, dass den Innenminister Recourse vun den Noperen do leien huet an dass déi ganz Prozedur eventuell riskéiert, um Tribunal administratif ze landen. Souwäit zu der Zon an der Gemeng Bettenduerf.

Dann ass et esou, dass d'Gemeng Dikrech e rechtskräftege Moratoire dekretéiert huet, dee gültg ass bis op d'mannst Enn Februar 2015. Et muss ee wëssen, dass dee Lycée do matzen an enger Drénkwaasserschutzzon geplangt ass an dass d'Gemeng Dikrech amgaang ass, an doriwwer si mir als Ëmweltministère ganz frou, hir Drénkwaasserschutzzonen auszeschaffen.

Do sinn Etüden nach amgaang an esou laang huet d'Gemeng Dikrech, mengen ech, mat vollem Recht d'Méiglechkeet, e Moratoire ze dekretéieren. Dat ass deen allerfréisten Termin, wou dann iwwerhaupt zu Gilsdref eppes kéint geschéien.

A well mir dat doten entdeckt hunn an deem doten Dossier, hu mir eis gesot: Da kommt, mir huelen dat Joer - wann ech emol esou ka soen - eis Zäit, fir nozedanken.

An ech wëll och preziséieren, d'Regierung ass net nëmmen amgaang nozedanken, ob eventuell en alternative Site fir de Lycée technique agricole a Fro soll kommen, mä mir probéieren, e Konzept um Enn vun eise Reflexiounsprozess ze hu fir déi ganz Lycées- a Schoulinfrastruktur vun der ganzer Nordstad.

Ech mengen, dass d'Madame Hansen ganz gutt weess, dass nieft dem Lycée technique agricole onbedéngt musse Méiglechkeete geschafe ginn, fir de Lycée technique Ettelbréck méi grouss ze maachen. Mir schwätzen iwwer e CNFPC, deen net méi zäitgeméiss ass. Mir schwätzen iwwer Arméisschoul, a schlussendlech gëtt et och nach de Besoin, fir en definitive Site vun engem Nordstad-Lycée ze fanen.

Et ass elo 10 bis 15 Joer doriwwer nogeduecht ginn. Ech mengen, et geet elo wierklech, besonnesch wa mir op deem anere Punkt blockéiert sinn, net op e puer Méint un. Mir wëllen déi puer Méint notzen, fir zumindest dann e Konzept fir all déi Schoulen ze hunn.

Eis Verwaltungen hunn an deene puer Méint, déi mir do sinn, intensiv op deem Dossier geschafft. Mir hunn och intensiv Consultatiounen gefouert, souwuel mat deene concernéierte Gemenge wéi och virun allem mat der Direktioun vum Lycée technique agricole, an ech kann lech soen, do sinn eng ganz Rei interessant Pisten dobäi erauskomm an et gesäit een, wann ee sech an deen Dossier eraknéit, méi wéi evident, dass et wierklech fir de Lycée technique agricole eng ganz Rei Piste ginn, déi sécherlech an enger ganzer Rei Kritäre wesentlech besser si wéi dee Site, deen do erausgewielt gi war vun der fréierer Regierung.

Ech hunn net d'Zäit, an den Detail ze goen, mä do si ganz kloer Siten, déi a priori och fir e Lycée technique - a grad fir e Lycée technique - besser wieren. Déi Siten hunn dann awer eventuell aner Constraints, notament déi vun der Zäitschinn, well dat kann ech der Madame Hansen haut kloer an däitlech soen: Déi Léisung, déi mir wëlle festhalen, wäert sécherlech eng sinn, déi de Projet Lycée technique agricole net erëm Joren hannendragehätt.

An ech wëll och ganz kloer an däitlech soen, dass och de Moment nach ëmmer net de Site Gilsdref definitiv eliminéiert ass. Mir stellen awer fest, dass mir nach eng Rei Informatiounen brauchen an och eng Rei Négociatiounen. Mir haten effektiv fir Enn Mee eng Réunioun mat de Gemenge festgehalten, well mer nach...

► **M. le Président.**- Här Statssekretär, Dir sidd...

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- ... wollt ech soen, dass mer déi ofgesot hunn. Gitt eis nach Zäit bis d'grouss Vakanz an dann, wann Der déi Fro da fir d'Drëtt stellt, kritt Der dann eng definitiv Äntwert.

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Statssekretär. Déi nächst Fro kënnt vum Marc Angel a betrëfft d'Initiativ vun der Regierung a Saachen ekonomesch Diversifikatioun, méi speziell am Déngscht vum Emploi. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°39 du 5 juin 2014 de M. Marc Angel relative à la stratégie gouvernementale en matière de développement et de diversification économiques en relation avec la lutte contre le chômage au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie**

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Merci, Här President. Dir hutt ganz gutt resuméiert, ëm wat meng Fro geet. Madame Statssekretärin Closener, léif Kolleginnen a Kolleegen, de leschte Méindeg, de 26. Mee, (veuillez lire: de virleschte Méindeg, de 26. Mee,) huet d'ADEM hire Rapport annuel fir d'Joer 2013 bekannt ginn, e ganz interessante Rapport. Ech kann de Kolleginnen a Kolleegen nëmme recommandéieren, sech deen unzékucken, an ech wëll och hei dem Minister Schmit an all senge Mat-



aarbechter vun der ADEM Merci soe fir dee Rapport, awer och fir déi vill Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, fir d'ADEM ze reforméieren.

Niewent dem Chômagetaux, dee bei eppes iwwer 6% läit, weist dëse Rapport kloer op e Lëtzeburger Paradox hin, esou wéi dat och am „PaperJam“ an der Onlineausgab vum 27. Juni (veuillez lire: 27. Mee) titréiert ginn ass: «Le chômage - un paradoxe luxembourgeois».

Esou sinn tëschent 2010 an 2013 eng ronn 24.500 Aarbechtsplaze geschafe ginn. Eleng am Joer 2013 waren dat 6.207 - plus 1,7% - nei Posten. Och dem Statec seng rezent Previsiounen iwwert de wirtschaftleche Wuesstum hei zu Lëtzebuerg sinn éischter positiv, an dat freet eis all, a se leien tëschent 3% bis 3,5% fir déi Joren 2014 an 2015 an deiten also domadder kloer op eng Reprise hin, an och dat freet eis alleguer.

De Wirtschaftsministère, an dat wësse mir och, huet an deene leschte Joren enorm Efforte gemaach a puncto Diversifizierung vun onser Economie an och e puer Clusteren entwéckelt, wéi zum Beispill am Beräich Logistik, ICT, Bio-an Ekotechnologien. A mir wëssen och, dass an deene leschte Joren am Ministère vun de Classes moyennes an och elo am Economieministère dat weidergeet, ganz vill Efforte gemaach gi sinn a weider gemaach gi fir d'Entwécklung vum Handel a vun de mëttelstännesche Betriber.

Fir d'LSAP ass et also ganz wichteg, dass an dësem Kader déi Efforten, déi um wirtschaftleche Plang gemaach ginn,...

► **M. le Président.**- Här Angel, Dir misst elo zur Fro kommen.

► **M. Marc Angel (LSAP).**- D'Fro kënnt.

(Brouhaha général et hilarité)

...dass déi Efforten, déi um wirtschaftleche Plang gemaach ginn, och deene Leit zegutt kommen hei am Land, déi keng Aarbecht fannen, qualifizéierter a manner qualifizierter.

An elo kënnt d'Fro, Här President.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Dofir, well ech elo e bëssen eng Erklärung hu misse ginn, wëll ech d'Statssekretärin vum Wirtschaftsministère froen, inwiefern respektiv a wéi enge Moossen déi wirtschaftlech Entwécklungsziler mat der Bekämpfung vum Chômage koordinéiert ginn.

Villmools Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Angel. Déi nächste Kéier fält... Dir wësst, wat ech mengen.

(Interruptions)

An elo huet d'Wuert d'Madame Statssekretärin aus der Economie, fir déi den Här Angel den Terrain scho gutt virbereet huet.

(Hilarité et interruptions)

► **Mme Francine Cloener, Secrétaire d'État à l'Économie.**- Här President, erlaabt mer, ier ech am Detail op dem honorablen Deputéierte Marc Angel seng Fro aginn, just kuerz e puer Wuert zum Kontext ze soen. Dës Regierung huet sech jo dräi Prioritéite ginn, sech eng ganz Rei vu Prioritéite ginn, mä dräi dovunner kommen hei zum Droen: éischstens méi Wirtschaftswuesstum schafen, zweetens Chômage bekämpfen an drëttens als Ministèren och ressortiwwergräifend schafen.

Dat ass de Kader, an deem dem Wirtschaftsministère seng Efforten dorobber konzentréiert sinn, fir engersäits nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien an anersäits deene Betriber, déi schonn hei sinn, dobäi ze hëllefen, fir nohalte ze wuessen, dat alles natierlech och an der Optik net nëmmen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen, mä och, fir deene Leit, déi bei der ADEM agedroe sinn, berufflech Perspektiven ze bidden.

De Chômagetaux louch am Abrëll bei 7%. 18.000 Leit sinn als Demandeur d'emploi ageschriwwen, mä gläichzäiteg goufen iwwert déi lescht zwoelf Méint net manner wéi 9.200 Aarbechtsplaze geschafen. An déi lescht Zuele weisen och, datt et a puncto Création d'emplois queesch duerch all Branchë biergop geet. Eis Wirtschaft wësst also, mä trotzdem geet de Chômage net zrëck, nach net zrëck. Dee Paradox, vun deem den Här Angel geschwat huet, bleift nach leider bestoen.

Ech wëllt duerfir kuerz op déi verschidden Aktiounen agoen, wéi mer Economie an ADEM matenee verbannen, wat scho gemaach gouf a wat mer am Moment nach amgang sinn ze maachen, wat mer kënnen besser maachen.

Déi éischt Handhab, déi de Wirtschaftsministère huet an déi jo scho jorelaang applizéiert ass, dat sinn d'Subsiden, déi d'Betriber vum Stat kënnen kréien, wa se investéieren. All Betrib, deen esou eng finanziell Hëllef kritt, ënnerschreift eng Conventioun, wou drasteet, datt hie mat der ADEM muss zesummeschaffen. An där Kommissioun, déi iwwert d'Subsiden décidéiert, sëtzt ee Vertrieder vun der ADEM, deen also weess, wat fir eng Betriber Hëllef kréien an also och fir d'ADEM kënnen interessant sinn.

Domadder ass et awer net gedoen. Et muss een nämlech d'Betriber méi aktiv démarchéieren. Et ass genee dat, wat mer elo maachen. Mir maachen dat elo systematesch: Bei de Kontakten, déi mer mat den Entrepreneuren hunn, déi wëllen ausbauen oder sech iwwerhaapt emol niddlerloossen, verweise mir si beim Rekrutement vun de Leit systematesch an ëmmer erëm op d'ADEM, déi jo geziilt Leit fir bestëmmt Poste forméiert, sur mesure, a se dann un de Betrib vermëttelt.

Et ginn eng ganz Rei Entrepreneuren, déi dobäi matmaachen, och grouss, Euro-Composites zum Beispill, de Pall Center, Burger King, International Can, Ampacet. Do geet et schlussendlech ëm Honnerte vun Aarbechtsplazen.

Dann hu mer awer och zënter Mäerz vun dësem Joer d'ADEM an eng aner Kommissioun agebonnen, an déi sougenannt „Commission grandes surfaces“. Och do ass elo ëmmer ee Vertrieder vun der ADEM derbäi, deen also iwwert dee Wee fréizäiteg gewuer gëtt, wéi eng grande Surfaces sech wou a wéini instaléieren. Et ass mir ganz besonnesch wichteg, datt déi Informatiounen do fléissen, well dat jo och e Beräich ass, am Commerce, wou ganz vill manner qualifizéiert Leit ageballt ginn, an der Vente, an de Keesen, am Lager an esou virun.

D'lescht Woch krut zum Beispill e grouss Commerce zu lechternach, de Bau- a Geschäftszenter, d'Autorisatioun, op knapp 10.000 m² auszubauen. Do sollen ëm déi 250 nei Aarbechtsplazen entstoën. Dat ass eng Geleeënheet, déi et op alle Fall géllt ze notzen.

Eng aner Initiativ vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit a vu mir leeft direkt no der Pénsschtvakanz un. Mir maachen zesumme mat de Consultante vun der ADEM de Point, wéi eng Secteuren de Wirtschaftsministère développéiert a wéi eng Zort Plazen do entstinn. Dir hutt et ugeschwat, e gutt Beispill ass natierlech d'Logistik. Mir erwaarden eis à moyen terme tëschent 3.000 a 5.000 nei Aarbechtsplazen. Eleng um fréiere Site vun der WSA sollen eng dausend Aarbechtsplazen entstoën, wann d'Gebaier da bis all fäerdeg sinn.

Mä och Eko- a Biotech mussen besser vernetzt ginn, genee wéi den ICT-Secteur, wou den Ament 4% vun de Salariée schaffen. Mä do ass awer nach ganz, ganz vill Potenzial. Dat ass ganz evident. Leider feelt et u qualifizéierte Leit. An duerfir ass et och esou wichteg, datt och d'Zesummenaarbecht tëschent eis an dem Éducatiounsministère leeft, fir datt déi jonk Leit incitéiert ginn, fir déi Beruffer ze studéieren, wou sech d'Zukunft ofspilt, datt se dohinner och orientéiert ginn.

Dat ass och sécher am Handwierk de Fall. Och do läit e grouss Potenzial scho laang, a weiderhi gëtt et e ganz groussen, een immense Besoin u Leit. Och dat ass e Secteur, dee mer am Wirtschaftsministère wëlle pushen. Do spillt natierlech d'Formation professionnelle eng kruzial Roll an do lafen och Gespréicher mam Éducatiounsminister Claude Meisch.

Ofschléissend, Här President: Wirtschaftswuesstum ass sécher kee Selbstzweck. Ee vu sengen Ziler ass d'Erofsetze vum Chômage. D'Reforme vum Aarbechtsminister sinn um allerbeschte Wee. Si droe scho Friichten. Mat him a mam Éducatiounsminister schaffe mir am Wirtschaftsministère all Dag un deem Zil.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Cloener. Déi nächst Fro kënnt vum Här Fernand Kartheiser a betrëfft d'Wahlgesetz, méi prezis de Respekt vum Artikel 8 Paragraph (3) c) a vum Artikel 9. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- **Question n°40 du 4 juin 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la loi électorale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Elo hutt Der mer schonn e gudde Deel vun der Fro ofgeholl.

► **M. le Président.**- Ma, da kënnt Der jo elo méi kuerz sinn.

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Elo kann ech meng zwou Minutte voll ausnotzen. Ech

wollt den Här Minister da froen, well mer a verschiddene Länner, notament an Däitschland, eng Diskussioun haten iwwert déi korrekt Applikatioun vum Wahlgesetz, fir datt keen zweemol ka wien a verschiddene Länner bei den Europawahlen, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass.

Et gëtt natierlech verschidde Cas de figure. Et gëtt och eng Prozedur, déi an deem Artikel 9 virgesinn ass, dat heescht, datt d'Buergermeeschtere vun deene verschiddene Gemengen normalerweis eng Lésch vum deene Persounen, déi betrëfft sinn, also déi Ausländer, déi sech ageschriwwen hunn, un den Ausseministère schécken, deen dat da soll ofgläiche mat anere Länner.

Wéi fonctionnéiert dat an der Praxis? Ass dat eng effikass Prozedur? Kann doduerch verhiert ginn, kommen och Äntwerte vum Ausland, datt Leit zweemol wien?

Et gëtt natierlech och nach aner Kategorien. Et gëtt zum engen déi Lëtzeburger, déi am Ausland wunnen a vläicht do wien. Et gëtt dann déi Leit, déi Ausländer, déi hei wien wëllen a sech hei ageschriwwen hunn op de Wahllëscht; ebe fir ze kucken, datt déi net zweemol kënnen wien, hei an an hirem Pays d'origine, vun deem se jo d'Nationalitéit hunn, also och am Prinzip wahlberechtigt wäeren.

An da gëtt et och nach de Fall vun der duebeler Nationalitéit. Elo ass et natierlech esou bei der duebeler Nationalitéit, huelen ech un, datt d'Gemengen dann net kucken, ob déi nach eng aner Nationalitéit hunn, fir dann ze iwwerpräiwen, ob déi och an engem anere Land wien, oder wéi gëtt dat an der Praxis gehandhabt?

U sech ass dann d'Fro ganz einfach, Här Minister: Déi Prozeduren, déi mir elo hunn, éischens, fonctionnéiere se? Zweetens, si se effikass? Dat heescht, gëtt et wierklech Leit, déi eventuell dann net méi kënnen hei wien goen? An drëttes: Mengt Der net, datt à la lumière awer och vun deem, wat am Ausland verschiddentlech geschitt ass, déi Prozeduren oder den Ofgläich mat anere Länner misste besser geregelt ginn oder méi staark geregelt ginn, fir en eventuelle Mëssbrauch vum Wahlgesetz an deem Sënn ze verhënneren, datt Leit op verschiddene Plaze kënnen eng Stëmm ofginn an doduerch géigeniwwer aneren da bevirdeelegt wäeren?

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Innenminister, den Här Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Merci, Här President. Fir d'Éischt emol muss ech soen, dass déi Fro, déi hei gestallt ginn ass, eng ganz pertinent Fro ass. Iwwerens huet den Deputéierte Serge Urbany eng ähnlech Fro gestallt, déi an déi nämlech Richtung ziilt. Ech wollt dat awer fairerweis hei och nach eng Kéier erviisträichen, a selbstverständlech kritt hien och en due forme eng Äntwert op seng Fro, souwäit wéi eis dat méiglech ass.

D'Fro ass un den Innenminister gestallt. Si kéint och un de Ministère des Affaires étrangères gestallt sinn oder och un de Statsminister, well et jo awer hei eng kompetenziwwerschreidend (veuillez lire: eng kompetenziwwergräifend) Responsabilitéit gëtt.

Ech wollt awer soen, dass mer virun allem am Moment net kënnen notrécieren, wéi vill Leit effektiv vun der Problematik hei betrëfft wäeren. Dofir brauche mer e bëssen Zäit. Mir brauchen eng Analys, déi mer bei de Gemenge wäerte maachen. Dat ass jo och dat, wat den Här Urbany a senger Fro méi konkret a méi prezis och gefrot huet. Do probéiere mer, esou gutt wéi méiglech drop ze äntwerten.

Den Här Kartheiser huet et gesot, effektiv gëtt et dräi Kategorien, déi een esou kann heimat zesumme faassen: engersäits d'EU-Ausländer, déi zu Lëtzebuerg wunnen, awer och Lëtzeburger, déi am Ausland wunnen, an drëttes déi Leit mat der duebeler Nationalitéit.

An ech wëllt vläicht eng ganz kloer Äntwert ginn op seng lescht Fro: Neen, et gëtt keng konkret Prozeduren, an et gëtt och keng Sécherheet virun allem an deene Prozeduren, déi mer am Moment hunn, fir ze verhënneren (veuillez lire: fir sécherzestellen), dass dat, wat u sech vum Gesetz verlaangt ass, dass d'Leit nëmmen eemol dierfe wien, dass dat och ka ganz konkret kontrolléiert ginn.

Et ass also néideg, dass dat nach eng Kéier ganz iwwerkuckt gëtt. An et ass och néideg, dass mer dat am Kader och vun der Kommissioun nach eng Kéier uschwätzen. Ech mengen, mir sinn net dat eenzeg Land, wat mat dëser Problematik hei befaasst ass. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer och hei dat doten a méi engem grouss Kader nach eng Kéier wäerten nei diskutieren.

Ech kann awer hei soen, dass selbstverständlech probéiert ginn ass, esou wäit wéi méiglech dem Gesetz Genüge ze doen. Dat heescht, esou séier wéi mer Informatiounen kritt hunn aus anere Länner, déi iwwert d'Affaires extérieures da selbstverständlech erakomm si bei eis, sinn déi Informatiounen dann och weidergi ginn un d'Gemengen. Allerdéngs waren déi Délaïen, dat muss een zouginn, immens kuerz. An do hate mer Problemer mat Leit, déi dovun ausgaange sinn, dass se kéinte wien, an déi dann awer net konnten zougelooss ginn eben duerch déi Problematik, déi mer hei elo schonn ugeschwat hunn.

Ech wëll och soen, dass mer och nach detekéiert hunn, dass et eng Rei Leit gëtt, déi virun 20, 25 Joer op enger Uni waren, sech deemools agedroen haten an de Wahllëschtchen am Ausland an déi ni d'Prozedur gemaach hunn, fir sech dann erëm ofzemellen am Ausland. An déi natierlech falen ënnert déi Incapabilitéit, esou dass se dann net dierften hei zu Lëtzebuerg wien. Déi wousten dat zum Deel guer net vun där Problematik a sinn dann nach ganz kuerzfristeg domadder befaasst ginn. Dat ass problematesch. Do musse mer wierklech kucken, dass mer nei Léisungen fannen. An deem Sënn ass déi Fro vum Deputéierte Kartheiser hei och méi wéi berechtigt gewiescht.

Méi kann ech zu dësem Moment net soen. Mir sinn amgaangen, dat mat de Gemengen zesummen, well et si jo déi, déi d'Wahllëschtchen féieren, ze kucken, wéi mer dat kënnen besser regléieren an Zukunft. De Problem ass erkannt, mä d'Léisung ass nach net parat.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Henri Kox, betrëfft de Programm „BeeFirst“ a richt sech un de Landwirtschaftsminister. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°41 du 4 juin 2014 de M. Henri Kox relative au programme de recherche BeeFirst, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Jo, Merci. Dann direkt zu der Erklärung. „BeeFirst“, do gëtt ëmmer gefrot, den englesche Begrëff ass hei geholl ginn: Wat ass dat? Dat ass soss näischt aneschtens wéi „d'Beie fir d'Éischt“. Et ass eng Studie, déi am Optrag vun dem Agrarministère gemaach gëtt. An et ass de Gabriel Lippmann, deen déi duerchféiert.

Wat huet déi Studie zum Objet? D'Interaktioun tëschent de landwirtschaftleche Strukturen an der Gesondheet vun de Beien.

Dir wësst allegueren, dass d'Beien net grad e flott Liewe momentan hunn, dass vill Vëlker an de leschte Jore gestuerwe sinn. An ech brauch och net onbedéngt iwwert d'Wichtigkeet vun de Beien ze schwätzen - ech mengen, et sinn der e puer heibannen, déi och mat Uebst schaffen -, an dass se eng ganz wichteg Roll hu bei der Bestäubung. An dofir ass et ganz wichteg, dass mer déi och schützen.

Ech wollt Iech dofir véier konkret Froe stellen: Wéi ee Bilan zitt Der aus där dräijähriger Etüd elo? Wann dee Bilan positiv oder och nach negativ ass, wëllt Der dee Projet weiderféieren? Wa jo, wéi vill Moyene stellt Der zur Verfügung, fir dee Projet weiderzeféieren?

An dann awer eng véiert Fro, déi awer pertinent ass fir mech, an net nëmme fir mech: An där Opstellung, déi momentan gemaach gëtt, do ginn d'Reckstänn net esou nogekuckt. D'Pestizide ginn net an deem Mooss kontrolléiert, esou dass, wann een déi Etüd elo wëllt weiderféieren, dass een awer och dann e Bilan zitt, inwiefern ee Pestizideréckstänn an deem ganze Monitoring, der Kontrolléierung vun de Beiestäck respektiv hire Produkter, dem Hunneg, da fënnit.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kox. An ech gesinn, dass de Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen, um Wee ass fir op d'Tribün. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Merci, Här President. Merci dem Kolleeg Henri Kox fir déi interessant Fro. De Fuersuchungsprojet „BeeFirst“ huet dräi grouss Deeler: éischstens d'Analys vum Effekt vun den imkerleche Praktiken op d'Iwwerliewe vun de Beien. Do gëtt all Joers mat dem Formulaire fir d'Umelle vun de Beien an der Deklaratioun vun de Wanterverloschter bei der Veterinärsverwaltung e Questionnaire mat technesche Froen zur Beienhaltung an zu de Varroabehandlungen erausgeschéckt.

Hei gëtt zum Beispill analyséiert, ob et en Zusammenhang gëtt tëschent de verschiddene Varroabehandlungsmethoden an dem Iwwerliewe vun de Beien iwwert de Wanter. Well eis



Imker dee Questionnaire ganz gewëssenhaft ausfüllen, hu mer do zu Lëtzebuerg eng exzeptionell gutt Vue iwwert d'Aarbechte vun de Beieleit an den Effekt op d'Iwwerliewe vun de Beievëlker. Dat gëtt et wahrscheinlech a soss kengem europäesche Land, wou normalerweis de Retour vun de Questionnaire vill manner gutt ass.

D'Resultater vun dësen Analyse ginn a goufen de Beieleit regelméisseg virgestallt an och an der Beizenzeitung publizéiert. D'Analysen iwwert d'Joeren 2011 an 2012 goufen och an enger wëssenschaftlecher Zeitung, dem „Journal of Apicultural Research“, publizéiert. Op länger Zäit dierft dat hëllefen, fir sougenannt „best practices“ erauszefannen.

Deen zweeten Deel vun der Etüd waren d'Krankheeten an d'Parasiten. Hei goufe Beien aus fënnf verschidde Beiestänn ënnersicht, fir ze kucken, ob si mat verschidde Vire beelaascht wäeren. Éischt Resultater goufen an der Beizenzeitung virgestallt. Un enger Publikatioun an enger wëssenschaftlecher Zäitschrëft gëtt momentan vum CRP Gabriel Lippmann geschafft.

Drëten Deel vun der Etüd war d'Landnotzung. Hei gëtt gekuckt, ob et en Zesummenhang tëschent der Landnotzung an dem Iwwerliewe vun de Beie gëtt. Dëst soll zum engen dem Imker hëllefen, fir seng Beien op d'Plazen ze setzen, wou d'Iwwerlieweschancen am beschte sinn. Zum anere soll geprëft ginn, ob verschidde landwirtschaftlech Kulturen oder soss Landschaftselementer wéi Bëscher etc. e positiven oder en negativen Afloss op d'Wanterverloschter bei de Beien hunn.

Och hei hunn d'Fuerscher vum CRP Gabriel Lippmann eng exzeptionell gutt Situatioun fir hir Analys. Zum engen hu si prezis Zuelen iwwert d'Beieverloschter op den eenzelne Beiestänn, vun deene si och genee geografesch Donnéeën hunn. Zum anere krute si Donnéeën iwwer all déi Kulturen, déi op de landwirtschaftleche Parzelle vun de Baueren iwwer hir Flächeneträg gemellt gi sinn. Bëid - wuelverstanen anonymiséiert - Informatiounen konnten du relativ einfach an engem geografischen Informatiounssystem zesummegeballt an analyséiert ginn. Informatiounen aus anere Quellen, wéi déi net landwirtschaftlech Flächen, sinn och hei mat verschafft ginn.

Bei der Analys, déi d'lescht Joer am Hierscht ugelaft ass, sinn elo interessant a spannend Korrelatiounen erausfonnt ginn, déi awer nach mussen iwwerprëft ginn. Et ass dofir nach ze fréi, fir hei weider Detailler ze ginn. Bei esou Korrelatiounen ass natierlech ëmmer d'Fro, ob et do wierklech e kausalen Zesummenhang gëtt. Oder ass et vläicht d'Klima oder soss eppes, wat en Afloss op d'Kulturen an op d'Beie kann hunn?

D'Dauer vum Projet ass bis elo vum Mee 2011 bis Enn 2014. De Gesamtkäschtpunkt vum Projet beleeft sech op 346.000 Euro ouni TVA. Et ass de Moment ugeduecht, fir de Projet nach eng Kéier ëm dräi Joer ze verlängeren. Déi genee Fuerschungsaarbechte fir déi nächst dräi Joer wäerten awer erëischt genee festgeluecht ginn, nodeems de CRP säi Bericht heizou agereecht huet, wat viraussichtlech Mëtt dëses Joers wäert geschéien.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Etgen. Déi nächst Fro kënnt vum Här Marco Schank a betrëfft d'Verbreedung vun der afrikanescher Schwéngspesch an Europa. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°42 du 5 juin 2014 de M. Marco Schank relative à la propagation de la peste porcine africaine en Europe, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **M. Marco Schank (CSV).**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'afrikanescher Schwéngspesch ass eng Virusinfektioun, déi als ganz geféierlech Kränkt fir Haus- a Wëlschwäi gëllt a géint déi et keen Impfstoff gëtt. Bei héich virulente Virestämm ass d'Mortalitéit no bei 100%.

Am Januar respektiv Februar dëst Joer goufen déi éischt Ausbréch fir dës Zort Schwéngspesch a Litauen an och a Pole festgestallt an domat ass dës héich ustiechend Déierekränkt an der Europäescher Unioen ukomm. Enn Januar hunn och Russland an deelweis och d'Schwäiz dowéinst den Import vu Schwéngfleesch aus der EU gestoppt, wat dem Secteur natierlech och weidéet. D'Baueren, déi bei eis Schwäin halen, fäerten, datt déi Kränkt kéint ageschleeft ginn. An och wann dat am Moment vläicht net esou akut schéngt, kann et op eemol zum Beispill duerch Tourismus ganz séier goen.

Mir gëtt gesot, datt en Defizit bei der Sensibiliséierung an Informatioun vusäite vum Stat géif

bestoen. An ëmmer erëm gëtt och vun de Baueren déi Problematik vun de Véitransporter ernimmt an ebe vun dem Transport a respektiv aus osteuropäesche Länner, an datt zum Beispill d'Kontrolle missten intensivéiert ginn.

Meng Froen deemno un den Här Landwirtschaftsminister: Éischtens, wat mécht d'EU, fir d'Aschleefung vun der afrikanescher Schwéngspesch verstärkt an Europa ze verhënneren, an déi aner Memberlänner, och Lëtzebuerg, mat selbstverständlech katastrophalen ekonomeschen Auswierkunge fir de Secteur?

Zweetens, wat mécht Lëtzebuerg, fir d'Baueren, awer och d'Jeeër fir déi Problematik ze sensibiliséieren via Informatiounsflächen, Réunione respektiv Sensibiliséierung fir d'Anhale vun den Hygienevorschrëfte bei der Schwéngshaltung?

Drëttens huet den Direkter vun der Natur- a Bëscherverwaltung de leschte Sonndeg um Kongress vun de Jeeër gesot, et misste verstärkt Schwäin och geschoss ginn, fir d'Wëlddicht erofzesetzen, an an deem Kontext wieren d'Centres de ramassage ze renovéieren, do géifen awer Sue feelen.

Dofir meng Fro insgesamt: Ass d'Regierung amgaange respektiv wëllt se entsprechend preventiv Moossnamen ergräifen?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Schank. An d'Wuert huet erëm de Landwirtschaftsminister.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Merci, Här President. Merci och dem Kolleeg Marco Schank fir déi Fro iwwert déi afrikanescher Schwéngspesch, déi en fait esou heescht, mä awer en fait aus Osteuropa kënnt.

Ufanks vun dësem Joer sinn effektiv véier Fäll vun der afrikanescher Schwéngspesch an Europa detektiéiert ginn, zwee a Litauen an zwee a Polen, also no un der Grenz mat Wäissrussland. Déi zwee Länner hunn doropshin hir Surveillance verstärkt. Ech mengen, et ass och eng Fro, déi op engem europäesche Conseil diskutéiert ginn ass. Ech mengen, trotz dëser verstärkter Surveillance ass awer keen neie Fall entdeckt ginn, bis déi lescht Woch, wou nees zwee Fäll a Polen detektiéiert gi sinn. An nees eng Kéier ganz no bei der Grenz vu Wäissrussland.

Dat deit drop hin, datt sech d'Krankheet awer haaptsächlech a Wäissrussland verbreet huet an nëmme geleeëntlech iwwert d'Grenz a Polen erakënn. Souwuel Polen wéi och Litauen hunn entsprechend Mesurë getraff, fir ze verhënneren, datt sech de Virus weiderverbreit. Ech mengen, och wann de Moment keng aktuell Gefor hei zu Lëtzebuerg besteet, esou huet eis Veterinärverwaltung d'Situatioun am A, fir kënne schnell ze reagéieren, wann d'Epidemie sech géif ausbreeden. Ech mengen, eis Servicer vun der Veterinärverwaltung sinn natierlech och a ganz enkem Kontakt mat der Naturschutzverwaltung, fir eben einfach ze kucken, datt d'Wëlschwäibestänn, wéi de Froesteller et richteg gesot huet, grad zu dësem Moment solle kleng gehale ginn.

Zum Schluss sief och nach betount, datt de Virus eenzeg an eleng beim Wëll- a beim Hauschwäin aktiv ka ginn an datt dës Virus keng Gefor fir de Mënsch bedeit.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Fernand Etgen. Déi nächst Fro kënnt vum Här Alexander Krieps, betrëfft d'Aktualiséierung vun den Tester bei Neigebuerenen a riicht sech un d'Madame Gesondheetsminister. Här Krieps, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°43 du 4 juin 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'actualisation des tests néonataux, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Merci, Här President. Ech wollt lech fir d'Éischt nach den Original vu menger Fro eraginn, well meng Fraktioun huet esou eng Sudokusfro eraginn, déi mat Carrée besat ass, déi net ze liese sinn. Dat gesot...

(**M. Alexander Krieps dépose un document.**)

► **M. le Président.**- Ech gesinn, Här Krieps, si huet lech och „Alexandre“ vernannt.

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Ech si gutt organisiert, jo, ech si gutt organiséiert. Merci, Här President.

Meng Fro betrëfft am Fong net e Problem vun Eugenismus, dat heescht, dass mer d'Mënsche solle verbessern, net dass herno, wéi de Rostand virum Krich scho gesot huet, d'Schwäin méi gescheit si wéi d'Mënschen. Dat ass net de Fong vun der Fro. De Fong vun der Fro ass: Mir hu perinatal Tester, déi entweder bei der Ge-

buert oder virun der Gebuert oder virun der Implantatioun virgeholl ginn - dat ass e large Sujet, dat wär eng Kéier en Débat hei an der Chamber wäert - duerch déi modern Techniken.

Mir hunn haut an der Genetik - meeschtens sinn et genetesch Problemer - extrem performant Tester. Net all Labo ass natierlech capabel, déi ze maachen. An Amerika ginn 29 Konditiounen depistéiert am neonatale Beräich. Mir hu momentan, laut deene leschten Donnéeën vun dem Ministère vun der Santé, déi ech konnt opdreiwien, véier Konditiounen, déi depistéiert ginn. Mir hunn och e Conseil national vun der Genetik, vum Screening néonatal. Also, dat besteet alles.

Mä meng Fro ass: Ons Populatioun ännert, mir hunn ëmmer méi Leit, déi aus Afrika kommen, anere Länner, déi aner Krankheeten, genetesch, hunn. Beschit Beispill ass d'„sickle cell disease“, also d'Hämoglobin S, an dann aner Konditiounen, op déi ech zrëckkommen.

De Mann, deen den DNA entschlüsselt huet, den James Watson, dee krut vu senger Schüler e CD mat sengem Genom. Haut kascht e Genom 1.000 Dollar, fir dat ze bestëmmen. Deen hat véier genetesch Krankheeten, dovunner zwou, déi en net hätt missen iwwerliewen. De Mann ass haut 85 oder 86 Joer al. An e krut den Nobelpräis. Mä ech mengen, mir hunn 3% bis 4% vun all de Grossessen, déi Komplikatiounen hunn an där Hisiicht. Hei geet et drëm, fir en Dépistage ze maachen, ier d'Kanner symptomatesch ginn, wat e Virdeel ass.

Dat stellt natierlech, wéi gesot, etesch, legal, sozial Konditiounen, well nämlech och d'genetesch Tester, egal wéini se virgeholl ginn, Konsequenze kënne hunn op d'Bestietnis oder Kanner-hunn oder Grossessé virun...

► **M. le Président.**- Här Krieps,...

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Jo?

► **M. le Président.**- ...ech fäerten, d'Zäit leeft lech fort!

► **M. Alexander Krieps (DP).**- Neen, d'Zäit leeft mer fort, mä ech wollt der Madame Gesondheetsministerin d'Fro stellen, ob mer an onser Lëscht net solle bäisetzen d'Drépanocytose, d'Mucoviscidose an d'Bêta-thalassémie.

Dat ass am Fong de Sënn vu menger Fro gewiescht. De Rescht soen ech eng aner Kéier.

Merci villmools.

(**Hilarité générale**)

► **M. le Président.**- Elo hat Der Chance, dass ech lech drop higewisen hunn, Här Krieps, soss hätt Der d'Fro net kënne stellen.

(**Interruption**)

D'Madame Gesondheetsminister huet d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Dir hat zum richtige Moment opgehale. Bon, ech wollt och dem honorabelen Här Krieps Merci fir seng Fro soen, déi mer als Éischt emol d'Méiglechkeet gëtt, fir hei op dëser Plaz ze soen, dass mir schonn zënter 1968 en nationale Programme de dépistage néonatal hunn. Dat ass, wéi Der lech kënnt virstellen, nach laang net an all Land esou. A mir sinn och dofir ganz stolz dorop, dass mer dat hunn.

Den Här Krieps huet ganz kuerz hei de Screening ugeschwat, wat net elo den Haaptobjekt vu senger Fro ass, mä et sollt een awer och hei rappeléieren, dass dee Screening bei allen Nouveau-néen hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, fir eng ganz précoce Identifikatioun ze maache vu bestëmmte Pathologien, déi kënne grav Suite fir d'Gesondheet vum Puppelchen hunn. Et ginn also Prélevementer bei deene Klengen gemaach, an et gëtt och e Suivi gemaach vun de Kanner an och vun hire Familijen.

À la base ginn déi Tester emol just gemaach - oder „just“ tëschent Guillemeten -, fir d'Déficience auditive a fir véier Maladies métaboliques rares ze detektéieren. Dat sinn elo keng genetesch Tester, iwwert déi den Här Krieps sech jo wëllt informéieren, mä et sinn eigentlech spezifesch audiometresch Tester an och biochemesch Tester, déi déi Pathologie kënne detektéieren. An dat ass och ganz, ganz wichtig, well dee Screening bestëmmt awer dorüwwer, ob ganz fréi kënne Précautiounen geholl ginn, fir dass déi Detektioun kann dozou féieren, dass déi Krankheete keen esou schwéiere Verlaf hunn.

Dee Screening gëtt iwwregens organiséiert vum Ministère de la Santé an Zesummenaarbecht mam LNS, awer an enger Zesummenaarbecht mat de Maternitéen, mat de Pädateren, no ganz strikte Kritären, an déi si festgeluecht vun der OMS zënter 1968, vun do un hu mir och dee Programm, a se si reviséiert ginn 2007.

Wat déi genetesch Tester ubelaangt, esou ginn déi am Fong gemaach schonn ier d'Symptommatiken optauchen, wann d'Diagnostik esou

ass, dass wierklech d'Gefor besteet, dass mussen zousätzlech Analyse gemaach ginn, fir dass déi physisch a mental Entwécklung vum Puppelchen net an déi falsch Bunne geréit. An do ass et méiglech, nodréiglech Tester ze maachen, genetesch Tester, fir zousätzlech zu deene Pathologien, déi ech genannt hunn, metabolesch Krankheeten ze detektéieren, Kribskrankheeten, Muskelkrankheeten, neurologesch a Blutkrankheeten.

An do wëll ech och soen, un d'Adress vun deenen Elteren, déi da vläicht direkt soen: Oh Mamm, oh Mamm, esou sophistiquéiert Saahe kënne mir jo guer net maache loosse, well mir kéinten eis dat guer net leeschten; majo, bei engem ganz groussen Deel vun deenen zousätzleche genetesch Tester, déi gemaach ginn zousätzlech zu deem Screening, deen ech d'Éinescht hei ausgefuert hunn, gëtt et speziell Ofkomme mat der CNS, déi eng zum gréissten Deel honnertprozenteg Prise en charge dovunner mécht.

Derbäi kommen och nach genetesch Tester, déi zum Beispill kënnen um ADN virgeholl ginn, wann et zum Beispill drëms geet, fir eng Recherche de paternité ze maachen. Dat ass awer eng Ordonnance vum Geriicht, déi muss kommen, well da kann een zousätzlech Informatiounen kréien iwwert d'Originé vum Puppelchen. An déi genetesch Tester kënnen och ganz wichteg sinn, fir e spéidere Krankheitsverlaf ze antizipéieren.

Ech hoffen elo, dass déi dräi Krankheeten, déi den Här Krieps zum Schluss genannt huet, ënner ee vun deenen Departementen falen, déi ech elo hei genannt hunn, soss muss ech do awer nach zousätzlech Enquête maache goe mat menge Servicer.

Ech wollt awer och ofschléissend nach soen, dass souwuel wat de Screening ugeet wéi och wat d'Poursuite diagnostique ubelaangt, wann déi Tester positiv sinn, dass déi nëmme méiglech ginn, well mer eng ganz, ganz gutt Zesummenaarbecht hunn an e ganz groussen Engagement vun de Pädateren, vun den Obstetrikern, Hiewammen, Infirmieren oder och eng ganz gutt Kollaboratioun mat der Division de biochimie am LNS, wou eng ganz motivéiert, engagéiert an disponibel Equipe ass.

Bon, wat den ethesche Volet ugeet,...

► **M. le Président.**- Madame Minister, Dir misst zum Schluss kommen.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Wat den ethesche Volet ugeet, esou ginn ech dem Här Krieps komplett recht, do musse mer dauernd d'Protection des données an de Schutz vum Bierger am Hannerkapp behalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Mutsch. Déi nächst Fro kënnt vum Här Justin Turpel a betrëfft den Impakt op de Budget vun där méi spéit erfallender Indextranche, well d'Inflatioun méi niddreg ass. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°44 du 5 juin 2014 de M. Justin Turpel relative aux incidences sur le budget de l'État du report en mars 2015 de la tranche indiciaire prévue en octobre 2014, adressée à M. le Ministre des Finances**

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. Dir hutt d'Fro scho bal ganz gestallt. D'Fro ass kuerz an einfach. Mir gouf gëschter vum Wirtschaftsminister bestätegt, datt mat allergreisster Wahrscheinlechkeet dëst Joer ebe keng Indextranche méi erfält; méiglecherweis am Mäerz d'nächst Joer.

An ech weisst gär vum Finanzminister, wéi eng Incidences datt dat op d'Recetté respektiv op d'Dépenses huet. Dat heescht: Wat sinn déi Artikelen, wou mer da manner mussen ausginn? A wat sinn déi Artikelen, wou mer dozouer dëst Joer manner erakréien? A wat mécht dat insgesamt aus? Ech wier frou, wa mer dat kéinte gewuer ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Turpel. D'Wuert huet de Finanzminister, den Här Gramigna.

► **M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dat ass effektiv eng interessant a wichteg Fro, déi den Deputéierten Turpel hei stellt.

Et ass esou, dass mer effektiv an enger Phase sinn, wou d'Inflatioun ganz staark erofgeet, an enger Mooss, déi mer och säit ganz langer Zäit net kannt hunn. Dat ass fir Lëtzebuerg u sech eng relativ gutt Noriicht, well mer an de



leschten zéng bis zwielef Joer leider eng Inflation haten zu Lëtzebuerg, déi méi héich war wéi d'Moyenne vun der EU a méi héich wéi an der Eurozon, wat natierlech och d'Indexproblematik nach méi verschäerft huet.

Doduerch, dass d'Inflation elo staark erofgeet, an zwar ënnert den 2%-Seuil, deem d'Europäesch Zentralbank sech gesat huet, komme mer op eng prolongéiert Aart a Weis an eng nei Situatioun eran.

Dir wësst och, dass haut sech d'Europäesch Zentralbank doriwwer zesummefënnt, well déi Situatioun vun enger relativ niddreger Inflation riskéiert, eng gewëssen Zäit ze daueren, esou dass also den Impakt vun enger niddreger Inflation effektiv kéint a kann a soll am Budget gemooss ginn. Mir hunn elo préliminaire Calculer gemaach op Basis vun Ärer Fro, an ech maachen elo hei natierlech eng approximativ Äntwert, well dat ass, loosse mer soen, esou eng Moyenne, déi mer ausrechnen.

Also, den Impakt op d'Dépensé vum Stat wäert sinn, wann alles elo antrëfft wéi virgesinn, dass mer ongeféier 35 Milliounen Euro manner wäerten am Joer 2014 ausginn. A wat d'Recetten ubelaangt, do huet dat natierlech och en Impakt, an zwar wäerten d'Recetten ongeféier an deem Joer ëm 20 Milliounen erofgoen. Mä déi 20 Milliounen sinn nëmme gerechent op der Lounmass. Op deenen anere Saachen ass dat vill méi schwéier ausrechnen. An och op der Lounmass hu mer do net den Impakt vum Barème gerechent, well dat och ganz schwéier ausrechnen ass.

Dat heescht, mat deene provisoireschen Zifferen, déi ech lech elo kann hei soen, ass den Impakt vun enger Reduktioun vun den Dépensé vum Stat 35 Milliounen an d'Reduktioun vun de Recetten 20 Milliounen, woubäi ee wéi gesot muss an Erënnerung behalen, dass do den Impakt vum Barème net matagerechent ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Finanzminister. Déi nächst Fro kënn vum Här Max Hahn, betrëfft d'Variant vum Finanzement fir déi nei Kasär vun de Services de secours a riicht sech un den Innenminister. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°45 du 4 juin 2014 de M. Max Hahn relative au modèle de financement retenu pour la construction d'une nouvelle caserne pour les services de secours au Ban de Gasperich, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur**

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Och Merci, dass Der meng Fro net ganz scho virbruecht hutt, sou dass ech dat selwer ka maachen.

(**Hilarité générale**)

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Dat ass awer net schlecht, dat do!

► **M. Max Hahn (DP).**- Dir Dammen...

► **M. le Président.**- Et war didaktesch gemengt, fir ze weisen, wéi kuerz een eng Fro ka formuléieren, Här Hahn.

(**Hilarité générale**)

► **M. Max Hahn (DP).**- Exzellent! Exzellent! Dir Dammen an Dir Hären, gëschter hu mir hei am Haus no bal 20 Joer Diskussioun fir de Projet Tram gestëmmt. Genaousou laang gëtt schonn iwwer en anere Projet diskutéiert: iwwert de Projet vum Centre national d'intervention et de secours, also déi nei Kasär um Rond-point Glück.

Ech brauch heibannen, mengen ech, kengem ze soen, dass de Bau vun där neier Kasär e wichtige Bestanddeel ass vun der Reform vum Rettungswiesen.

An deem Zesammenhang hunn ech dräi Froen un eisen Innenminister: Éischtens a wuel wësend, dass de Stat net Bauhär ass, wollt ech de Minister froen, wou mir mat dem Projet dru sin, also wéini mer endlech ufänken, an, vill méi wichteg, wéini mer dann endlech mat deem Bau fäerdeg wäerte sinn.

Zweetens wollt ech de Minister froen, ob schonn e Finanzéierungsmodell mat der Stad Lëtzebuerg a mam Stat festgehal gouf.

An drëttns wollt ech froen, wou mer allgemeng mat der Reform vum Rettungswiesen dru wieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Hahn. An d'Wuert huet den Innenminister, den Här Dan Kersch.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Merci dem Här Hahn och fir dës Fro, déi mengen ech wierklech d'ganz Land interesséiert. Ech wëll net hei am Detail agoen op déi Noutstandssituatiounen, déi mer an eenzelnen Deeler vum Land hunn, wat d'Rettungswiesen ugeet. Ech wollt awer d'Geleeënheet benotzen, fir hei eng Kéier ganz haart ze soen, dass d'Regierung decidéiert huet, dass trotz Spuerprogramm dee Programme d'embauche vu professionellen Ambulancierien ebe weinst där Noutsituatioun wäert weidergoen, dass also do keng Leit deem Spuerzwang do, keng Astellungen deem Spuerzwang géifen ënnerfalen.

Zur konkreter Situatioun vum Centre national d'intervention et de secours Rond-point Glück - ech mengen, et ass richtig gesot ginn, et ass vill diskutéiert ginn hei am Land, den Architekconcours geet op d'Joer 2004 zrëck - wollt ech just zwou Saache soen. En deelt sech u sech an zwee Deeler: eng Zon 1 mat der Kasär vun de Berufspompjeeën, der Direktioun vun der Verwaltung vun de Rettungsdéngschter, der Schoul vun de Rettungsdéngschter mat engem Internat, dann d'national Leitstell vum 112, net onwichtig. An dann déi Zon 2 mat den Trainingsanlagen an enger Übungshal, dem Brandhaus an aneren techneschen Installatiounen, fir allmëgliche Zorte vun Accidenter kënnen ze simuléieren.

Am Joer 2010 scho gouf eng Konventioun zur Finanzéierung gemaach tëschent dem Stat an der Gemeng Lëtzebuerg, woubäi kloergestallt ginn ass, dass d'Gemeng Lëtzebuerg de Bauhär ass, esou wéi den Här Hahn dat och virduun hei scho gesot huet. An et war festgehal ginn, dass d'Käschten zu 43% fir de Stat wäeren an zu 57% fir d'Stad Lëtzebuerg, wat d'Zon 1 ugeet, an dass fir d'Zon 2 100% vum Stat sollten iwwerholl ginn.

Am Dezember 2013 war en Avant-projet détaillé ofgeschloss ginn an de Käschtepunkt louch bei 139 Milliounen. Dovunner kommen 120 Milliounen ronn op d'Zon 1 an 19,1 Milliounen op d'Zon 2.

Viru Kuerzem hat ech eng Entrevue mat der Stad Lëtzebuerg, mat der Buergermeeschtesch, der Madame Polfer, mat der zoustänneger Schäffin, der Madame Beissel, a mir sinn eis do, mengen ech, relativ séier eens ginn, dass et elo kee Wäert méi huet, nach laang iwwer Subsiden oder weider Subside vum Stat ze diskutéieren an ze streiden, mä dass et wichteg ass, dass mer de Projet weiderdreien, och am Hibleck drop, dass dat dote jo ee vun den Häerzpunkten oder Kärpunkten ass vun der ganzer Reform vun der Administration des Services de Secours an dass et selbstverständlech esou wäert sinn, dass déi finanziell Apporten, déi d'Stad Lëtzebuerg elo beim CNIS mécht, natierlech och herno ugerechent ginn, wa mer an d'Phas komme vun engem Établissement public, wat d'Organisatioun vun de Services de secours géif ugoen.

An da si mer da beim zweeten Deel vun der Fro vum Här Hahn. Selbstverständlech hu mer weidergeschafft opgrond vun där Viraarbecht, déi geleeest ginn ass vum viregten Innenminister, an där, mengen ech, eng ganz Rei vun interessante Pisten detekéiert sinn, wéi een esou eng Reform kéint ugoen. D'Kärpunkten och dovunner sinn, mengen ech, zréckbehale ginn a fanen och allgemenge Konsens. Dat heescht also, éischtns, eng Fusioun vu Pompjees- a Rettungswiesen allgemeng um nationalen Niveau an, zweetens, och mëttelfristeg eng Professionaliséierung oder Semiprofessionalisierung ustriewen, fir lues a lues d'Qualitéit vun dem Rettungswiesen insgesamt ze verbessern.

Den Usproch sollt dee sinn, an ech wëll dat eng Kéier kloer hei soen, fir déi Qualitéit landeswäit kënnen unzibidden, déi mer och an der Stad Lëtzebuerg elo schonn opgrond vun der Professionaliséierung vun de Rettungsdéngschter hunn, fir déi kënnen unzibidden. Ech wëll awer och genaousou kloer soen: Wann een esou eppes ustriert, da weess een, dass esou eppes net wäert zum Null-Käschtepunkt ze kréie sinn. Wann een dat wëllt realiséieren, da weess een, dass ee Sue brauch, well dat soss net ze maachen ass.

Bis dohinner ware mer eis, mengen ech, alleguerten eens. An elo geet et drëms, d'Detailfroen ze klären, déi am Moment nach net gekläert sinn. Dat heescht nämlech: Wéi wäert d'Finanzéierung vun esou engem zukünftigen Établissement public ausgesinn? Wien ass mat wéi vill Prozent bedeelegt, engersäits de Stat, anerersäits d'Gemengen? Eng éischt Ébauche an eng éischt Virstellung ginn dohin, fir dat selbstverständlech zu engem wierklech équitabele Prozentsaz ze maachen, also 50/50. Dat setzt natierlech dann och viraus, dass et och, wat d'Décisionsprozeduren ugeet, do esou wäert sinn, dass de Stat fir 50% do Matsproocherecht an och d'Gemengen zu 50% Matsproocherecht wäerte kréien.

An et muss natierlech nach eng aner Fro gekläert ginn, dat ass déi vun de Responsabilitéiten um Terrain. Wéi ass d'Responsabilitéit vum Buergermeeschter engagéiert? A virun allem och: Wien huet während engem Asaz dann d'Befehlsgewalt iwwert den Asaz?

Alles dat si Froen, déi mer nach musse mat allen Acteuren zesumme klären. A wann ech soen „all Acteuren“, da mengen ech se wierklech och alleguerten.

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir sidd largement iwwert d'Zäit.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech sinn esou gutt wéi fäerdeg. Ech wollt just nach soen, dass mer nach wäerte mam Syvicol, mat der Pompjeesfederatioun, mam Ministère de la Santé, dem Comité des sages, der ASS, der LAR an de Gewerkschaften doriwwer diskutéieren.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister. Déi nächst Fro kënn vum der Madame Hetto-Gaasch a betrëfft d'Preventioun vu gesellschaftleche Phenomeener wéi dem Burn-out.

- **Question n°46 du 5 juin 2014 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la stratégie de prévention du Gouvernement dans la lutte contre les phénomènes de la société, adressée à Mme la Ministre de la Santé**

► **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, am Regierungsaccord steet am Kader vum Volet Santé, dass d'Preventioun soll verstärkt ginn. Dëst ass wierklech ausdrécklech ze begrëssen. Nieft der Preventioun vu Krankheete wéi Kriibs, wou mer jo ganz gutt Programmer fir den Dépistage vu Broschtkriibs oder och vun Daarmkriibs hunn, geet et awer och ëm d'Preventioun vun de sogenannten „Vollekskränkten“ wéi dem Burn-out, dem negative Stress, Depressiounen oder och Häerz- a Kreeslafkrankheeten, fir elo nëmmen dës ze nennen.

Alles dat ass jo ganz dacks eng Reaktioun op Problemer, op Suergen aus dem Alldag, ganz dacks Problemer oder Suergen op der Aarbechtsplaz. An ech denken do un de Mobbing, de Leeschtungsdruck, d'Angscht, seng Plaz ze verléieren oder och effektiv souguer d'Plaz verluer ze hunn. Dat heescht, dat si grouss psychesch Belaaschtungen.

D'Äntwerten, déi een dorobber ka ginn, déi kënnen wierklech verschiddearteneger Natur sinn. Bei eisen däitschen Nopere gi verschidden Aktivitéiten a Mesuren, déi preventiv wirken, wéi zum Beispill de Yoga, och unerkannt an zum Deel souguer rembourséiert.

Iwwregens, Madame Minister, ech erlabe mir elo just eng kleng Parenthèse opzemaachen. Dir hutt mir an Ärer Äntwert op meng Question parlementaire zum Yoga gesot, dass et keng wëssenschaftlech Etüde géife ginn, déi déi positiv Wierkung vum Yoga géife confirméieren. Abee, deem ass net esou!

Et gëtt eleng eng ganz Partie Etüde vum Professor Dr. Michalsen vun der Charité vu Berlin. Ech hunn lech se matbruecht an ech loosse lech déi och hei.

(**Mme Françoise Hetto-Gaasch dépose une documentation.**)

Awer elo zréck bei meng Fro. Ech wësst gär vun der Regierung, wéi dann elo hir konkret Strategie ausgesäit a Saache Preventioun vu Gesellschaftskränkte wéi negative Stress, Depressiounen, Burn-out oder och nach kardiovaskulär Krankheeten.

Wéi eng Methode wëll se unerkennen? A géif dat eventuell och e Remboursement vu Käschte mat sech bréngen, wëssend, dass ee ganz vill Sue ka spueren, wann ee preventiv agéiert, sech dat och wierklech eppes kaschte léisst, amplatz masség Kommen an d'Traitement oder awer och a Krankeschäiner ze investéieren?

Ech soen lech Merci. An ech loosse de Clas-seur hei leien, Madame Minister.

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Hetto-Gaasch. D'Wuert huet d'Gesondheitsministeresch, d'Madame Lydia Mutsch.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Déi honorabel Madame Hetto huet recht, de Burn-out haut als e Bestandteil vun engem Phenomeen ze nennen, zu deem ech och géif den Harcèlement moral oder d'Violence op der Aarbecht oder och den Harcèlement sexuel oder discriminatoire ziele mat alle Risiken um psychosoziale Plang, déi do drunnerhänken.

Et gëtt eng ganz Rëtsch vun Etüden. Ech wëll vläicht eng hei ervirsträchen, déi nach relativ rezent gemaach ginn ass vum CEPS a vun der

TNS ILReS, wou ënner anerem Informatiounen opgeschafft ginn, déi ausweisen, dass den Absentéisme de longue durée, also méi wéi dräi Wochen, virun allem - ëm déi 23% - bedéngt ass duerch beruflsbedéngte Stress an Depressiounen, déi doraus entstinn. Wat dozou gehéiert, an et ass hei kuerz ugeschwat ginn: kompletten Épuisement physique, émotionnel, mental, heiansdo wierklech de kompletten Épuisement, dass iwwerhaupt näischt méi geet, da schwätze mer vu Burn-out. An der Etüd gëtt gesot, dass dat virun allem am Enseignement, am Secteur social a médical, awer och am Beräich vum Nettoyage, Gardiennage besonnesch ausgeprägt ass.

Bon, ech wollt lech awer fir d'Éischt nach op de Yoga äntwerten. Madame Hetto, ech hunn lech net geäntwert, dass de Yoga keng kierperlech Verbesserunge géif bréngen. Ech hu just gesot, dass et keng wëssenschaftlech Beweiser gëtt fir medezinesch pathologesch Verbesserungen.

(**Interruption**)

An dat ass schonn eng grouss Nuance tëscht deenen zwou Saachen.

(**Interruption**)

Ech kéim dann zu de Strategien. Do behale mir natierlech déi am A um europäesche Plang. Do hu mir zënter 2004 en Accord do leien iwwert de Stress au travail, mat deem d'Memberstaten opgefuerdert sinn, aktiv ze ginn. Dat ass bei eis virun allem de Comité Économique et Social, deem do Strategien développéiert huet, déi ech awer elo net all hei ausféieren, well dat ze wäit géif goen.

2007 ass et en Accord iwwert den Harcèlement an d'Violence op der Aarbechtsplaz, och op europäeschem Niveau. Do hu mir zu Lëtzebuerg eng Konventioun gemaach mat de Sozialpartner, déi och an engem Règlement grand-ducal 2009 ficeléiert ginn ass. Insgesamt: Obligatiounen fir d'Patronen, fir eng Preventioun ze maachen a fir eng Interventioun ze maachen, wa se erausfannen, dass moraleschen Harcèlement oder Violence op der Aarbechtsplaz geschitt. 2004: e Gesetz iwwert d'Kollektivvertrag, wou virgeschriwwen gëtt, dass all Patron muss Modalitéiten aschreiwen, déi och mat Sanktiounen belaangt kënnen ginn.

Ech wëll elo net hei och nach oplëschen, wat am Code du Travail ass, wat am Code pénal ass, well Är Froe dréien haaptsächlech drëm, wéi mir elo als nei Regierung domat wëllen ëmgoen.

Bon, virun allem wëll ech hei ervirsträchen, dass de Médecins du travail eng besonnesch Bedeutung zoukënn, well et eis wierklech drëm geet, dass schonn zu engem fräie Moment eng Detektioun vun deene spezifesch Pathologie ronderëm de Burn-out ka stattfannen an dann och eng richtig Orientéierung ka kommen.

Mir wëllen elo deen europäeschen Accord a virun allem déi Modalitéiten, déi mer op Lëtzebuerg Plang ëmgesat hunn zënter 2007, déi wëlle mer evaluéieren. Dozou gehéiert och d'Evaluatioun vun der Konventioun mat de Sozialpartner, an ech denken, dass et net wäert goen, ouni eng spezifesch Législatioun ze maache géint den Harcèlement moral au travail, fir deen och verstärkt matafléissen ze loosse. An da stinn natierlech all déi Pourparlers un, ënner anerem och mat der CNS, fir de Remboursement vun deenen Traitement ronderëm déi detekéiert Besoinen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Gesondheitsministeresch.

Mir sinn elo dräi Minutten iwwert d'Froestonn eraus, an esou, wéi dat virgesinn ass, géife mer domat ophalen a mir ginn zu deenen nächste Punkte vum Ordre du jour iwwer. Et deet mer leed, et ass eng Froestonn an et sinn der nach dräi, déi programméiert sinn. Ech wëll hei net eng Selektioun maachen zwëschen dräi Froen.

Nach eng Kéier den Appell un d'Froesteller an och un déi, déi äntworten: Wat jiddweree méi disziplinéiert ass, wat mer méi Froen duerchkréien. Dir waart alleguer d'accord och an der Presidentekonferenz, dass mir dat sollen esou uwenden, wéi eist Reglement dat virgesäit.

Ech soen lech Merci fir Äert Versteesdemech. Mir géifen dann zu eise nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen.

3. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications

Mir kommen zur Nominatioun vun engem Réviseur d'entreprises fir d'Post, esou wéi den Artikel 22 Paragraph 3 vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Post dat virgesäit. De Verwaltungsrot vun der Post huet d'Firma Ernst & Young als Réviseur fir d'Joren 2014, '15



a '16 virgeschloen. Wéi üblech maache mir déi Ofstëmmung iwwert de Vote secret mat eisem Système de vote électronique.

Ech erënneren lech drun, dass de Vote par procuration hei net zougeloo ass. Mir géifen dann zum Vote iwwergoen. Wie fir déi virgeschloen Betribspräiverfirma ass, Ernst & Young, ass gebieden, mat Jo ze stëmmen, wien dergéint ass, mat Neen.

Vote secret

Ech lancéieren dann de Vote, wat e geheime Vote ass. Vu Procuratiounen brauch ech also hei net ze schwätzen.

De Vote ass ofgeschloss an et hu 54 Deputéiert um Vote deelgehol, 50-mol Jo, zweemol Neen an zwou Abstentiounen. An ech brauch jo wuel net ze froen, ob ee seng Abstentioun wëllt motivéieren.

Ech wëll domadder also feststellen, dass fir dräi Joer Ernst & Young als Betribspräiver bei der Post designéiert ass.

Ech soen lech Merci a mir ginn zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwer. Et handelt sech ëm de Projet de loi 6567 an et geet dobäi ëm eng Konventioun iwwert d'Limitatioun vun der Responsabilitéit an der Bannennavigatioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech hu bis elo ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Kartheiser, an dat gesi mir dann direkt duerno.

An direkt huet den Här Gusty Graas, de Rapporteur, d'Wuert.

4. 6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Gusty Graas** (DP), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et effektiv mat engem Projet de loi ze dinne, wéi de President scho gesot huet, iwwert d'Banneschëfffahrt. A well den Transport vu Wueren iwwert d'Waasser jo ëmmer méi attraktiv gëtt, well et ouni Zweifel nach eng vun deene séchersten a bëllegsten Transportmethoden ass, hält de Schëffsverkéier natierlech op eise Flëss an op eise Séien zou. Duerfir ass et eben och wichteg, datt gesetzlech Dispositiounen getraff ginn, fir deen Trafic mat all senger Konsequenzen ze regelen.

An enger Konventioun vum 19. November 1976 zu London gouf schonn eng Begrenzung vun der Responsabilitéit bei Créancen am maritime Beräich festgeluecht. De 4. November 1988 gouf dann eng ähnlech Konventioun fir d'Banneschëfffahrt vun Däitschland, der Belsch, Frankräich, Holland, der Schwäiz a Lëtzebuerg ënnerschriwwen, déi eist Land dunn duerch d'Gesetz vum 24. Abrëll 1993 ratifizéiert hat. Dës Konventioun ass den 1. Juni 1997 a Kraaft getrueden. Duerch d'Konventioun iwwert d'Kanalisation vum der Musel vum 27. Oktober 1956 ass eist Land direkt an dëser Matière concernéiert. An net méi spët wéi déi lescht Deeg hu mer jo och de Cinquantenaire vun der Kanalisation vum der Musel gefeiert.

Mat deem Projet de loi vun haut approuvéiere mer d'Konventioun vu Stroossbuerg aus dem Joer 2012 iwwert d'Limitatioun vun der Responsabilitéit an der Banneschëfffahrt, déi d'Konventioun vum 4. November 1988 adaptéiert. 2007 war iwwregens decidéiert ginn, fir dës Konventioun och ze adaptéieren.

De Projet de loi gouf den 23. Abrëll 2013 vum Här Ausseminister déposéiert. De 4. Februar 2014 respektiv och de 4. Abrëll vun dësem Joer krute mer d'Avis vum Conseil d'État, an an der Sëtzung vun der Aussepolitikskommissioun den 3. Mäerz 2014 gouf ech als Rapporteur genannt. De leschten 10. Mäerz hu mir dunn d'Amendementer vum Conseil d'État ugeholl.

An dësem Gesetzestext geet et also méi spezifesch ëm d'Limitatioun vun der Responsabilitéit am Fall vun engem Accident oder bei anere Schied, déi duerch Feeler beim Transport vu Wueren entstane sinn, zum Beispill duerch Retarden oder Zerstéierung vun der Wuer. Selbstverständlech dierfen awer esou Virfäll net bewusst geschitt sinn, soss spillt natierlech d'Begrenzung vun der Responsabilitéit net.

Et gëtt awer och eng Rei vu Fäll, déi elo net ënnert dës Konventioun falen, wéi zum Beispill bei Schëffer, déi nuklear gedriwwen ginn oder wou eng aner Gesetzgebung eben eng Begrenzung vun der Responsabilitéit ausschléisst.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet also hei drëms, fir datt déi Leit, déi

d'Schëfffahrt kommerziell bedreiwen - an ech ënnersträichen dat hei, et geet reng ëm déi kommerziell Schëfffahrt - an e schwéieren Accident hunn, net direkt un d'Kette geluecht ginn. Si kënnen also theoretesch weiderfueren, wann dat natierlech och technesch méiglech ass. Et gëtt och doduerch verhënnert, datt se onnéideg zum Beispill géifen an eng Faillite falen. D'Garantie gëtt och geschafen, datt d'Affer vun engem Accident kënnen indemniséiert ginn.

Dës Konventioun huet u sech dräi nei Haapt-punkte par rapport zu der Konventioun vun 1988.

Éischtens, d'Minimalseule ginn ëm 100% eropgesat. Allerdéngs gëtt et zwou Ausnahmen. Engersäits ginn d'Seuile fir d'Passagéierschëffer just ëm 66% eropgesat an anerersäits gëtt eng nei Kategorie agefouert, an zwar fir den Transport vu geféierleche Gidder, wou nach méi eng contraignant Mesure gëllt. Dat ass iwwregens och d'Resultat vun engem schwéieren Accident vun dem Schëff „Waldhof“ am Joer 2011 um Rhäin bei St. Goarshausen, wou e Schued vun iwwer 100 Milliounen Euro entstane war.

Zweetens, et kommen elo nei Länner derbäi, an zwar Eisträich, Bulgarien, Polen, Serbien an d'Slowakei. Dës Konventioun gewënnt also ouni Zweifel u Bedeitung a kritt och elo nach méi eng grouss international Dimensioun.

Dann drëttens, et gëtt och eng méi grouss Harmoniséierung vun de verschiddene Regimer ugestriift. D'Konventioun begrenzt sech net nëmme méi op d'Musel an op de Rhäin, mä op all navigabel Waasserleef vun deenen eenzelne Länner inklusiv och d'Séien. Allerdéngs hunn déi eenzel Memberstaten och d'Recht, eenzel Waasserstroossen aus dëser Konventioun auszuschléissen.

Donieft gëtt dann och d'Revisiounsprozedur vereinfacht. All fënnf Joer ginn d'Montante vum Dépositaire, dat ass d'Zentralkommissioun fir d'Rhänschëfffahrt, op Basis vun der Entwécklung vun der Inflation festgeluecht. Déi Adaptation ass automatesch, wann d'Inflation iwwer 10% läit. Wann zënter der leschter Revisioun dës Taux 5% bedréit, da kann eng Revisioun op Demande vun engem Drëttel vun de Memberstaten ugefrot ginn.

Déi Fongen - dat si Fongen ad hoc - gi beim zoustännegen Tribunal oder bei allen aneren Autoritéite vun deem Memberstat geschafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Créancen hei ginn no sougenannten „unités de compte“ verrechent. Dat ass allerdéngs esou komplex an dat wëll ech och elo hei net am Detail ënnerbreeden, well dat géif och ze vill wäit féieren. An den Artikelen 6 bis 9 vun där betreffender Konventioun...

(Interruption)

Ja?

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Entschëllegt, ech hätt, wann de President d'accord ass, eng Fro.

► **M. Gusty Graas** (DP), *rapporteur*.- Dat ass zwar elo...

► **M. le Président**.- Wann den Här Graas d'accord ass, sinn ech d'accord.

► **M. Gusty Graas** (DP), *rapporteur*.- Zum Rapport hei?

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Jo. Dir schwätzt hei vu Betrëg, vu Sockelen,...

► **M. Gusty Graas** (DP), *rapporteur*.- Jo.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- „...“, unités de compte“ steet an der Konventioun. Et stinn awer keng Zuelen do. An et ass schwéier, sech virzustellen, ëm wat fir Montanten et sech dann hei dréit. Wann hei zum Beispill e Betrag vun zéng Milliounen Unités de compte steet, wou d'Responsabilitéit limitéiert ass, wéi kann een dat an Euroen ausdrécken?

► **M. Gusty Graas** (DP), *rapporteur*.- Ma, do kann ech lech am Fong geholl direkt déi Äntwert ginn, an deem Sënn, datt all Land zum Beispill och seng eege Währung ka festhalen. Wat d'Betrëg u sech ubelaangt, dat ass och schwéier am Virfeld elo ze soen, well déi Fonge gi jo ad hoc geschafen. Wann en Accident geschitt, da gëtt dee Fong am Fong eréischt geschafen an emol kreéiert. An duerfir sinn déi Unités de compte geschafe ginn, an dat hänkt natierlech och vun der Gréisst vum Schëff of an dat hänkt dovun of, wéi ee Schëff datt et ass.

Ech kann lech dat natierlech nach vill méi hei am Detail erklären, mä, ech mengen, den Här President géif mech dann ënnerbriechen, well ech jo awer och nëmme zéng Minutten zur Verfügung hunn.

Här Urbany, also Är Fro ass ganz pertinent, mä, wéi gesot, am Rapport respektiv an dem Exposé des motifs ass et jo ganz detailléiert erkläert mat den Unités de compte, wou et och

spezifesch, wéi gesot, op déi eenzel Kategorie vu Schëffer ukënn.

Méi kann ech lech zwar zu dësem Punkt elo net hei soen. Och wat d'Previsiounen ubelaangt vun de Montanten, dat ass awer schwéier am Virfeld elo ze soen, wéi vill datt dat kann ausmaachen. Dat hänkt natierlech och vun der Gréisst vum Accident of. Et hänkt dovun of: War et Kierperschued oder net? Soudatt dat awer net esou kann hei praktesch am Virfeld gesot ginn, wat u sech d'Montanten ausmaachen.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Mä et ginn awer Limiten.

► **M. le Président**.- Sou, mir géifen elo de Rapporteur ausschwätze loosse, wann ech gefillt.

► **M. Gusty Graas** (DP), *rapporteur*.- Bon, wéi gesot, fir dann nach eng Kéier drop zrëckzekommen, Dir hutt jo elo d'Stéchwuert „Euro“ hei gesot, awer déi eenzel Memberstate kënnen dat natierlech och an hirer eegener Währung opstellen.

Et besteet natierlech och d'Méiglechkeet, verschidden Embarcatiounen op de Flëssleef auszuschléissen, déi elo manner wéi 20 Meter laang sinn. Op der Musel kéint also deen een oder deen anere Ponton do a Fro kommen.

Ech wëll dann awer och nach op den Artikel 2 hiweisen, wou Lëtzebuerg u sech eng gewëssen Derogatioun ugefrot huet, an zwar wat d'Schold fir Schied an der physescher, chemescher a biologescher Qualitéit vum Waasser ausschléist. Dann deklaréiert Lëtzebuerg an deemselwechten Artikel och nach, datt fir si just d'Musel an déi navigabel Partie vun der Sauer a Fro kënnt, woubäi ee sech natierlech d'Fro ka stellen: Wat ass déi navigabel Partie vun der Sauer? Offiziell geet dat zwar vu Waasserbëlleg erof bis op Ettelbréck, mä, ech mengen, een, dee sech e bësselche mat Schëffer auskennt, dee weess jo, datt héchstens op der Spatz zu Waasserbëlleg e Schëff ka 50 bis 100 Meter eraufueren, an dann ass Schluss.

Ech wëll an deem Kontext och nach drop hiweisen, datt op der Musel am Joer 2012 iwwregens dräi Incidente mat Schëffer stattfonnt hunn - Gott sei Dank ouni Blesséierter. Dat waren der awer iwwregens zwee manner wéi 2011.

Nach bis de 26. September vun dësem Joer, wéi gesot, kann dës Konventioun zu Stroossbuerg ënnerschriwwen ginn. Si trëtt a Kraaft ee Joer nodeem véier State se ratifizéiert hunn. De Moment hu sechs State se ënnerzeechent, a Serbien - wat jo iwwregens en neit Land ass - huet d'Randifikatiounsprozedur allerdéngs schonn am Juni 2013 ofgeschloss. Dës Konventioun kann och selbstverständlech dénoncéiert ginn, an dat zu all Moment, allerdéngs eréischt ee Joer, nodeems datt se a Kraaft getrueden ass.

Fläicht och nach e Wuert zum Statsrot. Opgrond vu senger Demande huet d'Kommissioun am Artikel 3 dragesat, datt d'Créances bei Doudesfall oder Kierperschued natierlech priméieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer dann ofschléissend op en nach ganz wichtegen a wesentlechen Aspekt vun dësem Gesetzesprojet hiweisen, an duerfir ass et och gutt, wann ech hei duerch d'Reie kucken, datt mer jo bal all komplett sinn, well mer nämlech duerch dës Gesetzesprojet Souveränitéits-rechter oftrieden un d'Zentralkommissioun fir d'Schëffahrt um Rhäin. Dat heescht also am Kloertext, datt dat Gesetz hei muss am Kader vum Artikel 114 Ofsaz 2 vun eiser Verfassung gestëmmt ginn. An ech brauch lech jo wuel net ze erklären, wat dat heescht. Mir brauchen also, wéi gesot, eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel.

Och wann et sech, wéi gesot, hei ëm e ganz techneschen Dossier handelt, ass en awer virun allem och fir de Flosslaf Musel, wat eist Land elo ubetrëfft. An, wéi gesot, wann ech och net kann hei op all eenzel technesch Detailer agoen - duerfir ass jo de schréttleche Rapport respektiv den Exposé des motifs vum Gesetz do -, géif ech lech awer bidden, deem Gesetz hei zouzestëmme, an ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Gusty Graas. Nächste Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Merci, Här President. Just ganz kuerz, fir dem Rapporteur villmools Merci ze soe fir säin detailléierte Bericht, schréttleche a mëndlech. En huet all déi Detailer opgezeechent, déi et am Fong gëllt, hei an der

Erneuerung vun där Konventioun opgezeechen, déi souwuel d'Limites générales vun der Responsabilitéit wéi d'Seuils minima vun der Responsabilitéit respektiv déi nei Catégories de créance aféiert op där enger Säit, déi d'Zuel vun de Länner och méi grouss mécht anerersäits, an déi, drëttens, och vun de Voies navigables, déi ënnert d'Konventioun falen, eng Extensioun mécht.

An déi schlussendlech dann eng vereinfacht Prozedur mécht, fir d'Festleeung vun de Limiten zu verschiddenen Datumen dann erëm frësch ze maachen. Domat ass am Fong de ganze Résumé gemaach. Eng Konventioun, déi mer selbstverständlech wäerte mat stëmmen an do och zu där noutwendeger Majoritéit da bäidroen wäerten.

Villmools Merci.

► **M. le Président**.- Merci och dem Här Wiseler. Soss keng Wuertmeldungen an der Ronn? Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert an duerno den Här Serge Urbany.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus en härezeche Merci un de Rapporteur fir e ganz komplette Rapport. Et ass, ech mengen, wat den Inhalt vun der Konventioun ugeet, näischt derbäizefügen zu all deem, wat erkläert ginn ass a wat nach vläicht, wann den Här Urbany geschwat huet, nach weider verdéift gëtt.

Et ass net do, wou eis Suerge leien, eise Problem. Eis als ADR interesséiert deen Aspekt vun der Puissance souveraine, déi mer hei nees delegéieren un eng international Organisatioun. Als Ursaach gëtt ugin, datt dat gemaach gëtt, fir eng laboriéis intergouvernemental Konferenz ze verhënnern.

Elo muss een awer wëssen, datt dee Punkt, dee mer hei sollen a Souveränitéitsrechter ofgin, u sech eng Klenggekeet ass. Et geet drëm, fir d'Limitatiounen an der Responsabilitéit un d'Taux d'inflation unzepassen, eppes wat ee ka mat deenen Ambassadeuren, déi concernéiert sinn, ganz bequem an e puer Stonne maachen. Also, et ass schwéier anzegesinn, wou do dee laboriéis Charakter vun enger Konferenz soll leien. Et ass u sech eng Klenggekeet.

Mä wat eis interesséiert, ass de Prinzip. Mir sollen hei souverän Rechter oftrieden un eng Organisatioun, an där Lëtzebuerg net emol Member ass! Member an der Commission Centrale pour la Navigation du Rhin sinn Däitschland, d'Belsch, Frankräich, Holland an d'Schwäiz. Lëtzebuerg ass do ee vu villen États observateurs, mä net État membre.

Ënnert deene Konditiounen denke mir als ADR, datt mer och keng souverän Rechter kënnen ofgin un eng Organisatioun, an där mir net vertruede sinn. An aus deem Grond, Här President, obscho mer mam Contenu vun deem Gesetz ganz d'accord sinn an et och begrëissen, mä aus Prinzipiegrënn - datt mer net Rechter un eng Organisatioun ofgin, an där Lëtzebuerg net Member an net vertrueden ass - kënne mer dës Gesetz net stëmmen.

Villmools Merci.

► **M. le Président**.- Merci och dem Här Kartheiser. Als Nächsten huet den Här Urbany d'Wuert. Här Urbany.

► **M. Serge Urbany** (déi Lénk).- Här President, mir hunn u sech mam Prinzip vun där Konventioun hei elo kee Problem. Et geet jo drëm, fir d'Plaffongen ze hiewe bei der Binnenschëffahrt, wat d'Responsabilitéit ugeet vun deene Firmen, deenen déi Schëffer gehéieren. Dat heescht, et ass u sech schonn eng positiv Saach, datt déi Montanten, déi d'Leit kréien, wa se en Accident hunn duerch esou Schëffer, oder de Stat, wann eng Bréck zum Beispill beschiedegt gëtt, datt déi Montanten an d'Luucht gesat ginn.

Mä ech mengen awer, am Intérêt vun enger korrekter Aarbecht vun der Chamber wier et awer noutwendeg gewiescht ze wëssen, ëm wat fir Limité vu Montanten, déi dann herno nach muss bezuelt ginn, et sech hei dréint. Do liese mer Limiten dran, et sinn natierlech verschidde Limiten, jee nodeem, ob et geféierlech Saache sinn oder net, ginn et verschidde Limiten. Mä déi Limité sinn awer am Gesetz festgesat, an zwar a Form vun zum Beispill 10 Milliounen Unités de compte, an et gëtt eis och erkläert, dat géif gerechent ginn opgrond vun den Tirages spéciaux beim Fonds Monétaire International. Dat ass natierlech eng Rechnung, déi keen elo am Kapp huert. Duerfir wier et noutwendeg gewiescht, hei ze erklären, ëm wat fir Begrenzung vu Responsabilitéit vu Firmen et sech hei handelt.



Den Här Rapporteur huet och dovü geschwat, datt do géife vun deene Firme Fongen ugeluecht ginn an datt, jee nodeem, wéi de Schued ass, natierlech eppes anescht ersäen. Mä et steet awer och dran, datt déi Fonge musse limitéiert sinn, opgrond vun deene Limiten, déi ech elo virdrun erwähnt hunn. A mir wëssen net, wéi dat chiffréiert ass. An ech fannen, et wier awer gutt gewiescht, wann een dat gewosst hätt.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Domat huet d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gären dem Rapporteur, dem Här Gusty Graas, Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Hien ass jo Spezialist vun Transport a vu Schëffahrt, an dat huet een och ganz gutt gesinn.

► **M. Gusty Graas (DP).**- A vum Fischen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- A vum Fischen och, jo. Dat heite Gesetz ass en net onwichtig Gesetz. Et gëtt eis méi Garantie fir d'Schëffahrt, an doriwwer solle mer eis freeën. De Rapporteur an och d'Intervenanten hunn déi Haaptelementer erausgeschildert. Dat ass, datt d'Seuils adaptéiert ginn, datt also d'Garantie elo méi héich sinn. Dat ass, datt additionnel Länner bäikommen, déi elo vun där Konvention couvéiert ginn, an drittens, datt d'Harmonisation méi weidergedriwwen gëtt an net nëmme sech op d'Musel an de Rhain beschränkt, mä och op d'Zouflëss. An ech mengen, alles dat ass a Richtung vu méi Sécherheit a méi Garantie an ass eng ganz gutt Saach.

Wéi richteg ervirgestrach, ass hei en - tëschent Guilleminen - gewëssenen „Abandon“ vu Souveränitéit virgesinn. Duerfir brauche mer eng Zweedritteltmajoritéit, an duerfir freeën ech mech, datt och d'Opposition, d'Haupppositionspartei sech hei uchlësst, fir déi Konvention hei ze stëmmen an ze ratifizéieren.

Ech wëlt e Wuert zur Unité de compte soen. Déi Unité de compte ass kee Geheimnis. Dat sinn d'Droits de tirage spéciaux vum FMI. Déi ginn all Sekund an all Minutt ausgerechent. Dat kann een op der Website nokucken. Et ass net, datt dat eng geheim Monnaie ass, wou kee Mënsch weess, wat se ass. Do ass e Prozentsaz vun Dollaren dran, e Prozentsaz vun Euroen, esou datt een elo net soll hei d'Impressioun ginn, datt een net wësst, wat ee stëmmt. Dat ass eng Notioun, déi an der Welt bekannt ass an déi eng Referenz ass an déi a ganz villen internationale Konventionen zréckbehalen gëtt.

Aus deene Grënn alleguete freeën ech mech, datt also esou vill Verrieder vun der Chambre des Députés dat heite wëlle positiv mat beglueden.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Finanzminister. Mir géifen dann zum Vote iwwert de Projet iwwergoen. Wéi den Här Finanzminister richteg gesot huet, brauche mer eng Zweedritteltmajoritéit an et si keng Procuratiounen erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6567 et dispense du second vote constitutionnel

Ech lancéieren de Vote. De Vote ass ofgeschloss. 52 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 2 mat Neen an 2 Abstentionen. Domat ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes et Claude Wiseler;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Projet, dat ass de Projet de loi 6607, en Accord tëschent Lëtzebuerg an Norwegen iwwert den Austausch vu klassifizierten Informatiounen. D'Wuert huet d'Rapportrice vum Projet, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

5. 6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet de loi geet et, wéi de President richteg sot, ëm en Accord tëschent eisem Land an Norwegen iwwert den Échange an d'Protektioun vu klassifizierten, also geheimen Informatiounen.

Dësen Accord, dee mer dann herno wäerten zum Vote stellen, dee schafft e rechtliche Kader, deen den Austausch an awer och de Schutz vu klassifiziertem Material vun den zwou Vertragsparteien, deemno des Kéier Lëtzebuerg an Norwegen, also regelt.

Fréier, ech géif soe bis zum Enn vum Kale Krich, gouf d'Notioun vun „protection des informations classifiées“ éischter an engem méi militäreschen Zesummenhang gebraucht. Haut ass dat e bësse méi differenziéiert, och well mer méi verstärkt mat neien, oft vläicht manner visibele Menacé konfrontéiert sinn.

Éischters zum Beispill, d'Menacen am Beräich vun der Sécherheet: Terrorismus, d'Verbredung vu Massevernichtungswaffen, regional Konflikter an der Welt oder awer och d'organiséiert Kriminalitéit.

Den zweeten Typ vu Menacen, dat sinn déi, wou et ëm eise Patrimoine économique, financier a scientifique geet. An do handelt et sech ëm déi sougenannt Industrie- oder Technologiespionage. Mir wëssen och an deem Zesummenhang, datt mer haut um europäeschen Niveau vill Programmer am Beräich vun der Haute technologie hunn. An all déi Programmer sinn natierlech och mat ville sensibelen Informatiounen verbonnen. Wann een als Land also wëllt un esou Programmer deel huelen, da muss een de Partnerlänner kënnen garantéieren, datt hir sensibel Informatiounen zu Lëtzebuerg genau gutt protegéiert sinn, wéi dat an hirem eegene Land de Fall ass.

D'Basis vun dësem bilateralen Accord ass geluecht ginn duerch d'Gesetz vum 15. Juni 2004 «relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité». Duerch dëst Gesetz huet Lëtzebuerg deemools sech e juristesche Kader gi fir d'Klassifizierung vu sensibelen Informatiounen. Wéini muss en Dokument klassifizéiert ginn, wéi eng Geheimhaltungsstufe ginn et, wien därer eng Klassifizierung virhuelen a wien huet Zougrieff op d'Material?

Et ass vläicht och nach wichteg ze bemerken, datt et net nëmme bilateral Ofkommesse fir de Schutz an den Échange vu klassifizéierte Piéchen an Informatiounen gëtt, mä et gëtt och multilateral Protektiounsregime, zum Beispill am Kader vun der NATO oder awer och vun der Europäescher Union. Méi dozou wäert Dir herno vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Marc Angel, beim nächste Projet de loi um Ordre du jour, dem 6635, gewuer ginn.

Wat elo awer déi bilateral Ofkommessen ubelaangt, esou sief weider erwähnt, datt mir schonns eng ganz Rei vun esou Accorde mat Drëttstaten ofgeschloss hunn, zum Beispill mat eisen Noperen, Länner wéi Frankräich an Däitschland also, mä och mat Lettland, Portugal a Spuenien. An iwwert déi lescht grouss Vague vun esou Accorden, dat waren Accorde mat der Tschechescher Republik, Schweden, der Slowakei, Finnland, der Belsch, Slowenien, Estland a Georgien, hu mir den 9. Abrëll 2013 an dësem héijem Haus ofgestëmmt. Dës Accorden hunn och praktesch ëmmer deeselewachten Opbau an duerfir ginn ech elo net op all eenzelen Detail dovunner an.

Wesentlech ass bei deenen Accorden, datt all Vertragsstat déi néideg Mesuren hält, fir d'Protektioun vun de klassifizierten Informatiounen, déi eben échangéiert ginn, ze garantéieren. Eng klassifizéiert Informatioun, déi ee vun engem anere Stat kritt an déi engem bestëmmten Niveau de sécurité entsprécht, kritt deeselwechte Protektiounsniveau wéi déi eege klassifizéiert Informatioun an deem bestëmmten Niveau de sécurité. Fir datt dat an der Praxis och esou geschéie kann, enthält den Accord och en Tableau d'équivalence vun deene véier Niveaux de sécurité, nämlech „très secret“, „secret“, „confidentiel“ an „restreint“.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 20. Dezember souwuel de Fong wéi och d'Form vum Projet de loi approuvéiert.

Den 20. Januar dunn, genau eng Woch nodeems ech zur Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt gouf, gouf mäi schrëftleche Rapport vun der aussepolitischen Kommissioun ugeholl. An darselwechter Réunion vum 20. Januar awer sinn nach eng ganz Rei Froen opkomm, déi dunn den 3. März 2014 an der Kommissioun diskutéiert goufen an och spéider Géigestand vu mengem Rapport complémentaires waren, deen dunn den 12. Mee dëst Joer ugeholl gouf.

Éischters ass et bei deene Froen ëm den Accès vu Privatpersounen u klassifizéiert Informatiounen gaangen, déi si selwer betreffen. Wat elo d'Donnée vum SREL ubelaangt, ass esou en Accès méiglech, zwar indirekt, duerch eng Demande un d'Autorité de contrôle, wéi dat am Artikel 17 vum Datschutzgesetz virgesinn ass. Dat Recht, an dat wësst Dir, dat ass allerdéngs net absolut. Dat heescht, et kann a verschiddene Fäll limitéiert ginn oder den Accès ka souguer ganz refuséiert ginn, zum Beispill, wann de Risiko besteet, datt klassifizéiert Informatiounen no bausse verbreet kéinte ginn.

En anere Volet betrëfft den Accès op klassifizéiert Informatiounen am Kader vu Gerichtsprozeduren. Am Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwert d'Classification des pièces ass dat net genau definéiert. Et ass awer esou, datt Lëtzebuergier Pièce kënnen, ënner gewësse Konditiounen natierlech, abruucht ginn. D'Pièce vun auslänneschen Autoritéiten awer net! Dat gouf och an engem Arrêt vum 25. Oktober 2013 vun der Cour constitutionnelle bestätegt. An deem Arrêt bemierkt d'Cour och, datt eng Kontroll néideg ass, wann de SREL Informatiounen zréckbehält mam Argument, et géif sech ëm Informatiounen aus dem Ausland handelen.

Am Projet de loi iwwert d'Organisation vum SREL - den Dossier parlementaire mat der Nummer 6675 -, deen eise Premierminister, de Xavier Bettel, viru Kuerzem an dësem Haus hei déposéiert huet, gëtt deem Arrêt vun der Cour constitutionnelle Rechnung gedroen an d'Froer betreffend den Accès zu den Informatiounen gi méi detailléiert geregelt. An ech mengen, am Kader vun där Prozedur zu deem Projet de loi bitt sech dann nach eng Kéier d'Geleeenheet, fir all dës Froer weider ze verdeiwen a se dann och fir an Zukunft ze regelen.

Eng lescht Fro war, mat wat fir Länner Lëtzebuerg nach esou Accords de sécurité ofgeschloss huet beziehungsweise mat wat fir Länner am Moment nach géif verhandelt ginn. Or, ähnlech Accords de sécurité goufe bis elo mat 13 Staten ofgeschloss an ech hunn déi virdrun och schonns alleguerten opgezielt gehat. Weider Accorde wäerte geschwënn ënnerschriwwen ginn, an zwar mam Vereenegte Kinnekräich, mat Kroatien a mat Holland.

Da sinn nach eng Rei Accorden, déi nach an der Négociationsphas sinn, déi betreffen d'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement, ofgekierzt OCCAR, mat Polen, Litauen, Griichenland, Brasilien, Israel an Éisträich.

Voilà! Dat gesot, soen ech lech alleguete Merci fir d'Nolauschteren an ech profitéieren dovunner, fir och direkt den Accord vun de Sozialisten zu dësem Projet de loi ze ginn.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Rapportrice. Éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Merci, Här President. Just fir ze soen, datt d'Madame Dall'Agnol dat elo esou perfekt gemaach huet, datt wierklech kee Wuert do zouzefügen ass an datt mir selbstverständlech dee Projet hei wäerte stëmmen.

► **M. le Président.**- Dann den honorabelen Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Här President, ech schlësse mech deene Wieder u vu mengem Virriedner. An ech wollt och der Madame Rapportrice Merci soe fir deen ausféierleche Be-

richt. Vlächent eng Remarque, datt een effektiv do verschidde Froen, déi opgeworf gi sinn, datt een déi wahrscheinlech am Kontext vun dem Projet de loi iwwert d'Neiorganisation an d'Kontroll vum Lëtzebuerg Geheimdéngscht, datt een déi do vlächent nach ka verdeiwen.

Dat gesot, géife mir och den Accord zu deem Projet hei abréngen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Berger. Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, villmools Merci, Här President, an och Merci un d'Rapportrice fir e ganz komplette Rapport. Mir hate wierklech an der zoustänneger Kommissioun ganz déif a ganz interessant Diskussiounen iwwert dëse Sujet.

E Kommentar vun eiser Säit ass awer, datt mer dëst Gesetz selbstverständlech gär mat stëmmen, mä awer och daitlech soen, datt et wichteg ass, datt Lëtzebuerg an dësem Beräich seng international Kreditibilitéit an Zouverlässigkeet behält, soss kréie mir keng Informatiounen méi aus dem Ausland, déi mer awer batter néideg brauchen, fir och eis Sécherheet hei kënnen mat ze garantéieren an d'Sécherheet vun deene Leit, déi an dësem Land wunnen.

Et gëtt ëmmer erëm Tendenzen an der Gesellschaft, déi soen, datt mer och auslännesch Quelle missten oppeleeën aus deem oder deem Grond. Dat ass selbstverständlech net méiglech, fir eben déi Kreditibilitéit net ze verléieren. A mir freeën eis, datt och deen Arrêt vun der Cour constitutionnelle dee Prinzip nach eng Kéier bestätegt huet. Mir hoffe just, datt jiddwereen am Land och de Bien-fondé vun där doter Linn agesäit an och bereet ass, sech drun ze halen.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kartheiser. An domat huet... Entschëllegt, Dir sidd esou däischter ugedoen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech sinn zwar vlächent däischter ugedoen, mä ech wëll e bëssche Kloeerheet an déi Debatt hei erabréngen.

► **Plusieurs voix.**- Ooh! Aah!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat sinn net déi beschte Viraussetzungen!

► **M. le Président.**- Dir hutt d'Lat héich gehaangen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Mir musse jo wëssen, Här President, a mir haten d'Geleeenheet hei, zu enger Zäit, wou Dir nach net President waart, fir laang a breet ze diskutéieren iwwert d'Resultater vun enger Enquêtekommissioun iwwert déi Institutionen, ëm déi et hei geet, datt heescht, de Lëtzebuerg Geheimdéngscht, de SREL. Dat ass déi Autoritéit, déi hei beträff ass, et geet ëm Informatiounen tëschent Geheimdéngschter.

Wat den Zweck heivunner ass, dat ass géigesäitig Ofschiermung vun Informatiounen. Dat heescht, Informatiounen, déi d'Lëtzebuerg Regierung kritt vun engem auslännesche Geheimdéngscht, déi bleiwen och geheim! Déi bleiwe geheim vis-à-vis vun de Leit, déi eventuell Géigestand vun esou Untersuchung sinn. An déi bleiwe geheim vis-à-vis vu Gerichter, déi eventuell iwwer Saachen ze befannen hunn, déi mat esou Informatiounen ze dinn hunn.

Deen Arrêt ass virdru genannt gi vun der Cour constitutionnelle am Kader vum Bommeleerprozess. A grad am Bommeleerprozess, wou jo d'ganz Land dréngend Kloeerheet bräicht iwwert dat, wat geschitt ass, ginn zum Beispill, dat ass prinzipiell an deem Arrêt festgehalen ginn, gi prinzipiell Informatiounen, wa se bestinn, absolut geschützt virun der Effentlechee. Zum Beispill virun der Effentlechee am Kader vun engem Prozess, wou et jo awer ëm ganz vill wichteg Saache geet!

Et muss ee jo wëssen, wéi och esou Geheimdéngschter funktionéieren. Dat hu mer jo bei der Enquête gesinn. Si funktionéieren opgrond vun Informatiounen, déi géigesäitig ausgetoscht ginn ënnert deenen dote Bedéngungen. Do sinn och Geheimdéngschter dran, déi net aus esou Länner wéi Norwegen kommen, mä och aus anere Länner kommen.

Mir haten de Fall vun engem tunesesche Ressortissant, deen hei zu Lëtzebuerg gewunnt huet, deen opgrond vu Geheimdéngschtinformatiounen ausgewise ginn ass an Tunesien. An deemools war Tunesien net demokratesch wéi haut, deemools war Tunesien ënnert dem Diktator Ben Ali. Dee Mann ass jorelaang gefoltert ginn an ass haut e gebrachene Mënsch. En ass awer ausgeliewert ginn opgrond vun esou Informatiounen, déi mir hei schützen wëllen.

Déi ganz Geheimdéngschtsphär operéiert ganz kloer an engem wäitgehend rechtsfräie Raum.



Och wa mer e Geheimdéngschtgesetz hunn, esou Informatiounen brauche sech net ze halen un eist Geheimdéngschtgesetz. Loosse mer emol unhuelen, eist Geheimdéngschtgesetz wier e gutt Gesetz an et wier ganz restriktiv a géif d'Leit schützen, wat jo iwwregens bei esou engem Gesetz jo guer net méiglech ass, mä loosse mer unhuelen, et wier esou: Duerch esou eng Kooperatioun mat anere Länner kommen déi Methoden an déi gesetzlech Basis vun deene Länner, wat Beobachtungen ugeet, automatesch mat eran. An do ass kee geschützt do virdrun.

► **M. le Président.**- Entschëllegt, Här Urbany. Erlaabt Der, dass den Här Angel lech eng Fro stellt?

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Selbstverständlech.

► **M. Marc Angel** (*LSAP*).- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt den Här Urbany froen, ob en d'accord wär, déi nächste Kéier, wa mer esou e Projet an der Kommissioun behandeln,...

(*Interruption*)

...an d'Kommissioun ze kommen. Well d'Madame Dall'Agnol hat nämlech dem Här Urbany seng Ried an der Kommissioun virgedroen, déi en am Summer nach gehalen hat bei engem ähnleche Projet. An doropshin hu mer decidéiert, dass mer den Direkter vum Geheimdéngscht an d'Kommissioun invitéieren an de Chef vum Département Autorité nationale de Sécurité.

Leider war kee vun de Vertrieder vun deene Lénken an där Kommissioun. Dir hutt do keen, mä Dir kéint ee schécken, als Observateur. Do hu mer all déi Froen do nach eng Kéier diskutéiert, an ech géif den Här Urbany froen, ob en an Zukunft dann an d'Kommissioun kéint, wann dat um Ordre du jour steet. An ech géif em recommandéieren, de Procès-verbal vun der Réunioun vum 3. März eng Kéier duerchzeliesen. Do sti schonn eng ganz Rëtsch vun Äntwerten dran op déi Froen, déi en all Kéiers, wa mer esou e Projet hei hunn, hei nees opwërft.

Villmools Merci.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Gutt. Ech wëll dem Här Angel just soen...

► **M. le Président.**- Jo, Madame Rapportrice.

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*), *rapportrice*.- Jo, mäin Numm ass elo nach eng Kéier genannt ginn hei. Merci dem President vun der Kommissioun. Ech kann deem just zoustëmmen. Mä ech wëll awer och derbäisoen, datt ech och an deem Rapport, deen ech hei mëndlech a schrëftlech virgedroen hunn, op all déi Froen, déi hei elo nach eng Kéier kommen, eng Äntwert ginn hunn, datt mer extra e Rapport complémentaire ugeholl hunn, just fir datt all déi dote Froe géife beäntwert ginn, well mer ganz genau woussten, datt soss déi Froen hei erëm eng Kéier géife gestallt ginn.

Meng Fro ass déi: Ass dee Rapport dann och wierklech gelies ginn? An ass dee Rapport complémentaire och wierklech vum Här Urbany gelies ginn?

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Gutt, ob-schonn ech jo der Madame Dall'Agnol hei keng Rechenschaft schëlleg sinn iwwert dat, wat ech liesen, kann ech hir awer versécheren, dass ech selbstverständlech dee Rapport gelies hunn.

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*), *rapportrice*.- Da wësst Der d'Äntwert op d'Froen.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Ech hunn och selbstverständlech...

► **M. le Président.**- Wann ech gelift, mir loossen elo den Här Urbany schwätzen, a selbstverständlech kritt en och déi Zäit ugerechent fir d'Zwëscheriff.

► **M. Serge Urbany** (*déi Lénk*).- Ech hunn och selbstverständlech gelies, wat an där Réunioun do vum Här Heck gesot ginn ass. Ech weess jo, wat den Här Heck seet. Ech hat jo d'Geleeënheet, a ville Réunioun mam Här Heck iwwert déi dote Froen ze schwätzen. Ech hunn him e ganze Katalog vu Froen ënnerbreet, déi ech hat. Ech hunn och Äntwerten deelweis dorobber kritt. An déi Äntwerten, déi stelle mech awer net zefridden.

Déi Äntwerte bestätegen absolut dat, wat ech elo just gesot hunn: Esou ass de Funktionement vun de Geheimdéngschter. An déi zousätzlech Informatiounen, déi Der do kritt hutt, iwwert dat Uerteel an iwwert d'Handhabung duerch d'Gerichter vun esou Informatiounen, dat ass absolut dat, wat connu ass fir déi Leit, déi sech zënter enger Zäit mat deene Froen do beschäf-

tegt hunn. An ech muss lech soen, et ass keng grouss Freed, fir sech mat deene Froen do ze beschäftegen. Mir hunn et awer mussen maachen am Kader vun där Enquête, déi awer eng ganz Rei vu Froen opgeworf huet, déi ganz pertinent a ganz wichteg sinn an déi hei absolut net dra geleist ginn.

Gëtt dann hei dra geleist, wat d'Intérête vun de Leit ugeet vis-à-vis vun deenen Informatiounen, wéi se déi Intérête kënnen geltend maachen? Kënnen se déi Informatiounen kréien, déi se gären hätten, wa se iwwerwaacht gi sinn?

Dir hutt elo just selwer gesot an Ärem Rapport... oder, Här President, d'Madame Rapportrice huet elo just selwer an hirem Rapport gesot, dass déi Informatiounen a gewësse Fäll refuséiert ginn erauszegi vum Direkter vum Geheimdéngscht. Mir haten och esou Fäll an der Kommissioun.

Duerfir, mir hu jo elo net d'Zäit, fir op déi ganz Problematik Geheimdéngscht zréckzekommen. Mir wäerten awer nach d'Geleeënheet kréien, dat ze maachen. Mä dat hei Gesetz bestätegt déi aktuell Praxis.

Ech liese souguer Saachen dran, déi stinn emol net am Geheimdéngschtgesetz. Zum Beispill „conflits régionaux“, hei géif et ëm Conflits régionaux goen. Dat ass eng Notioun, déi gëtt et guer net an eisem Geheimdéngschtgesetz. Ech froe mech, wat dat iwwerhaupt heescht, wat dat hei mat der Geheimhaltung ze ginn huet. Et gëtt vun „déléguescence des États“ geschwat. Alles dat si Begrëffer, déi sinn zum Beispill nei. Déi ginn awer guer net erkläert an deem heite Gesetz. Do schéngen nei Notiounen agefouert ze ginn, déi äusserst geféierlech sinn.

Ech kann nëmme warne virdrun, dat Gesetz hei unzehuelen.

Merci.

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Urbany. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet fir d'Regierung den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*.- Remplacement vum Ausseminister. Voilà, ech wëll fir d'Éischt och emol mech uschlëssen un déi Félicitatioun fir d'Rapportrice. Ech mengen, déi huet effektiv eng komplett Analys gemaach vun deem Accord.

Ech mengen, hei handelt et sech ëm en Accord bilatéral zwësche Lëtzebuerg an Norwegen, esou wéi mer och mat anere Länner schonn esou Accorde concluéiert hunn an esou wéi eigentlech an enger zweeter Phas en Accord approuvéiert soll ginn, deen en Accord ass am Kader vun der Union européenne. An et wier eigentlech méi logesch gewiescht, dee vir ze huelen an dann deen heiten hannendrun ze huelen. Just fir ze soen, datt et sech hei ëm eng komplett Situatioun handelt.

Den Här Urbany huet vun „conflits régionaux“ geschwat, déi couvréiert sinn. Effektiv, Europa huet eng Politique étrangère et de sécurité commune. A mir schaffen och mat anere Länner, déi zwar net Member si vun der Europäescher Unioun, zesummen. Norwegen ass zum Beispill een esou e Land. An et ass ganz sécher, datt déi Échangen, déi mer mat deene Länner hunn, déi Konfliktsituatiounen eventuell betreffe vu Länner, vu wou effektiv Problemer ausginn - ech denken un eent, Somalia, vu datt dee Problem ugeschwat ginn ass -, net kënnen op der Place publique einfach diskutéiert ginn an datt do och mussen Garantie bestoen, datt déi Informatiounen protegéiert sinn. A wa Lëtzebuerg déi natierlech net protegéiert, dann ass et jo ganz einfach, da kréie mer keng.

Ech géif och soen, dat hei ass d'Contrepartie zur Transparenz, déi besteet an der Europäescher Unioun, wou eng ganz Rei Dokumenter offe sinn, an déi kënnen, mussen souguer transparent de Bierger oder den europäesche Bierger accessibel ginn. Mä et kann ebe par Definitioun net alles transparent gemaach ginn, an duerfir muss et kloer Regelen ginn, wat eben iwwert d'Sécuritéit protegéiert ass.

An dat hei ass en Accord, deen déi Situatioun zwësche Lëtzebuerg an Norwegen regelt, esou wéi mer elo iwwer en Accord schwätzen, deen d'Informatiounen, déi vun europäeschen Institutiounen kommen, regelt.

Ech mengen, mir hunn eng Politique étrangère commune, mir hunn awer och eng Coopération judiciaire et policière. A mir wëssen allequert, datt och an der Unioun Situatiounen diskutéiert ginn, an ech mengen, dat Beispill zu Bréissel virun e puer Deeg illustréiert dat extrem gutt, wat fir eng Geféieren do ausginn, datt et ganz sécher ass, datt déi Informatiounen net kënnen einfach esou divulgéiert ginn.

Duerfir ass dat einfach e Bestanddeel vun enger Rei vu Politiken, gemeinsame Politiken, wat d'Sécherheet vu Lëtzebuerg, mä allgemeng och d'Sécherheet vun de State vun der Europäescher Unioun, vun der Europäescher Unioun selwer an och vun onse Partner ubelaangt.

Duerfir fannen ech, datt déi Analys, déi hei gemaach ginn ass vum Här Urbany, net zoutreëft. Ech soen nach derbäi, datt et natierlech ëmmer Méiglecheete gëtt, iwwer Gerichter ze froen, fir un Informatiounen, déi ee selwer betreffen, ze kommen. An et ass dann un de Gerichter ze jugéieren, dat ze maachen.

Ech géif zum Beispill drun erënnern, datt déi Lëscht, wou d'terroristesche Organisatiounen drop sinn, datt mer do e Gerichtsuerdeel hatten, wou d'Gericht gesot huet: Déi Organisatioun, déi op där Lëscht ass, huet d'Recht, fir Informatiounen ze kréien, firwat se op déi Lëscht komm ass.

Also, ech mengen, datt et net esou ass, datt d'Bierger respektiv Organisatiounen komplett hëlleflos géigeniwwer vun deene Regeln, déi d'Protektioun an d'Sécuritéit organiséieren, do-stinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Aarbechtsminister a Vertriedung vum Här Ausseminister. Domat wär d'Diskussioun eriiwwer an ech géif zum Vote iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6607 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

Mat Jo hu 57 Deputéiert gestëmmt, mat Neen zwee. Domat ass de Projet 6607 adoptéiert.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6607 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marc Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Losché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Roy Reding), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(**Assentiment**)

Ech soen lech Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Projet, dem Projet 6635, och en Accord tëschent den EU-Statene iwwert de Schutz vu klassifizierten Informatiounen. D'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Marc Angel.

6. 6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel** (*LSAP*), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir Här Ministeren, léif Kolléeginnen a Kolléegen, Sënn an Zweck vun dësem Accord ass am Fong deeselwechte wéi am Fall vun deene sëllege bilateralen Accorden, déi d'Madame Dall'Agnol elo grad bei hirem Rapport opgezielt huet, an et geet och hei bei dësem Rapport drëms, e Kader ze schafe fir d'Pro-

tektioun vu klassifizierten Informatiounen, déi ausgetosch ginn.

Déi verschidde Parteien engagéiere sech also domadder, Informatiounen, déi klassifizéiert sinn, déi se vun anere kréien, genauso gutt ze protegéieren, wéi se hir eege protegéieren.

Déi grouss Differenz allerdéngs bei dësem Projet de loi ass, dass et sech hei ëm e multilateralen Accord handelt, deen all d'Memberstaten an der Europäescher Unioun bënnt.

Dës multilateral Accorde beréieren natierlech net d'Recht vun deenen eenzelne Statene, Memberstaten, weiderhi bilateral Verträge, déi gewéinlech och e bësse méi an den Detail ginn, ofzeschlëssen. Dat natierlech virausgesat, dass déi bilateral Accorden net am Widder-sproch zu dëse multilateralen Accorde stinn.

De Champ d'application ass am éischten Artikel vun dësem Accord definéiert. An do gi mer déi verschidden Type vu klassifizierten Informatiounen gewuer, déi duerch dësen Accord protegéiert solle ginn.

Dat sinn, éischstens, Informatiounen vun den europäeschen Institutiounen oder vun deene sëllege Agencé vun der Europäescher Unioun, Organer oder Organismen, déi un d'États membres transferéiert ginn oder tëschent hinne échangéiert ginn.

Zweetens, ëmgedrëit dann déi Informatiounen vun den États membres, déi un d'Unioun ginn. Drëttens, Informatiounen vun de Memberstaten, déi tëschent dëse Memberstaten échangéiert ginn am Intérêt vun der Unioun an déi gekennzeechent sinn, fir ze weisen, dass se ënnert dësen Accord falen. An da véiertens, Informatiounen, déi d'Unioun vun Drëttstaten oder vun internationalen Organisatiounen kritt an déi se un hir États membres weidergëtt.

Den Accord ass och wesentlech, fir dass den Échange vun Informatiounen an der Praxis iwwerhaapt funktionéiere kann. E gëtt och virun allem de Partenairen dat néidegt Vertrauen, besser nach och d'Garantien, dass eege klassifizéiert Informatiounen bei deenen anere Partneréi genauso gutt protegéiert gi wéi bei hinne. E Stat, deen aneren net déi néideg Garantie ka bidden, riskéiert, guer keng klassifizéiert Informatiounen méi ze kréien.

Ech sinn och frou, dass de Minister Schmit elo grad bei deem vieregte Projet och agaangen ass op den europäesche Kontext vun der europäescher Aussen- a Sécherheetspolitik an dovunner geschwat huet, wou sécher vill Dokumenter an deem Kontext sinn.

Wat den europäesche Kontext ugeet, ass eng Menace besonnesch wichteg, an d'Madame Dall'Agnol hat se och schonn ugeschwat, dat ass den Espionnage industriel et technologique. Et gi ganz vill europäesche Programmer vun héijer Technologie an all déi Programmer konkretiséiere sech am Alldag duerch dagdeeglech Échangé vun Informatiounen. An an dësem Kontext ass dëse Projet, mengen ech, besonnesch wichteg, an och am Sënn vun der Preventioun.

Ech hu virdrun eng kleng Interventioun gemaach, wou ech un den 3. März erënnert hunn, wou mer eben déi Kommissiounssitzung hatten, wou mer den Direkter, den Här Heck, vum Service de Renseignement hei hatten, an den Här Mreches, deen de Chef vum Département vun der Autorité nationale, vun der Sécherheetsautoritéit ass. Si hunn eis am Fong erkläert, wéi dës Accorde mat Liewe gefëllt ginn, wéi dat an der Praxis ofleeft. An ech mengen, dat war eng interessant Sitzung. Domadder waren och schonn déi sëllege Froen, déi ëmmer am Kader vun dësen Accorde gestallt si ginn, ganz gutt beäntwert.

Dat gesot, soen ech lech hei villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. An ech wär frou, wa mer den Accord vun all deenen anere Fraktiounen och géife kréien.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Rapporteur. An den Här Wiseler huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Jo, d'selwecht wéi virdru soen ech dem Rapporteur, dem Här Angel, villmools Merci fir déi gutt Aarbecht, déi e gemaach huet, a ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text.

► **M. le Président.**- Merci. Den Här Berger.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Merci, Här President. Den Här Angel an d'Madame Dall'Agnol konkurréieren an der Exzellenz vun hirem gudden Rapporten.



(Brouhaha général)

Dofir ass deem näischt bäizefügen. An ech géif och den Accord vu menger Fraktioun abrén-gen.

► **M. le Président.**- Merci. Dann hunn ech d'Wuertmeldung vum Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, villmools Merci. Och vun eiser Säit aus e Merci un den Här Angel fir seng Fläissaarbecht, déi e wéi ëmmer ganz gutt gemaach huet.

Mir wollten awer vläicht hei op e puer Ënnerscheeder opmierksam maachen, déi tëschent bilateralen Accorde bestinn an engem Accord wéi deem heiten, deen der Europäescher Unioun awer Kompetenze gëtt, déi se natierlech zum Deel muss hunn, mä déi awer vergläichbar si mat deenen, wéi se zum Beispill an der NATO existéieren, an da kann ee sech froen: Wéi wäit ass dee Parallelismus hei richteg, dee mer herstellen, wéi wäit gëtt e gebraucht?

En ass sécher néideg, an dofir stëmme mer dëst Gesetz och gär mat, well an der Europäescher Unioun probéiere mer jo och, eng Baussen- a Sécherheetspolitik ze kreéieren oder ze verstärken.

Mir hunn, wéi de Minister Schmit och virdu gesot huet, déi Dimensioun vun der Polizeisummenaarbecht oder vu juristesche Saachen, wou mer och confidentiel Informatiounen hunn. Mä et muss een awer, fir komplett ze sinn, och soen: Et ass awer e bëssen och e federalen Dram derbäi, fir déi Europäesch Unioun eigentlech zu engem Geheimnisträger ze maachen, deen hir Natur am Abléck net onbedéngt justifiéiert.

Et ass zwar gutt, dass hei och déi neutral State mat dra sinn, déi Member an der Europäescher Unioun sinn, déi an deenen NATO-Strukturen net esou vertraute sinn, obscho se enk zesummeschaffen, mä hei gëtt awer e Schratt méi wäit gemaach.

Firwat? Ma éischtens, déi klassifizéiert Informatiounen, déi d'Europäesch Unioun huet, déi komme bal all vun de Memberstaaten. An et sinn u sech klassifizéiert Dokumenter vun de Memberstaaten, déi eben och kéinten - mat Ausnahm vun den neutrale Staaten - an NATO-Strukturen échangéieren oder an anere Gremien, mä hei gëtt dee federalen Dram, wéi ech gesot hunn, erabruucht.

An ech wëll als Beispill zweemol d'CSV zitéieren. Den Här Wiseler wor zwar ganz modest a senger Interventioun a ganz séier, mä ech fanne, et ass ganz interessant, d'Positiounen vun der CSV hei ze zitéieren, fir ze weisen, a wéi eng Richtung den Zuch an den Ae vu Verschiddene soll goen.

An déi Informatiounen, déi d'Europäesch Unioun huet, kommen zum gréissten Deel vun den Ausseministère vun de Memberstaaten. D'Federalisten hätte gär, wéi et och am CSV-Wahlprogramm elo gesot gouf: «...un véritable Ministère européen des affaires étrangères, dont l'action ne pourra être minée par des intérêts nationaux parfois divergents.»

Da gëtt also de Memberstaaten, wann déi hir Interesse verfolge, nach ënnerstallt, géint Uniounsinteresse virzegoen, a gewünscht gëtt een europäeschen Ausseministère, an deem also déi national Diplomatië solle fusionéiert ginn oder dran opgoen.

Dat ass natierlech en Dram, deen absolut net realistesch ass a wäit, wäit ewech, hoffentlech fir ëmmer ewech. Mä op jidde Fall ass dat awer och ze gesinn an där Tentative, fir hei eben eng Geheimhaltungskompetenz op den Niveau vun der Unioun ze leeën, well eben domadder verbonnen ass an den Ae vu verschiddene Leit, fir déi national Diplomatië verschwannen ze doen.

En zweet Element, dat ass d'Kreatioun vun engem europäesche Geheimdéngscht. Mir hunn an Europa keen europäesche Geheimdéngscht, och wa mer eng Geheimdéngschtzesummenaarbecht hunn. Mä ech zitéieren hei eng Ried vun der Madame Viviane Reding vum 6. November 2013, déi als Reaktioun op d'NSA-Affär proposéiert huet, en europäesche Geheimdéngscht ze schafen. Wat natierlech erëm eng Käier e federale Schratt wär, deen am Abléck komplett onrealistesch ass, mä och justifiéiert, fir d'Geheimhaltungskompetenz direkt um Niveau vun der Unioun dann opzehänken. Dat sinn also Saachen, déi ee muss mat considéréieren, wann een dat heite kuckt.

Eng zweet Bemierkung ass, ob d'Unioun iwwerhaupt soll berechtigt sinn, Informatiounen ze hunn, déi d'Memberstaaten net sollen hunn. Dat wär e Schratt och erëm an eng

Richtung vun engem federale Stat, vun enger supranationaler Organisatioun, déi eigentlech da méi héich unzegliddere wär wéi d'Memberstaaten.

Eis Äntwert dorobber ass Neen. Eng Informatioun, déi d'Europäesch Unioun huet, muss och gläichzäiteg eng Informatioun sinn, déi alle Memberstate gläichrangeg gehéiert. Soss ass d'Europäesch Unioun net méi eng Unioun vu Staaten, mä eng supranational Organisatioun, wat eben de Wonsch vu Verschiddenen ass, awer bestëmmt net eisen!

Dann, dat nächst Element ass: Wann dat dann esou sollt sinn, wann d'Unioun geheim Informatiounen huet, wie kontrolléiert da wien? Well déi Informatioun komme jo aus de Memberstaaten.

Am Rapport lese mer an engem vun deenen Dokumenter, déi mer kritt hunn a fir déi mer dankbar sinn, dass elo d'Europäesch Unioun ähnlech wéi d'NATO soll kënnen d'Memberstate kontrolléieren.

Ech zitéieren: «Des organismes comme l'Union européenne ou l'OTAN peuvent effectuer des contrôles sur la protection des informations classifiées», an zwar an de Memberstaaten. Hei ass d'Fro natierlech: Wie soll da wie kontrolléieren? Wann d'Memberstaaten der Europäescher Unioun hir Informatiounen ginn, sinn et dann net och d'Memberstaaten, déi sollte kontrolléieren, wéi d'Europäesch Unioun mat deenen Informatiounen ëmgeet, déi si vun de Memberstate kritt?

A wann dann Indiskretiounen um Niveau vun der Europäescher Unioun wären, wéi eng Sanktionsméiglechkeete bestinn dann an den Organen vun der Unioun géigeniwwer deenen, déi an der Unioun matschaffen, wa se klassifizéiert Informatiounen, déi aus de Memberstate komm sinn, sollte verroden hunn oder duerch Fahrlässegkeet verroden hunn?

Also, dat sinn déi Froen, déi ee sech an deem Zesummenhang wierklech muss stellen, wann een déi politesch Analys mécht vun deem Dokument. Dat gesot an aus deene Grënn, déi mer virdu genannt hunn, kënnen mir awer heimadder d'accord sinn, well och eisen Interessi an engem méi grouse Mooss mat esou engem Accord respektéiert gëtt, wéi wann et en net géif ginn.

Dofir villmools Merci. Mir stëmmen dat mat.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Jo, Här President, ech froe mech, wou een iwwerhaupt hei ka schwätze vun „eisen Interessen“ an „Interesse vun deenen aneren“. Mir maachen dauernd international Accorde mat anere Länner, net nëmmen europäescher, Länner aus der ganzer Welt, an dorënner där, déi emol net demokratesch funktionéieren.

De Problem ass heibäi: D'Europäesch Unioun selwer kritt ëmmer méi eng Sécherheetsstruktur. D'Europäesch Unioun gesäit sech ëmmer méi op deene verschiddenste Gebidder als zoustänneg, fir Geheimniskrämerei ze maachen.

Et ass geschwat ginn elo just vun de Bestriewungen, fir en europäesche Geheimdéngscht ze maachen. Et gëtt iwwregens schonn eng Agence an Europa, déi deelweis esou Funktiounen erfüllt. Mir hunn et erlieft bei engem Handelsaccord, wéi der TTIP, wou op eemol Négociatiounen, déi d'zukünfteg wirtschaftlech Bezéiungen zwëschen Europa an den USA betreffen, op eemol insgesamt als geheim agestuuft ginn. Déi Pabeieren hu bestëmmt e Stempel drop, do steet „top secret“ drop.

An do geet et net méi ëm Problemer vu Länner vis-à-vis vun anere Länner oder vis-à-vis vun der Europäescher Unioun, do geet et ganz einfach ëm d'Interesse vun de Leit, déi hei an de Länner wunnen, déi an Europa wunnen, déi ëmmer méi regéiert gi vu staatleche Strukturen, déi ëmmer méi de Charakter vu Geheimstrukturen kréien, déi sech ëmmer méi no esou Sécherheetsinteressen orientéieren.

An dat ass deen eenzege Problem bei deem heiten. An dat erkläert och, firwat mir wäerte géint deen Text hei stëmmen.

► **Une voix.**- Ganz richtig!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an d'Regierung huet d'Wuert. Den Här Finanzminister a Vertriebung vum Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Jo, Merci, Här President. Am Numm vum Ausseminister an natierlech och am Numm vun der Regierung géif ech lech gare Merci soe fir dës Debatt a fir d'Éischt dem Rapporteur félicitéiere fir seng mëndlech Aus-

féierungen, déi ganz kloer waren, an och fir säi Bericht.

Ech freeë mech, dass dëse Projet esou eng breet Zoustëmmung hei ka kréien. En ass effektiv méi breet, wéi deen, dee mer just virdu diskutéiert hu mat Norwegen, an en deckt den Échange d'informations tëschent den États membres of, tëschent den États membres an der Unioun an och tëschent den États tiers an der Unioun an den États membres. A mir hunn aus der Debatt eraushéieren, dass mer esou en Accord brauchen, fir d'Confiance mat eise Partner opzebauen an esou selwer jo och Informatiounen kënnen ze kréien an iwwerhaupt Accès dozou ze hunn.

Ech géif och gären ënnersträichen, dass den Échange d'informations net nëmmen aus militäreschen oder taktesche Grënn utile ass, mä och fir d'Protektioun vun eisen Industrien an Technologien, wéi de Rapporteur Angel dat ganz richteg ënnerstrach huet. An aus deene Grënn sinn ech fro, dass esou eng breet Zoustëmmung zu deemem Projet ka sinn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Finanzminister. Mir kéinten dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6635 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6635 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Prokuriatiounen. D'Ofstëmmung ass fäerdeg.

De Projet 6635 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dat ass dann esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6633 iwwert d'Duebelbesteuerungsofkommesse mat verschiddene Länner. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgesat. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorabelen Här Guy Arendt.

7. 6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-

Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op dëser Plaz maachen ech lech de Rapport zum Gesetzesprojet, deen de 17. Dezember 2013 vum aktuelle Finanzminister déposéiert ginn ass. Et geet dobäi ëm d'Unhuele vu verschiddene Steuerkonventiounen, déi eng Duebelbesteuerung ze vermeiden hëllefen. D'Diskussioun haut de Mëtteg setzt sech also och an de Kontext vun den Efforten, déi eist Land schonn zënter Laangem am Kader vun der Lutte géint de Steuerbedruch mécht.

D'Chambre des Salariés huet hiren Avis zum Gesetzesprojet de 25. Oktober 2013 eraginn. Den Avis vun der Chambre de Commerce ass vum 23. Dezember an dee vun der Chambre des Métiers vum 27. Januar 2014. Dem Statsrot säin Avis datéiert vum 29. Abrëll 2014 an an der Réunioun vum 13. Mee 2014 huet d'Commission des Finances et du Budget mech als Rapporteur designéiert. Op deem Datum huet d'Kommissioun och den Avis vum Statsrot ënnersicht. Dee schrëftleche Rapport gouf dunne de 27. Mee 2014 an der Kommissioun ugeholl.

Här President, den Objet vun deem virleiende Gesetzesprojet ass d'Unhuele vun enger Rei vun neie Steuerkonventiounen tëschent eisem Land a verschiddenen anere Länner oder Entitéiten. Et handelt sech heibäi ëm Konventiounen mat Saudi-Arabien, Guernsey, Jersey, der Isle of Man an der Tschechescher Republik. Da geet et awer och nach ëm d'Unhuele vum Protokoll, deen déi bestehend Konventioun mat Dänemark vum 1980 modifizéiert, a vum Protokoll, deen d'Konventioun mat Slowenien vum 2001 upasst.

Dir gesitt, dëse Gesetzestext weist, wéi eescht eist Land et mam Kampf géint de Steuerbedruch hält. All dës Konventiounen bauen op de Modell vun der OECD op, wat den Informationsaustausch ugeet, esou dass et fir d'Administratiounen méi einfach gëtt, esou Échangen an der Praxis virzehuelen. Domadder adaptéiere mer och eis Konventiounen géint d'Duebelbesteuerung un déi international Standarden am Beräich vum Informationsaustausch op Ufro hin.

Dann nach e puer Wuert zur Prozedur, wéi dës Informatiounen dann am Fall échangéiert ginn: Do verweist dëse Gesetzestext op d'Prozedu-



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg, Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

ren, déi an den Artikelen 2 bis 6 vum Gesetz vum 31. Mäerz 2010 festgehale goufen, engem Gesetz, wat sech och mat Steierkonventionen an der duebler Besteuerung befaasst.

Ech wëll op dëser Plaz dem Finanzminister Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht mat der Kommissioun, dem Finanzminister, deen net méi spéit wéi de leschten Dënschdeg nach e Protokoll mat sengem Homolog ënnerschriwwen huet, fir eis Steierkonvention mat Irland unzepassen.

Heimadder hoffen ech, dass eis Chamber dësem Gesetzesprojet hir breet Zoustëmmung ausschwatze wäert, a ginn och den Accord vun der DP-Fraktioun.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner huet den Här Gilles Roth d'Wuert. Här Roth, wann ech gelift.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Merci, Här President. Ech soen dem Guy Arendt wéi gëschter och Merci fir säin ausféierleche schrëfftlechen a mëndleche Rapport. En huet mat Recht gesot, dass et hei eigentlech drëms geet, fir de Réseau vun Duebelbesteuerungsofkommessen ofzeschleissen. Dat Engagement hat déi fréier Regierung geholl, well mer 2009 op déi sougenannt „gro Lëscht“ vun de Steierparadäiser gesat goufen a mat vill Engagement an där Zäit gekuckt gouf, fir dass mer vun där Lëscht erofkommen. Och mir stinn als CSV fir eng propere Banken- a Finanzplaz mat gudder Produkter a Servicer, a selbstverständlech ass fir eis och de Steuerbedruch kee Kavaliersdelikt.

Wéi de Rapporteur et richtig gesot huet, ass de Prinzip vun dem Informationsaustausch an der Konvention festgeschriwwen. Déi intern Prozedur gëtt eigentlech nach ëmmer, wéi an deenen aneren Duebelbesteuerungsofkommessen, gefouert nom Gesetz vum 31. Mäerz 2010, dat eng genau Prozedur virgesäit.

Et muss een awer och, mengen ech, kloer an däitlech soen, dass an deene Fäll, wou den Informationsaustausch hei gi gëtt, d'Bankgeheimnis zum Deel ausser Kraaft gesat gëtt. An déi Avisen, déi komm sinn, waren alleguerte positiv, mat Ausnahm vun engem, nämlech deem vun der Chambre de Commerce, déi, mengen ech, zu Recht eng Rei vu praktesche Froen opgeworf huet, déi se regelméisseg am Kontext vun deenen Duebelbesteuerungsofkommessen gestallt huet.

Dat sinn eigentlech dräi praktesch Hypotheesen, nämlech déi: Wat geschitt mat Informatiounen, wann zum Beispill eng belsch Steierverwaltung géif par rapport zu engem Lëtzebuenger Informatiounen froen, wou dann d'Lëtzebuenger Steierverwaltung misst déi Informatiounen eranhuele bei enger Bank, déi hei op der Plaz usäseg ass? D'Fro, déi sech dohannert stellt, ass déi: Kënnen déi Informatiounen, déi aus deem spezifische Fall iwwert déi Konvention gefrot ginn, fir d'Besteuerung vun dem Lëtzebuenger zu Lëtzebuerg genotzt ginn? Ech mengen, dat ass eng praktesch Fro, déi zu Recht hei vun der Chambre de Commerce - d'ailleurs schonn iwwert déi lescht zwee Joer - opgeworf gouf.

Deen zweete Fall ass deen: Wat geschitt, wann zum Beispill eng belsch Steierverwaltung géif Informatiounen betreffend e Résident - ob dat e Lëtzebuenger oder een aneren ass, deen zu Lëtzebuerg usäseg ass - anhuele loosse an et géif parallel dozou oder duerno och eng franséisch Steierverwaltung betreffend deeselvechte Résident Informatiounen froen? Kann dann an dësem Fall déi Lëtzebuenger Steierverwaltung déi Informatiounen, déi se de belsch

ginn huet, och automatesch de Fransousen iwwerreechen oder muss dofir eng speziell Prozedur mat gegebenenfalls Recoursen am Kontext vun dem Gesetz vum 2010 gemaach ginn?

An en drëtten Fall, deen och d'Chambre de Commerce opgeworf huet, ass deen, wann zum Beispill eng auslännesch Steierverwaltung géif Informatiounen froe bei engem Affekot, deen zugläich Domiciliataire wier. Spillt do d'Obligatioun, fir déi Informatiounen ze ginn oder priméiert an dësem Fall d'Steiergeheimnis an och de Secret professionnel vum Affekot am Kontext vum Artikel 458 vum dem Code pénal?

Et ass eigentlech e bësse cocasse, Här President, dass mer elo e Finanzminister, den Här Gramegna, hei hunn, deen eigentlech där Organisatioun, déi fréier déi Froen opgeworf huet, virstoung.

Här Gramegna, entweder gitt Der eis déi Präzisatiounen zu deene Froen elo, mä mir kéinten eis awer och als CSV dermat averstanen erklären, wa mer déi Froen do eng Kéier zesumme mat de Verrieder vun der Steierverwaltung an enger vun deenen nächste Finanzkommissionen géife kucken. Well dann hätte mer ee fir alle Mól eng kloer Äntwert, mengen ech, souwuel vun der Verwaltung wéi och vun der Politik zu deene Froen, déi d'Chambre de Commerce an hiren Avisen opgeworf huet, an déi net ouni Pertinenz wieren.

Dat gesot, steet d'CSV selbstverständlech zu dësem Gesetzesprojet an ech ginn och am Numm vun der CSV-Fraktioun dofir d'Zoustëmmung a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Roth. Als nächste Riedner huet den Här Alex Bodry d'Wuert. Här Bodry, wann ech gelift.

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci soe fir säi Rapport zu deem heite Projet. Bon, et ass keen Neiland fir d'Lëtzebuenger Parlament. Ech mengen, et sinn an etleche Sitzungen... Iwwert déi lescht laang Joren hu mer ähnlech Konventionen hei guttgeheesch, déi ëmmer fälschlecherweis bezeechent ginn als Duebelbesteuerungskonventionen, wou se jo awer den Zweck eigentlech hunn, just de Contraire ze erreechen: dass et net soll zu enger duebeler Besteuerung kommen.

Dat bedeit natierlech, wann een dat Zil wëllt erreechen, dass eng Kooperatioun do ass, dass en Informationsaustausch do ass tëschent de Vertragsparteien. An dat ass jo de wesentleche Punkt eigentlech bei deenen heite Konventionen, wou effektiv, géif ech soen, déi lescht Joren den Turbo ugekëiert ginn ass, fir eng ganz Rëtsch där Konvention, nei Konventionen géint d'Duebelbesteuerung esou schnell wéi méiglech kënnen ofzeschleissen an och hei ze ratifizéieren, well mer, wéi gesot, ënnert der Menace stoungen, international e bësse als Paria an deem heite Beräich dohigestallt ze ginn.

Wat interessant ass an der Lëscht vun deene Konventionen, déi hei ofgeschloss ginn: Do si sécherlech och eng Rei Länner oder Entitéiten derbäi, wéi gesot ginn ass, déi ënner engem ähnlechen Drock stoungen. Wann ech do liesen, dass Isle of Man derbäi ass, dass d'Kanalinselen derbäi sinn, Guernsey an Jersey. Déi waren op ähnleche Lëschten, wann net nach méi donkel gefierft wéi déi vu Lëtzebuerg, ze fannen, an dat erkläert sécherlech och hir Bereetschaft, esou Konventionen ofzeschleissen. Dat verbessert eise Bilan, dat huet awer och parallel hire Bilan eigentlech verbessert an där doter Hisiicht.

Mir brénge selbstverständlech hei och eisen Accord zu deenen heiten Texter eran. Den Här

Roth huet virdrun eng Uspilling gemaach op déi fréier Responsabilitéiten, déi de Finanzminister hat. Ech kéint och soen, de Finanzminister kéint sech et jo och einfach maachen an e géif einfach soen, ma déi heite Verhandlung si gefouert ginn ënnert der Responsabilitéit vu mengem Virgänger, an da kéint dee jo och déiselwecht Äntwerten hei ginn, déi e wahrscheinlech déi Jore virdu ginn huet op déi Froen, déi do schonn d'Chambre de Commerce gestallt huet.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Bodry.

► **M. Luc Frieden** (CSV).- D'Chambre de Commerce huet och fréier gutt Avis geschriwwen.

► **M. le Président.**- Dann hätt d'Wuert den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci. Mir schléissen eis och selbstverständlech dem Merci un den Här Arendt un, dee wierklech e ganz gudder Rapport hei gemaach huet an enger komplizierter Matière.

Hei geet et ëm en Échange d'informations sur demande. An natierlech muss een awer och do feststellen, datt et an der internationaler Entwécklung e bëschen „Moutarde après dîner“ ass, well den Trend geet jo awer hin op den automateschen Informationsaustausch, dee jo soll probéiert ginn dann als Weltstandard anzeféieren.

Trotzdem, fir eis ass dat heite gutt, fir dat ze maachen, well mir jo och als ADR eis ëmmer géint de Steuerbedruch ausgeschwat hunn, well mer och frou sinn, datt esou Territoiré wéi Guernsey, Isle of Man, Jersey do derbäi sinn an och hoffen, datt mat aneren ähnlechen Territoiren an der Welt esou Ofkommesse kënnen ofgeschloss ginn.

A mir schléissen eis och un deene Froen un, déi den Här Roth hei gestallt huet, déi vun der Chambre de Commerce schonn an e puer Avisen - an dräi verschiddenen Avisen - gefrot goufen.

Wat awer interessant ass an eisen Aen, dat ass eigentlech eng Kontradiktioun bei där Liichtegkeet, mat där mer d'Privatliewen opginn hu bei der Fro Bankgeheimnis par rapport zum Beispill zu deene justifiéierten Efforten, déi mer maachen, fir d'Privatliewen ze schützen am Beräich Internet.

Ech mengen, et geet ëmmer erëm ëm d'Privatliewe vun de Persounen. Ee wichtege Mataarbechter, de President vun enger grousser Affekotefirma hei am Land, huet nach iwwert d'Opgi vum Bankgeheimnis viru Kuerzem gesot: «La vie privée est absolument passée à l'attrape.» Effektiv, well mer do e Schratt a Richtung transparente Bierger maachen, wat natierlech jorelaang bekämpft gouf.

Den Här Gramegna, a senger Capacitéit (veuillez lire: a senger Qualitéit??) als fréieren Diplomat, erënnert sech nach bestëmmt un déi Zäiten, wou mer fir d'Bankgeheimnis mat gudden Argumenter gekämpft hunn. An dat huet och mat der Protektioun vun der Privatsphär ze d'gehat.

Interessant ass awer och, wéi mer elo all déi Accorden hei ëmsetzen. Mir hunn eng relativ kleng Verwaltung, e kleng Finanzministère, eng kleng Steierverwaltung, an et gëtt eng ganz Rei vun Défien. Mir hunn zum Beispill elo all déi Accords de non double imposition ëmsetzen, gläichzäitig muss mer FATCA ëmsetzen, wat och en Échange d'informations direct praktesch mat den USA ass a wou d'ABBL sech nach beklot huet an hirem leschte Joresrapport, datt, anescht wéi op anere Finanzplazen, de Lëtzebuenger Finanzministère nach kee Guide ausgeschafft huet, wéi dann déi Ëmsetzung soll an der Praxis geschéien.

Gläichzäitig hu mer am Kader vun der OECD en „Common Reporting Standard“ ëmsetzen, deen alt nees e bësche verschidden ass vun deem, wat mer bei FATCA hunn. Gläichzäitig hu mer eng Direktiv an der Europäescher Unioin iwwer Coopération administrative, déi da wahrscheinlech ratione materiae erëm eng Kéier geschwé geännert gëtt.

Wéi solle mer dat doten um rengen Ëmsetzungsniveau alles kënnen gërieren? A wéi eng Efforte mécht dann elo Lëtzebuerg, fir och déi verschidde Rechtsinstrumenter oder Rechtsusätz am Beräich vum Bankgeheimnis oder vun deenen Informationsaustauschen ze harmoniséieren, souwuel um politesche wéi och um reng administrativ-personelle Plang?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Kartheiser. Ech mengen, et si keng weider Wuertmeldungen do. Dann huet den Här Finanzminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech wollt awer da bis op d'Pult kommen, well e puer méi fundamental Froen gestallt gi sinn iwwert dëse Projet de loi, dee jo siwen international Konventionen oder Protokoller dann elo hei soll adoptéieren.

Et ass richtig, dass mer eng gewësse Course hu misse maache vun 2009 un, fir där Netduebelbesteuerungsofkommessen ze ënnerschreiwene, well dat eng Konditioun war, déi gesat ginn ass, fir Lëtzebuerg vun enger groer Lëscht erofzekréien. An u sech war dat en éischt Alarmsignal, dass mer misste relativ séier erëm handeln am Intérêt vun der Reputatioun vun eiser Plaz an och am Intérêt vum Image vun eise Land.

A mäi Virgänger, deen och haut hei sëtzt, den Här Frieden, huet dat ganz séier an d'Weeër geleet, an dat war och ganz gutt. An dofir sinn ech och frou, dass mer deen Effort hei weidermaachen.

Ech muss soen, dass déi Experienz, déi vun där groer Lëscht do, schonn eng ganz schwierig war. An ech muss soen, dass mer leider net genuch draus geléiert hunn, well mer, wéi Der jo alleguerte wësst, elo am „Global Forum“ ähnlech Problemer kritt hunn, wou mer net konform sinn an do, obwuel dat do net „gro“ oder „schwaarz Lëscht“ heescht, als non conforme, „non compliant“ agestuft gi sinn.

An et ass och dofir wou ech mat deem Punkt hei wëll ufänken a soen, dass dës Regierung wëllt proaktiv sinn an all deenen Domänen, fir ze évitéieren, dass mer op eng schwaarz oder eng gro Lëscht kommen, fir ze évitéieren, dass mer non conforme sinn. An ech mengen, mir müssen dat vun der Vergaangenheet léieren. Well: Wann ee bis op esou enger Lëscht ass, da kann een zwar esou vill Efforte maache wéi ee wëllt, den Dommage ass gemaach, d'Reputatioun ass ugëeckt. An dat Eenzezt wat ee kann, dat ass just nach, d'Dommage limitéieren.

An ech kann lech soen, dass ech Instruktiounen ginn hunn a mengem Haus - mä en fait, an der ganzer Regierung hu mer doriwwer geschwat -, dass mer alles musse maachen, fir proaktiv ze sinn an all deenen Domänen, fir ze évitéieren, dass mer op schwaarz Lëscht kommen. An dat heescht och, verschidde Mentalitéiten ze änneren, an zwar eis net nëmmen domat ze begnügen, dass mer soen, mir müssen eng Gesetzgebung hunn, déi formell an der Rei ass. Mir müssen eng Gesetzgebung hunn, déi gräift. Well mir gi gemooss herno, no bausse, wéi oft se da gespilt huet, déi Gesetzgebung. Mir gi gemooss an et gëtt gekuckt, wéi mer dat applizéiert hunn. Also, mir müssen dat ganz seriö huelen.

Zu dësem Gesetzesprojet wëll ech ënnersträichen, dass déi Accords de non double imposition natierlech gemaach ginn, fir den Échange sur demande hei anzeféieren, dee jo vun der OECD definéiert ginn ass. Déi Accords de non double imposition si souwisou och gutt, fir déi véier Libertéiten aus der EU gutt ausspillen ze kënnen, fir dat ze encouragéieren. An dat Ganztt gëtt gemaach op engem OECD-Modell.

Déi verschidde Konventionen sinn awer e bësse anescht, ech wëll dat hei ënnersträichen. Déi mat Saudi-Arabien, dat ass eng Konvention, déi mer elo mat engem G20-Land hei ofschléissen. Domat huet Lëtzebuerg mat bal alle G20-Länner eng Convention de non double imposition. Dat eenzezt Land, wat nach feelt, ass Australien. An do sinn elo Pourparlers amgaangen, fir dat ze starten. Dat Land war ëmmer ganz retizent, fir mat Lëtzebuerg eppes ze maachen. Ech hoffen, dass dat elo besser geet.

Mat deenen dräi Territoiré Jersey, Guernsey an Isle of Man sinn dat nei Konventionen, wou den Échange sur demande natierlech mat dran ass.

Mat der Tschechescher Republik ass d'Situatioun e bësse speziell, well mer do en Accord hate mat der Tschechoslowakei, an dat gëtt elo en Accord mat Tschechien eleng. A mir hunn natierlech dann och do den Échange sur demande mataflësse gelooss.

Mat Dänemark ass et nëmmen e Protokoll, well do hate mer scho laang eng Konvention. An do geet et net souvill ëm den Échange d'informations, mä ëm Pensiounsbesteuerungen, déi do virgesi ginn.

An da mat Slowenien ass et en Avenant, och fir en Échange de renseignements sur demande ze maachen.

Ech géif also gären dem Rapporteur Guy Arendt villmools Merci soe fir säi schrëfftlechen a mëndleche Bericht, dee ganz gutt war, an da



mat zwou Saachen ofschléissen: Dat Éischt fir ze soen, dass Lëtzebuerg hautdesdaags 70 bilateral Conventions de non double imposition huet, dass mer der siwen an der Pipeline hunn, dass mer der schonn och nach eng Rei signéiert hunn, déi och gläich fäerdeg ginn. An ech hunn effektiv an deene leschten zwou Wochen der zwou signéiert, eng mat Irland an eng des Woch mat Andorra.

Ofschléissend géif ech nach gär zu de Froe vum Här Roth Stellung huelen, oder partiell Stellung huelen zur éischter Fro, déi Der gestallt hutt, Här Roth: Do kann ech lech soen, dass d'Antwort ganz einfach ass, well de Secret bancaire zu Lëtzebuerg par rapport zu de Résidents nach ëmmer wäert spillen. An domat ass, mengen ech, déi éischt Hypothese ganz kloer beäntwert. Déi aner zwou Froe sinn e bësse méi quokeleg a méritéieren, dass ee se verdéift. A mir wäerten dann zesumme mat lech, géif ech mengen, a mat der Cofibu kënnen dat jo verdéiwen an lech dann do eng Antwort ginn, déi, ech mengen, och all Contribuable d'Recht huet ze kennen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Finanzminister. Mir wäeren domat um Enn vun den Diskussiounen zu deem Projet a mir géifen zum Vote iwwert den Ensembl vum Projet 6633 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6633 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

58 Deputéiert hunn derfir gestëmmt, 2 dergéint. Domat ass de Projet mat grousser Majoritéit ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Laurent Mosar);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, eise leschte Projet, de Projet 6658 iwwert d'Formation vun Infirmieren an Hiewammen, an hei huet d'Wuert den Här Rapporteur, den Här Claude Adam.

8. 6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **M. Claude Adam** (déi gréng), rapporteur.- Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, de Projet de loi 6658 ass e Gesetz, wat aus engem eenzegem Artikel besteet. Et ass en éischter technesch Gesetz an ass inhaltlech eigentlech och en onkomplizéiert Gesetz.

Den Dépôt war de 17. Februar 2014. Mir setzen heimadder d'Dispositiounen vum der Direktiv 2013/25 vum der Europäescher Unioun a Lëtzebuerger Recht ëm.

Dës Direktiv bréngt e puer Adaptatiounen mat sech, wat den Droit d'établissement an den Droit de la libre prestation de services betrëfft. Si bezitt sech op den Artikel 49 vum der modifizierter Direktiv 2005/36/CE vum 7. September 2005 wat d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen an de spezifische Rechte vum den Architekten betrëfft.

Dës Upassung ass noutwendeg, well Kroatien elo Member vun der Europäescher Unioun ass an dofir och wéi all déi aner Länner -, wéi all déi aner EU-Länner, pardon! - an de Genoss vun deeneselwechte Rechte vu géigesäiteger Unerkennung vu beruffleche Qualifikatiounen soll kommen.

Dës géigesäiteg Unerkennung betrëfft enger-säits verschidde medezinesch Beruffer: Dokteren, Zänndokteren, Veterinärmedeziner, Apdikter, Infirmieren an Hiewammen. Hei ass d'Unerkennung automatesch de Fall, wann déi Diplomer, déi am Spill sinn, an der Annex vun der Direktiv 2006/36/CE ageschriwwen sinn. Do ass da keng zousätzlech Reglementatioun noutwendeg.

Anerersäits betrëfft dat och déi spezifesch Rechte vum den Architekten, och vun deenen, déi aus Kroatien kommen. An hei mussen mer eist Gesetz änneren. Mir müssen den Artikel 6 Paragraph 2 vum Gesetz vum 26. Juli 2010 iwwert d'Organisatioun vun der Formation vum Infirmier responsable de soins généraux, vun der Formation vum der Hiewam a vun der Unerkennung vum Titel vu verschiddene reglementéierte Beruffer änneren. An dat maache mer mat deem Gesetz, dat, wéi gesot, jo och just een Artikel huet.

Den Avis vum Statsrot ass op de 14. Abrëll 2014 datéiert. De Statsrot hat e puer formell Remarquë gemaach. Esou ass zum Beispill den Intitulé vum Gesetz gekierzt ginn. De Statsrot hat och kee Problem dermat, datt d'Dispositiounen vum Gesetz solle retroaktiv gellen. Schliisslech ass Kroatien schonn den 1. Juli 2013 EU-Member ginn an eigentlech war den Délai, fir sech konform ze setzen, ee Mount. Mir hunn also net just ee Mount gebraucht, mä

knapps ee Joer, fir eis konform zu der Direktiv ze setzen.

D'Chambre des Métiers huet hiren Avis de 14. Abrëll ginn an deeselwechte materiellen Iertum wéi de Statsrot festgestallt, hat awer soss näischt um Gesetz auszesetzen.

Och d'Chambre de Commerce approuvéiert de Projet de loi, bedauert awer, datt et esou laang gedauert huet, bis mer eis konform zu der Direktiv gesat hunn. Och dofir hu mer Versteesdemech. Mir konnten awer leider net den Avis vun der Chambre am Rapport berücksichtigen, well hien ass och ze spéit komm, en ass eréischt den 23. Mee an d'Chamber komm, an de Rapport ass awer schonn den 12. Mee 2014 an der Chamberskommissioun ugeholl ginn.

Et war an der Chamberskommissioun och nach d'Fro opgeworf gi vum honorabele Marcel Oberweis, wéi et dann an deenen anere Länner mat der Emsetzung vun der Direktiv wier. Ech ka leider Gottes keng Antwort dorobber ginn. Ech hat dat nogefrot, Här Oberweis, an ech hunn awer och gesot, si sollen net ganz Aarbechtsdeeg verwende mat enger Antwort dorobber. Dir wësst, datt d'Législatiounen an deene Länner ënnerschiddlech sinn. Mir haten dat kuerz ugeschwat. Ech ginn awer dervun aus, datt mir do scho relativ spéit dru sinn, well déi Leit, déi betraff sinn, déi Concernéiert, déi leide jo awer drënner, wann esou eppes net ëmgasat ass.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech bréinge selbstverständlech den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Gesetz.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Ageschriwwen ass d'Madame Modert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert** (CSV).- Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säi succinten, schnelle Rapport.

Eigentlech ass dat hei eng Matière, déi ganz dacks Diskussiounen opwerft, besonnesch an dem Secteur Medezin - et kann ee sech dofir vläicht wonneren, datt d'Kammere weider näischt opgeworf hunn -, well ganz dacks verwiesselt gëtt, wat libre Circulation ass, wat libre Établissement ass, wat Unerkennung vun Diplomer ass a wat Transkriptioun vun Titren ass.

Hei awer si mir an der Logik vun deem Kontext, dee mer ëmmer ageholl hunn, nämlech fir eng automatesch Unerkennung vun deenen do Diplomer an den EU-Länner ze hunn an domadder och besser ze erméiglechen, datt

- souwuel eis Studenten, a Leit déi en Ofschloss hunn, mat esou engem Diplom kënnen an aner EU-Länner goen,

- wéi ëmgedrënt, datt déi aus anere Länner kënnen heihinner kommen.

Dofir gëtt d'CSV-Fraktioun och hiren Accord zu deem Gesetz.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Modert. D'Madame Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel** (DP).- Jo, Merci, Här President. Merci och vun ons dem Rapporteur Claude Adam fir säi flotten, kuerze schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mir sinn an enger Situatioun, wou mer eis Gesetzgebung regulariséieren, wéi ëmmer, wann

en zousätzlech Land Member gëtt vun der EU. Mir maachen hei eis Pflicht.

Ech mengen, de Rapport, deen ass komplett. D'Madame Modert huet nach e puer zousätzlech Erläuterungen ginn. Ech wäert mech hei begnügen, fir den Accord vun eiser DP-Fraktioun ze ginn.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Beissel. Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grouse Merci fir de Rapport.

Mir sinn hei just an enger Situatioun, déi e bësse méi komplex ass, wéi et schéngt. Natierlech hu mir och näischt als ADR dergéint, fir de Kroaten déiselwecht Rechte ze ginn - respektiv eise Leit a Kroatien -, wéi et och aneren an der EU zoukënn.

Mä mir sinn awer hei och am Beräich vun de medezinesche Beruffer, an ech erënneren un d'Direktiv 2005/36/UE, déi eis hei och schonn e puermol Suerge gemaach huet am Parlament a wou mer de 15. September 2011 eng Resolutioun hei an der Plénière geholl hu mat engem Avis, dee mer u Bréissel geschéckt hunn. An ech zitieren aus deem Avis: «À cet égard, les commissions soulignent l'importance de la question des langues traitée dans le Livre Vert à la Question 13. Elle est particulièrement sensible pour les professionnels de la santé.» An da geet et ëm déi dräi Sproochen, a mir soen: «Une certaine flexibilité en matière de langues du chef des professionnels est donc dans l'intérêt primordial des patients sans qu'elle puisse pour autant servir à élever des barrières linguistiques infranchissables. Il est donc utile de clarifier le Code de conduite en la matière.»

Mir hu gesot och hei, datt déi Leit, déi am Gesondheetssecteur mussen schaffen, sollten an enger vun deenen usuellen Sproochen hei am Land kënnen schaffen. Mir als ADR soen, et ass ganz wichteg, datt am Gesondheets- an am Flegesecteur déi Leit, déi hei am Land schaffen, Lëtzebuergeresch schwätzen.

Dat ass hei leider net garantéiert. Mir hunn näischt dergéint, fir déi automatesch Unerkennung vun Diplomer virzehuelen, mä mir soen, wien hei am Land wëllt am Gesondheets- an am Flegesecteur schaffen, dee muss Lëtzebuergeresch kënnen.

Mir hätten eis gewënscht, datt mer d'Gesetz op deem Punkt och esou adaptéiert hätten, fir dat méiglech ze maachen, konform och mam Geescht vun deem Avis, dee mir selwer hei am September 2011 an der Chamber geholl hunn.

Aus deene Grënn kënnen mir dëst Gesetz net matstëmmen. Mir wäerten eis enthalten.

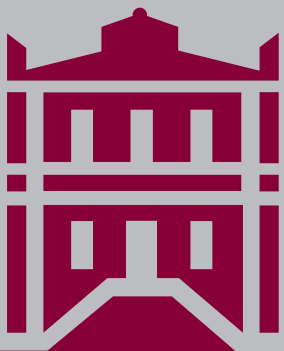
Merci.

► **M. le Président.** - Domat si mer um Enn vun der Diskussioun an d'Wuert huet d'Regierung, den Här Statssekretär, de Marc Hansen.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Marc Hansen**, Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.- Här President, villmools Merci fir d'Wuert. An ech géif och dem Rapporteur Merci soe fir dat, wat en eis hei explizéiert huet.

Ech géif nach ee Punkt mat derbäisetzen, deen an deem Kontext besonnesch wichteg ass, an



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





dofir wär ech och frou, wann dat elo kéint mat grousser Zoustëmmung eben och duerchgeholl ginn, dat Gesetz, well mer wierklech an enger Urgence sinn. Net nëmmen, dass mer praktesch méi wéi ee Joer am Retard sinn, mä mir hunn och eng Procédure d'infraction vun der Kommissioun ageleet kritt an en Avis motivé kritt, fir eben eis drunzeginn, fir dat doten ëmzesetzen. An déi Délaie si wierklech amgaang ofzelafen. Et wär nach eng Saach vun enger Woch gewiescht, wou mer et hätte misse maachen, ier mer eventuell hätte kënne vun der Kommissioun virun der Cour de justice ugesicht ginn an dann och eventuell Strofen hätte kënne kréien.

Dofir ass et scho wichteg, dass mer dat doten haut maachen. An ech wär frou, dass mer dat haut géife maachen, a mat grousser Zoustëmmung vun alle Fraktiounen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Hansen. Domat hätte mer eis Diskussioun ofgeschloss a mir kéinten zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6658 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6658 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

57 Deputéiert hu mat Jo gestëmmt, 3 Enthaltungen. Ech ginn dervun aus, dass déi begrënnt sinn, scho motivéiert gi sinn. An domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy

Arendt), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten (par M. Alex Bodry), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

An ech géif lech froen, ob Der dem Projet d'Dispens vum zweete Vote gitt.

(Assentiment)

Villmools Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

Mir sinn elo um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst ëffentlech Sëtzunge si fir d'Woch vum 17., 18. an 19. Juni virgesinn an en attendant ginn d'Aarbechten op Héichtouren an de Kommissiounen weider.

Merci villmools a bis deemnächst.

D'Sëtzung ass ofgeschloss.

(Fin de la séance publique à 16.43 heures)

Sommaire des séances publiques n°s 21, 22 et 23

21^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 228
Communications	p. 228
Ordre du jour	p. 228-229
Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar	p. 229
Mots de bienvenue aux membres du Comité des Présidents de l'APCE	p. 230
Motion de M. Laurent Mosar relative au soutien au Gouvernement nigérian dans la résolution de crimes détestables et dans la poursuite de ses efforts de respect des obligations découlant du droit international, du droit international des droits de l'Homme, du droit des réfugiés et du droit humanitaire pour protéger ses citoyens et venir à bout de l'insurrection de l'organisation terroriste «Boko Haram»	p. 230-231
Ordre du jour (suite)	p. 231
Question écrite n°261 du 7 mai 2014 de M. Laurent Mosar relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	
et	
Question écrite n°263 du 7 mai 2014 de M. Justin Turpel relative à l'accord de coopération conclu par l'aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 231-233
6608 - Projet de loi portant approbation du Traité sur le commerce des armes, fait à New York le 2 avril 2013	p. 233-235
6556 - Projet de loi portant modification	
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;	
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)	p. 235-237
6642 - Projet de loi	
- portant transposition de l'article 5 de la directive 2008/8/CE du Conseil du 12 février 2008 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le lieu des prestations de services;	
- modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	p. 237-242
6643 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et de son protocole d'amendement, signés à Paris, le 29 mai 2013 et portant modification de la loi générale des impôts	p. 242-243
Question élargie n°1 de M. Marc Lies sur le nombre de logements achevés dans le cadre du Pacte Logement	p. 243

22^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 244
Communications	p. 244
Changements de composition de commissions parlementaires	p. 244
Ordre du jour	p. 244-245
Dépôt d'une motion par M. Justin Turpel	p. 245
Ordre du jour (suite)	p. 245
6514 - Projet de loi portant:	
1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,	
2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,	
3) modification du Code pénal,	
4) modification du Code d'instruction criminelle,	
5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques	p. 245-250
6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg	
et	
6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire	p. 250-266
Ordre du jour (suite)	p. 266

23^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 267
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n°37 du 3 juin 2014 de M. Eugène Berger relative au renouvellement des contrats avec l'Université du Luxembourg et les centres de recherche publics, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	p. 267

- Question n°38 du 5 juin 2014 de Mme Martine Hansen relative au projet de construction du Lycée technique agricole à Gilsdorf, adressée à M. le Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures	p. 267
- Question n°39 du 5 juin 2014 de M. Marc Angel relative à la stratégie gouvernementale en matière de développement et de diversification économiques en relation avec la lutte contre le chômage au Luxembourg, adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie	p. 267-268
- Question n°40 du 4 juin 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à la loi électorale, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur	p. 268
- Question n°41 du 4 juin 2014 de M. Henri Kox relative au programme de recherche Bee-First, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 268-269
- Question n°42 du 5 juin 2014 de M. Marco Schank relative à la propagation de la peste porcine africaine en Europe, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 269
- Question n°43 du 4 juin 2014 de M. Alexander Krieps relative à l'actualisation des tests néonataux, adressée à Mme la Ministre de la Santé	p. 269
- Question n°44 du 5 juin 2014 de M. Justin Turpel relative aux incidences sur le budget de l'État du report en mars 2015 de la tranche indiciaire prévue en octobre 2014, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 269-270
- Question n°45 du 4 juin 2014 de M. Max Hahn relative au modèle de financement retenu pour la construction d'une nouvelle caserne pour les services de secours au Ban de Gasperich, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur	p. 270
- Question n°46 du 5 juin 2014 de Mme Françoise Hetto-Gaasch relative à la stratégie de prévention du Gouvernement dans la lutte contre les phénomènes de la société, adressée à Mme la Ministre de la Santé	p. 270
Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et Télécommunications	p. 270-271

6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012

p. 271-272

6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013

6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011

p. 273-274

6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;

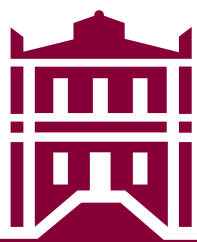
7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

p. 274-276

6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées

p. 276-277



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
0187	Laurent Mosar	Chambres de compensation et de règlement en yuan
0210	Marcel Oberweis	Scories radioactives sur les sites de la société CASA à Beggen et Esch/Lallange
0227	Franz Fayot	Conséquences de l'arrêt «Digital Rights Ireland» de la Cour de justice de l'Union européenne
0247	Franz Fayot	Démolition du 2 ^e hangar de l'entreprise Paul Wurth dans la rue de l'Acierie
0256	Gast Gibéryen	Accouchements dans les maternités luxembourgeoises
0258	Léon Gloden	Participations communales à l'amortissement des investissements contractés par les syndicats de communes
0260	Laurent Mosar	Taxe sur les transactions financières (TTF)
0261	Laurent Mosar	Accord de coopération conclu entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn
0262	Gilles Baum	Publicité des vacances de postes dans les communes
0263	Justin Turpel	Accord de coopération conclu entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn
0264	Françoise Hetto-Gaasch	Convention d'Istanbul
0267	Henri Kox	Sécurité des centrales nucléaires belges «Doel 3» et «Tihange 2»
0268	Claude Wiseler	Implantation d'un simulateur de chute libre au Luxembourg
0269	Marc Spautz	Réunion de l'Association des Sénats d'Europe du 29 au 31 mai 2014 à Saint-Petersbourg
0270	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Prise en charge des enfants présentant de graves troubles du comportement
0271	Marc Spautz	«Compte chèque postal» pour le personnel de la fonction publique
0272	Justin Turpel	Composition de la délégation du Luxembourg lors de la visite d'État en Pologne du 7 au 9 mai 2014
0274	Justin Turpel	Représentants de l'État dans les conseils d'administration
0275	Claudia Dall'Agnol	Véhicules immatriculés en France roulant au Luxembourg sans assurance
0276	Claudia Dall'Agnol	Archives nationales
0277	Marcel Oberweis	Fumier de bovins potentiellement dangereux pour l'homme
0278	Félix Eischen, Marc Spautz	Taux de TVA
0279	Fernand Kartheiser	Identification des chats
0280	Félix Eischen, Laurent Mosar	Société Nationale de Crédit et d'Investissement
0282	Roy Reding	Imposition des plus-values provenant de la vente d'un immeuble prévu pour la location
0283	Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen	Formation des cadres de santé
0342 urgente	Marc Spautz	Réduction du nombre de représentants au Conseil Économique et Social et au Comité des régions de l'Union européenne

Question 0187 (28.3.2014) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les chambres de compensation et de règlement en yuan:

Selon la presse internationale, le Royaume-Uni et la Chine signeront lundi prochain un accord en vue de la mise en place à Londres d'une chambre de compensation et de règlement en yuan. Un accord du même type serait signé aujourd'hui entre la Bundesbank allemande et son homologue chinois. Enfin, lit-on que la place financière de Paris serait en train de jouer la carte de ses liens historiques avec l'Afrique pour s'attirer les faveurs des acteurs chinois.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Au vu de l'importance que les autres places financières de l'Europe accordent à la mise en place de chambres de compensation et de règlement en yuan, le Ministre des Finances

peut-il indiquer si des négociations du même genre sont en cours avec les acteurs chinois?

- Dans l'affirmative, quand le Ministre pense-t-il pouvoir conclure un protocole d'accord à l'instar de ceux signés par les places financières citées plus haut?

- Quelles sont les autres initiatives prises par le Ministre pour faire du Luxembourg le premier centre offshore en Renminbi en Europe ainsi que d'établir le Luxembourg comme première place d'investissement transfrontalière entre l'Europe et la Chine?

Réponse (16.6.2014) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Les efforts des autorités luxembourgeoises en vue de renforcer les relations économiques et financières avec la République populaire de Chine se poursuivent, comme en témoigne notamment la mission financière que je mènerai du 29 juin au 4 juillet 2014 en Asie. La mise en place d'une chambre de compensation et de règlement en yuan a été identifiée comme l'une des pistes susceptibles de consolider les liens qui unissent la Chine et le Luxembourg.

Question 0210 (10.4.2014) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les scories radioactives sur les sites de la société CASA à Beggen et Esch/Lallange:

Selon un communiqué du Gouvernement du 18 mars 2014, entre 1975 et 1987, des quantités non négligeables de scories de ferro-niobium contenant des quantités significatives de métaux lourds et d'éléments radioactifs des familles de l'uranium et du thorium naturel ont été mis au rebut entre autres sur les sites de la société CASA à Beggen et Esch/Lallange. L'unique moyen d'isolation de ces scories consistait en un enfouissement profond dans une décharge définitive et contrôlée.

Dans le contexte de la décharge de déchets inertes de Mondercange, qui a particulièrement retenu l'attention de la part des autorités depuis le glissement de terrain qui s'y est produit récemment, j'aimerais revenir sur ma question parlementaire n°1256 du 29 août 2006 (cf. compte rendu n°2/2005-2006).

D'après la réponse à la question précitée, la responsabilité du suivi technique appartient à l'exploitant de l'ancienne décharge ou de son successeur, soit à la société MecanARBED respectivement ArcelorMittal Dommeldange S.à r.l. En outre, le Ministre compétent avait noté qu'au plus tard cinq ans après l'achèvement des travaux d'assainissement et d'aménagement final de la décharge, l'exploitant devra présenter une étude d'évaluation des charges polluantes se basant sur les résultats des analyses effectuées. Sur base des résultats de cette étude, l'Administration de l'Environnement pourra procéder à une réévaluation des normes de rejet et des paramètres de surveillance.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Environnement:

1) Quand la mise en dépotoir définitive sur les sites de Beggen et d'Esch/Lallange a-t-elle été autorisée et quelles en étaient les justifications?

2) Quels sont les résultats de l'étude d'évaluation?

3) Y a-t-il eu des incidents lors de l'évacuation des eaux de drainage?

4) Les valeurs limites «oEL» ont-elles été dépassées dans le courant de ces dernières années?

5) Quelles sont les mesures récentes de radioactivité prises sur les sites de Beggen et d'Esch/Lallange?

6) Mesdames les Ministres peuvent-elles exclure un risque radiologique pour la population et pour l'environnement?

Réponse commune (11.6.2014) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Ad 1)

Suite à l'activité industrielle de la société Continental Alloys S.A. (CASA) à Dommeldange, des scories de ferro-niobium contenant des quantités significatives d'éléments radioactifs des familles de l'uranium et du thorium naturel ont été mis à rebut au cours de la période de 1975 à 1987.

Si ces stocks de scories ne présentaient pas de danger radiologique, toujours est-il que la façon de leur stockage n'était pas entièrement satisfaisante du point de vue sanitaire. D'une part, il n'existait pas de contrôle efficace quant au devenir de ces scories et, d'autre part, il fallait éviter que ces scories soient utilisées comme matériaux de construction.

Le seul moyen d'isoler ces scories consistait en un enfouissement profond en une décharge définitive et contrôlée. Une partie de ces déchets faiblement radioactifs, concentrés en trois endroits différents, a été transférée au début de l'année 1995 au crassier de Mondercange.

La mise en dépotoir définitive des scories sur ce site fut autorisée, d'une part, par le Ministre de la Santé (11 septembre 1991) et, d'autre part, par les Ministres de l'Environnement (27 juin 1994) et du Travail (4 juillet 1994) conformément aux prescriptions de la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

L'aménagement final de la décharge de la S.A. Continental Alloys à Dommeldange a été couvert par l'autorisation n°1/02/0228 du 22 mars

2005. Cette autorisation couvrait l'aménagement définitif de la décharge et l'utilisation de déblais provenant des halls de Continental Alloys S.A. pour la stabilisation des boues rouges entreposées sur le site de la décharge.

Toutefois, après transfert des scories à faible rayonnement radioactif naturel vers le dépôt définitif de Mondercange, il subsistait le risque que des résidus de ces scories soient demeurés éparpillés sur la décharge CASA à Dommeldange. Dans le cadre de l'aménagement définitif de cette décharge, le Ministre de la Santé avait autorisé le 5 avril 2005 la gestion de ces résidus.

Ad 2)

Un système de rigoles et de drainage capte l'ensemble des eaux superficielles (eaux pluviales, eaux de source, etc.) et souterraines (eaux de drainages) qui ne passent pas par le corps de la décharge, et qui dès lors n'entrent pas en contact avec les déchets déposés. Ces eaux non contaminées sont rejetées directement dans le cours d'eau de l'Alzette.

Les eaux en provenance de l'intérieur du corps de la décharge, ainsi que toutes les eaux polluées ou entrées en contact avec des déchets, sont recueillies dans le réservoir se situant au pied de la décharge.

Les eaux recueillies dans ce réservoir sont ensuite acheminées par un transporteur agréé vers la station de traitement des eaux de percolation existante se situant sur le site de l'ancienne usine CASA pour y être traitées. Le traitement doit assurer le respect des valeurs limites «oEL» avant évacuation des eaux dans l'effluent.

L'arrêté ministériel 1/02/0228 du 22 mars 2005 exige (à la condition 9) du chapitre IV) C) qu'au plus tard cinq ans après l'achèvement des travaux d'assainissement de la décharge, une étude d'évaluation des charges polluantes se basant sur les résultats d'analyses effectuées doit être présentée, ceci en vue de la réévaluation des normes de rejet dans la canalisation et des paramètres de surveillance.

Une étude d'évaluation proprement dite n'a pas été réalisée. Cependant, un dossier de demande pour l'aménagement et l'exploitation d'une nouvelle station de traitement des eaux de percolation a été introduit le 29 mars 2011. En date du 25 janvier 2013 le dossier a été considéré comme étant complet et a été transmis à l'administration communale pour enquête publique. En date du 7 mars 2013, le dossier a été retourné à l'Administration de l'Environnement avec avis favorable de la commune et sans remarques de la part de la population.

Toutefois, suite à l'évolution technique, une modification du procédé de traitement tel que prévu est envisagée. L'Administration de l'Environnement est actuellement en attente du dossier de demande de modification.

Ad 3)

L'Administration de l'Environnement n'est pas au courant d'incidents lors de l'évacuation des eaux de percolation.

Ad 4)

Il résulte des informations dont dispose l'Administration de l'Environnement que les valeurs «oEL» sont dépassées pour certains paramètres lors de l'évacuation des effluents de l'installation de traitement des eaux de percolation. Il s'agit notamment des sulfates, des nitrates et du molybdène.

Il faut rappeler que l'installation de traitement des eaux de percolation est encore l'ancienne installation qui existait au moment du fonctionnement de l'usine et que son dimensionnement a été fait pour les besoins de l'usine et non pas pour ceux du traitement des eaux de la décharge. Cet état des choses est à l'origine du dossier de demande susmentionné visant à ériger une nouvelle installation de traitement adaptée aux besoins actuels.

Ad 5)

Pendant les aménagements de la décharge CASA de Dommeldange au premier semestre 2006, la division de la radioprotection veillait au bon déroulement des opérations du point de vue de la radioprotection de la population et



des travailleurs. Notamment le personnel effectuant les travaux était porteur durant son travail d'un dosimètre mis à disposition par la division de la radioprotection. Les agents de la division de la radioprotection ont également effectué des mesures radiologiques avant, pendant et après la finalisation des travaux. En l'occurrence, une cartographie radiologique détaillée avait été établie en novembre 2003 sur 84 points. Des inspections ont été réalisées en mars 2006 et en mars 2007, donc après le recouvrement d'une couche d'argile et de terre arable.

Concernant le site de Mondercange, la division de la radioprotection a réalisé en juillet 2003 un état des lieux exhaustif de la situation radiologique comprenant 44 points de mesure individuels. Depuis, la division de la radioprotection a réalisé des inspections visuelles, comprenant des mesures ponctuelles à des intervalles irréguliers.

Ad 6)

Les inspections réalisées sur les deux sites n'ont jamais donné lieu à des observations particulières. Le rayonnement mesuré ne dépasse pas le bruit de fond du rayonnement naturel. Les mesures réalisées après le glissement de terrain sur le site de Mondercange ont également confirmé ce même constat.

Sur base des études préalables réalisées dans le cadre de la procédure d'autorisation et en tenant compte et des différentes mesures prises par la division de la radioprotection et du fait qu'aucun changement des résultats n'a été constaté dans le temps, l'on peut ainsi conclure que le confinement des matières radioactives est assuré. Dans ces conditions, un risque radiologique pour la population et pour l'environnement peut en effet être exclu.



Question 0227 (18.4.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant les **conséquences de l'arrêt «Digital Rights Ireland» de la Cour de justice de l'Union européenne:**

L'arrêt «Digital Rights Ireland» rendu dans les affaires jointes C-293/12 et C-594/12 de la Cour de justice de l'Union européenne le 8 avril 2014 a invalidé la directive 2006/24/CE sur la conservation de données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications.

La CJUE a notamment jugé dans cet arrêt que «(...) la directive 2006/24 ne prévoit pas de règles claires et précises régissant la portée de l'ingérence dans les droits fondamentaux consacrés aux articles 7 et 8 de la Charte. Force est donc de constater que cette directive comporte une ingérence dans ces droits fondamentaux d'une vaste ampleur et d'une gravité particulière dans l'ordre juridique de l'Union sans qu'une telle ingérence soit précisément encadrée par des dispositions permettant de garantir qu'elle est effectivement limitée au strict nécessaire».

Par son arrêt, la CJUE a donc invalidé le texte européen sur base duquel avait été adoptée la loi du 24 juillet 2010 modifiant notamment la loi du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques.

Le Ministre de la Justice a déclaré dans un communiqué le 8 avril 2014 que: «Afin de pouvoir décider de la validité de notre loi par rapport aux exigences de la CJUE, un examen détaillé de l'arrêt et de ses conséquences sur notre législation nationale est actuellement en cours, impliquant l'ensemble des acteurs concernés par le sujet.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Le Ministre de la Justice compte-t-il également faire examiner les conséquences de la rétroactivité de l'invalidation de la directive 2006/24/CE au jour de son adoption?
2. Quel sort sera réservé aux traitements de données effectués au Luxembourg sous l'empire de la loi du 30 mai 2005 telle qu'elle a été modifiée par la loi du 24 juillet 2010? Quelles conséquences juridiques, notamment en termes de responsabilité pour l'État, sont à attendre?
3. Qu'en est-il de l'utilisation de ces informations dans le cadre de procédures judiciaires en cours ou déjà clôturées?

Réponse commune (18.6.2014) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias:*

L'honorable Député s'enquiert des conséquences susceptibles de découler au niveau national de l'arrêt rendu par la Cour de justice de l'Union européenne («CJUE») en date du 8 avril 2014, dit «Digital Rights» (affaires jointes C-293/12 et C-594/12), par lequel la Cour a invalidé la directive 2006/24/CE du 15 mars 2006 relative à la conservation de données à caractère personnel à des fins de prévention, de recherche, de détection et de poursuite des infractions graves.

Les consultations annoncées dans le communiqué de Monsieur le Ministre de la Justice du 8 avril 2014 ont été entamées immédiatement, mais il va de soi que la complexité de la matière ainsi que les conséquences potentielles importantes de cet arrêt sur notre législation nationale ne permettent pas de tirer des conclusions définitives dans le laps de temps imparti pour répondre à la question parlementaire de l'honorable Député.

Toutefois, deux constats s'imposent dès à présent:

- D'une part, la loi par laquelle la directive 2006/24 a été transposée en droit luxembourgeois, à savoir la loi modifiée du 30 mai 2005 relative aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle, a une existence propre et distincte par rapport à la directive transposée et invalidée par la Cour, de sorte qu'elle continue à s'appliquer. Les consultations actuellement en cours ont cependant précisément pour objectif de vérifier si cette loi répond aux exigences posées par la CJUE et tirées de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui, elle, est également applicable au Luxembourg eu égard à son caractère de norme supranationale à respecter par le législateur et les juridictions nationales.

- Toute modification éventuelle de la loi nationale concernée, et cela malgré son existence propre et indépendante par rapport à la directive invalidée, sera conditionnée par les initiatives éventuellement à prendre et les travaux menés au sein de l'Union européenne, dont notamment (i) la question de savoir si la Commission européenne prendra l'initiative de proposer une nouvelle directive en vue de remplacer la directive 2006/24 invalidée, et (ii) les négociations actuellement en cours en vue de l'adoption d'un règlement (régime général) et d'une directive (concernant les volets pénal et policier) en matière de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Dans ce contexte, il ne faut pas perdre de vue qu'une nouvelle loi adoptée au Luxembourg avant l'adoption d'une nouvelle directive respectivement de l'aboutissement des négociations susvisées relatives au règlement et/ou à la directive précitées risque de rencontrer deux difficultés parfaitement contradictoires, alors qu'elle pourrait être considérée soit trop large, soit trop restrictive, ce qui ne manquerait pas de poser d'autres problèmes importants.

Pour le surplus, les questions de l'honorable Député appellent les observations suivantes:

1. La question de l'effet de l'invalidation de la directive 2006/24 ab initio, c.-à-d. rétroactivement à partir de son adoption en 2006, fait bien entendu partie intégrante des consultations et réflexions en cours. Dans ce contexte, il s'impose cependant de ne pas confondre, d'une part, l'invalidation rétroactive de la directive 2006/24 et, d'autre part, la rétroactivité ou non-rétroactivité d'une éventuelle modification de la loi précitée du 30 mai 2005 ayant transposé cette directive.
2. En principe, les traitements de données effectués sous l'empire d'une loi déterminée - et effectués conformément à cette loi - restent valables et légaux jusqu'à la modification ou l'abrogation de cette loi. Avant une modification ou une abrogation de cette loi, la validité d'un traitement de données spécifique ne saurait être considérée qu'au cas par cas et par une juridiction saisie dans un dossier déterminé. Par conséquent, il est à l'heure actuelle impossible de faire des pronostics en termes de responsabilité pour l'État alors que l'issue d'une telle procédure dépend des initiatives éventuelles des parties au procès et des différents éléments et circonstances de chaque cas d'espèce.
3. Tel qu'il a été indiqué ci-dessus, la loi précitée du 30 mai 2005 a une existence juridique propre et distincte par rapport à la directive 2006/24 invalidée par la CJUE et continue à exister dans l'ordonnement juridique luxembourgeois même après l'invalidation de la

directive en raison de laquelle la loi nationale a été adoptée. De façon générale, il en découle que les informations de communication concernées ont été traitées légalement dans le cadre d'une procédure judiciaire, alors que ce traitement a reposé, et repose actuellement encore, sur une base juridique valable. Pour le surplus, il appartient aux parties d'une procédure judiciaire d'apprécier si elles entendent faire usage des moyens et recours prévus par la loi.



Question 0247 (30.4.2014) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **démolition du 2^e hangar de l'entreprise Paul Wurth dans la rue de l'Acierie:**

Il me revient que des travaux de démolition du 2^e hangar (hall 2) de l'entreprise Paul Wurth dans la rue de l'Acierie auraient débuté. Il s'agit dans le cas de cet immeuble d'un bel exemple d'architecture industrielle dans le quartier de la Gare/Hollerich, qu'il serait intéressant de préserver et d'affecter le cas échéant à un autre usage.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

1. Est-ce que Madame la Ministre est informée de la destruction de ce hangar?
2. Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis que ce hangar, qui fait partie d'un ensemble industriel remarquable, mériterait d'être classé?

Réponse (18.6.2014) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture:*

Ad 1)

Le Service des Sites et Monuments Nationaux a été informé de la destruction du hall 2.

Ad 2)

En mai 2012, la Commission des Sites et Monuments Nationaux a été saisie d'une demande de classement en vue de la protection de l'ancien bâtiment de direction et des halls 1 et 2 de la société Paul Wurth sis rue de l'Acierie à Hollerich. En vertu de l'intérêt historique, architectural, industriel et esthétique de ces halls et immeubles, un classement fut retenu.

Alors que l'ancien bâtiment de direction et le hall 1 se trouvent dans un bon état général, il n'en était pas de même du hall 2.

En effet, une pollution importante du sol et de la substance bâtie avait été constatée. Des sondages réalisés avaient démontré l'existence d'hydrocarbures jusqu'à une profondeur de quatre mètres. La peinture anticorrosion de la structure rivetée était contaminée. Aussi, un sabotage s'avérait peu efficace.

De surcroît, en raison de l'absence d'une séparation bâtie entre les halls 2 et 3, le premier se voyait dépourvu de pignon en cas de démolition du hall 3.

Enfin, des parties de la façade du hall 2 (quatre baies du côté ouest donnant sur la rue de l'Acierie) s'étaient déjà effondrées et étaient recouvertes d'un bardage provisoire. L'humidité ascendante dans les murs avait provoqué une décomposition progressive de la pierre naturelle.

En raison des contraintes environnementales et statiques énumérées ci-dessus, une sauvegarde seule de la façade principale du hall 2 s'avéra techniquement ainsi qu'économiquement non raisonnable.

Au vu de ces constats et analyses, une procédure de classement national ne fut entamée en avril 2013 que pour le seul hall 1 ainsi que pour l'ancien bâtiment de direction du site des «Anciennes Acieries de Hollerich».



Question 0256 (3.5.2014) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **accoucheoires dans les maternités luxembourgeoises:**

Mengen Informationen no komme vill Mammen aus der Groussregioun op Lëtzebuerg, fir hire Puppelchen an enger vun eise Maternitéen op d'Welt ze setzen. Dëst kéint mat Amenter d'Capacitéiten an eise Maternitéen iwwerfuerderen, an hätt esou och Konsequenze fir Familljen, déi zu Lëtzebuerg wunnen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

- 1) Wéi vill Accouchementer ginn zu Lëtzebuerg praktizéiert, wou d'Mamm an der Groussregioun respektiv am Ausland wunnt? Wéi huet dës Zuel zënter 2010 evoluéiert?
- 2) Aus wéi engen Ursaache komme Mammen aus dem Ausland, a besonnesch aus der

Groussregioun, op Lëtzebuerg, fir ze accoucheieren?

3) Wéi vill Puppelchen kënnen zu Lëtzebuerg zu engem gewëssenen Zäitpunkt betreit ginn, a wéi oft gëtt dës Spëtzecapacitéit erreecht?

4) Ass et scho virkomm, datt eng Mamm, déi zu Lëtzebuerg wunnt, an d'Ausland huet missen iwwerwise ginn, well an de Lëtzebuerger Maternitée keng fräi Capacitéite méi bestanen hunn?

5) Misst net garantéiert sinn, datt ëmmer Plaze fräi sinn, fir schwierig oder/an dringend Fäll opzehuelen?

Réponse (12.6.2014) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

Ad 1)

Ob Basis vun den Donnéeën vun der Gesondheetskeess vum 19. Mee 2014, huet d'Zuel vun den Accouchementer zu Lëtzebuerg vu Fraen, déi net am Grand-Duché wunnen, sech zënter 2010 wéi follegt entwéckelt:

Joer	Kategorie vu Patientinnen, déi net zu Lëtzebuerg wunnen	Zuel vu Patientinnen
2010	Grenzgängerinnen	437
	Netgrenzgängerinnen	52
2011	Grenzgängerinnen	458
	Netgrenzgängerinnen	50
2012	Grenzgängerinnen	439
	Netgrenzgängerinnen	41
2013	Grenzgängerinnen	463
	Netgrenzgängerinnen	26
2014	Grenzgängerinnen	67
	Netgrenzgängerinnen	3

Hei sinn déi Accouchementer considéiert ginn (d'Akten 6A11, 6A12, 6A13, 6A21, 6A22 oder 6A13, ofhängeg vun der Zuel vun de Kanner respektiv der Auer/dem Dag), déi zu Lëtzebuerg stattfonnt hunn a rembourséiert gi sinn.

D'Grenzgängerinne sinn déi Fraen, déi net am Grand-Duché wunnen an zur iwwert de Lëtzebuerger Krankesystem ofgesécherter Populatioun gehéieren.

Ad 2)

Et kann een dovunner ausgoen, dass d'Fraen aus der Groussregioun haaptsächlech aus Prakteschkeetsgrënn op Lëtzebuerg kommen, fir ze accoucheieren. Aus Grënn vun Accessibilitéit vun de Medeziner zitt eng schwanger Fra et wahrscheinlech vir, de Suivi vun hirer Schwangerschaft engem Dokter unzevertrauen, dee seng Praxis no bei hirer Aarbechtsplaz huet, an dann accouchéiert se och an enger Lëtzebuerger Maternité.

Zugläch geet aus der Carte sanitaire vun 2012 ervir, dass d'Augmentatioun vun der Zuel vu Grenzgängerinnen, déi zu Lëtzebuerg accoucheieren, direkt domadder ze dinne huet, dass an den Nopeschlänner Maternitéen zouge-maach gi sinn.

Ad 3) - 5)

Am Service national de soins intensifs néonataux (an der Kannerklinik vum Centre Hospitalier de Luxembourg) sti 14 Plazen zur Verfügung; et ass awer net rar, dass bis zu 17 bis 18 Neigebueren do en charge geholl ginn, well d'Gegebenheeten dat erlaben. Am Kierchbierspido si siwe Plaze fir Kanner, déi eng Surveillance intensive brauchen, ouni dass eng intensiv Behandlung néideg ass.

De Ministère vun der Santé ass amgaang, genau Statistiken iwwert d'Beleegung ze kréien; si stinn awer zum Zäitpunkt, wou dës Fro muss beäntwert ginn, leider nach net zur Verfügung.

D'Besoine schwanken am Laf vun der Zäit, sou-dass et virkënn, dass eng Mamm an d'Ausland fir d'Accouchement iwwerwise muss ginn, wa keng Plaz am Service national de soins intensifs néonataux fräi ass.



Question 0258 (6.5.2014) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **participations communales à l'amortissement des investissements contractés par les syndicats de communes:**

La participation à l'amortissement des investissements et emprunts contractés par les syndicats communaux appartient aux dépenses or-



dinaires des communes. Toutefois, en des temps où les coupures de budget sont à l'ordre du jour, et cela notamment au niveau communal, il convient d'utiliser à bon escient le peu de moyens disponibles et de s'interroger sur la nécessité de ces charges pour les communes n'ayant pas d'utilité directe.

- Dans ce contexte, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre de l'Intérieur s'il estime que ces obligations pour les communes sont utiles ou s'il y a des solutions plus flexibles dans l'intérêt des communes et plus adaptées à la réalité économique des syndicats de communes.

Réponse (11.6.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à la question de l'honorable Député Léon Gloden au sujet de la participation des communes à l'amortissement des investissements et emprunts contractés par les syndicats de communes, il y a lieu de préciser que tous les syndicats de communes produisant des biens et/ou prestant des services dans le cadre des activités leurs confiées en matière d'approvisionnement en eau potable, d'évacuation des eaux usées ou d'élimination des déchets, ainsi qu'éventuellement en d'autres matières similaires, réglées par des lois ou des directives européennes exigeant une facturation au prix de revient qui comporte aussi bien l'usure (fonds d'amortissement) que le renchérissement dans le temps (fonds de renouvellement) des biens et équipements, sont obligés d'intégrer les dotations y relatives (charges) dans les participations à demander à leurs communes membres.

De plus, tous les syndicats de communes qui tiennent une comptabilité selon les principes de la comptabilité générale dite comptabilité commerciale sont tenus de procéder à l'amortissement des biens actifs amortissables leur évitant par ailleurs de revendiquer auprès des communes membres un financement des grosses réparations par le biais d'une demande d'apport en capital. Au cas où ces revendications dépassaient de 20% les engagements en capital des communes membres il faudra alors même passer par une modification des statuts par délibération concordante pour garantir le financement des grosses réparations et la pérennité du syndicat.

En ce qui concerne la participation des communes à l'amortissement financier des emprunts contractés par un syndicat de communes tel que défini à l'article 23 de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes, il faut préciser que dans la mesure où un syndicat de communes fait appel à des capitaux pour financer des investissements nouveaux ou de remplacement, chaque commune a la liberté de fournir immédiatement soit l'intégralité du capital demandé, soit au moins 35%. Si donc le syndicat n'obtient pas l'intégralité du capital demandé, dont il a besoin pour investir, il doit préfinancer par la voie d'un emprunt le capital non libéré par les différentes communes tout en leur demandant de libérer progressivement les moyens financiers au courant des exercices à venir. Il est évident que ces moyens financiers servent au remboursement de l'emprunt contracté antérieurement pour le compte de la commune.

Les intérêts débiteurs résultant du préfinancement par la banque du capital demandé, mais non libéré, sont intégralement à charge des communes concernées, comme si la commune avait elle-même contracté l'emprunt.

Nonobstant ces développements, je suis cependant ouvert à toute discussion en vue d'une plus grande flexibilité, nécessitant le cas échéant, une modification du cadre légal.

Question 0260 (7.5.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **taxe sur les transactions financières (TTF)**:

Lors du Conseil des Ministres des Finances du 6 mai 2014, les Ministres des Finances de dix pays européens ont corroboré leur intention d'implémenter la TTF sur leur territoire, tout en précisant vouloir limiter dans une première phase son application sur un nombre limité d'instruments financiers.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Eu égard aux derniers développements en la matière, le Ministre des Finances peut-il m'indiquer si le Gouvernement luxembourgeois reste opposé à la TTF ou si le Luxembourg compte rejoindre le groupe des pays participant à ladite coopération renforcée?

- Alors que la Commission européenne est en train de mener une analyse approfondie sur les effets extraterritoriaux de la TTF, le Ministre des

Finances peut-il m'indiquer s'il dispose d'études sur l'implication de l'introduction de la TTF sur le secteur financier luxembourgeois? Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de ces études?

- Le Ministre partage-t-il les critiques de l'ALFI quant à la mise en place de la TTF?

- Le Ministre britannique, George Osborne, aurait indiqué hier le lancement d'un nouveau recours contre la mise en place de la TTF. Si tel était le cas, le Gouvernement luxembourgeois n'estime-t-il pas opportun de s'adjoindre à ce recours?

Réponse (6.6.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En ce qui concerne la première question de l'honorable Député, il y a lieu de relever que la position du Gouvernement luxembourgeois n'a pas changé quant à l'introduction d'une taxe sur les transactions financières.

À ce stade, le Gouvernement n'a pas lancé d'étude spécifique pour déterminer l'impact de l'introduction dans le cadre de la coopération renforcée de la taxe sur les transactions financières dans les onze États membres participant, étant donné que le champ d'application de la future taxe n'a pas encore été définitivement fixé et que la déclaration faite par dix de ces onze États membres lors du dernier Conseil ECOFIN début mai est restée très vague à ce sujet comme sur d'autres points essentiels.

Pour ce qui a trait à la troisième question, il convient de signaler que le Gouvernement partage l'avis de l'ALFI qu'une mise en place non coordonnée sur un plan mondial d'une taxe sur les transactions financières aura des effets nuisibles pour le marché européen des fonds d'investissement et pour la place financière luxembourgeoise où l'industrie des fonds d'investissement joue un rôle primordial.

En ce qui concerne un éventuel nouveau recours du Gouvernement britannique contre la mise en place de la taxe sur les transactions financières, le Gouvernement luxembourgeois jugera le moment venu de l'opportunité de se joindre ou non à un tel recours.

Question 0261 (7.5.2014) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant l'**accord de coopération conclu entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn**:

D'après des informations relayées par voie de presse, l'aéroport de Zhengzhou signerait vendredi prochain un accord de coopération avec l'Aéroport de Francfort-Hahn. Cet accord servirait à la distribution, à travers l'Europe, de fret en provenance de Chine. Cet accord de coopération ne serait par ailleurs que le début, puisque d'autres accords avec la Russie et les États-Unis suivraient.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Le Ministre peut-il m'indiquer si dans le cadre de l'entrée en capital de HNCA dans Cargolux, l'accord de coopération entre Zhengzhou et Francfort-Hahn a été évoqué? Le Ministre a-t-il autrement été mis au courant d'un tel accord?

2. Cet accord de coopération aura-t-il des conséquences sur l'accès privilégié de Cargolux à l'Aéroport de Zhengzhou? Le Ministre estime-t-il que cet accord aura des répercussions sur le développement de la distribution du fret en provenance de Chine par Cargolux?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Laurent Mosar, concerne l'accord de coopération signé entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Hahn et les conséquences pour Cargolux et l'Aéroport de Luxembourg.

1. Dans le cadre de l'entrée en capital de HNCA dans Cargolux un tel accord de coopération n'a pas été évoqué et Monsieur le Ministre n'a pas autrement été mis au courant.

2. Étant donné que l'actionnaire entrant dans le capital de Cargolux se trouve être HNCA et non l'Aéroport de Zhengzhou, Cargolux ne dispose pas d'un accès privilégié à cet aéroport et il n'y a aucune incidence sur l'accord commercial avec l'investisseur chinois. N'étant pas une des parties signataires de l'accord de coopération conclu entre les aéroports de Zhengzhou et de Francfort-Hahn, le Gouvernement ne dispose pas d'informations supplémentaires concernant son contenu que celles disponibles dans la presse ou sur Internet. D'après les informations actuellement disponibles, le Gouverne-

ment estime qu'il n'a pas de répercussions directes sur Cargolux et sur le secteur logistique luxembourgeois.

Question 0262 (7.5.2014) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant la **publicité des vacances de postes dans les communes**:

Le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux dispose que:

«Avant d'être pourvue d'un titulaire, toute vacance de poste doit obligatoirement être portée à la connaissance des intéressés par la voie appropriée. Il y a lieu de préciser à chaque fois si la vacance de poste doit être pourvue par voie de recrutement externe ou par voie de recrutement interne.»

Selon mes informations, les administrations communales interprètent de manière divergente la notion de «voie appropriée».

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre entend-il reformuler le paragraphe 2 l'article 2 de la loi en question afin de clarifier la notion de «voie appropriée»?

- Monsieur le Ministre compte-t-il miser davantage sur les nouvelles technologies, éventuellement un site Internet, pour faire connaître au grand public les postes vacants auprès des administrations communales?

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il rendre les administrations communales attentives à utiliser plusieurs moyens de communication?

Réponse (3.6.2014) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La publication des postes vacants des fonctionnaires communaux relève de la compétence du collège des bourgmestre et échevins en tant qu'organe exécutif d'une commune. La matière en question est régie par l'article 2, paragraphe 2 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, qui prévoit que toute vacance de poste doit être portée à la connaissance des intéressés par la voie appropriée. La disposition visée confie au collège des bourgmestre et échevins le choix du moyen de publication approprié, étant évident que celui-ci doit permettre à l'autorité communale de s'adresser en cas d'un recrutement externe à des candidats externes à l'administration intéressée et remplissant les conditions légales ou réglementaires prévues pour l'accès au poste vacant et que la publication en question doit comporter un délai raisonnable. Dans la mesure où la loi n'impose pas un moyen précis de publication aux autorités communales, il découle de l'essence même de la disposition légale visée que les autorités communales ont au choix différents moyens de publication en fonction du profil du poste à occuper et de la population cible visée.

Dans la pratique, les administrations communales procèdent à la publication des emplois vacants soit dans la presse indigène, soit sur des sites Internet, soit par voie d'affiche, les différents moyens de publication étant souvent utilisés cumulativement.

Le Ministère de l'Intérieur n'a connaissance ni d'éventuelles contestations ni de recours contentieux émanant de candidats intéressés suite à une publication de poste par une entité communale, de sorte qu'il n'existe à l'heure actuelle aucune raison justifiant une modification de la disposition légale prémentionnée, modification qui serait de nature à réduire la flexibilité accordée actuellement aux autorités communales compétentes.

En ce qui concerne l'installation d'un site Internet regroupant tous les postes vacants au sein du secteur communal, invoquée par Monsieur le Député Gilles Baum, il y a lieu de constater que dans la mesure où la publication des postes visés relève de la compétence exclusive des autorités communales, une telle initiative, aussi intéressante qu'elle puisse être, ne saurait être prise par le Gouvernement, qui n'a pas de compétence en la matière.

Étant donné qu'il s'avère que dans la pratique les communes appliquent à l'heure actuelle en général plusieurs moyens de publication cumulativement et que le nombre important de candidats aux emplois communaux, constaté au niveau des examens d'admissibilité, témoigne d'une bonne efficacité des mesures de publication opérées par les communes, le Ministre de l'Intérieur estime qu'il n'y a pas lieu d'inciter les autorités communales à prendre des mesures renforcées en la matière.

Question 0263 (7.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant l'**accord de coopération conclu entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Francfort-Hahn**:

Suivant des articles de presse («Tageblatt online» et «L'essentiel online» du 6 mai 2014), un accord de coopération a été signé entre l'Aéroport de Hahn et celui de Zhengzhou.

J'aimerais rappeler qu'un accord commercial fut également signé en date du 14 janvier 2014 entre Cargolux et HNCA («Henan Civil Aviation Development and Investment Co., Ltd») et que, par un acte de vente signé en date du 23 avril 2014 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la société HNCA, l'État luxembourgeois a vendu à la société HNCA 35% des actions de Cargolux, détenues par l'État luxembourgeois.

L'accord commercial signé entre Cargolux et HNCA prévoit quatre vols par semaine entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Luxembourg. Il est prévu d'étendre cette coopération et de garantir sept vols par semaine. Sachant qu'un Boeing 747-800F de Cargolux pourra charger 140 tonnes de marchandises, le volume à transporter variera entre 58.000 t/an et 101.900 t/an. Suite à l'accord de coopération signé entre l'Aéroport de Hahn et celui de Zhengzhou, ce tonnage, transporté par des avions mis à disposition par Cargolux, risque de ne plus transiter via l'Aéroport de Luxembourg, qui risque une perte pouvant aller jusqu'à 11-15% du volume actuel (673.500 t en 2013).

Dans ce contexte, j'aimerais obtenir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre:

1. Est-ce que les partenaires ou autorités chinoises respectivement vos experts en la matière vous avaient informé de l'intention de signer un tel accord de coopération entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Hahn?

2. Que prévoit cet accord?

3. Est-il prévu que des vols Cargolux soient opérés entre Zhengzhou et Hahn, au détriment de l'Aéroport de Luxembourg?

4. Quelles répercussions l'accord conclu entre les aéroports de Zhengzhou et Hahn pourrait-il avoir sur le Cargo Center de Luxembourg et sur le secteur logistique en général?

5. Pourquoi un tel accord n'a-t-il pas été conclu entre l'Aéroport de Luxembourg et celui de Zhengzhou, tout en sachant que l'accord commercial signé entre HNCA et Cargolux prévoit explicitement une stratégie «dual hub» qui définit les Aéroports de Luxembourg et de Zhengzhou comme aéroports-clés?

6. Est-il vrai que Cargolux ne dispose toujours pas des droits d'atterrissage pour pouvoir desservir l'Aéroport de Zhengzhou à partir du 29 mai 2014? Dans l'affirmative, quelle est la date prévue pour commencer les vols de fret prévus entre les aéroports de Luxembourg et Zhengzhou?

7. Tous ces tracas et tiraillements ne risquent-ils pas de nuire durablement aux intérêts et à l'image de la société Cargolux, de l'Aéroport de Luxembourg et du pays en général?

Réponse (16.5.2014) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Justin Turpel, concerne l'accord de coopération signé entre l'Aéroport de Zhengzhou et celui de Hahn et les conséquences pour Cargolux et l'Aéroport de Luxembourg.

1. Monsieur le Ministre n'a pas été informé au préalable d'une telle intention.

2. N'étant pas une des parties signataires de cet accord, le Gouvernement ne dispose pas d'informations supplémentaires concernant son contenu que celles disponibles dans la presse ou sur Internet.

3. Non.

4. D'après les informations actuellement disponibles en ce qui concerne le contenu de cet accord, le Gouvernement estime qu'il n'a pas de répercussions sur le Cargo Center de Luxembourg et sur le secteur logistique en général.

5. Au vu de l'accord commercial signé entre HNCA et Cargolux, il semble difficilement concevable de voir une quelconque valeur ajoutée dans la conclusion d'un tel accord.



6. En matière de droits de trafic, Monsieur le Ministre renvoie à la réponse à la question parlementaire n°0236 de l’honorable Député, Monsieur Marc Spautz (*voir ci-dessus*). En ce qui concerne la date prévue pour commencer les vols de fret entre les aéroports de Luxembourg et de Zhengzhou, il appartient à la société Cargolux de la communiquer.

7. La simple communication et la signature d’une déclaration d’intention de coopération entre un aéroport concurrent de lux-Airport et CGO, n’ayant aucune répercussion directe sur notre aéroport, a provoqué une large couverture et de nombreux commentaires au Luxembourg. Je laisse à l’appréciation de l’honorable Député de juger en la matière.



Question 0264 (7.5.2014) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **Convention d’Istanbul**:

La Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique («Convention d’Istanbul») a été adoptée par le Conseil de l’Europe le 11 mai 2011 à Istanbul, soit presque trois ans en arrière.

Il s’agit d’un document permettant la pénalisation de la violence faite contre les femmes et la violence domestique, qui ne relèveront plus de la sphère privée. Rappelons que près d’un quart des femmes ont subi au moins une fois dans leur vie une forme de violence physique et que plus de 10% ont été victimes de violences sexuelles.

Jusqu’à présent, sur les 34 pays signataires de la Convention d’Istanbul, onze ont procédé à la ratification, phase nécessaire pour sa mise en vigueur dans l’Etat respectif. Le traité a été signé par le Grand-Duché le 20 septembre 2012. Afin d’être transposée en droit luxembourgeois, la Convention devra donc encore être ratifiée.

C’est dans ce contexte que j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Monsieur le Ministre entend-il procéder à la ratification de la Convention d’Istanbul, signée par le Luxembourg le 20 septembre 2012?
2. Dans l’affirmative, quand est-ce que le Ministre envisage-t-il de déposer un projet de loi auprès de la Chambre des Députés?

Réponse (30.5.2014) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l’Immigration et de l’Asile*:

1. La procédure de ratification a été relancée par les services du Ministère des Affaires étrangères le 24 avril 2014.
2. Le projet de loi sera déposé pour approbation à la Chambre des Députés dès réception de l’exposé des motifs, qui est en élaboration par le Ministère de l’Egalité des chances en coopération avec le Ministère de la Justice.



Question 0267 (8.5.2014) de **M. Henri Kox** (*déi gréng*) concernant la **sécurité des centrales nucléaires belges «Doel 3» et «Tihange 2»**:

En août 2012, plusieurs milliers de microfissures étaient découvertes dans la paroi de la cuve des réacteurs de Tihange 2 et Doel 3. Vu que la cuve d’un réacteur doit confiner la radioactivité et qu’elle est soumise à des pressions et des températures élevées, son intégrité est donc fondamentale pour la sécurité de toute installation nucléaire.

Bien qu’une majorité des experts consultés estimait qu’il s’agissait «vraisemblablement» d’un défaut de construction passé inaperçu depuis la mise en service en 1983, d’autres experts n’excluaient pas la possibilité que ces fissures soient liées au fonctionnement et poseraient donc un risque encore plus grave. L’Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) avait notamment jugé que «les informations et analyses disponibles ne permettraient en tout cas pas le redémarrage des réacteurs en France», point de vue également partagé par la Commission allemande pour la sûreté nucléaire. L’ASN pointait surtout le nombre de microfissures, leur densité, leur proximité et donc la possibilité qu’elles interagissent.

Or, malgré ces doutes, le Gouvernement belge avalisa en mai 2013, à peine trois jours après une visite de travail au Luxembourg où la sécurité nucléaire et notamment Tihange furent un sujet, le redémarrage des réacteurs Tihange 2 et Doel 3.

Plus tard, la Ministre de l’Intérieur belge affirma en commission parlementaire belge que «L’analyse s’est terminée sur la base d’un rapport de l’AFCN on ne peut plus détaillé et dans lequel aucun aspect n’a été omis - qu’il s’agisse de l’examen des échantillons, de l’échelle des tests, etc.» Mais vu que le 25 mars 2014, l’opérateur du parc nucléaire belge, la société Electrabel, devait de nouveau arrêter les deux réacteurs en catastrophe, nous devons désormais mettre fortement en doute cette justification.

Electrabel expliqua l’arrêt comme suit: «Par mesure de précaution, Electrabel a décidé d’anticiper les arrêts programmés des deux réacteurs dès aujourd’hui, dans l’attente de résultats complémentaires. (...) Sur l’ensemble des tests réalisés, l’un d’entre eux portant sur la résistance mécanique d’un échantillon analogue à la composition de cuves concernées ne donne pas de résultats conformes aux attentes des experts». On peut donc en déduire que les autorités belges n’ont pas suffisamment respecté ni le principe de précaution, ni celui de la minimisation du risque nucléaire en autorisant en mai 2013 un redémarrage en l’absence d’informations définitives.

La sécurité maximale des installations nucléaires est non seulement essentielle pour les 840.000 personnes qui habitent dans un rayon de 30 km autour de Tihange, respectivement 1,5 millions autour de Doel, mais aussi pour le Luxembourg qui se situe à environ 63 km de Tihange.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Mesdames et Monsieur les Ministres:

1. L’ancien Gouvernement a signé en mai 2013, lors de la visite de travail susmentionnée, un accord belgo-luxembourgeois sur l’échange d’informations dans le domaine nucléaire. Est-ce que cet accord est déjà opérationnel?
2. Est-ce que les autorités belges ont communiqué des informations détaillées sur les causes du nouvel arrêt des deux réacteurs?
3. Quelle est la position du Gouvernement par rapport aux défauts découverts dans les cuves des réacteurs Tihange 2 et Doel 3, par rapport aux nouveaux arrêts et par rapport à un éventuel redémarrage? Est-ce qu’il ne faudrait pas arrêter ces réacteurs tant que l’ensemble des questions relatives à la sûreté des cuves n’aient pas trouvé de réponses concrètes, voire les arrêter définitivement vu l’impossibilité de remplacer une cuve de réacteur défectueuse?
4. Est-ce que le Gouvernement a déjà communiqué sa position au Gouvernement belge?
5. Le Premier Ministre Di Rupo a signé début mars une convention confidentielle avec la société GDF-Suez en vue de prolonger la durée de vie du réacteur Tihange 1 de dix ans. Est-ce que le Gouvernement a été informé de cette nouvelle étape visant à repousser la fermeture définitive du réacteur le plus vieux de Tihange à 2025, au lieu de 2015? Quelle est la position luxembourgeoise face à la prolongation de la durée de vie du parc nucléaire belge?

Réponse commune (6.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l’Environnement*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

1. Lors de la 7^e réunion conjointe des gouvernements belge et luxembourgeois du 14 mai 2013 (réunion «Gäichel»), la Ministre de l’Intérieur Joëlle Milquet et le Ministre de la Santé Mars Di Bartolomeo, avaient signé un accord relatif à l’organisation de la coopération bilatérale en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection. L’accord prévoit la mise en place d’une commission belgo-luxembourgeoise qui traitera notamment des questions ayant trait à l’opération et à la sûreté de la centrale nucléaire de Tihange, à la surveillance de la radioactivité dans l’environnement et à l’examen de toute autre question d’intérêt commun liée à la sûreté nucléaire ou à la protection radiologique.

La première réunion de la commission belgo-luxembourgeoise de sûreté nucléaire et de radioprotection a eu lieu le 19 décembre 2013 à Bruxelles. Durant cette réunion, les délégations des deux pays ont échangé sur les récents développements ayant trait à l’exploitation de la centrale nucléaire de Tihange: le suivi des stress tests, la gestion du dossier des indications de défauts détectées sur la cuve du réacteur 2 et les exercices du plan d’urgence. La réunion a posé les bases pour un meilleur échange d’information bilatéral en matière de sécurité nucléaire.

2. Des agents de la division de la radioprotection luxembourgeoise ont participé le 26 mars 2014 à la réunion de la convention internationale sur la sûreté nucléaire, à laquelle ont également participé des membres de l’agence fédérale du contrôle nucléaire belge (AFCN). C’est à ce moment que l’AFCN a fourni au service de la radioprotection luxembourgeois les informations disponibles au sujet de l’arrêt des deux réacteurs. Depuis cette réunion, des échanges directs ont continué, notamment en marge de réunions internationales. Au-delà de ces contacts directs, il faut mentionner que le site Internet de l’AFCN informe le public de façon assez détaillée.

3. Lors d’une inspection en septembre 2012, quelques milliers de défauts (d’un diamètre allant de 4 à 14 mm) ont été détectés dans la cuve du réacteur de Tihange 2. Le réacteur Doel 3 est dans la même situation. Suite à cette découverte, l’opérateur Electrabel a conduit des analyses intensives pour évaluer l’impact potentiel de ces anomalies. L’AFCN a invité des experts étrangers (notamment français et américains) à participer à ces analyses en se fondant sur des expériences similaires, pour tirer des conclusions responsables. De ces analyses a résulté qu’il est fort probable que ces anomalies existent depuis la date de fabrication: en effet, les tests réalisés ont mené à penser que les anomalies sont restées inchangées depuis le début des opérations.

Après environ 18 mois d’arrêt, l’AFCN a donné, en mai 2013, le feu vert pour le redémarrage provisoire des deux réacteurs concernés. Tout au long de ces démarches, les autorités belges ont été coopératives pour informer les pays voisins et notamment le Luxembourg de l’évolution de l’étude.

Le dossier contenait en effet de bonnes indications permettant de juger que le fonctionnement du réacteur ne présentait pas de risque. Or, tous les doutes n’ont pas complètement pu être levés. Parallèlement au redémarrage des réacteurs, des vérifications supplémentaires ont été demandées à Electrabel.

Parmi ces analyses supplémentaires figure l’étude des propriétés mécaniques d’un matériau irradié présentant des défauts. Fin mars, un test mené dans ce cadre par le centre belge de l’énergie nucléaire à Mol a révélé des résultats non conformes aux attentes des experts. Vu ces résultats et par mesure de précaution, Electrabel a tout de suite décidé d’arrêter les réacteurs de Doel 3 et Tihange 2. Des analyses complémentaires seront nécessaires pour pouvoir interpréter et évaluer ces résultats. Ces analyses sont actuellement en cours et dureront environ trois mois.

4. Lors de la réunion de la Commission administrative belgo-luxembourgeoise (CABL) du 20 mai 2014, le représentant du Gouvernement luxembourgeois a transmis les préoccupations du Luxembourg concernant la centrale de Tihange.

5. L’extinction graduelle de l’utilisation d’énergie nucléaire à des fins de production industrielle d’électricité sur le territoire belge est réglée par la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l’énergie nucléaire à des fins de production industrielle d’électricité. Le scénario d’extinction prévu par cette loi part d’une durée d’exploitation des réacteurs nucléaires belges de quarante ans. Or, la loi contient dans son article 9¹ une clause qui prévoit qu’en cas de force majeure (comme insuffisance d’électricité), un simple arrêté royal peut prolonger la durée d’opération au-delà des 40 ans. Récemment, le 18 décembre 2013, la Belgique a en effet déployé ce mécanisme pour prolonger la durée d’exploitation de Tihange 1 jusqu’au 1^{er} octobre 2025.

La loi du 18 décembre 2013, modifiant la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive de l’énergie nucléaire à des fins de production industrielle d’électricité et modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, précise le calendrier des fermetures définitives des réacteurs électronucléaires belges comme suit:

- Doel 1:	15 février 2015;
- Doel 2:	1 ^{er} décembre 2015;

¹ Art. 9. En cas de menace pour la sécurité d’approvisionnement en matière d’électricité, le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis de la Commission de Régulation de l’Electricité et du Gaz, prendre les mesures nécessaires, sans préjudice des articles 3 à 7 de cette loi, sauf en cas de force majeure. Cet avis portera notamment sur l’incidence de l’évolution des prix de production sur la sécurité d’approvisionnement.

- Doel 3:	1 ^{er} octobre 2022;
- Tihange 2:	1 ^{er} février 2023;
- Doel 4:	1 ^{er} juillet 2025;
- Tihange 3:	1 ^{er} septembre 2025;
- Tihange 1:	1 ^{er} octobre 2025.

Si la loi prolonge la durée du permis d’exploitation de Tihange 1 de dix ans, elle confirme la désactivation de toutes les centrales nucléaires belges en 2025. En supprimant la possibilité contenue dans l’article 9 de la loi de 2003 de revoir le calendrier par simple arrêté royal, la loi modifiée du 18 décembre 2013 confirme et renforce la volonté belge de sortir définitivement du nucléaire.

La sortie définitive du nucléaire belge semble donc pour l’instant garantie pour la période législative en cours. Il est toutefois légitime de penser que l’approvisionnement en énergie restera une priorité pour le Gouvernement belge. Dans ce contexte, il faut tenir compte de du fait que le prolongement de Tihange 1 de dix ans compliquera la sortie du nucléaire dans la mesure où cinq réacteurs sont prévus de fermer entre 2022 et 2025. Sans réels efforts pour remplacer la production d’électricité nucléaire par d’autres technologies, les futurs gouvernements belges sont susceptibles de remettre en cause le calendrier de la sortie du nucléaire.

La centrale de Tihange se trouve à environ 65 km de la frontière luxembourgeoise avec un vent prédominant vers le Luxembourg. Tihange dispose de trois réacteurs du type «eau pressurisée» (comme Cattenom, mais légèrement plus faible en puissance) qui ont commencé à opérer en 1975, respectivement 1983 et 1985. Conscient de ces faits, le Gouvernement luxembourgeois a exprimé au Gouvernement belge sa préoccupation liée à Tihange et son souhait que la centrale ferme le plus tôt possible.

Compte tenu des considérations d’approvisionnement énergétique, il est important que le Gouvernement luxembourgeois maintienne la pression sur le Gouvernement belge pour que la sortie du nucléaire soit maintenue et, parallèlement, soutienne le pays voisin dans ses efforts pour développer des sources d’énergie renouvelables non nucléaires.



Question 0268 (8.5.2014) de **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant **l’implantation d’un simulateur de chute libre au Luxembourg**:

Il ressort d’un commentaire diffusé sur «RTL Radio Lëtzebuerg» qu’une société américaine proposant l’installation au Grand-Duché d’un simulateur de chute libre chercherait à s’implanter à Luxembourg-ville, et plus précisément au Ban de Gasperich. Or, le Ministère lui aurait fait savoir via téléphone que sur le terrain projeté, il était prévu de construire un bassin de rétention. Une autre administration étatique aurait quant à elle indiqué à l’initiateur de ce projet qu’il était prévu d’y construire un stade de football.

J’aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Economie:

- Quand la société a-t-elle officiellement formulé sa demande?

- Le Ministre peut-il confirmer ne pas avoir fourni de réponse écrite à la demande de la société susvisée? Dans l’affirmative, quelles en sont les raisons?

- Le Ministre peut-il m’indiquer si le terrain visé par la société a entre-temps été réservé à la construction du stade de football ou d’un bassin de rétention?

- Dans sa réponse à la question parlementaire n°0079 (*cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2013-2014*), Monsieur le Ministre de l’Economie avait fait savoir qu’il resterait disposé à continuer d’accompagner le projet, notamment dans la mise en contact avec les promoteurs immobiliers privés. Le Ministre peut-il m’indiquer si ces engagements ont eu des suites? Lesquelles?

Réponse (16.6.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l’Economie*:

En premier lieu, il importe de noter que le commentaire diffusé sur «RTL Radio Lëtzebuerg», auquel il est fait référence dans la question de l’honorable Député Claude Wiseler, ne reflétait pas de façon tout à fait objective, précise et chronologique les échanges qui ont eu lieu entre les administrations publiques et la société américaine SkyVenture. Le Minis-



tière de l'Économie a été contacté pour la première fois en février 2013 par la société SkyVenture concernant l'implantation d'un simulateur de chute libre au Luxembourg.

Dans la mesure où le projet ne s'est pas qualifié pour une implantation dans une des zones d'activités économiques gérées par le Ministère de l'Économie, le porteur du projet a été mis en relation avec le service «Domaines» du Ministère des Finances. Entre juillet et septembre 2013, SkyVenture a été en contact avec le Ministère des Finances au sujet de deux terrains domaniaux sis au Ban de Gasperich que le porteur du projet avait identifié lui-même comme emplacement préféré pour son projet. Le Ministère des Finances lui a communiqué par e-mail ainsi que par téléphone la non-disponibilité de ces deux terrains pour les raisons suivantes:

- le premier terrain était classé «zone agricole» (terrain 1);

- le deuxième terrain était réservé à la construction du boulevard de Kockelscheuer et d'un bassin de rétention (terrain 2).

À remarquer que SkyVenture n'a jamais introduit une demande écrite officielle auprès du Ministère des Finances concernant sa recherche de terrain pour le projet de simulateur de chute libre.

En mai 2014, ayant pris connaissance du projet de construction du nouveau stade de football à Kockelscheuer, SkyVenture a contacté cette fois-ci le Ministère du Développement durable et des Infrastructures pour s'informer à nouveau sur la disponibilité du terrain 2. En ligne avec les informations communiquées antérieurement à SkyVenture, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a confirmé l'utilisation du terrain en question pour les besoins propres de l'État.

En effet, la parcelle identifiée est destinée à accueillir les accès et une partie des parkings du nouveau stade, ainsi que les bâtiments et hangars du Service des sports de la ville de Luxembourg.

SkyVenture a toujours été informée clairement et de façon cohérente par les différentes administrations responsables, quant aux raisons de l'indisponibilité des terrains publics que la société avait identifiés elle-même pour l'implantation de son projet.

Il n'en reste pas moins que le projet du simulateur de chute libre a toujours été considéré comme un projet intéressant par le Ministre de l'Économie surtout du point de vue de son attractivité touristique, intérêt qu'il a manifesté à plusieurs occasions dans la presse et dans la réponse à la question parlementaire n°0079 de l'honorable Député Roy Reding.

Il reste finalement à relever que SkyVenture a également été en négociation avec des promoteurs immobiliers privés, négociations qui toutefois n'ont pas non plus mené aux résultats escomptés.

Question 0269 (9.5.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant la **réunion de l'Association des Sénats d'Europe du 29 au 31 mai 2014 à Saint-Petersbourg**:

Il me revient que la prochaine réunion de l'Association des Sénats d'Europe se déroulera à Saint-Petersbourg en Russie entre le 29 et 31 mai 2014.

Au sein de cette association le Luxembourg est représenté par l'intermédiaire du Conseil d'État qui, au vu de son statut, est admis à titre d'observateur.

L'association a pour objectif le développement des relations entre ses membres, la promotion du bicamérisme dans le cadre de la démocratie parlementaire et le renforcement de l'identité et de la conscience européennes.

Il ne m'appartient nullement de vouloir mettre en cause le rôle qu'endosse le Conseil d'État dans cette association, qui œuvre à des objectifs et des contacts indispensables.

Or, il s'avère que la réunion est organisée par le Conseil de la Fédération de Russie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

1. Est-il exact que le Conseil d'État du Grand-Duché de Luxembourg sera représenté à Saint-Petersbourg lors de la réunion annuelle?

2. Dans l'affirmative, le Gouvernement ne partage-t-il pas l'opinion que justement en cette période de crise internationale, due à l'intervention des autorités russes en Ukraine, il y aurait lieu de renoncer à une participation à la réunion organisée précisément en Russie?

3. Si d'autres pays-hôtes renonçaient à la participation à la réunion en Russie, le Gouvernement n'estime-t-il pas que le Conseil d'État devrait suivre cette approche?

Réponse commune (16.5.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Monsieur le Député soulève un certain nombre de questions en relation avec la participation du Conseil d'État à une réunion de l'Association des Sénats d'Europe à Saint-Petersbourg du 29 au 31 mai 2014.

Nous nous permettons tout d'abord de noter que le Conseil d'État décide librement de ses contacts au niveau international et qu'il n'appartient pas au Gouvernement de s'immiscer dans son fonctionnement.

Ceci dit, le Conseil d'État nous a fait savoir qu'il avait effectivement envisagé de participer à la réunion à Saint-Petersbourg et que cette décision fut prise en étroite coordination et concertation avec les instances des pays Benelux qui sont représentées au sein de l'association.

Nous voudrions enfin informer Monsieur le Député qu'entre-temps la réunion de Saint-Petersbourg a été reportée sine die.

Question 0270 (9.5.2014) de **Mmes Martine Hansen** et **Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **prise en charge des enfants présentant de graves troubles du comportement**:

L'encadrement à moyen et long terme des enfants voire des adolescents présentant de graves troubles du comportement ne semble pas garanti au Luxembourg. Bien que nous disposions de différentes solutions passagères pour accueillir ces enfants et adolescents comme les différents services de pédopsychiatrie et de psychiatrie juvénile ou les centres d'accueil urgent pour enfants et adolescents en situation de crise psychosociale aiguë, une prise en charge durable à vocation psychologique, pédagogique et scolaire de ces enfants se révèle problématique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement pourrait-il nous informer avec quels pays le Luxembourg a conclu des conventions concernant le placement d'enfants et d'adolescents présentant de graves troubles du comportement et sur base de quels critères ces pays ont été retenus?

- Quels organismes intermédiaires nationaux ou étrangers sont impliqués dans la recherche d'un placement durable des enfants et adolescents présentant de graves troubles du comportement? Le Gouvernement pourrait-il nous informer sur les critères de sélection les concernant?

- Le Gouvernement pourrait-il également nous fournir de plus amples informations sur les critères de sélection s'appliquant aux centres d'accueil et aux familles d'accueil qui finalement accueillent les jeunes en question? Est-ce que ces derniers disposent d'un agrément? Si oui, qui est en charge du contrôle de cet agrément?

- Le Gouvernement dispose-t-il de données concernant les enfants et adolescents concernés chaque année par un tel placement (nombre par pays de placement, durée de placement, éventuellement troubles constatés, coût financier des placements à l'étranger)?

- Vu le nombre croissant des enfants et adolescents présentant des troubles du comportement, le Gouvernement ne voit-il pas la nécessité absolue de procéder à l'établissement en nombre suffisant de structures à caractère psychiatrique, pédagogique et scolaire au Luxembourg susceptibles de fournir un encadrement adéquat à ces enfants et jeunes présentant des troubles du comportement graves avec comme but ultime leur réintégration dans la société?

- Le Gouvernement dispose-t-il d'un plan d'action pour prévenir l'aggravation des troubles du comportement chez les enfants et les jeunes? Le Gouvernement ne juge-t-il pas opportun que le personnel en charge de ces enfants ait la possibilité de suivre des formations spécialisées en la matière et ce à échéance régulière pour pouvoir réagir de façon adéquate dans des situations de crise?

Réponse commune (11.6.2014) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

L'étiologie des troubles graves du comportement varie selon les cas. Les origines peuvent être d'ordre médical, psychologique, éducatif et social, voire multifactorielles.

1) Il n'existe pas de conventions conclues avec d'autres pays concernant le placement d'enfants et d'adolescents présentant de graves troubles du comportement.

2) L'implication d'organismes intermédiaires dépend de l'étiologie des troubles mentionnés et de la spécificité des mesures proposées ou ordonnées.

Les instances nationales impliquées dans la recherche de placements durables sont: le service national de la psychiatrie juvénile de l'Hôpital du Kirchberg; le service national de pédopsychiatrie du Centre Hospitalier de Luxembourg; l'unité d'adolescents du Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique (CHNP) à Ettelbruck; la Kannerklinik avec la pédiatrie sociale; la Commission médico-psycho-pédagogique nationale (CMPPN); l'Office national de l'enfance (ONE); les juges de la jeunesse et leurs substituts; le Centre socio-éducatif de l'État de Dreibern (CSSE).

Le lieu du placement dépend du volet prépondérant de la problématique à prendre en charge, c'est-à-dire de sa spécificité et de l'interdisciplinarité nécessaire à la prise en charge du trouble du comportement présenté par l'enfant ou l'adolescent concerné.

Le placement judiciaire des mineurs est réglé par la loi du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse et par la loi du 10 décembre 2009 relative au placement de personnes souffrant de troubles mentaux.

Les chiffres de placements judiciaires d'enfants ou d'adolescents présentant ou non un trouble psychiatrique/psychopathologique sont tout confondus. Ainsi, 25 enfants ont été placés par la justice dans le service de pédopsychiatrie depuis son ouverture il y a cinq ans. La durée du placement en milieu hospitalier varie entre quelques semaines et quelques mois pour les enfants et peut aller jusqu'à un an et plus pour les adolescents.

La CMPPN, instaurée dans le cadre de la loi de l'éducation différenciée de 1973, intervient dans le cadre de l'orientation scolaire d'élèves à besoins éducatifs spécifiques. Les classifications internationales des élèves à besoins éducatifs spécifiques incluent également ceux à troubles graves du comportement. Dans ces cas, il s'agit d'abord de mesures scolaires et à titre subsidiaire de séjours en internat spécialisé.

La loi du 16 décembre 2008 sur l'aide à l'enfance et à la famille se centre sur les familles à risque ou en détresse sociale ou financière. L'ONE, instauré dans le cadre de la loi susmentionnée, est chargé du placement d'enfants en détresse et pour lesquels le séjour dans leur famille ne paraît plus approprié.

Même si elles sont nécessairement liées l'une à l'autre, on peut distinguer deux grandes catégories dans lesquelles la mesure de placement pourra être prise, celle de la santé ou du développement social ou moral compromis et celle du mineur délinquant.

La notion de santé physique ou mentale, d'éducation ou de développement social ou moral compromis, n'est pas autrement définie par la loi et présente un caractère relativement vague et assez flou qui ne permet pas un contrôle de l'égalité des conditions dans lesquelles le tribunal de la jeunesse va ou non prononcer la mesure de placement.

Le tribunal de la jeunesse est juge du «danger» auquel le mineur est éventuellement exposé. Le choix du lieu du placement (e. a. hospitalier ou non) par le magistrat est effectué selon la qualité du danger imminent auquel le mineur se trouve exposé. Le magistrat a, conformément au droit commun, l'obligation de motiver sa décision.

Le tribunal apprécie de façon discrétionnaire si bien que certaines décisions peuvent être influencées par la vision du monde de celui qui statue et son expérience personnelle.

3) Les critères pour le choix des pays et des institutions à l'étranger sont l'étiologie et la spécificité des troubles, le degré de collaboration nécessaire ou non de l'institution avec les parents de l'enfant ou de l'adolescent concerné, la spécialisation des structures d'accueil, la proximité, la langue parlée, l'avis des parents, les contacts avec des professionnels du terrain, basés sur les expériences faites dans le cadre de mesures précédentes.

Le placement d'enfants dans un autre État membre de l'UE est régi par le règlement (CE) n°2201/2003 du «Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale» et plus particulièrement son article 56 (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ.do?uri=CELEX:32003R2201:FR:HTML>).

Les instances nationales n'orientent pas directement vers des familles d'accueil à l'étranger. Le cas échéant, ces placements, de même que les mesures individualisées («individualpädagogische Maßnahmen») sont organisés par des gestionnaires privés étrangers. Le contrôle est fait sur base de rapports adressés à l'ONE et de bilans pédagogiques et scolaires vérifiés par la CMPPN.

En ce qui concerne les propositions d'orientation de la CMPPN, le suivi de l'enfant et du jeune est assuré par une personne de référence désignée par l'organisme en question. Celle-ci doit se rendre régulièrement sur place, maintenir le contact avec le jeune et sa famille et préparer le retour au Luxembourg.

Des placements à l'étranger en institution spécialisée médicalisée ou en hôpital sont pris en charge par la Caisse Nationale de Santé ou le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

4) Désormais le regroupement de l'éducation nationale et des services de l'enfance et de la jeunesse sous une même tutelle permettra une meilleure coordination des démarches en question. En effet il y a lieu d'assurer la cohérence des mesures entamées et d'aboutir à un meilleur contrôle et à une plus grande transparence en matière financière.

Le coût d'un placement familial ou institutionnel varie de 6.000 à 8.000 euros par mois.

Le placement judiciaire en milieu hospitalier engendre des coûts supérieurs à celui d'un placement familial ou institutionnel, vu la présence d'une équipe pluridisciplinaire englobant les prestations de soins, et peut dépasser les 12.000 euros par mois.

Il n'existe pas de registre national répertoriant les mesures de placement d'enfants et d'adolescents à troubles graves du comportement. Nous entendons procéder cependant à une mise en commun des données.

5) Actuellement, le plan hospitalier ne prévoit pas l'augmentation du nombre de lits en psychiatrie infanto-juvénile prévu actuellement. Un centre thérapeutique de long séjour (réhabilitation) pour «adolescents» («Projet Putscheid») est prévu dans le cadre de la filière adolescents du CHNP.

6) La masse critique restreinte et les différents tableaux cliniques ne permettront guère d'offrir des solutions adéquates à chaque problématique à un niveau national.

Le service de la médecine scolaire du Ministère de la Santé se met en réseau avec les instances compétentes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse afin d'entamer une démarche commune.

Le personnel spécialisé des équipes multiprofessionnelles et le Centre de psychologie et d'orientation scolaires fournissent un apport précieux dans le domaine de la prévention des troubles graves du comportement et de la prise en charge psychopédagogique des enfants et des adolescents concernés.

Des structures spécialisées telles que le «Kannerhaus Jean», la Passerelle du «Kannerschlass Suessem» et le Foyer Andalé accueillent des enfants et des jeunes à troubles du comportement.

Le «Izigerstee», le Centre d'observation et d'intégration scolaire de l'Éducation différenciée et le «Päerdsatelier a.s.b.l.» assurent la prise en charge scolaire et l'insertion sociale des élèves en question.

7) Toutefois, il ne suffira guère de prévoir des structures spécialisées en nombre important, mais il faudra promouvoir les mesures préventives. Différents projets pédagogiques communaux et régionaux ont été instaurés à l'attention d'enfants à comportement inadéquat afin d'éviter leur désintégration. Au sein des lycées, les classes relais ou mosaïques poursuivent le même but.

Il est évident que le manque de repères fixes, un encadrement peu structuré et l'absence de perspectives professionnelles peuvent déstabiliser les jeunes et provoquer des comportements inadaptés. Des conditions sociales défavorables (pauvreté, violence de la part de proches, logements inadéquats) peuvent engendrer également des troubles du comportement.

Il y a lieu d'en tenir compte dans le cadre des réformes relatives à l'enseignement, à la lutte contre le chômage des jeunes, aux offres péri- et parascolaires et aux mesures sociales. La prévention voire la prise en charge d'enfants et d'adolescents à troubles graves du comportement est effectivement un défi national et dé-



pas le cadre des responsabilités des ministères invoqués.

Chaque professionnel qui travaille en contact direct avec des enfants ou jeunes doit disposer d'une formation pédagogique adéquate. Il est évident que la prise en charge d'enfants et de jeunes reconnus comme difficiles requiert des connaissances supplémentaires de la part des enseignants et du personnel qui les accompagne. Les professionnels confrontés au quotidien à des enfants présentant des troubles du comportement sont demandés à adapter continuellement les pratiques de prise en charge.

Les offres afférentes de l'Institut de Formation continue (IFC) sont multiples, et comprennent aussi bien des modules de sensibilisation que des formations d'envergure.

Les professionnels ont besoin d'être soutenus dans cette démarche par la définition de projets clairs et cohérents, un encadrement en termes de formation, mais également de supervision et d'analyse des pratiques ainsi que par l'échange de savoirs et de diffusion autour de référentiels de bonnes pratiques professionnelles recommandés dans le domaine de la prise en charge des troubles du comportement, quelle que soit au départ son origine.

Il faut toutefois rester conscient du fait que la perception de troubles du comportement peut être influencée par le seuil de tolérance de ceux qui les constatent. La psychologie du développement nous apprend que des attitudes oppositionnelles et d'autres comportements jugés inadéquats marquent certaines phases de la vie de l'enfant ou du jeune et s'inscrivent néanmoins dans des biographies tout à fait normales. Et tout placement devrait avoir nécessairement comme objectif, dans la mesure du possible, d'envisager dès le départ la préparation du retour dans le milieu d'origine ou éventuellement, la préparation à l'autonomie. La Cour européenne des droits de l'Homme a précisé que la mesure de placement devrait être une décision temporaire, à suspendre dès que les circonstances s'y prêtent, le but ultime étant de réunir à nouveau la famille. La position de la Cour s'appuie sur le respect de la vie familiale, garantie notamment par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Question 0271 (13.5.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le «**compte chèque postal**» pour le personnel de la fonction publique:

Au Luxembourg, tous les traitements et les salaires des fonctionnaires et employés de l'État sont versés exclusivement sur compte courant postal (CCP) de l'Entreprise des Postes et Télécommunications. Ainsi, le fonctionnaire n'est pas libre de pouvoir choisir lui-même son institut bancaire où doivent être versés ses traitements mais il est obligé de garder un compte chèque postal auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunications.

Sachant que le modèle économique actuel du CCP touche à ses limites et que l'Entreprise des Postes des Télécommunications est en train d'évaluer un éventuel rapprochement ou une coopération avec d'autres acteurs de la place financière pour identifier des opportunités ou rechercher des synergies au niveau de son activité des services financiers postaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances.

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le fonctionnaire voire l'employé devrait avoir la liberté de choix de l'institut bancaire au lieu de lui prescrire un certain établissement?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il en conséquence d'adapter les textes en vigueur?

Réponse (6.6.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Au Luxembourg, les traitements et salaires des fonctionnaires et employés de l'État sont obligatoirement virés sur des comptes chèques postaux (CCP) de l'Entreprise des Postes et Télécommunications. Les raisons de ce mode opératoire ont d'ores et déjà été fournies dans le cadre des questions parlementaires n°0263 du 19 novembre 2009 de M. Gast Gibéryen (*cf. compte rendu n°7/2009-2010*), n°1082 du 14 décembre 2010 de M. Claude Adam (*cf. compte rendu n°8/2010-2011*) et n°1189 du 24 janvier 2011 de Madame Lydia Mutsch (*cf. compte rendu n°10/2010-2011*) portant sur le même sujet.

Le Gouvernement tient à rappeler que conformément à l'article 31 de la loi modifiée du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux ainsi que de l'article 36 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État que l'État gère ses liquidités et ses paiements de façon centralisée à partir des CCP.

Il y a lieu de souligner que l'approche actuelle permet de limiter les coûts liés (i) à la gestion administrative de la base de données des 35.000 fonctionnaires et employés de l'État et (ii) au transfert des salaires, pensions, traitements et d'en assurer le même délai de paiement, ce qui ne serait pas le cas si les montants devaient être virés vers des instituts bancaires nationaux et internationaux.

Finalement, il y a lieu de rappeler que selon la loi, l'ouverture et la tenue d'un CCP est sans frais pour le titulaire du compte. Par ailleurs, les ordres permanents exécutés depuis un CCP vers une autre banque sont gratuits, ce qui permet aux personnes qui le souhaitent de transférer régulièrement et sans frais tout ou partie de leurs salaires, traitements ou pensions vers un compte bancaire auprès d'une autre institution financière. Il n'y a ainsi aux yeux du Gouvernement aucune restriction dans la liberté de choix de l'institut bancaire auprès duquel les fonctionnaires et employés de l'État gèrent leurs avoirs.

À l'heure actuelle le Gouvernement n'a par conséquent pas prévu de changer le fonctionnement actuel de gestion des liquidités de l'État.

Question 0272 (9.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant la **composition de la délégation du Luxembourg lors de la visite d'État en Pologne du 7 au 9 mai 2014**:

Sur invitation du Président de la République de Pologne, Bronisław Komorowski, LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse se sont rendus pour une visite d'État en Pologne du 7 au 9 mai 2014. Selon les informations publiées sur le site du Gouvernement «participent également à cette visite le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie, Etienne Schneider, le Ministre des Affaires étrangères et européennes, Jean Asselborn, et le Ministre des Finances, Pierre Gramegna».

Le site Internet du Gouvernement note également que «dans le cadre de cette visite d'État, une importante délégation économique accompagne le couple grand-ducal. Les secteurs des services financiers, de la logistique, des technologies de l'espace, des écotechnologies et la coopération scientifique dans le domaine de la sécurité des télécommunications sont au centre de cette mission économique». Selon d'autres informations publiées dans la presse de ce jour, il s'agit de plus de 70 représentants du monde économique du Luxembourg.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner sur la composition exacte de la délégation du Luxembourg lors de cette visite d'État?

- Par qui et selon quels critères la délégation actuelle a-t-elle été composée?

- Quels sont les accords conclus lors de cette visite officielle?

- Des représentants du monde associatif et culturel ont-ils fait partie de la délégation luxembourgeoise? Si non, ne serait-il pas utile de les inclure systématiquement dans les délégations des visites futures?

- Ne serait-il pas approprié, dans un souci de transparence cher à nous tous, de publier chaque fois, sans autre demande, la composition des délégations luxembourgeoises lors de visites d'État?

Réponse (4.6.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Lors de la visite d'État, Leurs Altesses Royales le Grand-Duc et la Grande-Duchesse étaient accompagnées, comme cela est le cas lors de toutes les visites d'État, par une Suite et par une délégation officielle.

La Suite de Leurs Altesses Royales est traditionnellement composée selon le même schéma, à savoir de ministres, du Maréchal de la Cour et de la dame d'honneur, de l'ambassadeur (et de son conjoint), du chef du protocole du Gouvernement et des aides de camp de Leurs Altesses Royales.

La décision concernant les ministres qui seront appelés à accompagner Leurs Altesses Royales est prise par le Gouvernement en fonction du programme de la visite.

La délégation officielle est composée de fonctionnaires et de membres de la Cour grand-du-

cale. Il appartient aux ministères dont les ministres font partie de la Suite de désigner les fonctionnaires qui participeront à la visite d'État.

Au niveau du Ministère des Affaires étrangères, il s'agit en général de représentants du Secrétariat général, de la direction des Affaires politiques, de la direction des Relations économiques internationales et des Affaires européennes et de la direction du Protocole et de la Chancellerie.

La Cour grand-ducale désigne de son côté les personnes dont elle juge la présence utile et qui, selon leur fonction, feront partie de la délégation officielle ou technique.

En fonction du programme de la visite d'État, la délégation officielle peut comporter d'autres types de délégations. Ainsi, lorsque la visite d'État s'accompagne d'une mission économique, il peut être décidé de former une délégation économique officielle composée de quelques représentants du monde des affaires luxembourgeois. De même, lorsque la visite d'État comporte des éléments de programme relevant plus spécialement des domaines scientifique ou culturel, une délégation académique officielle regroupera les représentants de ces domaines. Tel a été le cas pour la visite d'État en Pologne. Au vu des explications que je viens de lui fournir, Monsieur le Député notera qu'il ne saurait être question d'inclure de façon systématique, comme il le suggère, une délégation académique dans la délégation officielle, alors que de façon générale la délégation officielle doit être configurée en fonction des objectifs et du programme de la visite d'État.

Enfin, la délégation officielle est complétée par une délégation médias.

La composition finale de la délégation officielle, dont Monsieur le Député trouvera le détail en annexe, est le résultat d'échanges entre la Cour grand-ducale, les ministères et l'ambassade du Luxembourg dans le pays hôte, le Ministère des Affaires étrangères assurant la coordination à ce niveau.

En ce qui concerne la mission économique qui s'est déroulée en marge de la visite d'État, la définition de la liste des participants relève de la compétence de la Chambre de Commerce. Deux accords ont été signés dans le cadre de la visite d'État, à savoir un accord de coopération entre la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg et la Chambre de Commerce de Pologne, ainsi qu'un «Memorandum of Understanding between the Chamber of Commerce of the Grand Duchy of Luxembourg and The Polish Information and Foreign Investment Agency».

Pour être complet sur ce point, je voudrais encore informer Monsieur le Député qu'à côté de la délégation officielle, une délégation technique, du personnel de sécurité, des artistes, une représentante du monde gastronomique, des journalistes et des photographes ont accompagné la visite d'État en Pologne.

Enfin, rien ne devrait s'opposer à la publication à l'avenir de la composition de la délégation officielle luxembourgeoise lors de visites d'État.

(*annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 0274 (14.5.2014) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant les **représentants de l'État dans les conseils d'administration**:

Par ma question parlementaire n°0130 du 27 février 2014 (*cf. compte rendu n°4/session extraordinaire 2013-2014*), je vous avais demandé, dans un souci de transparence nécessaire à une société démocratique, de me renseigner sur l'identité des fonctionnaires et autres personnes qui représentent l'État dans les conseils d'administration, sur les indemnités que ces personnes touchent, sous quelque forme que ce soit, et sur la partie continuée par elles au Trésor de l'État.

Par courrier du 3 mars 2014, vous êtes intervenu auprès de Monsieur le Président de la Chambre des Députés afin de demander une prolongation du délai de réponse. Cette demande était motivée par le fait que la question concernerait tous les départements ministériels, ce qui nécessiterait un travail de concertation entre les départements.

1) Dans votre réponse du 7 avril 2014 vous m'informiez que depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'État, la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations et que le détail des sociétés dans lesquelles l'État tient des participations et est représenté par un ou plusieurs membres

dans le conseil d'administration est publiquement consultable sur le site Internet de la Trésorerie de l'État: <http://www.te.public.lu/participations/index.html>, exercice auquel je me suis volontiers plié depuis.

En ce qui concerne ma demande de savoir qui sont les fonctionnaires de l'État et autres personnes qui représentent l'État dans quels conseils d'administration, vous m'avez informé que les représentants de l'État au sein des conseils d'administration sont nommés par le Gouvernement en Conseil, sur proposition du Ministre compétent, et comme la législation sur le droit des sociétés imposerait à chaque société d'actualiser la liste de ses administrateurs via dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés, cette liste serait publiquement consultable au Mémorial C.

2) Or, lors de la consultation du Mémorial C pour voir qui est représenté dans quel conseil d'administration, conformément à votre demande, j'ai dû constater qu'il faut consulter pour chaque conseil d'administration concerné une multitude de publications datant de plusieurs années, exercice fastidieux auquel vous m'invitez à me plier. En plus, j'ai dû constater que les listes des administrateurs publiées au Mémorial ne renseignent généralement pas sur l'origine étatique de la nomination.

- Partant, Monsieur le Ministre d'État peut-il me remettre un relevé complet des fonctionnaires et autres personnes représentant l'État dans un conseil d'administration, tout en indiquant pour chaque personne la date depuis laquelle cette représentation est effective?

- Ne serait-il pas indiqué, dans un souci de simplification administrative, de tenir à jour ce relevé?

- Ne serait-il pas utile, dans un souci de transparence, que ce relevé soit publiquement consultable sur le site Internet du Gouvernement?

3) Ensuite vous m'informez qu'il appartient au Gouvernement d'arrêter au cas par cas les indemnités à allouer à ses administrateurs et que le Gouvernement estimerait, de façon générale et sans exception aucune, que les indemnités touchées par les administrateurs correspondent à leur surcharge de travail effective et que le Gouvernement ne leur demanderait aucun remboursement.

- Dois-je en conclure qu'aucune de ces charges n'est assumée pendant le temps de travail rémunéré sur base du chapitre 8 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État?

4) Enfin, vous estimez que le Gouvernement ne peut pas publier le montant des indemnités touchées par les fonctionnaires-administrateurs, ceci afin d'éviter d'exposer la situation individuelle des membres des conseils d'administration concernant les rémunérations leur allouées, et de ce fait celle des autres collègues administrateurs n'ayant aucun lien avec le secteur public. Vous justifiez ceci avec la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales, et notamment la lecture combinée de ses articles 64, alinéa 2 et 65, paragraphe 1, point 12 et paragraphe 3. Le paragraphe en question prévoit une dispense de publication d'office au Mémorial C du montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes de gestion et de surveillance à raison de leurs fonctions ainsi que des engagements nés ou contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des anciens membres d'un tel organe.

Là encore, je crois qu'il y a un malentendu sur ce que j'avais demandé. Je n'avais nullement demandé de publier au Mémorial les indemnités des gestionnaires de société, mais de me fournir un relevé des indemnités touchées par les représentants officiels de l'État, représentant l'intérêt public, dans des organismes qui ne sont pas des administrations de l'État. Cette demande est motivée aussi bien par la transparence prévue en matière de rémunération de toute fonction publique, que par la mission de contrôle parlementaire du Gouvernement, que par la transparence annoncée dans le programme gouvernemental.

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner sur la part ainsi allouée à des représentants de l'État (et non remboursée à l'État), séparément pour les conseils d'administration

- des sociétés de droit privé cotées en bourse,
- des sociétés de droit privé non cotées en bourse,
- des établissements publics, et
- des institutions financières internationales?

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il me renseigner, conformément au rai-



sonnement développé ci-dessus, sur le montant total alloué, dans sa fonction de représentant de l'État dans les différents conseils d'administration, à chacun des administrateurs nommés par l'État?

Réponse (13.6.2014) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Monsieur le Député pose une nouvelle fois diverses questions concernant l'identité et la rémunération des représentants de l'État ainsi que le volume de travail assumé par les agents en question dans les conseils d'administration de sociétés de droit privé, d'établissements publics et d'institutions financières internationales.

Je peux tout d'abord confirmer à Monsieur le Député que les charges afférentes, même si les réunions de conseils d'administration peuvent coïncider avec les heures de travail normales des agents concernés, se situent précisément dans bien des cas en dehors des heures de travail normales et comportent par ailleurs un travail de préparation conséquent qui lui aussi allonge d'autant les horaires de travail des hauts fonctionnaires concernés. Les charges afférentes s'ajoutent ainsi à celles correspondant à leurs fonctions principales. Dans tous les cas, la rémunération supplémentaire allouée correspond dès lors au volume de travail effectivement assumé.

Pour ce qui est de l'identité et de la rémunération des représentants de l'État dans les conseils d'administration, je me permets de renvoyer encore une fois Monsieur le Député aux dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales. La législation afférente impose à chaque société d'actualiser la liste de ses administrateurs via dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés, liste qui est ensuite publiée au Mémorial C. Pour ce qui est plus précisément des rémunérations des représentants de l'État dans les conseils d'administration, Monsieur le Député cite une des dispositions de la loi afférente à laquelle j'ai fait référence dans ma réponse à sa première question du 27 février 2014, en l'occurrence le paragraphe 3 de l'article 65. Monsieur le Député en notant que le paragraphe en question prévoit une dispense de publication d'office au Mémorial C du montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres des organes de gestion et de surveillance à raison de leurs fonctions, ne cite toutefois que de façon incomplète le texte en question. Si en effet l'article 65, paragraphe 1, instaure en son point 12 la publication de façon globale des rémunérations allouées aux membres des organes de gestion et de surveillance, l'omission de ces indications prévue au paragraphe 3 de l'article 65 joue précisément lorsque ces indications permettraient d'identifier la situation d'un membre déterminé de ces organes. C'est dans cette optique tracée par le législateur qu'il convient de voir la réponse du Gouvernement à la question du 27 février 2014. La législation sur le Registre de Commerce et des Sociétés ainsi que sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises organise un régime de publicité complet concernant les rémunérations allouées aux membres des organes de gestion et de surveillance et garantit une transparence totale concernant cet aspect du fonctionnement des entreprises. Ce régime de publicité combiné aux indications que bon nombre d'entreprises et d'établissements visés par la question de Monsieur le Député fournissent dans leurs rapports annuels suffit aux yeux du Gouvernement pour garantir la nécessaire transparence dans le domaine sous revue. Le Gouvernement n'entend dès lors pas se départir du cadre ainsi créé par le législateur pour fournir des indications qui n'ajouteraient rien au niveau de l'information des milieux directement concernés et du public.

Question 0275 (12.5.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **véhicules immatriculés en France roulant au Luxembourg sans assurance**:

D'après un article de presse publié récemment dans un quotidien luxembourgeois, le nombre de Français circulant sans police d'assurance valide aurait augmenté de 28% ces cinq dernières années. Par conséquent, le nombre d'accidents impliquant des personnes dont le véhicule n'était pas assuré a augmenté de 8,5%.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le nombre d'automobilistes dont le véhicule n'est pas assuré au Luxembourg?

- Un registre central permettant à la police de vérifier en amont si un automobiliste est assuré,

tel qu'il existe en Allemagne, pourrait-il constituer une solution à ce problème?

Réponse (19.6.2014) de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure:

La Police grand-ducale n'est pas en mesure de chiffrer le nombre de véhicules immatriculés en France qui ne sont pas couverts par une police d'assurance. Par ailleurs, les statistiques de la police ne reprennent pas particulièrement l'infraction de non-assurance.

La Police grand-ducale, en cas de non-présentation d'un certificat d'assurance, doit faire ses recherches en s'appuyant sur les informations des compagnies d'assurance. En dehors des heures de bureau, ce contrôle devient impossible de manière à ce que le véhicule en question est généralement immobilisé. Dans un souci d'efficacité et de service public, la mise en place d'un registre central autorisé faciliterait certainement le travail de recherche de la police sans cependant endiguer le phénomène de non-assurance en général.

Question 0276 (12.5.2014) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **Archives nationales**:

Suite à l'adoption en séance plénière le 21 mars 2013 du projet de loi concernant la construction d'un nouveau bâtiment pour la Bibliothèque nationale de Luxembourg, les travaux de construction sur le site «Bricherhaff» sont sur le point d'être entamés.

Or, je tiens à rappeler qu'une autre institution culturelle, à savoir les Archives nationales, se trouve également dans une situation assez précaire. En effet, suite au début des travaux de rénovation du bâtiment des Archives nationales sur le plateau du St Esprit, les Archives nationales ont été provisoirement transférées dans un bâtiment adjacent aux ateliers de l'Administration des Bâtiments publics à Bertrange/Bourmicht.

Il est évident que cette situation provisoire ne doit pas s'éterniser. D'ailleurs le programme gouvernemental stipule clairement: «Les Archives doivent déménager dans de nouveaux locaux modernes pour assumer pleinement leur rôle d'acteur national dans ce domaine (protection de l'héritage et du patrimoine culturel national).»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Est-ce que des réflexions ont d'ores et déjà été menées concernant un nouveau bâtiment pour les Archives nationales?

- Quel est l'avenir du projet de construction de nouvelles Archives nationales à Esch/Belval?

Réponse commune (18.6.2014) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de **Mme Maggy Nagel**, Ministre de la Culture:

Actuellement la situation des Archives nationales se présente comme suit:

Bâtiment principal au plateau du St Esprit

- salles de lecture au rez-de-chaussée

- bureaux et ateliers au rez-de-chaussée et partiellement au niveau -1 et au grenier

- dépôts au grenier et aux niveaux -1 et -2 (environ 5 km linéaires de documents)

Depuis le début du mois de janvier 2014, l'Administration des Bâtiments publics effectue d'importants travaux de mise en conformité au bâtiment principal des Archives nationales (notamment: renouvellement des installations électriques, des installations d'alarme, travaux de compartimentage et d'installation de portes coupe-feu, etc.). Les travaux de mise en conformité s'étendront probablement jusqu'au mois de septembre 2014.

Les ANLux doivent fermer leurs portes au public de janvier à août 2014 et mettent pendant cette durée à disposition du public deux salles de lecture provisoires (documents et microfilms) au Centre Hermès, 7, rue des Mérovingiens, à Bertrange.

Parking du St Esprit

- dépôts sur une partie des niveaux -4 et -5 (10 km linéaires de documents)

Le stockage de documents dans le parking du St Esprit avait été envisagé comme solution provisoire et continue de poser de graves problèmes tant au niveau de la sécurité qu'au niveau des conditions de conservation et de l'accès. En cas de déclenchement erroné du système de sprinklage installé sur toute la surface du parking, les documents d'archives seraient inondés et abîmés, sinon détruits. Les conditions les plus élémentaires à la bonne conserva-

tion des archives, à savoir l'existence de locaux propres, secs et étanches, ne sont pas remplies.

Afin de parer aux problèmes évoqués, les ANLux sont obligées de retirer 20% des documents stockés qui seront déplacés dans les dépôts provisoires au Centre Hermès à Bertrange.

Dépôts Centre Hermès (7, rue des Mérovingiens - z. i. Bertrange)

- quatre caves du bloc B avec une surface totale au sol de 600m²

Ces dépôts sont occupés par les ANLux depuis le début de l'année 2012 pour parer aux besoins d'espace les plus urgents.

Actuellement ces dépôts sont remplis à 30%.

Bâtiment des PTT à Luxembourg-gare

- bureaux et ateliers de microfilmage à l'étage 4

- dépôts sur une partie des sous-sols -3 et -4 (quelque 22 km linéaires de documents)

L'échéance de démolition de ce bâtiment étant fixée à 2014/2015, les ANLux déménageront dès juillet 2014.

Annexe Bourmicht

Lors de la réunion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire du 9 janvier 2012, les députés ont autorisé le Ministre du Développement durable et des Infrastructures à entamer la planification d'une extension des ateliers centraux de l'Administration des Bâtiments publics installée depuis 2010 à Bertrange/Bourmicht. Cette mesure s'impose suite à la décision des PTT de démolir le bâtiment des Postes à la gare.

La construction de surfaces de stockage temporaires pour les besoins des Archives nationales à Bourmicht est actuellement achevée. Le début du déménagement des dépôts PTT gare est prévu pour le mois de juillet.

Évolution de la situation à moyen terme:

Fin 2014, à l'achèvement des travaux de mise en conformité, de déménagement des dépôts PTT/gare, de réorganisation des dépôts au Parking du St Esprit, les ANLux n'auront pas vraiment à leur disposition d'espace supplémentaire de stockage. Le nouveau bâtiment construit à Bourmicht offrira une réserve de quelque 3 à 5 km d'archivage.

En considérant un volume de versement moyen de 2.000 m linéaires par an, on peut estimer que les capacités de stockage des ANLux seront à nouveau épuisées fin 2016.

En vertu de l'avant-projet de loi sur l'archivage élaboré par les responsables du Ministère de la Culture et des Archives nationales, tous les producteurs d'archives seront obligés à verser leurs archives publiques aux ANLux ne présentant plus d'utilité administrative après un délai de dix ans. Une fois le projet de loi voté, il engendrera des versements massifs d'archives de la part des administrations publiques que les capacités de stockage actuelles des Archives nationales ne suffiront pas à couvrir.

Il s'avère dès lors nécessaire de prévoir des locaux adéquats pour les Archives nationales à moyen et à long terme et de remettre la construction d'un nouveau bâtiment à l'ordre du jour.

Le budget pluriannuel des dépenses du Fonds Belval ne prévoit actuellement aucune dépense pour la réalisation de nouvelles Archives nationales à Esch/Belval. Dans le cadre de l'élaboration du budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2015 le Gouvernement décidera en fonction de la programmation pluriannuelle 2015-2018 et des moyens budgétaires disponibles de l'ordre de priorité des projets à réaliser au site Belval.

Le Ministère de la Culture est pleinement conscient de la gravité de la situation et a engagé les réflexions autour de la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales. Les premières démarches dans ce sens ont été entamées.

Question 0277 (13.5.2014) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **fumier de bovins potentiellement dangereux pour l'homme**:

Une étude récente de la Société américaine de microbiologie (ACM) laisse entendre que le fumier des vaches, couramment utilisé comme engrais, est une source potentielle de nouveaux types de gènes de résistance aux antibiotiques qui se transfèrent aux bactéries du sol où des légumes sont cultivés.

Le fumier provenant de l'intestin des vaches laitières pourrait devenir dangereux pour l'homme.

Ces gènes peuvent entrer l'écosystème humain par deux voies, soit les bactéries qui les contiennent colonisent l'homme soit les gènes sont transférés par un processus appelé transfert horizontal de gènes à d'autres bactéries qui colonisent l'homme.

La recherche a cependant déjà montré que les bactéries sont transférées des animaux d'élevage aux éleveurs. Les scientifiques ont découvert une nouvelle famille complète de gènes qui confèrent une résistance à l'un des quatre types d'antibiotiques: le chloramphénicol, utilisé pour traiter des infections respiratoires du bétail.

Certaines bactéries du fumier peuvent être pathogènes pour l'homme. Si tel est le cas, elles acquièrent une résistance aux antibiotiques et peuvent poser un problème.

En outre, les bactéries bénignes dans le fumier peuvent transférer des gènes de résistance aux pathogènes en tout point le long du parcours entre autres dans le fumier, le sol, les aliments ou l'homme.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres:

- Les Ministres sont-ils au courant de cette étude?

- Est-ce que ces résultats sont également valables au Luxembourg?

- Dans l'affirmative, quelles sont les premières conclusions à tirer en vue de protéger au mieux les consommateurs?

- Le Gouvernement peut-il me donner des informations sur l'utilisation d'antibiotiques dans l'agriculture luxembourgeoise?

Réponse commune (10.6.2014) de **M. Fernand Etgen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs, et de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé:

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

- Les services et administrations impliqués dans le contrôle et la surveillance de la chaîne alimentaire et de l'antibiorésistance se tiennent au courant des nouvelles études et résultats de la recherche dans ces domaines.

En effet, la lutte contre l'antibiorésistance est un sujet de grande actualité. Ainsi, la Commission européenne a invité les États membres à initier des plans d'action contre l'antibiorésistance, et, au niveau national, les administrations compétentes ont décidé dans un groupe de travail de l'Organisme pour la Sécurité et la Qualité de la Chaîne Alimentaire (OSQCA), en 2013, que la lutte contre l'antibiorésistance constitue une priorité nationale. Avant de pouvoir prendre des mesures concrètes, notamment des restrictions d'utilisation, il faut néanmoins disposer de plus d'informations sur les quantités d'antibiotiques utilisées et les voies de transmission des résistances des animaux aux humains, ainsi que sur le rôle des denrées alimentaires, des eaux de surface, des effluents d'élevage et/ou de l'air.

Afin de connaître les quantités d'antibiotiques utilisées dans les élevages porcins au Luxembourg, l'Administration des Services vétérinaires et la Division de la Pharmacie et des Médicaments de la direction de la Santé, ont développé une base de données dans laquelle les médecins vétérinaires doivent enregistrer les types et quantités d'antibiotiques utilisés dans les différentes porcheries. Après que la pertinence de cette base de données ait été démontrée en pratique, elle pourrait également servir pour la collecte de données d'antibiotiques utilisés dans les autres espèces d'animaux de rente et même de compagnie.

L'Administration des Services techniques de l'Agriculture contrôle en outre l'absence de contamination croisée et d'utilisation interdite d'antibiotiques dans les aliments pour animaux et les eaux d'abreuvement au Luxembourg.

Une conférence sur le sujet de l'antibiorésistance auprès des animaux et humains a d'ailleurs été organisée le 17 mai 2014 avec des conférenciers experts.

- Tout d'abord, il faut se rappeler que les bactéries naturelles du sol constituent un réservoir inépuisable de gènes de résistance contre les antibiotiques à cause de la diversité phénotypique existante. Plein de gènes de résistance y existent, mais pas nécessairement à fréquence élevée en absence de pression de sélection. Les gènes de résistance sont facilement transférables d'une bactérie à l'autre comme tous les gènes dans le monde microbien.

Dans l'environnement, il ne devrait pas y avoir de pression de sélection des bactéries, vu qu'il



n’y a aucune utilisation directe d’antibiotiques dans l’environnement. Par contre, l’utilisation d’antibiotiques chez les humains et les animaux exerce une sélection des bactéries résistantes aux antibiotiques en tuant les bactéries non résistantes. La fréquence d’utilisation des antibiotiques détermine ainsi la proportion des bactéries résistantes dans les humains et les animaux et, en conséquence, aussi la déjection de bactéries résistantes dans l’environnement et leur proportion dans l’environnement.

Comme les eaux d’égouts, les eaux/boues d’épuration, les eaux de surface, l’air d’échappement et les poussières des étables, les effluents d’élevage, les denrées alimentaires, les plantes, les insectes, les animaux de compagnie, les animaux de rente et les humains peuvent transporter des microorganismes, ils peuvent aussi transporter des microorganismes résistants aux antibiotiques si l’utilisation d’antibiotiques à un stade a exercé une pression de sélection en ce sens. La proportion de microorganismes résistants transportés ou hébergés dépend de la fréquence d’utilisation des antibiotiques. Seulement si les bactéries résistantes arrivent à remplacer les bactéries ordinaires existant dans un milieu/organisme, la résistance aux antibiotiques y sera maintenue.

Des recherches sont réalisées pour étudier les facteurs qui peuvent influencer le développement et le transfert de gènes et bactéries de résistance aux antibiotiques d’un organisme/milieu à l’autre et les moyens pour éviter ce phénomène.

L’étude mentionnée de la Société américaine de microbiologie (ACM), à laquelle le député fait référence, a seulement étudié la présence de bactéries résistantes aux antibiotiques dans le fumier de bovins, sans toutefois étudier l’impact de ces bactéries sur les bactéries du sol ou sur les végétaux y cultivés lorsque le fumier est utilisé comme engrais organique. Cette étude émet l’hypothèse que le fumier de bovins pourrait être dangereux pour l’homme sans connaître le devenir et le développement des bactéries résistantes aux antibiotiques présentes dans le fumier après son épandage sur les sols de culture.

La présence de bactéries résistantes aux antibiotiques dans le fumier de bovins est très probablement beaucoup plus faible en Europe qu’aux États-Unis; ceci étant dû à l’interdiction en Europe, inexistante aux États-Unis, de l’utilisation des antibiotiques à faible dose comme facteur de croissance dans l’alimentation animale. Le risque de transfert de gènes de résistance aux antibiotiques aux bactéries de l’homme est donc plus faible aussi.

Il existe cependant une autre étude sur l’impact de la fertilisation par fumier sur l’abondance de bactéries résistantes aux antibiotiques et sur la fréquence de détection de gènes des résistances aux antibiotiques dans le sol et sur les végétaux au moment de la récolte. (Impact of Manure Fertilization on the Abundance of Antibiotic-Resistant Bacteria and Frequency of Detection of Antibiotic Resistance Genes in Soil and on Vegetables at Harvest). Cette étude a été réalisée en 2011 et 2012 au Canada.

Les conclusions de cette étude sont:

- Le sol recevant du fumier est enrichi en bactéries résistantes aux antibiotiques, sans savoir si ces bactéries proviennent directement des bactéries présentes dans le fumier ou si le fumier fait proliférer les bactéries résistantes présentes naturellement dans le sol.

- Il n’y a pas d’augmentation correspondante dans l’abondance des bactéries résistantes aux antibiotiques sur les plantes cultivées dans des sols fertilisés au fumier.

- De nombreux gènes de résistance aux antibiotiques ont été détectés dans des plantes cultivées dans des sols n’ayant pas reçu de fumier.

- Un petit nombre de gènes de résistance aux antibiotiques étaient détectés sur des plantes cultivées dans des sols fertilisés avec du fumier, mais pas dans des sols n’ayant pas reçu de fumier.

- En général, la consommation de végétaux crus représente une voie d’exposition humaine aux bactéries résistantes aux antibiotiques et aux gènes de résistance naturellement présents dans le sol.

- La détection de quelques gènes de résistance aux antibiotiques dans des plantes cultivées dans des sols ayant récemment été fertilisés avec du fumier renforce le besoin de repenser l’opportunité du prétraitement du fumier par compostage ou autre processus, ou d’élargir le

temps entre la fertilisation organique et la récolte de végétaux pour la consommation humaine/animale.

Cette étude a ainsi montré que toutes les plantes cultivées peuvent contenir des gènes de résistance aux antibiotiques issus du sol, pas seulement celles cultivées sur du sol fertilisé avec du fumier. Il incombe ensuite aux autorités compétentes d’évaluer les risques de l’utilisation des engrais organiques en agriculture et en horticulture.

- Les conclusions de l’étude américaine mentionnée par l’honorable Député que le fumier pourrait devenir dangereux pour l’homme, ne sont pas valables telles quelles sans suivi de la recherche dans ce domaine.

Il est cependant important de continuer la lutte contre l’antibiorésistance au Luxembourg et en Europe et de comprendre les transferts et développements de bactéries et gènes résistants aux antibiotiques pour pouvoir décider des mesures efficaces contre le développement de l’antibiorésistance.

- La surveillance des ventes d’antibiotiques est l’une des sources d’informations importante utilisée pour l’évaluation et la gestion des risques liés à l’antibiorésistance. Le Luxembourg fait partie du projet ESVAC (European Surveillance of Veterinary Antimicrobial Consumption) mené par la Commission européenne, en coopération avec l’Agence européenne des médicaments EMA (European Medicines Agency) visant à recueillir selon un protocole standardisé les données de ventes des agents antibiotiques parmi tous les États membres de l’Union européenne. En 2013, le Luxembourg était en mesure de soumettre pour la première fois ses données de ventes en médecine vétérinaire et de participer à l’analyse comparative qui sera publiée en octobre 2014 par l’EMA dans le quatrième rapport ESVAC-Sales of veterinary antimicrobial agents in 26 EU/EEA countries in 2012.

En 2012, le volume total de ventes des médicaments antibiotiques en médecine vétérinaire au Luxembourg s’élève à 2,2 tonnes. Trois familles d’antibiotiques (Tétracyclines, Sulfonamides associées à la triméthoprim et Pénicillines) représentent à peu près 70% de la quantité pondérale des ventes. La famille des Tétracyclines représente à elle seule 35% de la quantité des ventes. Les préparations sous forme de combinaisons d’antibiotiques prennent une part de 10% des ventes. Les antibiotiques critiques (Céphalosporines de dernière génération et Fluoroquinolones) représentent 3,2% de la quantité pondérale vendue de matière active.

Pour connaître les quantités des différents antibiotiques utilisés dans l’élevage porcin au Luxembourg, la banque de données pour l’enregistrement des antibiotiques utilisés par les vétérinaires a été créée par l’Administration des Services vétérinaires et est opérationnelle depuis 2013. Cette banque de données pourra à l’avenir être élargie aux autres espèces animales.

Question 0278 (13.5.2014) de **MM. Félix Eischen** et **Marc Spautz** (CSV) concernant les **taux de TVA:**

Am Kader vun der Ouverture vun der Frëijoersfoire huet d’Madame Statssekretärin folgend Ausso gemaach zum TVA-Saz um Neibau vu Locatiounswunnengen:

„D’EU-Kommissioun huet d’Memberstaten nun emol opgefuerdert, déi super reduzéiert TVA-Sätz EU-wäit nëmmen nach fir „des biens de première nécessité“ bestoen ze loossen.“

Dofir wëllte mir gären dës Froen un d’Madame Statssekretärin stellen:

- Wat genee huet d’EU-Kommissioun vu Lëtzebuerg gefuerdert?

- Handelt et sech heibäi ëm nei Fuerderungen?

- Huet d’Regierung en Dokument, op dat si sech berëfft?

Réponse commune (17.6.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l’Economie*:

Um Conseil européen vum 27. bis den 28. Juni 2013 sinn am Kader vum Semestre européen lännerspezifesch Recommendationen vum de Stats- a Regierungschefen ugeholl ginn. Dës Recommendationen, déi sech op Lëtzebuerg bezéien, sinn am Journal officiel vun der Europäescher Unioun vum 30. Juli 2013 C 217/55 publizéiert.

Lëtzebuerg krut deemools fir d’Joren 2013 an 2014 sechs Recommendationen gemaach.

D’Recommandatioun 2 stipuléiert: «(...) le Luxembourg s’attache, au cours de la période 2013-2014: (...) 2. à prendre des mesures pour corriger le biais de la fiscalité des entreprises en faveur de l’endettement et pour étendre l’application du taux normal de TVA (...)»

Weiderhin huet déi Europäesch Kommissioun den 2. Juni 2014 am Kader vum Semestre européen 2014-2015 nach emol dës Recommendation am Punkt 1 opgegraff, wou si seet: «(...) le Luxembourg s’attache, au cours de la période 2014-2015: 1. (...) à élargir encore davantage l’assiette fiscale, notamment sur la consommation (...)»

Question 0279 (13.5.2014) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l’identification des chats:**

Vill Leit am Land engagéiere sech fräiwëlleg am Déiereschutz an investéieren dofir vill Zäit a Suen. Hire bénévolen Engagement kann ee ganz sécher als eng wichteg Aarbecht am effentlechen Interessi ugesinn, ëmsou méi, well si et dacks erméiglechen, datt de Stat oder d’Gemeenge sech net musse selwer ëm verschidden Aufgaben an deem Beräich këmmern.

Zu deenen Aufgabe gehéiert d’Fänke vu Kazen, déi wëll rondrëm lafen. Si gi gefiddert a kastriert oder steriliséiert. Géing dat net gemaach ginn, géing d’Zuel vun de wëll liewende Kaze séier an d’Luucht goen.

An deem Zesummenhank stelle sech awer eng Rei vu rechtliche Froen, well net ëmmer kloer ass, wéi eng Kaz wierklech wëll leeft a wéi eng eventuell am private Besëtz ass.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister dës Froen stellen:

1. Hält d’Regierung et fir sënnvoll, datt Kazen am private Besëtz och en Chip oder eng Tätowéierung kréien? Sollten op esou engem Chip eventuell Informatiounen iwwer hire Besëtzer a gesondheetsrelevant Informatiounen iwwert d’Déier erfaasst ginn?

2. Wéi eng Rechter a Flichten hunn déi Organisatiounen an hir Mataarbechter, déi wëll liewend Kaze fänken a si medezinesch behandeln? Ass d’Regierung der Meenung, datt déi Fro misst gesetzlech geregelt ginn?

Réponse (12.6.2014) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des Consommateurs*:

La question parlementaire donne lieu aux observations suivantes:

Le règlement (UE) n°576/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relatif aux mouvements non commerciaux d’animaux de compagnie et abrogeant le règlement (CE) n°998/2003 prévoit une identification par puce électronique des chiens, chats et furets qui sont soumis aux mouvements non commerciaux, à savoir qui accompagnent leur propriétaire lors des voyages à travers les différents pays.

La loi modifiée du 9 mai 2008 relative aux chiens prévoit l’identification électronique obligatoire pour tous les chiens détenus sur le territoire national. Toutefois aucune législation nationale ne prévoit une telle obligation pour les chats. Néanmoins, un certain nombre de chats, surtout ceux qui voyagent avec leur propriétaire, sont identifiés par puce électronique. Par contre une majorité de chats ne sont pas identifiés, ceci probablement pour des raisons financières, car l’identification électronique, qui doit être effectuée par un vétérinaire, présente un certain coût (+/- 50 €).

Cette puce électronique contient un numéro d’identification unique qui est enregistré dans une base de données dont la consultation permet de retrouver le nom et l’adresse du propriétaire. Il est difficilement envisageable d’enregistrer d’autres données sur le chip électronique. Concernant le tatouage, il faut remarquer qu’il est de moins en moins utilisé comme moyen d’identification puisqu’il devient rapidement illisible et ne permet plus une identification correcte.

Ainsi, vu l’existence d’une multitude de chats sur le territoire national et vu le coût élevé de l’identification électronique, il n’est pas envisagé de rendre obligatoire l’identification électronique pour les chats au Luxembourg. Seuls les chats qui quittent le territoire national doivent être obligatoirement identifiés selon les dispositions prévues au règlement (UE) n°576/2013 précité.

Quant à la responsabilité des associations de protection animale, celles-ci ne peuvent évidemment pas soumettre à des traitements vétérinaires un chat appartenant à un propriétaire sans l’accord de ce dernier. C’est pourquoi il est important que le vétérinaire contrôle le chat

quant à la présence d’une éventuelle identification (tatouage ou puce électronique) avant de prodiguer des traitements chirurgicaux (castration ou stérilisation). Certains propriétaires d’animaux s’opposent à de tels traitements pour des raisons éthiques et peuvent ainsi se retourner contre les associations de protection animale après des traitements non accordés.

En conclusion, il n’est pas nécessaire de légiférer dans ce domaine, car le droit commun est applicable. En effet, un non propriétaire d’un animal, à savoir une association de protection animale n’est pas habilitée à procéder à une castration ou une stérilisation d’un chat sans l’accord de son propriétaire.

Question 0280 (13.5.2014) de **MM. Félix Eischen** (CSV) et **Laurent Mosar** (CSV) concernant la **Société Nationale de Crédit et d’Investissement:**

La SNCI est un établissement bancaire de droit public spécialisé dans le financement à moyen et à long terme des entreprises luxembourgeoises. Elle accorde des prêts à l’investissement, à l’innovation ainsi que des crédits à l’exportation. Avec ses instruments de financement, la SNCI est en concurrence directe avec les banques commerciales qui, selon nos informations, offrent souvent des prêts à des taux d’intérêts plus favorables que la SNCI. Il nous revient également que la SNCI aurait accumulé plusieurs centaines de millions d’euros de réserves qui ne seraient pas mis à disposition des entreprises.

Sachant que la SNCI a décidé le 17 mars 2014 de réduire, pour les nouveaux contrats à signer, les taux de tous ses produits pour montrer sa volonté de soutenir le développement économique du pays et d’encourager les entreprises à s’engager dans des projets d’investissement, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Economie:

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer les informations susmentionnées?

- Dans l’affirmative, pour quelles raisons la SNCI a-t-elle accumulé autant de réserves?

- Monsieur le Ministre n’estime-t-il pas que cet argent devrait être mis à disposition des entreprises luxembourgeoises?

- Combien d’entreprises ont contracté l’année dernière des prêts auprès de la SNCI?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les produits offerts par la SNCI correspondent aux besoins réels des entreprises?

- Ne devrait-on pas élargir la palette des produits?

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les taux d’intérêts de la SNCI sont concurrentiels par rapport aux banques commerciales?

Réponse commune (17.6.2014) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l’Economie*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La Société Nationale de Crédit et d’Investissement (SNCI) est une banque de développement ayant une mission publique de contribuer au financement à moyen et à long terme des entreprises luxembourgeoises. Partant, elle ne peut être qu’un acteur complémentaire aux banques commerciales. Elle contribue au développement diversifié et durable de l’économie luxembourgeoise depuis son existence et elle a cofinancé des projets de nombreuses entreprises luxembourgeoises.

Depuis sa création, elle a décidé des interventions financières dépassant largement les trois milliards d’euros. Il faut également souligner que dans le cadre de la crise économique et financière, la SNCI n’a pas eu de cesse d’œuvrer dans le sens du développement économique, non seulement dans le cadre de l’analyse de nouveaux projets, mais encore dans le suivi de ses engagements existants.

Tout au long de son existence, elle a pu accroître ses réserves afin de pouvoir continuer à servir l’économie luxembourgeoise sans être dépendante du budget de l’État. Les réserves de la SNCI servent à accompagner les entreprises luxembourgeoises dans toute la diversité de leurs projets de création, de développement et d’innovation. Ces fonds ont toujours été et resteront à la disposition des entreprises luxembourgeoises qui présentent un projet éligible à la SNCI.

Force est de constater que les projets d’investissement des entreprises luxembourgeoises, et par conséquent les demandes de financement de la part de ces entreprises, ont été en baisse significative en ce qui concerne tous les produits de la SNCI en 2013.



Ce phénomène est non seulement observé par l'ensemble des banques de la place actives dans le financement des entreprises, mais est également confirmé par tous les autres acteurs actifs dans ce domaine sur le plan national. Tous s'accordent à dire qu'une hésitation certaine s'est faite ressentir de la part des entreprises qui n'osent pas investir en raison des incertitudes relatives à la situation et l'évolution de l'économie.

Il est à espérer que la reprise conjoncturelle avec une croissance du PIB proche de 3% en 2014, tirée notamment par l'industrie, la construction et les services aux entreprises, coïncidera avec une reprise des investissements et aura pour conséquence un accroissement des prêts accordés aux entreprises.

En 2013, le conseil d'administration de la SNCI a décidé des financements pour un montant de 42 millions d'euros. 4,6 millions d'euros de crédits d'équipement ont ainsi été alloués à 17 petites et moyennes entreprises, tout comme près de 6 millions de prêts à moyen et à long terme, 0,3 million d'euros de prêts de création/transmission et 3,3 millions de prêts participatifs à 13 entreprises luxembourgeoises, accompagnant ainsi leurs projets de développement, de diversification ou encore de création/transmission.

Des décisions de financement de 27,9 millions d'euros ont été prises dans le cadre des participations de la SNCI. Une grande partie de ce montant a été investie en faveur d'une grande entreprise de transport de fret aérien.

Pour ce qui est de l'année 2014, à fin mai, des financements pour un montant de 28,3 millions d'euros ont d'ores et déjà été décidés par le conseil d'administration de la SNCI qui se répartissent en 14,6 millions de prêts et 13,7 millions de participations.

La SNCI dispose actuellement d'une panoplie de produits qu'elle a créée, adaptée et développée d'une façon régulière au cours des dernières décennies.

Toutefois, consciente que le monde économique est en constante évolution, la SNCI a récemment revu ses instruments avec comme objectif de les compléter afin de mieux encore adresser les besoins en évolution permanente des entreprises.

Je peux donc dans le cadre de cette question parlementaire annoncer que trois nouveaux produits destinés au financement de projets innovants et au développement des entreprises seront très prochainement présentés par la SNCI. Ces nouveaux instruments devraient d'abord faciliter aux entreprises, et notamment aux PME, l'accès aux prêts nécessaires et permettant ainsi leur développement économique. Les produits existants et nouveaux de la SNCI seront présentés lors de réunions régionales.

En ce qui concerne les taux d'intérêts appliqués par la SNCI, je tiens à confirmer ce que les honorables Députés ont rappelé dans leur introduction. En effet, la SNCI a pris, en début d'année, la décision de réduire, pour les nouveaux contrats à signer, les taux de tous ses produits de 0,5%.

Cette nouvelle baisse des taux de la SNCI, après celle intervenue au 1^{er} juillet 2013, reflète la volonté de la SNCI de soutenir le développement économique du pays et d'encourager les entreprises à s'engager dans des projets d'investissement.

Il est rappelé que les taux de la SNCI sont difficilement comparables aux taux des banques commerciales étant donné qu'il s'agit de taux fixes, ne comportant ni frais, ni commissions et cela bien que les prêts puissent être anticipativement remboursés pendant toute la durée du prêt sans pénalités. Contrairement aux taux offerts par les banques commerciales où le client assume entièrement le risque du taux, c'est donc la SNCI qui assume pour ces financements le risque du taux d'intérêt tout en offrant une parfaite prévisibilité en matière de coûts de financement combinée à une flexibilité totale à l'entreprise luxembourgeoise. Ceci est notamment possible grâce au niveau renforcé de fonds propres et réserves dans le bilan de la SNCI.

Les taux applicables aux nouveaux prêts sont donc actuellement:

Prêt de création/transmission	4,50% p.a.
Prêt à moyen terme (cinq ans) (taux de base)	2,50% p.a.
Prêt à long terme (dix ans) (taux de base)	3,00% p.a.
Crédit d'équipement	2,00% p.a.

Enfin, les honorables Députés ne sont pas sans ignorer que les instruments de la SNCI doivent

respecter la réglementation européenne et nationale en matière d'aides d'État.

Question 0282 (13.5.2014) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant **l'imposition des plus-values provenant de la vente d'un immeuble prévu pour la location:**

Un contribuable résident qui vend un immeuble avec plus-value peut reporter l'imposition de cette plus-value à condition d'acquiescer «en emploi» un immeuble destiné au logement nouvellement construit au Grand-Duché. Cette règle est notamment destinée à promouvoir l'investissement dans des logements locaux dans le pays.

- Est-il vrai que la Commission européenne a engagé une procédure d'infraction contre notre pays, estimant que cette règle était une entrave à la libre circulation dans le sens que l'immeuble acquis «en emploi» doit être situé au Grand-Duché?

Pour un problème analogue, à savoir le report de l'imposition de sociétés ou commerçants de la plus-value de cession de leur immeuble, lorsque un autre immeuble est acquis «en emploi», la Commission européenne a également «formulé des critiques», ce qui a amené votre prédécesseur à déposer le projet de loi 6556 qui permet le réinvestissement dans tout État de l'Espace économique européen, donc l'Union européenne ainsi que l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.

- Est-ce que le nouveau Gouvernement envisage d'élargir par analogie la faculté de report à des acquisitions d'immeubles locatifs dans l'Espace économique européen et un amendement en ce sens du règlement grand-ducal du 17 juin 1992?

- Si non, de quelle autre manière le nouveau Gouvernement entend-il soit s'opposer soit se conformer aux critiques de la Commission européenne?

Réponse (13.6.2014) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances:*

Dans le cadre de la procédure d'infraction n°2011/4104 engagée envers le Grand-Duché, la Commission européenne lui a adressé un avis motivé en date du 20 février 2014 en matière de transfert de plus-values immobilières visé à l'article 102, alinéa 8 L.I.R. au titre de l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en raison du refus d'accorder l'imposition reportée des plus-values résultant de la cession par un contribuable d'un immeuble situé au Luxembourg lorsque le prix de cession est réinvesti dans un immeuble de report situé à l'étranger. Afin de se conformer aux exigences du traité sur le fonctionnement de l'UE et de celles de l'Accord EEE, le Gouvernement a prévu d'abroger d'une façon générale la possibilité du transfert des plus-values sur un immeuble de remplacement.

Le 14 avril 2014 un projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 17 juin 1992 portant exécution de l'article 102, alinéa 8 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (transfert des plus-values), avec exposé des motifs et commentaire des articles, a été déposé à la Chambre des Députés pour examen par sa Conférence des Présidents.

En date du 13 mai 2014, la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés (COFIBU) a recommandé à l'unanimité à la Conférence des Présidents de donner son assentiment au texte proposé par le Gouvernement. Ladite Conférence des Présidents a fait sienne la recommandation de la COFIBU en date du 28 mai 2014.

Pour ce qui est de la référence faite par l'honorable Député au projet de loi 6556 - qui vient d'ailleurs d'être adopté (loi du 26 mai 2014 portant modification - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; - de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»)) -, il y a lieu de souligner que le report visé à l'article 54 L.I.R. est limité aux entreprises luxembourgeoises sous des conditions très restrictives et que le poste de passif du bilan de l'établissement stable indigène doit refléter la plus-value transférée aussi longtemps que le bien de report à l'étranger n'a pas été réalisé.

Question 0283 (13.5.2014) de **Mmes Sylvie Andrich-Duval et Martine Hansen** (CSV) concernant **la formation des cadres de santé:**

Suite à un changement des conditions d'admission pour la formation de cadre de santé au Centre de formation pour les secteurs d'infirmier et de santé (CPSI), une haute école belge pour infirmiers, uniquement les bacheliers en soins infirmiers, donc les personnes détenant d'un diplôme bac +3, ont accès à cette formation. Les titulaires du diplôme d'infirmier luxembourgeois sont désormais exclus de cette formation parce que ce diplôme n'équivaut plus au niveau requis.

Nombre d'infirmiers gradués autorisés à exercer au Luxembourg													
2011					2012					2013			
Nationalité					Nationalité					Nationalité			
L	B	D	F	Total	L	B	D	F	Total	L	B	D	Total
119	24	4	19	168	119	26	5	20	171	116	27	4	168

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame et Monsieur les Ministres peuvent fournir des informations concernant le nombre de personnes ayant poursuivi une formation de cadre de santé?

- Les établissements hospitaliers ou organismes employant des infirmiers restent-ils intéressés à engager du personnel disposant de ce type de formation?

- En outre, quel est le nombre d'infirmiers de formation luxembourgeoise détenant un diplôme sanctionnant une formation de cadre de santé et quel est leur pourcentage face aux infirmiers de formation non luxembourgeoise et détenant ce même diplôme?

- Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre afin d'éviter un désavantage des infirmiers de formation luxembourgeoise sur le marché de travail?

Réponse commune (4.6.2014) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

À titre de remarque introductive, il convient de noter que la profession de «cadre de santé» n'est pas une profession de santé réglementée au sens de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé.

À la lecture de la question des honorables Députés, l'on peut toutefois conclure que les interrogations émises par ces dernières ont trait à la profession de santé réglementée d'infirmier gradué.

Ainsi, et à la lumière du constat établi à l'alinéa qui précède, il y a lieu de souligner que, dans un premier temps, au Luxembourg il n'y a pas d'établissement d'enseignement supérieur concernant une formation d'infirmier gradué. Ainsi, les personnes désirant acquiescer des qualifications professionnelles leur permettant d'accéder à cette profession doivent faire leurs études à l'étranger.

Par conséquent, un relevé du nombre de personnes ayant suivi une telle formation au Luxembourg ne saurait être établi.

En ce qui concerne les prérequis pour accéder à cette formation, les établissements d'enseignement supérieur sont libres de fixer leurs conditions d'admission, étant donné que l'infirmier gradué n'est pas une profession harmonisée au niveau communautaire.

Ceci explique également pourquoi le Centre de formation pour les secteurs d'infirmier et de santé peut délibérément exiger un Bachelor en soins infirmiers comme condition d'admission.

Dans ce contexte, il y a lieu de réfuter l'allégation tendant à vouloir dire que les détenteurs d'un diplôme d'infirmier luxembourgeois seraient pénalisés par rapport aux détenteurs de diplômes étrangers d'infirmier. En effet, la formation luxembourgeoise d'infirmier est conforme aux règles établies par la directive modifiée 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (texte réglementant au niveau communautaire la durée minimale de formation de la profession d'infirmier).

De surcroît, il convient de souligner que l'Allemagne dispose d'un système similaire au modèle luxembourgeois et que les infirmiers «alle-

mands» ne suivent en règle générale également pas de formation du type bac +3.

Sans entrer dans les détails des conditions d'admission des différents établissements d'enseignement allemands, l'on peut dès lors raisonnablement déduire que les infirmiers luxembourgeois peuvent accéder à des formations d'infirmier gradué dans ce pays.

Par ailleurs, il faut signaler que cette profession reste convoitée comme le montrent les chiffres constants du tableau ci-dessous.

Ce tableau renseigne également que, par rapport à leurs homologues étrangers, la proportion d'infirmiers gradués luxembourgeois - dont la grande majorité a également suivi des études d'infirmier au Luxembourg - est beaucoup plus importante que pour les autres professions de santé.

Question 0342 urgente (12.6.2014) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **la réduction du nombre de représentants au Conseil Économique et Social et au Comité des régions de l'Union européenne:**

Suite à l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne et pour des raisons de conformité avec le traité de Lisbonne, la Commission européenne souhaite réduire d'une unité le nombre de représentants au Conseil Économique et Social ainsi qu'au Comité des régions de l'Union européenne des petits États membres, à savoir le Luxembourg, Chypre et l'Estonie.

Selon le journal «Le Quotidien» de ce jour, si le Luxembourg ne se retrouvait plus qu'à cinq représentants au lieu des six actuels, ceci serait également contraire au traité de Lisbonne qui prévoit un nombre minimal de six représentants par pays. La décision finale, devant être prise à l'unanimité, revient toutefois au Conseil européen et par conséquent aux chefs de Gouvernement ou d'État de l'ensemble des pays membres de l'Union européenne.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État:

1) Quelle est la position de Monsieur le Ministre au sujet de la réduction du nombre de représentants luxembourgeois au sein du Conseil Économique et Social et au Comité des régions de l'Union européenne?

2) Monsieur le Ministre compte-t-il s'opposer à cette diminution lors de la prise de décision finale au sein du Conseil européen?

Réponse (13.6.2014) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Monsieur le Député se montre préoccupé par les propositions de la Commission européenne concernant la composition du Conseil Économique et Social et du Comité des régions de l'Union européenne alors que ces propositions aboutiraient à la réduction d'une unité du nombre de représentants des petits États membres, à savoir le Luxembourg, Chypre et l'Estonie, dans ces enceintes.

S'il est effectivement vrai qu'aux termes des propositions de la Commission européenne le nombre de représentants du Luxembourg passera de six à cinq dans les deux enceintes, je voudrais toutefois attirer l'attention de Monsieur le Député sur le fait qu'en elle-même cette proposition ne se heurte pas aux dispositions du traité de Lisbonne. Contrairement à ce que Monsieur le Député semble penser, le traité ne prévoit pas un nombre minimal de six représentants par pays au niveau du Conseil Économique et Social ni au Comité des régions.

Ceci dit, le Ministre des Affaires étrangères s'opposera avec détermination à l'adoption de ces propositions lors du prochain Conseil «Affaires générales».